

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ

**L'ANTIEXTRACTIVISME COMME ENGAGEMENT TRANSNATIONAL
ANCRÉ EN VILLE**

Parcours de vie et d'engagement de personnes migrantes

Par

Zaï nab EL GUERRAB

Maîtrise en économie et management

Thèse présentée pour obtenir le grade de

Philosophiae doctor, Ph.D.

Doctorat en études urbaines

Programme offert conjointement par l'INRS et l'UQAM

Octobre 2023

Cette thèse intitulée

**L'ANTIEXTRACTIVISME COMME ENGAGEMENT TRANSNATIONAL
ANCRÉ EN VILLE**

Parcours de vie et d'engagement de personnes migrantes

et présentée par

Zaïnab El Guerrab

a été évaluée par un jury composé de

Mme Stéphane GUIMONT-MARCEAU, présidente, Institut national de la recherche
scientifique

Mme Sophie L. VAN NESTE, directrice de thèse, Institut national de la recherche
scientifique

M. Éric PINEAULT, examinateur interne, Université du Québec À Montréal

Mme Julie-Anne BOUDREAU, examinatrice externe, Université Nationale Autonome
du Mexique

RÉSUMÉ

Les résistances à l'extractivisme, ce phénomène planétaire (Arboleda 2020) prennent place à la fois aux premières lignes sur les sites d'extraction que plusieurs milliers de kilomètres de là, dans les villes, centres décisionnaires et financiers de l'extractivisme. Les personnes se mobilisent en utilisant les ressources et les structures de la ville qui facilitent la mobilisation (Nicholls 2008) tout en composant avec ses contraintes et ses barrières (Uitermark, Nicholls et Loopmans 2012). Dans le cas particulier des personnes migrantes qui s'engagent dans les luttes contre l'extractivisme depuis Montréal, comment est-ce que leur vécu, en termes d'ancrage et de socialisation dans les espaces militants d'une diversité de contextes politiques, participe à définir leur engagement individuel et leur subjectivité face à l'extractivisme ?

Pour répondre à cette question de recherche, cette thèse propose un cadre conceptuel qui permet de retracer les moments forts et les espaces marquants dans le parcours de vie et de migration. Je mobilise une approche processuelle à l'engagement (Passy 2005 ; Fillieule 2001), avec les notions d'ancrage migrant et de transnationalité (Schiller et Çağlar 2013). Ceci me permet d'analyser les moments et les espaces marquants de la subjectivité politique des activistes migrant.es.

J'ai utilisé une méthodologie qualitative, avec un terrain qui s'est déroulé entre 2019 et 2021 durant lequel j'ai réalisé des entretiens longs avec des personnes migrantes activistes (32) de 18 différents pays habitant à Montréal aujourd'hui, des entretiens informatifs avec des activistes expérimenté.es du milieu antiextractivisme à Montréal (10), un groupe de discussion, des observations participantes d'événements militants et une analyse documentaire des productions militantes.

Les résultats de cette recherche montrent que les acteurs qui luttent contre l'extractivisme à Montréal constituent une nébuleuse dans laquelle se retrouvent plusieurs groupes différents (féministes, anticapitalistes, anti-impérialistes, autochtones, de justice migratoire, etc.). Après avoir posé ce contexte, la thèse présente d'abord et avant tout des récits d'engagement dans ce croisement entre migration et activisme transnational. Ce sont ces récits qui sont le cœur de la thèse. Les acteurs de cette nébuleuse composent avec les ressources et les contraintes de la ville ici et ailleurs, et par leurs actions militantes, contribuent à transformer l'espace politique montréalais, au sens physique et cognitif. Les parcours de vie et d'engagement des personnes migrantes montrent la diversité de leurs pratiques d'activisme, les spécificités de l'expérience migrante des espaces de socialisation politique et le vécu des frontières et de la blanchité à Montréal. En ce sens, la thèse contribue à la littérature en études urbaines en éclairant l'activisme migrant à l'extérieur du champ de « l'intégration » dans la société d'accueil dans lesquels on les confine souvent.

Mots-clés : engagement politique ; anti-extractivisme ; parcours de vie ; subjectivité politique.

ABSTRACT

Resistance to extractivism, a global phenomenon (Arboleda 2020), takes place both on the front lines at extraction sites and several thousand kilometers away in cities, the decision-making and financial centers of extractivism. People mobilize using the city's resources and structures, which facilitate mobilization (Nicholls 2008) while dealing with its constraints and barriers (Uitermark, Nicholls and Loopmans 2012). In the specific case of migrants who are involved in struggles against extractivism from Montreal, how do their experiences, in terms of emplacement and socialization in activist spaces in different political contexts, help to define their individual political engagement and subjectivity against extractivism?

To answer this research question, this thesis proposes a conceptual framework that enables to trace key moments and spaces in the individual life course and migration experience. I use a processual approach to engagement (Passy 2005 ; Fillieule 2001), with notions of migrant emplacement and transnationality (Schiller and Çağlar 2013). This allows me to analyze key moments and spaces that shapes the political subjectivity of migrant activists.

I used a qualitative methodology. The fieldwork took place between 2019 and 2021 during which I conducted long interviews with migrant activists (32) from 18 different countries, living in Montreal today. I also conducted informational interviews with experienced activists from the anti-extractivist milieu in Montreal (10), a focus group (1), participant-observations of activist events and a documentary analysis of activist productions.

The results of this research show that the actors fighting against extractivism in Montreal constitute a nebulous group in which several different groups can be found (feminists, anti-capitalists, anti-imperialists, indigenous, migrant justice, etc.). Having set out this context, the thesis first and foremost presents stories of political engagement in this intersection between migration and transnational activism, and it is these stories that are at the heart of the thesis. The antiextractivisme activists deal with resources and constraints of the city here and elsewhere, and through their activism to transform Montreal's political space, in both the physical and cognitive senses. The life stories of migration and political engagement the diversity of the activist practices, the specificities of the migrant experience of spaces of political socialization, and the experience of borders and whiteness in Montreal. In this sense, the thesis contributes to the urban studies literature by shedding light on migrant activism outside the field of 'integration' into the host society in which they are often limited.

Keywords: political engagement; anti-extractivism; life course; political subjectivity.

REMERCIEMENTS

Je remercie toutes les personnes qui ont participé à cette recherche et qui m'ont si généreusement partagé leurs temps, expériences, souvenirs, bonheurs et douleurs, qui accompagnent la migration et l'action collective. Merci pour votre confiance.

Un Grand Merci aux membres du collectif féministe anti-impérialiste *Femmes de Diverses Origines*. Travailler avec vous, en ligne, dans les bureaux du CTI et dans les rues de Montréal, est un bonheur et un baume au cœur. Je me suis tout de suite sentie chez moi dès le premier potluck avec vous. Leila, Gladys, Marie, Dolores, Chantale, Saadatou, Ceit et bien d'autres, Merci d'avoir ouvert la voie, c'est un honneur de marcher à vos côtés. Un Grand Merci aux membres du PASC de m'avoir accueillie quand mon projet de thèse était une idée encore embryonnaire. Vous avez été une belle rencontre et nos discussions sur la justice migratoire, l'extractivisme et les privilèges ont été un des espaces de réflexion les plus stimulants !

Des remerciements du fond du cœur, beaucoup de reconnaissance et de gratitude à Sophie L. Van Neste, ma directrice. Sophie, merci pour tout. Quand je t'ai écrit le tout premier courriel de prise de contact, je ne m'attendais pas à une si belle suite des choses. Merci pour ta confiance, pour ton amour pour la recherche et ton enthousiasme contagieux, pour ton empathie, ton incroyable disponibilité et tes infaillibles encouragements. Merci pour toutes tes propositions théoriques et pratiques, ainsi que pour toutes les relectures et tous les conseils de rédaction. Merci de me pousser à aller vers toujours plus de sensibilité et de finesse dans le travail.

Merci à toute ma famille et mes ami.es, au Maroc, en France, au Québec, en Ontario et ailleurs. Ilham et Abdelilah, votre présence au quotidien et nos innombrables heures d'appels transatlantiques m'ont fait sentir toujours plus proche de vous, de Rabat. Isa, merci pour les litres de thé turc, pour ton écoute, pour toutes les soirées Marvel, DC et tawula. Adriana, ta sororité est un des plus beaux cadeaux montréalais. Abdallah et Rahma, votre joie de vivre est une des plus belles inspirations. Selma, de Mahaj Riad au cinéma du Parc, ton amitié adoucit les plus rudes des hivers. Zineb, Lamia, Marie, Sarah, Mélissa, Sonya, merci pour votre amitié, votre écoute et votre humour. À l'INRS, merci à toutes les personnes que j'ai eu la chance de croiser durant ce parcours, avec une mention très spéciale à Anne-Marie et au cercle de lecture féministe.

Un merci éternel à mes parents. Votre amour, votre confiance et votre présence me donnent des ailes et des repères. Merci de me donner le souffle de toujours aller de l'avant. Lakom koul al hob.

Merci à Sophie de m'avoir offert une bourse de recherche à l'INRS. Merci à Pascale Dufour et au Collectif de recherche Action Politique Et Démocratie (CAPED) pour la bourse de rédaction. Merci au réseau Villes Régions Monde pour la bourse de fin de rédaction.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES.....	XI
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : L'EXTRACTIVISME ET L'ANTI-EXTRACTIVISME.....	4
L'EXTRACTIVISME, UN ENJEU LOCAL ET GLOBAL	4
<i>Une notion venue d'Amérique latine, utilisée en écologie politique de l'urbanisation planétaire</i>	5
<i>Néolibéralisme, État/capital</i>	6
<i>Destruction et territoires sacrifiés</i>	7
<i>Subjectivités extractivistes</i>	8
IMBRICATION DES LUTTES VERSANT DANS L'ANTIEXTRACTIVISME.....	9
L'ANTI-EXTRACTIVISME, UNE LUTTE DANGEREUSE	11
EXTRACTIVISME, IMPÉRIALISME ET MIGRATION	12
CONCLUSION	15
CHAPITRE 2 : LA VILLE COMME SITE D'ENGAGEMENT TRANSNATIONAL	16
LA VILLE ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX	16
LA TRANSNATIONALITÉ.....	22
DIASPORA ET ACTIVISME	24
<i>Voice after exit</i>	27
CONCLUSION	29
CHAPITRE 3 : PARCOURS D'ENGAGEMENT ET DE MIGRATION	31
1- L'APPROCHE PROCESSUELLE À L'ENGAGEMENT DANS LE PARCOURS DE VIE	31
<i>Parcours de vie</i>	34
<i>Approche biographique à l'engagement</i>	36
<i>Facteurs de l'engagement individuel</i>	37
<i>Conséquences biographiques de l'engagement et rétributions du militantisme</i>	41
<i>L'importance du contexte de liberté/répression politique dans le parcours d'engagement</i>	43
<i>Conclusion</i>	45
2- ANCRAGE MIGRANT POLITISÉ.....	46
1) <i>L'ancrage migrant</i>	46
<i>Les espaces urbains et l'ancrage migrant</i>	48
2) <i>Subjectivités politiques des activistes migrant.e.s en ville</i>	53
<i>Subjectivités politiques translocales</i>	56
<i>Les bons et les mauvais migrants</i>	60
<i>Conclusion et question de recherche</i>	62

CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE.....	64
LES OBSERVATIONS.....	64
ANALYSE DOCUMENTAIRE DES PRODUCTIONS MILITANTES.....	66
RECHERCHE-ACTIVISME.....	66
LES PARTICIPANT.E.S À LA RECHERCHE.....	67
ENTRETIENS.....	70
ANALYSE DES ENTRETIENS.....	73
CHAPITRE 5 : L'ANTI-EXTRACTIVISME À MONTRÉAL.....	76
1- DÉFINITIONS DE L'EXTRACTIVISME PAR LES PERSONNES MIGRANTES ACTIVISTES.....	77
<i>Nassira : l'extractivisme, la militarisation, les migrations et les luttes féministes et syndicales</i>	77
<i>Rafiq : Harvey, Harper et le Canada en Amérique latine</i>	79
<i>Manel : racisme, violence, capitalisme, impérialisme et extractivisme.</i>	81
<i>Warda : les traces de l'extractivisme dans le quotidien montréalais</i>	82
<i>Miriam : l'attachement différencié au territoire depuis sa position de personne migrante</i>	83
2- PRATIQUES MILITANTES.....	85
<i>Plaidoyer et rapport à l'État</i>	85
<i>Éducation populaire</i>	90
<i>Délégations solidaires</i>	92
<i>Action urgente</i>	92
<i>Action directe dans la ville</i>	93
<i>Création d'espace de convergence des luttes</i>	95
<i>Accompagnement international : instrumentalisation du privilège blanc</i>	96
<i>Pandémie et militantisme transnational : l'importance des lieux de rencontres physiques et virtuels</i>	99
3- LIEUX DE SOCIALISATION POLITIQUE.....	101
<i>Les espaces diasporiques</i>	102
<i>Le Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants</i>	104
<i>Les féministes migrantes et la ville</i>	107
<i>Les grands forums et rencontres internationales</i>	114
<i>Les groupes de recherche d'intérêt public</i>	117
<i>Le mouvement étudiant à Montréal</i>	118
<i>La ville, la migration et la violence du racisme</i>	121
CONCLUSION.....	123
CHAPITRE 6 : RÉCITS D'ENGAGEMENT, DE MIGRATION ET DE DÉTERMINATION.....	124
RÉCIT 1 : L'HISTOIRE D'UN COUPLE MILITANT.....	125
<i>Solidarité transnationale contre une minière canadienne</i>	125
<i>L'écologie, c'est politique</i>	127
<i>Le coût différentiel de la participation à une manifestation</i>	129
<i>Solidarité transnationale depuis les centres extractifs</i>	131

RÉCIT 2 : THAWRA	135
<i>Les débuts de la politisation</i>	136
<i>Montréal : à la recherche d'un espace d'action politique</i>	139
<i>Les rencontres libératrices</i>	145
RÉCIT 3 : MAHMOUD	151
<i>Syndicalisme et transnationalité</i>	152
<i>Relations internationales, violences et extractivisme</i>	154
<i>Territoires répulsifs</i>	157
<i>Coprésence à Montréal et luttes transnationales</i>	159
RÉCIT 4 : NEJMA.....	161
<i>Machine à café et division de classes</i>	161
<i>Prendre le bus pour aller manifester</i>	162
<i>Un féminisme transnational, sensible et informé</i>	163
<i>Just do it!</i>	167
<i>Féminisme et anti-extractivisme</i>	169
RÉCIT 5 : NASSIRA	173
<i>L'éveil politique</i>	174
<i>Les films comme outil pour sensibiliser et militer</i>	175
<i>À la croisée de plusieurs thèmes : migration, féminisme, frontières et antiracisme</i>	176
<i>Le féminisme migrant anti-impérialiste</i>	177
<i>Une perspective antiguerre à la lutte contre l'extractivisme et pour l'action climatique</i>	185
RÉCIT 6 : DALIA.....	187
<i>La migration, un fait politique</i>	187
<i>Féminisme et éducation populaire face à la répression</i>	188
<i>Une femme migrante politisée et mobilisée</i>	191
<i>L'extractivisme : une violence de tous les jours, partout</i>	193
RÉCIT PERSONNEL	196
CHAPITRE 7 : MOMENTS FORTS DANS LE PARCOURS POLITIQUE	207
1- LES MOTIVATIONS À L'ENGAGEMENT TRANSNATIONAL.....	207
<i>Loyauté et pression familiale</i>	208
<i>Culpabilité, indignation et devoir</i>	210
2- LE VÉCU DES TERRITOIRES SACRIFIÉS	213
3- LE VÉCU DES FRONTIÈRES	221
4- LA RENCONTRE AUX LIGNES DE FRONT DE L'EXTRACTIVISME, DANS DIVERS TERRITOIRES AUTOCHTONES	224
5- L'UNIVERSITÉ COMME RÉSEAU DE RECRUTEMENT ET STRUCTURE DE MOBILISATION	230
<i>Place de l'université dans le parcours des personnes</i>	232
<i>Offres politiques différentes</i>	235
6- LE MAINTIEN DE L'ENGAGEMENT	238
7- LES COÛTS ET BARRIÈRES À L'ENGAGEMENT.....	242

<i>La peur, ce mécanisme de contrôle social</i>	245
<i>Souvenirs de contextes répressifs</i>	247
CONCLUSION	252
CHAPITRE 8 : ANCRAGE MIGRANT POLITISÉ	254
1- SE SENTIR, OU PAS, A SA PLACE	255
<i>Être dans le salon à quelqu'un</i>	255
<i>Les frontières invisibles</i>	260
<i>La migrante impolie</i>	265
<i>Espaces féministes bilingues</i>	269
<i>Tensions à l'intérieur des diasporas</i>	272
2- LA VIE, C'EST ICI MAINTENANT	277
<i>La subjectivité politique migrante face à l'extractivisme</i>	278
« <i>Nous sommes ici parce que vous étiez là-bas</i> »	283
« <i>Nous ne partons pas de zéro</i> »	285
CONCLUSION DU CHAPITRE	291
CONCLUSION	293
BIBLIOGRAPHIE	303
ANNEXE 1 : GUIDE DE L'ENTRETIEN SEMI-DIRIGÉ	316
ANNEXE 2 : GUIDE DE L'ENTRETIEN INFORMATIF	319
ANNEXE 3 : GUIDE DU GROUPE DE DISCUSSION	319

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES SIGLES

ATTAP	Association des Travailleurs et Travailleuses d'Agences de Placement
CDHAL	Comité pour les Droits Humains en Amérique Latine
CLAC	Convergence des Luttes Anticapitalistes, Montréal
COPINH	Council of Popular and Indigenous Organizations of Honduras
CTI	Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants
FDO	Femmes de Diverses Origines
FSM	Forum Social Mondial
GRIP	Groupe de Recherche d'Intérêt Public du Québec
NOII	No One Is Illegal
ONG	Organisation non gouvernementale
PASC	Projet Accompagnement Solidarité Colombie
PAQG	Projet Accompagnement Québec Guatemala
PINAY	Organisation des femmes philippines du Québec
RSN	Racialized Student's Network
SAWCC	Centre Communautaire des Femmes Sud Asiatiques (South Asian Women's Community Center)
SoCM	Students of Colour Montreal/ÉtudiantEs RaciséEs de Montréal
SSF	Solidarité Sans Frontières
UdeM	Université de Montréal
UQÀM	Université du Québec À Montréalc

INTRODUCTION

« Exister, c'est exister politiquement » Abdelmalek Sayad

Quand je suis arrivée à Montréal en 2018, j'ai tout de suite été fascinée par le dynamisme de sa scène militante. Plusieurs actions de solidarité internationale sont organisées dans les campus et dans les espaces publics par des collectifs militants qui mettent de l'avant des luttes qui prennent place à des milliers de kilomètres de là. Parmi ce type d'actions collectives transnationales, il y a celles qui portent spécifiquement sur l'extractivisme. Ces actions antiextractivisme placent au cœur du débat les liens entre des territoires géographiquement éloignés, mais reliés matériellement par les flux de ressources qui y circulent et alimentent les marchés internationaux. En se solidarissant avec les mouvements sociaux qui prennent place aux premières lignes, dans les territoires d'extraction, ces activistes tissent des liens de solidarité entre les mouvements sociaux au Nord et au Sud. Dans les événements militants contre l'extractivisme, les discours des activistes sont teintés par des perspectives aussi diverses que fondamentalement complémentaires. Par exemple, on y trouve des slogans, des discours et des analyses militantes féministes, anti-impérialistes, anticapitalistes, décoloniales et internationalistes, entre autres. Ces différentes perspectives ne sont pas mutuellement exclusives bien entendu, et dans les faits, les discours se recoupent énormément. Les groupes militants antiextractivistes collaborent entre eux, constituant ce qui s'apparente à une nébuleuse antiextractivisme. Dans ces groupes, des personnes migrantes participent à ces actions collectives et soulignent les liens entre les migrations et l'extractivisme. L'accaparement des terres et les déplacements forcés ne représentent qu'une des nombreuses facettes de ces liens.

Le vécu des personnes qui s'impliquent dans ces luttes teinte leur compréhension de l'extractivisme, vécu dans leurs corps. Leurs cœurs portent des terres, des personnes et des luttes qui les accompagnent dans ce mouvement migratoire. Comment ce vécu de l'extractivisme et de la migration façonne-t-il leur subjectivité politique ?

Les personnes migrantes constituent une composante importante de la société montréalaise. Pourtant, encore très peu d'études s'intéressent à leur engagement dans la vie politique hors institution, spécifiquement dans les luttes globales comme l'extractivisme. Cette recherche porte sur les parcours d'engagement politique et d'ancrage urbain de personnes migrantes qui militent contre l'extractivisme.

À travers les différentes étapes du parcours de vie des personnes, leurs expériences de divers espaces urbains de socialisation politique à Montréal et ailleurs, je documente dans cette recherche les moments les plus importants dans la formation de leur subjectivité politique face à l'extractivisme. Je m'intéresse à comprendre comment, à travers leurs différentes formes d'ancrage politique, ces personnes migrantes militantes contribuent à façonner le paysage politique montréalais.

Montréal est une ville dans laquelle des actions collectives transnationales contre l'extractivisme existent depuis plusieurs décennies et continuent à s'y déployer. Des espaces regroupent des activistes de divers groupes, compétences et milieux qui s'opposent à l'extractivisme de manière générale, et/ou à des projets extractifs dans des pays en particulier. Ces espaces militants urbains interagissent avec les villes en utilisant leurs ressources (W. Nicholls 2008) et en composant avec leurs contraintes (Uitermark, Nicholls et Loopmans 2012). Ces espaces proposent, et préfigurent parfois, des visions du monde et des conceptions du pouvoir qui dépassent le cadre d'analyse par processus politique (Mcadam, Tarrow et Tilly 2001 ; Della Porta et Tarrow 2005), dominant dans l'étude des mouvements sociaux transnationaux (Dufour et Goyer 2010). S'y croisent des dynamiques de mobilité transnationale et de formation de subjectivités politiques encore peu explorées. Ces dynamiques invitent à penser l'engagement transnational en portant davantage attention aux individus qui y participent et aux incidences que cela peut avoir sur leurs trajectoires d'engagements et les milieux dans lesquels elles et ils s'engagent.

Dans cette thèse, je propose de comprendre l'engagement politique anti-extractivisme des personnes migrantes à partir de leur vécu de divers espaces de socialisation politique. La thèse se divise en huit chapitres. Les deux premiers problématisent les liens entre l'extractivisme, la migration d'une part, puis les liens entre la ville et les mouvements sociaux d'autre part. Le troisième chapitre détaille les concepts utilisés pour étudier l'engagement politique des personnes migrantes en relation avec leur ancrage dans la ville. Le quatrième chapitre présente l'approche méthodologique employée. Ensuite, les quatre chapitres suivants exposent les résultats empiriques. Dans le cinquième chapitre, je relate le contexte montréalais de l'action politique transnationale contre l'extractivisme, en partant des définitions des militant.e.s de l'objet de leur lutte, les ressources et les barrières à l'engagement dans la ville. Le sixième chapitre est une restitution de six récits d'engagement de personnes migrantes militantes contre l'extractivisme à Montréal. C'est un chapitre qui laisse toute la place à la voix des personnes migrantes et dans lequel je reconstruis à partir de leur récit leur parcours d'engagement et de migration. Le chapitre sept porte sur les moments forts dans les parcours d'engagement qui ont laissé des traces sur les personnes

et ont contribué à façonner leurs subjectivités politiques face à l'extractivisme. Enfin, le chapitre huit met l'accent sur le vécu et la transformation des espaces militants par les personnes migrantes.

CHAPITRE 1 : L'EXTRACTIVISME ET L'ANTI-EXTRACTIVISME

Lorsqu'on cherche le mot « extractivisme » sur un moteur de recherche en ligne, on se retrouve devant des photos d'énormes trous béants qui proviennent de sites d'extraction. Ces images, souvent de mines à ciel ouvert, sont glaçantes et spectaculaires dans leur esthétique de la destruction. Elles illustrent une des caractéristiques de l'extractivisme, le vide laissé derrière l'extraction, car les ressources sont capturées et ne sont pas reproduites (Ye et al. 2020). Les communautés dont l'habitat et le mode de vie sont directement affectés par l'extractivisme réagissent de diverses manières, selon leurs contextes et les contraintes avec lesquelles elles doivent jongler. Leurs résistances ne sont pas toujours visibles à un public éloigné, géographiquement et politiquement. Cependant, certaines luttes sont menées sur des scènes politiques à des milliers de kilomètres, dans des villes d'autres pays où la voix des communautés qui luttent est portée. Un conflit territorial peut se retrouver alors transnationalisé. Ce sont les parcours d'engagement transnational des individus qui participent à des actions de lutte contre l'extractivisme, en lien avec les espaces urbains d'activisme, qui m'intéressent dans cette recherche.

D'abord, que veut dire l'extractivisme et qu'est-ce qui caractérise la lutte anti-extractivisme ?

L'extractivisme, un enjeu local et global

Le terme « extractivisme » vient du terme latin « *extrahere* » qui signifie « arracher ». Il est lié aux secteurs de l'exploitation minière, du pétrole, de la monoagriculture et plus largement, tout secteur fournissant des matériaux destinés à l'exportation (Lang et Mokrani 2013, 190). C'est un modèle qui se base sur la division internationale du travail où les pays du Sud sont producteurs de matières premières puis exportateurs vers les zones industrielles des pays du Nord qui les transforment en biens de consommation (*idem*). Concrètement, cela s'opère à travers les gouvernements qui vendent l'accès aux ressources naturelles à des compagnies multinationales qui procèdent à l'extraction des richesses dans des conditions d'exploitation optimales. Très souvent, il y a une rareté, voire une absence de contrôle des agissements desdites compagnies en matière de violations des droits de la personne et des communautés (*idem*). En d'autres termes, l'extractivisme est donc un modèle d'exploitation intensive et abusive des ressources naturelles, qui sont extraites de territoires — du Sud global — et exportées à l'état brut ou peu transformées, vers des zones industrialisées — généralement dans le Nord global, dans l'objectif d'alimenter le marché capitaliste mondial (Arboleda 2020 ; Svampa 2019 ; Gudynas 2020). Dans les cas où des États redistribuent une partie des

richesses à travers des investissements ou des programmes sociaux, comme ce fut le cas par exemple en Bolivie, en Équateur et dans une moindre mesure au Brésil, la littérature qualifie le modèle de néo-extractivisme ou d'extractivisme progressif (Acosta 2013; Ye et al. 2020).

Une notion venue d'Amérique latine, utilisée en écologie politique de l'urbanisation planétaire

La notion d'extractivisme est discutée dans la littérature scientifique depuis le début des années 2000, dans les travaux pionniers qui provenaient principalement d'Amérique du Sud comme ceux d'Eduardo Gudynas, Maristella Svampa et Alberto Acosta notamment. Acosta (2013, 62) décrit l'extractivisme comme un « mode d'accumulation qui a commencé à s'établir à une échelle massive il y a de cela 500 ans », car pour lui, il s'agit d'un modèle qui a commencé avec la conquête et la colonisation des Amériques, de l'Afrique et de l'Asie. Ce vieux modèle ne montre aujourd'hui aucun signe d'épuisement, les ressources sont toujours transférées de périphéries vers des centres, où elles se prêtent facilement à la financiarisation, maintenant ainsi la logique du développement capitaliste inégal (Parks 2021). L'extractivisme est, dans un sens, « un état d'esprit et un mode de colonialisme sans fin » (Gobby et al. 2021).

Dans son travail, Arboleda (2020; 2016) propose la notion d'urbanisation planétaire, en s'inspirant des travaux classiques de Lefebvre. L'argument d'Arboleda est que les écrits en écologie politique urbaine (notamment ceux utilisant la notion d'urbanisation de la nature) ont porté sur l'analyse des villes et non pas sur des processus se matérialisant hors des villes, comme dans les espaces d'extraction (Arboleda 2016). Il est rejoint dans cet argument par Tzaninis et al. (2020) qui ont critiqué la tendance de la perspective de l'urbanisation de la nature à considérer, voire à réduire les dynamiques qui se passent en dehors de la ville comme émanant de manière unilatérale de la ville (Keil 2018) ou le « *methodological 'city-ism'* » (Angelo et Wachsmuth 2015). Tandis qu'en fait, beaucoup se passe dans les « *operational landscapes* », territoires de l'extractivisme trop souvent invisibles, qui rendent possible nos modes de vie sur terre (Arboleda 2016 ; Brenner 2014). En outre, la focalisation sur l'urbanisation de la nature demeure la dichotomie entre un centre et une périphérie qui subit les logiques et dictats d'un centre privilégié, ce que Tzaninins et al. (2020, 4) proposent de dépasser en appelant à élargir la perspective et adopter une vision de « *more-than-urban political ecology* » qui inclut les acteurs humains et « *more-than-human* », et les relations entre

institutions et forces politiques et économiques impliquées dans l'urbanisation de la nature en dehors des « centres » urbains (Arboleda 2016).

Néolibéralisme, État/capital

En dépit du tournant néolibéral, l'État continue de jouer un rôle crucial dans le développement et l'épanouissement de l'extractivisme (Gudynas 2020 ; 2018). L'entrelacement État/capital représente même une des caractéristiques saillantes de l'extractivisme, comme le montrent Ye et al. (2020, 156) qui en énumèrent une dizaine, dont : l'entrelacement étroit entre l'État et le capital privé, qu'il soit national ou international, la concentration des décisions et l'accumulation des profits dans les centres opérationnels et par les groupes capitalistes qui y participent, avec la création et/ou le creusement d'inégalités territoriales et régionales. La richesse produite n'est pas canalisée vers les personnes affectées négativement ni les personnes (et/ou institutions) qui pourraient légitimement réclamer des parts des profits.

Les spécialistes de diverses disciplines qui étudient l'extractivisme utilisent généralement le modèle de l'accumulation par dépossession théorisé par David Harvey (2003). Harvey a développé sa théorie en se basant sur la pensée de Rosa Luxembourg et Hannah Arendt qui ont elles-mêmes travaillé avec le concept marxiste d'accumulation primitive du capital. Ils et elles considèrent l'État comme ayant un rôle stratégique dans ce processus. Cette théorie est très prisée par les spécialistes de l'extractivisme, car elle permet de regarder à la fois les mécanismes globaux qui sous-tendent cette industrie et les processus nationaux et locaux qui facilitent les dépossession des terres et des autres ressources comme l'eau, l'électricité et les routes nécessaires à la viabilité économique du modèle. Des auteur.trice.s vont au-delà de la dépossession et considèrent que le modèle de développement extractiviste est basé sur l'appropriation de la nature (Gudynas 2020). D'autres comme Perreault (2013) insistent sur « la dépossession des modes de subsistance, par trois modes interreliés d'accumulation : les sédiments toxiques dans les champs agricoles, l'accumulation de l'eau et des droits à l'eau des compagnies minières et enfin l'accumulation du territoire par les opérations minières » (traduction libre, Perreault 2013, 1050). Perrault soutient que pour comprendre ce processus en profondeur, il est nécessaire de porter une attention particulière « au rôle contingent de la nature et de sa matérialité, dans ces processus » (*idem*, 1054).

Destruction et territoires sacrifiés

Une autre caractéristique de l'extractivisme est son côté destructeur à la fois des terres et des corps (Ye et al. 2020), c'est-à-dire que les ressources sont exploitées à outrance, des terres et réserves d'eau sont détruites, d'une manière généralement irréversible. Les violences de l'extractivisme incluent également les déplacements forcés de population pour faciliter l'exploitation des terres. Les impacts sur les corps sont visibles par une corrélation positive entre l'installation de compagnies extractivistes et l'augmentation des violences genrées, des cas de harcèlements et de viols dans les sites d'extraction, avec des pics lors des phases d'éviction des populations (Muñoz et Villarreal 2019), en plus des effets disproportionnés sur les femmes, de la désintégration des milieux de vie, des tissus sociaux et des économies locales. Un point commun entre les zones touchées par l'extractivisme, à divers degrés, c'est qu'elles deviennent les lieux de production de « territoires sacrifiés » (Reinert 2018 ; Harrison 2008 ; Scott et Smith 2017 ; Oliveira et Hecht 2016). La notion de territoire sacrifié n'est pas encore un concept totalement abouti et il y a une lacune de la littérature concernant les enjeux sociaux, politiques et transnationaux que ces territoires engendrent. Initialement, comme le rappelle Reinert (2018), le terme est d'abord apparu dans le langage agricole (Colten 2012 cité dans Reinert 2018) et dans le jargon de planification des complexes nucléaires états-uniens de la moitié du siècle dernier (Kulets 1998 cité dans Reinert 2018). La notion a pris de l'ampleur ces dernières années, surtout dans la littérature en justice environnementale sous l'appellation de « sacrifice zones », dont le terme renferme plusieurs notions, que Reinert (2018, 598) précise :

«the term captures a relationship between destructive violence and disposability, or 'sacrificability', that helps foreground issues such as environmental racism (Bullard 1990), economic justice (Hedges and Sacco 2012), indigenous sovereignty (Endres 2012) and structural or 'slow violence' (Nixon 2013). More generally, as a figure of loss or destructive surrender, the idea of sacrifice is particularly useful for interrupting narratives of frictionless transformation, including hegemonic imaginaries of global growth, trade and development—but also, potentially, for critically reframing issues such as resource extraction or the biopolitics of conservation and species management. »

Les territoires d'extraction sont considérés comme « sacrifiés », soit à l'autel de l'urbanisation planétaire (Brenner 2014) soit à celui de la croissance économique, et ils se trouvent enfermés dans un cercle vicieux où la stigmatisation territoriale (Rudolph et Kirkegaard 2019 ; Groves

2015; Wacquant, Slater et Pereira 2014) attire continuellement davantage d'industries polluantes ou extractivistes.

Subjectivités extractivistes

Pour accéder et maintenir l'accès aux sources et ressources à extraire, de nombreuses tactiques de dépossession (Frederiksen et Himley 2019) existent et ne sont pas toujours violentes, bien qu'en général, « les résistances à l'extractivisme sont, sans ambiguïté, des mouvements de lutte, qui assument le conflit, se construisent et construisent dans le conflit. Leurs réalités leurissent souvent comme seules options de « subir la destruction » ou de « la combattre » (Bednik 2013, 48). Des tactiques, plus sournoises, utilisées par les acteurs de l'industrie extractiviste pour acquérir et maintenir l'accès à la terre et aux ressources qui ne s'inscrivent pas systématiquement dans le registre de la violence et de l'affrontement avec les populations riveraines, sont étudiées par Frederiksen et Himley (2019). Ces derniers ont employé dans leur étude le concept de « *quieter registers of power* » de John Allen (2011 *in ibid.* 2019). Ils ont constaté que les technologies gouvernementales et les discours et rationalités qui sont employés par les acteurs de l'État et du privé dans ces territoires ont pour résultat que la vie sociopolitique dans ces territoires devient totalement dominée par l'économie extractiviste « *to the extent that 'extractive subjects' come into being.* » (Frederiksen et Himley 2019, 10). Les subjectivités extractivistes sont produites de trois manières interdépendantes (Frederiksen et Himley 2019, 10) qui modifient les formes d'exclusion et d'inclusion pour qu'elles servent les intérêts des entreprises : 1) en « consolidant l'exclusion », c'est-à-dire en subventionnant des programmes de relocalisation qui octroient des terres aux agriculteur.trice.s déplacé.e.s, 2) en « aggravant l'exclusion » à travers un discours décrédibilisant toute critique et marginalisant les potentiel.le.s dissident.e.s (par exemple en les qualifiant de « *external agitator* » ou « *irrational critic* ») et 3) en « contrecarrant l'exclusion », c'est-à-dire en générant de nouvelles formes d'inclusion sociopolitique à travers la valorisation de « parties prenantes » invitées à participer aux consultations, les « *extractive citizen* » qui bénéficient des politiques de redistribution. Divers profils de « sujets politiques » (citoyen.ne extractif.ve, bénéficiaire) sont produits par le discours exclusion-inclusion au cœur du développement extractiviste, des profils de sujets qui encouragent certains comportements et en répriment d'autres (Frederiksen et Himley 2019).

L'extractivisme lie, dans un rapport d'exploitation abusive, des territoires d'exploitation et des territoires de transformation et de consommation à l'échelle planétaire (Arboleda 2020). Or, d'autres travaux apportent une nuance à la compréhension de l'extractivisme encore trop

dominée par la perspective d'économie politique et d'urbanisation planétaire. Par exemple, Gobby et al. (2021) suggèrent qu'à l'intérieur du Canada, le rapport de l'État canadien avec les territoires autochtones est un « extractivisme colonial ». Gobby et al. (2021) montrent que les territoires autochtones sont aux premières lignes de défense et de résistance face aux industries telles que la foresterie, le pétrole, le gaz, les minières et l'hydroélectricité. Dans ces territoires, ce sont les mêmes dynamiques extractivistes qui s'observent et se déploient dans des espaces bien plus éloignés au Sud.

Imbrication des luttes versant dans l'antiextractivisme

Les luttes contre l'extractivisme pourraient être considérées comme faisant partie de la grande famille des mouvements de justice environnementale et de « l'écologisme des pauvres » (Martinez Alier 2014). Le concept d'écologisme des pauvres vise à reconnaître les luttes liant la protection du vivant et des territoires avec la défense des modes de subsistance. Les mobilisations sociales contre l'extractivisme ne sont pas uniquement liées à une révolte contre la distribution inégale des coûts et bénéfices environnementaux. Ils portent également sur une revendication de participation dans la prise de décision et la reconnaissance des identités des groupes (Martinez-Alier et al. 2016). Temper et al. (2018) ont montré que souvent, les conflits environnementaux ont des racines complexes et profondes avec des composantes politiques, historiques, sociales, environnementales et culturelles, et de profondes asymétries de pouvoir. Elles ont souligné que dans plusieurs cas, les revendications des groupes qui résistent aux projets extractivistes expriment des critiques qui vont à l'encontre des structures de pouvoir dominantes et leurs idéologies, ce qui engendre des visions de transformations sociales radicales, à travers leurs pratiques de résistance (Temper et al. 2018, 753). Cela se voit par exemple à travers les actions collectives revendiquant et appliquant des formes de gouvernance, des ressources et des communs, localisées et démocratiques. Comme le disait Escobar (2008), les conflits environnementaux ne sont pas uniquement environnementaux.

De manière générale, les luttes contre l'extractivisme se caractérisent par leur fort ancrage territorial. Comme les projets extractifs provoquent des disruptions violentes dans les territoires, terres et corps des communautés, c'est d'abord localement que s'organisent les groupes qui luttent contre l'installation et/ou l'expansion de ces projets. Souvent à une fréquence élevée, et de manière disproportionnée, ces groupes sont composés de communautés autochtones ou de groupes ethniques traditionnellement marginalisés, comme l'ont montré et répertorié Martinez-Alier et al. (2016) dans leur travail de cartographies et de statistiques environnementales *l'Atlas de la justice environnementale* (www.ejatlas.org). Ces

groupes se trouvent en première ligne face à l'expansion continue de la « frontière extractiviste » ou la « frontière de la valeur » (*commodity frontiers*) (Moore 2000). Conceptualisée par le géographe Moore, la « frontière de la valeur » renvoie à une contradiction du capitalisme qui le pousse à sans cesse chercher de nouvelles sources d'énergie, dans des quantités toujours plus grandes, ce qui résulte en l'appropriation, souvent par dépossession, de terres (rurales) et de forces de travail, montrant ainsi que la destruction écologique fait partie intégrante de la dynamique du capitalisme. Les groupes qui résistent emploient diverses tactiques en fonction des structures d'opportunités politiques qui sont présentes pour résister et faire entendre leurs voix.

Le Canada ne déroge pas à cette règle. Le travail de Gobby et al. (2021) basé sur l'étude de 57 cas de conflits environnementaux au Canada montre que les communautés autochtones, qui sont les leaders et aux premières lignes de la résistance à l'extractivisme et de la défense de l'eau et de la terre, ont confrontés à de la violence et à la criminalisation. Les stratégies de résistance des communautés autochtones sont diverses, formelles et informelles. Celles-ci vont des blocages des routes à la construction de coalitions et d'alliances à travers les régions, les mouvements, les secteurs et les cultures, en passant par l'affirmation et l'exercice effectif de la souveraineté et des formes de gouvernance autochtone ou encore la création de moratoires. Les blocages et les occupations sont les stratégies les plus efficaces pour arrêter les projets, comme dans le cas du pipeline de pétrole de *Northern Gateway* en Colombie-Britannique qui a été annulé en 2016, à la suite d'une combinaison de trois stratégies de résistance : légale, action directe et médiatique. Plus largement, ces résistances affectent les perceptions du public, en délégitimant les industries et en remettant en question les processus de prise de décision sur des territoires non cédés (Gobby et al. 2021). La lutte la plus emblématique dernièrement étant celle des *Wet'suwet'en* qui a mis en lumière la force des solidarités translocales et leurs capacités a sérieusement perturbé le système en bloquant ses infrastructures de transport énergétique. D'ailleurs, les collectifs militants transnationaux montréalais se sont solidarisés avec cette lutte à la fois au nom de leurs collectifs et à titre personnel (voir chapitre 5). Ces résistances ont des impacts importants dans le façonnement du processus de prise de décision environnementale au Canada et forcent une sorte de gouvernance informelle, ascendante ayant pour ambition de répondre à l'urgence de l'avènement d'une transformation sociale (Gobby et al. 2021). Néanmoins, ces forces de résistances, bien qu'elles aient des impacts importants, ne sont pas encore en mesure de contrer le poids des pétrolières pour arriver à une gouvernance totalement ascendante (Van Neste et Couture-Guillet 2022).

L'extractivisme met de l'avant des questions essentielles de souveraineté sur les territoires et des manières de décider comment disposer des ressources extraites desdits territoires. Les résistances à l'extractivisme s'avèrent différentes dans leurs formes selon les contextes, mais toutes témoignent du refus et rejet des destructions du vivant, des communautés, des habitats et des modes de vies, induites par l'extractivisme.

L'anti-extractivisme, une lutte dangereuse

Les luttes face à l'extractivisme sont dangereuses et risquées, surtout pour les personnes qui sont aux premières lignes. L'atlas de la justice environnementale rapporte en 2023¹ environ 3868 cas documentés de conflits environnementaux, dont 1082 sont des conflits de hautes intensités (c'est-à-dire qui contiennent de la violence directe, de fortes mobilisations de masse, des arrestations, etc.) et 1706 des conflits d'intensité moyenne (protestations dans la rue, mobilisation visible). L'observatoire des conflits miniers en Amérique latine² fait état de 289 conflits enregistrés en Amérique latine seulement. Sachant que les conflits socio-environnementaux escaladent et s'aggravent lorsque les États et les entreprises ne peuvent pas ou ne veulent pas répondre aux revendications et préoccupations des groupes mobilisés (Bebbington et al. 2013), les groupes mobilisés aux premières lignes, souvent des communautés rurales et/ou autochtones, sont les premières à payer le prix de l'extractivisme, surtout dans le Sud global.

Plusieurs travaux académiques font état, depuis des années, des violences qui peuvent être meurtrières, auxquelles sont confrontées les communautés locales et les militant.e.s qui les soutiennent.

Dans leur étude quantitative basée sur des données géoréférencées sur l'extraction minière en Afrique entre 1997 et 2010, Berman et al. (2017) montrent qu'il y a un lien entre l'augmentation de l'exploitation minière et la hausse des conflits au niveau local. À travers leur perspective économique, ce lien s'explique par la hausse historique des prix des minerais qui incite à davantage d'extraction. En effet, les zones minières dans plusieurs pays africains sont contrôlées par des groupes armés, et comme les prix attractifs des minerais au niveau mondial incitent à augmenter son extraction, cela entraîne aussi des escalades de violences au niveau local dans ces zones. Toujours dans les travaux qui font le lien entre les tendances économiques au niveau mondial et les conflits au niveau local, Engels et Dietz (2017),

¹ Atlas de la justice environnemental <https://ejatlas.org/> (consulté le 20/05/2020)

² Observatoire des conflits miniers en Amérique latine : <https://www.ocmal.org/> (consulté le 20/05/2020)

montrent que les conflits liés à l'exploitation minière sont ancrés dans des processus qui dépassent le contexte local uniquement. Ce sont les convergences entre les processus globaux comme le boom des ressources avec les stratégies nationales misant sur l'extractivisme comme moyen de développement économique dans plusieurs pays du Sud, qui ont des effets sociaux et politiques comme la multiplication des luttes pour la terre et la transformation des relations entre l'État et la société qui deviennent de plus en plus conflictuelles. Elles montrent à leur tour, depuis leur perspective d'économie politique locale et globale, à quel point les conflits environnementaux ne sont en effet pas uniquement environnementaux (Escobar 2008).

Si les violences et répressions exercées contre les militant.e.s anti-extractivisme sont souvent directes, elles prennent aussi des formes indirectes, et ont des répercussions genrées, comme l'ont montré Deonandan et Bell (2019). Ces auteurs ont mis en lumière des pratiques et outils disciplinaires comme la délégitimation des militantes par des campagnes de salissage et des techniques de surveillance qui neutralisent et peuvent finir par empêcher carrément l'opposition et la résistance politiques (Deonandan et Bell 2019). De leur côté, Middeldorp, Morales et Van Der Haar (2016) ont montré comment des militant.e.s anti-extractivisme en Honduras ont dû composer avec la criminalisation et les menaces continues lorsque leurs campagnes contre la ratification de nouvelles lois minières ont réussi à mobiliser les foules au niveau local et national et à faire entendre les voix dissidentes.

La violence contre les militant.e.s anti-extractivismes s'inscrit donc dans un continuum, allant des techniques de violence indirecte jusqu'au recours aux violences directes et meurtrières (Deonandan et Bell 2019). Les groupes luttant contre l'extractivisme emploient plusieurs techniques pour contourner les dangers et les violences auxquels ils sont confrontés. L'une de ces techniques est de recourir à la transnationalisation de leur lutte et sa mise sur l'agenda des groupes alliés transnationaux (Siméant 2010).

Extractivisme, impérialisme et migration

Dans *Border and rule*, Harsha Walia (2021) argumente que les migrations sont l'un des résultats de la mondialisation capitaliste extractiviste et des changements climatiques. Ces derniers ont généré une dépossession massive au niveau mondial qui a entraîné des déplacements massifs depuis au moins trois siècles. À travers son concept d'impérialisme de frontières (*border imperialism*), Walia (2013) conceptualise les frontières comme une composante fondamentale des relations impériales contemporaines et historiques. Ce faisant, elle redirige l'accent sur des notions de restitution, de réparations et de responsabilité, plutôt

que sur celles de charité et d'humanitarisme. Walia invite à regarder d'un point de vue critique les différentes positions politiques de gauche comme de droite, partout dans le monde, quand il s'agit des migrations.

Par exemple, dans un chapitre consacré à la « forteresse Europe », elle note qu'avec des intentions différentes, les projets politiques de droite et ceux de la gauche font des réfugié.e.s des sujets abjects d'un côté et de l'autre côté de la blancheur, arbitre de la migration et qui peut l'accueillir ou la bannir. Les réponses de l'élite libérale sont centrées sur la bienveillance humanitaire. Cette bienveillance positionne les pays européens comme des sauveurs, et il est attendu des réfugié.e.s qu'ils et elles soient dans la gratitude. Ce faisant, il y a un effacement de la complicité de l'Europe dans la création de ces déplacements à travers notamment les effets de l'extractivisme (Walia 2021). Walia critique également l'économie de la souffrance qui se matérialise dans la projection d'images de souffrance de corps noirs ou racialisés dans le but de susciter l'empathie. On peut se souvenir ici par exemple de l'image du petit Alan Kurdi noyé sur les côtes méditerranéennes qui ont fait le tour du monde en 2015. Or, comme Sara Ahmed (2014) l'explique, l'empathie maintient et renforce la différence entre les corps, qu'elle cherche pourtant à dépasser. Pour Walia (2021, 155) « *refugees and migrants defying Fortress Europe do not require the variable empathy of Europeans; their movement is ultimately a form of decolonial reparations* ».

L'impérialisme des frontières entrave à la fois la liberté de se déplacer et la liberté de rester. Walia (2021) montre comment ces deux libertés sont intimement liées. Ainsi, les solidarités avec les personnes migrantes et les solidarités avec les groupes autochtones sont liées par le fait même qu'elles défendent fondamentalement ces deux libertés, de rester ou de se déplacer. Pour les personnes migrantes, c'est la liberté de se déplacer à la suite de longs processus extractifs et coloniaux, qui ont et qui continuent de transformer leurs territoires et modes de vie. Pour les personnes autochtones, elles ont été forcées à se sédentariser dans des réserves et sont continuellement violentées lorsqu'elles défendent leurs territoires transformés en zone extractiviste. En même temps, le discours officiel étatique est celui du pardon avec les communautés autochtones et de l'accueil des personnes immigrantes dans le multiculturalisme canadien (Walia 2021).

Les travaux sur le climat ne s'intéressent pas encore suffisamment aux liens entre injustices historiques, racisme et déplacements de populations. Or, comme le dit Gonzalez (2020, 402), « *climate change is an injustice rather than a misfortune* ». C'est le fruit de longs processus historiques : de la colonisation aux longues fragilisations des économies et acquis sociaux des pays du Sud par les réformes imposées par le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et les traités régionaux et multilatéraux dans les pays du Sud. Ces réformes

imposées ont participé — entre autres —, à affaiblir la capacité d'action climatique dans les pays du Sud, ce qui dans plusieurs cas pousse les groupes et les personnes à se déplacer pour leur survie.

Gonzalez examine la crise climatique en explorant ses dimensions raciales et sa relation avec l'économie mondiale capitaliste, alimentée par les combustibles fossiles. Son analyse du changement climatique à travers le prisme du capitalisme racial révèle que la domination de la nature, et la dépossession et l'exploitation des êtres humains racialisés sont profondément liées. Les constructions raciales qui divisent et hiérarchisent les corps s'appliquent aussi aux espaces, matérialisant ainsi spatialement le racisme. C'est ainsi que des espaces deviennent par exemple des réserves autochtones, des ghettos urbains ou des zones extractivistes et sacrifiées. Gonzalez (2020) synthétise les principales approches émergentes aux États-Unis pour répondre à l'urgence des déplacements climatiques. La première est la réponse sécuritaire portée par les visions nationalistes. Cette approche considère le changement climatique comme un « *threat-multiplier* » qui met en danger la sécurité nationale. La rhétorique associée à cette approche renforce le racisme et la construction d'un « *us and them, citizen and foreigner, friend and enemy* » (Ransan-Cooper et al. 2015). Ce type de discours produit de la peur, de la haine et encourage à la militarisation continue et accrue des frontières (Gonzalez 2020, 427). La seconde approche aux déplacements climatiques est celle humanitaire. La réponse humanitaire dépolitise le changement climatique en occultant la responsabilité historique des pays, en présentant les personnes déplacées comme passives et impuissantes, ayant besoin d'être secourues grâce à la bienveillance des pays les plus nantis. Cette réponse humanitaire occulte la responsabilité du Nord dans les torts causés par ses émissions et son pillage colonial et postcolonial des ressources des Suds (Ransan-Cooper et al., 2015). La troisième approche est celle de la gestion managériale de la migration. Cette approche présente les personnes déplacées comme des entrepreneur.e.s qui génèrent des rémittences qui peuvent financer l'adaptation dans le pays d'origine (Bettini 2017). La réponse managériale à la migration renforce le rôle des frontières du Nord et permettant au pays de *cherry pick* les déplacé.e.s climatiques les plus « désirables » (jeunes, en bonne santé, qualifié.e.s, éduqué.e.s, ayant la peau claire) et d'exclure les « indésirables » (*idem*). Une fois arrivées au Nord, les personnes font face ensuite à une précarisation continue des statuts migratoires. Ces exemples d'approches au déplacement invitent à repenser les notions de souveraineté et citoyenneté et appellent à un engagement philosophique et éthique des lois internationales et migratoires.

Conclusion

L'extractivisme revêt donc un caractère foncièrement transnational (Arboleda 2019) où les tensions entre le local et le global et les déséquilibres de pouvoir entre territoires font partie intégrante de son fonctionnement économique et politique. Contester l'extractivisme revient à remettre en question un modèle de développement dominant, à questionner les rapports entre l'État et le privé au niveau national et international, à construire des alliances de solidarité locales et transnationales, et donc à fréquenter et apprendre à comprendre des milieux politiques différents. Les personnes migrantes qui s'engagent politiquement ont des expériences de contextes politiques différents qui leur permettent de comparer et révéler les tensions qui existent dans ces espaces. En outre, ce vécu des espaces de socialisation politique dans différents contextes permet de former des subjectivités politiques informées par ces expériences.

Les espaces politiques de contestation de l'extractivisme sont multiples. Ce sont aussi bien les territoires extractifs dans lesquels se trouvent les groupes aux premières lignes de la défense du vivant que les espaces politiques transnationaux qui sont à plusieurs kilomètres des lieux physiques d'extraction, mais proches des centres de pouvoir décisionnaires. En effet, la ville est un lieu de concentration de pouvoir de l'extractivisme et de son économie politique. Des lieux comme les bourses, les banques et les centres financiers deviennent un symbole de l'extractivisme et les activistes les utilisent comme tel en les visant dans des actions directes dans la ville pour protester contre l'extractivisme. Les personnes migrantes et les diasporas se servent aussi des symboles de pouvoir dans la ville dans leurs actions anti-extractivisme et contribuent à apporter des changements dans la ville, sur les plans physique et discursif, comme on verra dans les chapitres suivants. En somme, la ville est un espace de politisation et de mise en visibilité de l'extractivisme en dehors des territoires sacrifiés.

CHAPITRE 2 : LA VILLE COMME SITE D'ENGAGEMENT TRANSNATIONAL

La ville et les mouvements sociaux

La relation entre les villes et les mouvements sociaux est ambivalente. D'une part, la ville peut constituer un incubateur des mouvements sociaux, car elle concentre les ressources qui en facilitent l'émergence et l'essor d'une part. D'autre part, la ville peut être une entrave au développement des mouvements, en raison de diverses contraintes qui s'y matérialisent, comme le clientélisme dans l'accès aux ressources, la surveillance et la répression (Uitermark et Nicholls 2012). Dans cette section, je présente les ressources et les contraintes de la ville, ainsi que les principales approches utilisées pour les étudier. Pour étudier cette relation entre la ville et les mouvements sociaux, on peut distinguer deux grandes approches. La première, et c'est celle qui domine les travaux actuellement, c'est le cadre analytique du « droit à la ville ». La seconde est la perspective relationnelle qui cherche à mettre en lumière les mécanismes qui font ou défont les relations entre et parmi les acteurs de la ville. C'est cette dernière perspective vers laquelle cette recherche tend.

Dans la perspective du droit à la ville, les mouvements sociaux sont considérés comme une réponse à l'urbanisation néolibérale (Harvey 2008; Harvey 2003). Les chercheurs qui adoptent cette perspective utilisent le concept de « droit à la ville », mais pas dans la même idée initiale de Lefebvre qui suggère que nous avons la capacité de nous refaire en refondant la ville, mais plutôt pour se référer aux mouvements qui prennent place dans et pour l'accès au milieu urbain, et qui ont pour objectif de rendre la ville plus juste et plus équitable pour ses habitant.e.s (Uitermark, Nicholls et Loopmans 2012). Cette littérature, absolument nécessaire, car elle met en lumière les processus néolibéraux urbains et les résistances qui s'y opposent, est néanmoins critiquée dans des travaux en études urbaines et en transnationalité. Une première critique est que le cadre de droit à la ville est un peu limitant, car il enferme les mouvements, leurs acteurs, leurs revendications et leurs discours dans un espace géographique et discursif centré totalement sur la ville et sur le local, ce qui occulte la diversité des revendications des mouvements (Uitermark, Nicholls et Loopmans 2012 ; Purcell 2006). Une autre critique est que les migrant.e.s y apparaissent comme une perpétuelle minorité victime d'évictions et de marginalisations et non pas comme des acteur.trice.s à part entière qui font la ville (« *city makers* ») (Schiller et Çağlar 2009). Or, les migrant.e.s constituent une catégorie transversale dans la société et ont un pouvoir d'action très diversifié en fonction de leur positionnement social. De plus, comme montré par Taylor et Lang (2005), les villes ayant

une large concentration de personnes migrantes ont des connexions globales plus fortes du fait du flux de personnes et de capitaux entre la ville d'installation et d'autres villes. Aussi, la perspective du « droit à la ville » ne permet pas de comprendre le rôle des villes dans les mouvements sociaux à l'intérieur et à l'extérieur de la ville et plusieurs chercheurs comme Uitermark, Nicholls et Loopmans (2012) ont appelé à élargir le cadre d'analyse théorique de l'action politique urbaine au-delà du « droit à la ville ». D'autant plus que les spécialistes des réseaux de mouvements sociaux comme Diani (2014), Diani et McAdam (2003) ont déjà souligné que l'engagement dans les luttes environnementales locales conduit les participant.e.s à se connecter à des campagnes de plus large échelle aux niveaux national et international, faisant des acteur.trice.s locaux des « nœuds » dans un circuit de contestation globale. Ces travaux sur les mouvements sociaux globaux qui utilisent l'approche par processus politiques permettent de comprendre les mécanismes des actions collectives et leurs acteurs, mais le rôle spécifique des espaces urbains n'y est pas analysé particulièrement, car ce n'est pas leur objet. C'est d'ailleurs en ce sens que les travaux en géographies et études urbaines qui se penchent sur ce volet apportent une dimension explicative complémentaire en mettant en lumière le facteur urbain. À cet égard, les travaux de Cumbers, Routledge et Nativel (2008) et Routledge (2009) sur les mouvements de justice globale ont proposé la notion d'espace de convergence pour mettre en lumière le rôle des espaces de rencontres entre activistes de ces mouvements. Les espaces de convergence (Cumbers, Routledge et Nativel 2008 ; Routledge 2009) permettent aux mouvements *place-based* d'étendre leur portée et d'articuler des visions collectives. Ces espaces comprennent aussi des tensions liées aux rapports de pouvoir entre les groupes qui ont des accès différenciés aux ressources (Cumbers, Routledge et Nativel 2008).

Pour dépasser les limites de l'approche par le droit à la ville, les perspectives relationnelles en études urbaines proposent des outils théoriques pour analyser de manière plus approfondie le rôle des villes dans les mouvements sociaux. Selon cette perspective, la ville est un site de coordination, de connexion et de concentration qui permet aux mouvements de se connecter et se développer. Dans leur éditorial *Cities and social movements*, Uitermark, Nicholls et Loopmans (2012) rappellent que les caractéristiques définissant la ville dans les travaux pionniers en études urbaines comme ceux de Wirth en 1938 [la densité, la taille et la diversité] sont celles qui facilitent la naissance des mouvements sociaux en ville. En effet, la densité des villes facilite le déclenchement des conflits sur l'espace, la taille donne la possibilité de soutenir plusieurs organisations de diverses tailles et compositions, et la diversité permet de nouer des liens ou de rivaliser dans le cas des demandes concurrentes (*idem*). Les villes sont considérées comme des nœuds de réseaux relationnels de sens et d'identité collective qui dépassent leurs limites territoriales (Massey 2004; Pierce, Martin et

Murphy 2011) et font en sorte que « *place frames can connect struggles over distant places* » (Uitermark, Nicholls et Loopmans 2012, 2549). La ville joue en somme un rôle de facilitateur des circuits relationnels entre activistes en permettant la création de la confiance et des contacts (*idem*).

D'un autre côté, comme souligné par Nicholls (2008) ainsi que Uitermark, Nicholls et Loopmans (2012, 2550), « *cities not only breed contention; they also breed control* ». En effet, la ville, tout en étant un espace générateur de mobilisation, est tout aussi capable de les entraver, constituant une ligne de front où les États, et leurs partenaires créent constamment de nouvelles méthodes et techniques gouvernementales pour maintenir et (re)produire une certaine vision de l'ordre social et politique, avec des modes de régulation, d'ordonnement et de contrôle de la vie sociale (Uitermark, Nicholls et Loopmans 2012). Cela peut entraîner une production de la répression et de la surveillance, mais peut aussi se manifester par d'autres techniques comme le clientélisme, la cooptation, le corporatisme, le financement sélectif de certaines organisations, le parachutage d'acteurs et organisations, ce qui peut avoir pour résultat une perversion des revendications, surtout les plus radicales (*idem*).

D'autres contraintes à la mobilisation en lien avec la ville avaient été soulevées dans deux classiques dans le champ, Castells (1983) et Harvey (1996). Dans Castells (1983), « les mouvements sociaux urbains » sont sujets à des processus comme la fragmentation qui entravent la connexion avec d'autres mouvements ailleurs que dans leur base urbaine, et les luttes politiques plus larges et non urbaines. Cette perspective est critiquée par plusieurs auteur.trice.s pour qui la catégorie de « mouvements sociaux urbains » crée un silo sur le plan conceptuel et méthodologique qui ne favorise pas le dialogue plus large avec la littérature sur l'action politique collective (Van Neste 2019a). Cette fragmentation empêcherait d'inclure par exemple les mouvements de droits de la personne et environnementaux dans cette catégorie, car ce ne sont pas des luttes qui visent spécifiquement la création d'une ville plus juste. De plus, la conception de Castells (1983) ne prend pas en compte les processus globaux qui affectent les villes au niveau local (Miller et Nicholls 2013). De son côté, Harvey (1996) s'est inspiré de la notion de Williams (1989 in *ibid.*), le « particularisme militant » (*militant particularism*) pour dire que les mouvements locaux naissent de luttes particulières du quotidien et restent trop focalisés sur leurs spécificités locales, ce qui crée une fragmentation qui empêche d'agir à une échelle plus grande. Ils seraient coupés des processus plus globaux de transformation sociale (Harvey 1996). Cette notion de particularisme militant a par ailleurs été critiquée dans plusieurs travaux. En effet, les mouvements peuvent ne pas être connectés à des réseaux plus larges pour de multiples raisons, outre un particularisme local. Parfois, comme souligné dans Millier et Nicholls (2013, 462) ce sont des conflits internes ou des

difficultés de construire des alliances avec d'autres mouvements, à cause de divergences idéologiques ou sur le plan des tactiques, par exemple. La fragmentation est alors voulue et consciente et le fait d'agir localement ou en réseaux, n'est pas en soi un indicateur suffisant de la vitalité d'un mouvement et de son potentiel d'influence.

Les mouvements sociaux globaux comme les réseaux de justice globale et altermondialiste sont à cet égard un exemple illustratif des enjeux complexes de l'action en réseaux translocaux.

Le travail de Routledge (2009) sur les mouvements sociaux globaux permet de comprendre leur fonctionnement en réseaux forgés dans des lieux spécifiques et à des distances significatives les unes des autres. Chaque réseau joue des rôles distincts et complémentaires dans le fonctionnement des mouvements sociaux globaux (Nicholls 2009). Plus spécifiquement, l'articulation des différents réseaux locaux a pour résultat selon lui une distribution de rôles complémentaires entre les membres du mouvement global ainsi que la production de dynamiques relationnelles pouvant affecter la stabilité du mouvement social en entier. Le processus de maillage de divers espaces locaux (Nicholls 2009) ne se produit pas de manière naturelle et automatique pour générer un mouvement social global. Il existe de nombreux mécanismes qui permettent aux activistes locaux de se connecter à des allié.e.s éloignés géographiquement, que Nicholls (2009, 86) découpe en trois points : l'action des brokers, les technologies de l'information et les « points de contact ». Premièrement, les brokers, c'est-à-dire des intermédiaires qui connectent deux acteur.trice.s non relié.e.s, sont de formes diverses et créent des opportunités de rencontres et d'accès aux ressources (Della Porta et Diani 2020 ; Della Porta et Tarrow 2005 ; Diani et McAdam 2003). Les mouvements qui se déploient grâce aux liens des brokers comportent l'avantage de dépasser les frontières géographiques, sociales et institutionnelles. Cet agrandissement de la base géographique et sociale de l'action revendicatrice mène à un élargissement de l'éventail des acteur.trice.s impliqué.e.s et une plus grande diversification (Della Porta et Tarrow 2005), ce qui apporte par contre un nombre de défis. Deuxièmement, l'Internet et les technologies de la communication facilitent les nouvelles connexions avec des allié.e.s distant.e.s. Comme l'a noté Bennet (2005) dans son étude sur les mouvements transnationaux, cela permet le maintien des liens avec les nouveaux alliés et la circulation d'information et la coordination d'événements. Troisièmement, les « points de contact » correspondent aux rencontres (comme les réunions publiques, manifestations, forums sociaux), qui représentent des opportunités d'explorer des actions conjointes entre acteur.trice.s varié.s. L'espace de convergence de Routledge (2003) décortique ce type d'espace du type « points de contact » et les dynamiques qui s'y développent entre acteurs dispersés géographiquement pour, entre

autres, découvrir leurs points communs. Comme synthétisé par Nicholls (2009, 86), « *establishing and maintaining connections between distant allies typically involves all three mechanisms, with brokers introducing two or more activists at events and activists maintaining relations through the internet and encounters at other events.* »

Le travail de Nicholls utilise une perspective par les ressources et le cadrage qui font partie des outils de l'approche par processus politique (dans l'étude des mouvements sociaux). Cette perspective est dominante dans l'analyse de l'action transnationale et a aussi fait l'objet de critiques pour plusieurs raisons, d'abord en raison de la conception du pouvoir, car ces analyses se focalisent sur les limites et les contraintes des actions. Elles mesurent leur succès par l'implantation ou pas de politiques ou normes internationales (Dufour et Goyer 2010). Par exemple, pour analyser les actions collectives transnationales, Tarrow (2005) a proposé le concept de « structures d'opportunités multiniveaux » que les acteurs saisissent et articulent avec le niveau national. Sikkink (2005), pour sa part, suggère une grille d'analyse utilisant les concepts de l'effet boomerang et le modèle de la spirale pour mesurer les résultats des actions. Dans ces modèles, on estime que la finalité d'une action transnationale est que les militant.e.s cherchent des allié.e.s internationaux pour imposer une pression sur les gouvernements locaux, ce qui laisse de côté les changements que la transnationalisation suscite au sein des mouvements sociaux et des militant.e.s eux.elles-mêmes (Dufour et Goyer 2010, 116).

Une perspective qui met davantage l'accent sur les individus qui vivent cette transnationalité est celle de l'urbanisme transnational. Le travail de Smith (2005) sur l'urbanisme transnational s'inscrit dans une série de travaux qui, au début des années 2000, ont mis en lumière les articulations entre dynamiques locales et globales dans des localités spécifiques comme la ville, le quartier, la maison ou la famille. L'urbanisme transnational désigne l'ensemble des processus socioculturels et politiques utilisés par les acteurs pour forger des connexions entre localités qui permettent le développement et/ou le maintien de modes politiques, économiques et culturels (Smith 2005, 5). C'est-à-dire que les pratiques transnationales lient les acteur.trice.s sociaux à des opportunités socioéconomiques, des structures politiques et des pratiques culturelles qui se trouvent dans les milieux urbains de deux côtés différents des frontières, ce qu'il appelle les « interconnectivités translocales » entre des sites de « pouvoir-savoir » (Smith 2005). En outre, les lieux ont des pouvoirs différents qui affectent la constitution et/ou le maintien des réseaux de relations sociales distancées, ce que Smith (2005) a qualifié d'interconnectivité translocale des sujets mobiles. Ces réseaux translocaux des migrant.e.s sont hétérogènes et Smith (2005) a montré que cette différence entraîne des taux disparates d'accès aux opportunités dans les villes « d'accueil ». Ce type de travaux

montrent que les relations et les processus globaux ont des implications sur la vie quotidienne et la politique locale, c'est-à-dire que le local et le global sont étroitement imbriqués et non pas déconnectés l'un de l'autre. C'est également une idée présente dans d'autres travaux en géographie critique, comme ceux de Massey (2005) sur les espaces en tant que lieux relationnels et de Jane Jacobs (2012) qui souligne que les villes sont ancrées dans des flux et des réseaux qui les connectent économiquement, politiquement et culturellement.

Dans *The "Emancipatory" city?*, Amin et Thrift (2004) expliquent que la vie en ville a longtemps été associée à un caractère émancipateur dans la pensée occidentale. La ville est vue comme étant à l'avant-garde de la politique, notamment grâce à la force et au poids de ses mouvements sociaux, aux flux constants de personnes qui viennent s'y installer, à ses espaces de rassemblement et d'organisation et aux nombreuses formes d'association et de technologies de représentation et de communication (Amin and Thrift 2004, 231). Pour Amin et Thrift, le caractère émancipateur des villes repose sur la composition même de la ville, une confluence de flux et de différences (Massey 1999), qui viennent s'ajouter à un bourdonnement constant du quotidien et des réseaux de pratiques qui en font un lieu frénétique dans lequel se pratique des politiques « majeures » et « mineures ». Les spécificités importantes de la force politique de la ville moderne ne concernent pas la politique conventionnelle. Amin et Thrift (2004) appellent à porter le regard sur les formes plus microgéographique ou ce qu'ils ont appelé des politiques moléculaires qui non seulement ont la capacité de disputer l'attention du public à la politique conventionnelle, mais qui ont en plus une capacité à mener un changement culturel et politique.

La ville est un lieu qui concentre les élites transnationales, les personnes migrantes transnationales et les personnes dépossédées dans une proximité qui met en lumière les inégalités et les stratégies de domination et de résistance, constituées de fragments, d'alliances globales et de ressources locales (Sassen 2010 [1ère édition 1999]). Le multiculturalisme urbain forge un *sense of place* qui s'appuie sur un mélange de points communs locaux et d'appartenances partagés, tout en ayant la profondeur qui permet aux habitant.e.s d'une ville de conclure des alliances politiques stratégiques (Amin et Thrift 2004).

La littérature en sociologie politique évoque, sans trop l'approfondir, l'importance des espaces urbains dans l'émergence et la formation des actions collectives. Toutefois, dans cette littérature, les espaces constituent davantage un élément de contexte dans lequel se déroule l'action (Auyero 2005). Par exemple, Diani et McAdam ont mis de l'avant comment l'espace peut être créé, occupé, ou détourné de sa fonction initiale, comme l'utilisation des églises en tant que lieux de ralliement dans le mouvement noir aux États-Unis (Diani et McAdam 2003). Or, bien plus qu'une ressource pour les mouvements sociaux, les espaces urbains d'activisme

mériteraient qu'on s'attarde davantage aux dynamiques complexes qu'ils renferment, surtout en relation avec les villes en tant qu'espace de politisation (Miller et Nicholls 2013), et site d'engagement transnational (Uitermark, Nicholls et Loopmans 2012).

Homi Bhabha (2004 [1994]), dans son travail sur les formes culturelles de domination, parle d'un tiers espace qui est un espace mental caractérisant surtout les personnes qui vivent dans les villes contemporaines, mais n'en sont pas originaires. Pour ces personnes, le tiers espace ne se trouve ni dans le lieu d'origine ni dans le lieu d'accueil, mais dans un « tiers », un troisième lieu qui est un mélange des deux premiers auxquels s'ajoutent d'autres éléments. Ce tiers espace est l'espace mental qui permet par ailleurs l'émergence d'un autre soi, une nouvelle subjectivité, permise ou propulsée par l'urbanité.

La transnationalité

Dans le classique de la littérature sur la transnationalité, *Nations Unbound* Basch, Schiller et Szanton Blanc (1994, 8) définissent la transnationalité de cette manière :

« We define “transnationalism” as the processes by which immigrants forge and sustain multi-stranded social relations that link together their societies of origin and settlement. We call these processes transnationalism to emphasize that many immigrants today build social fields that cross geographic, cultural, and political borders. Immigrants who develop and maintain multiple relationships—familial, economic, social, organizational, religious, and political—that span borders we call “transmigrants.” »

Cette définition souligne l'importance accordée dans la transnationalité au vécu et à la fluidité des expériences des individus, qualifiés dans le vocabulaire de Basch, Schiller et Szanton Blanc de « transmigrants ». Leur quotidien se caractérise par le maintien de leurs implications multiples et simultanées, à la fois dans leurs sociétés de départ et d'installation (Levitt et Schiller 2004) et par les nombreuses références à des lieux et des individus vivants ailleurs (Vertovec 2007, 1049).

Par champ social et politique transnational, Schiller et Çağlar (2009, 180) désignent les systèmes sociaux de relations composés de réseaux qui peuvent être localement situés ou qui s'étendent au-delà des frontières nationales. Surtout, c'est un champ dont les réseaux sont ancrés dans de profondes asymétries de pouvoir.

Les échanges qui se font dans ce champ sont de natures très diverses et dépassent les remittances monétaires de la diaspora, c'est-à-dire le transfert d'argent fait par les personnes migrantes vers leurs familles et réseaux sociaux dans leurs pays d'origine. Ce sont aussi des idées qui circulent, des pratiques, des identités, des compétences et des capitaux sociaux et qui ont des impacts sur les pays de départ, ce que Levitt (1998) qualifie de remittance sociale. Dans les travaux plus récents, comme celui de Lacroix, Levitt et Vari-Lavoisier (2016), on trouve les notions de remittances politiques, de flots intangibles, de diffusion démocratique et de transfert de normes, qui constituent diverses facettes du phénomène de remittances sociales. La notion de « *political spillovers* » (Duquette-Rury, Waldinger et Lim 2018) par exemple renvoie à une augmentation de l'intérêt politique chez des non-migrant.e.s ayant des connexions sociales maintenues avec des migrant.e.s dans leur pays de départ. Des travaux se sont ainsi intéressés à l'introduction de nouvelles idées politiques à travers les migrant.e.s dans les pays de départ (Paternotte 2013), au financement de campagnes électorales (Croucher 2009) ou encore à l'activisme des diasporas pendant les vastes mouvements sociaux de 2011 (Moss 2016b). Dans leur travail, Lacroix, Levitt et Vari-Lavoisier (2016) se sont penchés sur des cas en Tunisie, au Sénégal, en Pologne et en Côte d'Ivoire où les migrant.e.s ont eu une influence sur les pratiques politiques et sociales de protestation dans leurs pays d'origine comme l'encouragement à la participation aux élections des populations locales, les appels à des réformes et à une plus grande transparence politique, ce qui a été qualifié de « remittances politiques ».

Par ailleurs, le transfert de remittances sociales ou politiques n'est pas automatique. On ne dispose pas encore de suffisamment de connaissances qui expliquent comment et pourquoi certaines idées, outils et tactiques politiques particulières « voyagent » et pas d'autres (Boccagni, Lafleur et Levitt 2016). Ces travaux examinent le degré d'influence des personnes migrantes sur les résidents dans les pays de départ. Le sens contraire, c'est-à-dire l'influence des résident.e.s dans le pays de départ sur les personnes migrantes et leur motivation à continuer à s'engager pour des causes dans le pays d'origine, ou leur implication dans la vie politique hors des institutions dans le pays d'installation, restent encore peu étudiées. En outre, l'action politique des personnes migrantes et leur capacité d'influence sur la politique sont souvent mesurées par leur participation aux élections, comme le vote externe dans le pays de départ ou les élections locales du pays d'installation. Cela dit, l'engagement politique des personnes migrantes pour des causes autres que celles en lien avec les élections ou la régularisation des statuts est encore lacunaire et souvent orienté vers les débats autour de l'intégration et la diversité. C'est pour cette raison que dans ce projet, je puise dans la littérature sur l'activisme de la diaspora.

Diaspora et activisme

Quand on pense à l'engagement politique des personnes migrantes, l'activisme de la diaspora vient rapidement à l'esprit. Dans mon travail, ce n'est pas tant cet aspect que je cherche à étudier. Je ne fais pas l'étude d'une diaspora en tant que telle ni de son pouvoir d'influence sur le pays de départ ou d'accueil. J'étudie les parcours d'engagement des personnes migrantes sur le plan individuel, tout en les mettant en relation avec la ville, Montréal dans mon cas, et sans que leur activisme soit forcément et nécessairement dirigé vers leur pays de départ. Néanmoins, ces personnes sont des individus qui sont aussi liés à des groupes et peuvent être influencés par ce qui se passe, se dit, se fait dans la diaspora. De plus, même lorsque des individus décident de s'en détacher, il s'agit en soi d'une action en lien avec cette diaspora. Je me suis donc intéressée à la littérature sur l'activisme de la diaspora pour comprendre les grandes tendances qui la traversent.

L'une des définitions données à la notion de diaspora, celle de Sökefeld (2006b), la décrit comme une formation sociale qui voit le jour grâce aux processus de mobilisation et non pas de manière essentialiste, c'est-à-dire que ce n'est pas une conséquence « naturelle » ni inévitable de la migration, mais plutôt le fruit de processus de mobilisation lors d'événements critiques importants. Ces processus sont nécessaires pour qu'une diaspora émerge. Sökefeld (2016) construit sa théorie autour de concepts constructivistes tirés de la littérature sur les mouvements sociaux comme l'identité partagée, pour définir la diaspora comme le résultat des processus de mobilisations autour d'une identité partagée et une communauté transnationale imaginée (en référence à Anderson 1983). Cette définition ainsi que la majorité des travaux sur l'action politique de la diaspora utilisent des cadres d'analyse des mouvements sociaux ou de relations internationales. Ces littératures ne vont pas à l'échelle des individus qui composent la diaspora et ne donnent donc pas beaucoup d'indications sur la manière dont le processus d'engagement individuel de la personne migrante activiste interagit avec la diaspora.

La diaspora est composée de groupes d'émigré.e.s, exilé.e.s, réfugié.e.s et immigrant.e.s de différentes générations qui restent orientées dans leur identité et action vers une patrie commune (*homeland*) (Chaudhary et Moss 2019). Les études ont montré que les mouvements de la diaspora ont tendance à être dominés par les premières et deuxième générations migrantes qui ont le plus de liens et de motivations à se mobiliser sur les sujets en lien avec le pays d'origine (Waldinger 2015).

Plusieurs travaux sur les mouvements sociaux ont montré que la diaspora joue un rôle important dans le changement social dans les pays de départ (Tarrow 2010 ; Della Porta et Tarrow 2005). Les travaux sur la transnationalité dans les mouvements sociaux ont montré à quel point l'augmentation de la connectivité des réseaux transnationaux a facilité et augmenté la participation d'activistes de l'extérieur des frontières de l'État dans lequel se passe un mouvement social auquel ces activistes participent. Dans bien des cas, les groupes dissidents dans les pays appellent les membres de la diaspora à partager les ressources et à mobiliser un soutien international pour les soutenir (Zarnett 2015). Tarrow (2005) explique que les réseaux et coalitions transnationales qui défendent une cause commune s'appuient sur un ensemble international d'opportunité politique pour déposer des revendications au nom de compatriotes qui sont confrontés à des conditions de répression, de censure, d'isolement et de violence. Ainsi, ces réseaux transnationaux, à travers le « *naming and shaming* » des auteurs de violations, exercent une pression internationale en attirant l'attention sur des lieux (Tarrow 2005). Les groupes de la diaspora obtiennent une réception favorable des tierces parties qui peuvent aider à mettre la pression internationale, que sont les gouvernements des pays hôtes, les médias et les agences internationales, surtout lorsque l'objectif de la diaspora s'aligne sur les agendas de ces tierces parties sur les plans idéologique et géopolitique. Comme souligne Shain (2007, 125), les diasporas « *are not just the homeland's tail but may dominate the wagging* », lorsque les activistes de la diaspora acheminent de l'argent, de l'aide médicale ou des armes aux groupes insurgés (Adamson 2005, Lainer-Vos 2013 cités dans Moss 2019). Cette position, qui peut être puissante, de la diaspora installée dans les pays du Nord global qui possède souvent des ressources importantes a fait que leur a été attribuée l'étiquette de « *international troublemakers* » (Zarnett 2015, 198) ayant la capacité, dans certains cas, de faire ou défaire la paix avec leurs transferts de fonds (Moss 2020a), ou encore, de nationalistes à distance et « encombrants » qui se mêlent de la politique de leur pays d'origine à distance (Anderson 1998).

La diaspora doit également composer avec la répression. De plus en plus de travaux récents s'intéressent et montrent qu'il existe ce qui peut être qualifié de répression transnationale (Moss 2016b; Moss 2020a), ou répression extraterritoriale ou autoritarisme mondial (Dukalskis et al. 2022; Dalmasso et al. 2018). Les travaux de ces chercheurs et chercheuses se situent souvent à l'intersection de la politique comparée et des relations internationales. Leur travail se focalise sur les motifs, les méthodes et les effets des États qui étendent leurs pratiques répressives à leurs citoyen.ne.s à l'étranger. Par exemple, Moss (2020) montre que la mobilisation de la diaspora est influencée par plusieurs facteurs simultanément. Ces facteurs sont les conditions politiques dans le pays de départ, dans le pays d'arrivée, et par les capacités des activistes eux et elles-mêmes de pivoter entre ces champs sociopolitiques

et dans l'espace géographique entre les deux. Moss (2020) montre que la diaspora se mobilise « *when conflicts at home align with their biographies, ties, interests, identities, and values, diaspora members forge transnational movements to support their allies at home.* » (Moss 2020, 1671) Par exemple, les membres d'une diaspora ont plus de chances de « *come out* » contre les régimes répressifs dans leurs pays d'origine lorsqu'il y a des mouvements de rébellion qui sapent le contrôle social des autorités dans le pays d'origine (Moss 2016).

Dans la littérature, l'activisme politique des personnes migrantes à titre plus individuel, et celui des femmes migrantes en particulier, est encore trop peu visible dans la littérature (Gaudet 2012 ; Gaudet and Turcotte 2013 ; Erel 2011). Dans la société, des clichés dominent encore sur les femmes migrantes : c'est l'image de l'épouse qui suit son mari instigateur de la migration ou celle de mère gardienne du foyer (Green 2002 cité dans Schmoll 2020). Pourtant, leurs actions politiques sont multiples dans leurs formes et contenus. Schmoll (2020) nous rappelle que les nombreux travaux menés depuis plus de cinquante ans qui s'intéressent aux femmes migrantes distinguent trois temps de la recherche sur les femmes migrantes : dans les années 1970 et 1980, la production scientifique cherche à rendre visible la migration féminine et à éclairer le rôle de travailleuses et pas seulement d'épouses, de mères ou de suivantes. À partir des années 1990, c'est l'approche genrée qui domine le traitement des questions migratoires, le rôle de la famille et des réseaux familiaux et le foyer familial comme lieu d'exploitation et de travail informel et reproductif au pays de départ et de l'arrivée. C'est aussi dans cette période que les migrations dites autonomes, c'est-à-dire les femmes qui partent seules, indépendamment du regroupement familial, sont mises de l'avant. Les travaux sur le transnationalisme valorisent les capacités des femmes à mobiliser et circuler dans les réseaux transnationaux. Les travaux critiques soulignent que la migration transnationale n'est pas forcément un facteur d'émancipation des contraintes du genre ni de mobilité sociale. Enfin, les travaux les plus récents sur la migration féminine se penchent sur la figure des femmes migrantes qualifiées et très qualifiées, de plus en plus nombreuses (Kofman et Raghuram 2006 ; Dumitru et Marfouk 2015), les femmes d'expatriés qui reproduisent les codes hétéronormés dans les espaces quotidiens de la bourgeoisie (Duplan 2014), et les femmes exilées et les déplacées. « L'(in)visibilité continue » des femmes migrantes, comme le nomme Morokvasic (2011), est la visibilité sélective que les travaux sur le genre et la migration produit. Les femmes sont plus visibles, mais dépeintes comme dépendantes, souffrantes ou victimes. Elles sont encore peu visibles en tant que protagonistes actives et indépendantes des migrations, malgré leur présence continue sur le marché du travail, leur mobilisation et leur prise de parole dans l'espace public.

Voice after exit

Parmi les travaux sur la diaspora que j'ai trouvé les plus inspirants, car proches de mes préoccupations de recherche sont ceux qui partent d'une critique du modèle classique d'Hirschman « *exit, voice, and loyalty* » et des limites du « nationalisme méthodologique » (Wimmer et Schiller 2002) pour étudier l'activisme transnational. Ces travaux révisent le schéma d'Hirschman et proposent de considérer la simultanéité dans les catégories d'Hirschman (Hoffmann 2010) qui se chevauchent dans le contexte transnational. Ils proposent la notion de « *voice after exit* » (Hoffmann 2010 ; Newland 2010).

Dans leur travail sur des activistes russes qui ont quitté la Russie après les mouvements de protestation de 2011-2012, Henry et Plantan (2021) dévoilent comment ces « activistes en exil » utilise leur position à l'extérieur de la Russie pour mobiliser une pression internationale et soutenir leur cause depuis l'étranger. Henry et Plantan (2021) montrent que « l'exil » sous forme d'émigration dans le cas des contextes politiquement hostiles, peut en fait permettre « la voix ». Dans leur étude de cas sur les activistes environnementaux russes, Henry et Plantan utilisent deux dimensions pour mesurer la portée de cette voix, verticale et horizontale. Les militant.e.s en exil perdent leur voix horizontale en s'engageant à distance, mais gagnent des connexions verticales en s'exilant. Inversement, ceux et celles qui sont restés en Russie maintiennent des liens horizontaux à travers leur légitimité restreinte, mais leur pouvoir vertical est limité en raison de la répression à l'interne.

Pour sa part, Dana Moss (2020) a travaillé sur la mobilisation de la diaspora en 2011, pendant le « printemps arabe », pour comprendre quelles sont les conditions qui facilitent « la voix » des mouvements de diaspora après leur « sortie » dans différents cas et au fil du temps. Elle a conduit 239 entretiens sur la mobilisation de Libyens, Syriens et Yéménites aux États-Unis et en Grande-Bretagne, et révèle que seuls certains groupes de la diaspora ont joué un rôle durable dans les mouvements de leur pays d'origine. Leur rôle a consisté à diffuser les revendications, envoyer des ressources dans leurs pays, représenter la rébellion auprès de publics externes, servir d'intermédiaires avec des partis et se porter volontaire sur les lignes de front. Moss (2020) montre comment les différences entre les besoins de la rébellion, le soutien géopolitique de la diaspora, les ressources des activistes, et l'accès aux lignes de front ont produit des variations dans ce qu'elle appelle un activisme auxiliaire. L'activisme auxiliaire signifie pour Moss (2020) que la diaspora devient une force auxiliaire dont l'objectif principal est de soutenir comme alliés les mouvements sociaux dans le pays de départ qui se mobilisent contre les régimes répressifs.

La voix de la diaspora s'exprime aussi via ce que (Ayoub 2016, 71) qualifie de « courtage normatif », c'est-à-dire, en interprétant les contextes du pays d'origine pour les alliés étrangers et en appliquant les normes internationales au pays d'origine.

Chaudhary et Moss (2019) se sont intéressés aux raisons qui font que certaines communautés d'immigrant.e.s et de diasporas s'abstiennent de s'engager dans la politique de leur pays d'origine ou sont bloquées dans leurs tentatives de le faire. Pour ce faire, Chaudhary et Moss théorisent la manière donc les conditions sociopolitiques peuvent limiter l'action politique transnationale, au-delà de la perspective dominante des opportunités politiques variables. Ils identifient quatre sources de contraintes : 1) la géopolitique et les relations interétatiques ; 2) l'autoritarisme du pays d'origine ; 3) la gouvernance faible dans le pays d'origine ; 4) les contextes d'exclusion du pays d'accueil. Pour illustrer ce dernier point, Chaudhary et Moss prennent l'exemple des immigrant.e.s pakistanais.e.s aux États-Unis, qui occupent une position délicate étant donné les relations tumultueuses entre les États-Unis et le Pakistan, et à cela s'ajoute l'islamophobie généralisée qui suscite la stigmatisation de ces immigrant.e.s (Ameeriar 2017 ; Rana 2016 in *idem*). Cette stigmatisation limite leur action politique transnationale, par exemple, en raison des pratiques discriminatoires à l'encontre du travail des ONG qui acheminent des transferts de fonds vers le développement et l'humanitaire au Pakistan. La stigmatisation ici entraîne l'appréhension et l'isolement au niveau communautaire (Beydoun 2018, Naber 2012 in *idem*) et limite les efforts individuels et collectifs d'engagement transnational avec le pays d'origine (Chaudhary et Moss 2019). Les discriminations ciblées qui limitent ainsi l'action politique transnationale sont aussi observées auprès des Syrien.ne,s en Grande-Bretagne (Moss 2019). En plus de ce type de stigmatisation en lien avec les relations géopolitiques entre États, Chaudhary et Moss (2019) expliquent que dans les sociétés d'accueil qui sont hautement stratifiées, l'incorporation des immigré.e.s dans des groupes ethnoraciaux et religieux, comme les émigré.e.s africain.e.s ou latino-américain.e.s qui deviennent noir.e.s après s'être installé.e.s aux États-Unis (Omi et Winant 2014 dans *idem*) et les musulman.e.s qui émigrent dans des États majoritairement blancs et chrétiens (Beydoun 2018 ; Bozorgmehr, Ong et Tosh 2016 dans *idem*), aggravent les désavantages de ces groupes. L'incorporation d'un groupe d'immigrant.e.s dans de multiples groupes identitaires marginalisés et criminalisés est susceptible de soumettre leurs pratiques transnationales à des couches supplémentaires de discrimination et de dissuasion axées sur la sécurité par les gouvernements des pays d'accueil (Chaudhary et Moss 2019). Les conditions hostiles au sein du pays d'accueil décrites par Chaudhary et Moss (2019) entravent l'action politique transnationale et privent les communautés de la capacité de tirer parti des possibilités de se faire entendre après leur départ (Hirschman 1978).

Conclusion

Au regard de cette revue de littérature, on peut retenir les principaux points suivants.

L'extractivisme est un phénomène qui s'étale bien au-delà des sites d'extraction géographiquement situés que peuvent être les mines, les barrages ou les puits de pétrole. Les travaux sur l'extractivisme (Arboleda 2020 ; Gudynas 2020 ; Svampa 2019) montrent à quel point les territoires d'extraction et les territoires de consommations sont liés.

Les résistances à l'extractivisme sont aussi liées. Les communautés qui se trouvent aux frontières extractivistes sont les plus directement touchées et ce sont elles qui sont confrontées aux violences les plus meurtrières (Gobby et al. 2021; Temper et al. 2018; Nixon 2011). D'autres groupes, loin des sites d'extraction et proches des sites de pouvoir, s'organisent pour dénoncer ces violences. Ces luttes transnationales contre l'extractivisme prennent différentes formes et rassemblent plusieurs causes qui se rejoignent, comme entre autres, le féminisme, le décolonialisme, l'anti-impérialisme et l'environnementalisme. Les personnes qui constituent ces luttes viennent également de plusieurs horizons. Ces militant.e.s tissent des liens de solidarité, par la base, entre les mouvements sociaux au Sud et au Nord global. Les luttes contre l'extractivisme sont de plus en plus documentées à travers les expériences et mobilisations locales, mais il nous semblait important aussi de les saisir à travers les expériences de mobilisations transnationales qui produisent ou réinventent des espaces d'activisme dans les milieux urbains. Dans ces mouvements, on trouve des personnes migrantes. Les personnes migrantes ont la particularité d'avoir un vécu dans différents contextes sociaux et politiques. Leur expérience politique transnationale est encore peu présente dans la littérature. C'est à l'intersection des travaux en sociologie politique et en études urbaines sur la transnationalité que ce travail s'inscrit et cherche à apporter une contribution. Plus précisément, je cherche à documenter des parcours d'engagement des personnes migrantes et leurs expériences des espaces politiques urbains montréalais, en prenant le cas des luttes anti-extractivisme depuis Montréal.

Les travaux sur la transnationalité nous permettent de mieux saisir les interrelations entre parcours de migration et parcours d'engagement politique, mais peu de travaux s'y penchent explicitement dans une perspective d'engagement politique. En effet, les recherches qui se sont intéressées à l'aspect politique de la vie des personnes migrantes sont dominées par les travaux, absolument essentiels, sur la citoyenneté, la participation des personnes migrantes dans la politique électorale ou dans les mouvements sociaux de protestation pour l'obtention de statuts, de logements, de services communautaires (Monforte et Dufour 2011 ; Monforte

2019 ; Ataç, Rygiel et Stierl 2016 ; Çağlar et Schiller 2018 ; Eggert et Giugni 2010), mais pas tant sur l'expérience vécue de la migration dans le processus d'engagement des personnes migrantes. Il reste encore beaucoup à apprendre des diverses formes et causes politiques portées par les personnes migrantes.

De leur côté, les travaux sur l'activisme des diasporas montrent à quel point la diaspora peut détenir un pouvoir d'influence sur les pays d'accueil et les pays d'origine (Adamson 2016 ; Shain 2007 ; Sökefeld 2006b). On sait aussi à quel point l'activisme de la diaspora peut être sujet à la répression transnationale (Dukalskis et al. 2022; Moss 2020b; Chaudhary et Moss 2019). L'activisme des femmes migrantes est encore très peu visible (Schmoll 2020 ; Dumitru et Marfouk 2015 ; Morokvasic 2011). On voit les femmes migrantes encore trop souvent dans des catégories de travailleuses, dépendantes ou victimes, et bien trop peu comme militantes. Et de manière générale, il y a peu de travaux dans cette littérature qui traitent des particularités de l'engagement des personnes migrantes à l'échelle individuelle de manière générale, et encore moins celles qui s'impliquent dans des luttes contre l'extractivisme.

Dans cette thèse, je cherche à me focaliser sur les personnes migrantes militantes, particulièrement celles qui s'engagent dans des actions collectives et politiques contre l'extractivisme, en accordant une attention particulière à leur vécu et leur expérience des espaces militants.

CHAPITRE 3 : PARCOURS D'ENGAGEMENT ET DE MIGRATION

Dans cette thèse, je cherche à comprendre l'expérience des personnes migrantes qui s'engagent contre l'extractivisme. Plus spécifiquement, je cherche à explorer à travers leur histoire de vie et de migration les différentes étapes de leurs processus d'engagement, en portant une attention particulière à l'expérience transnationale qui caractérise le quotidien des personnes migrantes. Pour ce faire, je mobilise des concepts qui me permettent de retracer les moments forts et marquants dans les parcours de vie et qui contribuent au façonnement de la subjectivité politique des personnes et à leur expérience d'ancrage dans des espaces politiques. Le cadre conceptuel de la thèse fait converger des travaux en sociologie politique, études urbaines et transnationalité que je présente dans ce chapitre.

1- L'approche processuelle à l'engagement dans le parcours de vie

Commençons par l'engagement. Il n'existe pas de définition unanime de ce que sont l'engagement politique, l'activisme ou le militantisme. Il s'agit de catégories utilisées dans les recherches en mouvements sociaux, mais les travaux empiriques se heurtent parfois aux ambivalences de ces termes. Par exemple, Hansen (2019) précise que les personnes qu'elle a rencontrées dans son étude sur l'activisme des personnes migrantes ont rejeté l'étiquette d'activiste, bien que leurs actions entrent dans cette catégorie telle que l'entendent les chercheur.euse.s. Dans mon cas, comme Hansen (2019), j'utilise le terme activiste dans le sens d'une personne qui a des croyances politiques et qui mène des actions dans le cadre d'actions collectives avec un groupe. J'utilise les termes militant et activiste de manière interchangeable et les considère comme des synonymes. Pour définir l'engagement, ou le militantisme, Sawicki et Siméant (2009) proposent ceci : « toute forme de participation durable à une action collective visant la défense ou la promotion d'une cause ». C'est donc une action inscrite dans la durée.

Il existe différents types de militantisme, Sawicki et Siméant (2009) citant par exemple le militantisme partisan, syndical, professionnel et/ou altruiste. Le militantisme altruiste est celui des mouvements de défense des « sans » (comme les sans-papiers, sans logement, sans travail), l'altermondialisme, la protection de l'environnement, et l'humanitaire. Ce dernier type de militantisme a beaucoup attiré les chercheur.euse.s dans les années 2000, surtout tout ce qui a trait aux causes globales plutôt que locales. Dans son ouvrage « L'action altruiste »,

Passy (1998) s'est penchée sur l'engagement altruiste dans les mouvements de solidarité internationale. Elle était intriguée par les individus qui s'engageaient pour défendre les intérêts d'autrui, et considérait que cet engagement individuel représentait la concrétisation d'une sympathie politique en action. Passy soutient que ce passage à l'action est influencé par plusieurs facteurs, qui peuvent faciliter ou entraver cet engagement, et j'aborderai ces aspects plus en détail dans la section suivante.

En tant qu'objet de recherche, l'engagement a été étudié sous divers angles. Des spécialistes ont cherché à comprendre les facteurs qui poussent certains individus à s'engager dans des actions politiques et pas d'autres, les évolutions des formes d'engagement à travers le temps, les contextes sociaux et les régimes politiques (Fillieule 2013 ; Uysal 2013 ; Fillieule 2009a ; Péchu 2007). La littérature sur l'engagement politique est une composante de la littérature sur la sociologie des mouvements sociaux qui met l'accent sur l'individu pour comprendre le processus d'engagement à travers le temps (Leclercq et Pagis 2011 ; Passy 2005 ; Fillieule 2001 ; Passy 1998). C'est une littérature qui, lorsqu'elle se combine avec les travaux qui se sont intéressés plus spécifiquement à la formation de la subjectivité politique chez l'individu, permet de comprendre les diverses forces qui entrent en jeu dans le processus complexe de l'engagement politique (Medina-Zárate et Uchôa de Oliveira 2019 ; Ahmed 2000 ; Mama 1995).

En m'inspirant de ces différentes littératures, je développe mon approche processuelle de l'engagement dans le parcours de vie. L'approche processuelle de l'engagement repose sur l'étude des historiques des individus, en prêtant une attention particulière aux moments de passage d'une sympathie face à une cause ou un enjeu, à une prise de participation active dans une action collective (Passy 1998a). Ainsi, « l'engagement individuel n'est ni stable dans le temps ni linéaire ; c'est un processus qui fluctue au fil des interactions des individus » (Passy 1998, 80), l'approche processuelle prend en compte les variations dans les intensités de l'engagement tout au long de la vie, ce qui permet de comprendre par exemple les transferts de l'engagement d'une cause vers une autre, les différentes formes d'engagement et degrés de continuité ou non de l'engagement (Corrigall-Brown 2011). L'engagement y est étudié en utilisant la notion de « carrière », de « trajectoire » (Fillieule 2005a ; Fillieule 2001) ou de « parcours de vie » (Gaudet 2011).

Sans vouloir m'attacher à la terminologie en soi de carrière ou de trajectoire, ces notions informent l'approche processuelle à l'engagement que j'adopte pour ma thèse. Les notions de carrière et de trajectoire sont utilisées pour des approches similaires à la mienne, mais je privilégie ici la notion de parcours de vie, car elle est plus englobante ; le parcours de vie étant entendu comme l'ensemble des trajectoires plus ou moins entrelacées et renvoyant aux

différentes sphères dans lesquelles se déroule l'existence individuelle : scolaire, professionnelle, familiale, associative, etc. (Elder 1998 cité dans Cavalli 2007).

Commençons par préciser la notion de carrière. Celle-ci concerne l'étude de l'engagement individuel en portant une attention aux contextes et aux processus et interactions qui lient l'histoire individuelle et celle des institutions. Selon cette perspective, chaque étape de la biographie de l'individu est comprise comme étant « déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent à leur tour le champ des possibles à venir, resituant ainsi les périodes d'engagement dans l'ensemble du cycle de vie » (Becker 1985, 46 dans Agrikoliansky 2017). La carrière d'engagement prend en compte la multiplicité de temps biographiques et non pas uniquement ce qui se passe dans la vie de la personne au moment de la recherche. Il s'agit donc de s'intéresser aux prédispositions au militantisme, au passage à l'acte, aux formes différenciées et variables de l'engagement à travers le temps, à la multiplicité des engagements tout au long de la vie, et au désengagement (Fillieule 2001). Les travaux récents y ajoutent aussi la carrière affective des militant.e.s, mais c'est un aspect encore difficile à opérationnaliser, notamment en raison du cloisonnement des disciplines qui s'y entrecroisent, entre autres, la sociologie et la psychosociologie (Sommier 2020).

Fournier-Plamondon et Racine-Saint-Jacques (2014) définissent la trajectoire comme « la série, plus ou moins ordonnée, des positions successives occupées par un individu ou un groupe dans un espace social défini ». En tant qu'outil, la trajectoire doit permettre de révéler « les sinuosités, les incurvations, les ruptures imposées à l'individu par les contingences du quotidien, les dispositifs ou les déterminismes sociaux » (Fournier-Plamondon et Racine-Saint-Jacques 2014). Neveu et Fillieule (2019) précisent que la notion de trajectoire sert à dessiner des idéaux types de trajectoires et modes d'investissement des espaces politiques et d'activisme. Elle est souvent utilisée pour étudier les passages d'un espace politique vers un autre. Les plus étudiés sont les passages de l'activisme vers les partis politiques. C'est également une expérience différenciée et hautement subjective qui dépend du profil de la personne et de son contexte, comme ce que montre Valocchi (2013) dans son travail sur les trajectoires d'activistes issus de contextes socio-économiques différents. Lorsque l'engagement est étudié comme une trajectoire, la recherche est souvent longitudinale et se focalise sur la succession et la variété des engagements et des désengagements des individus. Dans sa trajectoire, l'individu accumule des compétences, un savoir-faire et des réseaux, qui peuvent être reconvertis ou réinvestis dans des professions ou d'autres engagements civiques (Fillieule 2009b ; Fillieule 2005b ; Passy 2005).

L'enjeu principal de cette recherche, c'est la personne migrante activiste : sa trajectoire politique, son parcours de vie et de migration et sa subjectivation politique. De la notion de

carrière, je retiens le fait que les moments marquants vécus par un individu dans sa vie influencent les suivants, et qu'il y a un enchevêtrement de l'histoire individuelle avec celle des institutions et du contexte politique. De la notion de trajectoire, je retiens l'idée que les activistes changent de modes d'engagement, mais peuvent tout de même conserver, utiliser et transférer des compétences et savoir-faire développés dans une sphère d'engagement vers une autre.

Pour cela, je propose d'utiliser la notion de parcours de vie pour pouvoir étudier l'engagement politique de la personne migrante en lien avec toutes les sphères de sa vie.

Parcours de vie

Gaudet et Turcotte (2013) proposent une récapitulation de la signification plurivoque de la locution « parcours de vie » en s'appuyant sur une revue de littérature en sociologie. Le « parcours de vie » désigne : un paradigme, une institution et une biographie individuelle qui se déroule dans le temps (Lalive D'épinay et al., 2005 cités dans Gaudet et Turcotte 2013).

C'est un paradigme théorique et empirique dans le sens où les analyses qui s'y inscrivent tiennent toutes compte à différents degrés de cinq principes : 1) l'enchaînement historique et géographique des vies individuelles ; 2) le développement psychosocial tout au cours de la vie ; 3) la périodisation des vies humaines ; 4) l'autonomie des sujets (*agency*) ; et 5) le principe selon lequel les vies sont liées entre elles, c'est-à-dire qu'elles évoluent en réseau (Elder, Johnson et Crosnoe 2003). Le parcours de vie s'intéresse aux continuités et changements dans les itinéraires individuels au regard des effets des structures socioéconomiques, des périodes historiques et des effets des âges, des cohortes et des générations (Gaudet et Turcotte 2013).

Ensuite, le parcours de vie est une institution dans le sens où il réfère à différentes formes d'institutionnalisation des âges de la vie. Gaudet et Turcotte (2013, 122) expliquent que l'État moderne impose des âges pour l'éducation obligatoire, le travail, la retraite et ce genre de normes ou de scripts sociaux suggèrent qu'il y a des façons d'être et de faire en fonction de l'âge biologique. Ces scripts sociaux organisent la vie sous forme d'injonctions morales ou légales (Buchmann 1989). L'organisation du travail rémunéré par exemple, institutionnalise un parcours de vie séquentiel : éducation, travail, retraite et cette institutionnalisation influence la participation sociale, puisque l'appartenance aux organisations qui lui sont liées : écoles, milieux de travail, etc., charpentent les possibilités de participation (Gaudet et Turcotte 2013). C'est-à-dire que « Ces organisations représentent des catalyseurs de participation sociale,

puisque les gens qui y œuvrent incitent souvent les individus qu'ils rencontrent à y participer. » (Gaudet et Turcotte 2013, 122) Cette idée rejoint les travaux en sociologie politique qui parlent d'agents de politisation et de socialisation politique (Boughaba, Dafflon et Masclat 2018 ; Gaxie 2002).

Enfin, le parcours de vie est une biographie individuelle. Cela signifie que c'est un déroulement et un enchevêtrement de plusieurs trajectoires : familiales, professionnelles, résidentielles, conjugales et autres. Par exemple, Gaudet et Turcotte (2013) se penchent sur la participation sociale des femmes migrantes au Canada. Gaudet (2012) montre notamment que la participation sociale au Canada est influencée par des facteurs comme le genre, l'âge, la race et la classe sociale, qui entrent en compte dans le temps disponible chez les groupes et les individus pour le consacrer aux diverses formes de participation. En effet, en s'appuyant sur des enquêtes statistiques sur l'emploi du temps des Canadien.ne.s, Gaudet montre que les changements des formes de la participation vont de pair avec les changements dans les trajectoires scolaire, parentale, professionnelle, conjugale ou encore résidentielle et du cumul des ressources au cours de la vie de la personne.

Les parcours de vie de différentes personnes sont interreliés, mais elles ont aussi leur temporalité spécifique, et « les individus structurent le récit de leur temporalité subjective à partir de ces temps sociaux ponctués de différents événements, transitions et virages » (Gaudet et Turcotte 2013, 122). L'unité de base des analyses est le temps et plus particulièrement l'articulation des différentes temporalités : les temps biologiques et subjectifs, les temps sociaux qui régissent nos emplois du temps, les temps qui s'inscrivent à travers le changement des institutions sociopolitiques et économiques des sociétés dans lesquelles nous évoluons (Charbonneau 2005). Elder, Johnson et Crosnoe (2005) soulignent que dans les travaux sur les parcours de vie, la prise en compte de l'agentivité des individus est présente, mais avec divers degrés d'importance, car cela varie en fonction des cadres théoriques utilisés.

L'un des exemples de l'utilisation de la notion de parcours de vie pour étudier un parcours de militantisme, dans un travail similaire à l'objectif de cette thèse, se trouve dans l'étude de Paula Sombra. Sombra (2014) utilise le parcours de vie pour étudier les parcours militants. Elle a privilégié la notion de parcours à celle de carrière, car, la notion de carrière désigne le passage ordonné d'une position à l'autre dans un système donné. La carrière fait ainsi référence à une idée de gradation et d'évolution, en matière de fonction et de responsabilité, tandis que la notion de parcours met l'accent sur une pluralité de rôles et d'identités dans diverses dimensions sociales. Le parcours « intègre les interstices et met l'accent sur ce qui se passe entre eux afin de donner une place à la production de continuité » (Sombra 2014,

32). Ainsi, le parcours prend davantage en compte les interactions avec l'environnement, « où les récits et les actions se déploient selon les temporalités du vécu. Il est le résultat de l'organisation d'événements à travers la mise en récit » (*idem*). Étudier le parcours de vie permet ainsi de récupérer des souvenirs actuels et des discours rénovés du passé, c'est une démarche qui suscite une lecture du présent et la façon dont le passé se voit par ceux et celles qui l'ont vécu (*idem*). Sombra (2014, 9) définit la notion de parcours par « la continuité d'une expérience vers un objectif » sans pour autant que le parcours soit synonyme de linéarité. Dans l'étude du parcours de vie, c'est le but poursuivi par la personne qui compte. Le parcours est composé de détours, de moments charnières, de retours en arrière, d'arrêts et d'avancées. Il offre une diversité de chemins possibles, de ponts, de passerelles pour franchir des événements discontinus et les restituer dans un ensemble continu et cohérent, ce que Zimmermann (2011, 83) appelle un « concept trait d'union ». La démarche du parcours de vie permet ainsi de susciter une lecture du présent et la façon dont le passé se voit par ceux et celles qui l'ont vécu.

L'intérêt de la notion de parcours réside notamment dans la dimension de réflexivité et la prise en compte de la subjectivité des acteurs, cherchant à impliquer leur volonté et leur intention. Et ce, même si — comme le fait remarquer (Zimmermann 2011, 85) — « un parcours ne se laisse pas réduire à des choix personnels. Il est aussi fait de non-choix et de contraintes ».

Approche biographique à l'engagement

L'approche processuelle de l'engagement que j'utilise se nourrit des travaux sur les approches biographiques à l'engagement politique, qui se concentrent sur les différentes étapes à l'engagement ou au désengagement (et aux coûts de l'activisme).

L'engagement expose les individus à de nouvelles visions du monde, les connecte à de nouveaux réseaux, facilite l'acquisition de nouvelles compétences, ce qui influence leur trajectoire de vie (Corrigall-Brown 2011 ; Fillieule 2009b) et leur *sense of self* (Perez 2018). L'approche biographique est la seule qui peut éclairer de manière fine la construction de l'identité activiste et les différences qui existent entre les activistes eux-mêmes dans leur processus de construction identitaire individuel, car cela a ensuite un impact sur leur participation et leur engagement dans un mouvement social (Valocchi 2013). Même en dehors du mouvement social, la vie de l'individu est influencée dans toutes ses sphères. Les expériences de travail des activistes sont différentes de celles des non-activistes. Les personnes qui ont participé à des mouvements sociaux choisissent des carrières de « service » comme l'enseignement ou le travail social (Neveu et Fillieule 2019a ; McAdam 1988). Les

conséquences de l'activisme incluent aussi les changements dans les perceptions de soi et les relations avec les autres membres des groupes activistes et avec la famille (Cossyleon 2018) et plus largement, dans la définition du sens de l'action et de soi (Auyero 2004 ; Auyero 2003).

Dans les travaux sur l'engagement de la sociologie française, on trouve souvent des références aux travaux du sociologue Bernard Lahire. Lahire (2019) propose lors de l'analyse des biographies militantes de porter une attention particulière aux socialisations multiples de l'individu. Pour Lahire, ces socialisations multiples sont pourvoyeuses de dispositions et de capitaux. Elles permettent aussi de rendre compte finement des trajectoires différenciées d'entrée dans le militantisme en tenant compte par exemple de la classe d'origine, du genre, de la religion, ou encore de la transmission des préférences politiques familiales.

Ainsi, pour étudier l'engagement comme un processus (Fillieule 2001 ; Neveu and Fillieule 2019), les approches biographiques, qu'elles soient individuelles ou collectives (comme ce que font Pagis et Corrigan-Brown), apportent des réponses convaincantes et permettent de résoudre des puzzles, ce que les autres méthodes d'étude des mouvements sociaux ne permettent pas. C'est une approche qui permet de répondre à des questions comme : les participant.e.s à un mouvement ont-ils.elles suivi des trajectoires qui les ont dissocié.e.s de manières lentes ou rapides de leur cause défendue au départ ? Dans le cas des militant.e.s qui se sont éloigné.e.s des causes militantes de leur jeunesse, comment fonctionne le processus de reconversion ? Les compétences, les savoir-faire et les réseaux construits pendant les années d'activisme ont-ils été réinvestis dans les professions, les ambitions sociales ou les engagements civiques ? Comment pouvons-nous analyser les effets spécifiques de la répression et des expériences personnelles comme la perte de proches, la prison et la torture sur l'engagement (Neveu and Fillieule 2019) ?

Facteurs de l'engagement individuel

Dans mon approche processuelle à l'engagement, je mobilise le modèle de l'engagement proposé par Florence Passy. Son modèle permet de mettre l'accent sur des dimensions précises affectant l'engagement politique des individus en société.

Passy (1998) se base sur l'analyse, quantitative et qualitative, des dynamiques de l'engagement différencié au sein de l'action collective altruiste, c'est-à-dire qu'elle cherche à décrire les forces qui conduisent des individus à convertir une sympathie pour une cause, qui ne les touche pas directement et personnellement, vers une action et à s'organiser pour

défendre non pas leurs propres intérêts, mais ceux d'autres personnes. Dans sa théorie de l'engagement, elle lie deux grandes littératures sur l'engagement, celle du choix rationnel — qui considère que l'individu fait un calcul coûts/bénéfices puis prend une décision rationnelle avant de s'engager, et celle de la théorie constructiviste — qui stipule que le potentiel d'action de l'individu est déterminé par les structures de son contexte socioculturel. Le modèle de Passy intègre le contexte structurel et l'intention des individus par le biais des interactions sociales (Passy 1998, 57).

Passy (1998) vient lier ces deux explications en développant un modèle de l'engagement différencié qui prend en compte à la fois les conditions structurelles et l'intention des individus, ce qui permet de dépasser les visions duales de l'engagement individuel. Ainsi, on peut analyser le processus d'engagement en prenant en compte le contexte socioculturel, le contexte relationnel et les intentions de l'individu.

Premièrement, le contexte socioculturel. Celui-ci est composé de la position sociale et des valeurs de l'individu. C'est l'appartenance à un segment d'une classe sociale. Ce facteur est directement en lien avec l'acquisition d'un système de valeurs spécifiques. En effet, une structure idéologique particulière est associée aux classes sociales auxquelles appartiennent les individus, et celle-ci peut être déterminante dans l'engagement. Pour Passy (1998, 58), « le contexte socioculturel détermine l'espace d'action des individus », c'est une des structures sociales (notion bourdieusienne), qui façonne les comportements des individus, c'est-à-dire que le positionnement social et la détention de ressources culturelles, de capitaux sociaux, spécifiques à un milieu social vont prédestiner l'individu à rejoindre une action collective et déterminer le type de mouvement vers lequel l'individu sera poussé à s'engager. Comme l'a souligné Mathieu (2010), la première socialisation politique est celle de la famille. Même quand les militant.e.s s'engagent contre les causes de leurs parents, c'est dans les situations comme les repas de famille que des militant.e.s ont appris l'art de la confrontation rhétorique et la maîtrise des arguments politiques. Ce facteur permet d'expliquer par exemple la forte homogénéité structurelle des militant.e.s, et conforte une hypothèse de départ que des déterminants socioculturels peuvent constituer une contrainte pour l'engagement. Le contexte socioculturel fixe des paramètres du potentiel d'action. Cependant, pour que cela se transforme en acte, il faut, en plus du contexte, que l'individu soit structurellement proche de la contestation.

Deuxièmement, le contexte relationnel. C'est l'ensemble des réseaux sociaux qui rapprochent l'individu d'opportunités d'engagement. C'est le contexte relationnel qui fait le pont entre l'individu et l'opportunité de mobilisation. C'est donc la socialisation politique qui va pousser vers l'engagement pour une cause à travers la facilitation de l'accès à l'information sur des

événements politiques par exemple. Selon Passy (2005), les réseaux sont un des facteurs les plus stables et les plus solides à étudier lorsqu'on s'intéresse à l'engagement dans la durée. Les réseaux peuvent être formels (de type organisationnel, comme les églises par exemple dans le cas étudié par Passy 1998) ou informels (les relations interpersonnelles comme les amis, connaissances, famille, etc.). Pour Passy (2003, 26), les réseaux ont trois fonctions dans le processus d'engagement : premièrement, une fonction de socialisation qui crée des dispositions à l'engagement ; deuxièmement, une fonction de connexions structurelles qui génèrent des opportunités concrètes pour l'implication ou le recrutement, par le partage de l'information sur les occasions de mobilisations par exemple. Troisièmement, une fonction d'influence sur la prise de décision individuelle pour participer ou pas à une action collective. Cette dernière fonction est détaillée ci-dessous, en lien avec l'intention de l'individu comme troisième grand facteur de l'explication de l'engagement.

L'intention de l'individu est façonnée par les structures, mais les individus perçoivent d'autres influences extérieures et les intègrent dans leur *self* en les adaptant à leur vécu et leurs expériences antérieures (Passy 1998, 201). Selon Passy, il y a certains paramètres qui interviennent et influencent l'intention des acteur.trice.s, de manière directe et indirecte. D'abord, il y a l'intérêt porté à une cause. Plus la personne est préoccupée par un enjeu, plus l'intention de s'engager sera positive. L'intérêt est lui-même influencé par la socialisation, qui permet d'acquérir une conscience politique sur un enjeu. L'intérêt exerce une influence indirecte sur le processus d'engagement (*idem*, 76). Ensuite, il y a le fait que l'individu ait vécu une expérience concrète par rapport à la cause. Le vécu d'une expérience concrète aide à favoriser et préserver une forte intention d'action (*idem*, 77).

Vient ensuite le facteur de la disponibilité de l'acteur.trice. C'est le temps libre que la personne peut consacrer à l'action collective. Passy parle de disponibilités objectives (le fait d'avoir des enfants, de travailler, de l'intensité du travail) et subjectives. Les individus évaluent leurs disponibilités en temps et ressources personnelles, et plus celles-ci sont évaluées de manière positive, plus la personne va s'engager. Cette évaluation des disponibilités individuelles a un effet direct sur le processus d'engagement et elle pèse beaucoup dans le passage à l'action de s'engager. Et enfin, un paramètre qui pèse beaucoup dans le processus d'engagement, c'est la perception qu'entretient la personne de l'efficacité de l'action individuelle et de l'action collective. Plus la personne perçoit son rôle comme utile à la cause, et perçoit l'action d'une organisation comme utile et porteuse de changement social, plus elle va s'engager. Cette perception a une influence directe sur le processus d'engagement (Passy 1998, 71). Pour illustrer ce point, on trouve dans l'ouvrage de Passy l'exemple de l'interaction entre la disponibilité subjective pour l'engagement et l'insertion dans des réseaux : pour les personnes

qui n'ont pas l'impression d'avoir du temps libre pour s'engager, leur insertion dans des réseaux n'a pas d'impact sur leur niveau d'engagement, tandis que pour les personnes qui ont l'impression d'avoir du temps libre, leur insertion dans des réseaux a un impact sur leur engagement. Le facteur subjectif de disponibilité est une condition nécessaire, mais celui-ci ne se transforme en engagement que lorsque l'individu est en même temps inséré dans des réseaux sociaux. Cet exemple montre comment les explications utilitaristes et structuralistes sont imbriquées dans le modèle de Passy, et non pas superposées.

Passy s'inscrit dans la même lignée que Fillieule, dans le sens qu'elle considère qu'une analyse processuelle s'avère nécessaire pour comprendre l'engagement, car « l'engagement est voué à être défini et redéfini dans le temps (Passy 1998, 80). L'engagement est un processus dynamique, qu'il est possible d'analyser à l'échelle individuelle en le découpant en différentes phases allant du potentiel d'engagement jusqu'au désengagement en passant par le passage à l'acte et l'intensification de l'engagement.

L'approche processuelle à l'engagement de Passy prend compte des facteurs et espaces de socialisation politique, et paraît cohérente et complémentaire avec celle du parcours de vie présentée ci-dessus. En effet, Gaudet (2012), en plus de considérer des facteurs biographiques et le parcours de vie des personnes, considère aussi leur vécu de différents espaces de participation sociale et politique. Gaudet constate qu'en plus des diverses inégalités intersectionnelles en lien avec les structures sociales, les individus évoquent dans les entretiens qualitatifs des inégalités symboliques à l'intérieur des espaces de participation. En s'appuyant sur les classiques de Bourdieu et Goffman, le premier sur les rapports de dominations entre les individus en fonction des capitaux sociaux et culturels, et le second sur les rôles et les mises en scène du soi dans la vie quotidienne, Gaudet (2012) explique que le milieu de la participation sociale, comme dans tous milieux, a des façons d'être qui sont régies par des normes implicites qu'une personne doit connaître pour faire « partie du groupe ». La capacité à comprendre ces exigences repose souvent sur une expérience du milieu, liée à une socialisation antérieure par exemple, ou des compétences professionnelles particulières, ce qui en fait une « forme d'inégalité peut-être la plus importante et la plus difficile à décrire » (Gaudet 2012, 60) et peut expliquer en partie la surreprésentation de certains groupes dans la participation sociale dans la société canadienne de certains groupes, principalement les personnes jeunes, faiblement scolarisées, les femmes migrantes, ou possédant un réseau peu diversifié (Gaudet et Turcotte 2013).

Finalement, Passy (1998, 80) affirme qu'il n'est pas possible d'avoir une vision universelle de l'engagement, car « les processus de mobilisation dans les mouvements sociaux sont géographiquement, historiquement, politiquement, socialement et culturellement situés ».

Donc, pour comprendre le processus d'engagement de la personne, il est nécessaire de comprendre le contexte dans lequel se passe l'action. Dans mon cas, le fait que les personnes migrantes aient un vécu de plusieurs contextes différents apporte une richesse à la compréhension de l'expérience de la politisation, à travers les histoires individuelles des vécus de ces espaces de politisation.

Conséquences biographiques de l'engagement et rétributions du militantisme

L'érosion de l'engagement et le désengagement sont un peu moins documentés dans la littérature, non par manque d'intérêt des chercheur.euse.s, mais à cause du défi de retrouver les personnes désengagées pour les interviewer. Les travaux se focalisent surtout sur les trajectoires des individus les plus fortement engagés en intensité et en durée. Toutefois, Passy (2005) a proposé une piste pour expliquer le désengagement, en interrogeant d'ancien.ne.s militant.e.s, certain.e.s qui se sont désengagé.e.s après une courte période de militance et d'autres qui ont transféré leur engagement et leurs capitaux militants dans d'autres secteurs. Sa conclusion est que la clé de compréhension est d'abord de casser la dichotomie engagement-désengagement. Elle souligne l'importance de considérer l'engagement comme un continuum dynamique ayant des variations d'intensité qui s'explique par l'imbrication, ou pas, des différentes sphères de vie (Passy 2005). Ainsi, Passy propose de voir la vie de l'individu comme composée de différentes sphères, c'est à dire, des espaces ayant des frontières symboliques et réelles et des logiques propres : ce sont les sphères du travail, des études, et de l'engagement politique. Les sphères de vie sont en constante interaction les unes avec les autres. Plus la sphère de l'engagement politique est connectée aux autres sphères importantes de la vie comme la sphère familiale (ou affective) et celle du travail ou des études, plus il y a de chance de stabiliser l'engagement. A contrario, si les sphères sont détachées, il y a de fortes chances de voir l'engagement frappé d'instabilité et possiblement mener au désengagement (*idem*).

Le travail de Perez s'inscrit dans la lignée de Passy et met en relation le parcours de vie des personnes avec leur parcours d'engagement. Perez (2018) cherche à comprendre les raisons qui influencent l'attachement des personnes à un mouvement social et les processus par lesquels certaines personnes en viennent progressivement — dans les routines quotidiennes — à apprécier leurs pratiques dans une organisation et développent des dispositions durables qui favorisent différents degrés et formes d'engagement. Il se demande pourquoi les trajectoires individuelles divergent après le recrutement dans un mouvement social ; pourquoi certains individus deviennent des participant.e.s à long terme à un mouvement tandis que

d'autres non. Son argument c'est que c'est l'interaction entre le *background* de l'activiste et ses expériences pendant la mobilisation (ce qui rend l'action de s'engager agréable à vivre ou non), qui expliquent ces divergences. Il s'appuie sur la littérature sur les sources de l'action sociale pour comprendre le processus à travers lequel une personne développe un attachement à une activité sociale donnée. Perez (2018) puise aussi dans les classiques comme Becker et Wacquant pour souligner qu'il est important de comprendre que le développement d'un sentiment de plaisir par rapport à une pratique sociale est un processus d'apprentissage par lequel les individus attachent progressivement de nouvelles significations à leurs routines et en viennent à apprécier ce qui était à l'origine soit désagréable soit insignifiant pour eux (Becker 1963 ; Wacquant 2004 cité dans Perez 2018). Il en ressort que les interactions entre les pratiques des activistes dans le mouvement social et les autres aspects de leur vie font que certains activistes voient progressivement la participation comme une fin en soi, ce qui augmente ainsi la probabilité qu'ils et elles fassent des efforts pour rester engagé.e.s.

La participation offre un refuge contre les conséquences personnelles d'un déclin socio-économique à long terme en combinant trois rétributions : premièrement, il y a l'accès à des lieux d'appartenance. Deuxièmement, s'engager amène un sentiment de pouvoir, ce que Elisabeth Wood (2003) décrit comme « le plaisir d'agir », c'est l'expérience gratifiante qui vient avec l'affirmation de son action face à un contexte qui impose la subordination. Plusieurs activistes parlent de l'expérience gratifiante et encapacitante de « connaître ses propres droits » ou « apprendre à se défendre », surmonter les peurs causées par une histoire personnelle d'abus institutionnels (Wood 2003). Troisièmement, il y a dans les rétributions la reconnaissance par les autres membres de la communauté. Dans le travail de Perez sur les militant.e.s argentins, ces rétributions de l'engagement sont le miroir de trois déficits dans la vie de ces activistes, que sont la rareté des groupes auxquels ils et elles se sentent appartenir, le sentiment d'être incapable d'avoir une influence sur sa condition (en lien avec le déclin socioéconomique en Argentine) et le manque de liens sociaux et d'appréciation positive dans leurs vies (Perez 2018, 90). C'est ainsi pour certain.e.s activistes, l'engagement et la participation aux activités militantes deviennent « une fin en soi » (*idem*).

Parmi les conséquences biographiques négatives de l'engagement les plus connues, il y a la déstructuration de la vie privée (Leclercq et Pagis 2011) et le resserrement des horizons professionnels, surtout dans les contextes autoritaires (Hivert et Vairel 2019). Mais l'engagement politique peut aussi avoir un effet positif sur la mobilité sociale comme l'ont montré Neveu et Fillieule (2019, 26), car les organisations militantes sont socialement hétérogènes, à des degrés différents en fonction des contextes, et l'implication dans ces

organisations décompartmentalise les réseaux sociaux de l'individu et peut faciliter une mobilité sociale vers le haut. Coley et al. (2020) ont effectué une analyse des militant.e.s des droits civiques à Nashville aux États-Unis, comparant les carrières subséquentes des membres qui ont participé intensément aux mouvements en s'impliquant dans les comités et en participant aux ateliers de celles qui n'y ont pas participé. Les membres les plus impliqué.e.s ont eu des carrières dans l'organisation communautaire et les politiques électorales tandis que ceux qui n'ont pas eu accès aux formations et aux socialisations dans ces espaces-là ont eu des carrières dans le travail social ou l'entrepreneuriat.

Dans tous les cas, pour comprendre et révéler les changements profonds et durables que les mouvements sociaux produisent sur le plan de l'identité personnelle de l'individu qui y participe, l'analyse des biographies individuelles est un outil précieux (Polletta et Jasper 2001).

L'importance du contexte de liberté/répression politique dans le parcours d'engagement

Les parcours de vie ne sont pas détachés du contexte social, historique et des luttes politiques dans lesquelles évoluent les individus. Ces luttes politiques peuvent marquer la mémoire populaire, parfois par de grandes désillusions politiques, voire des traumatismes qui peuvent se transmettre à travers les générations, comme dans le cas des contextes politiques répressifs (Uysal 2013). Uysal (2013) a étudié l'engagement dans un contexte répressif en soulignant que l'une des limites de la théorie de l'engagement de Passy (1998) est que cette dernière considère que la perception des risques ne s'accompagne pas d'un refus de s'engager, mais d'une prise en compte par l'individu des coûts de cet engagement. Or, dans son étude des effets de la répression sur les trajectoires de militants de gauche en Turquie, Uysal (2013) montre que des sentiments de défaite et de solitude peuvent modifier la forme et l'intensité de l'engagement, et altérer la continuation du militantisme.

Perez (2018) et Vallochi (2013) montrent que l'engagement est une expérience différenciée même à l'intérieur d'un même mouvement. L'approche biographique permet d'expliquer ces différences par les interrelations entre les biographies et l'expérience de la mobilisation. Les articles de Accornero (2019) et Perez (2018) insistent sur le fait que pour comprendre les effets à long terme de l'engagement politique, il faut non seulement étudier la trajectoire individuelle, mais aussi les conditions dans lesquelles l'activisme prend place, conditions qui ont un impact profond sur les conséquences de l'activisme. Le vécu et l'expérience de ces conditions de l'activisme, sur le plan autant émotionnel que cognitif, peuvent nous donner des

clés pour comprendre les continuités et discontinuités des parcours d'engagement. Accornero nous invite à prendre en compte dans les travaux sur les trajectoires les trois dimensions : individuelle, organisationnelle et institutionnelle. Ces dimensions interagissent entre elles et ce sont ces interactions qui donnent lieu à des interprétations et des émotions associées à l'activisme et ses perceptions (Accornero 2019, 16).

Accornero (2019) s'est intéressée à l'attachement d'un individu à un mouvement social dans trois contextes différents : autoritaire, révolutionnaire et démocratique. Elle a étudié les trajectoires des militants radicaux maoïstes issus du mouvement étudiant portugais entre 1967 et 1974. Accornero a pu identifier des mécanismes et des phases récurrentes dans les différentes trajectoires individuelles d'engagement à travers ces trois contextes politiques (autoritaire, révolutionnaire et démocratique). Elle montre que dans les contextes autoritaire et révolutionnaire, les personnes restent attachées au mouvement, car pour eux et elles, il n'y a pas d'autres issues possibles que l'engagement. En outre, pour ces personnes, l'espace du mouvement devient le seul espace de socialisation.

Accornero montre également comment l'engagement et ses conséquences changent selon les changements sur le plan politique du pays. En connectant les phases de l'engagement individuel aux dynamiques organisationnelles des groupes et réseaux, ainsi qu'aux processus politiques plus larges à l'échelle du pays, elle montre que les politiques des régimes autoritaires répressifs ont des effets contradictoires sur l'engagement, car il s'en trouve exacerbé et l'opposition augmente, ce que Francisco (2005) appelle le « dilemme du dictateur ». Le climat de dictature limite les possibilités pour les activistes de transférer leurs compétences militantes ailleurs, et c'est un climat qui a aussi un impact sur les relations familiales, amicales, et les carrières professionnelles des activistes. Ce climat fait du groupe politique le seul espace de socialisation pour les activistes et le combat politique la seule activité possible pour eux.elles. L'activisme devient « *the only game in town* » (Accornero 2019). La dictature coupe toutes les issues possibles en bloquant les opportunités de reconversion des activistes dans d'autres sphères de la société. Accornero montre aussi que la dictature a également des effets sur les dynamiques internes des groupes d'activistes qui ont adopté une série de règles pour accroître et solidifier les liens entre eux et elles, ce qui s'est additionné à l'absence d'issue et renforce le maintien d'activistes engagé.e.s (idem). Ces dynamiques sont proches de celles que soulignent Bosi et della Porta (2015, 86 in idem, 14) sur l'engagement dans les organisations armées, ces « *feelings of belongingness, the incapacity to see another possible future apart from that in the armed organization [. . .] all keep activists inside underground organizations at least until something happens that makes it possible to disengage* ». Pour Accornero, dans le cas portugais, ce « *something* » est le

changement institutionnel à la fin de la dictature. Le changement de régime a rendu la participation politique légale, il n'y avait donc plus besoin de clandestinité et il y a eu possibilité de réinvestir les ressources et compétences (Fillieule 2010) acquises durant l'activisme.

Un autre résultat intéressant dans le travail d'Accornero (2019) concerne le désengagement total, définitif et radical ainsi qu'un désintérêt de la politique de la part des ancien.nes activistes du temps de la dictature. Accornero explique cela par les déceptions, la désillusion, le sentiment de perte du « rêve de la révolution », de frustration par rapport aux organisations auxquelles ils et elles appartenaient. La perception que « *the most important was achieved* », à savoir la fin de la dictature au Portugal, et les changements sur le plan des organisations et des institutions ont entraîné un désengagement profond des activistes du temps de la dictature.

Pour nuancer, il est important ici de souligner que même dans un contexte globalement non répressif comme au Canada, d'autres types de restriction de l'action politique ont également des impacts sur les parcours des personnes. L'un des exemples de cela est l'activisme politique à l'université. En effet, la néolibéralisation de l'université joue un rôle important et central dans la réponse de l'université à l'activisme étudiant à travers les politiques restrictives qui surveillent et régulent un « environnement hyper-politisé » (Brulé 2016, 172). Ainsi, la réponse institutionnelle des universités canadiennes aux revendications des mouvements étudiants vont de l'indifférence à la diffamation des étudiant.e.s, comme ce qui s'est passé en 2004 quand un étudiant activiste a été expulsé pour trois ans pour utilisation d'un mégaphone lors de la participation à des manifestations propalestiniennes à l'université de York (Brown, 2007 cité dans Mbakogu et al. 2021, 118). Les étudiant.e.s prennent des risques lorsqu'ils et elles s'engagent dans des stratégies d'actions directes qui visent à créer un changement social dans le campus et au-delà, dans la société de manière générale (Rhoads 2016).

Conclusion

En conclusion, pour étudier l'engagement politique, je retiens l'idée que l'engagement est un continuum dans la vie de l'individu et que pour le comprendre, il est important de prendre en compte les différentes sphères de la vie de la personne. Les expériences de politisation sont relationnelles et multiples et elles prennent place dans différents espaces et au contact de différentes personnes.

Dans mon travail, comme je me focalise sur l'expérience d'engagement des personnes migrantes, il y a certains aspects que la littérature sur l'engagement ne couvre pas totalement.

Par exemple, les réseaux et les capitaux sociaux des personnes migrantes ne sont pas les mêmes que ceux des personnes non migrantes. Il y a une dimension transnationale dans le vécu et le quotidien migratoire qui entre aussi en jeu dans l'expérience d'activisme et complexifie la subjectivité politique de l'individu. Pour couvrir cet aspect, je me suis tournée vers la littérature sur la transnationalité et la subjectivité que je présente dans la section suivante.

2- Ancrage migrant politisé

La subjectivité politique des personnes migrantes est façonnée par l'expérience de la migration et de l'ancrage dans un nouveau lieu de vie, tout en maintenant des liens transnationaux avec le ou les lieux de départ. Cet ancrage est matériellement lié à la ville d'installation dans laquelle la personne migrante développe des liens, des réseaux militants et sociaux, et contribue au dynamisme du milieu militant. Le croisement entre cette expérience d'ancrage dans la ville et l'expérience d'activisme produit ce que je propose de considérer comme un ancrage migrant politisé.

1) L'ancrage migrant

Comme mentionné dans le chapitre précédent, la littérature sur la transnationalité considère le champ social, émotionnel et politique dans lequel vit la personne migrante comme un champ spécifique ayant ses propres outils d'analyse théorique et empirique qui permettent de dépasser le nationalisme méthodologique (Wimmer et Schiller 2002) pour mettre en lumière la complexité du vécu des individus ayant des liens et des ancrages géographiques, émotionnels, politiques et sociaux locaux et distants en même temps (Basch, Schiller et Szanton Blanc 1994 ; Schiller 2005 ; Vertovec 1999).

En effet, en tant que déplacement, la migration est une rupture, une discontinuité dans l'histoire de vie des personnes. C'est l'une des expériences de vie les plus importantes et transformatrices dans le parcours biographique individuel. Le vécu des personnes migrantes, dont les liens sociaux, politiques et affectifs s'étirent entre plusieurs localités, constitue un champ social et politique spécifique qui est la transnationalité. Dans cette littérature, Schiller et Çaglar (2013) proposent le concept d'ancrage migrant pour montrer les liens entre les personnes migrantes et la ville, que je présente dans ce qui suit.

Dans leur étude, elles soutiennent qu'il n'est pas possible de comprendre ces dynamiques sans la prise en compte du rôle des personnes migrantes. Elles proposent le concept de l'ancrage migrant (traduction libre de « *migrant emplacement* ») pour rendre compte du rôle actif des migrant.e.s en tant que « *city makers* » dans le modelage et le façonnement des villes. L'ancrage migrant est défini par Schiller et Çağlar (2013, 495, traduction libre) comme :

« une relation entre la restructuration continue d'une ville au sein des réseaux de pouvoir et les efforts des migrants pour s'installer et construire des réseaux de connexions dans le cadre des contraintes et des opportunités d'une localité spécifique. Il [le concept d'ancrage migrant] concentre l'attention analytique sur la conjonction du temps et du lieu. Dans cette approche, les réseaux de connexion locaux et transnationaux des migrants sont considérés en relation avec les institutions, les structures et les récits locaux, tel qu'ils émergent à des moments particuliers de la trajectoire historique et du positionnement multiéchelle des villes ».

L'ancrage migrant permet donc de relier deux éléments : 1) la capacité des personnes migrantes, abstraction faite de leur origine ethnique, à se forger une place dans un lieu spécifique et 2) le positionnement politique, économique et culturel des villes dans des réseaux plus larges de pouvoir et de richesses (Schiller et Çağlar 2013). En effet, dans leurs efforts et stratégies pour se positionner plus haut dans le champ de pouvoir global, les villes essaient d'attirer des migrant.e.s de diverses classes. Pour ce faire, les villes doivent pouvoir par exemple offrir un soutien public ou privé aux organisations ethniques et communautaires, des opportunités pour la mobilité économique des personnes migrantes, un soutien aux classes de migrant.e.s professionnel.le.s qui sont des acteur.trice.s clés dans les politiques locales et des organisations diasporiques qu'on trouve dans les « villes globales » (Schiller 2011, 188).

Pour développer leur concept d'ancrage migrant, Schiller et Çağlar (2013) se sont basées sur une ethnographie à Hall, une ville allemande qui cherche à améliorer son positionnement sur dans les réseaux économiques et politiques. Les chercheuses se sont penchées sur les petits commerces et petites entreprises des personnes migrantes qui y sont installées et ont étudié les dynamiques économiques et urbaines en prêtant une attention particulière à la manière dont les personnes migrantes s'y forgent une place, à travers leur entrepreneuriat économique. La dimension d'activisme politique des personnes n'a pas été considérée. Dans cette recherche, je propose de politiser ce concept en l'appliquant à l'étude de l'activisme des personnes migrantes.

Les espaces urbains et l'ancrage migrant

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les villes ont une relation ambivalente avec les mouvements sociaux. Elles offrent des ressources et comportent des barrières à l'action collective. La ville est un espace de forte densité de réseaux et c'est un espace d'émancipation et d'action collective avec l'accès à des ressources. Or, il y a aussi des contraintes à l'action politique en ville.

Comme ressource, certaines villes, à l'instar de Montréal, comptent beaucoup d'organisations politiques apportant un soutien aux personnes migrantes. Ces organisations créent des espaces urbains de solidarité migrante et sont très variées. Dans son travail, Cappiali (2019) montre que les organisations pro-immigrant.e.s offrent des ressources matérielles et symboliques (Voss et Bloemraad 2011), mais elles peuvent aussi faire obstacle aux revendications des droits des immigrant.e.s (Nicholls 2013). En effet, Cappiali montre dans son étude que les groupes pro-immigrant.e.s peuvent réduire la portée et l'efficacité des revendications des droits des immigrant.e.s dans les sociétés d'accueil. Elle explique cela par les clivages idéologiques, les différents cadres de mobilisation et les luttes pour la légitimité au sein des groupes pro-immigrant.e.s, qui ont influencé fortement les stratégies de mobilisation et les résultats des campagnes pro-immigrant.e.s en Italie. Cappiali évoque également dans son étude les mécanismes de marginalisation qui touchent les militant.e.s migrant.e.s. Pour certain.e.s auteur.trice.s, les groupes composés de personnes migrantes sont souvent marginalisés dans les mobilisations pro-immigrantes, car ils sont considérés comme trop vulnérables et manquant de compétences et de ressources pour se mobiliser et entrer en compétition avec les autres acteurs politiques puissants sur la scène politique et militante (Caponio 2006 ; Triviño-Salazar 2018 dans Cappiali 2019). La marginalisation des groupes migrants est ainsi affectée par les relations de pouvoir, la distribution inéquitable des ressources, et la compétition entre des acteurs pro-immigration qui sont plus puissants et mieux établis.

D'autres chercheur.euse.s expliquent cette marginalisation par des mécanismes de racialisation. La marginalisation des personnes migrantes reflète la manière dont les groupes pro-immigration voient et construisent la personne migrante comme « *outsiders* » ou « *inferior others* » (Cappiali 2019). Ainsi, certains groupes alliés tendent de victimiser les personnes migrantes et adoptent des approches paternalistes et/ou des attitudes qui réduisent au silence la voix des personnes migrantes (Siméant 1998 ; Cissé 1999 ; Pojmann 2006 ; Raissiguier 2010 ; Cappiali 2017 (dans Cappiali 2019). Les travaux qui portent sur le rôle des allié.e.s dans le façonnement des mobilisations, comme ceux de Nicholls (2013) et Yukich (2013)

identifiant des marginalisations sur le plan de la construction du sens de la mobilisation. Dans les deux cas étudiés par Nicholls et Yuckich, les mouvements prorégularisation des personnes migrantes non documentées ont construit des distinctions discursives entre des immigrant.e.s qui « méritent » et d'autres qui « ne méritent pas », construisant ainsi un discours dans lequel certaines personnes migrantes sont des sujets légitimes et d'autres sont exclues (j'y reviens dans la section 3 dans Les bons et les mauvais migrants).

De plus, les travaux sur l'urbanisme transnational montrent que les ressources des villes ne sont pas accessibles à toutes les personnes migrantes de la même manière (Smith 2005a). Les réseaux que les personnes vont développer à leur arrivée vont conditionner les ressources et opportunités auxquelles elles vont avoir accès. Par exemple, Wessendorf et Phillimore (2019, 127) montrent que les personnes migrantes ont des stratégies d'ancrage (*embedding strategies*) différentes en fonction de leurs capitaux scolaires et sociaux, ce qui leur donne accès à des réseaux sociaux différents. Les personnes migrantes dites qualifiées, c'est-à-dire ayant des diplômes universitaires, et qui sont insérées dans le marché du travail auront par exemple un ancrage professionnel fort dans le domaine du travail et n'ont pas les mêmes ressources et stratégies d'ancrage que celles qui ont un moindre soutien institutionnel et qui sont plus désavantagés, comme les personnes réfugiées sans capitaux. Dans leur travail, Wessendorf et Phillimore (2019) se sont intéressées aux pratiques de formation de liens sociaux et amicaux des personnes migrantes. Elles ont montré que les liens amicaux de divers degrés, qu'ils soient co-ethniques ou diversifiés, jouent un rôle crucial dans l'accès des personnes aux ressources. Cette idée invite à porter une attention sur les stratégies et les lieux de socialisation. Même si dans ce projet je ne me situe pas dans les mêmes débats d'intégration que ces auteures, leur idée de stratégie d'ancrage aide à comprendre les sociabilités des migrant.e.s dans les espaces urbains d'activisme.

Nous avons aussi vu dans la revue de littérature que l'urbanisme transnational désigne l'ensemble des processus socioculturels et politiques utilisés par les acteurs pour forger des connexions entre localités qui permettent le développement et/ou le maintien de modes politiques, économiques et culturelles (Smith 2005, 5), c'est-à-dire que les pratiques transnationales lient les acteurs sociaux à des opportunités socioéconomiques, des structures politiques et des pratiques culturelles qui se trouvent dans les milieux urbains de deux côtés différents des frontières, ce qu'il appelle les « interconnectivités translocales » entre des sites de « pouvoir-savoir » (Smith 2005). En outre, les lieux ont des pouvoirs différents qui affectent la constitution et/ou le maintien des réseaux de relations sociales distancées, ce que Smith (2005) a qualifié d'interconnectivité translocale des sujets mobiles. Ces réseaux translocaux des personnes migrantes sont hétérogènes et Smith (2005) a montré que cette différence

entraîne des taux disparates d'accès aux opportunités dans les villes « d'accueil ». Les réseaux urbains représentent une des opportunités et des ressources les plus importantes des villes.

Les réseaux transnationaux s'avèrent fondamentaux à la fois pour comprendre les pratiques sociales individuelles des personnes migrantes, mais également l'action collective transnationale. Le travail de Nicholls (2009) sur les mouvements sociaux globaux est intéressant à plus d'un titre à ce sujet. D'abord, Nicholls (2009), en utilisant une approche par les ressources (émotionnelles, matérielles et symboliques), montre que les liens qui constituent les réseaux d'actions collectives transnationales ne sont pas du tout égaux. Il existe différents types de liens qui jouent des rôles différents : « *the weaker connections of distant allies and the stronger ties of their proximate counterparts permit the flow of distinctive yet complementary resources* ». Cette approche avec des liens forts et faibles tient du travail de Granovetter (1973 cité dans Nicholls 2008), dont l'ouvrage a marqué lors de sa sortie, car il a attiré l'attention sur l'importance des liens faibles dans la vie des individus. Les liens faibles sont les liens entre individus qui se connaissent peu comme ceux entre voisins, collègues éloignés, ou connaissances indirectes. Ce sont des liens fragiles, comparés aux liens familiaux, amoureux ou amicaux. Ces liens faibles sont néanmoins déterminants dans la vie de l'individu. Ils sont le reflet de l'intégration de l'individu dans des groupes sociaux différents et permettent la circulation entre ces groupes. Nicholls (2009) a appliqué ce concept pour comprendre l'un des défis majeurs des mouvements sociaux que sont l'intégration et la coordination entre des agents sociaux divers et indépendants. Il en conclut que l'une des forces les plus importantes des liens faibles est qu'ils forment un réseau permettant la circulation de l'information « *weak ties help circulate information to different activists, and strong ties enable activists to contribute their scarce resources to risky collective struggles.* » (Nicholls 2009, 83). Dans le cas de l'implication dans une action collective transnationale, ces liens faibles pourraient aussi se développer de manière translocale lorsque des solidarités se tissent et viennent enrichir le capital social des activistes. Le récit de vie des activistes donne des éléments pour comprendre le poids et la puissance de ces liens dans les trajectoires de vie.

Dans la littérature scientifique, l'un des lieux de politisation par excellence est l'université. Plusieurs travaux ont abordé les dynamiques de politisation sur les campus dans différents pays et contextes, ainsi que sur l'impact de la politisation à l'université sur les trajectoires politiques des individus à plus long terme (Choudry et Vally 2020 ; Neveu et Fillieule 2019 ; Uysal 2013 ; Gourisse 2011 ; Crossley 2008 ; Boren 2001).

Plusieurs explications sont proposées pour la politisation sur les campus, notamment l'importance des réseaux sociaux basés sur les campus qui facilitent la formation d'une masse critique et connectée. Les activistes utilisent ces réseaux pour recruter des personnes novices, comme l'a montré Crossley (2008, 18), par exemple. L'importance de la prise en compte de ces réseaux permet de dépasser l'explication qui a longtemps lié le rôle de politisation de l'université avec les cycles de contestation (Tarrow 1995 in Crossley 2008), pour montrer que c'est une fonction que l'université remplit même en dehors des périodes d'activité intense des mouvements sociaux.

En plus des travaux, très nombreux dans les années 2000, qui se sont basés sur les effets des réseaux sociaux pour expliquer la politisation sur les campus, il y a aujourd'hui un plus grand intérêt pour les liens entre l'activisme universitaire et le changement politique et social plus large, comme le démontre l'ouvrage collectif de Choudry et Vally (2020) qui regroupe des contributions couvrant cette thématique dans douze pays. Vijayan (2020) y propose de concevoir l'étudiant.e comme sujet politique, au lieu de « sujet indiscipliné » (*unruly subject*) comme l'avait conceptualisé Boren (2001) dans son étude sur l'histoire internationale des mouvements étudiants. Vijayan (2020) cherche à casser l'idée selon laquelle le campus est isolé des autres espaces sociaux. Cette vision qui confine les sujets indisciplinés dans l'espace universitaire isole cette indiscipline dans un site précis et peut laisser croire qu'elle ne débordera pas sur le reste des espaces sociaux (Dooley 2001, 1368 *cité dans ibid*). De plus, cela isole l'université des autres forces qui sont en dehors d'elle, qu'elles soient culturelles, sociales, politiques ou économiques et qui ont une influence sur l'université : notamment les liens entre les financements et la nature du contenu des programmes et des savoirs produits (Vijayan 2020, 45). En Turquie, Özcan (2020) souligne les liens entre le néolibéralisme, les mécanismes de surveillance mis en place pour garantir une sécurité nationale et les barrières qui s'installent et contraignent la production de savoir académique. En effet, en Turquie, après le coup d'État militaire de 1980 et toute la période post-2016, il y a eu une purge qui a visé les opposant.e.s dans tous les domaines. Le milieu académique n'y a pas échappé. Plus de 7000 universitaires du secteur public ont été démis.e.s de leurs fonctions et interdit.e.s de voyage à l'international. Les chercheur.euse.s critiques sont considéré.e.s comme des « menaces à la sécurité nationale », non seulement en Turquie, mais dans les contextes néolibéraux de manière générale (Özcan 2020).

En plus de l'université et son campus, la ville contient bien évidemment d'autres espaces de socialisation politique et de construction des solidarités. La densité des réseaux militants représente une des richesses de la ville, comme on a vu dans le chapitre précédent. Pour les personnes migrantes qui souhaitent s'engager pour défendre leurs droits, cette présence et

la densité des réseaux militants est un des facteurs qui peut contribuer à faciliter leur ancrage dans la ville, comme le montre Hansen (2019) dans son travail sur les liens entre activisme et ancrage migrant. Hansen (2019) montre que les solidarités qui se construisent dans les villes contribuent aux parcours d'ancrage ou d'insertion (traduction libre de *migrant emplacement*) des personnes migrantes qui y participent à travers la construction de réseaux locaux, les amitiés qui s'y créent et le développement d'un sentiment d'appartenance à un nouveau lieu.

Hansen (2019) a étudié comment fonctionnent les solidarités nées dans une ville affectée par des processus globaux de restructuration, dépossession et migration, dans son cas, la ville de Malmö, en Suède. En liant la littérature sur la migration, les études urbaines, et l'activisme, elle examine les alliances et les amitiés générées au-delà des clivages sociaux, culturels, ethniques et juridiques à l'intérieur de la gauche extra-parlementaire, dans un quartier connu pour son activisme dans la ville de Malmö. Hansen (2019) conceptualise le quartier de Möllevången comme un incubateur de résistance. Pour Hansen, l'une des particularités de Möllevången, connu pour la concentration d'activistes de gauche extra-parlementaire, dans toute la diversité de ces groupes, est qu'il s'agit d'un lieu qui a permis la création de relations sociales productives et d'alliances entre individus et groupes différents. Ces individus, tous.tes révolté.e.s par les inégalités sociales et leur désir d'une société juste et radicalement démocratique, sont uni.e.s par cet espace géographique qu'est ce quartier vibrant politiquement. Les résistances qui s'y passent visent principalement les effets de la restructuration économique néolibérale qui provoque des dépossession et une gentrification urbaine. Dans les groupes étudiés par Hansen, il y a des personnes migrantes racisées en situation juridique précaire qui participent aux côtés d'activistes suédois (blancs et racialisés) de gauche à co-crée des espaces politiques, non hiérarchiques, de résistances. Or, ce processus est rempli d'ambivalences et de conflits, et il y a des reproductions des inégalités sociales à l'intérieur de ces espaces.

L'activisme en faveur de l'égalité et l'entraide, avec toutes les critiques et nuances qui peuvent lui être apportées, crée des chemins d'ancrage (*emplacement*) dans la ville et permet également la socialisation politique des personnes migrantes qui y participent et ouvre la voie à une nouvelle génération d'activistes migrant.e.s (Hansen 2019). Pour Hansen, l'activisme peut être une voie pour l'ancrage des personnes migrantes de différentes manières. L'activisme permet aux personnes migrantes de se connecter à d'autres individus partageant les mêmes préoccupations au quotidien et de renforcer ainsi leurs réseaux locaux avec des personnes qui peuvent apporter du soutien émotionnel, juridique et social. De plus, le travail en réseau que permet l'activisme accroît la visibilité et l'influence des personnes migrantes dans la ville. En effet, à travers leur activisme pour défendre leurs droits, les personnes

migrantes sensibilisent aux pratiques discriminatoires et peuvent avoir un pouvoir d'influence allant vers un environnement plus accueillant et juste pour les personnes migrantes. En somme, Hansen (2019) montre que l'activisme des personnes migrantes est un moyen d'ancrage, car il renforce les réseaux et il contribue à un changement social plus large dans la ville en faveur de l'égalité.

Conclusion

L'ancrage migrant tel que conceptualisé par Schiller Çağlar (2013) fait le pont entre le positionnement des villes dans les réseaux de pouvoir globaux, et la place qu'y occupent les personnes migrantes, notamment dans le cas de Schiller Çağlar, à travers l'entrepreneuriat économique. Hansen (2019) a couvert un aspect plus politique de l'ancrage des personnes migrantes en examinant les dynamiques qui se créent autour de l'activisme, comme le renforcement des réseaux militants locaux qui apportent plusieurs formes de soutien aux personnes migrantes. De plus, c'est aussi à travers leur activisme que les personnes prennent une place dans l'espace public, qui les rend visibles et qui peut accroître leur pouvoir d'influence sur la société.

Dans cette recherche, je propose de considérer encore plus finement cet aspect politique de l'ancrage, en me focalisant sur les individus et en prenant le cas d'une lutte aussi imbriquée que l'extractivisme (comme on a vu dans le premier chapitre). Pour ce faire, je mobilise le concept de subjectivité politique pour pouvoir aller sur le plan individuel.

2) Subjectivités politiques des activistes migrant.e.s en ville

En plus des travaux sur l'engagement cité dans les sections précédentes, un autre concept dans la littérature permet de comprendre les liens entre l'histoire et le vécu d'un individu et ses diverses formes d'engagement et de sensibilité politique : la subjectivité politique. En effet, les actions politiques et le sens qu'elles prennent pour les individus sont liés à un cheminement réflexif, une prise de conscience de ses propres capacités individuelles, ainsi qu'une formation d'une vision du monde et de soi (Blackman et al. 2008 in Medina-Zárata et Uchôa de Oliveira 2019, 281). Il peut être utilisé, comme dans le travail de Mama (1995), pour montrer que la constitution de l'individu en sujet politique n'est pas un processus totalement coupé des structures sociales. Mama (1995, 2) utilise la définition de Weedon (1987, 32) de la subjectivité qui est : « *the conscious and unconscious thoughts and emotions of the individual, her sense of herself and her ways of understanding her relation to the world.* » C'est

un concept qui permet de montrer les liens entre le contexte local, la vie quotidienne et comment plusieurs mécanismes graduels se mettent ensemble et ont un impact sur le développement, le façonnage et la pratique de l'être politique.

Ainsi, l'analyse processuelle permet de saisir les facteurs externes de l'engagement que sont la socialisation militante et le rôle influant des réseaux sociaux, tout en mettant l'accent sur l'importance des interactions entre les différentes sphères de vie d'un individu, pour le maintien de l'engagement à long terme. Le concept de subjectivité englobe ces composantes et invite à aller plus en profondeur dans l'analyse, surtout lorsqu'on s'intéresse à l'engagement selon un prisme longitudinal, et que l'on considère l'engagement comme un continuum de vécu, d'actions et de sensibilités. Les subjectivités politiques translocales et migrantes représentent la manière dont je politise la notion de l'ancrage migrant et considère la singularité du vécu politique de l'ancrage migrant, qui se construit en relation avec des facteurs collectifs dans la ville. Avant de les détailler, je reviens sur les différentes approches concernant la subjectivité politique.

La subjectivité politique est le processus individuel qui, au fil du temps et des expériences de vie, conduit un individu à prendre conscience de son être politique et de ses propres capacités transformatrices de soi, de la société et du monde (Mama 1995). La subjectivation est donc un processus qui articule la résistance et l'affirmation de soi, c'est-à-dire la capacité à formuler des choix et à résister aux logiques dominantes et à produire sa propre trajectoire (Wieviorka 2004, 286). Ainsi, la subjectivité politique fait référence au sens du soi (*self*) et de l'identité de l'individu par rapport et en lien avec les structures et les processus politiques qui l'entourent et façonnent les sociétés. La subjectivité politique est façonnée par l'ensemble des expériences personnelles et des normes culturelles et sociales. C'est donc un concept très utile à mobiliser pour comprendre à une échelle très fine comment les individus s'engagent politiquement.

En écologie politique, comme présenté dans le premier chapitre, Frederiksen et Himley (2019) ont placé le concept de subjectivité dans le contexte particulier des terrains extractifs. Ils ont analysé les tactiques utilisées par cette industrie pour acquérir et maintenir l'accès à la terre et aux ressources en employant le concept de John Allen (2011 cité dans Frederiksen et Himley 2019, 51) de « *quieter registers of power* ». Ils constatent que les technologies gouvernementales ainsi que les discours et rationalités qui sont employés dans ces territoires pour faciliter leur exploitation ont pour résultat que la vie sociopolitique dans ces zones est tellement dominée par les compagnies extractivistes que des « sujets extractifs » y émergent (Frederiksen et Himley 2019, 10). Cette vision de la subjectivité politique qui est façonnée par le poids de rationalités politiques extérieures est une vision foucaldienne de la politique qui

veut que les technologies de gouvernement produisent certaines subjectivités, par exemple des subjectivités néolibérales (Lorenzini 2018). Les subjectivités néolibérales sont celles qui sont façonnées par le marché et les technologies de gouvernement néolibérales qui façonnent la manière d'agir de l'individu et du collectif, créant des « sujets » néolibéraux (Lorenzini 2018).

D'autres travaux à l'inverse prennent plutôt la perspective des individus, de leur relation à soi et des espaces militants qu'ils et elles fréquentent, moins que les rationalités politiques qui leur sont imposées par le contexte. Parmi les travaux qui s'inscrivent dans cette perspective de la subjectivité politique en lien avec la relation à soi, il y a le travail de Pleyers sur les jeunes engagé.e.s dans les mouvements pour une transition écologiste et pour plus de démocratie. Pleyers (2016) se focalise sur la centralité du rapport à soi et les articulations entre subjectivation et action qui caractérisent la culture militante des jeunes, dont l'activisme, « en ligne et hors ligne » (*idem*, 107), qui est profondément personnel et articulé autour d'une cohérence entre les valeurs et les pratiques quotidiennes, de consommation et de relations sociales. Pleyers (2016) propose la notion de « alteractivisme » pour caractériser ce type d'engagement. C'est une culture militante qui place la relation à soi et la construction de soi comme sujet et acteur et qui donne sens à l'engagement, plutôt qu'une culture militante qui met l'accent sur l'appartenance à une organisation militante ou même l'impact de l'action dans la société. Les caractéristiques des « alteractivistes » sont la combinaison « d'une grande sensibilité aux défis globaux avec une forte dimension subjective de l'engagement et une volonté de l'ancrer au niveau local. » (Pleyers 2016, 107) Les jeunes alteractivistes considèrent que la démocratie et l'écologie constituent des défis globaux et personnels, qui ne se limitent pas à la sphère politique institutionnelle, et leur rapport à l'action politique n'est pas vécu en matière d'efficacité, de succès ou d'échec, mais plutôt sur le mode de l'espoir, de la désillusion et des émotions (Pleyers 2016).

De son côté, dans son travail sur les conflits autour des infrastructures d'énergie fossile, Van Neste (2019) souligne l'importance de l'espace politique public (*space of appearance*) dans la formation des subjectivités politiques. Elle se base sur la philosophie d'Arendt, pour qui ces espaces de partage des significations (y compris entre activistes) sont cruciaux dans le développement d'un agir politique chez l'individu. Van Neste mentionne la différence dans la littérature sur ce point. Contrairement à la vision foucauldienne de la subjectivité (dans laquelle l'individu résiste à une rationalité politique dominante), pour Arendt, la subjectivité politique se construit dans l'action, l'engagement et la mise en commun, même si sous les contraintes ou en réaction à une rationalité politique dominante.

Le concept de subjectivité politique est aussi utilisé dans les travaux qui mettent l'accent sur la vie quotidienne pour affiner la compréhension du processus d'engagement dans la variété

de ses formes et pour élargir la définition du champ de l'action politique en dehors des institutions. Par exemple, Boudreau, Boucher et Liguori (2009) ont cherché à comprendre les raisons qui poussent des personnes marginalisées et dans des situations précaires à participer à des actions politiques. Pour ce faire, les chercheuses se sont appuyées sur des récits biographiques de femmes migrantes, aux États-Unis, qui se sont impliquées dans des actions politiques contre les réformes des lois sur la migration, bravant le risque de se faire déporter pour certaines, la peur, et le manque d'expérience politique. Pour expliquer comment ces femmes se sont engagées et ont participé — beaucoup pour la première fois — à une manifestation dans l'espace public, les chercheuses ont décortiqué leurs routines quotidiennes urbaines et ont montré comment des activités qui peuvent sembler banales comme les échanges dans les épiceries en faisant les courses ou les discussions lors des trajets en bus ont exercé une influence sur leur prise de décision de s'engager. Les lieux urbains de rencontres ont été des espaces dans lesquels ces femmes ont parlé sans cesse de la préparation et la participation à la marche, tellement que ça devenait impensable pour elles de ne pas y participer. En plus, ces femmes avaient développé des compétences urbaines en lien avec leur mobilité et leurs pratiques de la ville, qui ont fait qu'elles connaissaient parfaitement le circuit de la manifestation, ce qui a rendu l'espace public familier et a réduit la peur de participer à une action collective de protestation. L'urbanité fait en sorte qu'il y a une continuité entre le quotidien et les événements politiques (Boudreau, Boucher et Liguori 2009). Ce lien entre la subjectivité politique et le vécu urbain est ensuite théorisé plus en détail dans le livre *Global Urban Politics* de Boudreau (2017), dans lequel elle présente les liens entre l'urbanité et l'action politique.

L'urbanité est définie par Boudreau comme une condition qui est « historiquement située et géographiquement inégalement répartie. L'urbanité est caractérisée par les interdépendances, les imprévisibilités, la mobilité, les différences, la rapidité et l'intensité des affects. Cette condition influe sur notre manière d'agir politiquement » (traduction libre de Boudreau et al. 2009, 338). Plus concrètement, l'urbanité fait référence aux pratiques sociales et culturelles de la vie urbaine. Ce n'est pas uniquement une condition géographique, mais des relations politiques et socio-économiques qui influent sur la manière dont nous agissons politiquement (Boudreau 2017).

Subjectivités politiques translocales

De manière générale, la subjectivité politique est un processus interne, personnel tout en étant en lien avec ce qui entoure la personne, ce qui est en dehors du sujet (Mansfield 2020), c'est-

à-dire que ce n'est pas uniquement un processus cognitif qui se fait de manière isolée du monde, mais c'est en relation avec d'autres personnes, en vivant certains événements et en lien avec certaines institutions que la personne en vient à développer sa subjectivité.

Cette compréhension du soi (*self*) comme étant relationnel est généralement admise. S'ajoutent à cela, dans le cas de la subjectivité migrante, des éléments relationnels, proches et éloignés, géographiquement ou dans le temps (Conradson et McKay 2007, 167). En effet, ça peut être des éléments du quotidien avec lesquels la personne est en lien étroit et répété ou des éléments plus éloignés qui continuent à avoir une résonance sur le présent de la personne, dans le cas des personnes migrantes. Ces éléments qui composent et façonnent le *sense of self* peuvent être connectés à des lieux particuliers (*idem*, 168). Les travaux en géographie ont par ailleurs souligné cet aspect particulier du lien entre les lieux (*place*) et la formation de l'identité (Lewicka 2013 ; Cresswell 2004). Quand une personne se déplace, elle passe d'une constellation d'entités sociales, matérielles et naturelles, relativement stable, à une autre. Ce déplacement a une influence sur la subjectivité. Lorsqu'on vit une mobilité géographique, cela change notre relation avec la configuration, de personnes et d'événements, ancrée dans un lieu donné (le lieu de départ), tout en nous mettons en lien avec d'autres nouvelles et différentes « écologies de lieu » (Conradson 2005). Cet effet relationnel de la mobilité est particulièrement significatif dans le cas des personnes migrantes, car la mobilité offre des possibilités d'émergence de nouvelles subjectivités et émotions qu'elles soient positives ou négatives (Sheller et Urry 2006). Conradson et McKay proposent la notion de « subjectivités translocales » pour décrire les compréhensions multisituées d'un soi qui habite dans un champ transnational multisitué (traduction libre, Conradson et McKay 2007, 168). Pour Conradson et McKay (2007), les subjectivités translocales renferment trois éléments :

1) Les subjectivités translocales émergent à travers la mobilité géographique et les multiples formes d'ancrage, prenant en compte la fidélité et le sens du devoir (*commitment*) que la plupart des personnes migrantes transnationales continuent à ressentir pour leurs familles, ami.e.s et communautés dans des lieux particuliers, tout en reconnaissant en même temps que le maintien de ces affiliations peut être matériellement et émotionnellement intense (Larsen et al 2006 in *idem*). Par exemple, lorsqu'il y a des occasions spéciales comme les mariages, naissances, funérailles, la décision du déplacement physique ou non de la personne migrante est le fruit d'une négociation intime entre des sentiments d'obligation et de culpabilité. Pour Conradson et McKay (2007), cette négociation est centrale dans la performance de la subjectivité translocale.

2) La formation de la subjectivité migrante est ancrée dans certaines localités à l'intérieur des États-nations, plutôt qu'aux États-nations eux-mêmes, c'est-à-dire que même si la personne migrante sera identifiée et s'auto-identifie elle-même dans certaines interactions ou négociations sociales comme venant d'un État-nation, leurs affiliations relationnelles se situent avec des personnes et des lieux spécifiques à l'intérieur de cette construction abstraite de nationalité.

3) Les états émotionnels et affectifs qui accompagnent la mobilité constituent une dimension clé des subjectivités translocales. Les réseaux sociaux étirés sont des champs émotionnels et culturels dans lesquels les personnes sont confrontées à une multitude de sentiments perturbants et parfois antagonistes, comme les sentiments d'emballement, de bonheur, de frustration, de tristesse et de perte qui accompagnent et façonnent l'expérience du monde et de la relation avec les autres dans la vie sociale des personnes migrantes tout au long du processus d'ancrage.

De son côté, Topak (2021) rappelle qu'un des cadres d'analyses qui étaient les plus utilisés dans les travaux sur les subjectivités des personnes migrantes, le matérialisme marxiste, conçoit la subjectivité humaine en relation dialectique avec la structure matérielle, c'est-à-dire que la subjectivité est construite par des processus matérialistes et elle n'existe pas par essence, elle est un effet du contexte matériel. Ce que Marx (1992, 389 dans Topak 2021, 4) appelle les « pouvoirs vitaux » de résister et même de transformer les contextes matériels, c'est l'agentivité et la subjectivité politique de l'être humain. Par exemple, pour examiner la subjectivité des travailleur.euse.s migrant.e.s en relation ou en réponse à la déposssession matérielle et l'exploitation qu'ils et elles expérimentent dans le marché du travail, des travaux vont mettre en évidence la base matérielle de la subjectivité des personnes migrantes. Toutefois, ces travaux ne vont pas mettre l'accent sur les modes contingents et entrecroisés des subjectivités qui émergent en réponse aux divers éléments du contexte matériel (Topak 2021, 4). Il va falloir ensuite attendre l'avènement du matérialisme aléatoire d'Althusser, pour que s'installe l'idée que plusieurs formes de subjectivités peuvent exister en même temps, car le sujet peut être interpellé par plusieurs mécanismes en même temps. Pour Topak (2021, 5), qui utilise le cadre du matérialisme aléatoire, le processus matérialiste de la violence des frontières cadre le développement des subjectivités migratoires. Ainsi, dans son travail ethnographique sur les subjectivités que les personnes migrantes développent face à la violence matérielle des frontières en Grèce, il dégage quatre catégories analytiques pour illustrer la diversité des subjectivités : abjectes, religieuses, nomades et dissidentes. Les personnes migrantes peuvent passer d'une catégorie à une autre ou appartenir à plusieurs catégories à la fois (Topak 2021).

D'une autre perspective, féministe postcoloniale cette fois, Sara Ahmed (1999) considère que la migration comme un processus de (ré)orientation. Pour Ahmed, l'identité elle-même est conditionnée par le mouvement migratoire, car lorsque la personne migrante est déplacée, il y a des tensions qui se créent entre le « ici » et « là-bas », en plus d'un « éloignement » (traduction libre de *estrangement*). De cette situation, s'ensuit un processus de réorientation dans lequel la personne se réoriente vers les objets qui l'aident à trouver son chemin et à rendre un espace familier (Ahmed 2007). Pour elle, les personnes qui se sont déplacées cherchent à se trouver une place familière et composent avec les contraintes qui les entourent, notamment la blancheur et les différentes formes de violence qu'elle engendre. Ahmed (2007) définit la blancheur comme une orientation et un ensemble de « relations structurelles, de sentiments qui attribuent de la valeur, des privilèges et des opportunités » à certains individus.

Fila-Bakabadio (2021, 54) qualifie la blancheur d'« impératif racial qui organise le monde sans se nommer ». Fila-Bakabadio (2021) examine la blancheur par son corollaire, la *blackness*. Elle prend le corps comme point de départ de la réflexion, car c'est le corps qui donne une première matérialité à ces concepts ; les corps sont un territoire ayant une épaisseur historique et politique qui peut être observé et interrogé. Elle explique que la blancheur se construit sur une délimitation entre un « nous » et un « eux » dans lequel les corps blancs échappent au regard, car ils sont considérés comme la norme. La blancheur serait une non-performativité, un immobilisme, une fixité politique, sociale, historique et esthétique dans laquelle « agir en tant que blanc » c'est ne pas voir ses gestes comme les signes de la blancheur (Fila-Bakabadio 2021, 64). Elle poursuit son analyse en incluant la notion de fugitivité. La fugitivité, une notion issue des *Black studies* qui veut que « Être noir signifie intégrer que sa condition inclue la nécessité de fuir une contrainte ou un danger (servitude, lynchages, assassinats, etc.) qui pourrait conduire à la suppression du corps. [...] Fuir pour échapper au contrôle, pour être soi ou simplement pour rester en vie. Fuir est rarement un choix, mais plutôt une réponse à une situation d'oppression. » (Fila-Bakabadio 2021, 65)

Ahmed (2017) explique que dans le cas des féministes par exemple, la prise de conscience du féminisme est un processus, qu'il y a des expériences vécues qui mènent à devenir féministe. Pour Ahmed, il y a d'abord un travail sur soi que fait la personne, pour prendre conscience des différentes violences subies, puis un travail d'explicitement nommer ces violences, les exposer publiquement et de les mettre en relation avec d'autres histoires d'oppression qui, lorsqu'elles sont mises bout à bout, révèle à quel point le sexisme, comme le racisme, est structurel et non le fruit du hasard. Une fois la prise de conscience féministe activée, comme dit Ahmed (2017, 31), « *switch that is turned on* », la personne prend conscience de ces structures qui traversent son existence et décide d'y résister. Ce processus

de devenir féministe est peut-être douloureux, mais il est libérateur et il permet de trouver un « chez-soi » dans le féminisme (Ahmed 2017). Par ailleurs, une fois ce travail réalisé, de nommer et rendre publique les violences et les injustices, la personne perturbe les normes sociales, elle dérange. Elle devient une « *killjoy* » et « gâche les repas de famille » des personnes pour qui le sexisme et le racisme n'existent pas, notamment parce que ce n'est pas vécu dans leur corps (Ahmed 2007).

Les bons et les mauvais migrants

En plus des travaux sur la subjectivité politique, il y a un aspect en lien avec les normes moralisatrices de bon ou mauvais auquel sont confrontées les personnes de diverses manières et qui commencent très tôt, à la frontière comme on a vu dans le chapitre 1 et qui se poursuit tout au long de l'expérience de migration et d'ancrage. Certains travaux sur l'activisme traitent spécifiquement de telles dynamiques à l'intérieur des groupes militants.

Nicholls, Uitermark et van Haperen (2021) ont documenté et analysé le changement de stratégie des « Dreamers » aux États-Unis en 2013. Aux États-Unis, les « Dreamers » sont les jeunes immigré.e.s sans papiers. Leur nom vient du projet de loi déposé par les organisations de plaidoyer avec leurs allié.e.s au Congrès, pour légaliser les jeunes immigrant.e.s appelé le *Development, Relief, and Education for Alien Minors Act : DREAM Act*. Les Dreamers ont organisé un mouvement de défense des droits des immigré.e.s, entre les années 2000 et 2010. Durant les années 2000, les Dreamers se sont présenté.e.s comme des « bons immigrants », des patriotes assimilé.es, travailleur.euse.s, légitimes et « dignes » d'être régularisé.e.s.

Ce narratif a été largement repris dans les médias et en politique et cela a contribué à la réussite de leur campagne de régularisation, accroissant leur légitimité, attirant des financements, une couverture médiatique favorable et l'amélioration de leur accès aux élites politiques. Seulement, cela a aussi créé une distance entre les Dreamers et les groupes d'immigré.e.s sans papiers moins privilégié.e.s qui étaient vu.e.s comme moins « dignes » d'être régularisé.e.s. Des personnes migrantes ont rapidement critiqué cette stratégie, car elle a renforcé les stéréotypes négatifs des sous-groupes moins privilégiés. La stratégie des Dreamers qui consistait à mettre en avant des attributs conformes aux normes dominantes leur a permis d'obtenir un statut et une légitimité. Toutefois, le clivage entre les Dreamers et les autres groupes sans-papiers a été exacerbé, renforçant une distinction stigmatisante entre des personnes qui méritent et d'autres qui ne méritent pas. Cette stratégie a permis de rehausser le statut des Dreamers, ces derniers passant d'un objet de mépris à un sujet «

aseptisé et sacralisé ». Cette distinction marque une frontière entre les sous-groupes en attribuant des valeurs morales de « bons et méritants » contre « mauvais et non-méritants ».

Cet exemple montre que les expériences et subjectivités politiques des personnes migrantes peuvent être en tension par les discours développés soit par la société ou même par le discours stratégique repris par le mouvement lui-même. Dans le cas des Dreamers, à partir de 2013, leur stratégie et leur cadrage politique de la lutte sont passés d'une mobilisation qui les présentait comme des « bons immigrant.es » dignes d'être régularisé.e.s à une mobilisation en faveur de politiques bénéficiant à l'ensemble des personnes sans-papiers. Cette situation montre que les mouvements sociaux des personnes stigmatisées (et ce n'est pas là une caractéristique propre aux mouvements des personnes migrantes, on observe cette situation aussi dans d'autres groupes comme les mouvements féministes et de droits civiques) génèrent souvent des dynamiques relationnelles de distinction et de solidarité.

Nicholls n'est pas le seul évidemment à parler de cette distinction entre bon.ne et mauvais.e migrant.e. D'autres comme Andrews (2017) l'ont aussi remarqué. Cette binarité (bon/mauvais) affecte les personnes migrantes, en matière de sentiment d'appartenance, de sentiments de solidarité à l'intérieur du groupe et d'attitudes politiques. Son cas d'étude portait sur Los Angeles, aux États-Unis. Parmi ses résultats, on apprend que les personnes migrantes finissent par s'adapter et par adopter les normes de ce qu'il appelle une « régularisation moralisatrice » de l'État. Les personnes interrogées pensaient que les agent.e.s de l'État les classaient soit comme des « mauvais.e.s » immigrant.es, criminel.le.s déportables, soit comme « bon.ne.s » immigrant.es dignes de ce nom, dépendant de leur comportement et parfois, leur genre et leur race (Andrews 2017, 2). Les personnes migrantes interrogées par Andrew (2017) associent la catégorisation « bon.ne » migrant.e avec le travail acharné, en évitant de se plaindre et en dénigrant ceux qui le font. Politiquement, pour ces « bon.ne.s » migrant.e.s, la plupart des formes de protestation sont considérées comme « mauvaises » et ils soulignent leur appréciation des États-Unis. Certains associent être « bon » immigrant à être soit une femme soit à « agir comme un blanc » (« *acting white* »). Cette catégorisation bon/mauvais encourage les personnes migrantes à blâmer leurs homologues en les taxant de « mauvais ». Ainsi, de nombreuses personnes interrogées considèrent l'expulsion comme une punition des « mauvais.e.s » migrant.e.s. Ils et elles reprochent aux « mauvais » de susciter l'hostilité du public. Tout cela a pour résultat, en plus de légitimer l'application de la loi sur l'immigration qui s'était drastiquement durcie dans les années 2000, de saper l'unité potentielle face à l'exclusion de l'État.

Conclusion et question de recherche

À partir de la revue de littérature et du cadre conceptuel présenté dans ces trois premiers chapitres, on peut retenir les points suivants.

Les personnes migrantes s'engagent à titre individuel de différentes manières et composent avec plusieurs opportunités, contraintes et degrés de risques très variables et différents, notamment selon leurs statuts administratifs avec le risque de déportation auquel certaines font face. Au croisement des travaux sur la migration et l'engagement politique, il existe beaucoup de travaux sur les mouvements menés par les groupes de personnes migrantes : la littérature sur les mouvements des sans-papiers, pour l'accès aux logements et à des conditions de travail dignes. D'autres causes d'implication de personnes migrantes sont beaucoup moins étudiées. C'est le cas des actions politiques contre l'extractivisme, ce phénomène qui, comme on a vu dans le premier chapitre, est de plus en plus pensé et problématisé par les activistes et les chercheuses et chercheurs en lien avec la migration et l'action climatique. Pour étudier l'engagement politique des personnes migrantes qui s'impliquent dans les luttes antiextractivisme, je prends en compte les différentes sphères de la vie de la personne, en mettant en lumière les étapes clés de leur parcours de migration et de politisation.

L'ancrage migrant (Schiller et Çağlar 2013) est un concept qui permet de lier le positionnement des villes dans les réseaux de pouvoir globaux et le processus individuel des personnes migrantes pour se forger une place dans la ville. Je propose dans cette recherche d'adapter ce concept à l'expérience spécifique d'engagement politique des personnes migrantes, en examinant l'ancrage migrant politisé des personnes migrantes qui se font une place dans le milieu militant contre l'extractivisme et contribuent à l'effervescence politique de la ville. Pour ce faire, je relie la question de l'ancrage migrant à celle de la subjectivité politique.

La subjectivité politique est un processus individuel, mais qui se développe en lien avec les normes sociales, les discours, rationalités politiques et les lieux. Parmi les rationalités politiques et discours dominants, on trouve les subjectivités néolibérales, extractivistes ou du bon migrant. Les personnes migrantes engagées sont confrontées à ces « subjectivités » politiques dominantes qui imposent une certaine image et norme du « bon migrant », de la personne « bien intégrée ». Devant ces subjectivités imposées auxquelles se frottent et vivent les personnes migrantes engagées, ces dernières développent aussi leurs propres rapports au politique.

Les différentes expériences de vie de la personne façonnent et nourrissent cette subjectivité. Dans le cas des personnes migrantes militantes, il existe des dynamiques particulières liées à la transnationalité et aux ambivalences des lieux militants qui viennent aussi contribuer à une subjectivité politique migrante. Dans le cas de l'engagement dans une lutte comme l'anti-extractivisme, cette subjectivité politique est par ailleurs nourrie aussi par l'expérience de lieux et de contextes différents, et parfois, du vécu de l'extractivisme, surtout dans le cas des personnes migrantes se déplaçant du Sud global vers le Nord et devant composer avec des normes sociales qui se reproduisent également dans les espaces de socialisation politique.

En somme, le concept d'ancrage migrant permet de s'intéresser au tissu de relations et à l'action des personnes migrantes dans/sur la ville. En y ajoutant une charge politique à travers l'utilisation du concept de subjectivité politique, l'ancrage migrant politisé revient à étudier le processus d'engagement politique en lien avec le parcours de migration, tout en portant une attention particulière aux espaces de socialisation politique. Pour étudier cela, je propose d'analyser le vécu des personnes en utilisant une méthode qui permet de valoriser les données qui ressortent de leurs récits d'engagement et de migration.

La question de recherche est la suivante : comment le vécu des personnes migrantes, en matière d'ancrage et de socialisation dans les espaces militants, participe à définir leur engagement individuel et leur subjectivité face à l'extractivisme ?

Pour y répondre, je propose une méthodologie qualitative, dans laquelle je place le parcours des personnes migrantes engagées contre l'extractivisme au cœur de la recherche.

CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE

Pour étudier l'engagement politique des personnes migrantes qui s'impliquent dans des luttes anti-extractivisme à Montréal, j'ai utilisé une méthodologie qualitative. Trois méthodes de collecte de données ont été mobilisées : l'observation, l'analyse documentaire et l'entretien qualitatif.

Dans ce travail, je cherche spécifiquement à comprendre le parcours d'engagement politique des personnes qui s'impliquent dans des causes versant dans l'anti-extractivisme. Il s'agit donc d'un engagement pour des causes qui relient le local et le global, des solidarités entre des personnes et des territoires géographiquement éloignés, des subjectivités politiques construites au fil de vécu de lieux et d'expériences sociales et politiques diverses. Pour pouvoir avoir accès à ce genre de données, l'entretien qualitatif est un outil très adapté, surtout que je me suis inspirée de l'approche du récit de vie (Bertaux 2016) pour constituer le guide d'entretien et pour le mener. En plus des entretiens avec les activistes migrant.e.s, qui sont le cœur de cette thèse, j'ai aussi réalisé des observations et une analyse documentaire ainsi que des entretiens informatifs et un groupe de discussion, pour comprendre le milieu militant, notamment en matière de construction de l'objet de la lutte anti-extractivisme et connaître les principaux acteurs du milieu.

Les observations

Pour comprendre le contexte de l'action politique transnationale contre l'extractivisme à Montréal, j'ai commencé par faire des observations. Les observations ont été réalisées depuis la phase de préterrain en novembre 2019, jusqu'à 2022.

Entre novembre 2019 et juin 2020, j'ai mené un préterrain à Montréal pour préparer mon accès au terrain et me familiariser avec les espaces, les formes et les acteurs de l'action politique transnationale que je souhaitais étudier. Trois événements ont correspondu pleinement à mes intérêts de recherche, car ils alliaient anti-extractivisme, action collective transnationale, impliquant des personnes migrantes. Premièrement, il y a eu une manifestation en août 2019 au square Cabot organisée par un petit groupe d'activistes contre une minière canadienne qui lançait un projet de mine à ciel ouvert en Turquie. Deuxièmement, la soirée de lancement du collectif « Convergence des Luttes des Suds » en décembre 2019 s'est tenue au siège de l'association Alternatives, puis quatre assemblées générales s'en sont suivies et ont eu lieu à Alternatives et au Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants.

Troisièmement, j'ai assisté à un atelier intitulé « Perspectives décoloniales/anti-impérialistes sur l'extractivisme », organisé par le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) en janvier 2020 dans le campus de l'Université du Québec À Montréal (UQÀM).

Ensuite, j'ai poursuivi les observations en participant à plus d'une vingtaine d'événements organisés par des collectifs militants à Montréal et avec leurs alliés pancanadiens et en dehors du Canada. Les événements étaient organisés en ligne et en présentiel. Les événements étaient sous forme d'ateliers, de conférences, des projections-débats, de webinaires et de panels de discussion autour des luttes contre l'extractivisme. C'est en assistant à ces événements que j'ai commencé à connaître les groupes les plus dynamiques, leurs positions politiques et leurs liens transnationaux. C'est aussi grâce à ces participations que j'ai pu obtenir de l'information sur la tenue d'autres événements moins publicisés et qui autrement m'aurait échappé. En effet, pour identifier les événements auxquels j'ai participé, je me suis d'abord tourné vers les annonces diffusées sur les réseaux sociaux comme Facebook/Instagram et sur les infolettres des collectifs. Ensuite, j'ai été ajoutée aux lettres de diffusion des groupes dans lesquels circule l'information sur les événements pertinents pour ces collectifs et donc pour moi aussi.

À la suite de chaque participation, je rédigeais des comptes rendus d'observation dans lesquels je consignais les éléments suivants : date et lieu de la rencontre, mode (en ligne ou en présentiel), les participant.e.s, les points marquants abordés, les réseaux et organisations mentionnés, les publications distribuées ou mentionnées (pamphlets, livres, affiches, vidéos, etc.). À la fin de chaque compte rendu, je consacrais un paragraphe à la description de mes impressions et réflexions personnelles.

Les résultats des observations suggèrent qu'il n'existe pas à Montréal d'espace de militantisme consacré uniquement et pleinement à la lutte contre l'extractivisme, mais plutôt une nébuleuse de groupes et de réseaux composés de militant.e.s contre le colonialisme, le capitalisme et l'impérialisme et défenseur.e.s des droits de la personne. Ce sont plusieurs sous-groupes ayant chacun leurs portes d'entrée, leurs types de participant.e.s et leurs orientations dans des luttes, mais qui se rejoignent souvent dans des événements communs et verbalisent l'importance d'agir de manière collective et de faire converger leurs luttes.

Analyse documentaire des productions militantes

L'analyse documentaire a porté sur un corpus de productions militantes que j'ai constitué à partir de deux sources, une recherche en ligne et une collecte des documents distribués dans les événements militants auxquels j'ai participé entre 2019 et 2021.

La recherche documentaire en ligne a consisté à retrouver dans les archives des sites web des organisations militantes leurs publications entre 2010 et 2021 en lien avec les luttes anti-extractivisme. Un site web s'avère particulièrement riche en publications, soit celui réalisé par le Comité pour les Droits Humains en Amérique Latine (CDHAL) à l'occasion de ses 40 ans, intitulé « 40 ans de luttes et de solidarité³ ». C'est sur ce site web que j'ai trouvé les archives des pamphlets, bulletins d'information, affiches militantes, photos d'événements militants, et aussi les archives de la revue militante « *Caminando* ». C'est une revue qui existe depuis 1980 et à laquelle participent plusieurs groupes et militant.e.s inscrit.e.s dans les luttes transnationales de défense des droits de la personne en Amérique latine depuis le Québec. Les premiers numéros comptaient une dizaine de pages et étaient surtout des bulletins d'information de ce qui se passait dans les mouvements sociaux, ouvriers et paysans, en Amérique latine dans les années 1980. *Caminando* évolue au fil des années et les numéros compte entre 60 et 80 pages d'articles d'analyse, d'opinion et de prise de position des groupes et des militant.e.s impliqué.e.s dans ces luttes. Ce travail militant précieux de consignation de la mémoire militante m'a particulièrement aidée à comprendre les références intellectuelles et la posture anticoloniale que les groupes de la nébuleuse utilisent dans leurs réflexions et analyses politiques.

Une fois les documents militants en lien avec la lutte transnationale anti-extractivisme sélectionnés, je les ai classés dans un dossier *Zotero* et j'y ai associé des notes de lectures. Ce sont ces analyses, avec les observations et les entretiens informatifs (que je décris dans la section suivante sur les entretiens), qui m'ont permis de connaître les événements et les groupes importants dans cette lutte à Montréal que je présente dans le chapitre 5.

Recherche-activisme

Il est difficile de travailler sur les mouvements sociaux en général, et les collectifs de la base en particulier, sans s'engager directement dans le travail de terrain. Par exemple, j'ai été

³ 40ans.chal.org

confrontée à cette idée répandue que décrit Jouan (2016) dans son expérience avec le mouvement de justice migratoire à Montréal, l'idée que « les chercheurs “viennent”, “prennent”, “repartent” et “tirent profit” ». Il existe une appréhension des chercheur.euse.s par les militant.e.s qui ont eu des expériences de l'appropriation des savoirs militants par les universitaires, ce que certaines appellent « la recherche extractiviste ».

Pour ne pas faire de la « recherche extractiviste », et aussi pour assouvir un besoin personnel d'implication et d'action, je me suis engagée pendant la recherche et je poursuis jusqu'à ce jour mon implication avec deux des collectifs, Femmes de Diverses Origines (FDO) et le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC).

Au début, j'ai approché les deux groupes en tant qu'étudiante cherchant à conduire un travail de terrain sur les luttes transnationales contre l'extractivisme et intéressée à contribuer d'une manière ou d'une autre à leur travail. Les deux m'ont ouvert leurs portes et j'ai pu relativement rapidement assister aux réunions de travail et m'y impliquer. Au fil du temps, l'intensité de mon implication a varié en fonction de mes capacités personnelles à consacrer du temps à chacun des groupes. De manière générale, j'aurais aimé trouver plus de temps et d'énergie pour les deux.

Aussi, je souhaite dans cette recherche mettre de l'avant du mieux que je peux la parole des personnes migrantes activistes. À travers leur travail militant, les personnes développent une réflexion pointue de leur lutte, de leur position dans la lutte et bien évidemment, de leur subjectivité politique. De plus, comme présenté plus haut, la mise en récit des parcours personnels liés aux dynamiques de l'extractivisme est un outil de lutte pour les activistes. Ces récits sont pour moi une ressource politique et cognitive. C'est à partir de ces récits et des analyses des activistes migrant.es (encore peu présent dans la littérature en études urbaines) que je développe cette thèse. Avec cette posture politique et épistémique de donner une voix explicite et fidèle à ces savoirs, expériences et mises en récit, j'accorde dans la thèse une place importante aux verbatims des entretiens ainsi qu'à la littérature militante.

Les participant.e.s à la recherche

Pour constituer la population avec qui je me suis entretenue, j'ai utilisé deux modes de recrutement pour constituer un « échantillon raisonné » (Pires 1997 ; Poupart et al. 1997). L'objectif de la recherche n'est pas de construire un échantillon représentatif d'une population, mais plutôt de refléter la richesse des parcours d'engagement des personnes migrantes et leurs expériences des lieux militants à Montréal. Il n'est donc pas nécessaire de recourir aux

méthodes statistiques visant une représentativité (Yin 2009, Poupart et al. 1997). Pour constituer l'échantillon, les deux critères de participation à la recherche étaient les suivants : être une personne migrante ayant une expérience de vie à Montréal et être engagé.e dans des actions de luttes contre l'extractivisme (en plus d'être une personne majeure au-dessus de 18 ans). La participation était totalement volontaire, soit en ligne soit en personne, en fonction des préférences des participant.e.s et des conditions sanitaires pandémiques. Les participant.e.s avaient la possibilité d'arrêter l'entretien ou de le reporter à n'importe quel moment et de répondre ou pas à n'importe quelle question.

Par ailleurs, je n'ai pas cherché à constituer un échantillon par nationalité. En effet, dans les études sur les populations migrantes, l'utilisation d'une perspective ethnique et donc d'un recrutement par nationalité n'est pas forcément automatique. Schiller et Çağlar (2013, 495) invitent à dépasser la dominance de la perspective ethnique comme point de départ et unité d'analyse primaire et souvent exclusive lors des études qui portent sur les migrant.e.s et à prendre davantage en considération les liens complexes et simultanés entre les positionnements sociaux des migrant.e.s et les opportunités et contraintes des villes. Pour cela, elles poussent à utiliser des perspectives plus affinées comme celle que permet le concept d'ancrage migrant.

J'ai commencé mon terrain de recherche juste après l'obtention du certificat d'éthique. Mes premiers courriels de recrutement datent de janvier 2021. C'était la période du confinement en raison de la pandémie du COVID-19. La majorité des entretiens que j'ai réalisés était donc en ligne, sur les plateformes *Zoom* et *Jitsi*, deux participant.e.s ont préféré utiliser le téléphone en raison de leur réseau internet instable. Notons ici qu'au lancement du projet, je prévoyais de faire un recrutement à Montréal et à Toronto, en vue de garantir un échantillon minimal d'au moins 25 personnes, et pouvoir avoir une diversité dans l'échantillon. Néanmoins, le recrutement en ligne à Toronto s'est révélé plus lent que prévu d'une part, et d'autre part, j'ai pu atteindre et dépasser l'objectif de 25 personnes à Montréal. J'ai donc décidé de me focaliser sur Montréal et d'analyser plus en profondeur les parcours des personnes en lien avec les espaces militants montréalais. J'ai effectué une seule entrevue avec une personne migrante activiste à Toronto, que je n'ai pas analysée.

J'ai employé deux modes de recrutement. Le premier s'est fait par le biais d'internet en envoyant un courriel de présentation du projet aux organisations qui font partie de la nébuleuse, en leur présentant le projet et en les invitant à diffuser le plus largement possible l'information auprès de leurs membres et sympathisants. Les personnes qui ont reçu le courriel et qui ont été intéressées par la recherche m'ont ensuite écrit directement par courriel pour prendre rendez-vous. J'ai aussi préparé une affiche que j'ai diffusée dans les groupes

Facebook et publiquement sur ma page personnelle, invitant les personnes intéressées à participer à prendre contact avec moi directement par courriel. Le second mode de recrutement s'est fait lors de rencontres dans un événement militant ou dans l'observation participante d'un événement. Je présentais brièvement mon sujet et je laissais mes coordonnées à la personne pour qu'elle me contacte et prenne rendez-vous si elle le souhaitait.

Profil des participant.e.s à la recherche

Les personnes migrantes activistes qui ont participé à la recherche reflètent la grande diversité du milieu militant montréalais.

D'abord, une diversité d'âge : les plus jeunes étaient au début de la vingtaine (2 personnes), les plus âgé.e.s avaient entre 65 et 75 ans (4 personnes). La majorité des personnes avait entre 25 et 45 ans. La majorité des personnes, sauf deux, ont effectué des études universitaires. Ensuite, les personnes exerçaient des emplois différents : journaliste, avocat, travailleur.euse du milieu communautaire, syndicaliste, étudiant.e.s, éducateur.trice/professeures, artiste, ingénieure et vétérinaire. Il y avait deux personnes retraitées et une personne en recherche d'emploi. La majorité des personnes ont une expérience de résidence et de vie à Montréal entre 5 et 15 ans, alors que les plus âgées avaient une expérience de plus de 40 ans à Montréal. Les personnes sont arrivées en tant qu'étudiant.e.s, résident.e.s permanent.e.s, réfugié.e.s politiques ou dans le cadre d'un regroupement familial. La majorité a soit un statut de résidence permanente ou de citoyenneté, mais il y avait aussi des personnes avec des permis temporaires d'étude ou de travail. Les pays d'origine des personnes rencontrés sont les suivants : Chili, Chine, Colombie, Équateur, France, Hongrie, Guatemala, Haïti, Honduras, Inde, Iran, Liban, Maroc, Mauritanie, Philippines, Rwanda, Tunisie et Turquie. Dans leur grande majorité, sauf trois, les personnes sont nées et ont grandi dans un milieu urbain, dans de grandes métropoles.

Tous les noms des participant.e.s ainsi que les personnes qu'ils et elles ont mentionnées sont totalement anonymisés dans le texte. Le nom des organisations et des pays est aussi anonymisé, conformément aux exigences du comité d'éthique. J'ai effectué cet exercice nécessaire, même si j'ai éprouvé de la difficulté à anonymiser l'ensemble des noms et des pays, car certains enjeux politiques et sociaux sont particuliers et la compréhension des liens entre l'expérience de vie de la personne dans ces contextes particuliers permet ensuite de mieux saisir des étapes de sa subjectivité politique. Néanmoins, les mécanismes importants du processus d'engagement politique sont présentés et l'expérience à Montréal est reflétée dans les verbatim. Seul Montréal et ses espaces ne sont pas anonymisés.

Entretiens

Pour répondre à la question de recherche, j'ai réalisé deux types d'entretiens qualitatifs, semi-dirigés. Le premier type, ce sont des entretiens informatifs. Le deuxième type, ce sont des entretiens longs pour recueillir les données qui me permettent d'analyser ensuite le parcours d'engagement et de migration et en faire sortir les moments et les espaces les plus importants pour chaque personne rencontrée.

Le premier type d'entretiens prenait la forme d'entretiens informatifs avec des activistes expérimenté.e.s (guide d'entretien en Annexe 2). J'ai réalisé au total dix entretiens individuels de ce type. Les entretiens ont duré environ une heure. J'ai contacté ces personnes à la suite de leur prise de parole dans un événement militant pour leur demander de participer à la recherche. Les personnes qui font partie de ce groupe ne sont pas uniquement des personnes migrantes, j'ai aussi discuté avec des personnes très impliquées dans ces luttes à Montréal et qui n'ont pas eu de parcours migratoire. En plus de ces entretiens informatifs, j'ai aussi réalisé un groupe de discussion avec le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) (guide du groupe de discussion en Annexe 3). Le groupe de discussion me permettait d'avoir un éclairage plus spécifique sur l'histoire de leurs actions militantes anti-extractivisme, les réseaux avec lesquels le groupe travaille, les défis et opportunités que le groupe rencontre depuis le début de sa trajectoire, en portant une attention particulière à leurs rapports (décoloniaux) aux territoires dans lesquels ils et elles pratiquent leurs actions de solidarité. En effet, le PASC est parmi les premiers groupes qui ont mené une réflexion autocritique sur son rôle en tant qu'acteur de la solidarité transnationale et de la solidarité anti-extractivisme sur des territoires colonisés. La discussion a eu lieu en ligne, avec six personnes du PASC, en février 2022 et a duré 1h30. Les membres du PASC qui ont participé au groupe de discussion sont des personnes blanches, québécoises, ayant pour la majorité une expérience d'accompagnement international en Colombie et impliquées dans la réflexion sur la décolonisation et leur action de solidarité transnationale. Elles ont aussi pour la majorité déjà participé à des actions militantes contre l'extractivisme en Colombie et au Québec. Ce sont ces entretiens informatifs, en plus de l'observation et de l'analyse documentaire, qui m'ont permis de mieux comprendre le contexte montréalais de l'action collective transnationale contre l'extractivisme, les divers espaces collectifs qui existent et les réseaux, leurs tactiques communes et la manière dont les acteurs du milieu définissent l'objet de la lutte. Dans ce premier type d'entretien, j'inclus les entretiens individuels semi-dirigés avec des activistes expérimenté.e.s et le groupe de discussion avec le PASC. En raison des contraintes sanitaires en lien avec la pandémie, la majorité des entretiens ainsi que le groupe de discussion ont été

réalisés en ligne. Les entretiens se sont déroulés entre janvier 2021 et novembre 2021. Les entretiens ont ensuite été retranscrits, puis analysés comme décrits dans la section suivante.

Le deuxième type d'entretien, qui constitue le cœur de ma thèse, est l'entretien long avec les personnes migrantes activistes impliquées dans les luttes anti-extractivisme à Montréal (guide d'entretien en Annexe 1).

Au total, j'ai réalisé trente-deux entretiens longs semi-dirigés de ce type. Les entretiens ont duré entre 1h et 3h, avec une majorité d'environ 1h45. Pour ce type d'entretien long semi-dirigé, je me suis inspirée de la méthode d'entretien biographique rétrospectif.

Comme décrit dans le cadre conceptuel, l'approche processuelle de l'engagement politique repose sur l'idée qu'il est nécessaire de prendre en compte les multiples temps biographiques de la personne, les liens entre l'histoire de l'individu, sa socialisation politique et les institutions. Cette approche s'inscrit dans la tradition interactionniste d'« étudier toutes les parties engagées dans une situation ainsi que leurs relations » (Becker 1985 dans Fillieule 2001). L'objectif est d'articuler les éléments de « l'intériorité » que sont la subjectivité politique et l'identité avec ceux de « l'extériorité » que sont les mondes sociaux dans lesquels l'individu évolue (Fillieule 2001). L'intérêt de cette approche réside dans le fait qu'elle met en lumière les liens individu-groupe/société/institutions. C'est une approche qui invite à se focaliser sur les changements sur le plan individuel et en les reliant au groupe. Comme l'explique Neveu et Fillieule (2019), celle-ci permet de s'intéresser à un des effets encore peu étudiés des mouvements sociaux, qui est de produire des individus qui ont de fortes dispositions à l'action collective, à la construction de revendications et de causes sociales. Pour ce faire, le cadre interactionniste propose d'étudier les effets de la socialisation, notamment par exemple à travers l'exposition aux événements politiques (Neveu et Fillieule 2019). Les approches interactionnistes sont basées sur l'idée que « *neither the life of an individual nor the history of a society can be understood without understanding both* » (Wright Mills 1959, 3 cité dans Neveu et Fillieule 2019). Pour comprendre l'histoire de vie de l'individu, il est nécessaire de comprendre l'ensemble de ses sphères de vie qui sont interdépendantes l'une de l'autre (Passy 2005). Cette approche interactionniste appliquée à la sociologie de l'activisme se traduit par l'incontournable recours à l'entretien rétrospectif et aux reconstructions *a posteriori* et donc partielles des expériences, tout en reconstituant pas à pas les contextes locaux dans lesquels l'activiste était présent.e (Neveu et Fillieule 2019).

Pour obtenir le genre de données qui permettent d'atteindre cet objectif qualitatif, j'ai mené de longs entretiens semi-dirigés où les questions s'inspiraient du modèle du récit de vie (Bertaux 2016). L'entretien semi-dirigé (Savoie-Zajc 2019) présente l'avantage de permettre une

flexibilité pour adapter les questions ouvertes préconçues dans le guide d'entretien (Annexe 1) en fonction des réponses des personnes. C'est une méthode qui favorise le développement d'une relation d'écoute avec la personne et m'a permis de placer l'histoire et le vécu personnel au centre de l'entretien long (Charmaz 2014) et ainsi de recueillir ainsi des données riches sur les parcours de vie des personnes migrantes activistes. En effet, je cherchais avant tout à laisser toute la place aux personnes pour s'exprimer aussi longuement et librement sur les questions posées. Il s'agissait de les laisser raconter leur parcours et leurs expériences de la manière la plus détaillée possible, en veillant à les faire passer par deux axes importants : les moments les plus marquants dans leur parcours d'engagement politique et leurs expériences des espaces de socialisation politique à Montréal.

Pour plusieurs participant.e.s à cette recherche, surtout les militant.e.s les plus expérimenté.e.s, la mise en récit de leur propre histoire fait partie de leur engagement et de leur façon de contester ; ils et elles mettent souvent en récit leur histoire d'engagement dans des rencontres et événements publics. C'est une manière de cadrer la lutte publiquement qui est en cohérence avec leur mode d'engagement mettant de l'avant comment les personnes migrantes incarnent dans leur corps et leurs parcours de vie migratoires les liens inégaux entre les pays du Nord et des Suds qui forcent, d'une manière directe ou indirecte des individus et des groupes à se déplacer et qui font face à la violence des frontières de manière différenciée, mais toujours présente. Pour d'autres participant.e.s, c'était moins facile pour eux et elles. Dans certains cas, le retour sur des épisodes de leurs parcours était difficile pour des raisons émotionnelles, ce que j'ai respecté. Pour l'ensemble des entretiens, les personnes étaient libres de répondre ou non, et de manière longue ou courte aux questions.

Comme toute méthode de collecte de données, l'entretien inspiré du récit de vie comporte des limites. En effet, les données basées sur un individu qui se souvient de ses expériences personnelles sont forcément imparfaites, surtout lorsque ces souvenirs sont loin dans le temps, il y a des défaillances de la mémoire. Il y a un biais de perception (Goffman 1959 *in* Perez 2018) qui fait que la personne peut occulter ou décrire de manière déformée certains aspects de sa vie qu'elle voit comme pouvant affecter la perception que les autres personnes ont d'elle. Dans son travail, Perez (2018) a évité ce biais en structurant l'entretien à la manière d'une reconstruction chronologique qui donne des repères et en évitant les questions sur les motivations, car ce genre de questions tend à être affecté davantage par le biais de la désirabilité. Ainsi, au lieu de poser la question du « pourquoi » il demande « comment » pour provoquer des réponses qui reflètent l'expérience effective (Perez 2018). Une autre technique pour contourner la limite de la mémoire, c'est de poser des questions sur les événements du passé au lieu des attitudes, comme ce qu'a fait Corrigan-Brown (2011) qui a posé des

questions en lien avec les faits de vie mémorables comme les mariages, les naissances puis si ces événements ont eu lieu avant ou après un moment pivot de la participation, car la mémoire de ces événements est fiable (Markus 1986 ; Schacter 1996 *in idem*) et les événements saillants, pas répétitifs sont mémorisés avec une précision accrue (Beckett et al 2000, Scott et Alwin 1998, 114 *in idem*). Cela lui a permis d'obtenir un ordre temporel plus clair des événements. Je me suis inspirée de ces tactiques pour composer le guide d'entretien présenté en Annexe 1.

En somme, malgré les limites de la méthode de l'entretien semi-dirigé ouvert et inspiré du récit de vie, ses avantages sont indéniables, et dépassent ses limites. C'est une méthode qui permet de restituer les moments forts du parcours d'engagement des personnes et laisse beaucoup d'espace pour la personne pour raconter son histoire. Ceci permet par la suite de se retrouver avec des données riches qui nous permettent de saisir des éléments clés de la formation de la subjectivité politique migrante face à l'extractivisme.

Analyse des entretiens

J'ai effectué l'analyse qualitative du contenu en m'inspirant de la « famille des méthodes » de la théorie ancrée (Bryant et Charmaz 2019) en vue de faire remonter au mieux les données empiriques d'un terrain encore peu exploré dans la littérature. En effet, les méthodes de la théorie ancrée, même si elle reste encore marginale dans les travaux sur les mouvements sociaux et l'action collective en général (Della Porta 2014), sont très adaptées et les plus utilisées lors du choix d'une logique abductive (Reichertz 2010, 224) comme celle que j'ai employée. Cela signifie que « l'interprétation des données n'est pas finalisée à un stade précoce, mais que de nouveaux codes, catégories et théories peuvent être développés et redéveloppés si nécessaire » (traduction libre) (Reichertz 2010, 224).

Juste après chaque entretien commençaient les toutes premières analyses, encore embryonnaires, lorsque je prenais des notes et en faisais un rapide compte rendu avec les points qui m'avaient le plus marquée lors de l'entretien, les questions que je m'étais posées et les références théoriques auxquelles j'avais pensé. J'ai consigné toutes ces notes dans un journal de bord. Ensuite, arrivée à l'étape de l'analyse et de la rédaction, j'ai relu ce journal de bord, pris des notes et m'en suis servie pour compléter les résultats de l'analyse, que je décris dans le paragraphe juste après. La méthode du journal de bord est largement utilisée et recommandée aux chercheurs.euse.s employant des méthodes qualitatives et interprétatives pour maintenir une pratique de réflexivité tout au long du processus de recherche et pouvoir

ensuite retrouver plus tard, à l'étape de l'écriture, les interrogations et les prises de conscience qui ont émergé au fil du terrain (Savoie-Zajc 2019 ; Paillé et Mucchielli 2012).

L'analyse de contenu s'est faite en deux étapes : une première étape d'analyse de chaque entrevue en soi, puis une seconde étape d'analyse transversale pour faire des recoupements entre les divers récits individuels et dégager des enjeux sociaux convergeant et dépassant l'échelle individuelle.

À la première étape de l'analyse, chaque entrevue est analysée individuellement. J'ai d'abord, à la main, reconstitué la ligne du temps de la personne, avec les moments clés importants dans sa trajectoire d'engagement et de migration pour pouvoir isoler les principales étapes importantes dans le processus d'engagement. En réalisant cette étape de l'analyse des parcours individuels, j'ai rédigé en détail les récits d'engagement des parcours d'activistes qui montrent des aspects saillants dans l'expérience de migration et d'engagement politique et qui permettent d'apporter des éléments de réponse à la question de recherche et d'enrichir la compréhension du sujet. J'en présente des exemples dans le chapitre 6 où je n'ai gardé que les récits qui ne compromettent pas l'anonymat des personnes. J'ai envoyé les récits détaillés inclus dans le chapitre 6 aux personnes concernées qui ont accepté leur insertion dans la thèse.

En parallèle à cette étape de rédaction des récits, j'ai codé le contenu des entrevues par thèmes sur le logiciel *N'VIVO*. Le processus du choix des thèmes s'est fait de manière progressive et continue, et ne s'est effectivement achevé qu'à la fin de la période d'analyse (Charmaz 2014 ; Mattoni 2014 ; Paillé et Mucchielli 2012). Les thèmes avec lesquels j'ai commencé à coder correspondent aux axes du cadre théorique : « Engagement » (détaillé en sous-thèmes : famille, université/campus, moments clés dans trajectoires », « conséquences ») ; « Ancrage migrant » (sous-thèmes : Montréal, diaspora, réseaux transnationaux) ; « Subjectivité » (sous-thème : vécu, identité/réflexivité). Au fur et à mesure, d'autres thèmes ont émergé : « discriminations/racisme », « rencontre luttes autochtones », « définition extractivisme », « urbain », « anglo-franco », « écolos blancs », « féminisme », « internationalisme », « barrières », « citoyenneté », « colonisation ». L'évolution du codage illustre l'évolution de ma propre réflexion sur le sujet et des données nouvelles apprises du terrain qui ont significativement amélioré ma compréhension et ma connaissance du sujet qui se sont affinées au fil des entretiens avec les participant.es à la recherche, des observations et des allers-retours entre terrain et théorie. Ensuite, l'analyse transversale des données a consisté à dégager les points transversaux qui ressortent des entrevues et de mes observations, consignées dans des comptes rendus et dans le journal de bord. J'ai relu mes

notes d'observations, mon journal de bord, et les résultats de l'analyse par code, j'ai pris des notes et ensuite j'ai commencé à rédiger les chapitres de résultats transversaux.

CHAPITRE 5 : L'ANTI-EXTRACTIVISME À MONTRÉAL

Comme on a vu dans le premier chapitre de cette thèse, les luttes anti-extractivisme se situent à l'intersection des luttes pour la protection du vivant, des territoires, des modes de subsistance et des droits. À Montréal, il existe plusieurs organisations, groupes et collectifs de base qui militent contre l'extractivisme à la fois à l'intérieur du Québec, du Canada et à l'extérieur de ses frontières. Ce réseau d'acteurs militants contre l'extractivisme comprend : des collectifs militants anti-impérialistes, anticapitalistes, anarchistes, des groupes féministes, des groupes étudiants, des groupes de solidarité avec les personnes migrantes, des entités académiques, des syndicats, des organisations religieuses, des ONG de coopération et de solidarité internationale, des ONG environnementales, des organisations diasporiques et dans les premières lignes, des communautés autochtones et paysannes. Ce tissu d'acteurs crée des liens, plus ou moins forts et durables : les groupes se partagent des ressources et des savoirs, se relayent les informations et constituent ce qui s'apparente à une nébuleuse. Les liens entre les groupes existent à l'intérieur de la ville, aux échelles provinciale et fédérale, et entre les mouvements sociaux au Nord et aux Suds.

La diversité des groupes qui militent contre l'extractivisme reflète les diverses manières dont ce phénomène touche les personnes. Par exemple, les groupes féministes vont prioriser dans leur discours les violences faites aux femmes et aux familles, les groupes de solidarité avec les personnes migrantes vont davantage mettre de l'avant les liens entre extractivisme et déplacements forcés, les groupes anti-impérialistes et anticapitalistes vont montrer les associations entre l'économie politique de l'extractivisme et les violences que cela induit au niveau local et global. Ainsi, pour les personnes migrantes activistes rencontrées, la définition que donnent les personnes à l'extractivisme va pencher vers une des facettes de ce phénomène plus que l'autre, en fonction de la porte d'entrée dans la lutte. Pour certaines personnes, c'est d'abord une question de souveraineté, pour d'autres, c'est une expression du racisme et de l'oppression à l'échelle globale, pour d'autres, c'est une lutte inscrite viscéralement dans leur vécu de territoires sacrifiés, d'autres encore en ont une compréhension plus intellectualisée lorsque le contact avec le concept s'est fait d'abord sur les bancs de l'université.

1- Définitions de l'extractivisme par les personnes migrantes activistes

Nassira : l'extractivisme, la militarisation, les migrations et les luttes féministes et syndicales

Nassira, Achraf et Bilal s'impliquent beaucoup dans des collectifs de justice sociale et justice migratoire. Leur définition de l'extractivisme est ainsi très teintée des rapports Nord/Sud et des liens entre la mobilité/migration et l'extractivisme.

Dans son mot d'ouverture d'une conférence féministe anti-impérialiste internationale à Montréal, tenue en octobre 2022, Nassira explique le rationnel derrière l'enchaînement des ateliers de la conférence. Le premier traite des impacts de la guerre sur les communautés, le deuxième, sur l'extractivisme, le troisième sur la migration et enfin le dernier sur les luttes syndicales. Elle explique :

« Il ne faut pas se voiler la face : la guerre a pour but ultime le contrôle des ressources de la planète. Et comme le gain à court terme est le maître mot du capitalisme, cette agression des ressources met en danger le sol sur lequel nous marchons et l'air que nous respirons. Le Canada possède l'une des plus grandes industries minières du monde et a acquis une expertise dans l'extraction des ressources du sol, qu'il s'agisse de minéraux, de pétrole ou de gaz, ou encore de la construction de barrages hydroélectriques, la plupart du temps dans des territoires autochtones. Plus de 50 % des plus grandes sociétés minières du monde sont cotées à la bourse de Toronto. Le Canada offre un paradis fiscal et des pools d'investisseurs qui aident et soutiennent les sociétés extractivistes au Canada et à l'étranger. Le Canada a joué un rôle de conseiller dans la rédaction des lois sur les mines dans plusieurs pays du Sud. [...] Et la pratique a montré à maintes reprises que lorsque les communautés locales protestent, elles sont confrontées aux militaires et aux armées privées qui protègent les opérations minières. Il s'agit bien sûr de la même lutte que celle que nous observons sur l'île de la Tortue, alors que les peuples autochtones se battent pour mettre fin au développement incontrôlé et à l'extraction des ressources sur leurs territoires. Les membres des Premières Nations ont bravé les bulldozers, les troupes militaires et les gardes privés, campant pendant des mois pour arrêter la poussée incessante des soi-disant projets de développement. » (Nassira)

Elle poursuit son discours avec le lien entre la destruction des territoires par les projets extractivistes, ce qui inclut la destruction des économies et des modes de survie, et le fait que les personnes se retrouvent forcées de quitter ces territoires, à migrer.

« Lorsqu'ils arrivent [au Canada], ils sont confrontés à la réalité d'un statut précaire, à des emplois sales, difficiles et dangereux, au racisme, au quasi-esclavage, au fait d'être liés à un seul employeur dans le cadre des programmes de travailleurs étrangers temporaires, et à la non-reconnaissance de leurs études, diplômes et titres de travail. [...] Les travailleurs migrants sont devenus une question clé au Canada, et sont souvent utilisés comme un ballon de football politique. Au début du mois d'octobre, lors des élections dans la province de Québec, chaque parti a indiqué le nombre minimum de migrants et d'immigrants qui devraient être admis dans la province — à partir de 35 000 par an. Comme une guerre d'enchères pour savoir qui pourrait faire la plus basse offre dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre ! Les femmes représentent une grande partie des travailleurs migrants. Elles sont concentrées dans le travail de soins — qui est censé être une vocation — et les travailleuses sont censées accepter des salaires et des conditions de travail inférieurs pour ce travail typiquement féminin. » (Nassira)

Cet extrait du discours de Nassira fait un tour complet des imbrications entre l'extractivisme, les guerres, les migrations et la précarisation des conditions de vie, surtout pour les travailleurs et travailleuses des métiers dévalorisés, au Canada. Cette façon de problématiser l'extractivisme en le liant à la migration — que j'utilise également dans cette recherche, car en fait, je l'ai apprise au contact de ces militant.e.s — est beaucoup mobilisée par les activistes engagé.e.s dans les luttes par la base (*grassroots*) pour la justice sociale et la justice migratoire qui ont une lecture internationaliste des liens politiques et économiques entre les pays et les impacts de ces liens sur les individus. Le parcours de Nassira, décrit dans le chapitre suivant, montre comment, à travers ses expériences de vie, de travail et de militantisme, elle en arrive à cette analyse politique globale.

Dans l'entretien avec Achraf, il parlait de ces liens ainsi :

« Pour moi, un statut pour tous, ce n'est pas de la charité, non, c'est un droit, parce que le Canada fait partie de ces États qui créent des guerres chez des gens pour les déplacer. Le Canada fait partie de ces États qui exploitent les richesses de ces pays, donc ces gens quand ils fuient et qu'ils viennent au Canada c'est leur droit d'être accueilli ici. Ils ont droit à un statut. Ils doivent avoir accès aux soins. Les gens veulent travailler, ils ne viennent pas ici pour être des *welfare* ou autre. Ils veulent travailler, ils

veulent juste une dignité. Et maintenant, quand il faut faire une guerre chez nous, on nous parle de valeurs, on nous parle de droits de l'homme, on nous parle de droits des femmes, mais quand les gens sont là, c'est des parias. » (Achraf)

De son côté, Bilal, qui a longtemps milité auprès de Solidarité sans Frontières, explique ainsi :

« Je pense que tout le monde connaît très bien ce terme [extractivisme] en tout cas les militants les plus actifs dans Solidarité sans Frontières. On a souvent écrit pour dénoncer les compagnies minières canadiennes en Afrique, en Amérique latine. Et on a souvent fait des liens entre le déplacement de personnes, l'immigration, puis l'extractivisme et les violences liées justement à ça, à l'extractivisme en Amérique latine par exemple. Et donc oui je pense qu'on l'utilise, mais c'est sûr que Solidarité sans Frontières ce n'est pas une association écologique là. En tout cas, on est très conscients des liens entre les déplacements de personnes, l'extractivisme et le colonialisme. [...] j'ai l'impression que le milieu militant au Québec est un peu en retard sur ces enjeux-là, dans un sens où par exemple juste le fait qu'on associe maintenant la question des frontières à l'extractivisme, et aussi, tout le mouvement des réfugiés on l'associe à l'extractivisme, c'est quand même récent comme association. Solidarité sans Frontières je pense qu'on avait toujours été dans cette critique-là, que les gens ne se déplacent pas de leur choix, souvent c'est des contextes qui sont créés par le Nord global, qui font que les gens sont forcés de se déplacer puis l'extractivisme en fait partie. Mais c'est récent que ça rentre dans le discours plus *mainstream* de la gauche en fait, justement l'imbrication entre colonialisme, extractivisme et migration, c'est vraiment, c'est récent là. » (Bilal)

Rafiq : Harvey, Harper et le Canada en Amérique latine

Rafiq est très engagé dans les luttes locales pour la justice sociale, il a une longue expérience d'engagement politique depuis son pays d'origine où il était organisateur communautaire et montait des ateliers d'éducation populaire. La compréhension de l'extractivisme par Rafiq est façonnée par son expérience auprès des communautés de base dans son pays d'origine, qui sont directement affectées par les compagnies minières et les barrages hydroélectriques. Cette expérience vécue s'est combinée avec une compréhension intellectuelle des mécanismes économicopolitiques qui permettent à l'extractivisme de fonctionner à l'échelle globale, comme il en parle ici :

« Par exemple, Chavez au Venezuela, c'était le discours que pour développer le pays il fallait extraire les ressources naturelles, mais avec une autre forme de négociations avec les multinationales. Les États, ils gardaient 60 % tandis que les multinationales ils pouvaient exploiter et garder seulement 40 %. Tandis qu'en Colombie, c'est complètement le contraire ! En Colombie les multinationales ils ramènent 99,5 %. Ils payent l'impôt ok, mais avec ça ils ramènent tout l'or, le pétrole, le gaz, le lithium, le coltan, tout ça hein, toute toute toute ! Puis, en [pays d'origine], les accords de libre-échange ont plus d'autorités que la législation locale. C'est une perte de souveraineté complète. Donc le débat, quand il y avait les progressistes qui sont arrivés qui disaient, on va extraire des ressources, mais ça va être pour le développement puis tout, ce discours c'était un peu usé. Puis les gens avec les changements climatiques les choses qu'on voit aujourd'hui comme très évidentes comme les changements climatiques c'est incontrôlable et là tu dis, à quel prix ? » (Rafiq)

Rafiq a grandi dans un quartier populaire de sa métropole natale en Amérique latine. Il a commencé à se politiser très jeune, vers douze ans en participant à des ateliers d'éducation populaire dans son quartier. À l'université, il a intégré un parti politique très influencé par la théologie de la libération.⁴ Il continua à s'impliquer dans des actions d'éducation populaire, ce qui le rapproche des réalités quotidiennes de plusieurs groupes marginalisés.

« Et quand on s'approche des communautés de base, par l'éducation populaire, tu t'approches forcément aux communautés, puis tu vois comment les communautés résistent aux minières, ils résistent aux barrages [...] C'est beaucoup cette affaire-là d'être près des communautés qui m'a mené à avoir plus de sensibilité sur l'extraction minière sur l'extraction des ressources puis tout ce qui découle, la pollution, les déplacements de la population, la violation des droits de la personne, la perte de souveraineté complète, c'est tout, toute une quantité de conséquences assez incroyables. [...] Tu sais, il y a un homme qui s'appelle David Harvey qui appelle ça appropriation par dépossession. Et c'est ça, c'est comme ça que ça se passe. Ça c'est une affaire de barrage, mais y a aussi les compagnies d'or, et après les accords de libre-échange qui ont été faits en [pays] et comme partout en Amérique Latine, au Pérou, au Chili, etc. Pour les compagnies canadiennes, le fait d'être au Canada, elles sont dans les premiers rangs d'exploitation des ressources et minerais. Et ils ont envoyé, Harper a envoyé un délégué, ou disons un comité de haut niveau pour aller modifier les législations locales, notamment au Guatemala, Colombie, bon plein

⁴ La théologie de la libération est un courant de pensée chrétien et un mouvement socio-politique venu d'Amérique latine qui vise à défendre la dignité des pauvres et des groupes exclus en les libérant des conditions de vie insoutenables.

d'autres pays pour qui l'exploitation minière canadienne pourrait être très bénéfique pour les compagnies minières. » (Rafiq)

C'est donc à la fois au contact des communautés les plus affectées à travers son implication dans les ateliers d'éducation populaire, son engagement dans la politique partisane et sa formation académique que Rafiq définit sa posture anti-extractiviste. En plus de cela, les liens entre le Canada et son pays, ainsi qu'avec les pays voisins en Amérique latine, lui font prendre encore plus conscience de l'importance des solidarités transnationales entre les peuples. Rafiq participe régulièrement aux Forums Sociaux Mondiaux et organise souvent, à Montréal et dans sa ville natale, des actions d'éducation populaire et de plaidoyer contre l'extractivisme.

Un exemple d'action auquel a participé Rafiq, après son arrivée à Montréal, c'est l'organisation d'un voyage d'une militante colombienne

« Par exemple, on a fait venir ici [Montréal] Isabel Suletta en 2018 pour qu'elle dénonce un barrage qui était construit dans la rivière Cauca en Colombie. Basiquement parce que la Caisse de dépôt et placement de Québec finance une partie de ce barrage qui est construit sur des fosses communes des massacres qui ont été commis pour installer ce barrage puis plein d'affaires. Puis le contrat a été donné à une compagnie corrompue [...] ils font des traités internationaux qui sont garantis par l'État donc par les citoyens [...] Après c'est les citoyens qui vont s'endetter, tu sais. Toutes c'est des stratégies d'affaires ! » (Rafiq)

Manel : racisme, violence, capitalisme, impérialisme et extractivisme.

Manel a commencé à s'engager dans des actions collectives dans les années 1980 lorsqu'elle était étudiante à McGill et qu'elle était interpellée et indignée par l'apartheid en Afrique du Sud. Aujourd'hui, Manel est très active dans les luttes antiracistes, pour la justice climatique et les luttes autochtones. Son intérêt pour l'extractivisme est d'abord basé sur les enjeux de racisme et de violations des droits, et sa lutte revêt depuis le début un caractère global.

« La grande lutte pour la justice sociale à cette époque [années 1980] était la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. À cette époque c'était très commun pour plusieurs universités en Amérique du Nord de lutter pour le désinvestissement de leur université dans les compagnies sud-africaines. Alors c'est comme ça que j'ai été éduquée, dans les questions de surtout l'impérialisme, la lutte contre le capitalisme bien sûr, la lutte contre le racisme et c'est un peu conjoint. Mais bien sûr étant donné que la richesse Afrique du Sud est beaucoup fondée sur les mines, à cette époque ce

n'était pas vraiment la conscience du climat qui nous a poussés à nous intéresser à cette question, mais c'est surtout les grosses violations des droits de la personne, des droits des travailleurs causés par les opérations des mines, la dépossession des communautés locales. » (Manel)

Aujourd'hui, Manel est active dans plusieurs collectifs militants antiracistes et pour la justice climatique comme Extinction Rebellion. À l'instar de la majorité des personnes rencontrées, son engagement est à la fois local, à l'échelle de la ville et de son quartier de résidence et global à travers son organisation et sa participation aux actions de solidarité transnationale.

Warda : les traces de l'extractivisme dans le quotidien montréalais

Dans la rencontre avec Warda, on a beaucoup parlé de la place des corps dans le système capitaliste et des diverses échelles et localités des violences extractivistes et des liens entre extractivisme et patriarcat. Elle a travaillé longtemps en tant qu'organisatrice communautaire dans son pays d'origine avec des groupes féministes autochtones. Lorsqu'elle parle de son intérêt pour l'extractivisme, c'est d'abord en partant de sa condition urbaine quotidienne. Pour Warda, l'extractivisme se manifeste dans la banalité quotidienne du panier de fruits et légumes lorsqu'elle dit dans cet extrait :

« L'extractivisme ce n'est pas un discours loin, ça t'affecte ! Moi j'aimerais ça pouvoir manger, la nourriture que j'achète que c'est au prix que je peux acheter, ça vient des cultures du Mexique, de plein d'endroits, l'extractivisme est dans nos vies [...] ma tante des fois m'aide avec les courses. Elle m'achète tellement de choses, mais je suis comme Oh My God, c'est dur pour moi de savoir, mais c'est ça la réalité : on doit acheter le moins cher possible, puis le moins cher, ce n'est pas cher parce que c'est en esclavisant d'autres êtres humains. Ça, c'est quelque chose. Je sais que je dois chercher un panier bio, mais j'ai pas le temps, c'est plus cher, j'ai pas une auto, t'sais, y a des petites choses, mais *overall* quand tu y penses, de savoir qu'il y a plein de choses qui peuvent se travailler de notre réalité comme à Montréal, qui peuvent nous aider à comprendre pourquoi faut travailler l'extractivisme dans d'autres pays, tu vois ? C'est comment on vit l'extractivisme, quand on pense que c'est tellement loin. »
(Warda)

En effet, dans la majorité des récits, moi-même comme je disais dans les premiers paragraphes du premier chapitre, l'extractivisme renvoie souvent d'abord à cette image de mine à ciel ouvert creusant un énorme trou dans le sol. Or, les manifestations quotidiennes

de l'extractivisme sont partout dans l'espace urbain, banalisées, dans les supermarchés. Warda a passé environ une dizaine d'années à travailler et militer auprès d'une communauté autochtone dans son pays d'origine en Amérique latine. Elle a été très marquée dans sa subjectivité par cette tranche de sa vie. C'est pendant cette période qu'elle a travaillé avec les femmes autochtones qui défendent leur territoire. C'est à travers elles que Warda comprend de manière très concrète la signification du concept de corps-territoire et des imbrications entre la défense du corps, du territoire, de l'autodétermination et de la souveraineté. J'y reviens dans la section sur la rencontre aux lignes de front de l'extractivisme, en territoires autochtones dans le chapitre 8. Cette initiation à l'importance centrale du corps dans la lutte et à ses liens avec les territoires de vie et de luttes a fait en sorte que Warda a une compréhension et une lecture à la fois très ancrées et très translocales de sa lutte et des enjeux politiques et sociaux qui l'intéressent, à savoir le féminisme et la souveraineté.

Miriam : l'attachement différencié au territoire depuis sa position de personne migrante

Miriam est très impliquée dans les luttes antiracistes et pour la justice climatique à Montréal, notamment avec la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social. Quand je lui demande comment elle en est arrivée à s'intéresser et à s'engager dans les luttes anti-extractivisme, sa réponse touche à une corde centrale dans mes questionnements : les liens entre l'engagement politique et l'attachement au territoire. Ma question n'a pas surpris Miriam, elle semble y avoir déjà longuement réfléchi, elle répond :

« C'était le concept territoire qui était intéressant pour moi. Comme migrante, je ne me suis jamais sentie directement liée au territoire ici. Même si le Québec, c'est chez moi d'une certaine façon, c'est comme, what i call my home, mais, y a comme un certain je sais pas comment dire, ma connexion avec le territoire au Québec était très très différente quand j'ai commencé à m'impliquer. Je ne me sentais pas nécessairement attachée à ce territoire spécifique. Puis c'est avec le temps que j'ai commencé à réaliser que dans le fond bah c'est que t'as pas besoin de t'attacher au territoire directement pour te préoccuper de ces enjeux-là ou pour te sentir à l'aise de vraiment protéger le territoire en tant que tel. Puis c'est beaucoup en écoutant les paroles des personnes autochtones quand ils parlaient de leurs relations avec leurs territoires que j'ai senti une meilleure connexion, de vouloir protéger le territoire, même si je n'ai pas une connexion directe, mais de vouloir le protéger puis vouloir protéger tout ce qui est lié au territoire. C'est aussi le fait que le racisme que l'on voit, le racisme

environnemental que l'on voit au Québec est directement lié avec l'extractivisme. »
(Miriam)

Le territoire et l'attachement (ou pas, ou peu, ou différemment) au territoire pour Miriam sont une question qui l'intéresse de manière générale, car elle touche sa propre subjectivité politique en tant que personne migrante activiste. Ce moment de la rencontre aux lignes de front de l'extractivisme, sur des territoires autochtones (je reviens sur l'importance de ce moment dans les parcours des personnes dans le chapitre 8) lui a fait « sentir » une meilleure connexion avec le territoire et lui a donné une motivation à le protéger, car cette action politique de protection du territoire s'inscrivait pour elle dans une solidarité autochtone et une lutte contre le racisme environnemental qui à son tour se lie sur le territoire. Son lien avec le territoire est « senti » et réfléchi, ce qui fait forcément penser au concept de sentipensar (Fals Borda 1984) et comment en « sentipensant » ce lien, Miriam trouve un lien avec ce territoire, une connexion à travers l'action politique sur le territoire. Elle donne ensuite un exemple d'une action politique concrète qui traduit ce lien, c'est sa participation à un blocage d'un projet de gazoduc d'export de gaz naturel liquéfié. Elle a participé à l'organisation de cette action avec une coalition étudiante et elle a remarqué les différences dans les motivations et les interprétations de l'action chez les participant.e.s et leurs allié.e.s :

« Je savais qu'en bloquant un projet comme [projet d'énergie fossile], ça allait directement impacter toutes les communautés autochtones qui allaient avoir ce projet, parce qu'il traverse tout le Canada. Donc c'est comme une façon quand tu travailles sur l'extractivisme tu travailles directement sur ça, [les solidarités avec les territoires autochtones], mais d'une façon très différente. Mais je sais que les gens qui sont actifs sur le dossier ne sont pas nécessairement des personnes avec cette perspective en tête. C'est une des choses qui m'attire vers cette lutte-là. Parce que les gens qui travaille sur ça, au Québec en général, si je regarde la coalition qui sont en train de travailler là-dessus, si tu regardes, c'est beaucoup de groupes citoyens qui sont dans des villes comme le Saguenay, c'est très blanc. Ensuite, on a beaucoup de ONGs c'est des personnes qui travaillent là-dessus sont blancs. Puis là, y a la communauté Mashteuiatsh qui s'organise un peu, mais c'est très à l'écart de la coalition au Québec, puis ils ne se sont pas encore positionnés directement contre le projet, fait que ça se passe très en communauté et c'est très difficile d'avoir des contacts avec ces personnes-là. Fait que quand tu regardes les gens comme les environnementalistes au Québec, c'est beaucoup plus blanc, ils essayent d'entreprendre des relations avec différents groupes autochtones, mais c'est très à l'écart parce que les relations dans les régions sont plus à haute tension. » (Miriam)

La lutte contre l'extractivisme, en lien avec le territoire à défendre, en questionnant sa positionnalité et son rapport au territoire complexifie la définition de Miriam de l'extractivisme, de l'objet de la lutte, des positionnalités différentes des participant.e.s à cette lutte, des sites de l'action politique, des ramifications et des impacts de son activisme sur le territoire et les communautés.

Cette première section présente les différentes définitions et les divers rapports à l'objet de la lutte, l'anti-extractivisme. Les acteurs de la nébuleuse anti-extractivisme travaillent souvent ensemble, l'objectif commun étant de dénoncer les violences de l'extractivisme et de tirer des sonnettes d'alarme à Montréal et dans les centres politiques et économiques. Pour ce faire, plusieurs pratiques militantes existent, je les présente ci-dessous.

2- Pratiques militantes

Les formes d'actions que je synthétise ici sont non exhaustives. Il s'agit de donner un aperçu du répertoire des actions de solidarité et de lutte transnationale par la base qui existe à Montréal. L'objectif est de montrer la variété des tactiques militantes qui relient les territoires et les personnes engagées contre l'extractivisme, ici et ailleurs, pour non seulement lutter contre des projets, mais également mettre de l'avant d'autres manières d'être au monde. Les actions qui sont présentées ici sont celles qui illustrent le mieux la dimension transnationale et les liens locaux/globaux de ces luttes.⁵

Plaidoyer et rapport à l'État

Extractivisme et justice migratoire : plaidoyer pour la régularisation des statuts

À Montréal, parmi les collectifs qui mettent ces liens le plus de l'avant, c'est le collectif Solidarité sans Frontières et ses différents comités. Par exemple, le *Comité Guinéens et Guinéennes uni.es pour le statut*, un comité composé de Guinéen.e.s vivant à Montréal et qui militent pour un moratoire sur les déportations vers la Guinée, le lien entre la revendication d'action de protection des personnes migrantes et l'extractivisme est mis en évidence dans

⁵ Une partie de cette section a déjà été soumise et acceptée au livre collectif à paraître « Québec en mouvement », dirigé par Pascale Dufour, Laurence Bherer et Geneviève Pagé.

leurs arguments militants. Lors d'une conférence de presse organisée le 1^{er} mars 2020⁶ au CTI, les militant.e.s du comité affirment :

« Le Canada a des relations économiques importantes avec la Guinée, plus particulièrement au Québec vu les opérations minières importantes [noms de plusieurs minières]. Le Québec et la Guinée entretiennent donc des rapports d'échanges économiques inégaux qui sont le produit du néocolonialisme. C'est dans ce contexte que le Canada et le Québec doivent absolument soutenir les réfugié.e.s. »

L'argumentaire des réfugié.e.s guinéen.ne.s pour refuser la déportation est structuré autour de deux points interreliés : la montée de la violence en Guinée, avec des chiffres et des témoignages d'Amnesty à l'appui, puis la corrélation positive entre la montée de la violence et la croissance du secteur minier. En effet, en 2019, la Guinée est devenue le deuxième pays au monde exportateur de bauxite, une roche sédimentaire permettant la production d'aluminium. Le secteur minier en Guinée est largement contrôlé et profitable pour une élite politique et militaire qui est soutenue et protégé par les pays bénéficiant des exportations de ce minerai, selon les militant.e.s. En effet, les réfugié.e.s dénoncent le fait que l'impunité des élites en Guinée est en partie garantie par des soutiens internationaux et que l'aggravation des violences est concomitante avec les efforts de protection des investissements liés à l'extraction. C'est cette situation de violence et la détérioration des conditions de vie des Guinéen.ne.s qui les forcent à se déplacer. Une fois réfugié.e.s au Canada, ils et elles se trouvent face à des menaces de déportation vers un pays en proie aux ravages de l'extractivisme. Les territoires d'extraction sont ainsi liés avec les territoires de migration. Des acteurs politiques montréalais, notamment des député.e.s de partis de gauche, ont affiché leur solidarité avec les militant.e.s et ont utilisé la même ligne argumentaire liant le rôle de l'extractivisme dans les déplacements forcés de populations, la protection des capitaux et leurs libres circulations et l'impératif de protection des personnes migrantes.

Les groupes de justice migratoire mettent de l'avant les liens globaux extractivistes et déplacements de populations pour dénoncer les conditions injustes dans lesquelles plusieurs couches de personnes migrantes se retrouvent à l'arrivée au Canada. Leurs demandes d'amélioration des conditions de vie des personnes migrantes s'accompagnent souvent d'exigences de redevabilité et de responsabilisation des États dans la destruction des territoires et des conditions de vie qui poussent ces personnes à se déplacer. En adoptant cette perspective, qui repose sur les injustices historiques liées à l'impérialisme et aux

⁶ « Assez, c'est assez ! Nous craignons une grande violence si la Guinée tourne à la dictature » 29 février 2020, <https://www.facebook.com/statutpourlesguineens/> (consulté le 15.11.2021)

injustices contemporaines structurelles que permettent les diverses formes de processus coloniaux encore à l'œuvre, le mouvement migratoire du Sud vers le Nord devient une forme de réparation (Walia 2021 ; Gonzalez 2020).

Extractivisme et Droits de la personne

La Coalition internationale des Droits Humains aux Philippines, qui a des sections dans plusieurs villes, notamment à Montréal et à Toronto, mène une campagne de plaidoyer et de lobbying auprès des parlementaires et institutions canadiennes. Un exemple de cela est une pétition à la Chambre des communes que ICHRP et Mining Watch Canada ont lancée en 2020 pour tirer la sonnette d'alarme sur la détérioration de la situation des droits de la personne aux Philippines depuis 2016, et surtout pour appeler à tenir responsables les entreprises canadiennes opérant à l'étranger de leur rôle dans les violations des droits de la personne, des attaques croissantes contre les civils et les défenseurs des droits. La pétition formule des demandes au personnel consulaire canadien et au gouvernement canadien pour que

« le personnel consulaire canadien a pour mandat de protéger les défenseurs des droits de la personne menacés pour leurs actions pacifiques face aux violations commises par des entreprises canadiennes opérant à l'étranger ; et que le gouvernement canadien soit tenu responsable de son soutien financier et politique à la fois aux entreprises canadiennes opérant à l'étranger et aux gouvernements impliqués dans des violations des droits de la personne dans leur pays. »

Redevabilité et reddition de comptes des minières canadiennes

En tant que phénomène économique et politique, l'extractivisme est renforcé par la relation étroite que les États et les entreprises entretiennent. Cela fait en sorte que les groupes qui militent contre ce phénomène ont pour cible les États importateurs et exportateurs, les entreprises et la relation de complicité qui peut exister entre les deux.

Les groupes posent des actions qui dénoncent cette complicité et exercent une pression sur l'État pour demander aux entreprises de rendre des comptes quant à leurs agissements à l'extérieur du territoire canadien. Ce fut le cas dans la campagne « *le fil de l'argent* »⁷ menée par le PAQG en 2013-2014. La campagne met en lumière le fait que « *l'argent des*

⁷ Site web du projet Blue Planet <https://www.blueplanetproject.net/lefildelargent/> (consulté le 10.11.2021)

contribuables québécois et canadiens engendre la mort et la dépossession des peuples autochtones au Guatemala ». Dans cette campagne de sensibilisation et d'appel à la mobilisation, le PAQG détricote les liens financiers qui existent entre l'argent des contribuables québécois et les compagnies minières canadiennes par le biais d'investissements des fonds communs publics des institutions bancaires et des fonds de retraite. Le PAQG appelle au désinvestissement comme moyen d'action. Sur le site web de la campagne, on trouve la liste des institutions financières québécoises, les montants que celles-ci investissent dans les compagnies minières spécifiques qui sont impliquées dans des conflits au Guatemala, avec les informations pour les contacter.

L'une des revendications les plus importantes des acteurs de la nébuleuse anti-extractivisme est de tenir les minières canadiennes responsables de leurs actions et implications dans des violations des droits de la personne aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

En 2018, le poste d'ombudsman canadien pour la responsabilité des entreprises est annoncé par le gouvernement canadien. C'était une promesse électorale de Trudeau en 2015, mais c'était surtout le fruit d'une dizaine d'années de pression et de mobilisations des ONG des droits de la personne et du Regroupement canadien sur la reddition de compte des entreprises (basé à Ottawa, c'est un réseau de 34 organismes de la société civile canadienne). À sa création, si l'action d'avoir enfin mis en place un bureau qui a le mandat de surveiller et contrôler les agissements des entreprises canadiennes à l'international et de recevoir les plaintes de l'extérieur du Canada s'est enfin concrétisée, les activistes sont méfiant.e.s quant à la possible récupération de cette revendication pour la transformer en une opportunité de retoucher l'image négative de l'industrie extractiviste canadienne (Langlois 2018). Cette méfiance s'est révélée juste. Très rapidement, les organisations qui se sont longtemps mobilisées pour la création de ce poste déplorent « un ombudsman sans mordant » (Tougas 2019) dont les pouvoirs sont réduits. Par exemple, pour réaliser ses enquêtes, le bureau de l'ombudsman n'a pas de pouvoir de contraindre les entreprises à lui remettre des documents ni de faire comparaître des témoins. De plus, l'ombudsman n'a le pouvoir d'enquêter que sur les entreprises canadiennes et pas sur les entreprises inscrites en bourse du Canada ou recevant de l'aide gouvernementale canadienne (*idem*).

Rafiq, qui a participé à la campagne de mobilisation pour la création de ce poste, partage ce constat dénoncé par les ONG qui ont lancé la campagne :

« Au Canada, c'est une lutte très difficile [lutte contre l'extractivisme]. Le lobby minier est très très fort. Avec [organisation de coopération internationale], on s'est engagé assez bien pour essayer de sortir la demande de l'ombudsman. Quand Trudeau est

rentré au pouvoir, il s'est engagé à faire un ombudsman, mais l'ombudsman il marche pas ! C'est seulement une structure, y a pas d'argent y a pas de personnel, ça marche pas ! C'est des promesses vides. [...] Toute la logique de la coopération internationale, c'est très contraint et c'est très contraignant. Il y a les organisations qui sont engagées politiquement dans la solidarité internationale comme le CDHAL qui ont de la misère à survivre, ils ont des difficultés graves à trouver des financements suffisants pour ses opérations. » (Rafiq)

Cette déception des groupes militants en ce qui concerne le rôle vidé de son sens de l'ombudsman témoigne de l'ambivalence du rapport à l'État qu'ont les militant.e.s de la nébuleuse anti-extractivisme.

En effet, les travaux en science politique qui ont abordé les processus de transnationalisation de la protestation ont montré que, pour les activistes, les États et les institutions sont à la fois des cibles et des facilitateurs de la protestation (Siméant 2020). C'est en effet ce qui s'observe sur le terrain à Montréal. Les groupes ont cette position ambivalente envers l'État. Il est à la fois une cible des actions, lorsque les groupes dénoncent les décisions étatiques d'encourager l'extractivisme en soutenant les transnationales canadiennes, mais ce sont aussi des subventions de l'État qui contribuent à la réalisation de projets et campagnes de ces mêmes groupes. C'est également vers des institutions de l'État, comme ses ambassades, que se tournent les militant.e.s en situation d'urgence lorsqu'ils et elles se trouvent dans des missions d'accompagnement pour demander d'exercer des pressions politiques en cas de besoin.

Des groupes choisissent de recourir à l'État en l'approchant de manière pragmatique comme source de financement par exemple. Une militante m'en parlait ainsi dans un entretien : « nous, on n'a jamais caché qu'on veut des fonds pour dénoncer l'extractivisme, les minières canadiennes et le rôle de l'État. Notre demande de subvention était claire là-dessus et on a quand même eu les fonds, on a fait ce qu'on voulait avec l'argent, on ne s'est pas censuré. » Conscients des risques de dépolitisation et démobilité — par ailleurs bien documenté dans la littérature sur le milieu communautaire au Québec (Fortin 1991, Kruzynski et Shragge 1999, Shragge 2006) —, ces groupes continuent de demander des financements à l'État, mais en précisant fermement leur position politique critique de l'État et de l'extractivisme.

Éducation populaire

Les activités d'éducation populaire visent à présenter au public montréalais des analyses conjoncturelles des situations dans les pays avec qui des liens de solidarité existent, à présenter des études de cas de conflits particuliers, à porter la voix des défenseur.e.s des terres et des droits ou à déconstruire et apporter de l'information alternative, nourrie des expériences et données du terrain. Les groupes organisent des ateliers, conférences, webinaires, cercles de réflexion et publient aussi des documents de réflexion militante, comme la revue Caminando du CDHAL, la lettre d'information La Piedra du PASC, des balados comme « Femmes en résistance face à l'extractivisme » du CHDAL, des vidéos d'informations et d'appel à l'action.

Le CDHAL organise à chaque publication de numéro un événement dans lequel les auteur.trice.s des articles les présentent et en discutent avec les participant.e.s, et c'est aussi l'occasion pour le CDHAL d'appeler à participer au groupe, de récolter des contributions volontaires et des abonnements à la revue.

Une militante en parle ainsi :

« La création de matériel va participer à la diffusion, à l'éducation populaire, puis je pense que c'est grâce à ce matériel qu'on a réussi à vulgariser des mots comme extractivisme, comme analyse féministe anticoloniale, ça permet que ce soit plus accessible par la suite et ça permet de faire des liens avec d'autres réseaux et d'autres groupes. » (Groupe de discussion avec le PASC)

Dans les événements spécialement dédiés à l'extractivisme, les activités d'éducation populaire créent des espaces de réflexion sur les liens globaux entre les territoires extractifs et servent à dénoncer les agissements des transnationales minières. Généralement, à la fin des actions d'éducation populaire (ateliers, conférences, projections, panels de discussion, webinaires ou autres), les organisateur.trice.s vont proposer des pistes d'actions aux participant.e.s, par exemple : se joindre aux groupes comme bénévoles, signer des pétitions en cours, s'abonner aux infolettres des groupes, participer à des manifestations prévues. Une activiste soulignait dans son intervention dans un événement d'éducation populaire « ce panel ne sert pas à élargir notre culture générale, mais vise à nous pousser à agir »⁸. En effet, l'éducation populaire comme outil de militantisme a pour objectif de faire prendre conscience

⁸ « La lutte pour le peuple colombien et la solidarité à développer », Jeudi 14 octobre 2021, événement organisé À l'initiative du collectif « Un Québec fou de ses solidarités », en collaboration avec Alternatives, CAPMO, CDHAL et le PASC.

des situations politiques et sociales et aussi de montrer la capacité d'agir collectivement, fidèle à la pédagogie de l'opprimé de Paolo Freire⁹. Par exemple, on trouve dans la description du projet Trous de mémoire, une pièce de théâtre-forum montée et portée par le PASC, présentée en tournée dans l'est du Québec et autour de Montréal entre 2014 et 2015, que « l'objectif est d'utiliser l'outil théâtre-forum pour faire prendre conscience aux participant.es de leur capacité à agir pour changer leurs réalités, collectivement.¹⁰»

Les personnes migrantes rencontrées qui viennent d'Amérique latine ont beaucoup évoqué l'éducation populaire comme outil de conscientisation politique et de création de liens. La majorité de ces personnes ont déjà de l'expérience en matière d'outils d'éducation populaire qu'ils et elles ont appliqués à Montréal. Jamila, par exemple, a commencé à s'impliquer peu de temps après son arrivée à Montréal (je reviens plus en détail sur son expérience dans le chapitre 8). Quand elle a commencé à participer à des actions d'éducation populaire de sensibilisation aux violences liées à l'extractivisme à Montréal, cela lui a d'abord permis de prendre un espace pour parler en public de ses expériences et ses idées en lien avec l'extractivisme tel qu'elle l'a connu et vécu. De plus, l'éducation populaire permet de rapprocher les activistes de personnes capables d'écortcher le vernis qui entoure certains récits politiques et d'interpeller les personnes et les pousser à s'engager politiquement à leur tour, elle raconte ainsi :

« J'ai été capable de parler de mes idées propres sur l'extractivisme. Je pense que c'était un moment vraiment important de conversation, pas seulement une activité académique ou quelque chose comme ça, mais vraiment une conversation entre des personnes qui ne connaissaient pas, qui n'ont aucune idée sur la situation en [pays d'origine]. Et plus, les gens pensent que [le pays d'origine] et le Canada ont des relations vraiment fortes, et c'est vrai, mais ils ne savent pas que la relation est forte parce qu'il y a une relation d'oppression et d'inégalité. Et aussi que le Canada a donné l'argent pour tuer nos gens là-bas, nos paysans et notre système de vie, nos habitats, les animaux et tout ça. Donc quand les gens se rendaient compte de ça, les gens vraiment, ça les touche, et c'est comme on trouve notre responsabilité. » (Jamila)

⁹ Paolo Freire, un révolutionnaire brésilien théoricien de l'éducation, influencé par la pensée marxiste et anticolonialiste. Dans son ouvrage majeur, « Pédagogie des opprimés » (sorti en 1970 et réédité plusieurs fois depuis), il développe une approche émancipatrice via l'éducation, car il considère le projet éducatif inséparable de la transformation sociale.

¹⁰ <https://pasc.ca/fr/content/le-theatre-forum> (Consulté le 15/06/2019)

Délégations solidaires

Lorsque des activistes du Sud se déplacent au Nord dans des délégations solidaires, c'est pour attirer l'attention du public et partager les témoignages des activistes qui sont aux premières lignes de défense face aux projets extractifs. Les groupes militants invitent alors les leaders sociaux à participer à des délégations qui font des tournées de plaidoyer et de sensibilisation au Canada. Les délégations font généralement des tournées dans plusieurs villes. Le CDHAL en particulier organise régulièrement — avant la pandémie — des « caravanes de solidarité ». En plus de visibiliser les témoignages et les luttes transnationales contre les mégaprojets, ce genre d'activité permet aussi aux personnes impliquées dans les luttes transnationales de construire et développer des relations de confiance. Le CDHAL explique que dans ses caravanes de solidarité, ce sont exclusivement des femmes qui sont invitées à participer, car pour le CDHAL, elles sont largement sous-représentées dans les groupes de base latino-américains bien qu'elles soient les premières défenseuses de la terre. Ces invitations ont aussi comme objectif d'inciter les groupes à déléguer et former les femmes au sein de leurs groupes¹¹. C'est ici un aspect illustratif des rapports de pouvoir et d'influence qui peuvent s'exercer dans ce genre de relations de solidarité Nord/Sud et d'une certaine compréhension et pratique du féminisme dans un espace dans lequel des visions et pratiques se côtoient.

Action urgente

Dans le jargon militant de solidarité internationale, une action urgente est le cri d'alarme lancé par des individus ou des groupes du Sud faisant face à un danger imminent sur leur vie ou leur intégrité physique. L'action urgente se diffuse rapidement et dans le monde entier par l'entremise des réseaux militants qui relayent l'information et l'appel aux autorités concernées à agir urgemment pour prévenir le danger des personnes menacées. Concrètement, les actions urgentes se traduisent en une flopée de courriels, courriers, appels téléphoniques, posts et messages sur les réseaux sociaux, publication de communiqués urgents ou encore signatures massives de pétitions à l'attention des autorités pour exiger la protection des militant.e.s et défenseur.e.s des droits.

¹¹ CDHAL <https://www.cdhal.org/notre-travail/delegations-solidaires/> (Consulté le 15/06/2019)

Dans la nébuleuse montréalaise, plusieurs groupes présentés sont très réactifs sur ces actions urgentes et en diffusent régulièrement¹². C'est une stratégie utilisée en complément à l'accompagnement. Selon les militant.e.s engagés.e.s dans ces actions, il est difficile de mesurer l'impact réel de l'action urgente, car elle s'inscrit dans un contexte complexe. Les développements, positifs ou négatifs d'une situation qui a nécessité une action urgente peuvent aussi être le résultat d'autres variables en lien avec le contexte politique local et international.

Action directe dans la ville

Pour mener une action directe, il faut un lieu et un espace physique pour y tenir l'action. Les groupes qui militent de manière transnationale visent pour cela des lieux symboliques du pouvoir de l'extractivisme. L'action directe est une composante phare du répertoire d'action des groupes qui luttent contre l'extractivisme transnational, mais surtout lors de leur accompagnement dans les pays du Sud. À Montréal, l'action directe est un peu moins importante dans les tactiques de ce mouvement transnational. Par contraste, à Toronto, les lieux symboliques du pouvoir extractiviste vont être très sollicités par les activistes¹³. Cela s'explique par le fait qu'à Montréal, il n'y a pas la même force symbolique des lieux qui incarnent le pouvoir minier et extractif comme à Toronto. Toronto est un centre financier mondial et rassemble les sièges sociaux de l'écrasante majorité des compagnies minières canadiennes. Néanmoins, les groupes montréalais font quand même des actions directes. Par exemple, dans la campagne « Lavons les mains sales de la Caisse » organisée par le comité de solidarité contre le projet Hidroituango, outre les actions de sensibilisation, l'organisation d'ateliers, conférences, et campagnes pour le retrait des financements de la Caisse de Dépôt et de Placements, il y a eu des actions de rassemblements devant la Caisse avec pancartes : « les placements verts de la Caisse de Dépôt du Québec sont rouges de sang en Colombie et ailleurs. »

¹² CDHAL : Demande de protection des membres de la communauté d'Andalgada, en Argentine, qui défendent leur eau contre les compagnies minières, la Canadienne Yamana Gold et l'Américaine Newmont Mining Corporation <https://www.cdhal.org/demande-de-mesures-de-protection-pour-les-membres-de-la-communaute-dandalgala-en-argentine/> (Consulté le 15/06/2019)

¹³ Le message d'invitation à un rassemblement à Toronto dit « The funders of Coastal GasLink are coming to town -- along with the massive network of resource extraction companies that Canada is run by and built to serve. Let's make sure these corporate and climate villains get a proper Toronto welcome! ». <https://www.facebook.com/events/171661517456658/> (consulté le 25/11/2020)

Ainsi, les militant.e.s à Montréal/Québec engagé.e.s dans ces luttes sont aussi très impliqué.e.s dans des luttes contre l'extractivisme au Canada. Comme le souligne une militante du PASC :

« les personnes qui sont dans le PASC sont aussi impliquées ailleurs, ici, dans des luttes anticapitalistes, anticoloniales, féministes, plein plein d'autres luttes. On n'est pas juste comme, une gang de blancs en solidarité avec la Colombie, tu sais, les actions qu'on pose, c'est dans une optique de solidarité qui est plus de construction révolutionnaire ensemble, parallèlement ou je sais pas comment dire, mais on est ici aussi ! Puis les réflexions de NSUTAD [Notre Solidarité Un Territoire À Décoloniser], que ça fait quand même 10 ans, on a mis ça aussi de l'avant, le fait de s'impliquer, ne pas être juste externe aux luttes solidaires, mais d'être impliqué.es directement comme personne en lutte pour, je sais pas, je vais dire pour notre libération, mais c'est dans le sens d'abolir le système capitaliste dans son ensemble c'est pas juste pour dire il faut respecter les droits humains en Colombie, c'est pas ça notre perspective. » (Groupe de discussion PASC)

Un autre exemple d'une action collective en ville, cette fois portée entièrement par des personnes migrantes, est la protestation contre une minière canadienne qui avait commencé des travaux en 2019 dans un parc naturel en Turquie, mentionné en introduction. Le mouvement de protestation montréalais qui a ensuite été relayé à Ottawa, Toronto et Vancouver, a porté le message du groupe de villageois.e.s turques aux premières lignes faisant face à la minière jusqu'au Canada. En prenant la rue et en investissant l'espace public montréalais, ce type d'action cherche à bénéficier d'une visibilité maximale pour créer une pression de la rue à partir du Canada/Montréal. L'objectif de la pression est d'arrêter un projet extractiviste se déroulant dans un autre pays. L'action naît dans un autre pays, puis trouve un relais de solidarité et qui s'en fait l'écho localement à Montréal.

Le mouvement n'a pas fait un trajet direct du village touché vers Montréal. Il a d'abord été soutenu par les mouvements à Istanbul qui ont créé une vague de solidarité en Turquie et à travers les réseaux transnationaux personnels au Canada. À Montréal, les personnes qui ont organisé l'action collective et qui y ont participé sont des personnes migrantes qui sont venues d'Istanbul et dont la famille et le réseau transnational sont connectés prioritairement et majoritairement avec Istanbul ou les grandes villes turques. Donc, l'action est partie d'un village pour arriver à Montréal/Toronto/Vancouver/Ottawa, mais elle a d'abord transité par les grandes villes turques, Istanbul et Izmir notamment dans cet exemple.

Création d'espace de convergence des luttes

En décembre 2019, un événement Facebook attire mon attention. Une soirée de lancement d'un collectif « Convergence des Luttes des Suds » se tenait au siège de l'association Alternatives, à Montréal. L'invitation était ouverte à tout le monde. La soirée se tenait à une époque où les mouvements sociaux étaient en ébullition dans plusieurs pays du Sud global. L'invitation Facebook était rédigée en français, anglais, portugais, espagnol, tamazight (langue autochtone utilisée en Afrique du Nord) et en arabe :

« À la lumière des nombreuses luttes en cours au Sud, le collectif Convergence des luttes des Suds vous invite à sa première soirée publique pour élargir nos cercles de solidarité et vous présenter le mouvement. La soirée est ouverte à toute personne ou groupe intéressé.e à s'impliquer dans cette initiative afin d'organiser des actions communes entre les pays du Sud à Montréal. Le collectif rassemble différent.e.s actrices/acteurs et militant.e.s de la diaspora montréalaise issu.e.s de différents horizons et impliqué.e.s dans des mouvements de solidarité avec ces pays ; Algérie, Chili, Syrie, Haïti, Iraq, Sudan, Tunisie, Liban, Maroc, Égypte, Brésil, Iran... L'exercice de compréhension de la réalité politique de chaque pays demeure une étape importante dans notre lutte. Pour cela, nos membres présenteront respectivement le contexte de chaque pays et seront ouvert.e.s à échanger avec les curieu.ses/x qui souhaitent s'informer davantage sur ces enjeux. » (Page Facebook « Convergence des luttes des Suds »)

À la suite de cette soirée de lancement, cinq assemblées ont été organisées entre janvier et février 2020. Les assemblées se sont tenues dans les locaux d'Alternatives et du CTI. Les différentes assemblées visaient à préparer une grande marche, à Montréal, en solidarité avec les mouvements sociaux dans plusieurs pays un peu partout dans le monde : au Chili, au Brésil, en Algérie, au Liban, à Haïti, au Soudan... La marche se voulait un message de solidarité et de soutien pour les luttes pour la dignité des peuples et aussi pour interpeller le gouvernement canadien et dénoncer des complicités, notamment des compagnies extractivistes avec les gouvernements des pays des Suds. L'éclosion de la pandémie de Covid-19 et les consignes de confinement sanitaire ont contraint le collectif à annuler la marche de solidarité. Néanmoins, des conférences en ligne ont été tenues entre mars et juin 2020. Chaque conférence a couvert les mouvements sociaux dans une région : Amérique latine, Maghreb, Machrek, Caraïbes, Afrique de l'Est, et un événement spécial pour les luttes autochtones dans les Suds. Le collectif est constitué de militant.e.s expérimenté.e.s qui sont actifs dans de nombreuses organisations à Montréal, principalement en lien avec la justice

sociale. Plusieurs membres se sont d'ailleurs rencontré.e.s lors du Forum Social Mondial (FSM) qui s'est tenu à Montréal en 2016.

Ce Collectif se préparait à organiser une marche de solidarité avec les peuples des Suds le 29 mars 2020, mais le confinement en lien avec la Covid a obligé à reporter la marche à une date ultérieure et des conférences thématiques en ligne se sont organisées entre mars et juin 2020.

Accompagnement international : instrumentalisation du privilège blanc

En plus des exemples de pratiques présentés dans la section précédente, soit l'organisation de conférences internationales, l'organisation de délégations solidaires, le plaidoyer, l'éducation populaire et l'action directe dans la ville et hors de la ville, il existe d'autres pratiques militantes comme l'accompagnement international. Typiquement, c'est une pratique militante de solidarité transnationale qui est portée par les personnes militantes blanches. Il s'agit d'une expression pratique de la solidarité directe et du transfert de privilège, et c'est le type d'action qui permet d'approfondir les liens entre mouvements et individus de part et d'autre des frontières. C'est aussi l'action qui nécessite le plus de temps, d'énergie et de ressources lors de sa réalisation.

Les groupes à Montréal travaillent étroitement avec des organisations, souvent des réseaux, ayant un fort ancrage local, qui leur font part de besoins en accompagnement ou en mission d'observation. L'accompagnement est défini par le PASC comme suit¹⁴ :

« L'une des stratégies solidaires déployées par le PASC, depuis 2003, est celle de l'accompagnement international qui consiste à réaliser une présence physique aux côtés des militant-es sociaux, victimes de menaces politiques. La présence étrangère sur le terrain couplée aux pressions politiques exerce un effet de dissuasion face aux responsables des crimes politiques. [...] Outre le mandat de protection, la présence solidaire étrangère offre un soutien psychosocial aux victimes de crimes d'État leur permettant de reconstruire leurs conditions de sécurité et d'autonomie pour poursuivre leurs luttes. » (Groupe de discussion PASC)

La définition de l'accompagnement par les groupes étudiés est basée sur une analyse politique des inégalités et une volonté d'instrumentaliser les privilèges blancs plutôt que sur une approche par la charité ou l'humanitaire. Le PASC est l'un des groupes qui ont poussé

¹⁴ PASC L'accompagnement international <https://pasc.ca/fr/accompagnement#1> (consulté le 15/09/2019)

l'analyse de son action d'accompagnement le plus loin. En 2011, les membres du collectif ont mené une réflexion autocritique sur leurs pratiques de solidarité en organisant une série d'ateliers de réflexion et de formation dont le fruit est publié dans un cahier « *Notre solidarité : un territoire à décoloniser* ». Dans cette publication, le collectif raconte son expérience de solidarité directe, les défis auxquels les membres ont fait face, et procède à la déconstruction de la notion de privilège dans les rapports et les pratiques de solidarité internationale Nord/Sud. Parmi les privilèges identifiés, on note : le « loisir de la lutte » par rapport à la « nécessité de la lutte » de survie immédiate, dans le cas des mouvements du Sud qu'ils et elles vont accompagner ou encore les privilèges induits par la citoyenneté canadienne¹⁵. Dans le même sens, le PAQG a publié également un texte « Mes salutations coloniales » pour souligner aussi cette position de privilège qui sous-tend les actions de solidarité transnationales dans leurs accompagnements au Guatemala. Le texte du PAQG cite celui de PASC dans sa bibliographie, indiquant ainsi que les groupes s'inspirent et s'influencent mutuellement. Ces réflexions critiques sur les pratiques de solidarité internationale sont transmises à travers le matériel créé et diffusé lors d'ateliers et de formation pour les accompagnateur.trice.s. Ces réflexions entraînent des conséquences sur les plans individuel et collectif. Sur le plan collectif, ce travail invite les personnes qui s'impliquent dans des actions de solidarité directe internationale à clarifier et énoncer les positions politiques qui sous-tendent leurs initiatives et à composer avec les tensions que cette pratique peut faire émerger dans l'objectif d'affronter collectivement ces défis qui, « faute d'attention, sont souvent cause de désengagement » (NSUTAD 2011, 5). Sur le plan individuel, ce travail permet aux personnes de se décentrer, de prendre conscience de leurs privilèges, de dépasser la culpabilité et d'en prendre la responsabilité pour les transformer en outils de lutte et d'action. L'accompagnement est un moyen de transfert de privilège. C'est une pratique qui a un impact sur le temps long et transforme la manière dont les personnes se solidarisent et le choix des luttes dans lesquelles elles s'engagent.

Les groupes montréalais font des campagnes de recrutement d'accompagnateur.trice.s. Les candidat.e.s, souvent des étudiant.e.s, passent par un processus de sélection interne, suivent une formation à l'accompagnement d'une vingtaine d'heures avant le départ et la formation se poursuit à l'arrivée par les organisations partenaires locales. Ces missions sont financées par les participant.e.s eux.elles-mêmes. Parfois, elles sont créditées comme stage par leurs universités. La durée de la mission est en moyenne de deux à trois mois. Ces séjours

¹⁵ « les ressortissantes étrangères sur le terrain ont l'immense privilège de pouvoir se soustraire de la situation lorsque celle-ci devient trop dangereuse. [...] Bien que plusieurs coopérantes racontent qu'elles ont l'impression, pendant leur séjour à l'étranger de "vivre comme les gens de la place", la seule existence de cette "porte de sortie" que représente la citoyenneté canadienne fait en sorte que nous ne partagerons jamais les mêmes conditions de vie. » (www.decolo.pasc.ca) (consulté le 15/09/2019)

permettent aux personnes impliquées d'approfondir leurs analyses au contact direct avec les militant.e.s des mouvements sociaux accompagnés, de tisser des liens de solidarité plus forts entre les groupes du Nord et du Sud. Une militante en parle ainsi :

« L'accompagnement nous permet d'approfondir nos analyses, de créer des liens avec d'autres groupes en luttés. Les liens que nous avons entre le Canada et la Colombie, ça crée des mouvements qui s'étalent sur différents territoires. Dans les accompagnements, il y a des actions concrètes comme par exemple bloquer une route, on va accompagner des communautés qui vont bloquer une route, mais il y a aussi des actions de traduction, etc., donc pour moi l'accompagnement c'est pas une seule action, mais c'est une des actions du PASC qui est importante dans nos luttés, mais je ne pourrais pas l'isoler de l'éducation populaire. [...] je pense qu'on est tous des personnes qui sont révoltées par rapport aux injustices au niveau planétaire par rapport aux oppressions, mais le fait d'avoir fait de l'accompagnement ça donne un focus d'action. » (Groupe de discussion avec le PASC)

En outre, la participation à des actions d'accompagnement a un impact individuel sur les personnes qui s'impliquent, en leur permettant de faire l'expérience d'autres espaces politiques. Une militante explique comment sa participation à une mission d'accompagnement a eu un impact sur la formation de sa subjectivité politique :

« au sein de l'accompagnement une des choses qui m'ont beaucoup marquée au PASC dans ma construction politique, c'est le lien avec le Congreso de los pueblos. Pour moi, j'avais pas vécu ça vraiment on dirait au Québec, une organisation aussi grosse, un réseau aussi gros, qui est comme parallèle au système politique. Puis tsé, souvent y a plein de problèmes, puis tu dis comment on fait ? Puis le Congreso de los pueblos [un mouvement politique et social colombien de gauche, lancé en 2010, qui rassemble des acteurs sociaux de différents secteurs (syndicats, éducation, agriculture, paix...) qui œuvrent pour construire une vie digne et une justice sociale en Colombie, en misant sur la construction d'un pouvoir populaire. C'est un mouvement qui joue un rôle important dans les mobilisations sociales en Colombie]¹⁶, ce n'est pas une solution miracle, mais c'est une solution qui permet de réfléchir à des alternatives puis de construire un monde où on parle de pouvoir populaire, on parle d'autonomie, d'autogestion, de zone agroalimentaire, tsé y a plein d'idées qui viennent de ce regroupement, de ce réseau, qui quand on veut réfléchir à quel monde on veut construire, comment on construit ce monde-là, parce que le PASC c'est pas juste de

¹⁶ Congreso de los pueblos www.congresodelospueblos.org (consulté le 16/08/2021)

réagir c'est aussi de construire quelque chose de différent. » (Groupe de discussion avec le PASC)

Pandémie et militantisme transnational : l'importance des lieux de rencontres physiques et virtuels¹⁷

En 2020, les directives gouvernementales de gestion de la pandémie de COVID-19 ont forcé les groupes à suspendre leurs rencontres et activités en personnes. Le virtuel a donc pris le relais. Les actions militantes de type marche de protestation ou sit-in devant des édifices symbolisant le pouvoir n'ont pas été réalisées et pour plusieurs collectifs, ce sont des ateliers et webinaires qui ont été organisés soit en remplacement d'une action qui était prévue initialement en personne ou comme une manière alternative provisoire de poursuivre les activités militantes. Ce changement n'a pas eu les mêmes impacts pour les groupes qui étaient constitués depuis longtemps et pour qui ce changement a nécessité un temps d'adaptation, mais n'a pas profondément secoué l'existence du groupe. Pour les groupes plus jeunes, comme le collectif qui était encore naissant en 2019 « Convergence des Luttés des Suds », la pandémie a eu un impact plus fort, car aux défis des premières phases de constitution d'un groupe militant s'est ajoutée l'obligation de suspendre les rencontres entre les membres et d'annuler la première activité publique du groupe, qui était prévu en mars 2020, une grande marche de solidarité, dans les rues de Montréal, avec les mobilisations sociales de 2019. Le groupe a fait basculer ses activités en ligne en organisant une série de rencontres baptisées « Direction Sud ! Conscience non confinée ». Les rencontres, sous forme de panels modérés, ont réuni des activistes basé.e.s à Montréal avec d'autres de plusieurs régions dans lesquelles des mobilisations sociales avaient été menées : en Amérique latine, au Maghreb, au Machrek, dans les Caraïbes, en Afrique de l'Est et un panel spécial sur les luttes autochtones. Ces rencontres ont été organisées grâce aux réseaux transnationaux de contacts des personnes migrantes-activistes qui constituent le collectif. La longueur de la pandémie a eu un impact sur le dynamisme du collectif naissant qui est entré dans une phase de dormance depuis la fin de la série de rencontres en mai 2020.

Pour d'autres groupes observés, comme *Femmes de Diverse Origines* (FDO), le groupe a gardé la base du fonctionnement, en rencontre hebdomadaire matinale entre les membres entre décembre et février pour préparer une activité d'éducation populaire et une marche de protestation le 8 mars. Au lieu d'un séminaire en personne, le groupe a organisé un webinaire

¹⁷ Une partie de cette section a été utilisée dans un article que j'ai rédigé pour un recueil collectif de la revue l'esprit libre, intitulé « Les voix qui s'élèvent : raconter les mouvements sociaux » édité par Bousbia et Deshaies publié en 2020

invitant des activistes basées à Montréal, au Canada et ailleurs, engagées dans des luttes féministes, y compris la lutte contre l'extractivisme avec des témoignages de femmes résistantes dans les Caraïbes, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est notamment.

Pour sa part, le PASC a été contraint par la pandémie à suspendre son programme d'accompagnement, qui implique un déplacement physique¹⁸. Or, comme une des plus anciennes membres du collectif habite en Colombie et d'autres membres habitent dans différentes villes du Québec, les membres du PASC étaient déjà habitués à échanger et à se coordonner en ligne, du fait qu'ils et elles soient basé.e.s un peu partout au Québec et en Colombie. Néanmoins, comme le souligne une militante, en plus de la coordination et des échanges en ligne, il est important de se rencontrer physiquement :

« au PASC, ça fait longtemps qu'on savait que si on veut avoir des réflexions de fond, on a besoin de se voir. Donc on fait une fin de semaine une ou deux fois par an pour nous rencontrer quelque part dans un espace proche de la nature, car en se baignant dans un lac, c'est aussi un moment dans lequel les discussions politiques prennent plus de profondeur » (militante du PASC)

Ce besoin de disposer de lieux physiques pour organiser des moments de rencontres, d'avoir des discussions de fond, de réfléchir ensemble, et de planifier l'action est évoqué dans les travaux ethnographiques et en études urbaines, notamment sur les mouvements sociaux (Nicholls 2009) de justice globale et les forums sociaux mondiaux (Routledge 2003). L'un des effets les plus importants de ces espaces sur les mouvements sociaux est qu'ils facilitent la création de liens solides de confiance entre les participant.e.s — chose qu'internet ne permet pas vraiment de créer —, mais permettent de maintenir (des liens déjà créés dans un espace physique). Des liens nouveaux — certes noués à travers des connaissances communes — ont fleuri entre activistes se trouvant à mille lieux les un.e.s des autres, du fait de la digitalisation forcée et accélérée de l'action militante en général, et transnationale en particulier. Par exemple, l'organisation de panels réunissant des participant.e.s se trouvant aux quatre coins du globe ne représente plus un défi logistique comme avant, ni en matière de temps d'organisation — beaucoup plus court — ni en matière de frais de déplacement. Cela dit, il est difficile de mesurer l'impact et la différence entre le nombre de personnes qui assistent effectivement en ligne aux événements d'information et de sensibilisation, comparativement à avant la pandémie. En outre, la qualité et la durabilité de ces liens restent à évaluer, comme souligné par une militante : « je ne sais pas ce qui va en rester après, je

¹⁸ Ce paragraphe a déjà été publié dans un article intitulé « Résistances transnationales à l'extractivisme en temps de pandémie » dans le recueil imprimé « Les voix qui s'élèvent » de la revue L'esprit libre, paru en février 2021.

pense qu'une discussion au bord d'un lac avec des gens que tu connais va beaucoup plus à fond que ce que tu peux faire avec ces interfaces superficielles ». L'avantage demeure que les gens de manière générale sont de plus en plus habitués à manipuler les outils de communication par internet, des liens sont tissés et des échanges d'expériences et d'alternatives circulent entre les mouvements sociaux à l'international. Par ailleurs, une militante a noté une expression qui revient dans des échanges en ligne : « *la pandémie met une sensation dans le corps de tout le monde que ce qui se passe chez moi a un rapport avec ce qui se passe à l'autre bout de la planète* ». Pour cette militante, dont une partie du travail porte sur la sensibilisation aux liens globaux et locaux de l'extractivisme, cette prise de conscience des liens et destins communs est un effet plutôt « positif » de cette crise. L'utilisation intensifiée d'internet ne va pas sans soulever les enjeux de surveillance et de dépendance aux géants des réseaux sociaux et moteurs de recherche. Le PASC a élaboré une réflexion sur le sujet qui attire l'attention sur ce capitalisme de surveillance, le rôle de l'État et la place du privé dans cette période de pandémie et sur la croissance du secteur d'extractivisme des données, c'est-à-dire la consolidation des données extraites par les utilisateur.trice.s dans des bases de données cotées en bourse. Le PASC conclut son article en appelant à ancrer les résistances dans leurs territoires :

« Nous [PASC] aspirons à des résistances qui se construisent loin des écrans, qui alimentent des vies avides de liberté où nous sommes en relation directe les uns avec les autres et avec le territoire qui nous entoure et où nous refusons de devenir des androïdes biologiques connectés à la réalité virtuelle qu'on aura construite pour nous. » (Article du PASC « capitalisme de surveillance et choc pandémique » publié sur Contrepoints média 7 septembre 2020)

3- Lieux de socialisation politique

Pour préparer une action collective, que ce soit une manifestation, une conférence, du théâtre engagé, ou rédiger une lettre ouverte, les groupes ont besoin de se rencontrer, de discuter et de travailler ensemble. Cette nécessité des militant.e.s de se rencontrer, dans des lieux physiques revêt une importance déjà largement démontrée dans la littérature (Nicholls and Uitermark 2017 ; Miller and Nicholls 2013 ; Nicholls 2009). Les collectifs militants ont aussi besoin de se rencontrer pour entretenir et renforcer les liens de confiance, développer des stratégies d'actions à moyen ou long terme, réfléchir et partager les connaissances, parfois aussi pour rêver ensemble de futurs plus épanouissants.

Lorsque les groupes n'ont pas de locaux, leurs rencontres récurrentes se font dans les locaux d'organisations militantes ou associatives sympathisantes, comme les centres de femmes ou les associations diasporiques, dans des cafés, dans les bureaux de partis politiques sympathisants, dans des salles d'universités ou dans des endroits privés, comme les maisons des membres. Pour ce qui des rencontres visant moins la préparation d'une action collective ponctuelle, mais plutôt des stratégies d'action à plus long terme, des formations et des analyses politiques de fond, d'autres types de lieux sont privilégiés. Ce type de rencontre se fait souvent à l'extérieur des espaces urbains, dans les maisons de membres ou leurs ami.e.s, dans des chalets ou coopératives, loués pour l'occasion ou en camping. La socialisation politique lors de ces rencontres se fait entre personnes militantes uniquement, elles ne sont pas ouvertes au public. Elles sont d'une grande importance pour maintenir les collectifs en vie à long terme et pour conserver un dynamisme.

Les espaces diasporiques

Il existe aussi des lieux qui ne sont pas spécifiquement explicitement militants, mais qui, au fil du temps et des fréquentations du lieu, prennent eux-mêmes une couleur politique.

Par exemple, selon l'expérience de Rafiq, qui a vécu à Montréal et à Québec, il se souvient que sa première socialisation politique à son arrivée a eu lieu dans un lieu culturel politique, la Casa latino americana. C'est dans ce lieu qu'il a pu tisser son tout premier réseau local. C'est aussi un lieu de recrutement pour les partis politiques, comme il raconte :

« Y avait *La casa latinoaméricaine*, c'était là où on allait [avec ses amis qui habitaient dans la ville]. On a commencé à y aller, puis là c'est là qu'on s'est connu tous [...] les latinoaméricains de gauche. On s'est connu là. Puis on a commencé à faire des actions là-dedans et on a connu les autres organisations. Les organisations contre le racisme, et d'autres. Là aussi il y avait une dame [nom] qui fait partie de Québec Solidaire qui nous a invités à faire partie du parti. Et on a milité dans le parti politique, moi et mon frère [...] on a fait un camp de formation et tout avec la gauche socialiste. » (Rafiq)

Ces lieux de rencontres entre membres des diasporas s'avèrent d'une grande importance pour la création de liens et la possibilité de tenir des échanges et d'analyses politiques comme ce que raconte Rafiq ici :

« Nous les Latino-Américains [...] on vit des choses pareilles. En Argentine, au Brésil, Colombie, tu vois tout ça là, l'extractivisme, c'est partout là. Les communautés qui résistent sont partout. Puis aussi, les dictatures y en a partout. On a tous eu des

dictatures. Les structures, les stratégies pour rester, pour arracher la terre, pour déplacer les paysans, c'est pareil ! Ils nous implantent les mêmes politiques néolibérales à tous les pays. Mais les gens ils résistent partout. Puis, l'espérance qu'avait été Chavez dans son époque, ça nous a permis de vivre une utopie. Tous les gouvernements de gauche qu'il y a eu. Et nous, on faisait beaucoup d'appui d'ici [Montréal/Canada]. On essayait de faire des conférences, on essayait de positionner ce genre d'avancées [...] on a une certaine fierté à le faire quand tu es du côté de la résistance. » (Rafiq)

Dans un autre exemple, l'Association des travailleurs grecque a servi de lieu d'organisation pour l'action collective organisée par Mina et Bassel dans l'organisation de la manifestation montréalaise en solidarité avec un mouvement de protestation contre une minière canadienne dans un pays asiatique : elle leur a prêté son local, partagé d'autres ressources comme la peinture et des pancartes et a répondu à leurs questions logistiques. Cet exemple illustre le rôle de la ville comme ressource pour les mouvements sociaux (Miller and Nicholls 2013 ; Nicholls 2008) grâce à l'existence de réseaux militants, dans ce cas, transnationaux, qui ont contribué à faciliter la réalisation de l'action de protestation d'une part et d'autre part, d'avoir des allié.e.s à la fois dans la communauté diasporique de leur pays d'origine, mais aussi au sein de la diaspora grecque.

L'existence de ces lieux d'organisation et de socialisation entre militant.e.s est d'une importance cruciale pour l'action collective, mais aussi pour l'installation des personnes migrantes qui nouent à travers ces socialisations, comme l'exprime Rafiq ici, des amitiés avec des personnes qui partagent beaucoup de références culturelles du pays ou de la région d'origine et qui se partagent des ressources qui facilitent l'installation (Wessendorf et Phillimore 2019).

Néanmoins, ces ressources urbaines viennent aussi avec des défis urbains, comme la mobilité, comme dans l'exemple suivant de Mourad.

Mourad est très impliqué dans les luttes transnationales anti-extractivisme à Montréal. C'est une des personnes qui a le plus un vécu illustratif des impacts de l'extractivisme sur sa propre vie personnelle, car c'est en raison de l'extractivisme qu'il a dû quitter son village natal et marcher jusqu'au Canada pour s'y réfugier. Il participe et s'implique dans plusieurs collectifs militants montréalais et pancanadiens. Il habite à Montréal depuis un moment, mais une des barrières à sa participation est qu'il a dû déménager en périphérie urbaine. Il m'explique qu'après une journée de travail dans un métier physique pénible et exigeant, s'il veut participer à des activités militantes, que ce soit des réunions pour préparer des actions, des

conférences, ou tout autre type d'actions ou d'événements militants, il doit composer avec la contrainte du temps et de la distance.

« La majorité des activités c'est au centre-ville et dans les soirées. Des fois, l'horaire c'est trop tard pour moi, pour moi je dois encore arriver chez moi et dormir pour pouvoir ensuite aller travailler. C'était compliqué. Pour ça que je ne participe plus à tout ce qui m'intéresse, c'est à cause de ça du travail, c'est pas facile. Mais je prends le temps pour y aller. Mais il y a aussi ce qui se passe à la maison. Donc si je vais participer à quelque chose, j'arrive chez moi au moins à minuit. » (Mourad)

Avant son installation en périphérie urbaine, et avant de commencer ce travail physique et pénible, il était très impliqué et avait l'habitude de participer à presque toutes les activités militantes transnationales sur l'Amérique latine, surtout quand il était en phase de recherche d'emploi. La baisse de son intensité d'engagement s'explique donc par la théorie de Passy sur l'imbrication des sphères de vie et par la notion de disponibilité biographie. À cela s'ajoute aussi la donnée géographique qui fait que sa proximité ou non des lieux dans lesquels se déroulent les événements militants, concentrés au centre-ville, ne lui sont pas facilement accessibles. J'ajouterais une autre contrainte que j'ai notée lors de mes observations militantes, soit le coût des transports en commun qui peut aussi être un facteur rédhibitoire pour certaines personnes pour venir participer à des activités militantes au centre-ville. La ville qui, par ailleurs, par les processus d'embourgeoisement, repousse sans cesse les personnes marginalisées politiquement et socialement vers ses marges urbaines.

Le Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants

L'un des lieux les plus importants dans les luttes transnationales à Montréal pour les groupes militants transnationaux de base, c'est le Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants, le CTI. Le bureau du CTI est le lieu qui permet aux travailleur.euse.s de se rencontrer, de réfléchir et s'organiser loin des lieux de répressions, entre personnes partageant les mêmes conditions répressives, pouvant discuter et s'organiser ensemble et avec des personnes qui sont expérimentées, qui ont des ressources, des connaissances et des réseaux qui peuvent être mis à profit de la lutte des travailleur.euse.s immigrants. Sur le site web du CTI, on peut lire que les membres qui ont fondé le centre l'ont fait en réponse au besoin pour les travailleurs.euse.s de disposer d'un espace en dehors de l'espace de travail et en dehors des maisons des personnes pour mener à bien leur travail organisationnel d'éducation et de recrutement nécessaire pour l'organisation ouvrière. À la suite de ce constat de manque d'espace physique, les premières personnes qui ont fondé le CTI avaient aussi constaté que

« les syndicats étaient souvent contrôlés par des bureaucrates qui avaient peu ou pas de contact avec leurs membres et qui avaient tendance à abandonner le travail d'éducation populaire et de solidarité à la fin d'une campagne syndicale. » (traduction libre). Le CTI a donc été créé par des personnes migrantes, en réponse à un besoin effectif et réel d'espace sécuritaire pour l'organisation, l'éducation populaire et pour le traitement des problèmes des travailleur.euse.s en dehors des structures et stratégies syndicales habituelles. Le CTI est financé par des subventions, des collectes de fonds et des dons d'organisations et de particuliers.

Outre la défense des droits des personnes migrantes, qui constitue le cœur de son travail, le local du CTI est utilisé par plein de groupes, qu'ils soient naissants, comme Convergence des Luites des Suds qui y organisaient ses assemblées, ou déjà bien établis depuis des dizaines d'années, comme Femmes de Diverses Origines qui y organisent ses rencontres.

Dans la description de *Dignidad Migrante*, une organisation similaire au CTI et partenaire de nombreuses de ses activités, on peut lire :

« We have built our own organization, inspired and managed by temporary foreign workers because we could not find an existing organization that would support us, understand us, or place our voices and needs at the center of its work. In spite of the challenges associated with working ten to sixteen-hour days, seven days a week, and the risk of being blacklisted from temporary foreign worker programs in our home countries, we decided to create an organization where the workers decide both what to do and when and how to do it. We receive assistance from experienced members who provide the knowledge and resources necessary to implement our initiatives and activities. Canadian workers, students, First Nations, religious associations, artistic groups, and many compassionate members of the public help to support our activities. »

En plus de montrer clairement la difficulté et le coût de l'engagement des personnes migrantes travailleuses précarisées et surexploitées dans la ville, cet extrait qui décrit la volonté politique des membres de *Dignidad Migrante* montre aussi l'importance de l'espace physique du CTI, qui offre un lieu, des réseaux et des ressources pour que les personnes puissent se réunir et s'organiser.

Dans le récit de Nassira, l'une des militantes les plus impliquées dans les luttes ouvrières féministes internationalistes, elle se souvient encore clairement des circonstances de la naissance du CTI. C'était à la fin des années 1990, quand son conjoint, également journaliste

documentariste, préparait un documentaire sur la campagne de syndicalisation du personnel d'une grande usine de vêtements qui employait à Montréal des milliers de travailleur.euse.s de plusieurs dizaines de nationalités différentes. Nassira raconte comment ce documentaire a représenté une occasion d'implication politique directe pour elle et son conjoint de soutenir la lutte ouvrière, et également une occasion d'apprentissage d'une leçon cruciale : l'importance d'avoir un lieu de rencontre, de réunion et d'organisation qui soit en dehors du lieu d'exploitation, qui est aussi un lieu de surveillance, d'intimidation et de récupération qui peut saper le mouvement et mettre en péril l'emploi des personnes qui s'organisent :

« C'était un film sur la campagne de syndicalisation d'une grande usine de vêtements, la plus grande ou une des plus grandes en Amérique du Nord, qui faisait des complets pour hommes et à Montréal, avec 3000 travailleurs de 52 nationalités différentes, je te donne des chiffres là, mais c'était à peu près ça, c'était vraiment les Nations unies du monde du travail ! Puis, avec cette campagne de syndicalisation, en faisant ce film-là, on a rencontré des organisateurs, mais on a aussi encouragé des gens progressistes de la communauté qu'on connaissait de s'offrir pour aider ou pour soutenir cette campagne de syndicalisation. Et puis c'est comme ça que [une amie à elle] est devenu organisatrice pour le syndicat, et plusieurs autres personnes de la communauté philippine. C'était une grande lutte parce qu'il y avait aussi tout le traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis qui était en compte. C'était vraiment une lutte à différents niveaux d'importance. Et puis finalement, ça a échoué. Parce que bon, tu sais, ils ont formé un syndicat de boutique dans l'usine là. Et puis c'est faute de pouvoir s'organiser, parce qu'il y avait beaucoup de répression. Aussitôt que les travailleurs parlaient syndicats dans ou aux alentours de l'usine là, pssst ! Ils se faisaient renvoyer ! C'était vraiment très très répressif. Et puis c'est là où a surgi l'idée du besoin pour les travailleurs d'avoir un espace dans la communauté pour s'organiser en dehors des murs de l'usine parce que c'était trop dangereux. Alors c'est de là qu'est venue l'idée du Centre des Travailleurs Travailleuses Immigrants. » (Nassira)

En plus du CTI, il existe d'autres lieux de rencontres pour les personnes migrantes activistes, notamment le local d'Alternatives. Alternatives est un organisme de solidarité internationale créé en 1996, à Montréal, dans l'objectif de soutenir les mouvements sociaux au Nord et au Sud. Dans les souvenirs de plusieurs militant.e.s, c'est dans les salles de réunion d'Alternatives que se sont organisées certaines des réunions entre groupes militants au moment des grandes mobilisations de 2011 puis en 2019. Les activistes transnationaux s'y sont retrouvés pour discuter des conjonctures dans leurs pays d'origine et réfléchir à des formes d'actions possibles à distance. C'est également à Alternatives que se sont tenues les

premières rencontres fondatrices du collectif Convergence des luttes des Suds et certaines de ses assemblées.

Les féministes migrantes et la ville

À Montréal, parmi les espaces militants les plus dynamiques créés par, pour et avec des personnes migrantes, il y a, en plus du Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants (CTI) décrit dans la section précédente, le Centre Communautaire des Femmes Sud-Asiatiques (SAWCC) et le collectif Femmes de Diverses Origines (Femmes de Diverses Origines). Ces espaces ont été cités par plusieurs des personnes avec qui je me suis entretenu, et j'ai également observé leurs activités durant la phase de terrain. Ces collectifs ont été créés pour soutenir les personnes migrantes.

Dans son chapitre intitulé « *Making our space, taking our place* », Dolores Chew (2012) partage ses leçons découlant de décennies d'engagement dans le mouvement des femmes migrantes à Montréal. Elle parle de l'importance de ces espaces pour le mouvement des femmes migrantes, pour visibiliser leur existence politique :

« Women, through time, have been represented, spoken for and spoken to. Minority women, fell this even more. Strength and courage are required to articulate subject positions that remain unrecognized and unvalidated by the mainstream. To claim space and assert identity is a struggle. It gets compounded when those who, because of gender or class should be allies, are not. » (Chew 2012, 202)

Elle revient sur deux collectifs en particulier, le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques (SAWCC) et le réseau Femmes de Diverses Origines (FDO), créés pour répondre à un besoin, celui de refuser l'invisibilisation et la marginalisation des femmes migrantes et racialisées.

Le SAWCC, inauguré en 1981, est un centre de service, soutien et plaidoyer pour les femmes sud-asiatiques et leurs familles vivant dans le Grand Montréal. Le SAWCC apporte une assistance directe aux femmes et à leurs enfants qui se trouvent dans des relations violentes en leur apportant le soutien nécessaire pour guérir et transitionner vers une situation meilleure, notamment grâce à son large réseau de refuges pour femmes au Québec et en Asie. Aussi, en parallèle avec cette assistance directe aux femmes violentées, le SAWCC effectue un travail de sensibilisation sur le fait que ces violences genrées sont liées au système patriarcal et non pas à des références culturelles. Ce travail de sensibilisation et d'éducation populaire au Québec est également fait par Femmes de Diverses Origines et il a

pour but de contrer les discours racistes, xénophobes et islamophobes qui noient dans une compréhension étroite et limitée de la laïcité le féminisme (Chew 2012).

À la création du SAWCC, le sentiment d'invisibilisation était largement inconscient et inarticulé, tandis qu'au moment de la fondation de FDO, les personnes avaient gagné en maturité politique grâce aux différentes luttes qu'elles ont menées entre temps et cela leur a donné une conscience plus claire de leur invisibilisation et marginalisation sociopolitique.

Chew (2012) revient sur le contexte politique et social de la création du SAWCC. À l'époque, l'ONU avait déclaré en 1975 l'Année internationale de la femme qui a été suivie de la Décennie de la femme durant laquelle l'organisation des femmes dans le monde entier a connu un élan. Dans les pays d'origine des membres fondatrices du SAWCC (Inde, Bangladesh et Pakistan), une nouvelle génération de militantes était née après l'effritement des organisations de femmes de l'ère coloniale. Au Québec, le nationalisme a polarisé la politique et les communautés minoritaires n'étaient importantes que lorsqu'il fallait les mobiliser pour soutenir les camps pro ou anti-nationalistes. Les femmes issues des minorités n'avaient pas leur place ni dans les organisations de femmes de Montréal ni dans les organisations dites « culturelles » de leurs communautés. Le groupe de femmes qui a fondé SAWCC était diversifié en âge et en expérience. Certaines étaient tournées vers la politique du sous-continent indien tandis que pour d'autres, l'urgence était plutôt locale comme les enjeux générationnels entre les parents et enfants migrants et le rapport aux traditions. Chew rapporte que lors de la création du centre, des débats ont eu lieu pour choisir le nom du centre. Comme il y avait dans la communauté cette perception que le féminisme était un concept occidental, même l'utilisation du terme « femme » était débattue, car le centre était fondé par des personnes qui pour certaines étaient elles-mêmes marginalisées au sein de leur communauté pour leur implication féministe, ce qui a fait en sorte que les membres ont choisi de ne même pas mentionner « femme » et le premier nom du centre était « Centre communautaire sud-asiatique », en faisant le pari que ce seraient de toute façon des femmes qui viendraient, même si le SAWCC est ouvert à la fois aux femmes et aux hommes de la communauté depuis toujours et jusqu'à aujourd'hui, et au besoin, des événements « femmes seulement » sont organisés. Le terme « femme » n'a été intégré au nom du centre que plusieurs années après sa création, une fois que le centre a gagné en légitimité grâce à sa réputation et son intégrité. L'une des particularités de SAWCC par rapport aux autres centres pour femmes est qu'il a toujours assumé le double rôle de centre communautaire et d'activisme politique. Dès sa création, le centre a été conçu comme un *safe space* pour les femmes, spécifiquement migrantes de première génération, pour leur fournir du soutien et du conseil, offrir des opportunités pour sortir de la maison seules, comme pour aller au « cours d'anglais ». En

effet, l'un des premiers services que le centre a fournis a été des cours d'anglais gratuits pour les femmes. Ces cours étaient un moyen de faire venir les femmes et de rendre ainsi le centre accessible et sensibiliser les femmes sur les ressources qui y existent.

Les « cours de langue » étaient un euphémisme, mais malgré les stratégies du SAWCC, une rumeur circulait dans la communauté sud-asiatique, « *If your wife went to the SAWCC, your marriage would be ruined!* » (Chew 2012). Le fait est que si des femmes ont quitté des relations dysfonctionnelles après avoir commencé à fréquenter le SAWCC, c'est que ce dernier permet d'accéder à des informations qui leur ont permis de prendre des décisions en lien avec leur sécurité et bien-être ainsi que celui de leurs enfants. En dépit des difficultés, à l'intérieur et en dehors de la communauté sud-asiatique qui est la première bénéficiaire du SAWCC, le centre maintient son engagement politique féministe et antiraciste. À l'externe, comme le SAWCC s'engage souvent dans un travail avec des coalitions diverses, certaines lui reprochant parfois de ne pas être « *feminist enough* » parce que le Centre travaille avec des hommes, tandis que d'autres lui reprochent d'être « *trop radical* » parce qu'il est engagé dans une approche féministe antiraciste et anti-classiste, et que d'autres encore le trouvent « *trop politique* » parce qu'il dénonce la polarisation de l'État et de la société suite aux politiques impérialistes et néolibérales au niveau national et international.

« What keeps the SAWCC grounded are the linkages it identifies with all these aspects in its continued commitment to the empowerment of women and providing an alternative space for South Asian women and their families in the Montreal area. »

À l'interne, des discussions houleuses ont été menées à l'intérieur du SAWCC sur le choix d'être ouvertement « *politique* » et ce que cela pourrait avoir comme conséquence sur la survie financière du centre. Ce conflit interne a abouti à la transformation du SAWCC d'un collectif vers une structure formelle avec un exécutif et des règlements internes rigoureux. Ainsi, le SAWCC a choisi de se confronter et de s'engager avec un État racialisé, d'en accepter des financements tout en gardant une posture critique, au sein de coalitions et de réseaux concernés par des questions similaires. Cette décision a été l'une des plus difficiles à prendre et aurait pu coûter au centre sa survie, car ça a provoqué une grande discorde interne, ce qui pousse Chew (2012) à tirer cette conclusion : « *The lesson of that first struggle was that there should be no presumptions about a shared vision; that when funds and power are involved, sisterhood and solidarity may evaporate.* »

Contrairement au SAWCC, Femmes de Diverses Origines est un collectif avec « *a single-issue agenda* », la célébration de la journée des droits des femmes. Le réseau Femmes de Diverses Origines a été fondé en 2000 pour célébrer la Journée internationale des droits des

femmes et a réalisé sa première action publique en mars 2001. À cette époque, la tradition de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes à Montréal avait cessé, et lorsqu'elle a repris, à l'insistance des grandes centrales syndicales, les questions relatives aux femmes migrantes et aux femmes issues des minorités étaient soit absentes, soit présentes de manière symbolique.

La création de Femmes de Diverses Origines a pris place dans un monde globalisé et néolibéral dans lequel les politiques impérialistes ont permis aux capitaux transnationaux de se déplacer librement tout en restreignant et en durcissant drastiquement les politiques de migration et de refuge des personnes (*idem*). À cette époque, plusieurs pays, dont le Canada, avaient changé leurs politiques migratoires pour glisser vers des contrats et permis de travail temporaire, faisant glisser les personnes vers des statuts migratoires précaires et des situations d'illégalité administrative.

Les membres qui ont fondé Femmes de Diverses Origines étaient des personnes influencées par le féminisme et imprégnées d'anti-impérialisme et d'antiracisme. La plupart d'entre elles étaient impliquées dans des luttes contre les conditions de travail des personnes migrant.e.s dans les ateliers clandestins (*sweatshop*) de Montréal, le travail précaire sous contrat, la déportation des travailleur.euse.s migrant.e.s, les réfugié.e.s, la discrimination raciale, la brutalité policière, les politiques d'immigration raciste, l'opposition aux régimes politiques despotiques, la guerre et l'occupation. Les membres et les groupes fondateurs de Femmes de Diverses Origines sont le Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants, l'organisation des femmes philippines du Québec PINAY, l'Association des Femmes Irlandaises, le Collectif des Femmes de Couleur *FIRE* et le SAWCC. Contrairement au débat sur le nom qui avait eu lieu au SAWCC au moment de sa création, le nom de Femmes de Diverses Origines a été choisi pour clairement refléter la nature activiste d'un groupe de gauche, féministe, antiraciste composé d'une diversité de races, d'âges, d'expériences, d'identités, de statuts migratoires et de classes.

« We want to be visible. We want to organize March 8 with our issues and our organizations occupying centre stage (not just as a workshop or in an addendum to a mainstream women's event). We are feminists of diverse origins – born in other countries, mainly in the southern hemisphere, or Canadian-born. We have a continuing strong connection to our countries of origin, and to issues of the Third World. » (Bases d'unité, Femmes de Diverses Origines)

Femmes de Diverses Origines n'a pas de locaux, ses membres utilisant les bureaux du CTI ou du SAWCC pour leurs réunions. Femmes de Diverses Origines a un rituel : il lance

annuellement les réunions de préparation du 8 mars avec un potluck dans lequel les membres volontaires se rencontrent, se donnent des nouvelles avant de se lancer dans les discussions de préparation de la journée. Les réunions et les échanges de Femmes de Diverses Origines se font en français et en anglais et parfois en espagnol, ce qui crée un style de travail vivant et dynamique, même si ça prend plus de temps à organiser.

L'une des difficultés dans les deux organisations est qu'il y a deux générations de militantes. La première est composée des fondatrices. Ces pionnières sont issues d'une génération de militantes internationalistes féministes, immigrées, antiracistes, anticolonialistes, anti-impérialistes et anti-pauvreté. Puis il y a les membres plus jeunes, qui ont grandi pour la plupart en Occident et considèrent le local comme très important et cherchent davantage à établir des liens plus tangibles entre le local et le global et posent de nouvelles questions plus en lien avec les contextes locaux. Dans le collectif Femmes de Diverses Origines, un noyau dur d'activistes est resté constant depuis la création du collectif, mais il y a une plus grande fluctuation des membres qui s'explique, en plus de la perte de certaines personnes, par le fait que pour les organisations d'attache leur prennent plus de temps et d'attention et que plusieurs jeunes féministes viennent à Montréal pour les études et quittent la ville après l'obtention de leur diplôme.

Ces organisations sont situées en dehors du courant dominant, car appartenant à des minorités. Pour Chew (2012), la création et la survie de ces deux organisations depuis des décennies montrent comment des activistes féministes immigrées, dotées d'une vision politique et engagée dans la lutte contre les inégalités, ont pu créer et maintenir des organisations qui remettent en question la pensée dominante sur le patriarcat, le genre, la race et la classe. Les deux organisations doivent leur longévité au courage, détermination et travail de terrain de leurs membres qui luttent pour construire des ponts et des réseaux de soutien entre elles.

Le SAWCC et Femmes de Diverses Origines ont une orientation et une mission clairement féministe. Le CTI est plutôt tourné vers la défense des travailleurs et travailleuses immigrant.e.s. Néanmoins, au fil des ans, les femmes militantes au CTI ont ressenti le besoin d'avoir un espace militant spécifique pour les femmes, notamment celles qui ont un statut précaire. Il y a ainsi eu la création du Comité femmes d'ATTAP¹⁹, ATTAP étant l'Association des travailleurs et travailleuses d'agence de placement (ATTAP).

¹⁹ATTAP a été créée en 2011 par le CTI et Dignidad Migrante. Dignidad Migrante est une organisation non gouvernementale d'aide mutuelle, créée en 2006 par et pour les travailleurs et travailleuses temporaires, basée à Vancouver et partenaire du CTI.

Le Comité femmes d'ATTAP a été créé en 2018 pour mettre en lumière les problèmes de violence au travail qui se traduisent souvent par du harcèlement psychologique et sexuel. Pour plusieurs raisons, ces femmes se trouvent dans des situations d'impossibilité de faire valoir leurs droits et de se protéger, certaines de ces raisons étant en lien avec le statut d'immigration précaire, la difficulté d'identifier clairement les faits de violence ou d'abus, les obstacles administratifs pour recourir aux syndicats et à la Commission des normes de l'équité et de la santé et sécurité du travail. Ces situations, telles que décrites par le comité femmes d'ATTAP sur le site web du CTI, ont des conséquences désastreuses sur le quotidien et la santé, physique et mentale, de ces femmes. Parmi les revendications du comité, outre le traitement des plaintes des travailleuses sans égard au statut d'immigration, il y a des revendications directement adressées à la Ville de Montréal, qu'on peut ainsi lire sur la page du comité femmes d'ATTAP²⁰ :

« Nous exigeons de la Ville de Montréal qu'une réelle politique de ville sanctuaire soit mise en place avec l'engagement de la part de l'administration que la police cesse de coopérer avec les agences frontalières. De plus, nous exigeons la création d'une carte de citoyenneté municipale pouvant servir de pièce d'identité pour les personnes sans statut. »

Cette revendication de faire de Montréal une « ville sanctuaire » remonte à 2017. Comme le rappelle Jouan (2019), après l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis et ses déclarations anti-immigration, le maire de Montréal de l'époque, Denis Coderre déclara, à la surprise générale, que Montréal était une « ville sanctuaire » prête à accueillir les réfugié.e.s. Le conseil municipal adopta à l'unanimité une motion dans ce sens. Le mouvement pour la justice migratoire qui a été rapidement critiquée cette motion en dénonçant l'absence d'un plan de mise en œuvre concret et le fait que la déclaration et la motion soient uniquement du registre du symbolique (Jouan 2019). En effet, « une ville sanctuaire²¹ » implique entre autres que les services de police de la ville, sur qui la ville a une autorité directe, ne collaborent pas avec l'agence des services frontaliers en leur envoyant les personnes migrantes sans papiers. SSF revendiquait également dans sa campagne pour une ville sanctuaire que les personnes

²⁰ Site web du CTI <https://iwc-cti.ca/fr/campagne/attap-cf/> (consulté le 15/01/2021)

²¹ Solidarité Sans Frontières rappelle sur son site web les engagements d'une ville sanctuaire qui sont que les organisations qui s'y engagent ne demandent jamais d'information à propos du statut d'immigration (principe du *don't ask, don't tell*) ; traitent de façon strictement confidentielle les informations concernant les statuts d'immigration qu'elles auraient en leur possession et ne partagent jamais ces informations ; n'exigent pas de frais sur la base du statut d'immigration ; ne coopèrent pas avec l'Agence des services frontaliers et refusent leur présence dans leurs lieux ; s'assurent que toute personne travaillant chez eux et dans leur communauté ait accès aux normes de travail et autres droits humains quel que soit le statut migratoire. <https://www.solidarityacrossborders.org/fr/solidarity-across-borders-demands-that-the-city-of-montreal-implement-tangible-and-meaningful-measures-for-a-sanctuary-city-no-more-spvm-collaboration-with-cbsa> (consulté le 16/11/2022)

migrantes sans statut disposent d'un accès gratuit aux écoles primaires et secondaires, aux hôpitaux, cliniques et autres services essentiels sans être questionnées sur leur statut d'immigration. Ce projet a été abandonné en décembre 2018 à l'arrivée de la nouvelle mairesse de Montréal qui définit Montréal comme « ville responsable et engagée » plutôt que « sanctuaire » afin d'éviter de créer une fausse impression de sécurité pour les personnes sans statut, car elle ne peut garantir qu'elles ne soient pas expulsées de la ville, conformément au cadre juridique fédéral canadien, différent de celui états-unien, dans lequel le concept de ville sanctuaire est apparu.²² Si aujourd'hui Montréal n'est pas une ville sanctuaire pour les personnes sans statut lors de l'accès aux services sociaux et face aux déportations, les activistes du mouvement de justice migratoire continuent à s'inspirer de cette notion dans la formulation de leurs revendications, affichant ainsi une autre vision de ce que peut être la ville et demandant à ce que la ville tende vers cet idéal.

Les personnes migrantes activistes changent ainsi la ville, à la fois à travers la création d'espace de militance, espace dans le sens physique et abstrait, et ouvrent également l'imaginaire politique et l'élargissent en permettant de penser une cité sans frontières. Les activistes abolitionnistes des frontières poussent la ville à oser dépasser ses limites. Ces activistes proposent des actions pour matérialiser ce projet d'une cité sans frontières, c'est en ouvrant l'accès aux services sociaux essentiels à toutes les personnes vivant dans la ville et en les protégeant des déportations. C'est un projet qui invite à repenser la migration en termes de mobilité et immobilité forcée, à travers la demande de protection de la déportation, qui est une mobilité forcée, et de l'emprisonnement dans les centres de détention pour migrant.e.s, qui est une immobilité forcée, c'est une invitation à repenser la relation de la ville avec les personnes migrantes qui la font vivre. Finalement, c'est une illustration de l'ancrage migrant politisé, la personne se forge une place dans le milieu social et politique à Montréal à travers l'implication dans le collectif militant et témoigne d'une volonté de placer Montréal socialement et politiquement parmi les villes dans lesquelles il ferait bon vivre pour tout le monde.

²² <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1140115/plan-action-immigration-inclusion-integration-montreal> (consulté le 16/11/2022)

Les grands forums et rencontres internationales

Montréal a été le site d'organisation de plusieurs rencontres internationales qui ont rassemblé des activistes de partout luttant contre l'impérialisme, le capitalisme et l'extractivisme. Comme présenté dans les chapitres 2 et 3, la littérature sur les mouvements sociaux globaux montre bien à quel point sont importants les moments de rencontre entre activistes de divers horizons et venant de localités différentes qui se réunissent à l'occasion d'événements ponctuels comme les forums sociaux mondiaux dans des espaces de convergence (Routledge 2003 ; Pleyers 2004).

Parmi les rencontres les plus importantes qui ressortent dans les récits des activistes comme étant des événements marquants, à la fois en matière de socialisation et d'apprentissage, il y a les colloques Plan Nord, Plans Suds (2010, 2012, 2013, 2014), le Tribunal Permanent des Peuples : session sur l'industrie minière canadienne (2014), le Forum Social Mondial (2016), Femmes en résistance face à l'extractivisme (2018).

Ces moments de rencontres ont un impact très fort sur les activistes, comme on va le voir dans le chapitre suivant dans leurs récits plus longuement. Par exemple, pour Thawra, il y a eu deux moments de rencontres de ce type qui ont été particulièrement marquants pour elle, soit quand elle a assisté à une conférence internationale de militant.e.s antiracistes et décoloniaux, et quand elle a participé au Forum Social Mondial de Montréal. La première rencontre a été d'une importance majeure pour elle, car c'est à ce moment qu'elle a pu exprimer entièrement sa subjectivité politique décoloniale et antiraciste au contact de personnes qui partagent les mêmes luttes. Le FSM a Montréal a été pour elle un moment de « ressourcement » et une occasion de construire un réseau de militant.e.s avec lesquelles elle a ensuite commencé, puis renforcé son engagement politique à Montréal. Elle en parle encore avec émotions :

« c'est pour ça que quand tu croises des personnes qui te ressemblent un peu, c'est vraiment tout un bonheur ! Moi par exemple, le Bandung [rencontre internationale entre militant.es décoloniaux, organisée à Paris en 2018] pour moi c'était wow ! C'était le paradis *wallah* ! Quand j'ai croisé des personnes qu'on parle tous le même langage, on se comprenait, c'était fou ! *Wallah* quand je suis sortie du Bandung c'était comme un rêve, c'était *helma meziana mahlaha* [un beau rêve] et tous on se rappelle beaucoup de ces moments et voilà, mais c'est beau, c'était vraiment beau ! » (Thawra)

« Pour moi le FSM, c'est un espace de ressourcement. [...] c'était un rythme accéléré d'apprentissage politique, d'abord sur comment ça fonctionne ici, c'est quoi les

grandes organisations. [...] j'ai pu avoir accès à tout ce réseau des grandes organisations, les grands syndicats, vraiment c'était un espace où tu peux avoir toute la société civile dans un seul endroit. Il y avait beaucoup d'ateliers, beaucoup d'implication et tout, ça m'a permis d'élargir le réseau très rapidement et c'est à ce moment-là que j'ai connu beaucoup de militants, de réseaux, j'ai tout connu là-bas. » (Thawra)

Sur le plan des savoirs et de la circulation d'idées, les rencontres permettent incontestablement de faire avancer les débats et facilitent la rencontre entre activistes et chercheur.euse.s, ce qui alimente les deux milieux, activiste et universitaire, entre lesquels les frontières sont très poreuses, car plusieurs personnes impliquées dans la réflexion et la lutte contre l'extractivisme/impérialisme sont à la fois activistes et universitaires :

« Dans ces colloques il y avait Maristella Svampa et je ne me rappelle pas si Eduardo Gudynas a été à Montréal, mais Maristella Svampa je l'ai rencontré à cause de ces colloques et à cause des autres invitations qui ont été mobilisées pour des groupes de latinoaméricanistes, soit des chercheurs soit des groupes ou des acteurs qui sont dans le contexte des activités dans lesquelles ce réseau était présent. Alors, oui c'est absolument à cause de ce type d'activités qu'on commence à parler d'extractivisme, en Amérique latine et après de l'extractivisme au Canada. Le Plan Nord Plans Suds a permis de mettre en dialogue et en parallèle le développement au Canada. La persistance de la primarisation de l'économie et d'une logique extractiviste qui ne voyait pas l'existence de communautés locales ni les impacts des projets. Un projet très important était la mine Malartic qui mobilisait beaucoup MiningWatch par exemple et d'autres ONG pour voir et pour montrer ce qui se passe avec la réalité canadienne qui finalement les citoyens canadiens étaient aussi victimes de ce modèle et on voyait clairement la manière dont les entreprises et l'État vulnérabilisaient la population, les projets de vie future, l'environnement au complet. » (Amina)

Ces rencontres internationales représentent aussi l'occasion de réfléchir ensemble à des visions communes. Le CDHAL par exemple a titré son communiqué²³ au Forum social thématique sur les industries minières et extractivistes à Johannesburg en Afrique du Sud en 2018 « Au-delà de l'extractivisme : réclamer le pouvoir du peuple, notre droit à dire non ». Le CDHAL y affirme soutenir la souveraineté des peuples, le démantèlement des pouvoirs des multinationales et la fin de l'impunité. Il clôt le texte par :

²³ Communiqué CDHAL (<https://www.cdhal.org/au-dela-de-l'extractivisme-reclamer-le-pouvoir-du-peuple-notre-droit-a-dire-non/>) (Consulté le 20/10/2020)

« nous sommes inspirés par les points de vue de nombreux peuples, groupes et communautés autochtones qui affirment les droits de la nature et comprennent que la nature n'est pas une propriété : chaque écosystème a le droit de vivre et de s'épanouir [...] Les rivières et les terres sont des entités porteuses de droits et nous devons reconnaître leur caractère sacré. Les convergences et les solidarités forgées dans ce Forum [...] inspirent nos campagnes, actions, nouvelles alliances mondiales et assemblées collectives des peuples qui garantiront notre avenir commun. » (CDHAL)

L'idée d'avenir commun amène à penser des alternatives à un futur basé sur le système extractif. C'est une discussion en développement dans la nébuleuse, les groupes cherchant à réfléchir collectivement comment sortir de l'imaginaire colonial impérialiste pour être en mesure de penser des alternatives. En effet, dans les luttes contre l'extractivisme, il n'est pas seulement question de résistance territoriale. Il y a aussi une bataille sur le plan cognitif pour contrer les discours développementalistes portés par les États et les entreprises qui entretiennent des relations extractivistes aux territoires. Ainsi, ce sont des luttes qui visent à agir sur deux niveaux : l'espace physique (en s'opposant et en bloquant les circuits extractifs) et l'espace cognitif, celui de l'imaginaire social et politique. En plus d'être une opposition à la transformation du territoire et à un mode d'existence, ce sont aussi des confrontations de deux visions du monde : l'impérialisme colonial, le capitalisme racial, la modernité vs d'autres formes de rapport aux territoires et d'autres façons d'être dans le monde, plus proches des pensées autochtones. Cela ressort notamment dans les entretiens avec les activistes blancs, pour qui le fait d'être confronté aux enjeux autochtones a été déterminant dans le façonnement de leur vision de la lutte contre l'extractivisme et les a poussés à s'impliquer non seulement au niveau transnational, mais aussi sur les enjeux décoloniaux dans les territoires qu'ils et elles habitent.

Sur le plan collectif, dans le travail de réflexion collective sur les alternatives, le fait que les groupes montréalais anti-extractivisme soient proches des groupes féministes, décoloniaux et autochtones, et que ces derniers défendent des visions qui ont pour objectif de s'éloigner de l'aliénation capitaliste, constitue un fort potentiel de créativité cognitive. Par exemple, lors du Tribunal Permanent des Peuples tenu à Montréal en 2014, a émergé le besoin d'approfondir spécifiquement des analyses féministes des enjeux extractifs. Le PASC s'est saisi de l'occasion pour proposer de mener un projet visant à développer une critique de l'extractivisme à partir d'analyses féministes anticoloniales. C'est ainsi qu'est né le projet Des-terres-minées²⁴ Pour le réaliser, le PASC s'est appuyé sur un partenariat avec le CDHAL et des groupes féministes : la Fédération des femmes du Québec, Femmes autochtones au

²⁴ <http://desterresminees.pasc.ca/> (consulté le 18/02/2021)

Québec et Femmes de diverses origines. Le collectif s'est mobilisé pour trouver des fonds qui ont permis de financer des ateliers créatifs, des cercles de discussions, et a réalisé une trentaine de capsules vidéo et audio sur les thèmes du territoire, des menaces aux territoires, des impacts spécifiques de l'extractivisme en fonction des genres, et des exemples de résistances de divers lieux au Québec. Les événements publics et ateliers d'éducation populaire du projet Des-terres-minées ont servi à présenter les vidéos qui illustrent l'impact des projets extractifs, tel que vécu et raconté par les femmes, mettant ainsi de l'avant les perspectives féministes et anticoloniales.

Les groupes de recherche d'intérêt public

À Montréal, il y a trois Groupes de Recherche d'Intérêt Public (GRIP), à l'UQAM, à Concordia et à McGill. Les GRIP sont financés par des cotisations étudiantes et gérés par des étudiant.es. Ils jouent un rôle important dans la liaison entre la communauté étudiante de l'université et son ancrage dans les luttes de la base (grassroots) que mènent des collectifs souvent très peu financés par d'autres institutions, que ce soit par l'État, les organisations philanthropiques ou les fondations. Ce sont souvent des collectifs non enregistrés administrativement et/ou refusant de collaborer avec l'État et donc de demander des financements de l'État. Par exemple, il y a le cas de Solidarité sans Frontières qui explique son principe de refus total de collaboration avec l'État, ce qui inclut donc le refus de recourir à des subventions et financements étatiques. Dans sa présentation sur sa page internet, il écrit :

« Le Canada s'est construit sur le vol des territoires autochtones ainsi que sur le déplacement et le génocide toujours en cours des peuples autochtones. Ses frontières ont été établies par des guerres coloniales pour en faire bénéficier les colonisateurs. Cette reconnaissance se situe au cœur de notre rejet des frontières de l'État canadien et de ses déportations, détentions et statuts à plusieurs niveaux créés par ses lois sur l'immigration. Nous rejetons la légitimité de l'État canadien puisqu'il incarne ces structures, et c'est pourquoi nous refusons de collaborer avec l'État tout comme avec ses agents frontaliers et ses policiers. » (Solidarité sans Frontières, site web)

À Montréal, les GRIP financent plusieurs groupes de la nébuleuse anti-extractivisme et à travers leurs financements, ils permettent souvent la réalisation de leurs actions militantes. Le GRIP-UQAM finance par exemple certaines actions du PASC, le GRIP McGill finance certaines actions de FDO, le GRIP Concordia finance certaines activités de la CLAC (Convergence des Luttes Anticapitalistes, Montréal), Solidarité sans Frontières (SSF) et de

South Asian Diaspora Action Collective. Les collectifs ainsi financés font partie des groupes de travail des GRIP, tous ont des mandats liés à la justice sociale et environnementale.

Ces organisations de la base mobilisent une pluralité de tactiques pour faire entendre leur voix et font souvent un travail de solidarité directe avec les personnes migrantes et non migrantes, partant d'analyses anticoloniales et ancrées dans les principes de justice sociale. Les luttes contre l'extractivisme font partie de leurs axes de militance. Chacune de ses organisations a un point d'entrée dans la lutte qui est proche du cœur de leur travail : soit par le biais de la solidarité avec les personnes migrantes, de l'abolition du complexe carcero-industriel, du féminisme, etc. Ces organisations effectuent un travail de solidarité directe et d'éducation populaire qui influence les trajectoires politiques et les subjectivités politiques des activistes qui les fréquentent.

De plus, les collectifs maintiennent des liens forts avec les universités. En plus de l'évident transfert, dans les deux sens, de compétences de recherche vers le milieu universitaire et du milieu militant vers le milieu universitaire, il y a également des ressources matérielles qui peuvent se transférer du milieu universitaire vers les collectifs militants. D'abord, plusieurs activistes sont aussi chercheur.euse.s universitaires, soit professeur.e.s soit étudiant.e.s chercheur.euse.s. Ces liens permettent aux collectifs d'accéder aux ressources universitaires plus facilement, comme la location de salles de classe ou d'amphithéâtres pour y tenir leurs événements, l'impression ou la photocopie de documents militants à des tarifs avantageux, même si selon plusieurs militant.e.s expérimenté.e.s, cela est devenu de plus en plus difficile ces dernières années, avec la néolibéralisation qui semble instoppable de l'université et du resserrement de l'espace d'action des collectifs et associations étudiantes militantes. D'ailleurs, comme mentionné aussi dans le chapitre 3 ainsi que dans plusieurs autres travaux, le néolibéralisme et la militarisation des universités travaillent main dans la main (Özcan 2020).

Le mouvement étudiant à Montréal

Quand on pense au pouvoir étudiant à Montréal, les images de la grève étudiante de 2012 viennent rapidement en tête. Cette grève étudiante était l'une des plus importantes de l'histoire contemporaine du Canada, en matière de participation et d'intensité, et elle a profondément marqué la mémoire collective québécoise. Avant d'arriver à 2012, c'est d'abord dans les années 1960 que le mouvement étudiant québécois a commencé à se construire et à faire valoir son pouvoir politique, dans le sillage de la Révolution tranquille. À travers plusieurs tactiques organisationnelles, dont les grèves étudiantes, le mouvement étudiant des

années 1960 a mis une pression politique qui a donné lieu à plusieurs gains. Par exemple, la création du réseau des Universités du Québec qui ont permis l'accès aux études supérieures aux étudiant.e.s issu.e.s des classes ouvrières francophones, une amélioration du système des prêts et bourses, l'annulation de plusieurs augmentations de frais de scolarité, le gel des hausses des frais entre 1996 et 2007 et la participation des fédérations étudiantes dans les négociations et prises de décision (Palacios et al. 2013). La grève étudiante de 2012 a été déclenchée par une annonce gouvernementale d'une hausse des frais de scolarité de 75 pour cent sur cinq ans. Le mouvement étudiant s'est alors mobilisé pour rejeter cette hausse et plus largement lutter contre la néolibéralisation accélérée de l'université.

Le mouvement étudiant québécois est né dans un contexte racialisé (Hampton 2020b). Au cours du mouvement, il y a eu une mobilisation consistante du symbolisme et de la rhétorique du mouvement nationaliste québécois comme les slogans « Maîtres chez nous » et le chant « À qui le Québec ? À NOUS le Québec ! ». Cette reproduction de slogans et rhétoriques héritée du mouvement nationaliste utilisée témoigne d'un manque, voire d'une absence d'autocritique décoloniale et raciste du mouvement. Hampton explique que cette rhétorique du « nous » (nous Québécois ou plus simplement nous autres) est une assertion d'une identité nationaliste qui exclut les personnes racialisé.e.s et anglophones, qui les rend invisibles et les empêche de se voir comme Québécois.e.s. Hampton explique que la participation de communautés et d'étudiant.e.s racialisé.e.s dans le mouvement étudiant doit être analysée au-delà des notions libérales d'inclusion. Pour Hampton (2020), les étudiant.e.s racialisé.e.s sont des acteurs et actrices cruciales dans les luttes décoloniales au Québec et au Canada et leur participation au mouvement étudiant est importante pour l'évolution de ce mouvement. En effet, la perception générale du mouvement étudiant au Québec est qu'il est blanc et francophone. Les étudiant.e.s autochtones, noir.e.s et racialisé.e.s ne font pas partie de cette image. L'une des répondantes de Hampton dans sa recherche sur la participation des étudiant.e.s noir.e.s à la grève étudiante lui disait qu'elle voulait soutenir le mouvement « *to support them* ». L'étudiante noire anglophone ne s'est pas considérée comme faisant partie du « nous » du mouvement étudiant, tout comme les autres étudiant.e.s autochtones et racialisé.e.s qui ne s'identifient pas à la rhétorique et aux symboles nationalistes de la Révolution tranquille. Ici, il est important de rappeler que les travaux féministes sur l'intersectionnalité dans le mouvement féministe québécois ont aussi critiqué l'exclusion de la rhétorique « nous Québécoises » qui repositionne forcément les individus et groupes selon l'appartenance à l'intérieur ou à l'extérieur de la nation. Cette division place certains individus et groupes, et leurs préoccupations, au centre la communauté féministe tandis que d'autres sont repoussés aux marges, voire exclus (Campbell-Fiset 2017 dans Pagé 2021).

Pourtant, les étudiant.es racialisé.es ont pris part à la grève étudiante. Ces étudiant.es ont formé un réseau en janvier 2012 « *Students of Colour Montreal* » (SoCM) qui a participé à la grève avec pour objectif de défier le nationalisme blanc colonialiste et s'assurer que les étudiant.es et communautés racialisées soit vues et entendues (Hampton 2020). Pour cela, le SoCM se réunissait pour parler de la grève, surtout des incidents racistes qui s'y sont déroulés, en dehors des locaux académiques et de ceux des communautés activistes adjacentes aux universités, continuant ce que Hampton qualifie de tradition continue de collaboration entre les étudiant.es racialisé.es, les groupes de gauches blancs et les anarchistes à l'intérieur et à l'extérieur des universités à Montréal depuis les années 1960. C'est le SoCM qui a préparé et introduit une motion exigeant que le congrès de la Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante adopte une position formelle anti-raciste et anticolonialiste dans toutes ses communications publiques Hampton 2020, 91). La participation et la mise en visibilité des étudiant.es et communautés racialisées a contribué à façonner la grève de 2012 dans laquelle les étudiant.es racialisées, anglophones et migrant.es, ont participé. Dans des travaux comme ceux de Barlow (1991) et Ferguson (2017) (cité dans Hampton 2020), il est établi que les étudiant.es racialisé.es arrivent souvent dans le milieu universitaire avec d'importants réseaux communautaires, des relations et une expérience d'organisation ainsi que des connaissances et une analyse critique des contextes locaux et internationaux. Ainsi, la participation des étudiant.es racialisé.es dans les mouvements étudiants peut persuader d'autres personnes de s'y joindre, car elles s'y voient représentées, ce qui étend la portée du mouvement à travers les communautés et les secteurs de la société, renforçant ainsi sa force et multipliant les points d'entrée dans le mouvement et les possibilités de plus fortes coalitions (Hampton 2020). Ce travail de « *cross-sector movement building requires understanding the other as being like us and different from us. It calls for knowledge of the histories and struggles of others and how they are both distinct from and related to our own* » (Hampton 2020, 93)

Par ailleurs, la mobilisation des étudiant.es racialisé.es n'a pas commencé avec la grève étudiante. Bien que comme dit Austin (2007, 1) « *Canada is not the first place that comes to mind in association with Black Power* », il y a au Canada en général et à Montréal en particulier, une longue histoire de mobilisations antiracistes et pour la dignité qui sont portées par les personnes noires et racialisées en général. Ces mobilisations naissent et se développent dans plusieurs espaces urbains montréalais, notamment dans les universités. L'une des actions collectives plus importantes est la désobéissance civile étudiante de 1969, quand des étudiant.es du campus de l'université Concordia (à l'époque appelée Université Sir Georges Williams) ont occupé le 9e étage du Henry F. Building pour protester contre l'inaction de l'université face à des plaintes pour racisme à l'encontre d'un enseignant qui procédait

systématiquement à faire échouer et à noter plus sévèrement les étudiant.e.s noir.e.s (Austin 2007). Des décennies plus tard, un autre exemple de mobilisation étudiante à Montréal est celui du *Racialized Student's Network* (RSN), un réseau d'étudiant.e.s racialisé.e.s créé en 2010. Le RSN est un exemple de cas où les personnes décident de se mobiliser pour dénoncer et transformer les espaces universitaires marqués par la blancheur. Dans leur article auto-ethnographique, Mbakogu et al. (2021) expliquent comment cette expérience du RSN continue d'influencer leur activisme actuel et comment ils et elles continuent sous d'autres formes d'interroger la blancheur et le racisme institutionnel dans les universités. La participation au RSN a profondément marqué leur trajectoire. Aujourd'hui, ces anciens et anciennes étudiant.e.s racialisé.e.s sont devenues professeur.e.s titulaires ou permanent.e.s dans des universités canadiennes dans lesquelles ils et elles continuent de militer contre le racisme dans le milieu académique. L'objectif du RSN était de fournir du soutien et du mentorat pour les étudiant.e.s racialisé.e.s, pour confronter collectivement le racisme systémique et la blancheur, qui les affectent négativement. Le RSN venait par ailleurs combler un besoin spécifique d'espaces de confrontation de l'oppression et du racisme vécu par les étudiant.e.s racialisé.e.s, mais non autochtones de l'île de la tortue.

La ville, la migration et la violence du racisme

Jusqu'à récemment, la question du racisme était presque un sujet tabou au Québec. Boudreau et Rondeau (2021) ont étudié les mouvements des jeunes à Montréal et montrent à quel point la question du racisme était presque absente des débats jusqu'aux années 2010. En effet, en remontant un peu plus dans l'histoire, Boudreau et Rondeau (2021, 59) expliquent qu'il y avait une tendance au Québec à ce que les mouvements sociaux développent des alliances avec d'autres mouvements de libération en dehors de la province plutôt que de s'allier avec les groupes subalternes et opprimés à Montréal ou au Québec. La prédominance de la lutte pour défendre le français et son association avec une classe subordonnée à libérer ont obstrué les possibilités de voir les intersections des oppressions et discriminations au sein des mouvements sociaux historiques québécois (*idem*).

Dans un livre qui donne une profondeur historique au racisme au Canada, en le problématisant avec la question de l'immigration et les enjeux autochtones, l'activiste chercheuse et féministe Robyn Maynard (2017) dans son livre *Policing black lives* explique cela, en se focalisant sur les origines et la persistance du racisme anti-noir au Canada. Elle consacre une partie de son livre aux déplacements de populations, en prenant le cas des personnes migrantes réfugiées noires d'origine africaine et caribéenne qui se trouvent tour à

tour à la croisée de la traite transatlantique esclavagiste, de la colonisation et de la mondialisation néolibérale.

Maynard (2017) déconstruit l'image du Canada comme terre d'accueil sécuritaire. Elle commence par rappeler que cette réputation est en grande partie construite sur l'histoire du « chemin de fer clandestin » que plusieurs personnes ont emprunté pour fuir l'esclavagisation aux États-Unis au 19^e siècle. Tout en soulignant l'importance du réseau de solidarité abolitionniste (« le chemin de fer clandestin ») qui reliait le sud des États-Unis à ses États du nord et au Canada, encore *British North America* à l'époque, elle souligne que les pratiques d'esclavagisation se sont perpétuées voire renforcées au Canada, de telle sorte qu'un « chemin de fer clandestin inversé » a été utilisé pour retourner aux États-Unis depuis la Nouvelle-Écosse. Le Canada, dont les frontières étaient hermétiquement fermées aux personnes négativement racialisées jusqu'en 1961, a fait en sorte que le Canada était à 95 % blanc jusqu'aux années 1960 (Maynard 2017, 54). Après cette date, le processus de filtrage d'immigrants « désirables » est resté tout de même raciste. Maynard explique que l'acceptation à contrecœur d'immigrants racialisés négativement n'est pas due à un désir de devenir une nation dite multiculturelle, mais plutôt à un désir de servir les intérêts de l'économie du capitalisme racial. La sélection des personnes migrantes est basée sur un système de points que la personne collecte en fonction de son niveau d'instruction, de son âge, des langues parlées, etc. Les programmes de migration maintiennent les personnes dans des emplois précaires et/ou dangereux, dont beaucoup sont destinés à pallier le manque de main-d'œuvre agricole et/ou domestique, maintenant ainsi les structures de subordination économique, politique et sociale rappelant la période de l'esclavage.

Maynard (2017) démontre comment le racisme institutionnel est facilité, voire renforcé, par la complicité de citoyen.ne.s et les diverses façons dont les gens ordinaires (*everyday people*) sont complices de l'ostracisme de groupes entiers considérés comme des sous-classes. En se focalisant sur l'analyse de la migration africaine au Canada, elle montre la façon dont la citoyenneté sert de base à une discrimination raciale. L'incarcération des personnes migrantes et réfugiées dans des centres de détention (en lien avec la situation administrative du statut migratoire) même si les personnes ne sont accusées d'aucune infraction pénale en est un exemple.

Maynard s'inscrit dans la lignée de chercheur.euse.s noir.e.s du Canada, à qui elle rend hommage et qui ont contribué à façonner sa pensée, mais qui pourtant, malgré leur brillant travail, sont isolé.e.s derrière un mur de silence et d'invisibilité publique. Elle dénonce à quel point le racisme anti-noir est admis comme une réalité aux États-Unis, mais ignoré et invisibilisé au Canada. Ce faisant, Maynard écorche ce qu'elle appelle « le mythe national »

d'une nation multiculturelle unie et paisible. Ce « mythe national » est mis à mal dès lors qu'on tient compte des conditions de vie des populations marginalisées qui font face à un large ensemble de violences structurelles et de discriminations insidieuses comme celles à l'embauche, au logement, à la scolarisation et celle plus visible et meurtrière que sont les brutalités policières (Maynard 2017, 50).

Conclusion

À partir de cette documentation du milieu et du contexte montréalais dans lequel prennent place diverses formes d'actions politiques et collectives contre l'extractivisme, il apparaît que les personnes migrantes activistes qui s'impliquent dans ces luttes le font depuis des angles de luttes différents, mais qui s'imbriquent et se relient quand il s'agit de refuser les violences de l'extractivisme. Ainsi, pour les féministes, il s'agit d'une lutte de souveraineté des corps et des territoires, pour d'autres, c'est par refus de l'expansion capitaliste et impérialistes continues, alors que d'autres mettent de l'avant les liens entre l'extractivisme avec les déplacements et les frontières et que d'autres groupes mettent au cœur de leur réflexion et action la décolonisation et des solidarités autochtones. Bien entendu, empiriquement, les groupes ne font pas de distinctions tranchées et ne placent pas de frontières entre ces différentes manières d'appréhender l'antiextractivisme. Les groupes se rejoignent au bout du compte dans leur refus de la violence extractiviste et s'organisent souvent ensemble pour mettre en place des événements et des actions antiextractivisme.

En somme, à travers les tactiques d'accompagnement, d'éducation populaire, de délégations des Suds et d'action directes, les activistes (re)construisent l'objet de la lutte de manière dynamique, en tentant de transférer les privilèges et de rendre visibles les impacts de l'extractivisme sur les territoires et les corps. Ainsi, les groupes agissent autant directement en solidarité avec des personnes qu'ils ouvrent un espace politique de contestation transnational des relations d'oppression. Il y a cette préoccupation récurrente : comment habiter, lutter et être en solidarité dans un territoire, tout en étant conscient.e.s de ses privilèges pour les transférer et aller vers une transformation globale, écologique et sociale.

CHAPITRE 6 : RÉCITS D'ENGAGEMENT, DE MIGRATION ET DE DÉTERMINATION.

L'une des pratiques militantes utilisées par les activistes antiextractivisme, notamment dans le mouvement de la justice migratoire, est la mise en récit de leur propre histoire et de leur vécu personnel des frontières et de l'extractivisme. Ainsi, il n'est pas rare à Montréal de voir des activistes prendre la parole lors des manifestations et rassemblements. En racontant leurs histoires, les activistes montrent à quel point ils et elles personnifient et incarnent dans leurs corps et à travers leurs parcours migratoires les liens inégaux entre le Nord et le Sud, qui forcent, d'une manière directe ou indirecte des individus et des groupes à se déplacer. Ce déplacement constitue en soi une violence, qui se poursuit ensuite de différentes manières, et à travers les différentes formes de frontières qui existent et qui les habitent. La mise en récit leur sert aussi à cadrer la lutte pour la justice migratoire, car en liant extractivisme, impérialisme, colonialisme et migration, les liens entre les territoires d'émigration et d'immigration sont mis en exergue et placés dans leur profondeur historique.

À travers les récits que je présente dans ce chapitre, je souhaite montrer la richesse et la diversité des parcours migratoire et d'engagement des personnes qui s'impliquent dans les luttes contre l'extractivisme à Montréal. Chacun des trente-deux récits que j'ai recueillis à travers les entretiens est bien entendu unique. Pour choisir des exemples de récits et les présenter dans ce chapitre, je me suis basée sur deux critères. D'abord, chacun de ces récits présente de manière plus prononcée une des facettes de l'expérience de l'engagement des personnes migrantes activistes, que je détaille dans les chapitres de résultats transversaux qui suivent. Ensuite, le processus d'anonymisation des récits était réalisable et il a été possible de raconter l'histoire de la personne sans prendre trop de risques de compromettre son identité.

Ainsi, dans ce chapitre, je laisse toute la place à la voix des personnes migrantes activistes qui m'ont généreusement livré leur histoire, leur cheminement politique et leur ressenti de divers espaces urbains de socialisation politique.

Récit 1 : L'histoire d'un couple militant

« C'est toujours politique de toute façon tout ce qui est écologie ! » — Mina

C'est l'histoire d'un couple migrant, Mina et Bassel.

Mina est avocate. Elle a fait des études en droit dans son pays d'origine et à Montréal. Enfant, elle a quitté son pays d'origine avec sa famille pour aller vivre en Europe, où ils ont obtenu le statut de réfugiés politiques. Son père ayant été un opposant au régime dictatorial, les menaces sur sa personne et sa famille étaient beaucoup trop grandes, donc la petite famille a dû connaître l'asile pendant des années. À ses dix-huit ans, elle décide de repartir vers son pays d'origine, et s'inscrit à l'université de la capitale.

Bassel est artiste et entrepreneur. Il a étudié l'histoire de l'art à l'université de la capitale, l'une des universités les plus politisées du pays, dans laquelle il a participé à ses premières actions collectives. Avant de venir s'installer à Montréal, il travaillait dans des entreprises culturelles et il avait ouvert un café artistique dans sa ville natale, la capitale de son pays d'origine. Il a grandi dans une famille politisée qui fait partie d'un groupe marginalisé et opprimé culturellement et politiquement.

Mina parle couramment plusieurs langues, dont le français. C'est elle qui traduit mes questions et les réponses de Bassel durant notre rencontre à trois. Confortablement assis dans un café artistique au cœur du Plateau à Montréal, nous entamons la discussion d'abord sur une action collective que le couple a organisée quelques mois avant, pour ensuite revenir plus en détail sur leurs parcours individuels.

Solidarité transnationale contre une minière canadienne

L'été 2019, dans un des parcs du centre-ville de Montréal, une centaine de personnes se rassemblent pour manifester leur solidarité avec une lutte qui se tient à plusieurs milliers de kilomètres de Montréal. C'est la lutte de tout un village montagnard qui tient tête à une minière canadienne dont les travaux d'extraction ont sérieusement fragilisé l'écosystème de la zone, par ailleurs considéré comme zone protégée pour la richesse de sa biodiversité. La mine d'or à ciel ouvert, les déchets de cyanure utilisés pour extraire le minerai, l'abattage de plusieurs centaines de milliers d'arbres (plusieurs centaines de fois le double du nombre stipulé dans le permis d'exploitation), en plus de la destruction des modes de vies des villages avoisinants ont poussé les villageois.e.s à se soulever contre la minière. Tout un mouvement de solidarité

éclos dans d'autres villes au pays, dont le plus important, à la capitale. Quelques jours plus tard se tient l'action de solidarité à Montréal qui m'a amenée à discuter avec Mina et Bassel.

« Quand on a commencé, personne n'avait eu l'idée d'un rassemblement. C'est bizarre, parce que ça dérange tout le monde ce qui se passe, mais personne... même nous hein, je veux dire si son frère peut être ne nous avait pas fait honte sur les réseaux sociaux, on ne sait pas comment ça se serait passé. Maintenant je suis sûre que s'il se passe quelque chose, on est plus aptes à pouvoir organiser une manifestation ! »

Le déclencheur de cette action en particulier est un message publié par le frère de Bassel. Mina et Bassel suivent très régulièrement les nouvelles de ce qui se passe dans leur pays d'origine, à travers ce qui se poste sur les médias sociaux et en lisant les journaux en ligne. C'est ainsi que les deux ont suivi de près les mobilisations sociales grandissantes autour du village qui affronte la minière canadienne, soutenue par les autorités du pays. Pourtant, ils ne pensent pas à organiser une action collective à Montréal, principalement car les deux sont convaincus que ça n'intéresserait personne. Plus la mobilisation grandit dans leur pays d'origine, plus ils sont interpellés par leur famille et leurs ami.e.s. Un jour, le frère de Bassel les interpelle directement, en public sur les réseaux sociaux :

« Au début, on n'avait pas de plan comme ça parce qu'on s'était dit que c'était perdu d'avance. Et le frère de Bassel, qui est très politisé, il vit en [pays d'origine], il nous a écrit. Il a écrit sur notre mur Facebook à Bassel, à moi et sur Twitter en taguant tous les gens qui vivaient au Canada qu'il connaissait pour leur dire "C'est à vous de faire quelque chose parce que c'est une entreprise canadienne !" Il a écrit "Qu'est-ce que vous faites ?! Vous ne pouvez pas rester les bras croisés comme ça !". Donc on a eu un peu honte de rester les bras croisés, de juste s'informer sur ce qui se passait, de ne rien faire. Donc Basse' a appelé une amie à lui qui vit à Vancouver, ça'a commencé comme ça en fait. »

Après ses échanges avec son amie à Vancouver, Bassel et son amie créent un groupe Facebook. Il invite ensuite Mina à faire comme lui et son amie, et tous les trois ajoutent l'ensemble de leurs listes d'ami.e.s à ce groupe. L'effet boule de neige est rapide, le groupe rassemble environ un millier de personnes peu de temps après sa création. Dans ce groupe, les personnes partagent des informations, des rapports d'organisations environnementales qui tirent la sonnette d'alarme sur la situation, des images et des vidéos de mobilisations dans le pays natal. Environ dix jours après la création du groupe, l'appel à organiser une manifestation à Montréal et à Vancouver est lancé. Les deux manifestations sont un succès.

Ils reçoivent des messages de nouvelles personnes depuis Toronto et Ottawa, qui souhaitent également organiser des manifestations en solidarité.

L'écologie, c'est politique

L'organisation de la manifestation montréalaise ne s'est pas faite en ligne. Après le lancement du groupe Facebook, Bassel et Mina organisent une rencontre en présentiel. La rencontre a rassemblé une douzaine de participant.e.s dans le local de l'Association des travailleurs grecs du Québec, à Parc-Extension. Cette première rencontre a servi à transmettre des compétences d'organisation collective entre des personnes expérimentées et le jeune couple, fraîchement arrivé à Montréal et qui ne connaissait pas encore les manières de faire localement.

« C'était juste pour essayer de comprendre qu'est-ce qu'on pourrait faire, où est-ce qu'on pourrait organiser la manifestation, les problèmes techniques, par exemple est-ce qu'il faut prévenir la police, est-ce qu'il faut marcher ou alors est-ce qu'il faut rester que dans un endroit regroupé, comment on pouvait inviter les gens à venir et comment ça va se faire, etc. »

L'Association des travailleurs grecs (le pays d'origine du couple n'est pas la Grèce) leur a prêté son local, partagé d'autres ressources comme la peinture et des pancartes et a répondu à leurs questions logistiques. À l'occasion de cette rencontre, le couple fait connaissance également avec des membres du parti communiste québécois qui étaient aussi sur place et ont contribué à la discussion sur la préparation de la manifestation. Évoquant ce souvenir, Mina raconte qu'après la manifestation, c'est cette même salle de l'Association des travailleurs grecs que le couple a louée pour organiser une cérémonie de célébration de leur mariage. Jusqu'à aujourd'hui, chaque fois qu'il y a une soirée organisée à l'association, le couple y va joyeusement. C'est généralement aussi l'occasion pour le couple de recroiser et échanger avec les membres de l'Association des travailleurs grecs et du parti communiste. Le parti était venu à l'invitation du couple qui en préparation à la manifestation, ils ont envoyé une invitation à l'ensemble des partis politiques québécois pour les inviter à participer à la mobilisation. Le couple se souvient de sa déception, par exemple de l'absence de réponse du parti vert et d'associations écologiques, qui pour eux représentaient potentiellement des alliés de choix ; or, c'est finalement le parti communiste qui a répondu à l'appel de solidarité transnational :

« Le parti Vert, on les a contactés. On a contacté plein d'associations, pour qu'ils viennent, qu'ils alertent leurs membres que ce soit une grosse manifestation. Bizarrement ils ne nous ont jamais répondu. Donc on a eu du mal à comprendre pourquoi. Parce que c'est leur raison d'être en fait. Donc, je veux dire, surtout que nous, ce n'était pas pour porter un discours politique qu'on a cette manifestation. Donc raison de plus, donc ouais, ça nous a paru un peu étrange qu'ils n'y aient pas pris part. »

Une seconde rencontre, plus large, avec plus de 25 personnes, du groupe Facebook, qui habitent à Montréal s'est tenue dans un café au centre-ville de Montréal. Cette rencontre allait au-delà des questions logistiques et techniques d'organisation de la manifestation, pour se pencher sur l'identité du groupe naissant. Parmi les préoccupations des membres figuraient l'importance d'attirer l'attention de personnes canadiennes et québécoises pour les rallier à la cause :

« On a essayé d'échanger sur ce qu'on était. On est des gens qui se regroupent oui, mais, est-ce qu'on a un nom ? Quel est notre but ? Pour que les gens comprennent en fait. Parce qu'il n'y allait pas y avoir que des [personnes du pays d'origine]. Et puis d'ailleurs le but c'était de rassembler plus les Canadiens et les Québécois que les [personnes du pays d'origine]. »

Dans cette rencontre, les membres décident de distribuer les rôles. Certaines personnes se sont occupées de la traduction des textes de la langue du pays d'origine vers le français et l'anglais, d'autres ont fait la liaison avec les journalistes dans le pays d'origine, d'autres encore ont rédigé les communiqués de presse. Il était très important pour le groupe d'afficher qu'il n'est attaché à aucun parti politique ni à Montréal, ni au Canada, ni dans le pays d'origine.

« C'était vraiment un rassemblement hors des partis politiques. C'est toujours politique de toute façon tout ce qui est écologie ! Je veux dire, ça y est rattaché, surtout quand on parle de [pays d'origine] spécialement. [...] C'était important pour nous. Surtout qu'on vient tous de milieux politiques différents, mais c'était un rassemblement neutre, on va dire. »

Cette volonté d'afficher que l'action collective comme un rassemblement non partisan, « neutre », est en lien avec les tensions internes qui existent au sein des membres de la diaspora du pays. En effet, la diaspora rassemble des personnes de sensibilités politiques différentes qui ont des positions antagonistes sur certains enjeux. L'un des points de discorde le plus important par exemple est la reconnaissance politique du groupe culturel et politique

marginalisé auquel appartiennent Mina et Bassel. Pour les deux, c'est un enjeu qui constitue pour eux un combat identitaire fondamental. Au moment d'organiser et de participer au rassemblement contre les agissements de la minière canadienne dans leur pays, Mina et Bassel, ainsi que d'autres participant.e.s ont mis de côté leurs divergences politiques pour porter une voix unie de refus de la minière sur le sol du pays d'origine. Plus précisément, il y a eu un évitement des questions qui divisent, pendant l'organisation et durant l'événement. Le temps de l'action transnationale anti-extractivisme, les participant.e.s ont donc évité de parler des autres sujets politiques et le comité organisateur a soigneusement évité d'aborder d'autres sujets que ceux en lien avec la minière canadienne tout en insistant sur le fait que l'action est non partisane. Cela dit, au niveau local, à Montréal, le parti communiste a participé aux discussions préparatoires, comme décrit plus tôt.

Le jour du rassemblement, une centaine de personnes ont répondu à l'appel.

Le coût différentiel de la participation à une manifestation

Dans le récit de Mina et Bassel, il y a une comparaison systématique entre l'organisation d'une action collective à Montréal et son organisation dans leur pays d'origine, où la participation à une manifestation peut être coûteuse dans un contexte répressif :

« C'était un peu plus facile pour nous de faire l'organisation de cette manifestation ici parce que les gens n'ont pas eu peur de venir. Ce n'est pas comme en [pays d'origine]. Parce qu'en [pays d'origine] on risque gros à aller à une manifestation, on peut finir en prison au bout d'un moment même si c'est pour l'écologie. Mais ici, ça a été plus facile de convaincre les gens. »

Les deux se souviennent d'un moment fort de l'histoire du pays, quelques années auparavant, une mobilisation sociale importante prenait place au cœur de la capitale. Des milliers de personnes ont convergé dans une place centrale de la ville pour protester contre une décision de transformer un des plus grands espaces verts de la ville en centre commercial. L'enjeu de cette manifestation urbaine sur l'usage de cet espace était politique, social et environnemental. L'opposition à cette décision top down a coûté la vie à des personnes et d'autres ont été gravement blessés par les violences policières qui ont suivi. Mina et Bassel ont participé, comme des milliers d'autres personnes à cette manifestation qui s'était transformée en occupation du parc pendant plusieurs jours. Lorsque les deux racontent leur expérience militante, leur souvenir de cette occupation protestataire occupe une place

centrale et illustre à quel point ce genre d'expérience marque la subjectivité politique de la personne à long terme.

« Nous ça a vraiment commencé avec [manifestation urbaine dans les années 2010] le côté écologique. Ça a duré 1 mois [l'occupation du parc]. Pendant 1 mois, tous les jours ! Les gens, moi par exemple, je n'ai pas passé mes examens à cette période-là. À la fin, ils ont comptabilisé 10 millions de personnes qui étaient venues, partis, même les touristes venaient, on en était à ce stade-là. En fait [lieu de l'occupation] c'était fermé, les policiers ne rentraient pas, y avait que des gens. Ils avaient mis des tentes, les gens dormaient là-bas, ils faisaient de la musique, c'était beau ! [...]. C'était le ras le bol des gens depuis des années, et quand ils ont essayé de détruire l'un des seuls parcs qui restait à [la ville], ça a explosé ! En fait, tout le monde a trouvé le courage de sortir enfin ! Et bizarrement, ça a été la 1^{re} manifestation qui a rassemblé des gens de tous les partis confondus [communauté marginalisée], nationalistes [du pays], de gauche, de droite, toutes les personnes ! [...] C'était vraiment une période, tout le monde aidait tout le monde, dès que la police a jeté du gaz lacrymogène t'avais une mamie qui venait te tirer à l'intérieur de l'appartement [...]. En fait ce qui s'est passé c'est que l'État a vu que les gens se rassemblaient, puis il a commencé à taper sur les gens parce qu'en fait son but c'était de criminaliser la situation. C'était la plus grosse manif à laquelle j'ai participé, mais aussi la plus dangereuse parce qu'on savait pas si on allait finir en prison, on ne savait pas si on allait se prendre une capsule dans la tête et parce qu'y a plein de gens qui sont morts de ça. »

Le souvenir de cette occupation est aussi celui de la violence policière. Mina et Bassel font un parallèle entre ce souvenir marquant de l'occupation urbaine et ce qui se passait au présent, dans les montagnes du parc naturel protégé dans lesquels les villageois.e.s s'opposent à la minière. Pour Mina et Bassel, le mécanisme répressif de l'État fonctionne de la même manière et les activistes en paient le coût, leur point de référence est la manifestation urbaine à laquelle les deux ont pris part quelques années avant :

« Ça se ressemblait beaucoup avec ce qui s'était passé à [occupation urbaine du parc]. Parce qu'en fait, au début, l'État, il ne fait rien quand il voit les manifestants, mais quand il voit qu'il y a une impasse, que les gens vont continuer à manifester jusqu'à obtenir ce qu'ils veulent obtenir, donc la non-destruction du parc par exemple, ben il finit par rentrer avec des policiers. Et ce n'est pas genre je rentre et je vous demande de sortir gentiment, c'est du gaz lacrymogène, et que je te tabasse la gueule, tout le tralala qui va avec. [...]

Au départ les montagnes [face à la minière] c'était un tout petit mouvement, ça commence par les gens, les locaux ou les gens qui vont beaucoup au parc, et à partir du moment où la police intervient et qu'elle casse la gueule à des petits jeunes qui sont juste dans une tente pour essayer de protéger un parc, c'est fou hein quand même qu'on soit obligé de faire ça pour protéger un parc ! »

Les enjeux de participation à une manifestation à Montréal et dans le pays d'origine de Mina et Bassel ne sont pas les mêmes. Les deux étaient bien conscients que ce serait plus facile d'organiser une manifestation à Montréal que dans leur ville d'origine. Néanmoins, si le risque de faire face à la violence répressive est moins important à Montréal, il y a d'autres défis, le premier étant de convaincre les gens de descendre dans la rue participer à la manifestation. Dans le cas de Mina et Bassel, leur objectif a été largement atteint. Lors des préparatifs, ils visaient une manifestation de cinquante personnes. Le nombre de participant.e.s tournait autour de cent vingt. Pour les deux, c'est une réussite, d'autant plus que Montréal n'est pas la ville qui regroupe la plus grande diaspora de leur pays d'origine, la majorité étant à Toronto.

Solidarité transnationale depuis les centres extractifs

Juste après la manifestation, Bassel reçoit des messages à travers Facebook de gens à Toronto et Ottawa qui voulaient aussi organiser une action collective similaire. Bassel était méfiant au départ, donc il a pris le temps de discuter avec les personnes pour savoir si leur but était une action de solidarité transnationale avec les villageois.e.s ou s'il y avait un autre agenda politique derrière. Une fois les objectifs clarifiés, Mina et Bassel partagent avec les organisateur.trice.s à Toronto et Ottawa leur expérience et les leçons apprises de leur organisation. Par exemple :

« En fait, eux ça s'est beaucoup mieux passé parce que nous on était les premiers, déjà nous on savait pas quoi créer comme devise, comment ça se prépare vraiment une action ici ? On ne savait même pas si on devait marcher/pas marcher ? [...]

Ils étaient mieux organisés que nous. Surtout que le siège social de la compagnie qui fait l'extraction d'or en [pays d'origine] se trouve à Toronto. Donc c'est sûr que là ça a fait plus de bruit. »

La manifestation à Toronto a duré une semaine : chaque jour, aux heures de sortie de bureau, entre 16h45 et 19h, il y avait une action collective, qui culminait à la fin de la semaine avec une importante manifestation et marche à Toronto. Bassel et Mina ont suivi de près cette semaine d'action torontoise et gardent encore contact avec les personnes qui l'ont organisée.

Un peu plus tard, la manifestation de Vancouver prenait place. Le groupe de Vancouver a choisi de laisser une grande place à l'art militant dans la manifestation, ce qui a attiré l'attention des médias.

« Ce qui est drôle dans cette histoire c'est que nous on a commencé genre c'était tout mélangé, c'était pas bien organisé. Toronto a fait un petit peu mieux et Vancouver c'était le top du top ! Mais ce qui s'est fait plus entendre en [pays d'origine], la manifestation qui a fait le plus de bruit, c'était Montréal ! Parce que c'était la première.

Et puis aussi parce que les gens en [pays d'origine] se trouvaient à ce moment justement sur les sites et ils empêchaient les extracteurs de venir et ça [la manif à Montréal] leur a donné un peu le moral de savoir qu'à l'autre bout du monde, dans le pays ou la compagnie se trouvait, les gens essayaient de faire quelque chose, je pense que ça les a un petit peu rassurés. »

L'action de solidarité transnationale est donc un succès pour plusieurs raisons. D'abord, la participation à Montréal était le double de ce qui était attendu. C'était la toute première action de solidarité transnationale avec les villageois.e.s organisée au Canada. Ensuite, c'est une action qui en a inspiré plusieurs autres dans le pays. En plus de tout cela, c'est une action qui a trouvé écho avec les activistes dans le pays d'origine. L'action de solidarité transnationale depuis Montréal est venue se rajouter à une action de solidarité organisée par des activistes de la capitale du pays, qui s'étaient déplacés sur le site de la minière pour une action de blocage et d'occupation. Au moment du blocage par des activistes solidaires venu de la capitale, savoir que des groupes soutiennent aussi le mouvement depuis le pays originaire de la minière, donc symboliquement au cœur de l'action extractiviste et dans son centre de pouvoir a eu un effet positif et encourageant pour les personnes mobilisées.

Aujourd'hui, une quinzaine de personnes qui avaient participé au groupe constitué à l'occasion de la manifestation continuent à échanger via WhatsApp et autres outils de communication, mais une bonne partie n'est plus en si étroite communication. Néanmoins, le couple conclut :

« Là maintenant, même si on n'a pas continué le mouvement en soi, c'est comme si c'est un peu endormi. À partir du moment où il se repasse quelque chose, on n'est pas en contact, c'est-à-dire, on se voit pas tout le temps avec les gens avec qui on a organisé la manifestation, mais il nous suffit d'un coup de téléphone pour les recontacter. Parce qu'en plus on a de la pratique maintenant, on a un petit peu

d'expérience. Donc je pense qu'on arriverait à rassembler peut-être à rassembler, ce qu'on a fait en 10 jours, on pourrait peut-être le faire en 1h ! »

Malgré le succès de leur action collective à la fois à l'échelle du Canada, mais aussi surtout, grâce à l'écho que l'action a eu dans le pays d'origine, Mina et Bassel expliquent que le groupe qui s'est constitué à l'occasion de l'organisation de la manifestation contre la minière n'a pas organisé d'autres actions, principalement en raison des divergences de visions politiques et de pratiques sur l'organisation collective. L'action antiextractivisme était rassembleuse, mais en dehors de cette cause, il s'est avéré difficile de continuer à militer et organiser ensemble :

« Avec le temps, après la manifestation, on commençait à perdre contact parce qu'on n'allait pas dans la même direction. T'en avais qui voulait faire une manifestation pour tout ce qui se passait en [pays d'origine], mais c'est pas possible, parce qu'on va pas réussir à assembler des gens et ça va pas se faire entendre, ça sert à rien de mettre toute son énergie là-dedans, autant faire un truc plus organisé, faire une association et des petites soirées dans des cafés, expliquer ce qui se passe [...]. C'est des personnes de partis [politiques] différents qui se rassemblent. Là [action contre la minière canadienne] c'était un but, c'était l'écologie, mais à partir du moment où ça sort de ce cadre, les gens vont plus venir en fait. Donc on a un peu perdu contact. »

Quelques semaines après les mobilisations dans le pays d'origine et au Canada, la minière a déclaré l'arrêt, temporaire de deux ans, de son activité dans les montagnes du pays.

« On était fiers. On s'est dit qu'on a peut-être un petit peu contribué aussi ! Mais on sait que ce n'est pas fini [...] Les propriétaires de l'or en soi c'est [pays d'origine]. Parce que ça fait partie de sa terre en fait. Si c'est extrait de la terre, c'est comme le pétrole, et une compagnie canadienne vient comme ça ! D'ailleurs c'est le gros problème, c'est le Canada. C'est pourquoi on a aussi fait la manifestation. C'est parce que le Canada, il a beau faire plein de choses ici, promettre plein de choses, mais quand il s'agit du pays de quelqu'un d'autres, ils s'en foutent en fait. Donc par exemple, même la manière d'extraire l'or, par exemple, ici c'est encadré par des règles, des lois, etc., pour que ça endommage le moins possible le sol. Mais pour [pays d'origine], ils n'ont pas ces règles, et ils les appliquent pas de toute façon ! À quoi ça va leur servir ? Ils viennent, ils prennent l'or puis ils s'en vont. Ils s'en foutent du reste en fait. »

L'écologie est effectivement foncièrement politique. Dans ce dernier extrait de l'entretien avec Mina et Bassel, leur vision de l'extractivisme est résumée dans leur explication du mécanisme extractif. Celle-ci va au-delà de la pollution de la biodiversité, qui en soi représente bien sûr

un problème immense. C'est une question de souveraineté, de choix au présent qui affecte le présent et le futur, de responsabilité et de redevabilité, d'équilibre de pouvoir inégal entre pays et entre pays et secteur privé. Le récit de ce couple illustre le refus d'agissements abusifs des entreprises extractivistes et de la complicité des États, localement, et transnationalement.

Récit 2 : Thawra

Thawra a la trentaine. Elle a un regard déterminé, un sourire avenant et elle porte le hijab. Elle habite à Montréal depuis environ une dizaine d'années. Elle est impliquée dans plusieurs luttes dont le dénominateur commun est la justice sociale, l'antiracisme et la décolonisation. Lors de notre rencontre, elle répond avec générosité aux questions et partage avec moi des souvenirs marquants de son histoire de migration et son parcours militant à Montréal et ailleurs.

J'ai rencontré Thawra pour la première fois en décembre 2018. Dans la grande salle de réunion d'Alternatives, à l'occasion d'une soirée militante organisée en solidarité avec les mouvements sociaux, qui à ce moment, prenaient place dans plusieurs pays du Sud, Thawra co-animait la soirée avec une autre militante, et les deux distribuaient la parole à plusieurs panélistes venus d'Algérie, du Soudan, du Liban, de la Tunisie, d'Haïti, du Brésil, du Chili, entre autres pays dans lesquels les mouvements sociaux battaient leur plein à l'époque. La première chose qu'on remarque en l'écoutant, c'est son discours structuré, argumenté et précis. Clairement, ce n'était pas sa première prise de parole en public. À la fin des interventions et présentations, les participant.e.s à la soirée échangent de manière informelle autour du buffet. Je me présente à Thawra qui m'accueille avec un grand sourire. Elle m'invite à revenir participer aux assemblées générales du groupe en constitution, ce que je fais. Tout au long des assemblées générales de ce collectif militant naissant, j'apprends à connaître des personnes migrantes militantes, les joies et les difficultés du fonctionnement d'un groupe militant en constitution et surtout, le contexte montréalais tel qu'il est discuté et appréhendé par des personnes migrantes militantes qui le connaissent depuis des années et veulent y apporter une action collective. Le collectif se réunissait pour préparer une marche à Montréal en solidarité avec les mouvements du Sud. La pandémie de COVID a coupé court à l'élan du Collectif. Il n'était plus possible de faire des réunions pour s'organiser, et encore moins d'organiser une manifestation publique. Qu'à cela ne tienne, le Collectif bascule en mode virtuel et une série de webinaires sont organisés avec des personnes invitées à participer pour parler des mouvements sociaux des pays, depuis les pays en question. Ce fut la seule action concrète du collectif naissant, qui est entré en dormance depuis cette période.

Plusieurs mois après notre première rencontre, lorsque je lui ai écrit pour lui demander de faire une entrevue avec elle pour mon projet de recherche, elle a tout de suite accepté. La rencontre s'est faite, à sa demande, en personne chez elle, et a duré au total environ 3h. Elle m'a accueillie avec du thé, des petits gâteaux, beaucoup de bonne humeur. La première partie de la rencontre (environ une trentaine de minutes) n'a pas été enregistrée, car je l'ai

accompagnée dans sa cuisine, le temps de faire le thé. Ce fut une première demi-heure de discussion générale. On parlait de l'actualité, des changements importants dans nos quotidiens pendant la pandémie, des diverses manières de rompre l'isolement. Thawra raconte que pendant la période du confinement, elle a participé à plusieurs discussions politiques intéressantes avec des personnes à Montréal, ailleurs au Canada, dans son pays d'origine, et ailleurs dans le monde qui se connectaient pour échanger autour de l'actualité, de manière virtuelle, forcée par le contexte pandémique.

Les débuts de la politisation

À ma première question au sujet des premières étapes de sa politisation, elle répond sans hésitation :

« J'ai été politisé en [pays d'origine]. Je pense le contexte était très fertile. Surtout en 2011. Mais même avant 2011, je dirais que j'avais des engagements, mais ce n'était pas dans le sens politique-politique, c'était plus un engagement social avec le [organisme humanitaire international]. »

Thawra fait une distinction spontanée entre un engagement « politique-politique » et un « engagement social » fait écho à tout un segment de la littérature en sociologie politique sur les contours du politique et de l'engagement. L'engagement social dont parle Thawra est son engagement bénévole avec le [organisme humanitaire international] pour l'assistance des familles de réfugié.e.s d'un pays limitrophe qui se trouvent déplacé.e.s par la guerre et un travail d'éducation populaire bénévole, visant la sensibilisation et la prévention du sida. C'étaient ses premières expériences de bénévolat. Son engagement auprès du [organisme humanitaire international] consistait à aider des personnes et groupes déplacés de force par des guerres impérialistes. Elle s'impliquait aussi dans des actions d'éducation de sensibilisation au sida, dans un pays où la sexualité est encore un sujet tabou. Cette expérience de bénévolat l'a marquée et lui sert de point d'ancrage pour sa comparaison entre les espaces politiques et les pratiques de bénévolat à Montréal et dans son pays d'origine. Comme nous le verrons, ce sont également des expériences dans lesquelles elle s'est forgé des compétences qu'elle transfère ensuite dans le militantisme « politique-politique » et dans ses autres expériences professionnelles et universitaires ultérieures. Mais avant tout, ce sont ces premières implications sociales qui lui font réaliser de près les violences sociales qui touchent certaines couches de la population et les vulnérabilisent plus que d'autres.

Thawra commence son récit en racontant sa première expérience universitaire. Une formation en études artistiques. De son expérience dans une école, qu'elle qualifie d'« école d'art de la bourgeoisie », un sentiment prévaut : la solitude. Elle ne trouvait pas d'échos à ses préoccupations sur les injustices sociales qui l'interpellaient. Ses expériences de bénévolat lui font toucher de près à différentes manifestations d'iniquités sociales, mais celles-ci ne semblent pas préoccuper son entourage de l'époque. En plus de ce manque de répondants, elle devait composer avec une répression politique et policière qui la touchait directement dans son corps de femme voilée sujette à des lois discriminatoires. Dans son pays d'origine à l'époque, le voile est interdit par une loi sur la laïcité de l'État. C'est une période de sa vie qui est donc marquée par la répression et la frustration sur les plans individuel et collectif, elle raconte :

« [m]alheureusement, il y a certaines réflexions ou certaines directions d'analyses qui ne sont pas très...parfois, ils sont très blancs je dirais. Dans le sens où ça s'inspire beaucoup de l'école politique en France, de la division politique droite-gauche, de la gauche française, nos repères et nos inspirations sont toujours liés à l'Europe et ça pour moi, en "pays d'origine", ça me dérangeait, mais je ne trouvais pas les mots.[...] je ne trouvais pas d'échos à ce que je disais, il y a des choses qu'ils ne comprenaient pas, il y avait beaucoup de mépris à la religion, trop de modernité, et je ne comprenais pas pourquoi. En fait, ce n'est pas que je ne comprenais pas c'est que je n'avais pas les bons mots. [...] Il y avait des choses que je vivais, je sentais que ce n'est pas normal, que c'est injuste, mais vu que tout le monde considère que c'est la normalité, on finit par se normaliser. »

Elle n'avait pas les « bons mots » pour qualifier son malaise devant les situations qui lui étaient inacceptables, à la fois sur les plans individuel et collectif. Elle déplore l'influence envahissante et persistante de l'héritage colonial français sur le paysage politique du pays et sur la pensée d'une certaine élite bourgeoise qui reproduit des schémas de pensée importés de France pour les calquer sur le contexte du pays. Elle continuera à éprouver ce malaise jusqu'au moment où elle rencontre d'autres personnes militantes impliquées dans les luttes décoloniales. C'est seulement à ce moment-là que Thawra trouve les « bons mots ». Cette rencontre ne se fait que quelques années plus tard, à la suite de laquelle Thawra se définit clairement et fermement comme militante décoloniale antiraciste. Avant cela, il y a eu plusieurs autres moments clés dans son parcours de vie et de politisation. D'abord pendant la phase révolutionnaire qui a transformé le pays, ensuite lors de sa participation au Forum Social Mondial (FSM) dans son pays d'origine, puis le FSM à Montréal. Ensuite elle fait une rencontre qu'elle qualifie de tournant dans sa trajectoire politique, c'est sa rencontre avec une

militante décoloniale racialisée, Houria Boutelja. Elle participe ensuite avec elle à une conférence internationale qui regroupe plusieurs militant.e.s antiracistes décoloniaux et anti-impérialistes, le Bandung du Nord, à Paris en 2018. Ce sont là les moments les plus marquants dans le parcours de vie et d'engagement politique de Thawra. C'est donc autour de ces moments que je structure son récit. En matière de luttes anti-extractivisme spécifiquement, Thawra participe ponctuellement à des actions collectives en solidarité avec les luttes anti-extractivisme, notamment des luttes menées par des groupes autochtones au Canada.

En 2011, Thawra vit un moment puissant dans l'histoire de son pays d'origine : la révolution. C'est un moment qui transforme totalement le climat politique et social du pays :

« Les trois premières années de la révolution [2011-2013], c'était vraiment une overdose de politisation ! On était passé d'une époque où tout le monde parle de foot, à 2011 où tout le monde parle de politique. À la télé, les émissions étaient politiques, quand tu vas dans un café tout le monde parle politique, tout le monde analyse politiquement, c'était un monde parallèle ! Bon là, aujourd'hui c'est différent parce que tout le monde en a marre, il reste juste les personnes engagées qui font ça. »

Pendant la révolution, l'espace public change. Le contexte révolutionnaire permet de sortir de l'ombre plusieurs militant.e.s et permet à des personnes comme Thawra, qui n'appartiennent pas à des réseaux politiques d'entrer en contact avec des personnes militantes et d'accéder à des espaces de discussions politiques. Elle se souvient :

« Avant, être politisé, ça se fait en secret. Donc tu n'as pas accès à ces personnes. Elles se politisent et s'organisent de façon très secrète, dans les universités et par confiance aussi. Tu ne peux pas rentrer dans un réseau si tu n'es pas l'amie de quelqu'un et tout. [...] Moi, c'était une petite école d'art, et de la bourgeoisie en plus. Et la bourgeoisie en "pays d'origine" veut dire que tu fais partie du pouvoir, donc tu ne peux pas être autre chose, donc tu ne vas jamais être politisée. Donc c'est ça. En 2011, c'était un boom. On commence à croiser les grands militants dans la rue, dans des espaces où il y a des conférences, et là, à force de rencontrer, d'aller dans événements, des manifs, dans plusieurs choses, ça m'a aidé à développer encore plus ma réflexion. »

Sa politisation se fait dans un contexte urbain. Thawra vivait à la capitale du pays, au cœur de la révolution. C'est dans ce contexte urbain qu'elle a été confrontée aux inégalités sociales qui l'ont poussée à se poser des questions et en chercher des réponses. Dans le contexte

prérévolution, marqué par la répression et la surveillance, il était difficile pour des personnes qui n'appartiennent pas déjà à des cercles sociaux politisés d'entrer en contact avec ces réseaux. Encore moins quand les personnes fréquentent des institutions peu ou pas politisées. Son accès aux personnes et à l'information politique s'est très largement ouvert pendant et après la révolution comme elle décrit. L'un des espaces qui ont permis cet accès aux personnes et à l'information politique, locale, régionale et internationale, c'est le Forum Social Mondial (FSM). L'une des éditions du FSM s'est organisée dans le pays et elle y a participé pour la première fois en « pays d'origine ».

« Le FSM c'était vraiment (hésitation enthousiasmée) c'était, je sais pas, c'était un espace très très riche ! Parce que tu rencontres tout le monde ! C'était dans le campus de [la capitale]. Ce campus, c'est un espace très grand, et toutes les salles presque de l'université étaient pleines avec des ateliers de partout dans le monde. En plus, c'était aussi le moment où il y avait encore tu sais, toute la charge de la révolution qui était encore là, il y avait encore cette flamme ! Il y avait aussi encore tout un espoir partout dans le monde arabe, parce que les Arabes venaient en [pays d'origine] pour discuter politique et s'inspirer. C'était un moment très riche. »

Cette participation la marque par la richesse du contenu et la facilité d'accès à un nombre important de militant.e.s qui se retrouvent tous et toutes dans un seul endroit. Peu de temps après cette première participation au FSM, Thawra quitte son pays d'origine et s'installe à Montréal.

Montréal : à la recherche d'un espace d'action politique

Thawra arrive à Montréal en 2014 avec une formation universitaire, des compétences en bénévolat et une politisation acquise dans un contexte révolutionnaire. À son arrivée à Montréal, elle est sans aucun réseau ni capital social local. Déjà habituée à consacrer une partie de son temps au bénévolat, elle décide, en parallèle à sa reprise d'études, de s'impliquer auprès de la [organisme humanitaire international]. Forte de son expérience avec le chapitre local de l'organisme humanitaire international dans son pays d'origine, elle décide de s'orienter vers un organisme dont la mission lui est familière, elle a déjà travaillé avec des familles de réfugié.e.s et d'autres groupes marginalisés. Elle commence donc par contacter l'organisme. Ce fut sa première déception et son premier apprentissage de nouveaux codes.

« En arrivant, je me suis dit pour développer mon réseau, vu que je ne connaissais personne, je me suis dit je vais essayer de connaître de nouvelles personnes comme

ça. J'ai commencé à chercher sur internet les luttes qui me parlent le plus, soit des organismes ou autres choses. Et le premier réflexe que j'ai eu c'est de chercher [la branche canadienne locale de l'organisme humanitaire international], parce que moi je connais [l'organisme humanitaire international], j'en fais partie ça fait plus de 10 ans [...] et là j'ai été confrontée à une grande machine institutionnelle. D'abord, les bénévoles sont payés et recrutés. C'est tout un processus d'embauche. Je me souviens, je me marchais dans la rue, j'ai vu quelqu'un qui portait un gilet [de l'organisme], je suis allée toute contente pour lui parler, parce qu'en [pays d'origine] quand tu vois quelqu'un avec le gilet [de l'organisme], c'est quelqu'un d'engagé, c'est pas un figurant. Je lui ai posé des questions sur [l'organisme], il m'a dit regarde sur le site web. Je lui ai posé d'autres questions, il m'a dit regarde le site web. Il ne savait rien, j'étais comme choquée. Il trouvait ça même débile que je lui pose des questions, mais moi je voulais m'engager, donc je lui posais des questions. Après j'ai compris que c'est un travail ce n'est pas une implication, ce sont des jeunes, qui sont étudiants qui sont embauchés pour ramasser les dons c'est tout. Donc voilà, quand on arrive, j'étais pas habituée à la notion d'aller chercher sur le site web. »

Qu'à cela ne tienne, Thawra se rend sur le site web, se renseigne, et remplit les formulaires en ligne pour devenir bénévole. Quelque temps après, elle reçoit un appel, on lui fait passer un test qu'elle réussit parfaitement. Son interlocuteur au téléphone est impressionné par son expérience préalable et l'invite à l'étape suivante, une rencontre en personne, en groupe, pour recruter les bénévoles. Elle n'est pas habituée à la notion de « recrutement de bénévoles ». Pour Thawra, le bénévolat pour des causes humanitaires n'est pas censé être motivé par des raisons autres qu'humanitaires. Elle continue le processus, et se retrouve dans une salle, à la dernière phase de recrutement, en personne :

« On était dans une salle, je dirais avec une quinzaine de personnes, bien évidemment tous des blancs. J'étais la seule immigrante et en plus voilée. Je regardais un peu les personnes, elles étaient toutes très jeunes. J'ai posé la question à la personne à côté de moi, elle m'a dit qu'elle fait des études en infirmerie ou un truc comme ça, bref elle avait besoin de faire un tel nombre d'heures de bénévolat pour avoir son diplôme. Donc là tu comprends un peu la logique. C'est le bénévolat au service des diplômés. Le profil des personnes, c'est des gens qui font des études en santé qui viennent parce qu'elles sont obligées. »

« Après j'ai passé le test et c'était un peu bizarre. [...] c'était un poste comme si tu fais un service de garde le soir [...] En tout cas moi ce n'est pas quelque chose d'inhabituel, j'avais fait ça dans un contexte de guerre carrément, donc vraiment j'ai trouvé ça très

simple comme tâche. [...] Alors lui il me posait des questions, si tu restes dans l'espace où on fait la garde et tout, qu'est-ce que tu vas faire si tu t'ennuies, il posait des questions comme ça, à la fin il voulait savoir est-ce que je vais faire la prière dans l'espace quand je fais la garde. »

Thawra n'a ensuite jamais reçu de réponse après l'entretien en personne. Elle finit par leur réécrire pour demander la suite, elle reçoit une réponse négative disant qu'il n'y avait plus besoin de bénévoles.

« À ce moment-là, j'étais très déçue par toute la transformation du bénévolat ici et l'institutionnalisation de ça qui le vide de tout son sens à mon avis. C'était une grande déception. [...] Je venais d'arriver et je voyais les difficultés face aux immigrants et à quel point on présente le Canada comme le paradis pour tous les immigrants qui va t'accepter comme tu es et tu es libre et je ne sais pas quoi. Surtout l'image qu'on donne au Canada est très utopique. Et quand tu arrives, tu es confronté à plein de difficultés. »

Cette première interaction avec la branche locale de l'organisme humanitaire international dans lequel elle s'était engagée dans son pays plus d'une dizaine d'années lui permet de comprendre le fonctionnement des organisations de ce type à Montréal. Elle est déçue, mais ça ne l'a pas arrêtée dans ses recherches d'implications sociales. Elle décide de se diriger vers les espaces spécifiquement dédiés aux personnes migrantes, aux nouveaux arrivants. Elle raconte :

« Après je me suis impliquée à gauche à droite dans des centres communautaires et des trucs comme ça. Pour moi, j'ai senti que c'est des espaces morts. C'est des espaces très vides, il n'y a pas d'âme, je sais pas. C'était très décevant pour moi. Même les activités sont très dépolitisées, les centres communautaires, en tout cas les espaces qu'on offre aux immigrants c'est juste pour les garder surtout dépolitisés. On n'aime pas les politiser aussi. Dès qu'on voit une personne politisée, on l'écarte parce qu'on a peur des politisés. Et les activités qu'on présente, c'est des activités où on fait un échange interculturel, genre viens avec ta culture, tu présentes ton couscous, ton habit traditionnel et l'autre aussi, puis on fait un barbecue et c'est bon c'est fini. Ça c'est une activité qu'on appelle d'accueil ou pour intégrer les immigrants ou pour distraire. En tout cas, c'est la conception qu'il y a. J'ai trouvé ça un peu, moi surtout je viens d'un contexte où il y a beaucoup, peut-être une surdose de politique ! »

Les espaces « qu'on offre aux immigrants » sont « des espaces morts », « très vides », « il n'y a pas d'âme ». Thawra est très déçue de ces espaces principalement pour le contenu dépolitisé. Elle compare le contenu et les dynamiques internes des espaces d'implications sociales à Montréal et en [pays d'origine] en soulignant une différence qu'elle trouve marquante entre les motivations à mettre en place des actions dans une volonté de créer un changement social ou les mettre en place parce que ça fait partie d'une stratégie institutionnelle et donc machinalement sans autre volonté que de faire un travail contre une rémunération salariale. Pour Thawra, la différence est palpable dans ce que ces espaces finissent par mettre en place et le type de climat qui y règne :

« Peut-être parce que je viens d'une révolution où ça bougeait très vite [...] et vraiment tu sentais une énergie exceptionnelle. Les personnes inventent des choses, il y a de l'engagement, même si on peut avoir tous les problèmes du monde hein, mais il y a une énergie qui n'existe pas ici en fait. Ici, on fait les choses parce qu'on doit les faire et il n'y a pas une volonté pour changer, on les fait pour aider ou quoi. »

Elle cherche donc à aller vers des espaces plus politisés, elle n'a encore aucun réseau. Pour tenter de se frayer une entrée, elle contacte directement les groupes et organisations qui lui semblent afficher clairement des orientations politiques qui l'intéressent. Elle se retrouve face à de nouvelles barrières invisibles, ce sont « des espaces fermés » comme elle dit :

« J'ai essayé de rentrer dans des espaces plus politisés que d'autres, mais c'était inaccessible pour moi. Ce sont des espaces fermés, tu ne peux pas rentrer, ils vont te dire donne-moi ton nom si tu veux être bénévole et on t'appelle, puis ils n'appellent jamais. Même [organisation militante] auquel moi j'appartiens aujourd'hui, bah je suis allé à cette époque pour m'impliquer, mais bien sûr ils ont pris le nom puis je ne sais pas quoi et après ils ne t'appellent jamais. Et le FSM je dirais qu'il était ouvert. »

Quelques mois après ces premières expériences, elle apprend que le FSM s'organise à Montréal. Elle saute sur l'occasion pour s'y impliquer, gardant un excellent souvenir de l'édition qui s'était passée dans son pays d'origine à laquelle elle avait participé. Elle s'implique dans l'équipe d'organisation et elle finit enfin par croiser des personnes qui s'intéressent aux mêmes sujets qu'elle et elle commence enfin à développer un réseau social et professionnel qui lui correspond. C'est le premier moment marquant positivement son parcours montréalais :

« C'est dans cet espace que j'ai pu rencontrer des personnes qui me ressemblent un peu. [...] C'était un rythme accéléré d'apprentissage politique, d'abord sur comment

ça fonctionne ici, c'est quoi les grandes organisations. [...] Il y avait beaucoup d'ateliers, beaucoup d'implication et tout, ça m'a permis d'élargir le réseau très rapidement et c'est à ce moment-là que j'ai connu beaucoup de militants, de réseaux, j'ai tout connu là-bas. »

L'édition montréalaise du FSM a été un « espace ouvert » pour Thawra ; pourtant, comme elle raconte ici, c'était loin d'être l'édition la plus ouverte et la plus accueillante du Forum. Son organisation dans un pays du Nord revient à la création de difficultés additionnelles aux participant.e.s des pays du Sud, notamment les difficultés financières, logistiques et les contraintes à la mobilité en lien avec les visas. Le FSM à Montréal a donc été très critiqué, surtout au début, ce qui a joué en faveur de Thawra qui y est entrée par la brèche ouverte du fait du manque de moyens financiers pour constituer une équipe d'organisation montréalaise. Elle raconte comme ça s'est passé :

« Ce genre de poste n'est généralement pas accessible aux immigrants, surtout aux nouveaux arrivants. Mais il était accessible parce que tout simplement y avait pas beaucoup d'argent, et en plus tu devais travailler pour quelques mois en attendant d'avoir de l'argent qui rentre. Pour moi, c'était quelque chose qui m'est égal dans le sens où parallèlement je faisais une formation et j'avais une petite bourse.

Et en plus pour moi le FSM c'est un espace de ressourcement. Et je savais que c'est quelque chose qui allait me permettre d'aller plus loin ou d'ouvrir des réseaux, les réseaux que je cherche réellement. Donc pour moi c'était stratégique et à la fois c'est quelque chose que j'aime beaucoup vraiment, donc je le faisais. En plus j'avais l'habitude de travailler pour des trucs bénévoles, gratuitement, c'est quelque chose que j'avais l'habitude de faire. »

Son premier réseau militant et professionnel s'est donc construit au FSM. C'est également l'espace qui lui a permis de comprendre plusieurs enjeux locaux ; par exemple, c'est au FSM qu'elle est exposée pour la première fois aux luttes autochtones. Peu de temps après, elle participe à une visite militante en solidarité avec un camp de résistance autochtone, contre les activités d'une compagnie pétrolière au Québec. Lors de cette visite, la rencontre avec les communautés autochtones en lutte contre l'extractivisme a suscité en elle plusieurs questions et malaises sur sa propre position de personne migrante en solidarité avec les luttes autochtones sur des territoires non cédés. Je reviens sur cet épisode de son parcours plus en détail dans la section « rencontre aux lignes de front de l'extractivisme, en territoires autochtones ».

« Moi j'ai découvert les autochtones ici hein ! Surtout en "pays d'origine" avec l'immigration on te donne une image parfaite du Canada. [...] On ne sait pas que ça existe encore aujourd'hui, qu'il y a de la résistance qui continue et ça, moi je l'ai découvert ici et c'est grâce au FSM. Petit à petit, avec les luttes antiracistes, j'ai vu. »

Après sa participation au FSM et son exposition à des informations et un réseau de personnes qui répondaient à ses intérêts et besoins politiques, Thawra décide de s'impliquer dans la lutte antiraciste.

« Après le FSM, je me suis retrouvé avec un grand réseau de militants et à ce moment-là j'ai choisi mes luttes parce que le Forum c'était un peu tout, après j'ai commencé à choisir ma lutte. Je me suis retrouvée le plus impliquée avec la question du racisme, c'est la question qui m'a le plus parlé parce que j'ai vécu beaucoup de situations. »

Elle donne plusieurs exemples de situations dans lesquelles elle est confrontée à la stigmatisation qui entoure les femmes visiblement musulmanes au Québec, au racisme, dans ses diverses formes et degrés. L'une d'elles, décrite au début de ce récit, est le rejet de sa demande de participer comme bénévole dans un organisme humanitaire malgré sa surqualification et ses années d'expérience dans des postes similaires. Un autre exemple qu'elle raconte, en riant, au sujet d'une remarque qu'elle a trouvée drôle et à laquelle est habituée, quand elle se rend à un festival dans lequel il y avait à la fois des panels de discussions sur des sujets politiques et sociaux, des ateliers et des expositions. Elle y allait pour assister à une conférence sur le féminisme. À l'entrée, l'interaction est ainsi :

« Quand je suis rentré à l'accueil de cet espace, il y avait une dame. Elle m'a vu puis m'a dit : tu vas à l'atelier de cuisine ! Moi j'ai trouvé ça drôle cette association qu'elle a fait avec la cuisine, je suis habituée à ce genre d'association, mais bon, donc j'ai dit que je vais à la conférence sur le féminisme. »

À ce stade de son parcours, Thawra est riche d'une expérience vécue qui lui permet de faire des analyses politiques de lire des enjeux sociaux comme le racisme avec une perspective globale. Elle critique ainsi les limites du milieu antiraciste montréalais, à la lumière de son vécu transnational et son implication à la fois locale et transnationale dans les luttes au Sud. Elle en parle ainsi, avec une perspective de personne migrante racialisée engagée transnationalement dans les luttes antiracistes :

« J'ai toujours gardé des liens avec le Sud et avec les luttes au niveau international, et sur la question du racisme ici à Montréal, le racisme est perçu juste comme si c'est quelque chose de local. On lutte pour Montréal, mais il n'y a pas une analyse qui va

au-delà de Montréal ou du Canada. C'est un système dominant racial qui ne vient pas juste ici, c'est aussi en Europe et partout dans le Nord. Dans mes analyses, je fais des connexions internationales. C'est un phénomène pour moi qui est international. Et surtout l'islamophobie ! Il faut lier ça à plusieurs autres choses. Il y a les guerres dans nos pays, la sécurisation des frontières, il y a beaucoup de choses. On peut le voir ici à l'embauche si on est discriminé, mais ça c'est juste au niveau micro et c'est ça le milieu antiraciste à Montréal. C'est très micro dans son analyse. À mon avis, c'est très rare de trouver quelqu'un qui a une analyse plus large. Et pour moi, le racisme systémique c'est aussi le rapport Nord-Sud parce que ça rentre là-dedans. C'est un rapport colonial, c'est un rapport qui crée une hiérarchie entre les pays, entre les groupes de personnes sur la base de plusieurs choses. [...] Pour moi tout ça est lié. Dans l'immigration tu le vois pourquoi on préfère certains groupes à d'autres pourquoi on cible l'immigration vers des pays et pas d'autres [...] C'est pour ça que j'ai gardé la lutte antiraciste avec toujours des luttes Nord-Sud, pour moi les deux s'alimentent ce n'est pas des choses déconnectées et j'ai continué dans ça. »

Les rencontres libératrices

En restant impliquée dans les luttes antiracistes depuis le FSM, Thawra continue à accroître son réseau social avec des personnes qui s'intéressent au même sujet et s'impliquent dans le même type d'activités. C'est ainsi qu'elle fait une rencontre, qu'elle considère comme étant l'une des plus importantes de son parcours militant. C'est sa rencontre avec Houria Boutelja, une militante racialisée, décoloniale et antiraciste, lors de son passage à Montréal comme conférencière invitée. Elle la rencontre d'abord à l'occasion d'une manifestation propalestinienne à Montréal, puis dans une conférence militante dans laquelle Boutelja est panéliste.

« J'étais là [conférence sur l'antiracisme] en train d'écouter Houria, et elle était là avec une autre féministe, blanche. Et ça, ça a été comme le débat qui m'a je ne sais pas, on a une expression barrad lek ala qalbek c'est-à-dire c'est comme quelque chose qui m'a libérée ! C'est comme si ça répondait exactement à ce dont j'avais toujours besoin ! »

Cet effet libérateur s'explique par le fait que Thawra a trouvé des réponses à des questions qui la taraudaient depuis longtemps. La pensée antiraciste décoloniale, dont Boutelja est l'une des figures importantes dans le paysage francophone, théorise et propose des projets politiques qui contrent la vision coloniale eurocentrée qui domine en [pays d'origine], dans

d'autres anciennes colonies et au Québec, notamment. Ce sont des penseur.euse.s qui réfléchissent à la violence coloniale du point de vue des personnes racialisées et qui font un travail de réflexion à la fois sur nous-mêmes et sur les groupes dominants. Ces penseur.euse.s réfléchissent pour produire une pensée depuis la marge, sur la marge, mais aussi sur le centre, les rapports entre centre et marge et ont un potentiel émancipateur important.

« J'ai trouvé des réponses à tout ce que j'avais en tête et même son livre quand je le lisais, c'était impressionnant ! [...] Vraiment il y a des choses dont elle parle, c'est magnifique ! Même si elle a une façon d'écrire qui paraît isolante pour certains, mais moi j'adore parce que je la trouve digne. Elle parle de beaucoup de choses. Elle parle de quand elle était jeune, elle avait honte de ses parents lorsqu'ils l'emmenaient à l'école parce qu'ils sont des Arabes, elle parlait de choses qui me parlaient même si moi j'étais en "pays d'origine", mais après comment elle explique comment ça [le colonialisme] nous amène à nous haïr nous-même, ça répondait à beaucoup de mes questions. »

Boutelja marque la mémoire et le parcours militant de Thawra. La pensée décoloniale offre à Thawra les outils et les mots pour se penser comme sujet politique inscrit dans une matrice coloniale. En plus, de mettre des mots sur les injustices qui la préoccupait, la pensée décoloniale permet à Thawra d'affirmer sa pensée politique et de lui donner une appartenance, elle dit :

« La seule école politique qui me donne le plus de réponses et qui me satisfait en tant que personne, et aussi qui me rend, je ne sais pas je pense que ça donne une fierté. Le problème qu'on a avec d'autres écoles politiques, c'est que ça te culpabilise, ça te fait honte parfois de tes origines, de ta culture, de tout. Et tu devrais toujours te conformer pour te montrer à la page. Avec l'école décoloniale, c'était autre chose, au contraire tu t'affirmes encore plus, je suis comme ça ! »

À partir de ce moment, Thawra approfondit ses connaissances sur la pensée antiraciste et décoloniale. Son univers intellectuel, que j'entrevois à travers ce qu'elle partage avec moi dans son récit, sur les rangées de sa bibliothèque et les affiches sur les murs de son salon, est composé de plusieurs références arabophones, francophones et anglophones. Son cercle social militant est composé de personnes qui s'intéressent à ces questions et/ou qui gravitent autour des luttes antiracistes et décoloniales, à la fois à Montréal, au Canada, en « pays d'origine » et en Europe.

En 2018, elle reçoit une invitation à participer à un des événements qui ont laissé une des plus belles traces dans son parcours : le Bandung du Nord à Paris. Le comité d'organisation du Bandung décrit l'événement ainsi :

« une conférence internationale à Paris, s'inscrivant dans l'esprit de la conférence de Bandung de 1955. Ce sera la première conférence internationale de personnes de couleur prenant à bras le corps les questions concernant les non-Blancs vivant dans le nord global, afin de discuter de problématiques qu'elles ont en commun. » (Site web du Bandung du Nord)²⁵

La Conférence du Bandung de 1955 est une conférence internationale intitulée « Faisons émerger une nouvelle Afrique et une nouvelle Asie » qui s'est organisée dans la ville de Bandung en Indonésie. Elle réunissait pour la première fois vingt-neuf chefs d'État de pays du Sud global (d'Afrique et d'Asie) récemment indépendant à l'époque et représentant une population totale de 1,5 milliard, soit plus de la moitié de la population mondiale de l'époque. Elle visait la promotion de la coopération économique et culturelle entre les pays d'Afrique et d'Asie et l'opposition au colonialisme et au néocolonialisme.

Plus de soixante ans après, en 2018 à Paris, des militant.e.s antiracistes vivant dans le nord global appellent à se réunir, dans l'objectif de proposer l'idée d'une « Internationale Décoloniale », une alliance qui regrouperait les mouvements décoloniaux d'Occident. Son objectif, tel que décrit dans le site web de la conférence, serait de forger des projets et des outils de lutte et de résistance face à la montée des nationalismes suprémacistes, l'ultralibéralisme et face à la poursuite des dominations impérialistes sous toutes ses formes. Sur la page de présentation de la conférence, on trouve une estimation de 160 millions de personnes non Blanches vivant dans les pays du Nord, sur un total de 800 millions. La Conférence visait donc à discuter des enjeux transversaux vécus par ces personnes et comment y faire face. Des figures incontournables du mouvement antiraciste, à l'échelle mondiale, étaient présentes. Thawra en parle aujourd'hui avec encore beaucoup d'émotions :

« Le Bandung pour moi c'était wow ! C'était le paradis *wallah* ! Quand j'ai croisé des personnes qu'on parle tous le même langage ! On se comprenait, c'était fou ! Quand je suis sortie du Bandung c'était comme un rêve ! C'était [un beau rêve]. Et tous, on se rappelle beaucoup de ces moments [...] Ça, ça a été pour moi une transformation, une deuxième phase de transformation ! Il y avait Angela Davis, Fred Hampton Jr,

²⁵ Site web du Bandung du Nord <http://bandungdunord.webflow.io/> (consulté le 15/03/2021)

vraiment du monde de haut calibre, des personnes que je connais juste à travers des vidéos tu vois ! »

C'était un des moments de socialisation et d'apprentissage militant les plus importants pour Thawra. Son réseau social s'est agrandi et compte désormais des militant.e.s non Blanc.he.s antiracistes, qui vivent dans plusieurs pays du nord global, en Europe, aux États-Unis et au Canada. Elle est retournée à Montréal ensuite avec de nouveaux contacts, des relations humaines et plein de livres et de musiques.

Durant ce voyage, elle observe comment se manifeste l'expérience de la stigmatisation dans la ville. La conférence était organisée dans une banlieue française, Saint-Denis, une des plus grandes banlieues de Paris, composée en majorité de personnes racialisées issues de familles ayant immigré en France depuis les anciennes colonies françaises. Depuis son siège dans le train qui la mène de l'aéroport vers Saint-Denis, elle observe :

« Ça m'a beaucoup marquée quand j'ai pris le transport en commun. Je me souviens dans le RER, le train de banlieue là, quand je l'ai pris de l'aéroport. Tu voyais la transformation des visages dans le wagon : plus tu t'approches de Saint-Denis, plus tu vois d'autres visages. Je me souviens que j'ai vu une rom qui marchait pour demander de l'argent, une famille syrienne avec ses enfants qui était là. Tu vois la transformation de ton espace de comment ça a été dans l'aéroport, puis dans le wagon qui s'approche de Saint-Denis. Tu vois les visages changer, tu vois la rue. En tout cas, pour moi c'est une expérience qui m'a beaucoup marquée. Et après ce passage tu arrives à un noyau, en plus à Saint-Denis c'était à la Bourse du Travail, c'est un espace où il n'y avait pas d'événement de ce genre qui s'organise dans cet espace. »

Le vieux bâtiment dans lequel s'est organisée la conférence s'est transformé pour un certain temps en un lieu de rencontre internationale antiraciste, animé par les participant.e.s, leurs discussions, leurs énergies militantes qui refusent les violences racistes et oppressives partout dans les pays d'où elles et ils viennent.

Pourtant, sa participation à cette conférence si importante pour elle dans sa définition identitaire n'a pas été facile. Elle a même failli manquer l'événement. Elle raconte :

« À ce moment-là, je n'avais pas la citoyenneté. Donc j'ai eu des problèmes de visa et j'ai failli vraiment ne pas avoir le visa. Ça, ça m'a donné la rage ! C'est-à-dire que même pour un événement qui compte beaucoup pour moi, qui s'incarne dans la lutte, et j'ai failli le manquer, en plus de toute l'humiliation que tu as dans le consulat, et tout le stress qu'il y a pour les papiers, toute l'organisation de tout tes papiers, pendant

qu'une autre personne dit juste, ah voilà je veux demain partir à je ne sais pas où et elle part ! Ça, ça m'a fait oh my god ! C'était vraiment quelque chose qui m'a donné la rage. »

Les visas sont une des manifestations des nombreuses contraintes à la mobilité des personnes racialisées du Sud global. En plus des visas, il y a les frais financiers pour couvrir un voyage à l'international. La conférence militante était autofinancée, les participant.e.s devaient trouver le moyen de financer leur déplacement. Pour cela, Montréal s'est avéré plein de ressources.

« J'ai cherché à financer mon voyage toute seule. Donc j'ai fait une demande pour LOGIQ, je me souviens c'est LOGIQ qui fait des financements quand tu voyages pour une conférence ou quelque chose comme ça quand tu es jeune. [...] J'ai cherché des fonds pour financer tout son [une militante autochtone qu'elle a invitée] voyage. J'ai demandé à Alternatives de financer l'hôtel, le billet je me souviens plus comment, mais j'ai passé des mois à chercher ! Et ça, c'est bien ici. Tu peux trouver de l'argent quand tu peux justifier. »

Elle a réussi à trouver du financement pour elle et pour une militante autochtone qu'elle a invitée pour parler des luttes autochtones au Québec et au Canada. Ici par exemple, c'est une illustration de l'effet de la participation de Thawra au FSM à Montréal. Car c'est au FSM qu'elle a été exposée aux luttes autochtones pour la première fois, et c'est grâce à son implication dans l'organisation du FSM qu'elle a développé ses connaissances des ressources disponibles à Montréal pour financer des activités militantes. Quand elle décide de participer au Bandung pour parler de questions de racisme et de colonialisme au Québec et au Canada, elle propose d'inclure une militante autochtone pour parler de la situation. Thawra finit par trouver le moyen de financer son voyage et celui de la militante autochtone invitée.

« Elle [militante autochtone] a fait une belle intervention, son discours était bien. Moi franchement ce n'était pas très bon, j'étais fatiguée de l'organisation. J'avais le visa à [...] Et toute l'organisation de tout ça, ça m'a pris du temps au détriment de ma présentation. »

Peut-être que sa présentation n'a pas été à la hauteur de ses propres standards d'exigence, mais Thawra a réussi en peu de temps après tout, environ quatre ans après son arrivée à Montréal, entre 2014 et 2018, à se constituer un impressionnant réseau de militant.e.s de divers horizons, à Montréal et en Europe tout en maintenant une forte connexion avec son réseau social et politique dans son pays et continent d'origine. Comme elle soulignait dans

son récit, cette expérience et la richesse de son réseau, de son exposition aux réalités de diverses localités et aussi de sa connaissance du milieu militant, institutionnel, de la coopération et la solidarité internationale s'ajoutent à son vécu personnel de femme migrante, visiblement musulmane, pour lui conférer une perspective particulièrement riche et une capacité à lire les enjeux politiques et sociaux à travers un prisme global. Elle est aujourd'hui l'une des figures militantes les plus connues et respectées dans le milieu antiraciste et décolonial montréalais.

Récit 3 : Mahmoud

C'est dans une ruelle montréalaise à l'occasion d'une soirée de projection d'un documentaire critique sur le rôle du Canada dans un pays du sud global, riche en ressources naturelles, que j'ai écouté Mahmoud parler des liens entre l'extractivisme, la pauvreté et la guerre dans son pays d'origine (le pays en question dans le documentaire). Dans son discours, Mahmoud analysait le rôle des puissances impérialistes dans la situation politique et sociale complexe dans laquelle est maintenu le pays. Quelques jours après cet événement, j'ai eu la chance de discuter avec Mahmoud de son parcours de migration et d'engagement. Pendant la soirée de projection, avant d'entendre les panélistes, il y a d'abord eu une diffusion d'un puissant film documentaire appelé *Invasion* qui porte sur la résistance du campement Unist'ot'en, du point d'accès Gidimt'en et de l'ensemble de la nation Wet'suwet'en contre des compagnies extractivistes, et ce, depuis une dizaine d'années. Le film invite à réfléchir au colonialisme et à l'impérialisme au niveau local et international. Les panélistes, dont Mahmoud, ont largement souligné et présenté les liens entre le colonialisme et l'extractivisme, auquel sont confrontées les communautés autochtones au nord et au sud des Amériques. Leurs présentations ont mis de l'avant quelques mécanismes similaires dans la violence extractiviste, comme les complicités entre les États et le privé.

Mahmoud surmonte souvent sa timidité pour prendre la parole en public pour présenter le travail des groupes, que ce soit dans l'espace public lors des manifs ou en participant à des émissions radio :

« C'est vrai je suis un petit peu timide, mais assez souvent je prends la parole. Par exemple, pour le [groupe militant diasporique] je suis l'une des personnes qui signent les notes et assez souvent je prends la parole pour donner des conférences de presse, ou dans une manifestation ou un sit-in, je prends la parole pour mobiliser, pour expliquer la situation. Parfois, je participe à des émissions de radio, ou dans le cadre d'un événement je peux donner des conférences de presse à des journalistes, donc je m'implique à ce niveau aussi pour essayer de renforcer la lutte, j'essaie de donner le plus possible. Parce que c'est vrai, on s'engage, mais au niveau politique si on n'arrive pas à créer, à amener plus de monde dans la question, on ne va pas avoir d'impact, du coup on s'implique le plus possible pour essayer d'amener le plus de monde possible. »

Syndicalisme et transnationalité

Mahmoud a commencé à s'engager bien avant son arrivée à Montréal. Il a participé à plusieurs actions collectives de revendications sociales, économiques et politiques, notamment pour revendiquer la souveraineté et le droit à l'autodétermination du pays. Mahmoud a fait des études en philosophie et en linguistique. Il a ensuite travaillé pendant presque dix ans en tant qu'enseignant, avant de venir à Montréal. Dans son pays d'origine, il a participé à la création d'un syndicat d'enseignant.e.s qui regroupe les enseignant.e.s du secteur public et privé, une première dans le pays. Mahmoud était secrétaire du syndicat, il avait plusieurs responsabilités, notamment la publication du journal du syndicat :

« On avait un journal qui expliquait les objectifs de lutte et aussi faisait le point sur la situation de la société globalement, mais de notre point de vue de syndicat d'enseignants. On expliquait la situation des enseignants en prenant en compte justement d'autres enjeux dans la société. La situation des paysans, des travailleurs dans l'usine, les problèmes d'exploitation, les problèmes dans les quartiers précaires, les problèmes de service, etc., dans le journal il y avait notre vision de la société et de la lutte. Ça s'est construit autour d'une dizaine d'années, c'était progressif en fait. »

Le syndicat est resté actif une dizaine d'années, durant lesquelles les membres ont beaucoup appris ensemble, milité et publié des analyses économiques et politiques. Néanmoins, dans un contexte violent et répressif, ce genre d'activité peut coûter la vie aux personnes qui y participent. Mahmoud a ainsi perdu un collègue et ami ainsi :

« C'est difficile en [pays] pour les groupes d'exister sur la longue durée, sur des temps longs. J'étais un membre important du syndicat, mais il y avait aussi le coordinateur, qui a été assassiné. Le jour même du tremblement de terre, il a été assassiné pendant la matinée avant le tremblement de terre. Il a reçu plusieurs balles, c'était... ça c'était très dur. Il a été assassiné. Ça nous a amenés à prendre des dispositions sécuritaires. Imagine, un syndicat, c'est pas un parti politique révolutionnaire, c'était un syndicat qui revendiquait de meilleures conditions de vie. Tout ça c'était très intimidant aussi pour les membres, de s'impliquer face à cette situation de répression. »

Le syndicat faisait face au gouvernement et aux multinationales. Dans leurs revendications d'augmentation des salaires minimums, les syndicalistes se sont trouvés, de fait, impliqués dans des luttes transnationales.

« Les travailleurs qui exigeaient l'augmentation du salaire minimum se retrouvaient directement en face des multinationales et du coup la pression d'États étrangers comme les États-Unis. Il y avait les lobbies des compagnies transnationales qui exigeaient du gouvernement américain, à l'époque c'était Hillary qui était secrétaire d'État je crois et ils devaient intervenir auprès du gouvernement [du pays] pour ne pas augmenter le salaire minimum, parce que les compagnies minières se sentaient lésées dans le cadre d'une éventuelle augmentation importante des salaires. Du coup, on se trouve dans des luttes au niveau local, mais aussi on est en face d'intérêts d'États étrangers, de groupes étrangers, de compagnies étrangères. Ça m'a donné aussi une perspective de lutte à la fois au niveau local, mais je suis bien conscient que je suis en face d'autres intérêts étrangers, ça, c'est depuis que j'étais en [pays]. »

À travers cette lutte syndicale, Mahmoud est directement confronté aux imbrications des luttes locales et transnationales. Sa vision et sa compréhension des liens entre les géographies des luttes se sont aiguisées lorsqu'il a ensuite participé aux luttes contre l'expropriation des paysan.ne.s pour l'installation de zones franches. Mahmoud se souvient qu'au début des années 2000, une nouvelle loi a été créée pour permettre l'extension de l'installation de zones franches sur des terres cultivables, dans un pays où il y a une situation de malnutrition et de famine. Cela a entraîné des expropriations de paysan.ne.s qui rappelaient les expropriations dans les années 1950 pour permettre l'installation de mines. À cette époque, les compagnies minières avaient refusé de négocier le prix de la terre avec les paysan.ne.s. Elles sont passées à travers le gouvernement qui a imposé aux paysan.ne.s des prix modiques pour les terrains avant de les exproprier. L'annonce de l'installation de nouvelles zones franches a donc rappelé cet épisode auquel s'est ajoutée une autre couche de complexité :

« L'implantation des zones franches impliquait l'occupation de la terre, mais aussi ça va créer toute une autre dynamique dans le territoire. Au niveau environnemental, il va y avoir des productions de déchets et on va utiliser de l'eau, beaucoup d'eau pour faire fonctionner les machines, etc. C'est beaucoup d'impacts et en plus, ça crée une sorte de ce qu'on appelle libération de main-d'œuvre parce que les gens qui sont expropriés. Ces gens-là deviennent des bras libres pour accepter n'importe quel montant pour travailler dans ces usines-là. Tandis qu'avant, ils pouvaient travailler leurs terres et avoir une certaine autonomie d'existence. Donc ce sont des enjeux qui sont très liés. [...] Fait que comme dans les années 50 avec les mines, dans le cadre de l'économie d'enclave, le cas des zones franches, c'est que l'essentiel des avantages va aux compagnies, c'est elles qui ont le gros des avantages, qui gagnent l'essentiel. Parce qu'ils ne paient pas de taxes ou très peu de taxes, ça n'intègre pas l'économie

ationale véritablement, ça repose seulement sur des conditions d'exploitation d'une main-d'œuvre à bon marché. Donc c'est ça qui recoupe, tout ça est en soubassement au niveau des revendications qu'on, qu'on met de l'avant dans ces luttes-là. »

Relations internationales, violences et extractivisme

Ce que décrit Mahmoud à travers sa lecture marxiste de la situation évoque en tous points les mécanismes des économies extractivistes, même si le terme « extractivisme » en lui-même n'est pas employé dans le vocabulaire militant du pays. La participation du Canada à travers ses entreprises et son gouvernement, en plus de son soutien aux entreprises canadiennes, contribue, à travers l'envoi d'expertise légale, à modifier les lois pour faciliter l'accès aux terres :

« Avant 2010, les luttes reposaient essentiellement sur des revendications autour de l'augmentation de salaire, la vie chère, la question de la réforme économique, des politiques néolibérales et tout. [...] sous le gouvernement de Harper ici au Canada, on a conditionné un peu la relation de coopération [pays]— Canada en fonction de l'exploitation minière. L'enjeu c'était de créer les conditions pour faciliter l'exploitation des mines en [pays], parce qu'on a trouvé qu'on avait des mines assez intéressantes pour le capital dans plusieurs régions du pays, surtout dans le Nord du pays, on estimait qu'il y avait des mines intéressantes en termes d'or surtout, mais il y avait d'autres métaux précieux qui peuvent être rentables. Donc du coup le Canada en tête, parce que Harper a montré un leadership en ce sens-là à l'époque. [...] il était question de réformer, le terme utilisé était "moderniser", de moderniser le code minier [du pays] parce que ça datait des années 70. Moderniser ça impliquait qu'on permette aux compagnies d'avoir plus de latitudes dans l'exploitation et aussi d'avoir un coût moindre à payer. »

Ce cadre législatif laxiste est venu s'ajouter à la répression et la violence qui sévit dans le pays. La réforme du code minier pour faciliter aux minières leurs activités d'exploitation aux dépens des équilibres sociaux et environnementaux, a été réalisée avec l'appui de la Banque mondiale. En dépit de la répression violente, plusieurs voix continuent de s'élever à l'intérieur et dans la diaspora pour dénoncer le maintien du pays dans une position de domination économique et politique et le rôle des puissances impérialistes dans la création/ou l'alimentation des cercles de pauvreté, dépossession, destruction et dépendance. Ce sont autant de raisons qui poussent Mahmoud à maintenir son engagement aujourd'hui, malgré la distance :

« C'est tout ça qui m'amène à continuer à m'engager, à m'impliquer dans cette dynamique de lutte là, même quand je ne suis pas au pays. Je continue parce que je pense que ça vaut la peine de continuer dans cette lutte parce que c'est un processus qui est là pour durer. Et comme il y a aussi des acteurs non seulement locaux, mais des acteurs internationaux dans l'affaire, si on arrive à s'impliquer pendant qu'on n'est pas au pays, peut-être que ça pourrait avoir un impact plus visible, ça peut finalement amener ça dans l'espace public international, la presse internationale, c'est un vœu pieux, mais bon. J'ai l'impression que si on s'implique pendant qu'on est ailleurs, peut-être que ça peut avoir des impacts moins insignifiants. »

Sur ce dernier point, l'impact différencié de l'engagement selon le lieu à partir duquel il se fait, Mahmoud donne un exemple concret :

« Récemment il y a eu une convocation du ministre des Affaires étrangères du Canada. Il a invité certaines personnalités de la diaspora [pays] sur la crise en [pays]. Il y a eu une réunion. C'est vrai c'était très décevant dans la mesure où le Canada tenait à garder sa position sur [pays], mais l'idée c'était justement d'aller chercher un soutien de la diaspora. Donc il voulait justement expliquer la position du Canada sur la crise en [pays]. Cela sous-entend qu'on reconnaisse plus ou moins que, ce qu'on fait au niveau de la diaspora, notre positionnement par rapport à la façon dont le Canada agit sur [pays]. Donc on est quand même visible et le gouvernement canadien se sent mal à l'aise s'il n'essaie pas justement de nous prendre en compte. Et quand on exprime notre désaccord et on critique directement le Canada, quand ça apparaît dans la presse, parfois le Canada essaie de s'expliquer. Si on n'arrive pas à l'amener à changer de position, au moins il se sent dans l'obligation de s'expliquer. Je pense que peut-être ce n'est pas rien parce qu'au niveau politique quand on se trouve en situation de s'expliquer c'est dire qu'on n'est pas confortable, on est un peu fragilisé quand on se trouve en situation de s'expliquer. Donc je pense qu'à ce niveau-là ce n'est pas inutile. Ce n'est pas inutile même si ça demande beaucoup plus pour qu'on puisse constituer véritablement une force pour changer la cadence, mais je pense que c'est un processus, c'est utile de continuer en ce sens-là. »

Avant son arrivée au Canada, Mahmoud était en contact et a travaillé avec des personnes membres de la diaspora du pays à Montréal. Peu de temps après son installation à Montréal, Mahmoud a lui-même participé à la création de deux groupes diasporiques qui font des actions variées : publication d'analyse politique, organisation de manifestations et sit-in, courrier aux élu.e.s canadiens pour dénoncer la dictature et les ingérences politiques et militaires au pays. Ces actions visent à présenter des analyses politiques et sociales de la

situation au pays, pointer du doigt le rôle du Canada et des autres puissances impérialistes. Le but est aussi d'interpeller les acteurs locaux à Montréal/Canada autant à l'échelle de la scène politique électorale que militante et les inviter à prendre une position ouvertement solidaire avec le pays et à condamner les politiques d'ingérence et d'extractivisme.

« Donc on est en contact avec des gens, des groupes en [pays] et des personnalités en [pays], mais c'est un groupe qui existe en diaspora et qui essaie de voir comment on peut créer une dynamique de lutte en diaspora pour influencer ce qui se fait en [pays]. On a fait plusieurs activités à caractère politique, des manifestations, des sit-in, etc. Aussi, on fait des activités de réflexion autour de la crise en [pays] et on interpelle aussi les acteurs ici qui peuvent avoir une influence sur ce qui se fait en [pays]. Par exemple, on a parfois écrit à des élus ici pour non seulement dénoncer la politique du Canada, mais aussi pour leur demander de se désolidariser de ces positions-là. On a fait plusieurs actions comme ça. »

Dans ces actions transnationales que Mahmoud organise et auxquelles il participe, le public visé par ces actions se trouve dans les deux espaces de lutte, à Montréal/Canada (à la fois la diaspora et les acteurs locaux) et dans le pays. En en parlant, Mahmoud évoque l'esprit d'internationalisme des luttes des classes subalternisées, par exemple, à travers la mise en lumière des acteurs qui profitent de l'extractivisme et les ressemblances dans les mécanismes de violences extractivistes dans les divers territoires où cela se produit :

« D'un côté, il y a la communauté [diasporique], il est important de la mobiliser le plus possible. Là aussi, il y a le public canadien en général, québécois, c'est important de mobiliser ces gens-là autour de ces enjeux-là, parce qu'en fait il y a un lien commun entre les peuples en fait. Quand je dis les peuples, c'est les gens qui sont victimes de l'ordre dominant. Donc que ce soit les travailleurs québécois ou les chômeurs [du pays], ces travailleurs québécois sont d'une certaine façon aussi dominés par l'ordre existant, l'ordre dominant. Donc l'important c'est essayer de faire cette jonction entre les dominés, cette jonction entre les peuples, pour pouvoir défendre les vraies revendications en fait. Parce que si on arrive à voir ce qui est en commun entre nous on peut voir justement ceux qui en profitent en fait. Par exemple pour la question minière, beaucoup de ces entreprises-là c'est des entreprises qui ont l'essentiel de leurs fortunes dans les paradis fiscaux, donc ils exploitent partout dans le monde, même ici aussi parce qu'ils exploitent aussi ici, il faut voir les autochtones. Puis assez souvent, c'est des terres, des territoires pollués après l'exploitation minière. Donc nous sommes tous des victimes. [...] Si ces victimes-là peuvent voir véritablement qui est responsable, qui en profite, si on arrive à créer ce lien, c'est sûr qu'on va arriver plus

loin dans la lutte. C'est pour ça, c'est ça là, c'est ça qu'on a à l'horizon en fait, donc c'est ce à quoi on souhaite arriver, à cette compréhension-là de la question pour pouvoir mener, renforcer la lutte. S'il y a cette compréhension c'est sûr qu'on va pouvoir arriver à une société plus juste, que ce soit ici ou en [pays] ou ailleurs. »

Pour concrétiser cette vision internationaliste des luttes, Mahmoud organise et participe à des actions transnationales de la diaspora pour tisser des solidarités entre les mouvements sociaux ici, dans le pays et ailleurs. Son analyse emprunte beaucoup de références à la pensée marxiste, un imaginaire politique nourrit par les luttes pour la libération des peuples. Un exemple des actions transnationales de solidarités par la base est l'organisation de rencontres entre la diaspora et les communautés autochtones au Canada.

« Et puis même au niveau des organismes communautaires il y a aussi une tendance à garder en mémoire la situation des autochtones ici, donc à travers les services que l'on donne quand, par exemple à [organisation diasporique du pays d'origine] là où je travaille à temps partiel, il y a un souci justement de mettre en avant cette réalité des autochtones et on expliquait ça justement aux gens qui bénéficient des services de l'organisme, cette réalité. Par exemple moi, comme intervenant, on m'a dit que c'est important dans mes interventions que j'explique ça aussi. Parce que ça, c'est une partie aussi de la réalité du pays. Donc c'est de faciliter une meilleure compréhension de la complexité du territoire aux gens. Quand on est en ville ici on peut avoir l'impression qu'ici c'est juste des Québécois et puis des immigrants, mais il y a plus que ça. »

Territoires répulsifs

L'arrivée de Mahmoud à Montréal, ou plutôt le départ de son pays d'origine, s'est fait dans la douleur. Les menaces et harcèlements devenaient de plus en plus pesants, il a été contraint de quitter le pays. Son installation à Montréal ne l'éloigne pourtant pas de sa lutte initiale dans son pays ; au contraire, pour lui, militer avec la diaspora est un autre moyen pour continuer son engagement :

« En fait, en me déplaçant, qu'est-ce qui m'a poussé à me déplacer, à changer de territoire c'est qu'il y a un ensemble de facteurs qui rendent les territoires répulsifs pour moi. Je résiste, je résiste, je résiste, mais à un certain moment je ne peux plus rester. Le territoire devient tellement répulsif pour moi, mais cette répulsion c'est, c'est quelque chose qui, ça affecte beaucoup de personnes, c'est pas seulement moi, c'est

beaucoup de personnes comme moi. Donc du coup donc ça crée des conditions pour amener beaucoup de personnes à se retrouver ailleurs. [...] c'est pas que ce territoire ici est attractif à proprement parler. En fait, c'est parce que c'est une stratégie de survie. Par exemple dans mon cas je me sens, je sens, en fait c'est ma vie qui était menacée. [...], Mais je veux continuer à lutter. Si je meurs, c'est sûr qu'on peut toujours utiliser ton nom, mais ce n'est pas la même chose. Si tu tombes dans la lutte, si t'es mort, tu ne pourras plus organiser de manifestation, tu ne peux plus de notes de presse, etc. (rires), donc c'est peut-être mieux de rester en vie ! Comme ça on peut toujours trouver une façon de s'impliquer. Je pense que c'est ça l'enjeu. C'est vrai on peut dire que vivre ici ça donne un certain avantage, mais je pense que c'est pratiquement la même lutte. En fait, c'est la même lutte. »

Son expérience à Montréal est aussi une expérience de l'altérité. Sa subjectivité de personne migrante noire prend forme au contact de la blancheur.

« Arrivé ici, on se retrouve dans l'obligation de se voir différemment, parce que la société te voit différemment. Par exemple, je ne savais pas qu'est-ce que cela veut dire tous ces enjeux de lutte autour des couleurs. En [pays d'origine] je ne me sentais pas minoritaire donc, cette question ne se posait pas. En arrivant ici, je sais que je suis un migrant. Avant je pensais simplement que j'étais une personne, je pensais que je pouvais lutter pour avoir de meilleurs salaires, de meilleures conditions de vie. Je ne savais pas que j'étais un migrant, que j'étais Noir. Donc tu vois, en vivant ici, il y a d'autres choses qui rendent le territoire répulsif en fait pour quelqu'un comme moi. Mais la menace n'est pas la même. Je ne me sens pas menacé, je ne sens pas la menace sur ma vie à proprement parler. Mais je sens qu'il y a quand même des problèmes assez importants qui me dérangent et qui perturbent comme être humain, dans ta dignité. À mon avis c'est que ici en [pays] ou ici, je me sens dans l'obligation de continuer à lutter. »

Ce sentiment d'obligation de continuer la lutte, c'est à la fois celle qui se rapporte à son pays, mais aussi en s'impliquant dans les luttes locales.

« Une fois ici je dois aussi embrasser d'autres luttes. Du moins, participer à constituer d'autres luttes, à renforcer d'autres luttes. Par exemple lutter contre la discrimination. La discrimination à la fois pour les questions de personnes, les préjugés de couleur, les préjugés de race, des personnes qu'on essaie d'enfermer dans une race. Il y a tout ça. Donc je ne peux pas dire que c'est attractif à proprement parler, chaque territoire a ses spécificités et ses niveaux de répulsion en fait. »

Mahmoud parle d'une relation viscérale aux territoires, il parle en termes de répulsion ou attraction à un territoire. Ainsi, il n'est pas arrivé à Montréal parce que le territoire l'attirait, mais plutôt parce qu'il a senti une répulsion envers son territoire d'origine quand il a commencé à vivre du harcèlement et des menaces sérieuses sur sa vie. Montréal est un territoire de refuge qu'il a tout de suite transformé en terrain de lutte locale et transnationale.

Coprésence à Montréal et luttes transnationales

Dans son engagement localement à Montréal, Mahmoud est d'abord marqué par la diversité des personnes qu'il rencontre dans les espaces militants. Ce qu'il relève, c'est l'importance de la coprésence avec des personnes différentes avec qui il partage des luttes, organise et participe à des actions militantes. Cette coprésence dans certains espaces de luttes à Montréal constitue une des forces de la ville. C'est à travers ces espaces là que Mahmoud trouve une traduction concrète et pratique à son idéal de libération et de solidarité internationaliste.

« Ce qui m'a frappé en fait c'est la diversité. La diversité ici à Montréal, on en rencontre beaucoup. [...] [au pays d'origine], c'était pas trop visible pour moi de côtoyer d'autres cultures souvent comme ça, et encore moins de m'impliquer avec eux. Même si par exemple au niveau du syndicat on avait justement commencé à développer des relations avec des syndicats d'Amérique centrale, République dominicaine, Jamaïque, etc., avec d'autres organisations on essayait de garder contact avec eux. On était aussi en contact avec un groupe aux États-Unis, mais il n'y avait pas une coprésence dans cette dynamique de lutte là à l'époque. [...] En arrivant ici j'ai l'occasion de rencontrer des personnes, que ce soit des personnes d'Afrique, des Européens, des Asiatiques. Et aussi rencontrer d'autres cultures et tous ces gens-là à un certain niveau s'implique, et ça crée une autre dynamique. Ça m'a frappé, parce qu'en fait même si on peut avoir globalement une vision un peu universaliste de la lutte, c'est-à-dire d'essayer de penser la libération, une libération globale, mais quand on est dans un espace où on ne côtoyait pas d'autres cultures véritablement, concrètement, ça reste une abstraction. Mais dans un espace multiculturel si on peut dire comme ça, ça donne l'occasion de vivre cette réalité et aussi de voir la complexité, la diversité des enjeux. Ça, ça m'avait beaucoup frappé et aussi ça me sensibilisait un peu plus sur la réalité d'autres peuples, par rapport à [pays d'origine]. Essayer de voir qu'est-ce qui se ressemble, quels sont les points de jonction, les points de ralliement, etc., et aussi ça

m'a permis de, dans la mesure du possible de prendre tout ça en compte dans la lutte en fait. »

Concrètement, ce travail militant en coprésence se traduit ainsi :

« Par exemple, quand on organise un événement on a tendance à inviter plusieurs groupes et on va voir qu'il va y avoir de la solidarité qui vient de différents groupes. Que ce soit des autochtones, que ce soit des groupes féministes, que ce soit d'autres groupes encore. Parce que ces organisations-là ne fonctionnaient pas sur une base ethnique, c'est des organisations ouvertes donc on peut retrouver des gens de différentes nationalités qu'on voit quand on crée un événement, on organise une manifestation, etc., on retrouve cette convergence en fait. Et puis aussi quand on planifie un événement, on peut même au niveau de la conception, on peut inviter d'autres groupes à penser l'activité, ça fait aussi un espace d'échange. »

Mahmoud continue à s'engager localement auprès de la diaspora de son pays, transnationalement, avec les luttes locales dans son pays d'origine et dans les espaces transversaux de luttes à Montréal, en coprésence avec d'autres militant.e.s antiracistes et anti-impérialistes.

Récit 4 : Nejma

C'est avec enthousiasme, générosité et yeux pétillants que Nejma partage avec moi son histoire d'engagement, de voyage et de rencontres politiques à Montréal. Notre discussion a lieu en ligne, sur Zoom, en plein milieu de la pandémie de COVID-19 en 2021. Nejma est professeure d'histoire et militante féministe, antiraciste et anti-impérialiste. Elle est impliquée dans plusieurs organisations militantes féministes et diasporiques à Montréal, dont certaines qu'elle a elle-même co-fondées et qui existent depuis une quarantaine d'années. Le parcours politique de Nejma a commencé à Montréal, quand, en 1976, un ami qui deviendra un camarade de lutte l'a convaincue de monter dans un bus direction Ottawa avec un groupe de militant.e.s pour protester contre la dictature dans leur pays d'origine. Ensuite, comme elle dit avec humour, elle n'est plus jamais redescendue de ce bus.

Nejma est arrivée à Montréal dans les années 1970. Dès son arrivée, elle a commencé à travailler. Son premier emploi, c'était secrétaire dactylographe à la Faculté de droit de McGill. Cette période marque le début de son engagement politique.

Machine à café et division de classes

Nejma se remémore en souriant le souvenir d'une anecdote qui constitue sa première tentative d'action collective et marque sa prise de conscience d'un changement de sa position de classe socio-économique. En tant que secrétaires, Nejma et ses collègues étaient chargées de préparer le café pour les professeur.e.s. Seulement, elles-mêmes ne pouvaient pas en boire. La machine et les cafés restaient dans les locaux des professeur.e.s.

« So by 10o'clock in the morning in this professor's lounge, we had to make sure the coffee was there to do them. But we couldn't have the coffee! It was like what?! [...] we were very disturbed by this and we talked to the others and they didn't seem to mind and we were like, oh no, no, no. We have to have a union; this is not correct! »

Avec une autre collègue, elles ont commencé à discuter de la nécessité d'avoir un syndicat pour défendre leurs droits, à commencer par le droit au café qu'elles-mêmes préparaient ! Cette anecdote lui a fait prendre conscience que le rapport de classe dans lequel elle se trouvait à Montréal était à l'opposé de celui dans lequel elle était dans son pays d'origine. Avant d'arriver, Nejma était du côté privilégié. Dans son ancien travail là-bas, c'était elle qui se faisait servir du thé, et cette question de « droit au café » ne s'était jamais posée pour elle.

« Ironically, looking back on this, before coming to Montreal when I was working in an office in [country of origin], and you know [country of origin] has a very rigid caste and class system, and so every morning we would be brought on trays cups of tea by staff, who were employed just to prepare food and tea for us. And because it was so normative for me, that didn't strike me, but now, here, as this middle-class person making coffee and not being able to have it! »

En y repensant, cette expérience était une prise de conscience de classe, impulsée par le déclassement social provoqué par sa migration. Dans son pays d'origine, Nejma a grandi dans une famille de classe moyenne. Sa langue maternelle, l'anglais, était la langue parlée à la maison et à l'école catholique où elle a fait ses études.

« So the ethos that informed our education system was somewhat postcolonial, somewhat nationalist, about building a nation of inclusivity. And it was partly, I guess the Catholic Caritas. But this idea of building a new nation and getting out of colonialism was kind of always there, not in a very politically conscious way but it was there. And by the mid 60s you also had some peasant movements that took up armed struggles that were informed by Maoism. That was going on in the background. But for me, it was more like you read about something in the newspaper and that's it. So I didn't get politically involved or politically engaged. [...] but when I left [the country], so this is now 1975 that we're talking about, the Prime Minister [...] declared a state of national emergency. So all civil liberties were abrogated and hundreds of thousands of political activists and opponents massively put into jail, so this happened just as I left. »

Les idées et idéaux de décolonisation et de solidarité étaient très présents dans le quotidien de Nejma, sans pour autant qu'elle participe à des actions collectives. Sa toute première participation à une action collective a eu lieu à Montréal, dans une action en lien avec ce qui se passait dans son pays d'origine.

Prendre le bus pour aller manifester

Sur le campus de McGill, elle voit une annonce pour un événement. C'était une projection d'un documentaire sur la situation dans son pays d'origine. Le documentaire était réalisé par un étudiant de McGill, lui aussi du même pays. À la sortie de l'événement, elle laisse ses coordonnées dans le répertoire mis à disposition par les organisateur.trice.s de l'événement pour être informée des autres activités. Une année plus tard, Nejma reçoit un appel

téléphonique. C'était le réalisateur du documentaire qui l'invitait à se joindre à ce qui allait devenir un des moments les plus marquants dans son parcours politique. Un petit groupe d'étudiant.e.s et de militant.e.s de la diaspora organisait un déplacement en bus pour aller de Montréal vers Ottawa, devant l'ambassade du pays. C'était une manifestation de protestation sur la montée inquiétante de la répression et la violence politiques qui avaient connu une augmentation exponentielle depuis la déclaration de l'état d'urgence dans le pays.

« I said, I've never been in a demonstration. I'd seen many demonstrations in [country], but they were more like that's what those people do and it's just a traffic problem for me sitting in a car, you know? So I was saying, you know, now that we have this emergency, [...] things are moving, trains are on time and for anything I said he had an answer : oh trains are on time? that's what Mussolini said! And I couldn't win the argument. So I did go on that bus to Ottawa. Like I tell people, then I have never gotten off that bus! Am still on that bus you know! So, that was the start. It was a very uninformed, emotive response to something that I didn't quite like. »

Depuis ce jour, ce bus activiste l'a emmenée vers plusieurs stations qui constituent son parcours militant et qui, à travers son parcours, dessinent des traces du militantisme des femmes migrantes à Montréal.

Un féminisme transnational, sensible et informé

Nejma se joint à ce groupe diasporique militant. Elle a participé à plusieurs actions militantes portant essentiellement sur l'exigence de libération des prisonnier.ère.s politiques dans le pays et la fin de l'état d'urgence. Quelques mois après, l'état d'urgence était levé. La composition et les actions du groupe diasporique militant commençaient à changer, Nejma y reste et ses connexions politiques se forment, son réseau social militant, local et transnational naît de ces fréquentations :

« we were connected with people in other parts of Canada and the US, a lot of like students from [country] or people originally from [country] who were political. So some people kind of stopped organizing because the emergency ended, but others who were more left or leftist-center, felt that there's still so much work to be done because of inequality and injustice, and continued to organize. So, I continued. And you know, you got to learn more. »

C'est à travers la fréquentation des membres de ce groupe diasporique militant que Nejma fait sa formation politique. Elle raconte avec humour comment elle s'ennuyait par moment

quand les débats étaient beaucoup trop éloignés de ses centres d'intérêt, mais qu'elle restait quand même dans les salons dans lesquels les membres se réunissaient. Elle remarquait qu'il y avait une différence dans la manière de parler des sujets qui dépendaient beaucoup des différences de profils et d'expériences des personnes dans ce groupe multigénérationnel. Et surtout, un autre mouvement prenait place à ce moment, à Montréal et ailleurs dans le monde, c'est le mouvement féministe, et c'est ce mouvement-là qui interpella Nejma particulièrement. La lutte féministe des années 1970, à Montréal, au Canada et dans son pays d'origine représente une étape marquante dans son parcours.

« There would be, theoretical discussions and debates that I didn't have a background or interest in and there's a certain kind of generational division, so some of the movers and shakers were kind of older people who had actually been politically involved in [country] before coming here and then, there are people like me who had no political background and were younger and we just sort of like, you know, felt things rather than intellectually, always understood what was going on. So sometimes those discussions were kind of quite... quite boring I would say for me at that time, but there was something else that was going on and that was in the women's movement. »

Son intérêt et son implication dans le féminisme, une lutte centrale pour elle, ont commencé à ce moment-là. Elle parle d'une transnationalité et d'un va-et-vient continu entre Montréal, le Canada et (son pays d'origine) dans ses préoccupations et ses intérêts quotidiens :

« [w]hile women have been involved in the anti-colonial movements, they did not have to struggle with, say, the men in their societies and communities in terms of voting rights and so I think the assumption was now everything would be fine. But gradually now a new generation of women were saying no no, this is not true. And in 1975 the UN declared the International Year of Women. There was a big meeting in Mexico City.»

Nejma se souvient alors que cette rencontre internationale a constitué un moment important, car pour la préparer, plusieurs gouvernements ont affecté des ressources pour réaliser des études et des états des lieux sur la situation des femmes dans le monde. Les groupes communautaires et les collectifs de base ont aussi participé à cette dynamique et ont également produit des rapports et des revues militantes. Cette période a été riche en information sur les diverses inégalités et oppressions qui existent, partout dans le monde, et qui montrent que le droit de vote est très loin d'être un bon indicateur sur la situation des femmes partout dans le monde. C'était aussi la période de la deuxième vague féministe en Occident. Nejma venait d'un pays non occidental dans lequel les femmes n'ont pas eu à lutter

pour le droit de vote. Elle se retrouve à la croisée de cette vague et de la prise de conscience de la nécessité de s'organiser et se mobiliser pour soutenir et se solidariser avec les femmes ayant des histoires de luttes différentes. Avec d'autres femmes du groupe diasporique militant, elles décident de créer une section féministe au sein du groupe. Cette décision n'a pas fait l'unanimité dans le groupe, les hommes n'étaient pas emballés :

« So, people like me who are living in Montreal with roots in [country] were following what was going on there. And also, there was another wave of the women's movement in the West, and realizing there's a lot of work to be done. So, even within our political organizing force, a civil right in [country], we noticed there are men who were out striking and meetings, and we should form a women's caucus! Which some of the older men were not very happy about because they said, oh, why do you need a Woman's caucus, it is splitting the movement. »

En plus de la prise de conscience de la situation des femmes au niveau mondial, informées par les publications gouvernementales et non gouvernementales, Nejma et d'autres féministes du groupe remarquent une tendance dans les femmes de la diaspora et elles réalisent qu'il est nécessaire d'avoir des réponses adaptées :

« [i]n Montreal, there were women who were coming very often as sponsored wife from [countries in the region] who didn't have access to resources. And if they needed any kind of assistance, it was very difficult for them to access. So, we started this [feminist diasporic community center]. We started working on it in 1980 and formally it started in 81, so it's now 40 years. »

La création du centre diasporique pour femmes migrantes a nécessité une autre manière de s'organiser, différente de celles du groupe diasporique militant auquel les féministes migrantes participaient. D'abord, elles avaient besoin de comprendre le fonctionnement et les expressions du patriarcat de manière plus fine dans un contexte diasporique pour qu'elles puissent apporter des réponses adaptées. En effet, le patriarcat en contexte diasporique s'additionne à des violences qui touchent les personnes migrantes racialisées de manière générale et différenciée, comme le racisme et les barrières de la langue. Fortes de leur expérience militante dans le groupe diasporique et du réseau social étendu au Canada, surtout avec les deux autres grandes métropoles Toronto et Vancouver, et aussi transnationalement, dans le pays et la grande région d'origine, les fondatrices du centre des femmes mettent en commun leurs expériences d'organisation et compétences militantes, surtout dans l'antiracisme et la solidarité internationale avec le mouvement paysan et de syndicalisation des travailleurs et travailleuses agricoles. L'expérience de vie, de migration et

de militantisme avec le groupe diasporique, en plus de la connaissance du contexte canadien et du pays d'origine, à la fois les subtilités culturelles, politiques et économiques dans les deux contextes, ajoutée aux réseaux sociaux et militants étendus de ces féministes migrantes, tous ces éléments leur ont permis de fonder un centre qui répond avec sensibilité à des besoins de femmes migrantes et de créer un espace communautaire sécuritaire pour elles et leurs familles. Le Centre offre des services aux femmes et s'engage dans les luttes pour les droits des femmes migrantes en organisant et participant à des marches, manifestations, plaidoyer et en nouant des alliances avec d'autres groupes communautaires et féministes, et ce, depuis plus de quarante ans.

La force du collectif

L'implication de Nejma dans le centre pour femmes migrantes et aussi dans le groupe diasporique militant lui a permis de se construire une subjectivité politique très ancrée dans le collectif. Cette force et ce travail militant des féministes migrantes bénéficient à la fois aux personnes, familles et communautés directement impliquées, mais aussi à Montréal et au Québec de manière générale, comme elle raconte ici :

« I think we have helped a lot of individual women take control of their lives. But also in the wider space of Quebec, to get people to recognize and understand that there is diversity here and you have to listen to groups like the [Center], you can't do this without. So we've been able to push that and get that recognition, you know. So, that has been tremendous. And again, it's not just me, it's groups of women and the realization that when you're in a group. Like, personally at certain moments, maybe you are not able to, but then there are others who can, and when some of those others are not able to, then you are back there again. So, that connectivity and group strengths, and also understanding I'm an individual but always, consciously and unconsciously, being WE not just ME. »

Cette conscience de la force du groupe

« I think my political involvement and engagement right from the beginning have been as part of a group. So it wasn't like me coming in with all this experience and knowledge, I was always part of a group and now as an older person I know like sometimes people will pick me out and say we want you to speak because of your thing. But coming from the 'we' and then to some extent consciously always projecting that as much as possible. »

Just do it!

Nejma est une personne très charismatique. J'ai déjà assisté à plusieurs de ses prises de parole en public, et quand elle prend le micro, la foule écoute. Ses discours sont toujours très argumentés, structurés et engageants. Selon elle, deux sources lui procurent les compétences, l'inspiration et l'énergie pour maintenir son engagement : son métier de professeure et la force du collectif militant.

Nejma considère son travail de professeure comme un privilège. Elle aime enseigner l'histoire à de jeunes adultes et participer à leur transmettre les connaissances et les outils pour comprendre et porter un regard critique sur la société et la politique.

« I think for me teaching has made a big difference. You know, I remember when I first started teaching [...] It was a baptism by fire! It was so intense! I was just able to keep up and even then, the day classes ended, I felt sick. I was so stressed and tired. [...] And then also, feeling very strongly about some things and feeling that if you are taking the public space, and trying to, I guess teach people, you have a duty and obligation. »

Son métier de professeure et sa longue expérience d'activisme lui ont conféré des compétences intertransférables entre les deux sphères militantes et professionnelles interconnectées. Elle en parle ainsi :

« I remember years ago, when I just started like getting involved and there was still this emergency in [country] and we were publishing some little journals and things and we wanted to put it in some bookstores in Montreal. And one of the older people in the group said, you know, Nejma, do you think you could try and find some places? and I said, but I don't know, like how would I do it? and he said: Just do it! You know? So there's that also. Well, you do it and then you learn by doing! »

En plus de ces expériences professionnelles et militantes, Nejma a aussi grandi dans une famille qui ne l'a pas réprimée ni confinée dans des rôles stéréotypés de genre :

« I've also learned to speak up, because again, being socialized as a woman, even though I grew up in a family of girls and we were never ever told that you can't do this because of a girl, and when I think of some of my aunts who were businesswomen and all, so we grew up in an atmosphere where we thought we could do anything but the general societal atmosphere that this is a place for women and girls was there. So, over the years, personally understanding that, and just speaking clearly and not always feeling I shouldn't say that because it might bother people. »

Bien que sa famille ne soit pas impliquée politiquement dans des actions ou des organisations politiques, dans sa vie romantique et familiale, elle ne s'imagine pas pouvoir vivre avec une personne non politisée. Elle-même a fait ses rencontres amoureuses au sein des groupes de socialisation politique :

« [i]mmediate family, not very political, but my partners have always been political and we have met as a result of being in these political groups. Yeah, I don't think I could be with somebody who is not a political »

Activisme et université

En parallèle à ses activités militantes, ou plutôt en continuité, Nejma poursuit ses études. Son implication militante, sa participation aux actions du groupe militant diasporique, au centre de femmes, et ses études font partie d'un tout, d'un ensemble qui forge sa subjectivité, comme elle en parle ici, toutes les sphères de sa vie sont très intimement liées :

«So you know I came to university studies and academia from kind of political involvement, so that is always being, you know who I am and what I do, and I can't sort of make a distinction between say academia and activism. You know, my activism informs my academic interests and how I teach, for example, and what I think I need to do and then the academic work also informs my activism, I don't see them as separate. »

Elle s'inscrit en études asiatiques et histoire à Concordia et cela lui permet d'assister à des conférences, des rencontres avec des militant.es syndicaux et de justice sociale de partout dans le monde, ce qui lui donne encore plus envie de continuer à s'impliquer dans ces luttes et au niveau local, transnational et international :

« [i]n another place, the Center for Developing-Area Studies at McGill, in the publication section, they would put out monographs and It started as a newsletter, but eventually a journal called Labor Capital and Society and you know people from different parts of the world would come and give seminars, and there were conferences and people like Cyril Ramaphosa who was a Union Leader in South Africa, now he's the president. So that kind of opening up of my mind and eyes and also so getting feeling attracted to pursuing academic work so the undergrad degree was finished, and then I thought, OK, I'd like to apply for a master's program and then I had to choose a discipline and I was torn between anthropology and history. »

Elle finit par s'inscrire à la maîtrise à Concordia, puis au doctorat en histoire dans l'université de sa ville natale dans son pays d'origine. Sa thèse, en histoire, a porté sur le colonialisme dans son pays d'origine. Cette fois, son séjour est informé par ses connaissances politiques et militantes développées avec le groupe diasporique. À cette époque, elle était devenue mère de deux enfants, son conjoint était militant également, elle l'a rencontré dans le même groupe diasporique militant. Ces changements dans sa vie personnelle, étudiante, professionnelle, militante et l'expérience de vie de migration lui font porter un autre regard sur les événements sociaux et politiques.

« But at a time when there was very little written from a feminist perspective about this time period and about women and I was reaching conclusions on my own, but feeling a little disoriented and thinking maybe I'm just imagining certain things. I'm going over the edge! [...] when I was in [country of origin], kind of involved with people over there who were politically involved in women's rights, indigenous rights, peasants' rights, and making sort of personal connection between what I was choosing to study and my own personal life becoming much more aware of what it was to be a woman, and that sort of thing, you know, the questions I was pursuing there, it was like a lot of what we call in English, dovetailing. And then I came back and just that happenstance actually, got to teaching in a Cégep. »

Cet emboîtement (*dovetailing*) dont parle Nejma, elle l'évoque aussi quand elle se souvient de la première fois qu'elle entend le terme intersectionnalité :

« I remember quite a few years ago, a young friend was putting together a special issue of Canadian woman studies on intersectionality. And that wasn't a word that I was familiar with and I said what is intersectionality? and so when she explained it to me, I said, oh yeah, yeah, that's what we've always been doing! We just didn't know that there was a word! »

Féminisme et anti-extractivisme

Les collectifs féministes auxquels appartient Nejma se sont solidarisés avec les luttes anti-extractivisme au niveau national et international. L'exemple le plus récent étant la solidarité avec la lutte Wet'suwet'en et la participation de personnes de la nation Wet'suwet'en dans les événements organisés par un des collectifs. Avant cela, il y a eu la participation de Nejma à des actions d'éducation populaire et de renforcement de solidarité comme « Femmes en résistance face à l'extractivisme » organisées par le CDHAL en 2018 et réunissant plusieurs

militantes d'Amérique latine, puis avant cela, il y a aussi eu des actions en solidarité avec la communauté de Lac-Barrière face à des travaux de forage miniers traversant un territoire traditionnel. Bien avant ces événements, Nejma a souvent participé à des actions de solidarités avec des luttes paysannes et/ou autochtones au Canada et dans son pays d'origine, en partant du principe que ce sont des luttes anti-impérialistes, anticapitalistes, de défense de droits de la personne et de justice sociale de manière générale. Elle m'en donne deux exemples. D'abord, sa participation à la mobilisation à Kanesatake pendant la « crise d'Oka » :

« For those of us who are living in Montreal in 1990, many of us went to Kanesatake, you know, the so-called Oka crisis. Across Canada, that was like a wake up [...] I think we were still in a kind of elementary awareness. I think from that time till now, the implication of what settler colonialism is and the reality that there's still something in Canada called the Indian Act, which creates this inequality and is a legislated inequality that has been gradually developing. And I think everybody in [feminist collective] supports justice for Palestinians and when you talk about Zionism as settler colonialism and then you're living in Canada, you kind of see this. You know, it's not just something out there, it's here. »

Pour Nejma, l'extractivisme est très lié au colonialisme, racisme et capitalisme. Un peu plus tard, au début des années 2000, elle a participé activement à une action de solidarité transnationale qui a largement mobilisé des étudiant.e.s du même pays de Nejma, contre une minière canadienne. Le terme extractivisme en tant que tel n'était pas utilisé, l'action étant plutôt considérée comme une lutte des droits de la personne et droits autochtones (ce qui fait sens considérant que le terme extractivisme n'était pas encore aussi présent dans les discours à cette époque-là). Nejma s'en souvient et parle de son processus d'apprentissage continu, nourri par sa grande curiosité et soif d'apprentissage :

« when we were working with students here from [country of origin] who were organizing against [Canadian mining company operating in the country], 'cause [the company] was here, right? And the populations who were directly affected by this bauxite mining in [country], they were indigenous people. So for me, being supportive of equality rights in [the country] historically, and the awareness of indigenous people there, that was there. But, somehow not always connecting it in a very, very tangible ways as I am now able to do. See, it's a process.»

Ce processus est continu. En parlant de son rapport à l'extractivisme, Nejma me raconte le souvenir d'un des livres les plus marquants pour elle, la biographie de Domitila Barrios de

Chungara, une des grandes figures du militantisme syndical et féminisme en Bolivie, qui était à la tête d'une organisation de femmes épouses de mineurs et qui a porté leurs voix sur la scène internationale. Pour Nejma, c'était d'abord un combat féministe, et avant d'y repenser aujourd'hui et de le considérer un combat contre l'extractivisme également, elle en parle ainsi :

« Personally, for me actually one of the first books that I read that I found very inspirational, but I didn't kind of see it an extractivism a book, it was a narrative of a Bolivian woman, Domitila Barrios de Chungara. So, she had narrated her life story I think to a Brazilian woman and then it got translated into English and it was published by Monthly Review press. So this was a book I would have read I think in the late 1970s. And she talked about, you know at that time there was military dictatorship and the workers went on strike, she talked about brutality with which the strike was broken and she was one of the wives of the tin miners and she kind of lead them. And how they had to cope with all the political repression and torture. There was only one store where they had to buy all their supplies and it was run -as often happens- by the mining company and the prices were so high so they couldn't have enough food and the children were malnourished and so they used plastic sheeting to build their own greenhouse, it was a very inspirational story you know that story in that sense, I never sort of thought of this as extractivism. This for me was a woman who was struggling just like basement women in [country] or indigenous women in [country] that I was coming to know more about at that time, right? »

La compréhension de Nejma de l'extractivisme comme agrégat de différentes formes de violences liées au colonialisme, racisme, capitalisme et au patriarcat est faite de ses différentes expériences, rencontres, lectures et participations politiques. Son ouverture et son engagement lui font rencontrer des personnes de différents horizons qui apportent avec elles de nouvelles perspectives et visions des luttes, ce qui dans le cas de Nejma se combine avec son érudition et ses différentes expériences vécues de participation dans des luttes décoloniales, anti-impérialistes et féministes au Canada, dans son pays d'origine et ailleurs. Sa compréhension du monde, l'intégration de l'extractivisme dans son vocabulaire militant est l'illustration que sa lutte est un processus continu.

« The populations who were directly affected by this bauxite mining in [country], they were indigenous people. So, for me, being supportive of equality rights in [country] historically and the awareness of indigenous people there, that was there. But somehow, I was not always connecting it in a very tangible way as I am now able to do. See, it's a process. »

Nejma continue à briller dans les rencontres et les actions militantes au croisement des luttes contre le racisme, le colonialisme, l'impérialisme, l'islamophobie, ici et ailleurs, surtout à Montréal et dans son pays d'origine.

Récit 5 : Nassira

Nassira est une des personnes les plus dynamiques et engagées que j'ai rencontrées. Elle est impliquée à Montréal dans le mouvement antiguerre, les luttes féministes, les luttes ouvrières internationalistes et les luttes des personnes migrantes à Montréal depuis plusieurs années. Elle est journaliste, interprète, réalisatrice de films documentaires et co-fondatrice d'une maison de production et de diffusion de films et documentaires engagés. Elle a participé à la création et au développement de plusieurs collectifs militants à Montréal, qui agissent à la fois au niveau local et à l'international.

La première chose qu'on remarque dans son parcours de vie, c'est l'imbrication étreinte de toutes ses sphères de vie. Avec son conjoint de longue date, ils partagent le quotidien d'une vie de couple, le travail sur des sujets similaires, les implications politiques et les amitiés, locales et transnationales, profondes et de longue date. Leurs amitiés sont également faites de personnes politisées et militantes. Leur travail est axé autour du soutien et de la mise en lumière des réalités des personnes marginalisées, migrantes surtout, précarisées au Canada. À travers un cadrage mettant de l'avant les processus de subalternisation des classes ouvrières et pauvres, par les effets des politiques impérialistes, leurs films documentaires et leur activisme visent à dénoncer le rôle des politiques impérialistes du Canada dans ces processus. Ils appellent à une prise de responsabilité face aux effets de ces politiques, notamment par exemple, en régularisant les statuts des personnes migrantes arrivées au Canada. L'extractivisme, comme une des manifestations de l'impérialisme, est présent dans les différentes luttes de Nassira.

Elle participe, depuis plus de cinquante ans, avec les autres militant.e.s, à agir pour la transformation de la ville de Montréal dans le but d'en faire un lieu accueillant et moins violent pour les personnes migrantes. Elle le fait de plusieurs manières, notamment en sensibilisant le grand public aux réalités des violences vécues par les personnes migrantes, en contribuant à faciliter l'action d'organisation politique de ces travailleurs et travailleuses, en participant à la création et au maintien de collectif qui mettent de l'avant la voix des personnes les plus marginalisées et invisibilisées pour dénoncer les impacts des politiques locales sur leurs vies. Le récit de Nassira se structure ainsi autour de ces principaux axes.

L'éveil politique

Nassira est née dans un pays européen il y a environ soixante-dix ans. Elle est arrivée au Canada avec sa famille. Dans les années 1970, elle a la vingtaine, elle participe à un programme d'échange entre jeunes dans le cadre d'un programme pancanadien de coopération internationale. Le séjour dure environ 1 an et consiste à faire cohabiter les jeunes participant.e.s avec les membres d'une communauté d'un pays du tiers monde participant au programme, pour leur faire vivre une expérience d'immersion culturelle en participant au quotidien des communautés et en contribuant à réaliser des travaux d'utilité sociale. Nassira est d'abord allée en Tunisie visiter une amie qui participait au programme avant d'y participer elle-même l'année suivante, au Costa Rica. Au cours du séjour, Nassira prend conscience des inégalités criantes entre les conditions économiques, matérielles et politiques au Costa Rica et au Canada. C'était la première fois qu'elle était confrontée de manière aussi concrète et frontale à des inégalités aussi disparates. Au fil du séjour, avec les autres jeunes commence alors une discussion sur le rôle et l'impact de ce genre de séjour sur les communautés. Au terme du séjour, les jeunes décident d'élaborer ensemble un manifeste et de l'envoyer à la direction du programme, dénonçant ce qu'ils et elles ont perçu comme étant l'instrumentalisation de ce type d'activités pour servir les intérêts économiques transnationaux du Canada :

« L'éveil, c'est parce qu'on a vu que le programme sert pour le Canada d'ouvrir la voie aux investissements canadiens [...] On a terminé le programme en faisant un manifeste à la direction en disant que nous nous objectons à ce qu'on soit utilisé pour faire avancer les intérêts. Alors c'était ça un peu une première prise de conscience. »

À son retour au Canada, elle commence à s'impliquer dans les organisations politiques proches du mouvement marxiste-léniniste maoïste. Elle participe aux activités de terrain (*grassroot*) du mouvement et aux actions de solidarité internationale. C'est à ce moment qu'elle prend goût à l'organisation communautaire localement et à l'internationale. Elle y reste impliquée jusqu'à l'essoufflement du mouvement dans les années 1980. Au même moment, à l'autre bout du monde, une révolution commençait aux Philippines.

« Après que ça s'est effondré tout ce mouvement [marxiste-léniniste maoïste], malheureusement il s'est effondré au début des années 1980, 82 ou 83, et puis là, moi avec [conjoint] on avait pris contact avec les gens aux Philippines. On était très inspiré par les luttes populaires antidictature aux Philippines. Et puis on est resté là-dessus et puis on a développé des amitiés très profondes avec des gens là-bas. On est allé, on

a visité les Philippines en tant que journalistes plusieurs fois. Puis après, c'est là où on a commencé à faire des films et on est devenu cinéaste documentariste. »

C'est à ce moment que commence ce qui allait ensuite devenir une longue expérience de documentariste engagée. Nassira et son conjoint font à cette période plusieurs longs séjours aux Philippines et y nouent des amitiés profondes, vivent avec les communautés en résistance face à la brutalité de la dictature de Marcos à l'époque et portent à l'écran leurs histoires. Dans cette même période, le mouvement des femmes prend de l'ampleur, elle s'y implique également, notamment dans ses actions de solidarité internationale, orientées surtout vers les Philippines. Son travail, la réalisation de films documentaires, devient également un moyen d'action militante.

Les films comme outil pour sensibiliser et militer

« Les films étaient un moyen d'utiliser nos [elle et son conjoint] capacités, nos compétences comme journalistes, comme documentaristes, pour faire rayonner, faire écho aux luttes populaires. Le documentaire était destiné non pas pour parler aux convertis, mais vraiment, on voulait faire connaître ces choses-là [luttes populaires anti-dictature aux Philippines] au grand public et c'est pour ça qu'on a choisi de faire des films pour la télévision canadienne, québécoise, internationale. »

À son retour à Montréal, à la fin des années 1990, Nassira projette sa caméra à ce moment vers les luttes qui prennent place à Montréal et au Canada. Elle garde toujours des liens forts avec les Philippines. D'abord à travers ses amitiés transnationales, ensuite à travers son implication dans le mouvement de solidarité internationale avec les Philippines et puis avec ses amitiés avec la diaspora philippine à Montréal.

À cette époque, le Canada lançait un *Programme des travailleurs domestiques étrangers*, qui allait ensuite devenir l'actuel *Programme des aides familiaux résidents*. Dans le cadre de ce programme, ce sont des centaines de milliers de femmes philippines qui sont arrivées au Canada comme travailleuses domestiques. Du fait de son implication sociale et de son réseau amical dans la diaspora philippine, Nassira a rapidement commencé à avoir des échos de situations d'exploitation dans lesquelles ces travailleuses se trouvaient à leur arrivée au Canada. Ses ami.e.s philippin.ne.s lui racontaient des histoires de surexploitation et de maltraitance de ces travailleuses domestiques que ces dernières partageaient lors de rencontres fortuites dans l'espace public. Ses ami.e.s croisaient ainsi les travailleuses dans la rue ou au centre d'achat par exemple, ils et elles s'arrêtaient et échangeaient. Ces

conversations informelles fortuites se passaient dans l'espace urbain, et autrement n'auraient pas été possibles, car les femmes qui viennent dans le cadre de ce programme sont logées dans la maison de leur employeur et passent la majeure partie de leur temps à en prendre soin. Cette situation interpelle profondément Nassira, elle décide d'effectuer un travail journalistique qui se traduit ensuite en une série de documentaire qui couvre des aspects différents et complémentaires de ce phénomène. Elle y dénonce le commerce international de travailleuses domestiques et des métiers du *care*, sur l'impact social de la séparation de ces travailleuses avec leurs propres familles qu'elles laissaient derrière elles pour aller travailler dans des familles au Canada, sur le coût des séparations qui durent plusieurs années avant que la travailleuse ne puisse se réunir avec sa propre famille. À travers ses films, elle brosse un portrait déchirant des conditions de vie de ces travailleuses et de ce qu'elles endurent. Elle mène ce travail avec l'aide d'une organisatrice communautaire, une ancienne religieuse des Philippines, grâce à qui elle réussit à établir des contacts avec les travailleuses pour recueillir leurs témoignages. Nassira en parle ainsi :

« [Ç]a recrutait des femmes pour travailler dans des maisons privées et puis souvent, dans des conditions vraiment d'esclavage, même s'il y avait des contrats formels, mais tu habites dans la maison privée de quelqu'un, tu couches à côté du chien dans le hangar ou bien dans la buanderie, et puis c'est toi qui te lèves quand les enfants crient, etc. Bref y a beaucoup d'histoires comme ça. [...] et donc on a commencé à aller à leur secours ou bien aussi on a commencé les organiser. C'est de là qu'est né tout un réseau d'organisations comme [organisation de défense des travailleuses domestiques philippines] ici au Québec, mais avant ça il y avait d'autres, et j'ai fait trois ou quatre films là-dessus. »

C'est à ce moment qu'elle s'implique dans une organisation communautaire et politique pour défendre les personnes migrantes et participe en même temps à la création et au développement d'autres espaces militants pour visibiliser et défendre les droits des personnes migrantes qui arrivent à Montréal.

À la croisée de plusieurs thèmes : migration, féminisme, frontières et antiracisme

« On a vécu, on sait ce que c'est que de s'établir dans un nouveau pays, de ne pas parler la langue, d'être discriminé pour plein de raisons. C'est quelque chose qui nous est familier, alors on s'est beaucoup investi dans ce travail de solidarité avec les immigrants, les réfugiés. »

Au même moment où elle travaillait avec les travailleuses domestiques philippines, son conjoint en parallèle réalisait un documentaire sur une importante campagne de syndicalisation. C'était une bataille d'ouvriers et ouvrières migrant.e.s, qui venaient de plusieurs pays différents et qui travaillaient dans une grande usine de vêtements à Montréal, qui employait à l'époque plusieurs milliers de personnes. En réalisant ce documentaire, Nassira et son conjoint se sont impliqués de près dans cette lutte ouvrière. Nassira raconte :

« C'était vraiment une lutte à différents niveaux d'importance [localement pour créer le syndicat et transnationalement, car les militant.es luttait aussi contre le traité de libre-échange entre le Canada et les États-Unis]. Et puis finalement, ça a échoué. Parce que bon, ils ont formé un syndicat de boutique dans l'usine. Et puis c'est faute de pouvoir s'organiser, parce qu'il y avait beaucoup de répression. Aussitôt que les travailleurs parlaient syndicats dans ou aux alentours de l'usine là, pssst ! Ils se faisaient renvoyer ! C'était vraiment très très répressif. Et puis c'est là où a surgi l'idée du besoin pour les travailleurs d'avoir un espace dans la communauté pour s'organiser en dehors des murs de l'usine parce que c'était trop dangereux. Alors c'est de là qu'est venue l'idée du Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants. »

Cette lutte a servi de leçon cruciale pour l'organisation politique du mouvement des travailleurs et travailleuses migrant.e.s à Montréal, c'est l'importance d'avoir un lieu de rencontre, de réunion et d'organisation qui soit en dehors du lieu d'exploitation, qui est aussi un lieu de surveillance, d'intimidation et de récupération, ce qui peut saper le mouvement et mettre en péril l'emploi des personnes qui s'organisent.

Le Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants (CTI) est un des lieux les plus importants dans les luttes transnationales à Montréal. Comme dit Nassira, c'est le lieu qui permet aux travailleur.euse.s de se rencontrer, de réfléchir ensemble et s'organiser loin des lieux de répressions et aussi autour de personnes qui sont expérimentées dans la politique locale, qui ont accès à des ressources, des connaissances et des réseaux qui peuvent être mis à profit de la lutte des travailleur.euse.s immigrant.e.s.

Le féminisme migrant anti-impérialiste

Le collectif Femmes de Diverses Origines (FDO) est né dans le sillage de cette lutte ouvrière, quand les ouvrières impliquées dans la lutte pour la syndicalisation ont rencontré le mouvement des femmes. Nassira, du fait de son implication parallèle dans le mouvement migrant et le mouvement des femmes, occupait une place de choix dans ce croisement de

luttres. Quand elle a commencé à s'impliquer dans le collectif, elle y apporte tout un riche réseau de connexions locales, pancanadiennes et internationales.

« Dans les années mi-90, on avait un groupe de femmes qui s'appelait Femmes Sans Frontières. C'était à l'époque où les "Sans Frontières" étaient nouveaux, maintenant c'est assez usé. On avait des femmes d'Amérique latine, d'Afrique du Nord, des Philippines, de la Palestine, d'Asie du Sud, c'est là les germes de ce qui allait devenir ensuite FDO. Dans les années mi-90, c'était ça. C'est là où j'ai pu participer à la Conférence mondiale des femmes à Beijing. J'ai pu y aller pour représenter ce groupe-là, c'était fantastique comme expérience ! Après ça, c'est autour du CTI qu'on a formé ensuite FDO. »

C'est au CTI et dans les différentes activités organisées par les personnes migrantes dans les différentes communautés que se croisaient les femmes qui ont ensuite créé FDO.

« On avait un réseau qui s'étendait à travers tout le pays et même à l'international. C'est ça aussi qui est fantastique, aujourd'hui que j'aille n'importe où là, je peux appeler quelqu'un, et puis je vais connaître quelqu'un dans le réseau [mouvement migrant], c'est vraiment fantastique, tu sais ! [...] c'est de là qu'a commencé à germer aussi l'idée d'avoir une organisation de femmes qui regrouperait les femmes travailleuses, mais aussi des femmes des différentes communautés, sur une base de lutte pour l'égalité des femmes, et surtout les femmes de la base. On ne voulait pas un autre groupe féministe d'universitaires ! On voulait vraiment que ce soit les femmes de la base qui avaient l'avant-scène de ça. C'était il y a 20 ans ! »

Le collectif FDO organise annuellement, depuis plus de 20 ans, une conférence et une manifestation chaque 8 mars. La conférence donne la parole et met de l'avant la lutte des femmes contre les diverses manifestations de l'impérialisme localement et internationalement. C'est un espace de rencontre, de mise en commun des savoirs et des ressources pour s'inspirer mutuellement et s'entraider dans les luttres. Comme le collectif regroupe des militantes de plusieurs régions du monde, chacune mobilise son réseau et invite des activistes de leurs diverses régions à participer. La manifestation se déroule à Montréal, les militantes prennent les rues de Montréal pour scander en chœur, en musique et en danse, l'impératif d'agir contre les violences multiples faites aux femmes et aussi pour encourager les personnes à se joindre aux organisations militantes et agir en collectif pour la défense des droits et la lutte contre la violence et la guerre.

« Femmes de Diverses Origines, ça brisait avec une vision féministe qui, tu sais, nous on ne se voyait pas comme en guerre contre les hommes, mais au contraire, on prenait notre orientation des luttes de libération nationale dans les pays du Sud, entre autres aux Philippines où les mouvements des femmes font partie intégrante de la lutte de libération de tout le peuple. C'est un peu comme ça qu'on s'est toujours orienté aussi. C'était on s'organise sur la base des femmes, mais on ne se voit pas comme distincte ou séparée d'une lutte plus globale contre le capitalisme, l'impérialisme, et pour une nouvelle société de justice, avec la justice sociale pour tout le monde. Aussi au niveau international, avec Alliance Internationale des Femmes, c'était aussi cette orientation anti-impérialiste, qui était notre base d'unité. »

L'Alliance Internationale des Femmes est née en août 2010, à l'issue de cette conférence internationale organisée par Femmes de Diverses Origines à l'occasion de la commémoration du 100^e anniversaire de la Déclaration de la Journée internationale des droits des femmes. Femmes de Diverses Origines a réuni pour sa conférence des femmes activistes de 19 pays pour parler de sujets comme le développement agressif (aujourd'hui, ce terme a laissé place dans le vocabulaire du groupe à l'extractivisme), les grands projets miniers, l'accès des femmes aux soins de santé reproductrice, les coûts sociaux de la migration, les droits des migrant.e.s, le racisme et l'exploitation au travail, les préoccupations des communautés autochtones d'ici (Montréal/Canada) et d'ailleurs.

Dans le communiqué de presse de cette conférence internationale des femmes à Montréal, les organisatrices disent :

« La tenue de cette conférence est, elle-même, un acte de résistance. L'initiative et l'engagement de nos sœurs du monde entier constituent la force motrice de cette rencontre. Cette mobilisation nous montre à quel point il est important de construire une alliance et de travailler ensemble. Cent ans après la Déclaration de la première Journée internationale des femmes, nous continuons de lutter pour les mêmes revendications. Comment devons-nous avancer ? Quel genre de société voulons-nous construire ? C'est pour répondre à ces questions que nous nous réunirons ici. »

En plus de la promotion de cette vision anti-impérialiste et cette vision internationaliste de la lutte, Nassira explique que Femmes de Diverses Origines a un fort ancrage local qui est aussi lié au besoin de combler un vide laissé par l'histoire blanche du féminisme au Québec. Les mouvements féministes blancs étant considérés comme des espaces plutôt institutionnalisés et surtout dans lesquelles les femmes racisées ne se sentent pas à leur place et s'en voient écartées pour plusieurs raisons. Nassira cite notamment la maîtrise ou non du français, les

réunions qui souvent s'organisent en journée par des féministes salariées de syndicats ou de groupes féministes institués, les conditions d'accès aux financements inadaptés aux réalités de fonctionnement des groupes militants bénévoles. Ce sont là quelques-uns des exemples concrets que Nassira cite pour illustrer que Femmes de Diverses Origines est venu ouvrir un espace dans le paysage politique féministe pour y faire une place aux féministes migrantes anti-impérialistes :

« [L]es femmes avec qui moi je me tenais, ou qui étaient dans notre réseau ne se retrouvaient pas du tout [dans les espaces féministes québécois blancs] et même elles en étaient écartées parce que, faute de de connaissance du français, faute d'avoir du temps pendant la journée pour se réunir, comme les bureaucrates féministes pouvaient faire [...] il y avait un certain fonctionnement, qui ne marchait pas du tout pour celles qui faisait ça après les heures de travail, et c'est toujours le cas aujourd'hui d'ailleurs. Et donc il y avait ce besoin de s'organiser sur nos propres bases, en dehors [des groupes féministes québécois]. »

Le collectif FDO répond à un double besoin, celui des féministes migrantes de s'organiser autour de leurs priorités et spécificités et aussi au fait que ces féministes ne trouvent pas leur place dans les groupes féministes blancs majoritaires pour plusieurs raisons, dont celles citées par Nassira ci-haut.

L'extractivisme, les mouvements des femmes, les mouvements autochtones et les droits des personnes migrantes

Pour Nassira, la lutte contre l'extractivisme est totalement imbriquée dans les luttes féministes, les luttes pour les droits des travailleur.euse.s et la lutte pour les droits des personnes migrantes. La manière dont Nassira connecte les lieux, les personnes et les luttes traduit une vision informée et influencée par la pensée d'économie politique marxiste et féministe. Cela dit, ce n'est pas uniquement une compréhension intellectuelle qui l'informe et motive son engagement, mais c'est aussi, sinon peut être davantage, ses expériences de vie : ses longs séjours de travail de documentation journalistique et documentariste de la situation dans les Philippines par exemple, sa participation à des missions d'observation dans des régions minières, ses solides amitiés transnationales et dans son quotidien montréalais son implication soutenue et de longue date dans les mouvements de la base qui lui donne cette compréhension profonde du sujet. Elle en parle ainsi :

« Pour revenir à la question de l'extractivisme, bien sûr que, en tant que migrantes, que femme issue de l'immigration, il y avait bon nombre de femmes qui étaient venues

[au Canada] à cause de la destruction de l'environnement chez elles. Je dis à cause, mais bon pas nécessairement que ce soit un lien direct de A vers B, mais quand même, dans une vision plus globale, c'est quand même ça qui a contribué au manque d'opportunités, au manque d'emplois, à l'absence d'avenir pour les enfants, etc. C'est quand même la question de l'environnement, et puis aussi la question du contrôle des ressources de leur pays par des compagnies étrangères. Cette question-là est dans la conscience des gens de manière générale. »

À Montréal, Nassira se rappelle de la participation de Femmes de Diverses Origines au Tribunal Permanent des Peuples (TPP) en 2014. Cette édition du TPP était organisée sous le thème de l'industrie minière canadienne et s'est focalisée sur les tendances qui font que les activités extractivistes sont une cause majeure de violations des droits et de dommages environnementaux dans le monde. Nassira se souvient que c'est à ce moment-là que le terme extractivisme en tant que tel fait son apparition sur la scène militante montréalaise.

« C'est peut-être autour de ce moment-là ou ça a commencé, je pense, parce que tu sais, on avait organisé le Tribunal Permanent des Peuples ici au Canada en 2014, je pense que c'est à ce moment-là, si je ne m'abuse. Parce qu'avant ça, on appelait ça avec des termes comme, agression minière, ou je ne me rappelle pas de comment on appelait ça, mais il y avait beaucoup l'agression des minières étrangères, *development aggression*, le développement agressif ou l'agression du développement, etc. Et puis là, c'était finalement l'extractivisme qui est devenu le terme de plus en plus en usage là. »

Or, le collectif Femmes de Diverses Origines s'était intéressé depuis bien longtemps aux luttes contre l'extractivisme et c'est ce sujet-là, sans nécessairement explicitement utiliser le terme extractivisme, mais plutôt la défense de la Terre, qui a fait que Femmes de Diverses Origines, qui était déjà riche de son réseau de militantes et de contacts avec les organisations et les mouvements sociaux au niveau international, a cherché à élargir son réseau au niveau local à Montréal, en établissant des contacts avec le CDHAL et les groupes des femmes autochtones, groupes avec qui Femmes de Diverses Origines n'était pas en lien avant, mais avec qui des liens se sont formés puis conservés à date. Nassira raconte cela tout en décrivant l'évolution progressive des liens et des idées qui germent et se développent entre ces divers groupes qui luttent de manière transnationale contre l'extractivisme, selon des perspectives plutôt complémentaires et dont le dénominateur commun le plus important est le féminisme.

« Chaque année quand on organise le 8 mars, il y a beaucoup de discussions sur quel thème on va choisir, qu'est-ce qui se passe dans le monde ? Comment est-ce qu'on va refléter ça ? Et puis une année, le thème c'était la question de la terre, et la défense de la terre. Et c'était plusieurs années avant le TPP. C'est là où on a commencé à faire tous ces contacts avec le CDHAL, avec le groupe de femmes autochtones et d'autres. [...] il y a une évolution de développement de conscience et puis de contacts, et puis les liens se consolidaient entre nous. Et pendant tout ce temps-là, bien sûr, on a nos contacts avec les groupes en Amérique latine. Parce que FDO, comme tu as vu, on est quand même assez en contact avec d'autres organisations de femmes à l'étranger, et surtout, encore plus avec l'Alliance Internationale des Femmes. »

Concrètement, ces liens transnationaux et ces pratiques militantes jouent plusieurs rôles et ont des impacts et des influences sur les personnes qui y participent, en élargissent leur vision de la lutte. Les personnes réalisent concrètement à quel point les luttes antiextractivistes sont connectées entre elles, puis il y a un échange de pratiques militantes et de victoires qui inspirent, encouragent et alimentent l'espoir en la possibilité de résister quand les asymétries de pouvoir sont trop grandes. Ce sont là des groupes qui résistent face à des États, des compagnies internationales et leurs alliés armés.

« Après, on a une vision élargie de ce qu'on fait. Parce que quand on voit que, par exemple, en Équateur, les femmes "*Mujeres Defensoras de la Pachamama*", la Pachamama c'est la terre mère, elles avaient réussi grâce à aux luttes des communautés autochtones à empêcher l'établissement des compagnies minières étrangères pendant de nombreuses années [...] ce qu'on apprenait, c'est que c'était possible de tenir tête et puis d'empêcher l'arrivée massive ou la porte grande ouverte aux minières étrangères quand on était organisé. C'est des choses qui inspiraient ! On sait que le Canada, honte à nous, c'est en 1995 qui a passé la loi sur les mines au Canada, mais cette loi est devenue le modèle pour la loi sur les mines aux Philippines, au Honduras, etc., et même qu'ils envoyaient des conseillers pour montrer à ces pays-là comment libeller, comment amener les communautés autochtones à soutenir ces lois ! C'est quelque chose qui était très précieux comme information d'apprendre des expériences les unes des autres parce qu'on voit les liens, on voit que c'est pas seulement chez nous, mais c'est un système international qu'il faut affronter là. »

Quand on approfondit un peu plus la discussion autour de l'extractivisme, Nassira en donne des exemples et tout de suite fait le lien entre la lutte contre l'extractivisme et les luttes autochtones. Elle se souvient que pendant plusieurs années, une des membres de Femmes de Diverses Origines, Lesfia, était une prêtresse Maya, issue d'une communauté autochtone

du Guatemala qui luttait contre les mines. Quand elle faisait partie du collectif, Lesfia faisait souvent l'ouverture des conférences en mettant de l'avant des rituels qui rendaient hommage à la cosmologie maya et dans ses discours, elle soulignait toujours les liens entre la terre mère et les femmes. À ce sujet, elle revient sur un événement organisé en 2018 à Montréal « Femmes en lutte contre l'extractivisme » en en parlant ainsi :

« C'est [l'extractivisme] beaucoup relié avec les luttes autochtones et les défenseurs du territoire et tout ça. Et puis justement cette conférence qu'on a fait en 2018 [Femmes en lutte face à l'extractivisme] c'était principalement des femmes autochtones qu'on a invitées pour faire une conférence à huis clos un peu, entre elles, pour discuter de ces choses-là. C'était la question des territoires. Et on avait même conçu ça comme corps-territoire, c'est que les femmes, puis la terre, la terre mère, en tout cas, toute cette cosmologie autochtone de l'Amérique latine beaucoup, qui était utilisée pour visualiser tous ces liens qui se faisaient entre le viol des corps des femmes et le viol de la terre. »

Comparaison d'espaces

Nassira a une profonde expérience personnelle de plusieurs espaces militants à Montréal, au Canada et ailleurs, notamment aux Philippines où elle a vécu. En lui demandant naïvement de commenter les différences, facilités et difficultés à s'engager et militer ici et ailleurs, j'étais loin de me douter que cette question était chargée d'un potentiel émotionnel aussi fort qui réveillerait de douloureux souvenirs et lui ferait monter les larmes aux yeux. Elle m'a en effet répondu :

« Les facilités, c'est qu'on n'a pas besoin de de... *well we don't have to run from bullets, right?* Au moins, on n'a pas à se cacher, alors que pour beaucoup de nos compagnons ailleurs, c'est ça la réalité là. Je pense que c'est surtout ça, on a la possibilité de nous impliquer, sans grandes conséquences, bien que bon, même par malheur ou par *whatever*, il y a certainement encore, comment je dirais, des préjugés contre les communistes, mais c'est pas très élevé ici parce qu'il n'y a pas vraiment de mouvement communiste qui représente une force quelconque, n'est-ce pas, alors qu'ailleurs, tu dis le mot communiste, et puis tu peux être morte, tu sais. »

Pour Nassira, le fait que certaines luttes aient perdu totalement leur potentiel subversif et soient vidées de leur force révolutionnaire est le reflet d'« idéologies trop floues » que ce soit sur le plan des partis ou des mouvements sociaux constitue à ses yeux une force et une faiblesse en même temps, comme elle explique ici :

« C'est une force et une faiblesse en même temps. Parce qu'en même temps, les luttes sont éparpillées, elles sont en silos, avec des idéologies très floues. Les gens, l'analyse politique est très mélangée là, je pense, y a toutes sortes de tendances. Et puis il n'y a pas un mouvement qui rallie vraiment clairement tout le monde. Et je pense que c'est à cause de l'absence de partis politiques de gauche forte, alors qu'ailleurs ce n'est pas le cas. Ailleurs, il y a des partis de gauche, et puis des mouvements de résistance qui sont très organisés, qui regroupent des millions de personnes, et puis qui ont une voix, et ils savent où ils vont. »

À cela, s'ajoute une autre difficulté, un constat partagé par plusieurs activistes par ailleurs, c'est celui du *burn-out* militant. Dans le milieu des luttes pour les droits des personnes migrantes ainsi que celui des luttes féministes, Nassira le constate bel et bien et le considère comme l'un des grands défis du milieu :

« Une autre difficulté, c'est qu'il y a des gens de bonne volonté, mais ils peuvent passer leur vie à essayer de régler les problèmes des travailleurs qui rentrent par la porte [du CTI] et c'est impossible. Tu sais, il y a beaucoup de burn-out, il y a des gens qui s'épuisent parce que c'est infaisable ! on en connaît plein d'ami.es, que ce soit les gens du mouvement contre le viol et l'inceste [...] la même chose avec le CTI, mais à chaque fois, c'est pour régler les problèmes incroyables des individus, tu n'arrives pas à bout là ! Et même si on donne du soutien pour des groupes actuellement parce que y a des fonds qui sont disponibles pour des urgences dans le contexte de la pandémie, ça aide, mais ça remet la responsabilité de tout ça sur le dos des groupes communautaires qui n'ont pas l'infrastructure et puis qui n'ont pas les ressources à long terme ou stables pour traiter de ces questions-là. »

Dans cette même veine, je demande à Nassira comment se passe le travail dans les luttes transnationales anti-extractivisme dans lesquelles des groupes féministes, anti-impérialistes, syndicats, gauche radicale, etc., travaillent avec les groupes religieux dont la forte présence est incontournable dans ce milieu, comme Kairos ou Développement et Paix par exemple. La réponse de Nassira montre l'importance de nuancer le poids des idéologies différentes dans les pratiques militantes coalitionnelles. Sa réponse part de son vécu, de sa propre expérience de lutte notamment avec les religieuses aux Philippines, dont elle se souvient avec émotion du courage et des images qui ont fait le tour du monde :

« J'ai appris aux Philippines, parce que c'est là où j'ai pris mes armes politiques, c'est de là que je tire mon inspiration, c'est beaucoup du mouvement aux Philippines. Et puis il y a de la place pour tout le monde là-bas. Et puis l'Église catholique là-bas est

extrêmement liée avec le régime malheureusement. Mais il y a toute une gauche de l'église qui sont des participants actifs à la lutte populaire, et qui ont des liens avec des organisations ici, comme Kairos. Puis même des religieuses, on ne croirait pas que ça pourrait être progressiste, mais elles jouent un rôle aux Philippines, c'est incroyable, elles risquent vraiment leur vie à vivre avec les communautés. »

L'une des images les plus marquantes du mouvement de lutte contre la dictature aux Philippines dans les années 1970 et qui est devenue une des images symboliques du mouvement People Power Revolution est celle des religieuses qui se sont jointes au mouvement, des images qui ont fait le tour du monde et qui marquent encore la mémoire de Nassira :

« Ce qui était très marquant, puis je vais probablement pleurer quand je parle de ça, parce que, ça m'a beaucoup, beaucoup touchée au début avec les Philippines, c'est que quand il y avait tout le soulèvement, le Parlement de la rue, People Power Revolution avec le mouvement de lutte contre la dictature de Marcos dans les années 70, tu sais, l'image qui a frappé les yeux du monde c'étaient des religieuses qui se mettaient à genoux devant les chars d'assaut, puis elles font encore ça ! Parce que la société est tellement religieuse, c'est surprenant, mais en Philippines c'est très catholique et les religieux progressistes jouent encore ce rôle parce qu'elles savent que même les militaires n'oseront pas les frapper ou les tuer. »

Bien entendu, les groupes religieux ne sont pas tous progressistes, mais pour Nassira, les tendances progressistes au sein de ces groupes-là peuvent jouer un rôle d'alliés importants dépendant des contextes, comme elle l'a vécu aux Philippines et comme elle l'observe dans les acteurs de la nébuleuse anti-extractivisme. De son expérience, les groupes religieux alliés peuvent aider à conscientiser des gens qui ne seraient pas touchés par les idées progressistes.

Une perspective antiguerre à la lutte contre l'extractivisme et pour l'action climatique

Nassira s'implique aussi énormément dans le mouvement antiguerre/pour la paix et pour revendiquer la sortie du Canada de l'OTAN. Elle partage régulièrement avec les membres de Femmes de Diverses Origines, à travers la liste d'envoi et lors des rencontres de l'information, des documents informatifs, des pamphlets, des invitations à des rencontres et à des manifestations. Par exemple, c'est à travers son implication dans le réseau féministe

antiguerrre « Women's International League for Peace and Freedom » à travers son chapitre au Canada qu'elle reste informée et partage ces informations et appels à l'action. Parmi les actions de ces groupes, c'est la réalisation et diffusion d'outils d'éducation populaire comme les feuillets « NATO is a threat to people and the planet²⁶ » et « Canada's Carbon footprint²⁷ » qui informent, sur la base de travaux de recherche universitaire, sur les impacts de l'empreinte carbone des dépenses militaires, et montrent chiffres à l'appui, les proportions des activités militaires dans les émissions de carbone ou encore les comparaisons entre la part des activités militaires dans le budget fédéral et celle consacrée au département de l'environnement et du climat.

Cet angle d'approche de l'action climatique à travers les dépenses militaires, et les actions de l'OTAN en général, apporte un éclairage intéressant à un des défis actuels de la solidarité internationale. Comme disent les militant.e.s chercheur.euse.s qui l'ont rédigé, « *Global solidarity is crucial to climate action and justice, but NATO is causing international tension and mistrust [...] Canada needs to demilitarize to decarbonize.* »

Nassira poursuit jusqu'à présent son engagement auprès de collectifs militants féministes anti-impérialistes, antiguerrre, pour la justice migratoire, et surtout, elle maintient fidèlement des liens d'engagement politique et ses liens amicaux avec les militant.e.s philippines à Montréal, au Canada et aux Philippines. Elle participe activement à plusieurs initiatives de solidarités féministes locales, pancanadiennes et internationales.

²⁶ Nato is a threat to people and the planet https://wilpfcanda.ca/wp-content/uploads/2021/11/02-NATO-is-a-Climate-Criminal_Fact-Sheet.pdf (consulté le 01/10/2022)

²⁷ Canada's Carbon footprint : https://wilpfcanda.ca/wp-content/uploads/2021/11/01-Military-Emissions-and-Military-Expenditures_Fact-Sheet.pdf (consulté le 01/10/2022)

Récit 6 : Dalia

Dalia est une personne engageante, sensible aux injustices de toutes sortes, très politisée et portant une lecture décoloniale sur les enjeux sociaux et politiques locaux et globaux.

Dalia est arrivée à Montréal en 2017. Quelques mois après son installation, elle a commencé à prendre part et à organiser des actions collectives dénonçant les injustices à Montréal, au Québec et dans son pays d'origine. Ses principales préoccupations portent sur le racisme, le colonialisme et l'impérialisme. Elle a notamment participé à l'organisation d'un atelier sur l'extractivisme lors d'un événement en lien avec les violences faites aux femmes et les résistances de ces dernières ; c'est d'ailleurs à la suite de cet événement que je prends contact avec Dalia pour discuter de son parcours de vie, d'engagement et de migration.

Avant de s'installer à Montréal, Dalia a fait des études en médiation interculturelle et travaillait comme éducatrice et a longtemps travaillé avec des personnes migrantes. Elle s'impliquait beaucoup dans des organisations féministes et de défense des droits autochtones.

La migration, un fait politique

Dans les mots de Dalia, qui me font penser immédiatement à une citation du sociologue pionnier de la sociologie des migrations, Abdelmalek Sayad était parmi les premiers à décrire l'immigration comme un « fait social total », Dalia dit lorsqu'elle parle de la migration :

« Même si j'ai travaillé longtemps dans le sujet de la migration, je sens que j'ai seulement compris la migration quand je suis venu ici en tant que migrante. [...] La migration c'est un fait politique. Peu importe si les migrant.e.s sont politisé.e.s ou pas, mais les raisons pour lesquelles ils ont immigré sont des raisons politiques. Si l'immigrant veut prendre conscience de ça ou pas, c'est une autre histoire, mais pour moi c'est clair ! »

Elle poursuit, les yeux pleins de larmes, la voix tremblante, mais claire :

« La migration, c'est toujours un processus difficile. Pour moi, sans la militance je pense que n'aurais pas pu supporter la migration, c'est trop difficile, c'est trop douloureux. Pour moi, trouver des espaces où je peux être avec d'autres femmes immigrantes comme moi et de sentir qu'on est un collectif qu'on n'est pas juste des individualités, pour moi ça me donne beaucoup de forces. Et aussi pour moi, mais, je crois, pour les autres immigrants c'est la même chose, mais pour moi j'ai cette

sensation, oh mon dieu je vais être très émotionnelle désolée, mais pour moi j'ai la sensation comme si j'ai trahi mon pays parce que j'ai laissé mon pays et j'ai laissé tout le monde-là, avec tous les problèmes qu'on a. »

La rencontre aux lignes de front de l'extractivisme, en territoire autochtone

Sa conscience politique, Dalia l'a développée grâce à son travail en éducation populaire en Équateur. Dans les premières étapes de son processus de politisation, elle a été profondément marquée par les rencontres autochtones qu'elle a faites, notamment avec les femmes autochtones leaders :

« Si je dois me souvenir des moments de quand ma conscience politique est née, c'est dans ces années de travail avec les communautés autochtones en [pays d'origine]. Quand je pense à la militance pour moi, en [pays d'origine] c'était naturel. J'ai travaillé beaucoup de temps dans l'éducation interculturelle, donc avec les peuples autochtones. Les peuples autochtones sont organisés politiquement, ça veut dire qu'il y a des assemblées pour prendre les décisions sur ce qu'on doit faire avec le gouvernement comme l'éducation.

[...] J'ai trouvé dans mon chemin des personnes qui ont été significatives pour moi, pour m'aider à réfléchir et les plus importantes c'était les femmes autochtones, comment je peux dire "*leaderesses*", mais surtout de les accompagner, d'être là. »

Son épanouissement politique dans son pays d'origine est très ancré dans son engagement et son travail militants avec les communautés autochtones. Elle cite aussi dans son récit à quel point les amitiés qu'elle a nouées au fil de sa socialisation politique lui sont précieuses. Ce sont les personnes qu'elle a rencontrées dans ses actions politiques, notamment féministes, avec qui elle a appris à s'organiser politiquement, ce sont ces personnes avec qui elle continue à maintenir et à chérir les liens les plus forts jusqu'à ce jour à travers la distance.

Féminisme et éducation populaire face à la répression

Parmi les actions politiques les plus importantes dans le parcours de Dalia figure le centre d'alphabétisation pour les femmes qu'elle a créé avec une amie militante. Dalia et son amie avaient constaté à quel point les femmes qui arrivaient dans les villes depuis les zones rurales avaient du mal à s'orienter dans la ville sans pouvoir lire ni écrire, contrairement aux zones rurales d'où elles arrivaient et où elles avaient déjà tous leurs repères. Une fois en ville, elles étaient désorientées et privées d'une ressource cruciale. Dalia et son amie utilisent leurs

connaissances en éducation populaire et en méthodologie féministe pour mettre sur pied un centre d'apprentissage.

« On a donc lancé cette école, et c'était une expérience très importante pour moi. Parce qu'on a essayé une méthodologie d'éducation populaire et ça nous a permis de nous rencontrer avec ces femmes sur une position d'égalité et de nous rencontrer en tant que femme plutôt qu'enseignante/étudiante. On se rapprochait les unes des autres, car on avait toutes les mêmes douleurs si je peux dire. On connaissait les mêmes oppressions en tant que femmes, ça aussi on peut dire que ça a été un espace de politisation très important pour moi. Et aussi parce que j'étais toujours liée dans mon travail avec les peuples autochtones et avec la population la plus marginalisée dans la grande ville. »

Cette expérience a façonné sa subjectivité politique en tant que féministe face aux iniquités, notamment en lien avec l'urbanisation dans les grandes métropoles du Sud global. Ces connaissances lui serviront par la suite à son arrivée à Montréal à rapidement prendre conscience des mécanismes de marginalisation et d'exclusion sociale à Montréal, dans un contexte politique et social pourtant différent.

Toujours dans son pays d'origine, Dalia a ensuite travaillé comme directrice d'une école alternative pour les enfants vivant dans un quartier pauvre dans sa ville d'origine. En parlant de cette expérience et de celle du centre d'apprentissage féministe, elle met de l'avant l'importance de l'éducation populaire en Amérique latine pour faire émerger une volonté de s'organiser politiquement pour faire face à l'oppression. L'idée même de l'éducation et de l'apprentissage est basée sur la volonté d'en faire un outil dynamique pour l'action contre la domination, l'éducation est censée être libératrice et émancipatrice :

« En Amérique latine, on a un grand héritage de l'éducation populaire qui vient du Brésil. On fait une réflexion sur notre réalité pour la comprendre et pour la transformer. Donc pour moi l'éducation a toujours été un processus politique sinon c'est rien pour moi, je veux dire je ne fais pas l'éducation pour juste enseigner à lire et écrire. Pour moi l'éducation est un processus politique où on peut prendre conscience de notre réalité comme Paolo Freire dit, mais aussi qu'on peut reconnaître que ce n'est pas un problème individuel que ce n'est pas un problème à moi la violence, l'oppression, le manque de travail ou l'exploitation. C'est prendre conscience que c'est un problème qu'on partage avec les autres et donc c'est naturel qu'après on veut s'organiser pour faire quelque chose. Et c'est seulement à moment-là que c'est important la théorie pour comprendre est-ce qu'il y a quelqu'un qui a écrit par rapport à ça? Est-ce qu'il y a des femmes qui ont vécu la même situation que nous et qui ont trouvé des

solutions ? Et qu'est-ce qu'elles ont fait ? On se dit alors on peut étudier cette expérience, peut-être qu'elles sont dans un autre pays, mais peut-être qu'on peut utiliser la théorie pour comprendre notre réalité. »

Après cette expérience formatrice, elle travaille dans une institution nationale de droits de la personne. À ce moment, Dalia est confronté à la question de l'échelle de l'action politique :

« C'était très intéressant, mais il y avait toujours la barrière de l'institutionnalisation. Comme c'était une institution au niveau national, et pour moi, c'est important de travailler sur les deux niveaux, au niveau de la construction de la politique c'est important, car ça impacte un niveau plus grand, mais c'est aussi c'est très important de travailler dans la base, dans la rue, avec les étudiants, avec les femmes, avec les enfants, avec les autochtones. Quand j'ai fini mon travail à la [institution], j'avais un dilemme. Je ne sais pas si c'est aussi le cas dans d'autres pays, mais les petites organisations de base ont très peu de ressources, ça veut dire qu'on ne peut pas y travailler et être bien payé et si on travaille avec l'État, on ne peut pas faire grand-chose à ce niveau. C'est un dilemme. »

Cette question la taraude un moment avant de se poser différemment pour elle, car elle finit par quitter le pays pour s'installer à Montréal.

Montréal

Quelque temps après son arrivée à Montréal, en 2019, de grandes manifestations prennent place dans plusieurs pays du Sud global, donc le pays d'origine de Dalia. Dans son pays, les manifestations sont violemment réprimées, des images de grandes violences policières circulent sur les réseaux sociaux, Dalia se souvient de son émotion à ce moment et c'est ce qu'il l'avait poussée à réaliser sa première action politique en tant que femme immigrante ici.

« En 2019, quand il y avait toute cette mobilisation en [pays] et toute la répression du gouvernement, c'était très dur pour moi. Parce que j'étais loin, parce que je ne savais pas ce que je pouvais faire, comment les aider. Cette mobilisation a été leadée par les mouvements autochtones en [pays] et il y avait onze personnes qui ont été tuées. Il y avait beaucoup de répression et pour moi, peut-être c'est différent pour les autres [compatriotes], mais pour moi, c'était mon peuple ! C'est des personnes que je connais, avec qui j'ai travaillé beaucoup de temps donc pour moi c'était insupportable vraiment. »

Le caractère insupportable des événements la pousse à prendre le lead d'une action collective à Montréal :

« J'ai écrit beaucoup de courriels pour dire qu'est-ce qu'on peut faire. Et à ce moment-là je ne connaissais pas beaucoup de [compatriotes] ici, parce qu'il y en a pas beaucoup ici, il y a d'autres communautés, mais pas beaucoup [compatriotes] et c'est grâce à ce moment difficile que j'ai trouvé les autres [compatriotes] et pour la première fois ici, j'ai organisé une activité pour moi-même. Parce qu'en [pays d'origine], c'était surtout que j'accompagnais ou je militais avec d'autres personnes qui ont leadé le processus, mais moi je n'ai jamais pensé à ce que moi qui va leader rien ! Mais il n'y avait personne ici pour organiser une manif en solidarité avec [le pays], donc finalement je l'ai fait et on est allé au consulat de [pays] ici et on a organisé une manifestation. J'ai rencontré là-bas d'autres femmes [compatriotes] aussi politisées. »

Cette première expérience de prise de prise des rênes et d'organisation d'une action politique a aussi permis à Dalia de se constituer un premier réseau de personnes politisées partageant les mêmes préoccupations au sein de la diaspora montréalaise, et cela lui a aussi donné l'idée d'un projet de maîtrise : l'expérience politique des femmes migrantes à Montréal.

« Après ça, j'ai voulu faire cet essai de maîtrise sur ça parce que je trouve qu'en tant que personne immigrante on peut toujours faire quelque chose pour notre pays d'origine et ça m'aide à me sentir moins coupable si on peut dire. »

Une femme migrante politisée et mobilisée

L'idée du mémoire de maîtrise de Dalia représente le fruit de sa propre expérience pratique de l'action politique des femmes migrantes à Montréal. Pourtant, dès qu'elle commence à parler de son expérience universitaire, c'est d'abord l'expression d'une grande déception, la frustration, puis c'est sa colère qui monte. J'en parle plus en détail dans le chapitre 7, dans la section « La migrante impolie ». Dalia reprend les études à la suite des recommandations d'une conseillère du travail, pour contourner l'enjeu de reconnaissance des diplômes et des acquis professionnels des personnes migrantes. Elle s'inscrit à la maîtrise en médiation interculturelle pour rester dans un domaine qui lui tient à cœur. Une autre raison la motive, c'est pour pouvoir trouver un emploi à Montréal :

« Pendant la francisation, c'était subtil, mais on me disait tout le temps par exemple : est-ce que tu ne veux pas changer et aller en région ? Il y avait cette intention que je comprends parce qu'il y a toute une crise de manque de travailleurs en région et dans certains endroits, mais non, ça c'est pas là où je veux être, donc j'ai fait cette deuxième maîtrise ici pour rester ici [Montréal]. »

L'une des multiples raisons de sa déception à l'université, c'est le décalage entre la vision de l'interculturalité et la réalité. En tant qu'éducatrice spécialisée en interculturalité dans son pays d'origine, elle éprouve un important malaise face à la manière dont ce concept est abordé et utilisé au Québec comparé à sa formation et à sa pratique professionnelle dans son pays d'origine.

« Maintenant, je comprends aussi que c'est aussi l'histoire de chaque pays, par exemple en [pays d'origine], l'interculturalité c'est très lié aux peuples autochtones. Ça, c'était une proposition politique de l'interculturalité comme concept c'était proposé par les peuples autochtones pour dire qu'il y a une relation de pouvoir inégal entre les différentes cultures ici et on demande de faire une transformation de cette relation de pouvoir. Les peuples autochtones disent on est pas seulement comme une pièce dans les musées ou du folklore, mais nous sommes ici pour habiter cet espace on a le droit pour notre éducation, pour préserver notre langue tout ça. Mais ici, l'interculturalité c'est totalement autre chose, au Québec l'interculturalité c'est une position pour se différencier du multiculturalisme anglophone. Et dans ce sens, ça vient des instances au pouvoir du Québec. Donc ça, c'est une grande différence et on voit le résultat de ça. »

L'un des résultats de cette vision de l'interculturalité est illustré par Dalia dans ce souvenir d'une interaction avec sa prof — racontées dans le chapitre 7 — :

« Mes profs [université québécoise francophone], ils ont été fâchés par exemple une fois j'ai demandé à une prof qui donnait un cours de religion et interculturalité si on pouvait avoir une discussion par rapport à tout ce qui se passe autour de la loi 21, parce que pour moi c'est important de bien comprendre la loi et puis d'avoir une discussion sur ça dans notre domaine, elle m'a dit que c'est pas poli de parler de politique dans la classe parce que notre rôle c'est pas politique en tant que médiatrice. J'ai dit mais non, si je vais travailler avec des femmes immigrantes qui portent le voile, c'est directement en lien avec mon travail et c'est important de comprendre comment faire dans ce cas. »

Le choix de son sujet de mémoire se heurte à un manque flagrant de littérature sur l'activisme des femmes migrantes au Québec :

« Quand j'ai cherché la littérature pour ma maîtrise, j'ai cherché de la littérature de la participation des femmes immigrantes ici au Québec à Montréal et au Canada et il n'y a pas beaucoup, tu peux trouver beaucoup par rapport à la Fédération des Femmes du Québec, il y a toute l'histoire du mouvement féministe au Québec lié aussi à la

Révolution tranquille, mais la participation des femmes immigrantes c'est presque inexistant, ça paraît qu'il n'y a rien. C'est pour ça je me suis intéressée à ça. [...] C'est important que les personnes connaissent que les femmes migrantes se sont battues pour beaucoup de choses, il faut connaître et valoriser cette histoire et tout ce que les immigrantes font. » (Dalia)

La rédaction de son mémoire s'est basée sur sa propre expérience de militantisme avec les femmes et les personnes migrantes à Montréal. Son travail académique a été une contribution militante pour elle pour apporter une pierre aux efforts de mise en lumière de ce pan important, mais peu visible de la vie des personnes migrantes.

Dalia voit en son parcours de migration et d'ancrage à Montréal, à travers les d'études et le militantisme, un parallèle avec une histoire qu'elle a écoutée lors de son travail dans son pays d'origine avec les communautés autochtones.

« Je me souviens d'une histoire qu'on m'avait racontée dans les communautés autochtones en [pays]. On m'avait dit que quand il y avait la lutte pour la terre et les personnes autochtones ne savaient pas lire et écrire, donc pour eux toute cette lutte au niveau juridique pour la terre c'était très difficile parce qu'il y avait des documents qu'ils ne pouvaient pas lire et donc ils ont dû signer des choses, mais finalement c'était un document qui donnait la *terratiente* (propriété de la terre). Donc ils ont créé une stratégie. Ils ont dit on va sélectionner quelqu'un d'entre nous et on va l'envoyer à la ville, à l'école, pour apprendre à lire et écrire, pour bien apprendre l'espagnol, — parce qu'en plus ils ne parlent pas l'espagnol ils parlent la langue autochtone —, donc on va envoyer une personne qui apprend la langue et après la personne retourne et enseigne à tout le monde à parler l'espagnol, à lire et écrire. Comme ça, la communauté peut se défendre aussi. Quand je me rappelle de cette histoire, je sens que nous, en tant qu'immigrantes, nous sommes aussi ici avec un purpose, un objectif, une ambition. Peut-être qu'on n'a pas fait exprès quand on a migré, mais maintenant que nous sommes ici, on peut aussi lever la voix pour dire, mais tu sais, toute cette beauté, cette vie merveilleuse qu'on a au Canada, c'est aussi en relation avec toute la pauvreté et la difficulté qu'on a dans les pays du Sud. »

L'extractivisme : une violence de tous les jours, partout.

Pour Dalia, l'extractivisme est une réalité géographique, politique, historique et un continuum du colonialisme qu'il est nécessaire de lutter contre au Sud comme au Nord.

« Pour dire concrètement, toutes ces entreprises minières qu'il y a en Équateur et dans tout le continent de l'Amérique du Sud, cette richesse, c'est aussi une richesse qui a été volée à nous. Et je comprends que c'est pas poli de dire ça, je comprends que les personnes sont fâchées, et j'aimerais le dire d'une façon plus polie et j'aimerais que les personnes comprennent ça. Que les réalités du Nord ne sont pas déconnectées des problèmes du Sud, et la migration c'est pas possible de l'arrêter avec des politiques plus restrictives, mais avec la justice ! Je ne sais pas comment ça se passe pour les autres personnes, mais moi personnellement, je serais heureuse de retourner dans mon pays s'il y a du travail, de la justice, de la sécurité, j'aimerais venir ici faire du tourisme, mais ma famille, ma vie, mes ami.es, tout est là-bas. Il y a pas de migration volontaire, on a toujours une raison pour migrer et que c'est plus fort que nous. Peut-être qu'on n'a pas le droit de choisir. »

La migration est une blessure. Le vécu transnational de cette blessure est intense et continu. L'extractivisme et les violences qu'elle entraîne sont présentes dans le quotidien transnational de Dalia :

« C'est dur à dire, mais, j'avais une camarade à l'université, on a étudié ensemble le baccalauréat en éducation et un jour elle a disparu. Après, on l'a retrouvée morte sur les bords d'une autoroute. Et j'étais ici au Canada quand on l'a retrouvée. Et la professeure de ma fille, elle a aussi disparu et je ne sais pas comment le dire à ma fille. Quand on va en [pays] et on voit toutes les affiches avec la photo de sa prof, je dois faire quelque chose pour que ma fille ne voie pas l'affiche, parce que sinon comment je vais lui expliquer ? Donc quand je pense, pourquoi je suis sortie de mon pays, c'est des raisons de sécurité aussi. Quand mon amie a disparu, pour nous c'était un gros choc. On ne peut pas même pas parler de ça. Je pense qu'on est toujours en choc. Quand on se rencontre entre amis, on ne parle pas d'elle. On a peur même de dire pourquoi elle a disparu ? C'est à cause de la militance ? La prof de ma fille, elle faisait partie d'un groupe féministe, puis elle a disparu ça fait trois ans maintenant qu'elle a disparu et on ne sait rien d'elle. [...] Donc on dit bon, c'est ça la migration. On dit qu'on vient profiter des richesses et des emplois et toutes ces histoires que le monde s'imagine, mais c'est qu'il y a des situations dans les pays d'origine. La migration c'est un fait politique. Peu importe si les migrant.e.s sont politisé.e.s ou pas politisé.e.s, mais les raisons pour lesquelles ils ont immigré sont des raisons politiques. Si l'immigrant veut prendre conscience de ça ou pas, c'est une autre histoire, mais pour moi c'est clair ! Donc comment est-ce que je ne vais pas m'engager dans un processus qui cherche un peu de justice un peu de transformation de cette relation de

pouvoir, bien sûr que je vais le faire ! Mais il faut aussi de trouver l'espace ou on peut le faire. Et ça, c'est une autre histoire ! »

L'écart béant entre l'injonction « rester polie » et l'expérience radicale de la violence au pays d'origine et qui poursuit les personnes dans leur vécu transnational est sidérant.

Dalia continue à s'engager et à initier et participer à des actions collectives transnationales en lien, entre autres, avec la justice migratoire, contre l'extractivisme, le racisme, l'impérialisme et l'islamophobie.

Récit personnel

Je suis arrivée à Montréal — au départ de Rabat — en août 2018, avec un permis d'étude lié à mon inscription au doctorat. Je suis une femme migrante, racialisée et engagée politiquement avec des personnes qui luttent pour une justice sociale, locale et globale.

Cette dernière partie de mon auto-identification, en tant que personne engagée, concerne mon expérience à Montréal qui m'a permis de me l'approprier, de l'assumer et de la revendiquer pleinement. Je me souviens d'une discussion que j'ai eue avec une chercheuse en études féministes à l'UQAM qui me demandait si je m'identifiais comme féministe. En lui répondant, par l'affirmative, et en remontant dans mes souvenirs, je réalise que quand j'étais petite, être féministe, pour moi, voulait dire écrire des livres sur le féminisme, parler à la télévision des luttes féministes, représenter des partis politiques, manifester dans la rue, participer à des réunions syndicales (télévisées aussi), ou donner des entrevues journalistiques sur les luttes féministes. Je regardais avec beaucoup d'admiration ces femmes qui parlaient en public avec assurance, qui exigeaient la réforme du Code civil et qui utilisaient des mots comme oppression patriarcale et libération des peuples. Ces femmes qui voulaient changer les mentalités et la société. Plusieurs années plus tard, au détour d'une conversation avec une amie sociologue qui me parlait de sa recherche sur le militantisme dans les espaces ruraux, elle me rapporte une expression qu'une militante dans un village au sud du Maroc a utilisée pour qualifier le féminisme bourgeois des élites urbaines — je crois que c'était celui que je regardais à la télé sans pouvoir m'y identifier pleinement —, elle disait avec humour et distance critique « le féminisme climatisé de Rabat ». Cette expression m'a d'abord fait sourire, puis m'a fait réfléchir et m'a beaucoup marquée. Je trouve que cette militante résume dans cette expression beaucoup de tensions et d'enjeux politiques, sociaux et féministes. L'un d'eux, le plus proche des chemins de réflexion qui m'ont menée vers cette recherche, est le rapport centre/périphérie. La distribution inéquitable des richesses, qui s'amassent dans les centres urbains au détriment de régions marginalisées, pourtant nourrissant — littéralement — ce même centre, par son agriculture, mais aussi par ses gens, qui se déplacent dans les centres urbains de façon temporaire ou permanente. Cette géographie des inégalités.

À l'université, quand je faisais mon baccalauréat en sciences économiques, nous devions suivre un cours appelé « problèmes structureaux des pays en développement ». C'est dans ce cours, à dix-neuf ans, que j'ai commencé à comprendre les séquelles du colonialisme, comment les politiques néolibérales et les programmes d'ajustement structurel, dictés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire international, ont transformé le rôle de l'État et ses services publics. C'est aussi dans ce cours que j'ai découvert la théorie de la « malédiction

des ressources », de l'accumulation par dépossession et des effets de la mondialisation sur les pays « en voie de développement ». On débattait longtemps de ces appellations « sous-développés », « en voie de développement », « tiers monde » et des rapports à la modernité coloniale. C'était mon cours préféré. Je me souviens encore que le cours commençait à 8h, chaque mercredi. Assise sur les mêmes bancs que mes parents avaient utilisés trente ans plus tôt, j'écoutais le professeur nous transmettre sa passion pour la politique marocaine et internationale. C'était en 2003. Forte des connaissances théoriques de ce cours et convaincue des méfaits et dangers d'une mondialisation basée sur un capitalisme sauvage, je voulais m'impliquer auprès d'ATTAC/CADTM Maroc, l'Association pour la Taxation des Transactions et pour l'Action Citoyenne, et le Collectif pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde. Ça ne s'est finalement pas fait, parce que j'ai changé de ville pour poursuivre mes études de maîtrise, puis j'avais commencé à travailler.

À cette période, la sphère professionnelle avait pris le dessus. Ma vie de citadine salariée était toute remplie d'engagements professionnels, amicaux et familiaux. Mon entourage parlait politique tout le temps, mais sans participer à des actions collectives.

Plusieurs années plus tard, en 2014, quand j'ai commencé à travailler pour une fondation politique à Rabat, j'ai croisé des militant.e.s d'ATTAC. Leur discours, faisant beaucoup écho à ce que je savais de manière théorique—, était clair, argumenté et ancré dans une expérience du terrain ou de leur propre vécu de la marginalisation, l'appauvrissement et la répression politique. Des sujets comme l'accaparement des terres, la critique des grands projets d'infrastructure dite verte et de la souveraineté alimentaire, sont relativement peu présents dans les débats publics. Les luttes féministes mises de l'avant par ces militant.e.s sont par exemple celles des femmes victimes du microcrédit qui se sont organisées pour sensibiliser aux méfaits sociaux de ce système et le dénoncer. Je retrouve encore cette géographie des inégalités, mais en plus, je réalise aussi l'importance des géographies des solidarités, à travers ce mouvement altermondialiste. J'ai aussi découvert à quel point les réseaux internationaux de militantisme s'enrichissent mutuellement. La première fois que j'y ai touché de près, c'est quand j'ai participé à une conférence sur le climat à Paris en 2015, plus exactement à des séries d'ateliers et de contre-conférences qui s'organisaient partout dans la ville. C'était la première fois que j'assistais à des conférences avec des milliers de personnes qui partageaient ces mêmes intérêts et qui étaient convaincues de l'importance de l'action à des échelles locales et internationales. Les deux en même temps. J'étais comme une groupie devant Naomi Klein et des syndicalistes états-uniens. À les écouter, c'était évident toutes ces articulations entre le climat et les luttes sociales. Les syndicats au Maroc ne parlent pourtant pas de cela, ceux-ci ne lient pas leur lutte avec celles des paysan.ne.s et

du secteur de la santé. Je n'étais pas exposée à ce genre de discours avant. J'ai poursuivi ces discussions à mon retour à Rabat. Cette étape professionnelle a été une des phases marquantes dans mon parcours. J'ai été en contact avec des militant.e.s, des élu.e.s, des artistes et des chercheur.euse.s, impliqué.e.s de diverses manières dans les luttes pour une justice sociale et environnementale, locale et globale. En plus de pouvoir réfléchir et débattre sur des sujets en lien avec l'écologie politique et la justice migratoire, j'étais dans une position qui me permettait d'apporter un soutien à la réalisation de projets de recherche communautaire. C'est pendant ces années de travail dans une position au carrefour du militantisme, de la politique partisane locale et régionale, de la recherche et des arts militants que j'ai découvert la notion d'extractivisme dans des publications et des ateliers portant sur la question.

Faire de la recherche en sciences sociales était un vieux rêve. Depuis que j'avais suivi ce cours en macroéconomie, je voulais être professeure et capable de transmettre l'histoire des injustices économiques et politiques tout en donnant envie aux personnes de s'impliquer dans des actions pour la justice sociale. Le travail à la fondation m'a redonné goût à ce rêve. J'ai donc cherché à reprendre les études. J'ai postulé pour des programmes en sciences politiques et en études urbaines. J'ai eu la chance de rencontrer Sophie, qui s'est intéressée à mon projet et m'a accordé un financement qui m'a permis de me lancer dans ce doctorat en études urbaines, sur l'engagement politique.

Mon projet d'étude portait initialement sur les subjectivités politiques des habitant.e.s des territoires sacrifiés, une comparaison entre le Maroc et le Québec. Pour diverses raisons, notamment d'accès au terrain, j'ai dû revoir la proposition initiale. Tout en gardant le cœur du sujet, les subjectivités politiques face à l'extractivisme, j'ai redessiné un projet qui a abouti à cette recherche. En écrivant ces lignes, j'emploie le « je », mais la réflexion ne s'est jamais faite de manière solitaire. Depuis le projet de recherche qui tenait en une page, jusqu'à ce document, j'ai été accompagnée dans la réflexion.

D'abord, à l'université. Toutes les discussions avec ma directrice, qui m'a ouvert la porte de son bureau le premier jour — et ne l'a jamais refermée depuis ! Au-delà des remerciements et de la reconnaissance que je lui dois pour son encadrement rigoureux et bienveillant, c'est aussi le fait d'avoir une directrice qui encourage l'implication dans le terrain et qui m'a accordé une bourse de recherche, qui m'a permis de consacrer tout mon temps et énergie au travail militant. De plus, son écoute m'a permis d'exprimer plusieurs frustrations en lien avec le milieu universitaire et avec la vie d'une personne migrante. Tout en prenant en compte plusieurs autres éléments absolument essentiels, en premier lieu le soutien familial et amical, ici à distance, je peux dire que sans une directrice à l'écoute et concrètement prête à se mobiliser

pour faciliter l'accès aux ressources à une étudiante en reprise d'étude et non familière avec le système canadien, mon expérience universitaire aurait probablement été plus courte. Ensuite à l'UdeM, j'ai suivi le cours d'action collective de Pascale Dufour. C'est un cours que j'ai énormément apprécié et dans lequel j'ai beaucoup appris. En plus de rencontrer des collègues qui sont devenues des amies, ce cours m'a permis d'effectuer pour la première fois une recherche de terrain sur les mouvements sociaux. Mon étude de cas, qui m'a aussi servi de préterrain, m'a permis de confirmer mon intérêt pour la méthode de recherche par entretiens, puis j'ai augmenté mon intérêt pour le sujet et j'ai été convaincue de sa pertinence sociale dont l'un des aspects est de contribuer à documenter la richesse, la difficulté, le déchirement, le courage et les différentes formes de solidarités par la base qui existent entre les personnes migrantes au niveau local et transnational. Il s'agissait donc de cartographier les géographies des solidarités (Dufour and Goyer 2010), encore trop peu documentées, et encore moins à l'aide du regard des personnes qui la font et la vivent.

En parallèle à l'université, c'est au contact de militant.e.s pour la justice sociale que j'ai développé la réflexion sur le sujet. Ce sont les débats et les discussions avec des militant.e.s migrant.e.s qui s'impliquent localement et transnationalement dans des luttes comme la justice sociale, l'antiracisme, la décolonialité, le féminisme anti-impérialiste que j'ai appris et compris plusieurs articulations entre ces luttes. C'est donc en partant de mon expérience comme première matière à réflexion, puis au contact et en relation avec d'autres expériences et des discussions, à l'intérieur et à l'extérieur de l'université que cette recherche a pris forme, puis s'est déployée et développée.

Étudier les mouvements sociaux revient à s'impliquer dans les mouvements sociaux. En redirigeant l'attention sur Montréal, je me suis rapprochée des collectifs les plus actifs sur les luttes transnationales antiextractivisme. J'ai commencé ma recherche en ligne, et le premier collectif qui a été sorti de la recherche des mots clés « lutte anti-extractivisme Montréal » est le PASC. En parcourant leur site web, j'ai été ravie de voir que le collectif entretenait une réflexion de longue date sur la question. J'ai décidé de suivre leur actualité en m'abonnant à leur infolettre et à leurs pages sur les réseaux sociaux. En janvier 2020, le PASC a annoncé sa participation aux ateliers de la série « Pour réveiller les mobs », dans un atelier coorganisé avec des associations étudiantes, dans une salle de cours à l'UQAM. L'atelier s'intitule « Perspectives décoloniales/anti-impérialistes sur l'extractivisme ». Dans ce titre d'atelier, il y avait tous les mots clés de mon projet de recherche ! J'étais très emballée à l'idée de rencontrer des membres du PASC. Dans mon carnet de terrain, je retrouve ceci :

« une vingtaine de participant.e.s. Jeunes, la vingtaine, probablement tous et toutes étudiant.es. L'ensemble des participant.es dans la salle sont blancs. Je suis la plus

âgée et visiblement la seule personne racisée dans l'assistance. Je ne me sens pas particulièrement mal à l'aise. C'est davantage le setting salle de classe et l'ambiance qui fait comme si on assiste à un cours que je trouve un peu lourd. Installée dans le fond de la salle, j'ai du mal à voir l'écran lors des projections. »

C'étaient des projections des vidéos d'un projet intitulé « Des-terres-minées » qui documente les résistances des femmes de plusieurs territoires face à l'extractivisme. C'était la première fois que je voyais sur grand écran des images des fondations des pylônes, des pipelines, des mines à ciel ouvert et que je prenais conscience de l'échelle de ces infrastructures auxquelles font face des militantes, souvent autochtones, qui racontent leurs luttes, la criminalisation et les violences auxquelles elles sont confrontées. C'était frappant à quel point les mécanismes de répression face à la résistance à l'extractivisme sont similaires dans plein de localités différentes.

Ce n'était pas ma première participation à une action étudiante. Mes premières participations, je les ai trouvées aussi en cherchant en ligne, sur Facebook. Le premier événement étudiant à Montréal auquel j'ai assisté était l'assemblée générale annuelle du QPIRG Concordia. J'y suis allée parce qu'en arrivant à Montréal, je voulais avoir une expérience étudiante la plus riche possible. J'avais déjà entendu parler du dynamisme du mouvement étudiant, j'étais à la recherche d'espaces pour m'impliquer. Je ne voulais surtout pas que ma vie montréalaise se résume à aller en cours, à la bibliothèque et épisodiquement à la salle de sport du quartier. De plus, depuis mon expérience à la fondation politique dont j'ai parlé plus haut, j'avais pris goût à l'action collective, aux discussions et au contact avec des personnes avec de l'énergie militante. Je cherchais donc à aller vers des groupes qui affichent clairement une priorité pour la justice sociale et écologique. En lisant donc la description du QPIRG sur Facebook, j'étais emballée. D'abord, le titre, un « groupe de recherche d'intérêt public » suscitait mon intérêt. Je voulais que les recherches auxquelles je participe soient d'intérêt public en effet. Puis on lisait que le QPIRG était un centre pour les étudiant.e.s et la communauté, qu'il œuvrait pour l'éducation populaire et le soutien de l'action des groupes grassroots qui s'organisaient autour d'enjeux de justice sociale et environnementale. C'était donc cela que je cherchais. En plus, le QPIRG décrivait son travail comme étant ancré dans une analyse et une pratique anti-oppressive. Il cherchait à créer des liens campus-communauté et à inspirer le changement social à travers des approches d'engagement inclusives, non hiérarchiques, se voulait accessible à tout le monde, et activement opposé à toutes les formes de discriminations et d'oppression. C'était de la musique à mes oreilles ! Je suis donc allée à l'assemblée avec beaucoup de curiosité et déterminée à m'y impliquer. Je me souviens que l'événement avait lieu dans un immeuble à côté de Concordia. J'avais et j'ai toujours, du mal à me repérer dans

ce coin de la ville que je ne fréquente finalement pas tant que ça. Quand j'y vais, c'est généralement pour étudier dans la vibrante bibliothèque Webster à quelques mètres de la sortie du métro. Une fois le local trouvé, des étudiant.e.s accueillent les participant.e.s et invitent à se diriger vers un buffet de mets sud-asiatiques. On se sert, puis on prend place dans la salle organisée en cercle. Le mobilier est éclectique et l'ambiance est chaleureuse. La plupart des participant.e.s se connaissent déjà, se saluent en accolades et se donnent des nouvelles personnelles. C'est un espace très diversifié, je ne suis clairement pas la seule personne racialisée, c'était remarquable pour moi en comparaison avec l'atelier à l'UQAM. Plus tard, des participant.e.s à ma recherche évoquaient cette même impression entre les espaces francophones et anglophones.

C'est à cette période que j'ai commencé à lire Sarah Ahmed, qu'une amie m'a recommandée. La blanchité des espaces, la promesse du bonheur, les féministes rabat-joie et plein d'autres de ses écrits m'ont aidé à mettre des mots sur des situations vécues en tant que personne migrante racialisée dans une société blanche. Après, une fois qu'on s'initie aux travaux féministes, il est difficile de ne pas voir et retrouver les rapports de pouvoir au quotidien. J'étais donc de plus en plus intéressée par l'expérience des espaces de socialisation politique par les personnes migrantes.

Les rencontres du collectif Convergence des luttes des Suds s'étaient tenues entre décembre 2019 et mars 2020. Les rencontres se tenaient soit à Alternative soit au CTI. La première fois que je suis allée au CTI, je me souviens encore de cette soirée enneigée de décembre, où, après environ une heure en métro et bus, j'arrive au bureau du CTI. À l'entrée, sur une table devant la porte, j'ai vu des pamphlets écrits en arabe. À la vue de ces petits pamphlets d'information sur les droits du travail et des personnes migrantes, écrits en arabe, j'ai ressenti toute une foule d'émotions. Cette calligraphie que je voyais partout chez moi, au Maroc, était synonyme de chez moi justement. Sur le mur du fond de la salle du CTI, une vieille affiche d'une conférence sur la migration et la résistance est encadrée, elle avait pour titre « *The city is a sweatshop !* ». La ville est un atelier de misère. Voilà qui résume l'expérience de la ville par les personnes qui viennent au CTI défendre leurs droits. Dans la salle, les chaises en cercle, je m'assois et attends le lancement de la réunion. Les personnes échangent en arabe, français, anglais, espagnol et persan. C'était un des moments où je me suis dit : ah, mais c'est ça le Montréal que je veux ! La réunion commence par un tour de table pour connaître la préférence de langue de travail de ce jour, la majorité des participant.e.s parlent anglais et français, la réunion se fait en français. Le groupe voulait organiser une marche en solidarité avec les nombreux mouvements sociaux qui prenaient place dans les pays du sud à ce moment, en 2019. L'élan politique du groupe a été coupé par la pandémie. Les quelques

rencontres qu'il y a eu ont été une occasion de socialisation formidable. C'est dans ces rencontres que j'ai commencé à nouer mes premières amitiés montréalaises. Ici aussi, plus tard, des participant.e.s m'ont parlé de l'importance de ce genre de rencontres pour la constitution d'un réseau social et militant.

Quelques semaines plus tard, je commençais à participer à FDO. Avec FDO, j'ai participé à la préparation et la réalisation de webinaires, ateliers, assemblées générales et marches du 8 mars. Les rencontres avec ces féministes migrantes ont été parmi les plus belles et les plus marquantes que j'ai faites à Montréal. D'abord en ligne, en raison de la pandémie, puis en personne. Comparés au PASC et à Convergence des Luttés des Suds, les membres de FDO sont largement plus âgés. Au PASC et Convergence, la fourchette d'âge est entre la vingtaine et la mi-quarantaine. À FDO, il y avait des membres de la trentaine/quarantaine, puis la majorité, qui sont des pionnières des luttes féministes migrantes à Montréal, ont la soixantaine et plus. L'espace est bilingue, avec une majorité d'anglophones. Des militantes qui sont interprètes par profession se portent bénévoles et offrent un service d'interprétariat à chaque rencontre et les courriels sont bilingues systématiquement. De ce que j'ai vu, c'est le seul espace aussi résolument bilingue. Les membres sont toutes fondatrices ou très actives dans des organisations migrantes, avec une longue expérience militante. Le collectif fonctionne de manière non hiérarchique et non oppressive. Quand il faut trancher sur des questions qui ne font pas consensus, les membres se tournent vers les « bases communes », un document qu'elles ont élaboré au lancement pour mettre sur papier les principes d'action défendus par le collectif. Au fil des ans, il y a eu des épisodes difficiles, mais globalement, ce fonctionnement semble efficace. C'est un espace dans lequel je me suis sentie très écoutée, responsabilisée rapidement et je me suis beaucoup identifiée à plusieurs d'entre elles. J'aime leur force, leur rigueur, leur pragmatisme, leur énergie militante et leur humour qui font de chaque rencontre un moment d'apprentissage, d'organisation, d'amitié et de joie.

De mon expérience de ces trois espaces, j'ai des ressentis différents, car chacun d'eux répond et couvre une facette différente de ce qui constitue ma subjectivité actuelle. Le point commun est que les trois ont des analyses politiques proches, sont anti-impérialistes, anticolonialistes, tournés vers la solidarité « par le bas » et fonctionnent de manière non hiérarchique.

Au PASC, l'expérience du collectif dans les luttes anti-extractivisme, décoloniales, les analyses politiques ainsi que la créativité des membres dans les types d'actions menées m'ont beaucoup apportée. J'étais très timide toutes les premières rencontres, ça m'a pris du temps avant de commencer à prendre la parole dans les réunions. J'ai rapidement senti que c'est un collectif affinitaire, chose que les militant.e.s affirment, et ils cherchent à faire des efforts à l'arrivée de nouvelles personnes pour les accueillir. En fait, avant de les contacter, je

m'attendais à trouver un collectif composé de personnes migrantes, du moins colombiennes, qui font jouer leur pouvoir de diaspora pour soutenir les mouvements sociaux colombiens. Généralement, je me suis sentie à l'aise. Je me suis portée volontaire pour relire des publications qui étaient encours d'actualisation. C'était ma première contribution, puis j'étais dans la phase d'analyse documentaire, c'était un bon timing pour tout le monde. Ensuite, le collectif a lancé un projet sur les liens entre les changements climatiques, les justices environnementales et migratoires. Les membres m'ont proposé de me joindre au comité du projet. J'ai tout de suite accepté. Ma participation à ce projet m'a permis de prendre confiance en mes capacités à contribuer au travail du collectif. J'ai pu expérimenter la joie de partir d'une idée simple et puis mettre en place tout un projet : rédiger une trousse pédagogique, monter deux jeux de société et prendre la parole dans des ateliers. Tout au long de mes participations, des discussions avec les membres de ce comité, les partages de recommandations de documentaires, de films, livres et articles, j'ai développé une perspective critique sur la solidarité internationale et ça m'a permis d'élargir ma vision politique. Depuis la phase de rédaction de la thèse, j'ai dû baisser mon implication avec le Pasc. Je reste toujours en contact avec le groupe et je suis toujours heureuse lorsque les membres pensent à m'impliquer dans des actions, comme à modérer un panel à l'occasion d'une tournée de solidarité pancanadienne Colombie/Palestine. Dans cet espace-là, j'ai beaucoup appris du travail militant, j'ai participé à un projet intense et j'ai eu des discussions profondes sur les privilèges, la colonialité et les solidarités autochtones/allochtones. Je m'y suis senti femme migrante dans un groupe blanc. Les actions étaient souvent pensées par et pour des personnes blanches qui ont une réflexion sur leurs privilèges. La critique des situations était aussi basée sur cette positionnalité-là, qui n'est pas la mienne comparée à FDO ou à Convergence où la réflexion partait d'une positionnalité davantage similaire à la mienne, la critique et les actions qui en découlent sont plus en phase avec ma propre expérience et limites. Dans ces espaces-là, j'étais une femme engagée qui a une expérience similaire à la majorité en matière de migration et de vécu de certaines oppressions. C'était plus facile.

En 2021, alors que je m'apprêtais à commencer le travail de terrain, les mesures sanitaires au moment de la pandémie de COVID-19 obligent à se confiner chez soi. Je suis donc contrainte de faire le recrutement et les entretiens en ligne. Au début, je n'étais pas du tout certaine de la faisabilité des entretiens sur Zoom. Rapidement, les échos et retours d'expériences d'autres chercheur.euse.s qui travaillaient sur des sujets proches étaient rassurants. J'ai donc commencé le recrutement en ligne. Je me sentais mal à l'aise de demander du temps aux personnes pour partager leur expérience et expertise sans proposer de compensation monétaire, comme j'ai vu faire par d'autres chercheuses. En me renseignant davantage, j'ai réalisé que c'était correct et qu'il y avait des personnes qui seraient prêtes à

aider les étudiant.e.s à réaliser leurs travaux, sans attentes de compensation. Au fil des mes courriels de recrutement, seule une personne m'a demandé s'il y avait une compensation financière, et quand j'ai répondu par la négative, la personne a décliné. Les autres participant.e.s n'ont pas exprimé d'attentes à ce sujet.

Tout au long de mon terrain, de ma vie à Montréal, de ma nouvelle identité migrante et surtout, des rencontres avec des personnes courageuses, déterminées et menant des actions concrètes pour lutter contre différentes formes d'oppression, qui façonnent par leurs actions — et préfigurent — un quotidien où se matérialisent les discours de solidarité, tout ça a eu des effets sur moi. Mon terrain m'a changé. Pour le meilleur. Ou peut-être m'a-t-il permis de renouer avec qui je suis, qui j'ai toujours voulu être, mais sans pouvoir l'être totalement ? En reprenant les études, en me détachant de certaines obligations comme celle du travail salarié par exemple, et en m'éloignant de mes repères routiniers habituels, cela m'a laissé le temps de replacer aux centres les questions et les actions qui me permettent d'être le plus en cohérence avec ma réflexion. Une sorte de resubjectivation ? Je donne un exemple. Les frontières. En vivant au Maroc, j'ai eu la chance de beaucoup voyager, pour les études, le travail et le plaisir. À l'intérieur du Maroc et à l'extérieur. Pour voyager à l'extérieur du Maroc, il faut un visa. Seule une vingtaine de pays sont accessibles sans visa. Quel que soit le motif du voyage, il faut démontrer à l'agent administratif du consulat, dans des dossiers plus ou moins épais selon les pays, que je suis une citoyenne modèle et que je compte revenir dans mon pays au terme du séjour. Des relevés bancaires des trois, six ou douze derniers mois sont exigés. Soit. Les agents vont pouvoir constater à quel point l'inflation augmente mon loyer, mes courses, le prix des cafés et mes restaurants préférés. Il faut une lettre de l'employeur (toujours au masculin dans les documents d'ailleurs) qui atteste que je suis bien qui je dis être que je serais toujours employée au retour de mon séjour et je continuerai à recevoir un salaire. Il faut ensuite justifier — avec des papiers signés, cachetés, entêtés — « le projet du voyage », tourisme, affaire ou visite familiale. Pour venir étudier au Canada, il faut faire une visite médicale complète, avec des radios pulmonaires, des prélèvements sanguins, une visite chez des médecins dans leurs cabinets privés et agréés par le consulat. C'était la première fois qu'on me demandait ça. Je n'en comprenais ni l'utilité ni l'éthique. J'allais de toute façon contracter une assurance privée à travers l'université. Et si on me refuse parce que mon taux de cholestérol est élevé ? C'était ridicule, frustrant et intrusif à outrance. Je l'ai pourtant fait. Et pour avoir accès au résultat de ce bilan de santé forcé, il fallait payer d'autres frais. Il y a sûrement une logique derrière toutes ces procédures, je ne la connais pas. Tout ce que je sais, c'est que les lois sur la mobilité des personnes sont immobilisantes. Sauf les marchandises, ça, ça peut circuler librement, avec des accords, mais ça circule, et ça affecte la vie des deux côtés des frontières. En 2021, en plein milieu du terrain d'étude, j'ai dû

renouveler ma carte d'identité, mon passeport, le certificat d'acceptation au Québec, le permis d'étude, et le visa. En pleine pandémie, ce qui rimait donc avec expansion des délais de traitement, et ce, à une période de grandes inquiétudes pour ma famille, de questions incessantes sur la décision de rester d'un côté ou l'autre de l'Atlantique. Ce sentiment d'être prise au piège de ses propres choix, après avoir passé toutes les étapes du long processus pour entrer au Canada, se trouver devant une fermeture des frontières et être obligée de rester à l'intérieur de ces frontières. À cette étape, le vieux rêve romantisé de reprendre les études à Montréal était déjà bien loin. Le projet de doctorat est devenu un projet administratif. J'ai besoin d'une attestation de réussite pour envoyer une demande de sélection à la province puis un permis post-diplôme, temporaire encore. Ensuite, selon les lois changeantes, je dois demander un autre papier, la résidence permanente. Ce fameux Graal qui permet de réduire l'anxiété de devoir un jour payer des frais faramineux d'une ambulance, puis de l'hôpital si jamais un accident arrive, d'avoir un numéro pour pouvoir prendre un rendez-vous avec un médecin. Pouvoir planifier des projets à l'horizon de trois, cinq ou dix ans au lieu de quelques mois seulement. Pour acheter un bon canapé, car on aura le temps de l'amortir, autrement, pourquoi investir dans n'importe quel achat de maison si on va la quitter dans quelques mois ? Pour étirer l'horizon du quotidien et penser à un lendemain un peu plus loin que le temporaire. Juste réduire les différentes anxiétés qui viennent avec les incertitudes, fragilités et précarités des situations temporaires.

À Montréal, de fil en aiguille pendant le terrain et la vie, j'en arrive à m'intéresser au mouvement de justice migratoire. Je prends conscience de mon privilège, dans l'échelle relative des privilèges. Les récits, les travaux et les mobilisations des militant.e.s pour la justice migratoire, leurs luttes contre les multiples formes d'exploitation, d'oppression et les histoires d'injustice racontées et vécues par les personnes sans statuts, m'ont profondément interpellée et touchée. Je peux dire en toute confiance que le fait d'être exposée à ces luttes, les rencontres avec les militant.e.s, les lectures d'articles et livres de ce mouvement et sur les frontières meurtrières ont profondément contribué à changer, affiner et développer ma propre subjectivité politique.

J'étais arrivée sur le terrain, la tête pleine de lectures méthodologiques, et je pense ici avec joie au cercle de lecture féministe de l'INRS et aux échanges sur le rapport au terrain, les limites du rôle de la personne qui fait la recherche, comment il faut savoir garder une distance avec son terrain. Seulement, mon rapport au terrain était pensé dans un sens qui allait de moi vers le terrain. J'étais loin de mesurer l'ampleur avec laquelle le terrain me changerait moi. Le terrain n'a pas pris de précaution méthodologique, lui. Il n'a pas cherché à me préserver. J'y allais en toute confiance, consciente des privilèges de la position d'étudiante universitaire,

ayant reçu un financement pour effectuer sa recherche, ayant accès à certaines ressources universitaires, etc. Lentement, une discussion après l'autre, un événement après l'autre, un atelier dans un boisé, le bureau du CTI, tenir un bout de bannière à la marche du 8 mars, apporter un dessert au potluck hebdomadaire de FDO, organiser un webinaire, pleurer pendant un entretien, puis en le terminant, puis en le transcrivant, rire aux larmes avec les militantes, ces femmes migrantes qui n'ont peur de rien, vers qui je peux me tourner quant à des milliers de kilomètres de distance, un événement me secoue, je sais qu'elles vont se mobiliser et écouter ma frustration, ma révolte, la comprendre, la partager et peut-être même en faire une action politique ; tout ça rend la lourdeur et la frustration qui peuvent naître de certaines nouvelles plus supportables. Globalement, ça rend la migration et l'engagement pour une ville et un monde moins oppressifs plus agréables. Pour toutes ces raisons, et bien d'autres raisons, j'aime Montréal/Tio'tia : ke, et j'aime comment dans cette ville, la personne que je suis s'est affirmée ici.

CHAPITRE 7 : MOMENTS FORTS DANS LE PARCOURS POLITIQUE

Comme on a vu dans le chapitre 3, le processus de subjectivation politique est façonné par l'ensemble des expériences personnelles de l'individu en rapport et en lien avec les structures et les processus politiques qui l'entourent et façonnent les sociétés (Pleyers 2016 ; Wieviorka 2004 ; Mama 1995). Ainsi, l'un des avantages de l'étude de l'engagement de manière qualitative à travers le parcours de vie, c'est qu'il permet de faire ressortir les moments forts qui ont marqué des tournants dans le parcours des personnes. Lors des entretiens, les activistes se souvenaient de moments tournants dans leurs parcours de politisation, de rencontres marquantes et racontaient des anecdotes symboliques. Ces moments importants constituent des étapes clés dans leur processus de subjectivation politique qui les a mené.e.s vers l'action contre l'extractivisme.

Ces moments clés ont bien entendu pris place dans des espaces spécifiques. Ainsi à travers leurs récits, on peut retracer les territoires de leurs subjectivités. Avec la migration, ces subjectivités se complexifient, et à travers celles-ci se complexifient aussi les liens aux territoires. Les territoires que les personnes ont quittés, mais auxquels ils et elles restent attaché.e.s, les territoires des nouveaux ancrages, les territoires que les personnes défendent dans leurs actions politiques locales et transnationales. La subjectivité politique de la personne migrante (spécifiquement dans le cas des personnes qui font le déplacement du Sud global vers le Nord global) devient ainsi en soi l'incarnation des liens et des tensions entre les divers territoires de l'extractivisme.

1- Les motivations à l'engagement transnational

Les motivations pour l'entrée dans l'activisme transnational sont multiples. Certaines personnes sont animées par une identité politique et militante très forte, dont le développement commence avant l'arrivée et à laquelle les personnes restent loyales tout au long de leur parcours de vie, alors que d'autres sont poussées par un sentiment de devoir et de redevance à leurs réseaux personnels restés dans le pays de départ, et d'autres encore développent leur subjectivation politique face à l'extractivisme à l'arrivée à travers une socialisation politique dans des espaces militants urbains, comme les campus universitaires par exemple.

Loyauté et pression familiale

Dans un premier cas, comme l'exprime la citation de Mina ci-après, la pression par les pairs, surtout venant du cercle familial et amical resté dans le pays, est un motif qui peut pousser les personnes à s'engager.

« On suivait déjà les actualités de ce qui se passait en [pays] depuis un moment. Mais, on sait que quand on organise des manifestations en dehors du pays et que ça concerne la [pays] spécialement par exemple, ça ne rassemble pas beaucoup de monde. Ça n'intéresse pas les gens. Donc au début on avait aucun plan comme ça parce que on s'était dit que c'était perdu d'avance. Et le frère de Bassel, qui est très politisé en [pays] nous a écrit, a écrit sur notre mur Facebook à Bassel, à moi et Twitter en taguant tous les gens qui vivaient au Canada qu'il connaissait pour dire "c'est à vous de faire quelque chose parce que c'est une entreprise, c'est une compagnie canadienne." Il a écrit : "Qu'est-ce que vous faites ?! Vous ne pouvez pas rester les bras croisés comme ça !" Donc on a eu un peu honte de rester les bras croisés »
(Mina)

Mina et Bassel se sont donc retroussé les manches et ont organisé une action collective qui leur a permis de se constituer un réseau social et militant à Montréal, tel que décrit plus longuement dans leur récit au chapitre 6.

Pour Zeyna, sa participation à une action collective contre une minière canadienne en Suède était le résultat de la pression familiale qui, depuis la Suède, la poussait à « faire quelque chose » parce qu'elle se trouvait au Canada, pays dans lequel se trouve le siège de la compagnie en question qui est responsable de la destruction de territoires en Suède. Dans son exemple, pour sa famille et ami.e.s, elle était capable de « faire quelque chose » rien que parce qu'elle vit au Canada, dans le même pays centre du pouvoir minier, et dans un pays, une ville dans laquelle la participation à une action collective dans l'espace public est moins sujette à la répression policière que dans d'autres contextes (j'y reviens dans le paragraphe qui suit). Elle qui n'avait jamais participé à des actions collectives de la sorte avant décide alors de prendre part à une campagne de protestation en solidarité avec les villageois.e.s turc.que.s directement affecté.e.s par la minière. D'ailleurs les organisateurs de cette campagne l'ont eux aussi lancé à la suite de la pression familiale (j'en parle plus en détail dans leurs récits). Cette pression s'est exercée par internet, le virtuel jouant toujours un rôle central dans le quotidien des relations transnationales. Zeyna raconte ainsi :

« Basically, I went there [a protest in Montreal against a Canadian mining company in [country of origin] because of peer pressure! By peer, I mean, parents, and particularly my mom and her activist friends. They were sending emails because, basically a Canadian company that was doing some mining in [country of origin], in a very beautiful part of [the country], and it was getting a lot of reactions and that's why, most of my mom's activists friends wanted me to start doing something here, like getting in touch with the company, telling them: stay away from our land! I was like, yeah sure, I'd love to do that am sure they'll listen to me (laughs)! I mean, I know if you unite powers yes you can do that, but by myself, what is it gonna do? So, that's why I felt like I had to be there.» (Zeyna)

Ce que Zeyna évoque ici est loin d'être exceptionnel. Dans les différents travaux sur les parcours de vie ou trajectoire ou carrière militante, il a été démontré que l'une des premières raisons qui poussent les individus à participer et à s'impliquer socialement, c'est parce qu'ils ou elles ont été sollicité.e.s ; très peu de gens le font sans y avoir été invités (Gaudet et Turcotte 2013). Cela a poussé Gaudet et Turcotte (2013, 129) à conclure que « la densité, la taille et la diversité de leurs [les gens qui participent] réseaux sont autant de caractéristiques qui influencent ainsi indirectement leur participation ».

De son côté, Asli a transformé son engagement avec un collectif anti-extractivisme dans son pays d'origine en activisme transnational en continuant à s'impliquer avec le collectif en ligne et en transférant des ressources

«J'aime pas la mobilisation virtuelle, j'aime pas ! Je participe aux réunions de [collectif dans le pays d'origine] parce que ça me fait du bien, parce que ce sont des gens avec qui je travaille depuis des années et ça a été super enrichissant pour moi de pouvoir me joindre [...] ça me fait du bien, mais sinon en général j'aime pas participer en virtuel. Tout ce que j'avais ici, déjà à Montréal je l'ai arrêté complètement [avec la pandémie], si je peux pas le faire en personne je continue à faire d'autres choses. » (Asli)

En plus de sa loyauté et de son amitié pour le collectif, Asli continue de s'impliquer parce que « ça lui fait du bien ». Elle le fait de manière virtuelle pour son implication transnationale, mais à Montréal, elle s'implique de manière concrète et sur le terrain avec des collectifs et pendant la pandémie, elle a suspendu son militantisme.

Pour d'autres personnes migrantes activistes, la loyauté se mélange aussi avec des sentiments de culpabilité, de devoir envers le pays de départ.

Culpabilité, indignation et devoir

Dans un second cas, les personnes évoquent un mélange de culpabilité d'avoir quitté le pays, avec un sentiment de devoir faire quelque chose lorsque leur indignation par rapport à des événements devient insoutenable, comme l'exprime l'extrait suivant de Dalia au sujet d'une action transnationale organisée en solidarité avec le mouvement social né dans son pays d'origine :

« pour moi j'ai cette sensation, oh mon dieu, je vais être très émotionnelle désolée, mais pour moi, j'ai la sensation comme si j'ai trahi mon pays parce que j'ai laissé mon pays et j'ai laissé tout le monde-là, avec tous les problèmes qu'on a. » (Dalia)

« Il y avait beaucoup de répression [...] pour moi, c'était mon peuple ! C'est des personnes que je connais, avec qui j'ai travaillé beaucoup de temps donc pour moi c'était insupportable vraiment. [...] et c'est grâce à ce moment difficile que j'ai trouvé les autres [compatriotes] et pour la première fois ici, j'ai organisé une activité pour moi-même. Parce qu'en [pays d'origine], c'était surtout que j'accompagnais ou je militais avec d'autres personnes qui ont leadé le processus, mais moi je n'ai jamais pensé à ce que moi qui va leader rien ! » (Dalia)

Dalia a organisé et participé à plusieurs actions collectives depuis Montréal comme elle en parle dans son récit dans le chapitre 6, et pour plusieurs de ces actions, le sentiment de culpabilité n'est jamais bien loin :

« [j]e trouve qu'en tant que personne immigrante on peut toujours faire quelque chose pour notre pays d'origine et ça m'aide à me sentir moins coupable si on peut dire. » (Dalia)

Le sentiment de devoir s'exprime de manière encore plus forte dans les récits des personnes qui ont vécu personnellement des situations de violences et de répression, comme Achraf qui en parle ainsi, avec beaucoup d'émotions et un sentiment de loyauté envers les communautés de son pays de départ :

« par devoir, je ne peux pas rester les bras croisés devant les injustices parce que ce sont des choses que j'ai vécues. Et même si aujourd'hui je ne suis pas encore dans une situation confortable je me dis quand même que je vis beaucoup plus de paix intérieure que des gens qui vivent un calvaire au quotidien. Donc pour moi les oublier ça sera trahir et je ne peux pas le faire. » (Achraf)

Dans son récit, Mona parle aussi d'une culpabilité et d'un sentiment de devoir faire quelque chose pour les personnes qui sont restées dans son pays d'origine, aux premières lignes de l'extractivisme :

« Ici je me suis sentie comme j'avais la nécessité de faire quelque chose. Parce que je suis arrivée ici, avec tous les bénéfices, on arrive ici c'est tout beau, on a tout, on a la nourriture, les gens, personne n'est en train de mourir de la pauvreté ou de faire des choses tristes. Alors j'ai comme senti que je devais chercher de quelle façon aider un peu les gens de là-bas. Et c'est comme ça que j'ai trouvé le PASC et à travers le PASC j'ai trouvé le comité d'Hidroituango et c'est comme ça que je me suis impliquée d'abord. » (Mona)

Dans le cas de Rafiq, son indignation envers les violences quotidiennes dans son pays, mélangée avec sa culpabilité d'être parti sous le poids des menaces qui pesaient sur sa vie qui ont été des moteurs internes pour le pousser à s'engager à Montréal et à reprendre ses habitudes d'organisations communautaires. Mais le déclencheur de l'action, c'est sa socialisation politique avec des pairs politisé.e.s dans des espaces diasporiques :

« au début, j'ai rentré en dépression. Je voulais rien faire. Je voulais rien faire, parce que j'aimais être en [pays d'origine]. J'aimais faire ma lutte. J'aimais ça. Je passais mon temps à travailler avec les gens, puis j'étais super content ! Je pouvais pas avoir du luxe ni rien, mais j'étais super content après mon travail, en [pays]. Donc quand j'ai quitté, je me vois ici, la neige, la rigidité du monde, le manque des collectivités, au début tu connais pas personne, et disons, c'est toujours une question complexe non ? Après j'ai connu des Chiliens, des latinos, puis ça m'a permis de me dire, ok, on est pas en [pays], mais on doit faire ce qu'on peut faire en étant à l'extérieur. Parce qu'une fois que tu développes la sensibilité sociale, que tu t'engages à certains changements, puis, quand tu te rends conscient de la quantité d'assassinats, de la quantité d'injustices, et que ça n'arrête pas là. Ça arrête pas ! Aujourd'hui en [pays], c'est pire ! C'est pire ! Et on a fait un accord de paix en 2016, mais c'est pire ! Il y a des assassinats tous les jours, c'est très terrible ce qui se passe aujourd'hui. Donc, c'est difficile de ne pas avoir cette sensibilité, cette indignation, c'est difficile. Je ne sais pas si ce serait différent si la [pays] c'était beaucoup mieux, s'il n'y avait pas autant d'assassinats. Je sais pas. Ça renforce l'indignation quoi. La nécessité de s'engager pour que ça change un peu les choses. Les gens là-bas, tu vois les gens qui travaillent beaucoup, longtemps, pour pouvoir survivre, tu vois les paysans qui sont leaders qui essayent de construire des organisations, des communautés, avoir une école, avoir

une route, c'est pour ce genre des affaires, pas pour protéger une espèce en péril, tu te fais assassiner. C'est difficile. » (Rafiq)

Ces extraits montrent les liens très forts que maintiennent les activistes avec leur pays de départ et leur tissu social transnational. Cette fidélité et ce sens du devoir (*commitment*) représentent un sentiment très présent chez les personnes migrantes, comme discuté dans le chapitre 3. C'est un des éléments clés des subjectivités translocales (Conradson et Mckay 2007). Dans le cas des personnes migrantes activistes rencontrées ici, chez qui la négociation entre la décision du déplacement physique avec le sens du devoir et les sentiments d'obligation et de culpabilité qui naissent habituellement à l'occasion d'événements familiaux comme les mariages, naissances et funérailles sont ici présents très fortement à l'occasion d'événements politiques comme les grandes mobilisations sociales dans les pays d'origine. Et en plus de ces moments particuliers, les activistes rencontrées portent ce sentiment de fidélité, ce sens du devoir et cette culpabilité du déplacement de manière plus continue. En outre, leurs participations aux espaces et actions militantes remuent continuellement ces négociations, qui sont centrales dans leur performance de la subjectivité politique des personnes migrantes politisées.

Dans leur travail sur le paradigme du parcours de vie, Elder, Johnson et Crosnoe (2003) expliquent que pour comprendre les trajectoires individuelles, il faut les placer dans leurs réseaux de relations interpersonnelles dans un principe de « vies en réseau » ou de « vies liées ». Ce principe de vies liées signifie que pour comprendre la trajectoire d'une personne, l'influence des vies de son entourage constitue une dimension incontournable. Le parcours de vie d'une personne s'articule ainsi à celui des gens avec qui nous avons des liens forts comme les parents, les enfants, les conjoints, les grand.e.s ami.e.s (Gaudet et Turcotte 2013). Dans le cas des personnes migrantes, ces liens s'étirent et exercent ainsi leur influence à distance, comme en témoignent les récits des participant.e.s à cette recherche. Par ailleurs, plusieurs travaux sur la transnationalité montrent que le sentiment d'appartenance nationale peut être déterritorialisé et délié (*unbound*) des frontières d'un État-nation (Basch, Schiller et Szanton Blanc 1994). Cet attachement étiré pousse les personnes migrantes à s'engager transnationalement dans les politiques du pays de départ par loyauté à leurs familles et communautés d'origines (Portes et Fernández-Kelly 2015 ; Portes, Guarnizo et Landolt 2017). Dans son travail sur la « voix après la sortie », Moss (2019) montre que le fait de quitter des contextes répressifs dans lesquels les groupes dissidents font face à de grands risques, permet aux personnes qui s'installent dans des États démocratiques de gagner la capacité de s'engager dans des répertoires d'actions modernes (Tilly 2004) comme la manifestation, la pétition et le lobbying.

En plus de ces sentiments de loyauté, de culpabilité et de devoir, il y a aussi une autre motivation à l'engagement : il s'agit du vécu de territoires et situations particulières qui marquent à long terme les personnes, comme on peut le voir dans la section suivante.

2- Le vécu des territoires sacrifiés

Comme on a vu dans le premier chapitre, l'extractivisme produit des territoires sacrifiés, c'est-à-dire que le processus d'extraction, à travers sa destruction totale — environnementale, culturelle, sociale, etc. — pour extraire la matière première, vide et détruit le territoire. Le territoire est ainsi sacrifié. Le territoire sacrifié renferme plusieurs notions telles que la violence destructive, le racisme environnemental, la justice économique, la violence structurelle ou encore l'imaginaire hégémonique d'une croissance infinie et globale (Reinert 2018, 598).

Le premier exemple de comment le vécu dans un territoire sacrifié façonne la subjectivité politique de la personne, c'est l'histoire de Nidal. Nidal a grandi dans un pays où il y a une forte présence de l'armée américaine. Devant cette présence, il existe une forte culture de résistance et un mouvement décolonial dynamique dans le pays. Ainsi, quand je demande à Nidal de me raconter son premier souvenir d'expérience politique, elle n'hésite pas à répondre :

« À [pays d'origine] ! On a des bases militaires un peu partout dans [pays d'origine]. Pendant mon enfance, c'était ça la lutte ! C'était pour sortir les bases ! Il y a une partie de [pays d'origine] où toute la population était entourée par une base militaire et puis les indices de cancers étaient exponentiels à cause de l'uranium appauvri présent dans la terre. Il y a des personnes qui sont mortes à cause des exercices militaires et des bombes. Aussi, il y avait des dynamiques ou rapports sociaux entre les résidents et les militaires, c'est tout ce qui est violences sexuelles par exemple. J'étais assez jeune quand j'ai vu les dynamiques de l'extractivisme sur les territoires. C'était concret. À 20 min de chez moi, il y avait une base militaire. » (Nidal)

Dans la même veine, mais dans un autre pays d'Amérique latine, Mourad se souvient comment son territoire s'est peu à peu transformé puis détruit avec l'arrivée des compagnies extractivistes. Au fur et à mesure de l'expansion des minières, les militaires arrivent sur le territoire, comme il raconte ici :

« Au [pays d'origine], les compagnies minières internationales, canadiennes et des États-Unis vont aller chercher les ressources. Ils s'en foutent de la contamination de

l'eau, de la pollution de l'environnement, des pressions sur la population qui vit à côté. C'est la population qui vit à côté qui réclame les droits, mais les entreprises ont une bonne relation avec le gouvernement, alors ils envoient la police et les militaires pour réprimer la population. Au lieu des bénéfiques, c'est les militaires qui arrivent ! Ici c'est la même chose, c'est les autochtones qui sont les plus exposés et c'est eux qui font les manifestations, mais les compagnies sont appuyées par le gouvernement et la population est silencieuse dans sa majorité, il y a une indifférence de la population. » (Mourad)

Venant d'un contexte meurtri par les guerres, Achraf fait le lien entre les conflits armés en Afrique de l'Ouest et l'extractivisme. Sa compréhension de l'extractivisme est nourrie par une expérience de violences sur les territoires extractifs. Son parcours d'engagement est une suite d'implications dans divers pays et organisations pour dénoncer les violences qui sont faites dans son pays/continent en lien avec l'exploitation abusive de ses ressources au prix des vies des personnes vivant aux premières lignes de l'extractivisme.

« La plus grande souffrance c'est l'Afrique. Parce que ce qui se passe en Afrique, je ne dis pas que ça n'existe pas ailleurs, parce qu'il y a des peuples aussi qui souffrent [...], mais comme je connais beaucoup plus le peuple africain, si je m'engage, c'est beaucoup plus confortable pour moi de travailler sur l'Afrique, sur les bourreaux qu'on subit [...] La société canadienne [une minière d'or] qui est d'ailleurs basée à Toronto, exploite l'or en [pays d'origine]. Elle [la minière] s'en fiche qu'on exécute tous les [pays d'origine] tant qu'eux ils peuvent exploiter cette mine d'or. Et ils sont prêts à créer des foyers de tensions pour déplacer des populations et avoir le terrain libre pour maintenant faire des extractions et continuer à essayer toujours de s'enrichir. C'est ça le néocolonialisme, c'est ça le capitalisme aujourd'hui. Les pays où il y a des guerres, c'est un problème d'extraction. » (Achraf)

Les extraits des récits de Nidal et d'Achraf illustrent comment le vécu des territoires violents où la guerre et l'extractivisme vont ensemble affecte leur subjectivité politique face à l'extractivisme et fait en sorte que la dimension de la violence militaire prend une place importante et prioritaire dans la compréhension de l'extractivisme.

Ce vécu de la violence est aussi partagé par Rafiq, dans un autre pays. Rafiq a grandi dans un quartier populaire pauvre d'une grande ville à proximité de zones extractivistes. Son enfance est un mélange de violences quotidiennes et d'action de résistance. Il raconte comment il a commencé à s'impliquer à travers l'éducation populaire et les comités de quartiers :

« Il y avait beaucoup d'assassinats sélectifs de gens, tu sais. C'était la police qui venait assassiner des gens un peu le soir, dans le noir. Ça se passe dans toute l'Amérique latine. Des policiers cachés qui vont assassiner des gens. C'est le génocide contre la jeunesse, depuis longtemps. On a fait un comité, puis j'étais dans un comité des droits de la personne. Et là, on apprenait beaucoup que c'est un problème ça. Avant, tu vois ça et tu penses : bah c'est normal, y a plein de gens qui meurent, tout le temps, ah c'est terrible, etc., mais là, quand tu commences à rationaliser, à raisonner, dans le centre [d'éducation populaire], qu'il y a une situation des droits humains il y a une situation de violence de l'État contre la population, tu dis non, y a de quoi. [...] On faisait des manifestations, on allait dans des rassemblements, puis petit à petit j'ai pris l'habitude et l'amour à l'organisation. » (Rafiq)

Dans une autre discussion, avec Amina, celle-ci parle aussi de la répression et la violence qu'a provoquées l'installation d'un barrage hydroélectrique sur le territoire d'une communauté autochtone proche de la ville où elle vivait. C'était sa première expérience militante, avec un groupe écologiste quand elle était au lycée. L'action collective à laquelle elle a participé visait à soutenir et se solidariser avec les groupes autochtones qui luttaient contre le barrage. Cela lui a permis de prendre conscience de l'ampleur des asymétries de pouvoir entre les agents de l'État et les peuples autochtones. Elle raconte ainsi :

« J'ai commencé à être militante dans le mouvement social environnemental au [pays d'origine] quand j'avais quinze ans. Dans ma région, s'est construit le premier barrage hydroélectrique en territoire [nom du territoire autochtone] post-dictature et il y a eu un grand conflit. Avec mon lycée, on avait commencé à s'organiser pour suivre la situation. Il y avait un groupe écologiste à l'université et j'ai voyagé avec eux, j'ai connu les autochtones [nom du groupe autochtone] de ce territoire, le conflit et j'ai vécu la répression policière d'avoir vu de manière très proche comment la police agissait, la criminalisation, l'incarcération ! » (Amina)

Amina a depuis poursuivi son implication, mais son expérience du territoire lui fait prendre conscience d'un autre angle de la lutte qu'elle considère comme étant plus cohérent. Pour elle, pour comprendre la lutte anti-extractivisme, il faut comprendre la lutte autochtone :

« À l'université, j'ai continué [à militer], mais pas en tant qu'écologiste. Finalement, je me suis déliée du groupe écologiste parce que pour moi la question environnementale n'a aucun sens, sans comprendre la lutte des autochtones. Alors je me suis renforcée et rapprochée plus sur la question autochtone pour comprendre la lutte pour la terre

et le territoire et pour la reconnaissance de la vie collective en tant que peuple autochtone au [pays d'origine]. » (Amina)

Le vécu de la violence liée à l'extractivisme à travers l'expérience des territoires extractifs et aussi le vécu des résistances et des luttes des communautés participent grandement au façonnement de la subjectivité politique des personnes. Rafiq explique ainsi que c'est à travers les actions d'éducation populaire dans lesquelles il s'impliquait régulièrement auprès des communautés aux premières lignes de résistances à l'extractivisme qu'il développe sa compréhension de l'extractivisme et de l'imbrication des luttes pour la défense du vivant :

« Et quand on s'approche des communautés de base, et par l'éducation populaire tu t'approches forcément aux communautés puis tu vois comment les communautés résistent aux minières, ils résistent aux barrages. [...] C'est beaucoup cette affaire-là, d'être près des communautés qui m'a mené à avoir plus de sensibilité sur l'extraction minière, sur l'extraction des ressources puis tout ce qui découle, la pollution, les déplacements de la population, la violation des droits de la personne, la perte de souveraineté complète, c'est tout, toute une quantité de conséquences assez incroyables. [...] Tu vois les paysans qui sont leaders qui essaient de construire des organisations, des communautés, avoir une école, avoir une route, c'est pour ce genre d'affaires, pas pour protéger une espèce en péril, et tu te fais assassiner ! C'est difficile. [...] Et ça m'a permis d'avoir une lecture assez intéressante sur cette relation entre la défense de la personne et la défense du territoire et la défense de la vie. Tu sais, c'est pas nouveau, la lutte pour l'environnement dans le nord maintenant c'est important, mais dans le sud, y a bien longtemps qu'il y a des gens qui défendent l'environnement, mais qui se font assassiner, silencer systématiquement. » (Rafiq)

Rafiq dans son expérience fait le lien entre l'écologisme des pauvres (Martinez Alier 2014) et les violences extractivistes. Son parcours d'engagement se poursuit ensuite tout en étant axé sur ces deux aspects particulièrement à travers son implication transnationale depuis Montréal.

Dans un autre exemple, Warda explique comment c'est au contact de la force des femmes autochtones qui font vivre et protègent concrètement le territoire qu'elle a nourri sa subjectivité féministe anti-extractivisme, comme elle raconte ici dans ce souvenir des femmes « *guardianes de semillas* », que sont ces femmes paysannes autochtones qui gardent et protègent les graines des semences agricoles, une des manières de lutte concrète contre des lois qui ont favorisé l'agriculture industrielle, la monoculture et la commercialisation des semences. L'action des gardiennes de semences est une lutte pour la préservation des

territoires et sa souveraineté alimentaire, en plus de ce que cette action a de critique pour la biodiversité. Warda a passé plusieurs années sur le territoire des gardiennes de semences. Elle raconte :

« j'avais 20 ans la première fois que j'ai entendu parler de ça [*guardianes de semillas*]. J'ai connu un monsieur puis qu'est-ce qui font, c'est que tous les sémillas qu'ils ont ils essayent de les garder puis après ça ils les échangent avec d'autres personnes. [...] Fait qu'il avait plein de beans, de maïs, il les gardait, il en prenait pour lui, puis après ça il les partageait. Et beaucoup des Elders avec qui j'ai travaillé, femmes hommes, étaient des guardianes de sémillas. Ils travaillaient la terre. [...] ils disaient avant on le faisait tout le temps [partage de sémillas], c'est juste que maintenant on doit le faire plus consciemment parce que c'est vraiment comme une menace ! Fait que la relation au territoire c'est très différent parce que tu as la souveraineté, mais tu sais que tu dois partager. C'est vraiment une mentalité ! Il y avait beaucoup d'assemblées, il y avait beaucoup de réunions. Puis il y a deux femmes là-bas qui sont guardianes de sémillas, puis c'est les femmes qui peuvent parler de souveraineté. C'est les femmes qui arrivent aux réunions, puis elles vont dire aux hommes comme toi arrête de parler de la merde parce que t'es même pas capable de semer rien, comme c'est quoi ta cohérence. Fait que ça donne aussi beaucoup de pouvoir ! En général c'est tout un beau processus, mais avec les femmes que j'ai parlé, surtout qui ont vécu beaucoup de violence, beaucoup de leurs enfants ont été tués dans le conflit armé, ces femmes sont tellement fortes puis cette relation de sémillas avec tout l'espace que tu dois bouger [...] C'est vraiment une manière de construire cette relation avec le territoire. Elles m'en ont donné plein, puis moi-même dans les petites choses je les mettais, c'était vraiment beau, elles en amenaient plein dans les villes, tellement de types de sémillas c'est fou, de plantes médicinales aussi. » (Warda)

Warda parle de cette expérience, qui a duré plusieurs années, comme une des expériences les plus marquantes qui l'ont transformée dans sa subjectivité. Son récit comporte plusieurs références à cette expérience. Lorsqu'elle parle de son implication contre l'extractivisme depuis Montréal, elle donne beaucoup d'exemples qui portent sur l'extractivisme agricole, la souveraineté alimentaire et la place de l'agriculture en ville.

Les personnes qui ont vécu sur des territoires extractifs ont une compréhension viscérale de ce qu'est l'extractivisme. Leurs subjectivités politiques sont marquées par cette expérience de destruction territoriale et d'accaparement des richesses. Dans les récits de ces personnes, l'extractivisme est intimement lié aux violences, qu'elles soient policières, militaires, paramilitaires ou caractérisées par la présence des agents de sécurité des compagnies

privées protégeant les sites d'extraction. Dans leur souvenir et leur compréhension de leur lutte, extractivisme et violence sont intimement liés.

Toujours dans le registre du vécu des territoires extractifs, mais dans un rapport différent au territoire, dans le cas des personnes qui y vont vécu pour une relativement plus courte durée dans le cadre de stage, d'échange universitaire ou de volontariat international, dans ce cas, ce sont des personnes qui proviennent de milieux urbains plutôt relativement favorisés et qui sont confrontées à des réalités d'inégalités importantes. Cette expérience de la géographie extractiviste et des inégalités marque beaucoup les personnes qui s'en souviennent comme l'une des étapes qui leur ont fait prendre conscience de manière personnelle des inégalités au niveau mondial et qui les ont poussées à s'engager politiquement par la suite.

Les séjours de volontariat international, les échanges universitaires, les séjours de travail de recherche ou communautaire sont des exemples des séjours, de courte à moyenne durée, entre 6 mois et 2 ans, qui ont eu des effets importants sur la subjectivité politique des personnes. Dans la majorité des récits des personnes qui ont effectué ces séjours, ce sont des expériences de vie qui ont eu lieu au début de leur jeunesse, dans leur vingtaine. C'est lors de ces séjours que ces personnes ont été confrontées pour la première fois à l'extractivisme, soit de manière frontale dans les zones extractivistes, soit dans des lieux marqués par ses effets. Pour plusieurs personnes rencontrées, cela a été une expérience d'éveil politique, comme en témoignent les récits suivants.

Premier exemple, extrait du récit de Saïda. Saïda est arrivée à Montréal en tant qu'immigrée économique. Avant, elle a vécu toute sa vie dans un pays riche en ressources naturelles et ayant de forts liens d'échanges économiques avec le Canada. À son arrivée à Montréal, malgré ses qualifications universitaires et professionnelles, elle a dû retourner à l'université pour obtenir un diplôme reconnu localement et faciliter son insertion dans le marché de l'emploi local. Elle décide alors de saisir ce moment pour se réorienter en relations internationales, un domaine qui l'intéressait depuis longtemps. Dans le cadre de ce programme d'études, elle s'inscrit dans un stage de volontariat international. Elle réalisa ce stage en Honduras, où elle est chargée de dossiers administratifs dans une organisation de développement local.

« J'ai été au Honduras, et j'ai vu le travail des associations paysannes au Honduras. Il y a vraiment des organisations de base qui militent pour les droits des femmes, pour les droits des territoires. Je suis tombée en amour avec le Honduras ! J'ai vécu neuf mois là-bas, et je travaillais pour des organisations de paysans. Quand je suis venue ici, quand j'ai retourné après mon séjour en tant que coopérant volontaire, une chose

m'a frappée, et c'est tellement difficile : dix mois après qu'on soit revenu [à Montréal], c'était l'assassinat de Berta Cáceres. C'était une leader sociale qui militait pour les droits des peuples Lenca qui s'opposaient à la construction d'un barrage électrique au Honduras. Elle travaillait pour le COPINH [*Council of Popular and Indigenous Organizations of Honduras*], c'était des alliés du CDHAL. Elle a été assassinée parce qu'elle voulait défendre les peuples autochtones de cette grande machine hydroélectrique, ce barrage qu'ils voulaient faire en Honduras. Ça m'a frappée parce que j'ai connu les associations sur le terrain, le COPINH, les familles, on faisait des voyages dans les régions où ils faisaient tout ce travail de militantisme et de défense du territoire, et ça, ça m'a vraiment touchée. [...] Les pays de l'Amérique centrale sont vraiment, vraiment touchés par l'extractivisme, Guatemala, Honduras, cette partie qu'on travaille beaucoup avec les dossiers du CDHAL [...] Je reste avec le CDHAL comme c'est la ligne de militantisme pour l'extractivisme ici à Montréal. » (Saïda)

À travers son expérience sur le terrain, Saïda a pu voir de près, participer, connaître et nouer des relations avec les mouvements sociaux au Honduras et connaître des figures emblématiques de la lutte autochtone contre l'extractivisme dans la région comme l'iconique Berta Cáceres, dont d'autres personnes migrantes activistes m'ont parlé comme figure incontournable de cette lutte dans la région. Au retour de Saïda à Montréal, elle s'est engagée et elle est restée engagée avec le CDHAL. Saïda maintient son implication dans le temps avec le CDHAL, non seulement car c'est la référence du militantisme transnational avec l'Amérique latine à Montréal, mais aussi, car la ligne de militantisme que le CDHAL emploie est celle de la mise de l'avant et la défense des voix autochtones et paysannes qui s'élèvent contre l'extractivisme. Depuis l'assassinat de Berta Cáceres en 2016, c'est le CDHAL qui organise et relaye régulièrement des actions militantes qui rendent hommage et appellent à la justice pour Berta depuis le Honduras et dans tous les réseaux transnationaux du COPINH (*Council of Popular and Indigenous Organizations of Honduras*). C'est donc à travers cette « ligne éditoriale militante » du CDHAL que Saïda, ainsi que d'autres personnes qui ont connu Berta, qui ont vécu dans les territoires autochtones et paysans, qui ont milité ou connu de près les communautés aux premières lignes de la lutte antiextractivisme, retournent ou arrivent à Montréal à la recherche d'un espace qui parle de ces personnes/sujets, leur rend hommage et poursuit l'exigence de justice. Pour beaucoup de personnes à Montréal, cet espace transnational est le CDHAL. Comme en témoigne ci-après Saïda, qui a développé un attachement très fort pour le CDHAL, c'est son lieu d'ancrage transnational à Montréal :

« En mars c'était l'assassinat de Berta, alors j'étais sûre qu'ils [le CDHAL] vont faire quelque chose. Je me souviens que j'étais présente dans toutes les manifestations,

toutes les choses qu'ils ont faites par rapport à ça. Et là je continue à m'impliquer ailleurs, mais c'est sûr que le CDHAL, c'est comme mon endroit à moi, même si j'ai d'autres choses à accomplir parce que moi après je continue, j'ai travaillé dans une autre organisation de coopération internationale ici à Montréal, et après j'ai retourné aux études, j'ai fait la maîtrise en sciences politiques, mais je continue avec le CDHAL, ça me complète, c'est mon lieu d'attachement ici. » (Saïda)

Un autre exemple, ici, est celui de Fatima. Fatima est arrivée à Montréal en tant qu'étudiante en maîtrise en sciences politiques. Avant, elle avait fait un échange universitaire d'une année au Mexique. C'est dans cet échange qu'elle est confrontée la première fois à la pauvreté, au racisme et à la violence qui touchent les populations autochtones, et c'est aussi une expérience qui suscite beaucoup de questionnements et de réflexions environnementales, sociales et politiques chez elle. Quelques mois après son retour dans son pays d'origine, elle apprend qu'une compagnie d'électricité est en train de préparer l'installation d'une centrale éolienne dans l'isthme de Tehuantepec au Mexique. Fatima se sent alors interpellée, et son amie qui vit au Mexique la contacte pour lui demander de réfléchir avec elle à ce qu'elles peuvent faire. Elles décident alors de créer un collectif de solidarité contre ce projet, que Fatima a continué à animer et à chercher à connecter aux réseaux militants une fois arrivés à Montréal. Elle raconte comment son premier voyage au Mexique puis sa critique du colonialisme l'ont amenée à s'engager :

« J'ai été très touchée par le Mexique, ça a été vraiment un lien sensoriel, émotionnel avec le Mexique. [...] Donc en fait, ça a été alimenté à la fois par un peu mon attachement au Mexique, puis par savoir que les personnes autochtones subissent beaucoup de racisme et je l'avais vu de mes propres yeux ! Mais je n'ai jamais su quoi faire, mais là, qu'il y a une entreprise [...] qui est en train de perpétuer ces rapports coloniaux ! Il y avait à la fois ce truc un peu émotionnel, puis il y avait que ça embrasse un peu ma vision, mon analyse politique des choses. En fait, c'était un cas typique pour développer ma pensée ! De dire, pourquoi [la compagnie], premier fournisseur d'électricité est en train de piller des terres au Mexique, en train de faire du néocolonialisme pur, qui touche particulièrement les femmes, qui reproduit des rapports patriarcaux enfin, pourquoi tout ça ? Ça m'a permis de penser tout ça c'est lié. On peut pas juste être dans notre coin, séparer social et écologie par exemple, ou séparer les géographies, tu sais c'est pas Nord global tout seul, c'est pas possible. C'est né par cette double branche de l'analyse politique, parce que je ne croyais plus à la transition écologique, mais je ne croyais plus non plus à l'écologie "blanche", donc je suis rentré tête baissée dans ce cas. » (Fatima)

Les séjours de volontariat international humanitaire ont fait l'objet de plusieurs études qui ont montré à la fois les effets transformateurs sur la personne, mais également des aspects plus critiques sur ces pratiques de solidarités internationales. Par exemple, le travail de Gada Mahrouse dans « *Conflicted Commitments* » (2014) traite spécifiquement de la question du privilège dans la solidarité internationale. Mahrouse met le doigt sur les contradictions et les questions que soulève l'activisme d'observation-accompagnement international effectué par des personnes blanches dans le Sud global, elle évoque les dangers de la dépolitisation de l'activisme par une sorte de tourisme de solidarité. Son travail se focalise sur l'activisme transnational des Blancs et elle montre que même si ces activistes voyagent dans différentes places, l'expérience de racialisation qu'ils et elles ont à l'extérieur de leurs pays est une expérience intégrale dans leur compréhension de leur positionnement comme des sujets du Nord global. Elle parle ainsi de subjectivité racialisée des Blancs (*racialized subjectivities of white and First World activists*) (Mahrouse 2014, 13). Ces subjectivités se construisent dans un contexte où plusieurs systèmes et processus de pouvoir sont interreliés comme la race, le genre, la classe et la sexualité. Ces systèmes sont co-constitutifs les uns des autres, mais ils ne sont pas encore suffisamment pris en compte dans les travaux sur l'activisme transnational.

3- Le vécu des frontières

Comme présenté dans le premier chapitre, plusieurs activistes-chercheur.euse.s lient et problématisent l'extractivisme avec la colonisation, le racisme et le système des frontières. Harsha Walia et Robyn Maynard sont d'ailleurs souvent citées et invitées par les collectifs militants et elles-mêmes ancrent leur travail dans leur militance sur ces sujets. Dans le travail d'analyse réalisé par la chercheuse activiste Harsha Walia dans son livre *Border and Rule*, Walia (2021) explique que les migrations contemporaines et les crises des réfugié.e.s sont des résultats inévitables des conquêtes capitalistes, de la globalisation et des changements climatiques qui engendrent des dépossessions massives partout dans le monde. Elle présente une géographie des déplacements forcés, mais également des immobilisations forcées, de la surexploitation, de la criminalisation et des déportations des réfugié.e.s et migrant.e.s, tout en connectant cela avec l'action impérialiste des États-nations et compagnies extractivistes. Elle montre comment les frontières divisent la classe ouvrière mondiale et consolident les divisions impérialistes, capitalistes et racistes d'un monde gouverné de plus en plus par des entités nationalistes de la droite raciste. Ces liens entre les violences des États, le capitalisme, l'extrême droite nationaliste, avec l'extractivisme, la migration et les politiques toujours plus immobilisantes des frontières pour les personnes des pays du Sud

global est une des analyses les plus puissantes et inspirantes qui sont reprises par des collectifs et militant.e.s antiraciste, anticolonialiste et féministes montréalais. Les analyses construites sur ces liens et cette vision du monde sont moins visibles chez les collectifs et militants plus écologistes dont l'argumentaire occulte souvent les questions migratoires, de dépossession et des frontières. Chez les premiers, la question environnementale n'est pas centrale, mais elle est présente comme conséquence de l'état du monde et incluse dans la lutte sous une perspective plutôt de défense du territoire contre les violences étatiques et les prédatons capitalistes, soutenues par les États. Cela explique en partie pourquoi pour plusieurs personnes rencontrées, il y a un refus de porter l'étiquette de militant.e.s environnementaux ou écologistes. Comme dans le cas d'Amina, par exemple, qui a d'abord commencé ses premières expériences militantes avec un collectif écologiste avant de s'engager plutôt auprès des communautés autochtones, comme elle raconte dans l'extrait suivant :

« À l'université, j'ai continué [à militer], mais pas en tant qu'écologiste. Finalement, je me suis déliée du groupe écologiste parce que pour moi la question environnementale n'a aucun sens, sans comprendre la lutte des autochtones. Alors je me suis renforcée et rapprochée plus sur la question autochtone pour comprendre la lutte pour la terre et le territoire et pour la reconnaissance de la vie collective en tant que peuple autochtone au [pays d'origine]. » (Amina)

Pour Thawra, l'imbrication des luttes est une évidence. Pour elle, on ne peut pas isoler la lutte contre l'extractivisme de la lutte contre la colonisation et on ne peut pas parler d'environnement sans se situer dans l'histoire des territoires et l'histoire globale, raciste, des dominations coloniales. Thawra en parle ainsi :

« Je trouve que toutes les luttes sont connectées. L'extractivisme pour moi, c'est une colonisation. C'est une forme de colonisation [...] il y a un aspect racial, parfois cet aspect racial ça se justifie sur la base de la culture de la personne et on diabolise et on barbarise la culture locale, on les présente comme des sauvages et on justifie par la suite toute la mission, avant on disait mission civilisatrice, aujourd'hui pour dire on va développer la région, dans les deux cas c'est le même processus partout. C'est pour ça, on peut pas dissocier l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, et pour parler de l'environnement c'est une conséquence directe de tout ça, c'est pas quelque chose de nouveau qu'on a inventé aujourd'hui et parfois dans certains discours environnementalistes, c'est caricatural, et il y a un aspect moralisateur là-dedans. » (Thawra)

La destruction des territoires est une conséquence de rapports de force politiques et économiques et non pas d'un champ isolé de lutte et encore moins une lutte morale, c'est une lutte politique. Évoquant aussi cette tension de l'activisme des personnes migrantes, Achraf dit, en liant son activisme local aux enjeux globaux qui provoquent bien souvent des déplacements forcés :

« On crée des guerres chez nous, on déplace des populations qui fuient pour sauver leurs vies, ils viennent dans ces pays [du nord Global] pour chercher un refuge, mais ils sont traités comme étant des délinquants, des parias. Moi je dis que non. C'est pourquoi j'ai adhéré à une association ici au Canada qui s'appelle Solidarité sans Frontières, pour un statut pour tous. Parce que pour moi, un statut pour tous, ce n'est pas de la charité, non, c'est un droit, parce que le Canada fait partie de ces États qui créent des guerres chez des gens pour les déplacer. Le Canada fait partie de ces États qui exploitent les richesses de ces pays, donc ces gens quand ils fuient et qu'ils viennent au Canada c'est leur droit d'être accueillis ici. Ils ont droit à un statut. Ils doivent avoir accès aux soins. Les gens veulent travailler, ils ne viennent pas ici pour être des welfare ou autre. Ils veulent juste travailler, ils veulent juste une dignité. Et maintenant, quand il faut faire une guerre chez nous, on nous parle de valeurs, on nous parle de droits de l'homme, on nous parle de droits des femmes, mais quand les gens sont là, c'est des parias. » (Achraf)

Parmi les personnes que j'ai rencontrées, Achraf, Bilal et Thawra sont de fervent.e.s militant.e.s de SSF. D'autres personnes rencontrées font partie de collectifs alliés et très proches de SSF, dans le sens où les personnes participent aux mobilisations de SSF, partagent leurs annonces et campagnes contre les déportations et communiquent régulièrement ensemble. Dans le discours de Achraf et Thawra, on trouve ainsi cette compréhension globale de l'extractivisme comme vecteur de déplacements forcés et les frontières comme symbole des violences des inégalités globales. Ce discours est par ailleurs aussi porté par ces militant.e.s lorsqu'ils et elles sont amenés.e.s à travailler en coalition avec d'autres groupes, comme ce qu'explique ici Achraf lorsqu'il a participé à des rencontres avec les jeunes militant.e.s pour le climat et qu'il a saisi l'occasion pour apporter cette perspective dans le débat :

« J'ai rencontré aussi des jeunes et d'autres personnes qui se battent pour la justice climatique. Je leur ai dit que si vous pensez que la justice climatique elle peut se faire juste ici au Québec ou au Canada, vous vous trompez. Nous avons une et une seule planète. Et si ça va mal à Beirut, ça va arriver au pôle Nord et pôle Sud. C'est tout un. On ne peut pas être combattant de la justice climatique et fermer les yeux sur la justice

sociale. Ça va de pair. [...] la dernière fois quand on parlait, il y a eu une association qui s'est levée pour dire qu'elle va rapatrier les chiens de Beirut, parce qu'ils errent et ils n'ont aucune couverture, j'ai dit c'est injuste quand même de penser aux chiens et de ne pas penser aux propriétaires quand même ! » (Achraf)

Le vécu des frontières et la capacité des personnes migrantes à replacer les luttes dans des contextes plus globaux et plus proches du vécu de réalités extractivistes différentes confèrent à leur engagement une texture transnationale qui les caractérisent et qui s'exprime dans les divers sites de luttes dans lesquels ils et elles s'engagent. Cette compréhension de leur vécu personnel s'enrichit et se complexifie davantage lors de rencontres particulièrement significatives, telles que décrites dans la section qui suit.

4- La rencontre aux lignes de front de l'extractivisme, dans divers territoires autochtones

L'un des moments marquants dans la politisation des personnes migrantes activistes engagées contre l'extractivisme est celui des rencontres avec des communautés autochtones et de l'exposition aux luttes décoloniales autochtones, aux lignes de front des luttes anti-extractivisme. Ce moment de rencontre des personnes migrantes avec les luttes autochtones fait prendre conscience de la personne migrante de sa situation en tant que personne habitant un territoire dans lequel prend place une importante lutte décoloniale. L'invisibilisation de la lutte décoloniale des communautés autochtones, surtout à l'international, rend la rencontre des personnes migrantes avec la lutte autochtone très chargée et lourde en signification sur le rapport au territoire que les personnes migrantes qui s'engagent dans des luttes contre l'extractivisme et l'impérialisme de façon générale peuvent avoir. En effet, cette rencontre provoque souvent un étonnement, une surprise de l'ampleur de la violence coloniale et raciale. La surprise et l'étonnement sont d'autant plus grands, car dans le cas du Canada, cette violence invisibilisée va à l'encontre de l'image publique du Canada projetée à l'extérieur, qui est très positive, celle d'une nation multiculturelle paisible (Maynard 2017; Walia 2013, 2021). C'est l'un des moments de basculement les plus importants dans les parcours et la subjectivité politique des personnes. Car c'est au moment de cette rencontre que la réflexivité sur la position de la personne migrante vivant et s'impliquant politiquement dans des luttes progressistes dans une ville située sur un territoire non cédé se déclenche intensément.

Cette rencontre prend place à l'arrivée des personnes migrantes, pas avant. Comme décrit Mahmoud :

« C'est en arrivant ici que, parce que par exemple quand j'étais en [pays d'origine] je pensais bon, je pensais que c'était, comme une question réglée en fait, c'est-à-dire qu'il n'y avait pas cette confrontation en continu, en arrivant ici j'ai commencé à comprendre, je commence à comprendre que c'est une colonisation qui se poursuit en fait, c'est en arrivant ici que je comprends ça. Écoute, en [pays d'origine], pour moi c'était un peu lointain, je n'avais pas toutes les informations sur la question. C'est comme aux États-Unis aussi, je ne savais pas s'il y avait encore des réserves autochtones aux États-Unis en situation de détresse terrible comme ici. Donc c'est en venant ici, en regardant la situation du Canada je me suis dit, mais je vais essayer d'aller voir ce qui se passe aux États-Unis et je commence à voir en fait c'est la même dynamique, avec certaines différences, mais c'est quand même la même dynamique, c'est comme quoi c'est des peuples qui se trouvent en situation d'extinction en fait. En arrivant ici, ça a été déterminant pour que je comprenne mieux. » (Mahmoud)

Cette rencontre prend différentes formes, soit à travers la participation à une action collective en solidarité avec des luttes autochtones, soit par le biais de séjours de travail ou d'études avec/dans des communautés autochtones qui les ont accueillies, soit dans des rencontres militantes internationales comme le Forum Social Mondial ou le Tribunal Permanent des Peuples.

Premier exemple, dans l'extrait suivant de Thawra, où elle raconte comment elle a été exposée à la lutte autochtone à son arrivée à Montréal. Cela s'est d'abord fait au moment de sa participation au Forum Social Mondial tenu à Montréal en 2016, puis plus tard, quand elle a commencé à s'impliquer dans des collectifs militants antiracistes et dans une organisation de solidarité internationale basée à Montréal :

« moi j'ai découvert les Autochtones ici hein ! Surtout en [pays d'origine], avec l'immigration on te donne une image parfaite du Canada ! [...] on ne sait pas que ça existe encore aujourd'hui, qu'il y a de la résistance qui continue. Ça, moi je l'ai découvert ici, et c'est grâce au Forum Social Mondial. Puis petit à petit, avec les luttes antiracistes, j'ai vu. » (Thawra)

À travers son implication dans les luttes, Thawra a été invitée à participer à un voyage de solidarité pour soutenir un campement autochtone érigé auprès d'un lac au Québec contre une compagnie d'exploitation pétrolière. Le voyage a duré trois jours, elle y a participé avec

une petite délégation solidaire regroupant des militant.e.s antiracistes et écologistes. Thawra raconte ainsi cette expérience :

« C'était une expérience très très intéressante [...] C'était quelque chose qui m'a beaucoup marquée, parce que j'ai vu les conditions de vie de ces personnes, comment moi en tant que migrante j'ai accès à plus de choses qu'eux [...] (me montre les photos) Là, tu vois "No mining no drilling". Là c'est le camp de résistance qui ferme l'entrée à l'espace. C'est leur manière de résister et il y a toujours des personnes en alternance dans le camp. Et là, tu vois la neige partout partout ! Ils se chauffent avec du bois et les maisons ne sont pas bien isolées, il n'y a pas Hydro, pas d'électricité, c'est une autre planète ! Il y avait une seule école avec des enseignants qui viennent de l'extérieur, des Blancs, puis y avait rien, rien ! J'avais l'impression que c'est comme si tu voyageais dans un autre pays, vraiment tu n'es pas au Canada. Ici tu vois, c'est la résidence dans laquelle les enseignants qui viennent de l'extérieur habitent, eux ils ont un endroit correct. Ça m'a beaucoup marquée cette expérience ! » (Thawra)

En plus de constater *de visu* les conditions de vie désastreuses de manière générale dans la région par contraste avec les modes de vie urbains, Thawra a été profondément interpellée par la réalité coloniale du territoire dans lequel elle s'est installée. Elle raconte ainsi :

« Moi je suis immigrante, je viens d'arriver ça ne fait pas longtemps après tout, et je me suis sentie très mal à l'aise, dans le sens où je viens d'arriver, j'occupe ce territoire et j'ai des conditions de vie beaucoup mieux que ces personnes, alors qu'eux sont là depuis des années et qui luttent encore et qui résistent. C'est comme une dissonance que j'ai eue. » (Thawra)

Ce moment a été l'occasion pour Thawra de réaffirmer ses idées décoloniales, sa compréhension de la colonisation et du racisme comme un phénomène global et qui s'étale sur plusieurs localités, utilisant des mécanismes similaires de dépossession, violences et invisibilisation. Elle replace son expérience personnelle dans ce cadre global et compare les réalités qu'elle connaît entre elles, tissant comme fil conducteur entre ces différentes localités la résistance à la colonisation et au racisme qui prennent certes des formes différentes, mais qui dans le fond servent un objectif colonial et agissent par dépossession. En se replaçant dans ce contexte global et historique, Thawra trouve une forte résonance entre les luttes autochtones qu'elle a rencontrées au nord et celles avec lesquelles elle est familière, du sud, ancrant ainsi son vécu et son engagement dans un cadre plus large, dans lequel elle a toute sa place :

« Quand on entend le récit des autochtones, ça m'a beaucoup parlé et j'ai trouvé que ce qu'ils racontent ça ressemble beaucoup à ce que je vis et ce que j'ai vécu, parce que finalement on est soumis au même phénomène. Même si chaque racisme prend des formes différentes auprès de chaque groupe, comme la négrophobie avec les Noir.es, c'est sûr qu'ils ont une expérience particulière, les autochtones, pareil, les arabes, pareil, mais quand tu entends les récits, il y a de grandes lignes qui structurent le racisme. Ça, c'est quelque chose qui m'a beaucoup marquée. [...] Le Sud ce n'est pas un territoire géographique c'est un "massar" (chemin) commun, c'est une expérience commune, c'est un destin commun, tu vois, on partage beaucoup en commun, le colonialisme, le racisme, beaucoup d'expériences. [...] le Canada, c'est un projet colonial qui a réussi. C'est pas comme la France qui a échoué à un certain niveau, le Canada, c'est un projet colonial réussi parce qu'il a réussi à transformer l'imaginaire autour de ça. » (Thawra)

Thawra n'est pas la seule à se poser des questions sur la position de migrante dans un territoire colonial. Dans un autre exemple ci-après, Warda parle de son expérience de rencontre migrante comme un tournant dans son parcours. C'est quand, en tant qu'étudiante, elle a commencé à mener une recherche sur le terrain avec les femmes autochtones d'une région de son pays d'origine. La recherche qui portait d'abord sur les femmes autochtones s'est rapidement transformée en travail sur les liens entre le territoire, le corps et l'autodétermination, le tout en lien avec la lutte et la résistance à l'extractivisme. En faisant son travail de recherche en anthropologie, elle a appris à connaître le territoire à travers des randonnées de plusieurs jours avec les personnes autochtones qui l'y invitaient et avec qui elle organisait des événements pour parler de l'histoire du mouvement autochtone, des violences qui touchent les femmes en particulier. Au fur et à mesure de son séjour, elle participe à la création d'un espace de recherche avec une militante autochtone qui portait spécifiquement sur les liens femmes, territoires et mémoires :

« C'est là que j'ai connu le territoire. Travailler avec les femmes, c'était travailler avec les femmes dans un contexte où elles défendent leur territoire. C'était aussi comprendre ce concept de corps territoire, cuerpo territorio, qui est tellement important parce que c'est ça, si tu vas parler d'autodétermination des peuples tu dois aussi parler d'autodétermination des femmes, de l'autonomie des femmes. Puis l'autonomie des femmes ça ne va pas être la même partout, c'est aussi dans chaque contexte. Être là-bas, ça a vraiment été comme apprendre sur le mouvement autochtone [...] Étudier l'organisation des femmes, ça a vraiment été une étape de ma vie qui m'a complètement bouleversée parce que c'était comprendre c'était quoi un territoire. C'est

quoi un territoire pour l'immigrant, c'est quoi la mémoire pour l'immigrante. [...] j'ai été trois fois dans des actions directes pour bloquer les rues avec des mingas. Puis le soir, on voyait des documentaires, puis on étudiait ensemble. [...] on lisait, puis ça a vraiment été un espace de beaucoup d'apprentissages. C'est là-bas que j'ai défini ma carrière académique qui va avec l'organisation populaire, avec faire de la recherche avec ces processus pour nous, pour eux, pour qu'on puisse être plus fort ensemble. » (Warda)

Cette expérience de Warda a représenté un des moments forts de développement de sa subjectivité politique féministe et face à l'extractivisme. Warda explique comment dans ces espaces de réflexion collective elle a pris la parole pour la première fois pour partager son vécu et politiser son histoire de résistance en public :

« Là-bas j'ai beaucoup appris, on m'a beaucoup partagé. C'est là aussi la première fois où j'ai pu partager mon histoire d'une manière politique. » (Warda)

Dalia aussi raconte dans son récit comment c'est auprès des femmes autochtones, dans son pays d'origine qu'elle a appris le politique et à faire de la politique :

« Si je dois me souvenir des moments de quand ma conscience politique est née, c'est dans ces années de travail avec les communautés autochtones en [pays d'origine]. Quand je pense à la militance pour moi, en [pays d'origine] c'était naturel. J'ai travaillé beaucoup de temps dans l'éducation interculturelle, donc avec les peuples autochtones. Les peuples autochtones sont organisés politiquement, ça veut dire qu'il y a des assemblées pour prendre les décisions sur ce qu'on doit faire avec le gouvernement comme l'éducation. [...] J'ai trouvé dans mon chemin des personnes qui ont été significatives pour moi, pour m'aider à réfléchir et les plus importantes c'était les femmes autochtones, comment je peux dire "leaderesses", mais surtout de les accompagner, d'être là. » (Dalia)

Dans un autre exemple, Bilal explique comment réfléchir en prenant en compte l'histoire et le présent du colonialisme lui a permis de réduire la distance entre la lutte autochtone, qu'il percevait comme éloignée de sa personne, jusqu'à se considérer lui-même comme partie prenante de toute cette dynamique. C'est en intégrant une réflexion sur le colonialisme et donc sur le territoire, le territoire de vie au quotidien, qui permet de rapprocher à la lutte autochtone.

« Je pense que souvent en tant que personne immigrante, on ne se sent pas vraiment concernée par ces enjeux-là [autochtones] [...] Moi je suis un réfugié. J'ai fui le [pays

d'origine] à cause du génocide. C'est une immigration forcée dans un certain sens. Mais ça reste qu'après avoir commencé à réfléchir sur le colonialisme, tu viens à comprendre ou à réaliser, que même en tant qu'immigrant, tu fais partie du projet colonial qui est le Canada. Et l'immigration en tant que telle est une caractéristique importante de ce projet. » (Bilal)

Dans ces trois exemples, la rencontre aux lignes de front de l'extractivisme, en territoire autochtone, fait prendre conscience des personnes de leur positionnalité dans le territoire et les rapproche de la lutte. En réfléchissant sur leur rapport aux territoires, sur ce que représente la migration dans un contexte colonial, les personnes migrantes activistes complexifient leur subjectivité politique à travers la compréhension de leur rôle en tant que personnes migrantes luttant contre le colonialisme sous ses différentes formes, localisations et expressions. Leur champ de lutte s'en trouve élargi.

Cette rencontre entre deux personnes colonisées et venant de territoires postcoloniaux comme Thawra, Bilal, Warda et bien d'autres, est une rencontre entre deux subjectivités ayant été pétries dans un contexte colonial.

La rencontre aux lignes de front de l'extractivisme marque les personnes dans leur subjectivité politique. Les personnes se posent des questions en lien avec leur rôle sur le territoire, posent ces questions et y réfléchissent individuellement et en collectif, sur leur relation avec le territoire dans lequel elles évoluent, luttent, s'allient, fondent des familles, travaillent et participent politiquement et socialement. C'est toute une réflexion et des négociations identitaires qui se font à la fois à l'échelle de l'individu et des collectifs militants pour savoir comment être en soutien aux luttes autochtones à partir de sa positionnalité soit de personnes migrantes soit de collectifs allochtones.

Sur le plan collectif, les personnes qui ont le plus affiché une réflexivité sur la position de la personne migrante au Canada en relation avec la situation coloniale et qui ont montré explicitement un malaise par rapport à cette position sont celles qui sont impliquées dans des luttes antiracistes et de justice migratoire. Les analyses politiques des collectifs militants engagés dans ces luttes développent un argumentaire qui cherche à remonter à la racine des problèmes politiques sociaux, ce qui fait remonter invariablement à la colonisation et à sa matrice raciale.

5- L'université comme réseau de recrutement et structure de mobilisation

Comme présenté dans le cadre théorique, la socialisation politique incite à la participation politique. Cela se passe notamment par le contact de personnes politisées qui incitent à la participation (Passy 1998 ; Gaudet et Turcotte 2013). Boughaba, Dafflon, and Masclat (2018) et Gaxie (2002) parlent du rôle important des agents de politisation et de la socialisation politique comme moteur de l'engagement de l'individu. L'un des lieux les plus riches en agents de politisation est l'université. Plusieurs travaux ont abordé les dynamiques de politisation sur les campus dans différents pays et contextes et ont montré l'impact de la politisation à l'université sur les trajectoires politiques des individus à plus long terme (Choudry et Vally 2020 ; Boren 2001 ; Uysal 2013 ; Gourisse 2011 ; Fillieule et al. 2018 ; Crossley 2008).

En effet, l'université est un lieu d'apprentissage du militantisme. C'est un lieu qui facilite les rencontres militantes avec des agents de politisation (Crossley 2008), ce qui permet de franchir une première étape du processus de politisation et d'activisme. Les extraits suivants, de Liam et Nidal, vont dans ce sens, et corroborent les résultats des travaux théoriques déjà existants.

Liam a quitté son pays à l'âge de 18 ans pour poursuivre ses études en France. Il s'est d'abord inscrit dans un lycée catholique dans des classes préparatoires aux grandes écoles de commerce. À cette période en France, les mouvements sociaux de manière générale étaient très actifs contre des politiques publiques d'austérité. À Lille, une ville connue pour son dynamisme militant et son positionnement ouvrier de gauche, Liam assiste pour la première fois à des manifestations étudiantes. Il en parle avec encore plein d'émotions :

« Cette année-là, c'était vraiment un opening pour moi, genre c'était vraiment wow ! Je découvrais le militantisme sur le terrain que je voyais avant à la télé. J'avais fait mes premières manifestations, c'était très excitant très intéressant à voir, j'avais séché des cours puis j'ai décidé d'arrêter la prépa pour aller à la fac en sciences politiques [...] c'était très épanouissant ! C'est là-bas que j'ai construit tout mon bagage théorique. » (Liam)

C'est donc à la suite de ses premières participations à des manifestations sur le campus universitaire et dans les rues de Lille que Liam décide de changer son parcours universitaire en s'inscrivant à la faculté de sciences politiques au lieu de ce qu'il qualifie de « rigide » système de classes préparatoires. Son militantisme étudiant, dès le départ, a eu un impact

sur sa trajectoire, en le réorientant vers les études politiques dans lesquelles il acquiert un capital intellectuel en sciences politiques. Liam continue ses études en maîtrise en sciences politiques à Montréal. Il s'implique de manière plus intense à Montréal, en participant avec un collectif militant étudiant écologiste. Il a été recruté dans ce collectif sur les bancs de l'université, par une camarade de classe. Dès qu'il commence à s'y impliquer, il remarque la différence dans le mode d'organisation politique entre les deux villes :

« Je me suis impliqué activement pour la première fois de manière organisée dans ma vie, on organisait des assemblées générales, c'était vraiment beaucoup plus organisé que la France ! » (Liam)

Dans une autre entrevue, Miriam qui s'est également engagée au moment de ses études universitaires en parle aussi :

« À ma 2^e année de l'université, j'ai commencé à vraiment m'engager en tant qu'étudiante. C'était au niveau de l'environnement et c'était la première fois que je me suis engagée politiquement. Dans le fond, c'était une amie avec qui on avait tout le temps des discussions super intéressantes par rapport à ça (...) et elle était en train de former un comité pour [une grève étudiante]. Elle m'avait contactée pour aider à amener cette perspective plus antiraciste de convergence des luttes, cette approche intersectionnelle. Puis moi, je croyais que ça allait juste être un petit peu d'implication, mais ça a vraiment comme débordé dans le sens que je me suis vraiment beaucoup impliquée dans le mouvement environnemental étudiant à partir de ce moment-là. » (Miriam)

Dans les deux cas, les personnes parlent de relations sociales, d'ami.e.s et collègues qui les ont poussé.e.s à s'engager. En plus du rôle de différents agents de socialisation politique dans l'expérience sociale universitaire (Gaxie 2002, Crossley 2008) dans les premières participations à des actions collectives, il y a aussi l'apprentissage politique qui commence.

En effet, les formes d'apprentissages politiques à l'université vont de la participation à l'organisation de mobilisations citoyennes, ainsi que l'apprentissage des procédures et codes militants notamment dans les assemblées étudiantes, comme au Québec par exemple où les assemblées sont régulées en suivant le Code Morin.

Les universités et leur campus sont très différents d'un campus à l'autre et, encore plus, d'une ville à l'autre. Les apprentissages politiques sont aussi imprégnés par les cultures militantes locales. Par exemple, Liam parlait d'un apprentissage des procédures et codes militants montréalais pour l'organisation d'action collective étudiante à Montréal. Dans un autre

exemple, Nidal parle de son initiation aux actions de désobéissances civiles avec le mouvement étudiant à l'université. Dans son pays, le mouvement étudiant porte des revendications décoloniales et indépendantistes. Elle y a participé et c'est là-bas à ce moment-là qu'elle a commencé à apprendre à organiser des actions militantes.

« Quand j'ai commencé à l'université, je me suis beaucoup impliquée dans le mouvement décolonial en [pays d'origine]. J'ai fait beaucoup de désobéissances civiles, des manifs, beaucoup dans le mouvement étudiant parce qu'en [pays d'origine], le mouvement étudiant est très fort pour sortir les Marines des États-Unis, mais aussi tout ce qui est la décolonisation [...], puis j'ai milité au sein du mouvement indépendantiste. » (Nidal)

Place de l'université dans le parcours des personnes

« Je me suis dit, je vais reprendre des études à l'étranger, je vais *re-starter* ma *life* ! » (Fatima)

Comme j'ai présenté dans la section décrivant le profil des participant.e.s à cette recherche, la majorité sont des personnes qui ont fait des études universitaires. Dans la littérature scientifique, l'université représente un des lieux de politisation par excellence. Les années universitaires ont été une période d'ouverture sur des espaces militants qui ont marqué des tournants importants dans leurs vies et qui ont eu un impact profond sur leur parcours. Ainsi, le moment universitaire, c'est aussi l'opportunité de se construire à l'écart des cadres de socialisation primaire que sont la famille et le milieu scolaire. Dépendant des cercles sociaux et militants dans lesquels la personne s'engage à ce moment-là, certains tournants biographiques pris à cette période marquent à long terme la trajectoire des personnes, comme l'illustrent les exemples qui suivent.

Pour Fatima, qui a suivi, dans un premier temps, un parcours d'études supérieures en commerce sous l'influence familiale, sa politisation universitaire ne s'est faite qu'à la fin de ses études en commerce, quand elle a décidé de s'inscrire à l'UQAM, en études politiques et féministes. Elle dit :

« J'avais envie de partir, j'arrivais plus à me sortir de mon cercle d'école de commerce ! Pour trouver autre chose, fallait soit aller dans les associations, soit machin, et là je me suis dit, je vais reprendre des études à l'étranger, je vais *re-starter* ma *life* ! » (Fatima)

Dans le cas de Fatima, comme dans celui de Liam, Warda, Bilal, Félix et d'autres personnes rencontrées, le moment universitaire est aussi le moment où ces personnes ont quitté leur ville et se sont éloignées de leurs premiers cercles sociaux. Ce sont de premières phases de subjectivation politique qui coïncident aussi avec l'éloignement géographique et l'entrée dans de nouveaux cercles sociaux qui vont avoir une influence importante sur le parcours individuel. Fatima parle de ce parcours ainsi, montrant l'importance du collectif et le besoin d'être entourée par des personnes qui s'intéressent et parlent de mêmes sujets qui les préoccupent ; elle est donc partie chercher cette socialisation spécifiquement, en reprenant les études dans une université qui, elle savait, répondait à ce besoin de politisation qui pour elle, s'est d'abord fait dans un cheminement intellectuel, mais ce cheminement en solitaire a des limites :

« au fur et à mesure de mes lectures, ben je suis tombée sur des pensées anarchistes où là je me suis reconnue, enfin. [...] ça me manquait terriblement de ne pas pouvoir échanger sur ces sujets. [...] du coup, je me suis dit, faut que je reprenne des études pour que je me retrouve, pour que je puisse alimenter toutes ces réflexions qui m'intéressent, mais aussi pour que je rencontre des gens ! Parce que c'était la chose la plus frustrante là, en école de commerce. Au-delà de rien comprendre à ce qu'on me racontait et de ne pas adhérer, j'étais seule à être critique quoi ! Je ne veux pas faire ma chouinarde sur ça, ce n'était vraiment pas non plus traumatisant, mais je me sentais quand même beaucoup seule. [...] puis je me suis inscrite à l'UQAM dans une maîtrise de sciences politiques études féministes. Ça a été un chemin solitaire ma politisation, elle ne s'est pas faite en collectif. J'ai très peu d'expérience de militantisme parce que c'était impossible en école de commerce ! » (Fatima)

Fatima n'est pas la seule à faire ce constat de la différence de politisation selon le type d'université fréquentée. Thawra décrit son milieu universitaire comme un milieu bourgeois, relativement homogène, proche du pouvoir dans lequel le potentiel de contestation est très faible.

« je ne trouvais pas d'échos à ce que je disais, il y a des choses qu'ils ne comprenaient pas, il y avait beaucoup de mépris à la religion, trop de modernité, et je ne comprenais pas pourquoi. En fait, ce n'est pas que je ne comprenais pas c'est que je n'avais pas les bons mots. [...] vu que j'étais dans une université d'art, c'était une petite école de bourgeoisie aussi il faut le dire, c'était une école vraiment très dépolitisée. C'est pas comme le campus [la capitale du pays] où tu trouves plusieurs disciplines, les sciences humaines et d'autres où à ce moment-là, tu fréquentes, ou tu peux fréquenter des

personnes qui sont assez politisées. Moi dans ma vie [universitaire] j'avais rarement croisé ces personnes. » (Thawra)

Il y a donc une offre universitaire publique et privée. L'université privée est un espace plutôt homogène, élitiste, et dans lequel les étudiant.e.s ne sont pas exposé.e.s à une culture militante, ce qui rejoint ce que décrit Warda ci-après, dans un autre pays. Dans le pays d'origine de Warda, il y a un important enjeu de sécurité. C'est l'un des pays dans lesquels la répression est des plus violentes et elle s'étend jusqu'à l'intérieur de l'espace universitaire. À l'intérieur des campus du pays, il y a déjà eu des épisodes de répressions violentes, destructives et meurtrières. En outre, à la suite des grandes politiques néolibérales du pays, il y a eu une privatisation massive de plusieurs secteurs, dont le secteur de l'éducation. Dans l'université publique en Colombie, le climat politique est beaucoup plus dynamique, il y a des rencontres, discussions et projets politiques, c'est un espace hétérogène qui fait converger des personnes d'horizons et de classes sociales différentes, et dans lequel il y a un potentiel de développement politique pour les personnes. Cela dit, c'est aussi un espace moins sécuritaire que l'université privée, il y a plus de risques de violences à l'intérieur des campus des universités publiques. La mère de Warda qui avait fréquenté l'université publique et qui avait des souvenirs douloureux qui lui étaient associés a essayé de dissuader sa fille d'y aller. Elle raconte :

« ma mère était comme : non, mais au moins va dans une université privée ! Parce qu'elle avait peur de l'université publique. C'est là où elle a perdu ses amis, c'est un espace très violent, très violent ! Les paramilitaires étaient rentrés, ils avaient tout détruit. Elle était comme, au moins, va à l'université privée. On a regardé les prix, j'étais comme maman, écoute non, non je ne vais pas aller à l'université privée. En plus, je ne savais pas comment dire au niveau politique j'étais comme je ne me sens pas dans cet espace. Fait que j'ai décidé d'étudier à l'université publique ! C'était très dur de passer par là. » (Warda)

Warda avait déménagé pour aller à l'université publique, malgré les craintes de sa mère. D'un côté parce que financièrement, c'était inaccessible et d'un autre, parce que son expérience de la ville lui laissait sentir que l'espace universitaire publique lui correspondrait davantage en matière d'offre politique.

Pour les personnes qui viennent de familles et d'environnements étudiants peu politisés ou dont les orientations politiques ne sont pas en accord avec les idées et les idéaux politiques, il y a un sentiment prégnant de solitude et d'un besoin de trouver les « bons mots » pour les mettre sur les inégalités sociales et les états du monde en général, qui les révoltent. En plus

de pouvoir conceptualiser leurs observations empiriques des inégalités, il y a un besoin de rencontrer des personnes qui leur ressemblent. Les personnes parlent ainsi de la socialisation politique militante comme d'un besoin qu'elles ont cherché à assouvir. Non pas uniquement comme une situation dans laquelle elles se sont trouvées et qui a fait qu'elles ont fréquenté des personnes et des endroits qui les ont exposées à une offre politique. C'est-à-dire que c'est une socialisation qui a été recherchée explicitement pour que la personne puisse être en phase avec elle-même.

Offres politiques différentes

Toutes les universités n'ont pas la même offre politique et cela fait que les personnes ne sont pas exposées aux mêmes informations pour être sensibilisées et pour s'engager. Par exemple, à Montréal, à l'UQAM, l'UdeM, Concordia ou McGill, on trouve une offre d'événements, portés par les groupes étudiants, comme des projections de documentaires engagés suivies de discussion avec des personnes clés, des conférences militantes touchant à des sujets divers locaux et globaux avec des activistes impliqués.e.s. Ce genre d'événements sont ouverts à tout le monde, même si c'est souvent une population étudiante qui fréquente l'université qui y participe, car l'information sur la tenue de l'événement lui est plus accessible et puis ça se passe dans l'université que la personne fréquente (en plus, les campus sont généralement grands et peuvent être intimidants pour les personnes qui ne les fréquentent pas).

L'offre politique des universités anglophones et francophones est aussi différente. Ainsi, les personnes migrantes activistes, qui parlent anglais et français (en plus de leur langue natale et parfois d'autres langues aussi) et qui ont eu une expérience dans les campus font souvent une distinction entre les espaces anglophones et francophones.

« Tu sais, dans les universités anglophones, c'est très différent. Il y a toute cette histoire entre les anglophones et les francophones, mais au moins sur la question de la décolonisation ou d'avoir une approche plus critique sur la relation avec les peuples autochtones, c'est surtout dans les réseaux anglophones qu'il y a un questionnement par rapport à ça, mais dans les réseaux francophones c'est difficile de trouver cette approche critique et quand on le fait c'est mal reçu aussi ! » (Dalia).

Bilal a commencé à s'impliquer politiquement en 2012. Il étudiait à l'Université Laval et habitait à Québec à l'époque. En 2012, il faisait plusieurs allers-retours Montréal-Québec pour

participer aux actions organisées à l'UQAM avant de poursuivre sa maîtrise à l'UQAM et déménager à Montréal :

« Au départ, je faisais mon bac en études internationales dans l'espoir de faire du développement international. J'avais une éducation très libérale, très rose sur le monde (...) En 2012, quand j'ai commencé à fréquenter les milieux étudiants uqamiens, j'ai commencé à m'intéresser à des auteurs qu'on n'étudiait pas à l'Université Laval, à des questions qu'on ne posait pas vraiment, au racisme, à la discrimination, au colonialisme, au féminisme, et tout ça. Durant le mouvement étudiant 2012, ça a été comme un choc un peu pour moi, dans le sens où je me suis rendu compte que beaucoup de choses qui s'étaient passées dans ma vie, j'avais vraiment pas compris ça d'une façon historique et systémique. Et en 2012 j'ai commencé à m'investir dans le mouvement étudiant. [...] les étudiants uqamiens m'inspiraient et m'impressionnaient par leur savoir, leur militantisme, leur volonté de changer les choses. Ça a vraiment été ça, le déclencheur pour moi. » (Bilal)

Quand Bilal choisit de faire des études en maîtrise, il s'inscrit à l'UQAM et déménage à Montréal. Une fois à l'intérieur de l'UQAM, son expérience d'activisme politique étudiant va lui permettre de voir d'autres facettes de cet espace militant puis d'y apporter un regard critique. Bilal parle ainsi de son expérience différenciée de ces lieux (Bilal est une personne noire) :

« C'était très différent dans les enjeux. La gauche francophone a toujours été, en tout cas de mon expérience durant ces années-là que moi j'ai milité à l'UQAM [2012-2013-2014], la gauche francophone était principalement intéressée aux enjeux de classe et de capitalisme et d'environnement, et le féminisme rentrait dans le féminisme blanc. Mais les enjeux qui me concernaient, moi, en tant que personne racisée, je ne les voyais pas dans le milieu francophone de gauche montréalais et même à Québec, à Québec c'est sûr que non. C'est pour ça que j'ai commencé à aller dans les milieux anglophones, où les questions de race, de genre, les questions du colonialisme, les luttes autochtones, tout ça étaient déjà très présents, il y avait des débats déjà là-dessus, il y avait des espaces pour parler de ça, il y avait des groupes qui s'organisaient, et des groupes organisés aussi par des personnes concernées. Pendant un temps, j'ai été membre d'un petit groupe associé à McGill qui était purement composé de personnes noires. Ce genre de groupe j'avais jamais vu ça à l'UQAM, ça n'existait pas à l'UQAM. Ah ben oui il y avait les associations culturelles comme je les appelle, mais c'était pas des organisations politiques qui étaient organisées par des personnes noires uniquement ou des personnes racisées

uniquement, j'avais jamais vu ça avant. Donc, c'est pour ça que ça m'a tout de suite plu puis ça m'a tout de suite parlé cette différence-là. » (Bilal)

En réalisant le manque d'espace pour des personnes racisées et politisées dans le milieu universitaire francophone, Bilal se dirige vers le milieu anglophone. Il se souvient d'avoir réfléchi et pesé le choix entre mettre en place une organisation pour les personnes racialisées qui souhaitent s'engager politiquement, à l'UQAM et dans le milieu francophone, ou se tourner vers les espaces existants dans d'autres lieux, dans le milieu anglophone. Il finit par opter pour le choix pragmatique d'aller vers des espaces existants ailleurs. Il a pris sa décision en tenant compte du fait que la création d'un nouveau groupe exigeait des ressources et de l'énergie, qu'il préférerait mettre dans une organisation existante. Cela dit, il précise ensuite que cela a relativement changé depuis 2012, par exemple, des groupes créés et menés par des étudiant.e.s racialisé.e.s existent maintenant à l'UQAM notamment, comme le groupe « Féministes racisé-es uni-es et solidaires ».

Dans le cas de Saïda aussi, c'est le dynamisme politique du mouvement étudiant de l'UQAM ainsi que le fait que plusieurs personnes qu'elle a croisées au CDHAL sont aussi étudiant.e.s à l'UQAM qui l'a poussée à changer d'université, pour aller de l'UdeM vers l'UQAM :

« Je pouvais faire la maîtrise en études internationales à l'UdeM (...), mais non j'ai dit non, je vais changer par l'UQAM à cause du niveau d'engagement ! (...) il y a un militantisme qui est plus fort, qui se vit dans la vie quotidienne de l'UQAM [par rapport à l'UdeM], c'est une chose qui m'a poussée à y faire la maîtrise et aussi parce que d'autres membres et anciens du CDHAL, faisaient leurs doctorats à l'UQAM, presque tout le monde du CDHAL avait fait des études à l'UQAM ! La plupart des personnes qui y sont engagées, qui étaient membres du conseil d'administration, faisaient la maîtrise ou le doctorat en science politique à l'UQAM. Je ne sais pas si c'est une coïncidence ! » (Saïda)

Dans les exemples présentés ici, la politisation à l'université s'est faite, car les personnes sont allées chercher une offre politique qui leur correspond. Ce n'est pas le fait de fréquenter l'université qui les a exposés à des réseaux d'agents de politisation, mais plutôt ces personnes d'elles-mêmes, ayant un intérêt pour l'engagement politique, pour la socialisation militante qui les a poussées à aller chercher à fréquenter ces réseaux militants.

Toutes les universités ne sont pas des terrains fertiles pour la politisation des personnes. Certaines universités sont plus politisées que d'autres. À l'intérieur des universités, il y a aussi

une différence de politisation entre les différents départements. Parfois, les étudiant.e.s des universités moins politisées vont dans les campus des universités plus politisées et s'y impliquent. Dans les récits de Bilal (Université Laval à Québec) et de Saïda (Université de Montréal), c'est très clair, et les deux parlent du rôle du campus de l'UQAM dans leur politisation. Les deux ont transféré leur dossier à l'UQAM pour y continuer les études dans un environnement politiquement plus dynamique et plus proche de leurs idéaux politiques. Pour les deux, le campus de l'UQAM a été l'incubateur de leur engagement naissant.

Les travaux sur la politisation à l'université (Gourisse 2011 ; Michon 2008 ; Dufour et Savoie 2014) sont largement basés sur l'étude des étudiant.e.s qui fréquentent ces institutions et s'y politisent, mais pas sur les personnes en dehors de ces lieux qui s'y politisent quand même, que ces personnes soient étudiantes dans d'autres universités ou non étudiantes. Ainsi, le pouvoir de la socialisation politique peut s'étendre aussi au-delà des étudiant.e.s qui les fréquentent pour toucher également des personnes non étudiantes qui se retrouvent dans les événements militants qui s'y organisent, ou aussi des étudiant.e.s d'autres universités hors de son campus. Par exemple, Rafiq et Bilal se déplaçaient spécifiquement à Montréal pour assister à des événements militants organisés par des groupes uqamiens. Le rayon d'influence de l'université est ainsi capable d'atteindre les personnes en dehors des limites géographiques de son campus.

6- Le maintien de l'engagement

L'une des caractéristiques de l'activisme des personnes migrantes est que lorsque les personnes choisissent de s'impliquer transnationalement, l'utilisation d'internet est incontournable. C'est à travers internet, par les appels vidéo par internet, les messages, le partage d'information sur les réseaux sociaux que s'exerce la pression transnationale de la famille et des ami.e.s sur les personnes migrantes et les poussent à agir à Montréal pour dénoncer ce qui se passe comme injustices dans d'autres lieux. C'est en s'informant sur les pages des réseaux sociaux, les journaux en ligne et d'autres sources de contenu que les personnes s'informent et s'indignent puis participent, par le biais des différents mécanismes du processus d'engagement, à des actions collectives. C'est aussi sur internet que les personnes maintiennent leur engagement et implication avec les collectifs dans lesquels ils et elles étaient impliqué.e.s avant l'arrivée à Montréal, en participant aux rencontres virtuelles, ou en payant des publicités des appels à l'action ou levées de fonds sur les plateformes en ligne.

Si internet facilite ainsi le lien entre les individus et le lieu d'origine, c'est également un outil de contrôle social utilisé par certains régimes autoritaires pour exercer une « répression transnationale par le numérique » (traduction libre de *digitally-enabled transnational repression*) (Moss 2016a). Moss (2016a) qui a étudié l'impact de l'autoritarisme sur des activistes Syriens prorévolution basés aux États-Unis et en Grande-Bretagne, montre que les tactiques des agents prorégimes en ligne érodent les liens transnationaux des activistes et dissuadent beaucoup d'utiliser les technologies de l'information et de la communication pour contester le régime en Syrie. Cette répression s'exprime le plus fortement pendant les périodes de troubles violents en Syrie, ce qui est précisément le moment où l'activisme basé sur les technologies de l'information et de la communication peut aider les mouvements du pays d'origine de manière significative.

Par exemple, Asli a maintenu son implication de manière transnationale avec un collectif dans son pays d'origine, à travers sa participation aux réunions virtuelles, la contribution en argent aux campagnes de mobilisation, le partage d'informations et de vidéos sur la plateforme de réseaux sociaux et la rédaction de documents militants. Toutefois, pour Asli, l'action collective est ancrée dans le local, le maintien de son engagement transnational est porté par sa loyauté au mouvement. Asli, comme plusieurs autres personnes rencontrées, a commencé son activisme en s'engageant auprès de groupes agissant au niveau local. Sa compréhension de l'engagement et de l'activisme est que c'est l'action concrète localement qui peut insuffler un changement. Lorsqu'elle parle du maintien de son engagement avec le mouvement social antiextractivisme dans son pays, un engagement donc forcément virtuel depuis Montréal, elle dit :

« À distance, c'est simplement pour le plaisir de voir et partager avec eux, c'est simplement le plaisir de me sentir de retour avec eux, de pouvoir les appuyer. Mais ça n'a rien à voir que d'être là, ça n'a rien à voir ! Je participe aux réunions, mais je sens que dans le réel je ne peux rien faire tu vois. Parce qu'organiser c'est super compliqué ! » (Asli)

Les premières actions collectives de Asli étaient dans des causes locales, *place-based*, sa compréhension de l'action politique étant très liée à une action sur le terrain, dans l'espace public, au contact des citoyen.ne.s. Quand elle aborde son expérience politique, elle parle de « la vraie campagne » qui consiste à distribuer des tracts et parler avec les gens, dans l'espace public, par opposition au travail qu'elle a fait en ligne, en diffusant l'information et en contribuant en argent à payer des publicités pour l'événement :

« Pendant le référendum j'ai participé plutôt du côté réseaux sociaux : monter l'information sur les réseaux sociaux, partager des vidéos, partager l'information, c'est le plus que je pouvais faire. Mais sinon la vraie campagne c'était sortir, même si on essayait tu vois de garder les distances, des choses comme ça, de distanciation sociale, mais on était quand même sorti, je veux dire les [militant.es] étaient quand même sortis, ils sortaient, on marchait aux parcs pour parler avec les gens. Tu ne peux pas faire une campagne si tu ne parles pas avec les gens, pas en [pays] tu vois. Je sais pas comment ça marche ici, mais en [pays] tu dois faire des choses, imprimer des papiers, sortir. On a fait beaucoup de vidéos, je peux te partager elles sont supers jolies les vidéos et pour ça il fallait trouver les acteurs, les actrices, il fallait les rencontrer, trouver les endroits. » (Asli)

En comparaison avec ce qu'elle pouvait faire à distance avec le mouvement, sachant qu'elle était au tout début de son installation à Montréal, qu'elle était encore en constitution de son réseau social, elle s'est impliquée en transférant des ressources financières :

« moi j'étais pas là. Donc c'était plutôt pour le plaisir de sentir de participer, mais moi j'ai pas trop fait. Un support que j'ai donné c'est avec ma carte de crédit, parce que toute la publicité qu'on a fait par Facebook on l'a payée. On a fait beaucoup de publicité, on essayait toujours de façon organique que ça soit quelque chose qui se partage partout, on le partageait dans nos réseaux sociaux, mais on a dû payer. Donc j'ai mis à disposition ma carte de crédit et comme ça on a fait la campagne. » (Asli)

Pour Zeyna, sa participation à une action collective contre une minière canadienne dans son pays était le résultat de la pression familiale qui depuis le pays, la poussait à « faire quelque chose » parce qu'elle se trouvait au Canada, pays dans lequel se trouve le siège de la compagnie en question qui est responsable de la destruction de territoires dans son pays d'origine. Dans son exemple, pour sa famille et ami.e.s, elle était capable de « faire quelque chose » parce qu'elle vit au Canada, dans le même pays centre du pouvoir minier, et dans un pays dans laquelle la participation à une action collective dans l'espace public est moins risquée, moins sujette à la répression policière que dans d'autres contextes. Elle, qui n'avait jamais participé à des actions collectives avant, décide alors de prendre part à une campagne de de protestation en solidarité avec le mouvement qui prenait place dans son pays. Cette pression s'est exercée par internet, le virtuel jouant toujours un rôle central dans le quotidien des relations transnationales. Zeyna raconte ainsi :

« Basically, I went there [a protest in Montreal against a canadian mining company in [country of origin] because of peer pressure! By peer, I mean, parents, and particularly

my mom and her activist friends. They were sending emails [...] most of my mom's activists friends wanted me to start doing something here, like getting in touch with the company, telling them: stay away from our land! So, that's why I felt like I had to be there. » (Zeyna)

Pour d'autres personnes, comme Zahra, Bilal et Jamila ci-après, l'engagement et son maintien dans le temps émanent d'un besoin personnel de s'impliquer et se sentir participer à des actions politiques qui visent à lutter contre les oppressions. Pour ces personnes, c'est un besoin personnel et un besoin de socialisation avec des personnes qui partagent les mêmes soucis et qui sont aussi dans une perspective d'action politique.

Pour Jamila, engagée depuis plusieurs années dans les luttes antiextractivisme et au sein d'un parti politique de gauche, son quotidien est pétri d'actions politique et elle voit son engagement comme une obligation et devoir personnel :

« Je ne suis pas capable de voir ma vie sans avoir ça [le militantisme], sans avoir des réunions, sans avoir des projets, sans ça. Pour moi, c'est comme une obligation éthique, si je suis ici, si je suis là, c'est une opportunité de montrer, de faire tout ce que les gens là-bas ne peuvent pas faire, ne peuvent pas montrer. C'est mon obligation de la vie et vraiment c'est une décision de la vie. Je n'ai pas d'enfants et c'est aussi à cause de ça. C'est ma vie ! Si j'ai des enfants, ça sera difficile à vraiment faire le processus. Donc le processus c'est la vie pour moi. Je comprends que les gens ne veulent pas la politique et tout ça, je respecte ça, mais pour moi c'est aussi ma vie, je ne peux pas me lever tous les matins sans faire quelque chose. » (Jamila)

Pour Zahra, le ressort du maintien de son engagement est autant un besoin d'agir sur son entourage que le sentiment d'appartenance à un groupe qui partage les mêmes préoccupations et idées et avec qui elle peut s'identifier :

« Je vis avec ce besoin d'influencer mon environnement pour me sentir bien. Je ne peux pas rester indifférente aux enjeux que je vois, et l'activisme est une façon pour moi de justement essayer de changer les choses autour de moi. Et ça fait du bien, même si ça ne donne pas de résultats souvent, mais je sens qu'on fait ce qu'on peut au moins. D'autre part, en faisant des activités comme ça, je me retrouve avec des gens qui pensent comme moi, et ça, c'est comme si on peut s'identifier à un groupe de gens qui, tu sais, des fois je me sens mieux avec ces groupes, ces gens-là, que quand je suis parmi des gens de ma propre communauté ethnique. En fait, ça donne

la force de voir qu'il y a d'autres personnes qui pensent comme toi et ça donne l'espoir aussi qu'on peut changer les choses. » (Zahra)

De son côté, Bilal exprime l'importance de l'engagement dans sa vie, car c'est dans les lieux militant qu'il s'est construit son réseau social et qu'il essaye de le maintenir, malgré les changements dans ses disponibilités biographiques au fil du temps :

« Je pense que ma vie sociale en dépend ! Pour moi c'est autant des lieux politiques que des lieux, je pense, pour socialiser puis pour créer son réseau. [...] Quoique dernièrement j'ai arrêté de m'impliquer parce que j'ai un nouvel emploi donc je ne peux pas vraiment m'impliquer autant [...] J'essaie de trouver des gens qui partagent ces opinions qui puissent aussi me présenter à d'autres associations. » (Bilal)

7- Les coûts et barrières à l'engagement

Comme on a vu dans le chapitre 3, il y a des conséquences biographiques à l'engagement, positives et négatives. Parmi les conséquences biographiques de l'engagement les plus connues sont la déstructuration de la vie privée (Leclercq et Pagis 2011) et le resserrement des horizons professionnels, surtout dans les contextes autoritaires. Dans le cas des personnes migrantes, il y a les risques liés à l'engagement sur la sphère publique lorsque la situation administrative est précaire, car il y a un risque de déportation. Pourtant, comme le montrent les travaux sur les mobilisations des « sans-papiers », les personnes s'engagent, s'impliquent et transforment leur activisme en action d'émancipation politique (W. Nicholls 2016 ; Swerts 2017 ; Monforte et Dufour 2013 ; Hivert et Vairel 2019). Dans cette section, j'aborde des exemples de coûts et de barrières à l'engagement des personnes rencontrées.

La littérature sur les conséquences biographiques de l'activisme montre qu'il y a des incidences sur les différentes sphères de la vie et que l'activisme marque les trajectoires individuelles des personnes sur tous les plans, personnels et professionnels. Passy (2005) parle d'imbrications des sphères de vie comme condition favorisant l'engagement. Les différentes sphères de vie sont, par exemple, la sphère du travail, de la vie amoureuse, amicale, de la famille, des loisirs, etc. Dans les cas où ces sphères sont trop séparées, cela crée un déséquilibre difficile à maintenir pour les personnes à long terme, ce qui peut mener au désengagement. D'autres personnes s'accrochent à leur militantisme et le paient au prix de la déstructuration de leur vie privée (Leclercq et Pagis 2011). Pour d'autres, l'activisme peut se payer au prix d'une limitation des possibilités de promotion professionnelle et d'un déclassement social, surtout dans les contextes autoritaires (Hivert et Vairel 2019), mais pas

uniquement. Comme l'avait constaté Mischi (2010 cité dans Leclercq et Pagis 2011) dans son étude sur les ouvriers syndicalistes en France, ces derniers se sont retrouvés face à un resserrement des possibilités professionnelles après leur période d'engagement syndical.

Ces travaux se penchent sur l'incidence de l'engagement sur la vie des personnes. Dans cette section, je souhaite contribuer à cette littérature en spécifiant le cas des personnes migrantes pour comprendre l'incidence de l'engagement sur leur parcours de vie.

La déstructuration familiale

Charif a divorcé après son arrivée à Montréal, car son ex-épouse ne s'impliquait pas dans les groupes militants comme lui, « bien qu'elle a vécu de ces choses ! » comme il dit, avant de poursuivre dans un extrait qui reflète à quel point il tient à ses implications militantes, tout en étant conscient que cela a des coûts, sa vie de couple, dans son cas :

« c'est pourquoi je crois que c'est des choses [son activisme à lui] qui ont un peu causé nos disputes et notre séparation et tout [...] Ça me prenait beaucoup de temps. [...] faut être prêt mentalement, émotionnellement, y a trop de frustrations, trop de choses qui peuvent vous désengager d'un moment à l'autre. Donc c'est pourquoi moi je me dis que quand quelqu'un essaye de me lâcher à cause de ce que je fais, je ne le condamne pas, mais j'essaie de le comprendre. » (Charif)

Quand Rafiq parle de son divorce, il dit :

« On s'est divorcé, il y a 1 an que je suis divorcé. Un an en novembre. Justement c'est pour ce genre des affaires (parlant de son activisme). Je ne sais pas si c'est pour ce genre des affaires, mais bon, en tout cas, on s'était divorcé. » (Rafiq)

Il marque une hésitation et ne fait pas porter tout le poids de son divorce sur son activisme. Dans l'entrevue, il évoque tour à tour les difficultés du processus de refuge politique qui commence par la décision, très douloureuse dans la majorité des cas des répondant.e.s, de quitter leur pays, contraint.e.s par les menaces sur leurs vies. S'ensuit le fait de se retrouver face à la violence administrative des procédures migratoires d'asile, que le récit de Farid décrit particulièrement bien. Ensuite surviennent les difficultés à l'arrivée en matière de déclassement social ; dans le cas de Rafiq, il est passé du statut social de professeur à aide-ménager par exemple. La première année a été dure sur tous les plans.

La poursuite de l'engagement pour les personnes migrantes politisées n'est pas un processus fluide ni rapide. Les travaux sur l'engagement comme ceux présentés dans le chapitre 3 parlent souvent de disponibilités biographiques plus ou moins grandes pour expliquer les différences d'intensité de l'engagement (Siméant-Germanos 2001), alors que d'autres comme Passy (2005) parlent de l'imbrication ou pas des sphères de vie pour expliquer cela. Perez (2018) invite aussi à placer la participation politique dans le contexte d'un ensemble plus large d'expériences collectives dans lesquelles les gens s'engagent, car les militant.e.s elles.eux-mêmes considèrent rarement la pratique de la contestation comme séparée des autres aspects de leur vie (Litcherman et Eliasoph 2015 ; Mische 2008), et leurs expériences en dehors d'un mouvement social devraient recevoir autant d'attention que celles à l'intérieur de celui-ci (Perez 2018, 107). Les extraits précédents viennent donc confirmer ces conclusions de la littérature.

De plus, comme le montrent les citations de Rafiq et Charif, la migration et le divorce représentent deux événements majeurs dans le parcours d'une vie et constituent des moments de ruptures importants. Quand les deux se combinent, la personne se retrouve dans un nouveau pays, avec généralement un réseau et un capital social minimal, parfois inexistant dans le lieu d'arrivée. Les personnes maintiennent des liens sociaux et affectifs transnationaux avec leurs familles et ami.e.s, mais localement, au quotidien, il y a ce vide, surtout au début, à l'arrivée. La personne doit alors recomposer un réseau social avec un manque dans la sphère affective. Puis, petit à petit, la personne tisse un réseau de relations sociales et, souvent dans le cas des personnes migrantes, ce réseau est à la fois local et transnational. Dans le cas des personnes migrantes politisées, l'engagement permet de se retrouver avec d'autres personnes qui partagent les mêmes intérêts et pour qui l'activisme prend une place importante dans la vie quotidienne.

Dans mon cas, je n'ai pas rencontré de personnes totalement désengagées, c'est une difficulté connue dans ce genre d'étude sur l'engagement, car c'est difficile de recruter des personnes désengagées. Néanmoins, dans l'entretien biographique, les personnes citent des périodes de baisse d'intensité de l'engagement ou changement de formes de l'engagement en lien avec les phases dans lesquelles il y a moins de disponibilités biographiques.

Par exemple, il y a le cas de Zeyna, qui illustre aussi une différence genrée dans l'activisme. Zeyna est une femme migrante, mère d'un enfant. Depuis son divorce, son emploi du temps au travail et la responsabilité monoparentale diminuent sensiblement ses disponibilités. Dans l'entretien avec elle, elle disait vouloir s'impliquer davantage dans des actions collectives en lien avec la justice sociale, environnementale et migrante, mais :

« I couldn't participate as much as I would have liked to, because, am a mom now. But, now, i try to take along my kid. » (Zeyna)

Le travail de soin est encore genré de manière générale, et dans le cas des femmes migrantes, le *care* est aussi une responsabilité transnationale qui s'ajoute à la déjà longue liste de responsabilités.

La peur, ce mécanisme de contrôle social

Une émotion, la peur, empêche parfois les personnes de participer à des actions politiques. Dans le cas des personnes migrantes, l'un des motifs de peurs que j'ai constatés lors des discussions avec les personnes est « la peur d'avoir des problèmes ». Des problèmes de n'importe quelle sorte, avec l'administration canadienne. La peur de se faire entraver le processus d'immigration, de résidence, de citoyenneté, ou de se faire déporter. Ce sentiment n'est pas infondé et il peut inhiber l'engagement.

Pour les personnes qui sont dans des situations administratives irrégulières, la peur est omniprésente au quotidien. Miriam raconte ainsi comment les politiques d'immigration qui produisent de l'irrégularité produisent aussi de la peur, qui devient ce sentiment envahissant :

« On s'est installé aux États-Unis pendant un an. On a réussi à y retourner, mais on avait un visa temporaire, donc pas un statut régulier. Il y avait toujours cette peur de se faire prendre par l'immigration et se faire déporter à un pays qu'on pouvait plus retourner vraiment. Puis vu que mon père il avait des antécédents de se faire déporter, il ne pouvait pas vraiment appliquer pour le refuge aux États-Unis. On avait des options limitées. Et puis suite au 11/9/2001, ICE (Immigration and Customs Enforcement) a été créé et il y a eu beaucoup de peur dans la communauté, beaucoup de personnes qui réfléchissaient à comment légaliser leur statut ou comment vraiment faire attention à tout, tout tout. » (Miriam)

La peur, ça se dépasse. Ce sentiment est défié et dépassé chez les activistes. Ils et elles m'en ont parlé de différentes façons. Par exemple, dans son récit, Farid décrit la peur comme « un mécanisme de contrôle social et politique », « un outil de domination ». Achraf, qui a connu la répression et la prison dans son pays d'origine avant de se réfugier aux États-Unis puis au Canada, disait : « la peur pour moi, c'est mort ! J'ai peur de quoi ? De la prison ? Peur de quoi ? La torture ? Mourir ? Ça moi j'ai plus peur de ça ». Thawra me disait : « Il ne faut pas avoir peur et tu vas avoir la tête haute et digne. » Elle me parlait alors de son expérience

de politisation avec les groupes décoloniaux, de la pratique du retournement du stigmate comme manière de lutter et d'affronter l'hostilité politique.

Le statut administratif revêt une grande importance dans le quotidien des personnes migrantes et exerce une influence sur tous les pans de sa vie, y compris l'engagement politique. En s'engageant, les personnes ne courent pas les mêmes risques administratifs selon qu'elles ont la citoyenneté ou qu'elles soient sans statuts. Même en ayant un statut en règle, il y a des risques de se retrouver dans une situation précaire, comme l'illustre l'extrait suivant de la discussion avec Thawra, qui a une longue expérience de militance en justice migratoire :

« Mon ami là [...], il a été arrêté ici parce qu'il militait. Il n'a jamais eu ses papiers ici alors que ça faisait 25 ans qu'il vivait ici. [...] si tu luttas beaucoup, après tu ne vas pas avoir la citoyenneté, parce que tu es trop politisée, tu vas avoir des problèmes et là on peut te refuser le document. [...] Tout est possible, et dans le cadre de la loi avec leurs propres mots et leurs propres vocabulaires. On ne va pas dire oh il est trop militant, on ne va pas dire ça [...], mais lui, il a été arrêté parce qu'il a fait une manif. Moi j'ai connu des personnes qui ont eu des problèmes de papiers à cause de la lutte. Je connais aussi les défis des personnes sans papiers, ou celles qui ont un statut et qui peut expirer, ou même pas expirer, disparaître du jour au lendemain ! J'ai connu des cas, c'est des personnes qui ont eu la résidence permanente, normalement tout est beau et là il rentre en prison et c'est fini pour lui, tout est fini [...] tout le monde peut faire des erreurs, mais l'erreur d'un immigrant ça coûte beaucoup plus cher ! On veut des immigrants trop beaux. » (Thawra)

En effet, il y a comme une attente implicite que les personnes migrantes soient parfaites. Comme disait Bettini (2017) présenté dans le chapitre 1, il y a tout un mécanisme de renforcement permanent des frontières dans les pays du Nord pour permettre à un certain profil de personnes migrantes de traverser les frontières (jeunes, éduqué.e.s, qualifié.e.s) pour nourrir le marché capitaliste tout en excluant d'autres personnes. En plus de l'injonction au bonheur (Ahmed 2010), il y a une injonction à l'exemplarité. L'exemplarité à tous les niveaux, surtout à la discipline. Puis, pour paraphraser Ahmed (2010) dans son *killjoy feminist*, ce migrant « rabat-joie » qui ose se plaindre publiquement et se positionner en désaccord, ou cette migrante « impolie » et désagréable pour sa professeure qui ne veut pas perturber le rythme de son cours et son contenu sont des personnes qui prennent de la place. Ils et elles prennent des places et sont à des places dans lesquelles ils et elles ne sont pas attendu.e.s. Ils et elles sont en colère, ont une vision politique et veulent que les choses changent. Ces

personnes contestent le « mythe national » (Maynard 2017) d'une nation multiculturelle unie et paisible.

La précarité du statut administratif, lorsqu'elle est imbriquée avec d'autres éléments, comme la race, connaissant les risques de profilage racial encouru par les personnes racisées et noires spécifiquement (Maynard 2017), nous informe aussi sur les fondements de cette peur. De plus, même lorsque la peur ne freine pas l'action des personnes qui s'engagent, elle peut constituer une source d'angoisse dans leur entourage. L'un des répondants disait que l'une des raisons importantes qui ont mené à son divorce est le fait que son ex-épouse voulait qu'il s'éloigne de la scène activiste qu'elle percevait comme périlleuse. Parmi les appareils de l'État qui provoquent cette peur, ce sont la police et les agents de frontières ou d'immigration. Comme explique Innes (2021) dans *Banal bordering*, la rencontre entre une personne migrante et l'État est toujours tendue et difficile. Peu importe le statut de la personne, pour les personnes migrantes, la rencontre avec les agents de l'État a toujours plus de poids et est plus significative pour la personne migrante que pour les agents, qui produisent et reproduisent des effets de frontières. Ce pouvoir de l'État qui se manifeste au quotidien lors des rencontres avec l'État crée une insécurité des personnes migrantes face à l'État. Cette insécurité touche à la fois les personnes avec et sans statuts, à des degrés différents, mais elle est toujours là.

Pour les chercheur.euse.s qui ont travaillé sur les émotions chez les personnes migrantes, il s'avère que la menace d'expulsion sur les personnes sans statut sème la peur, de sorte que les personnes hésitent à interagir avec la police ou les institutions publiques (Andrews 2017). Les statuts administratifs sont ainsi un outil qui produit une vulnérabilité. Aussi, les mesures de coercition administratives donnent aux personnes migrantes un sentiment d'aliénation et provoquent un cynisme politique (Gonzales et Chavez 2012). Ces conditions ne facilitent pas l'engagement politique. Malgré tout ça, les personnes sans statuts s'impliquent et s'organisent politiquement pour la défense de leurs droits (W. Nicholls 2016 ; Swerts 2017 ; Monforte et Dufour 2013) et pour la lutte contre l'extractivisme.

Souvenirs de contextes répressifs

Un autre point ici, ce sont des peurs internalisées de l'action politique contestataire, à la suite d'une première socialisation dans des climats politiques autoritaires, qui restent avec la personne. Par exemple Zeyna, au début de sa vingtaine, quand elle vivait encore dans son pays d'origine, souhaitait s'impliquer dans des organisations de défense des droits de la personne et environnementaux. Elle ne l'a pas fait par peur de la réponse répressive des

autorités du pays, soit par la violence policière lors de grandes et importantes manifestations, soit par les mécanismes de surveillance qui maintiennent les personnes dans un état de méfiance permanent. Dans son extrait qui suit, on peut mesurer l'ampleur des effets des régimes de surveillance étatique sur l'individu, une peur internalisée de la surveillance s'exprime ainsi :

« Back home, especially before I intended to leave, it was a bad idea to have your name added in an organization member list. Once it got into bad hands, like the State hands, you could get into trouble. And then the next few years, like after the *[name of a large and long urban occupation in protest of a state decision]*, everything showed us that it can really get dangerous. I don't want to add anything else here. » (Zeyna)

Son intérêt pour les causes environnementales et de droits de la personne ne s'est pas traduit en action effective ni en se joignant à un collectif ni en participant à des actions ponctuelles comme les manifestations. Non pas parce qu'elle ne croit pas en le pouvoir des mouvements sociaux bien au contraire, mais en raison de son appréhension de ce qui pourrait en résulter comme répercussions sur sa trajectoire professionnelle ou personnelle. Cette peur vient d'histoires vécues qu'elle a entendues dans son entourage familial et amical, puis de ce qu'elle a observé comme violence d'État à la période des grands mouvements urbains qu'elle évoque dans l'extrait ci-dessus et qui ont marqué toute une génération. À son arrivée à Montréal, elle commence à participer à des manifestations en lien avec des enjeux dans son pays d'origine et des enjeux de justice sociale à Montréal. Quand elle parle de sa participation à une action de protestation contre une minière canadienne dans son pays d'origine, à la suite notamment de la pression familiale et amicale qui lui disait que pour elle, comme elle vit au Canada, le risque de répression est minimisé, que :

« if you're in a different country, you can do anything you want there! Anything is possible! » (Zeyna)

Bien entendu, il n'y a pas de commune mesure entre le niveau de répression dans les pays autoritaires dans lesquels l'expression politique protestataire constitue un danger imminent sur les personnes et la marge d'expression politique possible à Montréal. Or, malgré l'enthousiasme de Zeyna, tout n'est pas si simple ni possible pour les personnes migrantes activistes qui souhaitent d'impliquer à Montréal.

Mina et Bassel, qui ont organisé une manifestation contre une minière canadienne dans leur pays d'origine, témoignent aussi de la dangerosité de participer à une manifestation dans les

contextes répressifs, Mina compare l'organisation d'une action collective protestataire à Montréal avec la capitale de son pays d'origine :

« C'était un peu plus facile pour nous de faire l'organisation de cette manifestation ici parce que les gens n'ont pas eu peur de venir. Ce n'est pas comme en [pays d'origine]. Parce qu'en [pays d'origine] on risque gros à aller à une manifestation, on peut finir en prison au bout d'un moment même si c'est pour l'écologie. Mais ici, ça a été plus facile de convaincre les gens. » (Mina)

La peur internalisée des contextes oppressifs existe aussi au sein des familles qui ont quitté des pays autoritaires et violents, comme cela s'est exprimé dans le cas de Warda au moment où elle décide, après quelques années de vie au Canada, de retourner dans son pays d'origine pour y poursuivre des études universitaires. Cette décision a suscité une réaction teintée de beaucoup de peur de la part de sa famille. Cette peur est le résultat de violences vécues et de perte de personnes de l'entourage familial comme elle raconte :

« Tout le monde avait peur, toute ma famille [en parlant de son voyage en [pays d'origine]]. Parce qu'elle (sa mère) avait peur de l'université publique, c'est là où elle a perdu ses amis, c'est un espace très violent, très violent ! Les paramilitaires étaient rentrés, ils avaient tout détruit. » (Warda)

Le souvenir de périodes sanglantes de l'histoire de certains pays poursuit ainsi les personnes, les habite et guide leur décision ou résistance à certaines décisions qui sont en lien avec ces pays, même plusieurs années après l'avoir quitté.

De son côté, Zahra, qui vient aussi d'un pays autoritaire dans lequel il y a des risques élevés d'organisation et de participation à des manifestations, explique que le fait de connaître ses droits, comme le droit de manifester et d'occuper la rue en protestation la rassure et lui permet de participer à des actions collectives en connaissance de cause et en confiance. Elle dit :

« Quand on arrive ici, on ne sait pas ce qui est légal et ce qui est illégal. Par exemple, dans les manifestations qu'on organisait ou dans lesquelles j'ai participé, je pensais toujours qu'il faut avoir un permis de police. Mais j'ai appris qu'on n'a pas à demander à la police quand on veut faire une manifestation. Ça, c'est quelque chose de très intéressant pour moi, quand j'ai appris qu'on a le droit d'occuper la rue sans demander une permission quelconque. C'est en connaissant ce genre de droit que j'ai compris que moi, tant que je ne fais pas de discours haineux, que quand c'est pour critiquer des pensées ou des idéologies ou le comportement d'un politicien, je suis en plein

droit et personne ne peut m'embêter. Donc c'est comme ça que j'étais plus à l'aise dans la prise de position. » (Zahra)

Une autre répercussion des régimes politiques répressifs concerne la difficulté d'entrée et de connecter avec les militant.e.s, qui doivent opérer encore plus en secret. Pour accéder aux espaces et aux discussions militantes, il faut être membres des réseaux militants comme se souvient Thawra :

« Avant, être politisé, ça se fait en secret. Donc tu n'as pas accès à ces personnes. Elles se politisent et s'organisent de façon très secrète, dans les universités et par confiance aussi. Tu ne peux pas rentrer dans un réseau si tu n'es pas l'amie de quelqu'un et tout. » (Thawra)

Pour les personnes qui ont fait partie de ces réseaux politiques dans des dictatures, la politisation s'est faite dans ces conditions de grande clandestinité, comme se souvient Achraf, dont le frère l'a introduit à la jeunesse d'un parti de l'opposition dans son pays d'origine, sous la dictature :

« ma formation [politique], elle s'est faite surtout dans la clandestinité. Je me rappelle quelquefois on se cachait dans des toilettes pour essayer de faire tout un cours sur le racisme ou sur c'est quoi un État, comment ça fonctionne comment les agents secrets agissent, comment ils peuvent euh, c'est-à-dire, c'était terrible. En (pays d'origine), il y avait un moment où personne n'avait confiance en personne. Personne ! Personne n'avait confiance en personne ! Donc c'était ça. » (Achraf)

Dans un autre contexte, d'un autre continent, Rafiq parle aussi de souvenirs répressifs qui l'ont marqué. Comme il l'exprime dans la citation suivante, ce sont des expériences et des souvenirs qui l'ont fait réfléchir à la fois individuellement et en collectif lors des actions d'éducation populaire. Ces souvenirs et leur remise en perspective en collectif ont façonné sa subjectivité politique et nourrissent encore son engagement aujourd'hui :

« Quand j'avais 12 ans, je me suis fait inviter pour intégrer une activité pour la jeunesse. [...] Ils m'ont mis comme responsable des adolescents, dans ce qui était le comité de la jeunesse, au niveau de tout l'arrondissement. Alors là, c'était quelque chose. Un comité citoyen, c'était très intéressant, parce qu'il y avait beaucoup d'assassinats sélectifs de gens, tu sais. C'était la police qui venait assassiner des gens le soir, dans le noir. Ça se passe dans toute l'Amérique latine. Des policiers cachés qui vont assassiner des gens. C'est le génocide contre la jeunesse, depuis longtemps. On a fait un comité, puis j'étais dans un comité des droits de la personne, et là on

apprenait beaucoup que c'est un problème ça. Avant, tu vois ça et tu penses : bah c'est normal, y a plein de gens qui meurent, tout le temps, ah c'est terrible, etc., mais là, quand tu commences à rationaliser, à raisonner, dans le centre, que c'est qu'il y a une situation des droits humains il y a une situation de violence de l'État contre la population, tu dis non, y a de quoi. [...] On faisait des manifestations, on allait dans des rassemblements, petit à petit j'ai pris l'habitude et l'amour à l'organisation. »
(Rafiq)

L'engagement de Rafiq pour les droits de la personne et contre l'extractivisme dans son pays lui a coûté beaucoup de déstructuration familiale à la suite des déplacements forcés, en plus de menaces explicites sur sa vie. Il a fini par céder à la pression familiale et a demandé l'asile au Canada, à contrecœur. Après une première période particulièrement difficile, il finit par reprendre l'engagement contre l'extractivisme et les violences dans son pays, de manière transnationale.

Pour d'autres militant.e.s qui viennent de contextes autoritaires et répressifs, leur engagement contre la militarisation et pour les droits de la personne a eu un fort impact sur leur subjectivité politique, car c'est à ce moment-là que les personnes prennent conscience de l'ampleur de certaines violences et commencent à agir et à se positionner du côté de la résistance à ces violences. Dans l'extrait suivant de Farid, il raconte très clairement comment il a été « changé » au contact de militantes de droits de la personne avec qui il a travaillé plusieurs années auparavant, mais qui l'ont marqué lors du moment de la rencontre et qui continuent d'avoir une trace sur lui jusqu'à ce jour. Sa subjectivité politique a été façonnée en premier avec cette rencontre, dans laquelle il est passé d'un contexte rural à une réalité urbaine violente.

« Dans le Comité [national] pour les droits humains, j'ai connu les femmes, des épouses, des mères qui avaient perdu leurs enfants, c'était un drame, une tragédie qui m'a touché directement dans l'exercice de ma profession plus tard. À partir de ce moment, j'étais changé. Ça a absolument changé ma vision du monde ! Parce que j'étais un paysan dans la vie réelle ! J'étais un paysan chrétien ! » (Farid)

Plusieurs années après ce premier contrat étudiant, et malgré les distances entre Montréal (son lieu de vie actuel) et son pays d'origine, Farid continue à maintenir un lien avec les personnes avec qui il a travaillé sur ce sujet et qui continuent jusqu'à ce jour à se battre pour leurs enfants disparus.

À l'arrivée à Montréal, le contexte n'est clairement pas celui de la répression politique dictatoriale. Il y a bien sûr d'autres enjeux politiques avec lesquels les groupes doivent composer, mais ce ne sont certainement pas les mêmes risques auxquels s'exposent les militant.e.s dans les contextes répressifs. Les barrières à l'entrée prennent alors d'autres formes. Dans le cas de Thawra, à son arrivée à Montréal, elle n'avait aucun réseau localement à Montréal. Son intérêt pour les questions politiques la pousse à chercher à s'impliquer dans des organisations qui travaillent sur les enjeux de justice sociale en lien avec les personnes migrantes, ou réfugiées. Elle est confrontée à d'autres types de barrières :

« Même si avant j'ai essayé de rentrer dans des espaces plus politisés que d'autres, mais c'était inaccessible pour moi, ce sont des espaces fermés, tu ne peux pas rentrer, ils vont te dire donne-moi ton nom si tu veux être bénévole et on t'appelle puis ils n'appellent jamais. » (Thawra)

Conclusion

Dans ce chapitre, je mets de l'avant les moments les plus marquants dans le parcours d'engagement des personnes qui montrent que la subjectivité politique migrante se construit au fil de rencontres, de vécus de territoires sacrifiés et/ou répressifs et aussi en les comparant à d'autres.

L'entrée dans l'action politique transnationale anti-extractiviste pour les activistes migrant.e.s, dans ses diverses formes comme on a vu dans le chapitre 5, est motivée par plusieurs facteurs, notamment les sentiments de culpabilité, le sens du devoir et de loyauté. Les pressions familiales et amicales pour agir poussent aussi les personnes à mettre en place des actions, mais dans les cas où la motivation à l'action vient de pressions externes, les personnes ont un engagement moins intense que dans le cas des personnes qui sont motivées par leur propre réflexivité et pour qui il y a eu un développement d'une subjectivité face à l'extractivisme au fil d'expériences personnelles de territoires et de socialisation qui ont laissé une trace plus profonde et durable. L'une de ces expériences marquantes dans le parcours des personnes engagées contre l'extractivisme est le moment de la rencontre avec les luttes autochtones. Cette rencontre provoque de profondes réflexions sur la positionnalité de la personne migrante habitant un territoire dans lequel prend place une importante lutte décoloniale. La lutte contre l'extractivisme devient dès lors un point de rencontre entre les dépossessions territoriales, transnationales et locales.

Une émotion, la peur, peut constituer un ressort ou un frein à l'engagement selon la manière dont la personne la vit, l'analyse et la perçoit. Astreignante et freinante ou bien analysée et dépassée, composer avec la peur des répercussions de l'activisme fait partie des caractéristiques de la subjectivité politique de la personne migrante activiste, spécifiquement les personnes qui viennent de contextes ouvertement et fortement oppressifs. Dans mon terrain, aucune personne ne m'a parlé explicitement d'une peur en lien avec le pays d'origine, même quand il s'agissait de personnes qui viennent de pays autoritaires. Je m'attendais pourtant à retrouver une appréhension ou des témoignages de la répression transnationale (Dukalskis et al. 2022; Moss 2020a; Moss 2016a), mais ce n'est pas une donnée qui est ressortie comme telle. Cependant, il existe d'autres contraintes en lien avec la répression dans le pays d'origine. Par exemple, les tensions à l'intérieur des diasporas qui créent des climats de méfiance entre les membres d'une même diaspora, qui ont des positions politiques différentes et parfois antagonistes, comme décrits dans une section du chapitre suivant.

CHAPITRE 8 : ANCRAGE MIGRANT POLITISÉ

Dans les chapitres précédents, on a vu que la ville est un lieu d'effervescence politique, riche en espaces de socialisation et réseaux militants. Toutefois, la ville est aussi un lieu de contrôle qui comporte des entraves à l'action militante et dont le quotidien urbain a un effet sur la subjectivité politique migrante. Dans le chapitre 6, les exemples de récits personnels d'engagement et de migration montrent la variété de processus et d'espaces de politisation à travers lesquels les personnes passent avant et après leur arrivée à Montréal. Les espaces de politisation sont porteurs et formateurs, mais ils comportent aussi un potentiel d'exclusion, d'invisibilisation et de réduction au silence des voix qui tentent de s'élever contre les normes dominantes.

Dans ce chapitre, je présente des espaces marquants pour les activistes antiextractivisme rencontré.e.s. En plaçant leur expérience transnationale de la ville dans une compréhension plus large de l'urbain et des divers espaces de l'extractivisme, j'apporte une contribution aux travaux sur la transnationalité et l'action politique à travers l'idée de l'ancrage migrant politisé.

En effet, comme on a vu dans le cadre théorique, les villes sont interconnectées et façonnées par les forces politiques et économiques mondiales (Boudreau 2017). Il y a une relation entre l'évolution continue de la position des villes dans les divers réseaux de pouvoirs et les dynamiques d'installation des personnes migrantes dans les villes (Schiller Çağlar 2013). Ce positionnement des villes dans des réseaux globaux acquiert un sens tangible quand on pense à l'extractivisme, avec les flux financiers et les lieux de décisions sur les régulations des entreprises extractivistes, souvent situées dans les villes. Matériellement, ces villes dépendent de relations métaboliques extractivistes avec le flux de matières premières et d'énergies extraites de territoires sacrifiés, mais aussi des personnes qui quittent cette violence dans leur pays d'origine, et/ou s'y opposent en arrivant. L'ancrage migrant des activistes contre cet extractivisme comporte donc aussi une couleur vu les subjectivités développées face à ces flux globaux, vécus et contestés dans des lieux urbains.

1- Se sentir, ou pas, à sa place

« Tu sens comme si c'est le salon à quelqu'un...c'est pas des espaces publics tu vois »
(Nassim)

Comme on a vu dans les chapitres 3 et 6, les espaces de socialisation politique, formels et informels, jouent un rôle important dans le processus d'engagement politique. Les personnes évoquent un besoin de trouver et de se retrouver avec des personnes qui partagent les mêmes intérêts, vivent des expériences sociales proches. C'est dans ces espaces, au fil des fréquentations et des discussions, que se solidifient des relations qui participent au façonnement de la subjectivité politique migrante.

L'expérience vécue de ces espaces de socialisation politique, formels et informels (par exemple, les universités, cafés, lieux diasporiques, espaces militants), est nuancée. Du fait des expériences des activistes migrants, il appert qu'il existe des espaces dans lesquels la personne se sent vue, écoutée, à sa place et comprise dans son expérience de migration en lien avec son expérience de la ville en tant que personne migrante. D'autres espaces sont moins accueillants, la personne ne s'y sent pas à sa place. Certaines personnes ont donné des exemples précis sur ce qui les a fait se sentir ainsi, tandis que d'autres ont parlé d'un malaise général ressenti dans des espaces blancs, un malaise ressenti dans leur corps. C'est l'expérience des espaces de socialisation politique par les personnes migrantes politisées qui vivent concrètement des tensions associées à la transnationalité que je présente dans ce chapitre.

Être dans le salon à quelqu'un

Nassim est une étudiante très impliquée dans des actions d'éducation populaire et de mobilisations à la croisée de la justice climatique et sociale. C'est une femme racialisée qui porte le hijab. À travers son implication dans le mouvement de justice climatique, Nassim développe un projet qui lie les enjeux climatiques à ceux des injustices sociales et participe avec un collectif à l'organisation d'actions d'éducation populaire et de mobilisation autour de ces intersections (justice climatique et sociale). Dans ces ateliers, l'extractivisme ressortait souvent comme enjeu central au et pour le Canada.

Dans son quotidien montréalais, Nassim habite Villeray, un quartier riche en offres de loisirs et d'espaces de socialisation formels et informels, comme les centres de loisirs, les bibliothèques, les cafés et les parcs. Nassim est très sportive, elle aime particulièrement jouer

au football. Pourtant, quand elle a voulu intégrer l'équipe de soccer féminine du quartier, cela n'a pas été facile. Son expérience au centre de loisirs est teintée de sentiments de malaise. Ce malaise, elle le retrouve aussi à l'université, quand elle essaye de fréquenter les espaces étudiants, spécifiquement les actions organisées par l'association étudiante. Le sentiment de malaise général se poursuit pour Nassim partout dans son quotidien dans les espaces publics qu'elle ne considère pas comme publics justement, car elle s'en sent souvent exclue. Elle raconte ainsi :

«J'ai pas vraiment eu une vie de quartier. J'allais pas dans les centres de jeunes, c'était très blanc [...] En plus, j'ai mis le voile assez tôt, ce qui fait que je me suis sentie exclue de plein d'espaces. J'ai voulu intégrer l'équipe de foot du quartier, ça s'est mal passé avec les filles. Pourtant tu vois, Villeray tu peux avoir une belle vie de quartier, mais c'est quand t'es blanc que tu peux avoir une belle vie de quartier. [...]

Je suis déjà allé dans les centres de loisirs, mais je ne me suis jamais sentie à l'aise d'y aller. Je ne me sentais pas accueillie. Je me demandais si j'avais le droit de rester là? C'est comme dans les cégeps et les uni, les asso étudiantes c'est comme ça, c'est une salle et tu te sens pas à l'aise, tu te sens pas que tu peux rentrer. Tu sens comme si c'est le salon à quelqu'un là, et c'est pareil dans les centres de loisirs c'est comme si c'est le salon à quelqu'un, c'est pas des espaces publics tu vois. » (Nassim)

L'exclusion ressentie et effectivement vécue dans certains endroits par Nassim lorsqu'elle dit « *je me demandais si j'avais le droit de rester là* » montre toute l'ampleur de l'inhospitalité de certains lieux. Cette inhospitalité pousse les personnes en dehors de ces espaces de socialisation politique et donc aussi des dynamiques d'organisations politiques qui y prennent place. En effet, si déjà en amont la personne ne se sent pas à l'aise de fréquenter les espaces militants étudiants, il serait difficile d'imaginer qu'elle y prendrait la parole, et encore moins qu'elle contribuerait à façonner le mouvement. Ces lieux ont une portée politique importante. C'est dans ces lieux que se transmet la culture militante étudiante, que prennent place les discussions formelles et informelles qui mènent à des décisions en lien avec les mobilisations étudiantes. Ce sont aussi ces lieux qui participent à produire et façonner de futurs leaders politiques. Le fait que Nassim s'y sente exclue, pas à sa place, comme si c'est le salon à quelqu'un, est donc problématique à plusieurs égards. Pour analyser cette dynamique, je me tourne vers Sara Ahmed. Ahmed (2007) parle du fait que la personne migrante racialisée incarne dans son corps une position d'outsider, d'invité permanent, la position d'une personne qui reçoit l'hospitalité :

« *It is this very structural position of being the guest, or the stranger, the one who receives hospitality, which keeps us in certain places, even when you move up. So, if you 'move up', then you come to embody the social promise of diversity, which gives you a certain place.* » (Ahmed 2007, 164)

En dépit du sentiment d'inhospitalité, Nassim a continué à fréquenter l'université, jusqu'au moment où elle a trouvé un espace qui lui correspond. Ce moment c'est quand elle a commencé à se sentir à l'aise et à fréquenter le « Café anthropo » de l'UdeM. C'est uniquement à partir de ce moment-là qu'elle a commencé à prendre goût à son expérience universitaire et qu'elle a commencé à s'impliquer. Elle raconte :

« ça a commencé dans des conversations informelles avec les autres étudiants d'anthropo dans le café étudiant. C'était la première fois que je rentrais dans un café étudiant, parce que même les cafés étudiants là ça appartenait à l'asso pour moi, alors j'ai jamais senti que je pouvais entrer dans le café. Puis ce jour-là, je suis entrée dans le café étudiant d'anthropo et c'est devenu depuis mon café préféré ! Genre là, à partir de ce jour-là, je commençais à aller là-bas prendre mon café, m'asseoir sur les bancs » (Nassim).

C'est en commençant à fréquenter ce café, à s'asseoir sur ses bancs sans se sentir gênée, et en discutant avec les étudiant.e.s qui fréquentent et animent cet espace que Nassim commence à s'engager politiquement. D'abord avec le mouvement *Boycott, Divestment, Sanctions (BDS)* qui appelle à la décolonisation de la Palestine, ensuite avec le mouvement montréalais de justice climatique. L'université, aussi remplie soit-elle de lieux inhospitaliers, a quand même fini par jouer son rôle d'espace de socialisation politique.

D'ailleurs, Nassim n'est pas la seule à parler, en bien, de ce café, Liam aussi, dans le cadre de son expérience avec La Planète s'invite à l'Université, se souvient avec affection de ce café, premier lieu dans lequel s'organisent des rencontres pour préparer des mobilisations étudiantes. Liam, étudiant racialisé, queer, très engagé dans les luttes écologistes à l'université, parle aussi de ne pas se sentir à l'aise et à sa place dans les groupes étudiants militants. Liam déplore, entre autres, une certaine homogénéité de ces espaces, décrite dans ces mots ci-après. Ce sentiment d'*outsider* perpétuel a aussi freiné la possibilité de développement de relations amicales.

« C'était cool, mais je ne me sentais quand même pas à ma place. C'était un groupe très homogène, très blanc hétérosexuel. [...] je n'étais pas dans mon élément et j'avais du mal à faire des conversations et je me sentais weird. Mais j'essaye quand même

de participer à ces événements et tout, mais je pense que overall, j'ai jamais réussi à vraiment faire en sorte que ce soit mes amis. » (Liam)

Comme déjà montrée dans la littérature (chapitres 2 et 3), l'université est un haut lieu de socialisation politique. À l'université, les lieux formels, comme les salles de classe, les assemblées générales des associations, les conférences, etc., tout comme les lieux informels qui lui sont liés comme les cafés étudiants, les soirées organisées par les étudiant.e.s, les 5 à 7 ou autres représentent d'importants moments de socialisation politique. Mais si des personnes qui les fréquentent ne s'y sentent pas à leur place et n'y participent pas, ça fait que la portée politique de ces espaces n'est pas la même pour tout le monde.

Dans une autre université, Warda parle d'une expérience similaire, notamment car la manière de travailler, d'apporter des propositions et d'amorcer des projets était différente :

« C'était dur au début [...]. Je sentais que j'étais très bizarre, je sentais que c'est quand même excluant, comme eux ils avaient leur petit groupe, ils faisaient des fêtes puis là moi j'arrivais puis c'était comme, je sens que l'énergie changeait. Mais je suis quand même restée. Puis à la fin, on a construit une belle relation, mais je sens que ça a pris du temps tu vois. » (Warda)

Ce souvenir de Warda me fait penser à un exemple donné par Ahmed dans un article sur la blanchité des espaces, dans lequel elle raconte son expérience dans une conférence :

« When we describe institutions as “being” white (institutional whiteness), we are pointing to how institutional spaces are shaped by the proximity of some bodies and not others: white bodies gather, and cohere to form the edges of such spaces. When I walk into university meetings that is just what I encounter. Sometimes I get used to it. At one conference we organize, four black feminists arrive. They all happen to walk into the room at the same time. Yes, we do notice such arrivals. The fact that we notice such arrivals tells us more about what is already in place than it does about “who” arrives. Someone says: “it is like walking into a sea of whiteness.” (Ahmed 2007, 157)

Ahmed (2007) explique que cela est une manifestation de la blanchité des espaces :

« Spaces acquire the ‘skin’ of the bodies that inhabit them. What is important to note here is that it is not just bodies that are orientated. Spaces also take shape by being orientated around some bodies, more than others. We can also consider ‘institutions’ as orientation devices, which take the shape of ‘what’ resides within them. After all, institutions provide collective or public spaces. When we describe institutions as ‘being’

white (institutional whiteness), we are pointing to how institutional spaces are shaped by the proximity of some bodies and not others: white bodies gather, and cohere to form the edges of such spaces. [...] Whiteness is only invisible for those who inhabit it, or those who get so used to its inhabitation that they learn not to see it, even when they are not it (see Ahmed, 2004b). [...] The effect of this ‘around whiteness’ is the institutionalization of a certain ‘likeness’, which makes non-white bodies feel uncomfortable, exposed, visible, different, when they take up this space. » (Ahmed 2007, 157)

Dans un autre exemple, Dalia parle de son expérience militante comparée entre deux espaces de lutte féministe : le premier étant un collectif féministe québécois composé essentiellement de féministes blanches et le second, le collectif Femmes de Diverses Origines. Elle raconte comment elle s’est sentie dans les deux. Dans son extrait, la notion d’accueil est vue comme un processus :

« Par exemple, dans [un des plus grand collectif féministe québécois blanc], je ne sens pas que là-bas il y a un espace pour les femmes immigrantes. Peut-être que maintenant c’est différent, mais il y a beaucoup de choses à faire ici aussi. Donc je suis contente avec le [collectif militant féministe], même si j’aimerais des fois que les choses soient un peu différentes, mais j’ai beaucoup de reconnaissance pour les femmes qui ont milité là beaucoup de temps, et j’ai trouvé là-bas cet “accueilance” que je ne trouve pas dans la société francophone par exemple. Non je suis contente, parfois c’est beaucoup de travail, beaucoup de temps qu’on prend, mais au moins je sens que j’ai un espace pour parler, pour réfléchir, pour sentir que je peux faire quelque chose aussi, pour construire la solidarité, pour apprendre aussi de ce qui se passe dans le pays, dans la politique, dans les pays d’origine des autres femmes et comme ça. Comme des pièces de puzzle, comme ce qui s’est passé dans le dernier webinaire, on peut dire : ah, c’est vrai dans l’Afrique aussi ça se passe pareil avec les entreprises minières, c’est la même histoire ! Je suis contente et je pense que je vais continuer la militance avec elles. » (Dalia)

L’expression de ne pas se sentir à sa place dont parlent Liam, Warda, Dalia, Nassim et d’autres pourrait s’expliquer par cette blanchité des espaces dont parle Ahmed (2004, 2007). Cette inhospitalité des espaces politiques urbains, vécue et décrite par les personnes, représente une des difficultés et pourrait constituer une barrière à l’entrée dans l’engagement. Puis, si ce sentiment perdure, il pourrait devenir un obstacle au maintien de l’engagement. En effet, un des facteurs du maintien de l’engagement est que la personne se sente bien dans les espaces de socialisation politique ; que la personne soit écoutée, que ses propositions

soient valorisées et prises en compte. Si ce facteur est absent, c'est difficile de continuer à participer. Les personnes décident soit d'abandonner l'espace inhospitalier et d'aller à la recherche d'autres espaces plus accueillants, comme l'a exprimé Dalia. Soit de créer dans certains cas, des bulles « *safe space* » à l'intérieur des espaces inhospitaliers, comme on a vu avec les espaces créés par les femmes migrantes féministes dans le chapitre 5 ainsi que dans les récits de Nassira, Nejma et Thawra.

Dans la section suivante, je présente des exemples concrets d'interactions qui illustrent cette inhospitalité des espaces.

Les frontières invisibles

Dans l'expérience d'activisme migrant, la question des microagressions et du racisme dans les espaces militants est importante. Les expériences différentes d'un même espace, pour une activiste versus une autre, peuvent orienter la subjectivité politique de la personne face à ces espaces, comme en témoignent les extraits suivants.

Premier exemple, l'expérience de Nora. Nora est une activiste et chercheuse spécialisée dans les luttes antiextractivisme en Amérique latine. Elle est arrivée à Montréal il y a quelques années pour faire un doctorat. Son expérience des espaces militants montréalais a été teintée de racisme et de sexisme. À son arrivée à Montréal, avec son conjoint, les deux ont voulu poursuivre leur engagement antiextractivisme de manière transnationale. Elle participait aux rencontres militantes avec son conjoint, blanc, et elle remarquait les différences de traitement. Nora, qui est une personne racialisée, parle d'une « frontière » permanente qu'elle devait sans cesse traverser. Une frontière qui la plaçait dans une position d'invisibilité et/ou de devoir sans cesse justifier sa présence et son expertise, « *même dans les milieux militants* » comme elle le précise. Plus tard, avec du recul, elle considère que dans son expérience de migrante et de militante, la question raciale est centrale et permanente.

« J'ai connu à Montréal cette expression d'être minorité visible, et être traitée comme minorité visible. Avec les limitations de la langue d'abord, car quand je suis arrivée je ne parlais presque pas le français, je comprenais très peu. Avec les années, j'ai parlé français de plus en plus. Mais il y a cette vision de voir les gens racisés comme des gens limités. Je me sentais comme ça, même dans les milieux militants. C'était une sorte de frontière, tout le temps que je devais dépasser, je devais défendre mon expérience professionnelle, mon expérience de vie et d'activiste que je portais depuis des années. Quand je suis arrivée à Montréal, j'avais trente ans, J'avais déjà une

expérience, et qui était très intéressante en plus ! Mais qui n'était pas très considérée. Aujourd'hui, je vois que c'est la racialisation de ma personne qui était le marqueur le plus grand dans les relations que j'ai eues, même dans l'activisme. » (Nora)

Cette « frontière » invisible et perpétuelle dont Nora parle est présente dans plusieurs récits des personnes migrantes activistes rencontrées. La frontière raciale est présente dans toutes les interactions et tous les espaces blancs (Ahmed 2007), qu'elle a fréquentés. Ce dont parle Nora ici dépasse l'arrivée d'une nouvelle personne dans un nouveau groupe, c'est l'arrivée d'une personne racialisée dans des groupes militants majoritairement blancs. Ces groupes dont parle Nora sont des collectifs environnementaux, anarchistes et/ou féministes. Ce sont des espaces souvent caractérisés par un fort entre-soi et une prédominance de liens affinitaires entre les membres qui les constituent depuis plusieurs années. Ces groupes affichent un engagement pour la justice sociale et les pratiques non oppressives, pourtant, ils reproduisent des normes dominantes à l'intérieur du groupe.

Dans un autre exemple, Miriam raconte son expérience avec un groupe militant écologiste majoritairement blanc. Elle a été invitée à se joindre à ce groupe par une amie qui l'a convaincue de l'accompagner à une rencontre de préparation d'une action de grève pour le climat pour apporter une perspective critique et intersectionnelle sur la lutte environnementale. Miriam parlait souvent de ses sujets avec son amie, elle décida alors de l'accompagner à cette première réunion à la suite de laquelle elle s'est engagée plus régulièrement dans les activités du groupe et a fini par y évoluer jusqu'à en devenir porte-parole. Au fil de ses interactions avec les membres du groupe, Miriam s'est retrouvée souvent dans des situations dans lesquelles elle se faisait questionner sur son engagement environnemental.

Dans les discussions informelles, elle était amenée à justifier ses choix alimentaires et à devoir prouver sa légitimité au sein d'un groupe environnemental, elle qui n'est pas végétarienne. Cela a touché deux points importants pour elle : d'abord, sa compréhension systémique de la lutte écologiste versus l'approche individualiste et ensuite, le lien entre la nourriture et la culture. À cette époque, Miriam habitait encore la maison familiale, dans laquelle c'est sa mère qui était chargée de la gestion de la nourriture, depuis les achats jusqu'à leur cuisson, selon la tradition de leur pays d'origine. Pour Miriam, le maintien des traditions culinaires est une composante essentielle de son identité et de l'expression de sa volonté de maintenir des liens avec son pays d'origine. Malgré sa compréhension des enjeux environnementaux en lien avec la consommation de viande, Miriam priorise avant tout le soutien de sa mère et le respect de son attachement à la culture du pays dans les plats au quotidien qui en sont une expression. Pourtant, Miriam se retrouvait constamment dans des situations dans lesquelles elle devait

justifier son engagement pour la cause environnementale par les personnes blanches du groupe. Elle raconte ainsi :

« Je ne suis pas végétarienne. J'ai beaucoup changé ma consommation de viande, j'avais déjà commencé à changer ma consommation de viande même avant que je commence à m'impliquer. Mais pour moi, ma compréhension là, c'est que moi j'habite avec ma mère, donc moi je ne veux pas imposer ces trucs-là à ma mère, mais quand je mange à l'extérieur, j'essaye de manger moins de viande. J'avais comme cette balance là à faire, qui attachait la nourriture à la culture. Mais, avec eux [activistes environnementaux blancs] le fait que je ne sois pas végétarienne, ça a vraiment choqué souvent [...] ils vont être comme, tu n'es pas végétarienne ?! Comment tu peux être écologiste ?! Pour eux, c'était comme un réflexe. Ils ne font pas comme avec méchanceté, tu voyais ça, mais c'est quelque chose qui va aller les *trigger*. Fait que c'était beaucoup, beaucoup ce paradoxe, ou la plupart croyait que c'est un problème de système, mais eux leur mode de vie était très axé sur les gestes individuels, et pour moi, quand j'étais avec eux, le naviguer c'était quand même intéressant. » (Miriam)

Cet exemple de Miriam résume ainsi un point de tension dans la vie de personne migrante militante qui souhaite s'impliquer dans les luttes ayant une portée globale comme les luttes écologistes qui appellent certes à des changements d'habitude sur le plan individuel, mais, surtout, sur le plan systémique. Pour Miriam, sa réflexion sur les gestes qu'elle peut apporter prend en compte plusieurs facteurs, dont certains vont toucher directement à sa volonté de préserver son identité culturelle transnationale et sa relation avec sa famille. Ce processus réflexif est essentiel dans sa subjectivation politique et son ancrage migrant politisé. Par ailleurs, ce faisant, Miriam conteste aussi une figure stéréotypée de l'activiste écologiste. À la rencontre entre sa propre subjectivité et celle des activistes blanc.he.s qui militent pour une cause commune, sa subjectivité de migrante activiste s'affirme et se solidifie.

Les personnes avec qui je me suis entretenue insistaient souvent sur le fait que les personnes blanches militantes qui composent ces espaces de socialisation politique et/ou espaces militants blancs « ne font pas avec méchanceté » ces gestes et attitudes qui font sentir la personne migrante comme n'étant pas à sa place. Dans leur récit, les expériences de racisme ou de microagressions sont souvent introduites ou suivies dans une analyse plus large, comme fait Thawra ici par exemple :

« Les militants blancs, c'est clair que c'est des personnes bien intentionnées, ce n'est pas une question d'intention et c'est là où il faut politiser la chose. On ne parle pas d'individus et leurs intentions. Tu peux avoir de bonnes intentions, mais si ton analyse

politique n'est pas profonde, tu peux tomber dans les pièges et tu passes à côté de plusieurs choses. » (Thawra)

Les microagressions, l'inhospitalité de certains espaces et le racisme de manière générale ont un effet sur les personnes qui fréquentent ces lieux. Comme soulignent Boudreau et Rondeau (2021), bien que certaines actions ne soient pas planifiées avec une intention raciste, néanmoins « tout ce qu'on fait, intentionnellement ou non, a un effet sur le monde » et chacun est responsable de ses gestes mêmes s'ils ne sont pas planifiés cognitivement. En effet, ils ont des impacts sur les personnes affectées par ces gestes et sur leur perception des lieux dans lesquels ils et elles ont vécu cela (Boudreau et Rondeau 2021, 14).

Pour illustrer encore davantage les dynamiques de ces espaces, Nora raconte comment son expérience d'un même espace militant contraste avec celle de son conjoint, blanc. Les deux allaient ensemble à des rencontres militantes antiextractivisme en Amérique latine, et elle raconte ici comment l'accueil et l'écoute qui étaient réservés aux deux étaient différents :

« La question choquante pour moi, c'est que mon conjoint, lui il est français, blanc, et quand on arrivait dans des espaces, alors lui c'est un blanc qui a vécu au [pays d'Amérique latine], qui arrivait avec sa compagne, une femme racisée. Je voyais tout le temps, et aussi dans le milieu militant que c'est toujours à lui qu'on demandait des questions sur la réalité [du pays d'origine] et pas à moi ! Ça m'a marqué ce type de racisme un peu caché dans les relations subjectives, même dans les milieux militants qui se voulaient féministes et antiracistes. Je voyais tout le temps ce type de dynamiques [...] Le plus choquant dans le milieu militant pour moi c'était le machisme même des femmes qui lui demandait, à lui, des informations sur le [pays d'origine] et pas à moi ! Même des femmes militantes anarchistes voyons ! Même que des fois les gens m'expliquaient à moi comment se déroulent les choses en Amérique latine ! Même cette généralisation Amérique latine ! C'est un continent très large ! Et les démarches des entreprises canadiennes sont très différentes d'un pays à l'autre, la réalité est hyper différente d'un pays à l'autre, d'un projet à l'autre, et les causes des différences sont très spécifiques, c'est impossible de généraliser. Ma lutte c'était aussi pour dire, il faut remarquer les différences et l'impossibilité de cette généralisation de "LA" réalité d'Amérique latine, les besoins de parler des acteurs sociaux, de ne pas non plus folkloriser les réalités ni des peuples autochtones ni des populations locales, ni les paysans, etc. » (Nora)

Nora poursuit en qualifiant son expérience d'activisme comme une lutte pour défendre la cause antiextractivisme, mais aussi sur le plan individuel, de défendre sa place dans les espaces militants et devoir y justifier continuellement sa légitimité d'y avoir une place :

« Mon expérience d'activiste était aussi d'être à la défense de mes connaissances, mes capacités, ma position comme immigrante. Lui [son conjoint] et moi on a eu des expériences presque parallèles. » (Nora)

Deux points ressortent de cette citation de Nora. Le premier est l'expérience d'invisibilisation et de marginalisation. Le second, c'est le rôle des personnes migrantes activistes qui ont l'expérience vécue et les connaissances des territoires qui font l'objet de la solidarité transnationale, mais qui ne sont ni écoutées ni valorisées dans des espaces qui écrasent leur parole. La compréhension fine et nuancée des réalités vécues en Amérique latine, des luttes anti-extractivismes que Nora connaît bien de l'intérieur pour les avoir vécues n'est ainsi ni écoutée ni utilisées pour mieux informer la lutte transnationale depuis Montréal. Nora a fini par quitter ces espaces simplement, car sa présence, son savoir (militant, académique et professionnel) et son vécu personnel de l'extractivisme n'ont pas pu s'exprimer dans un espace dans lequel des dynamiques en lien avec la blanchité et le sexisme ordinaire se sont combinées et ont dominé les rencontres.

Pour Nora et d'autres personnes migrantes racialisées, cette expérience de la blanchité, qui fait partie du processus d'ancrage dans une ville comme Montréal, n'est pas toujours facile. Il y a deux grandes réponses à cela : soit les personnes abandonnent certains espaces, comme dans le cas de Nora, soit elles en créent de nouveaux, comme ceux présentés dans le chapitre 5, avec par exemple la création par les personnes migrantes du Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants ou le collectif Femmes de Diverses Origines.

L'invisibilisation, la marginalisation, le sexisme et le maternalisme de ces espaces militants placent les personnes migrantes racialisées dans des situations émotionnellement fatigantes et politiquement révoltantes. Les travaux sur la blanchité traitent en profondeur de cet aspect : la place des corps non blancs dans les espaces blancs. Le travail remarquable et incontournable de Sara Ahmed sur la blanchité des institutions apporte un éclairage analytique. Pour Ahmed (2007), la blanchité est une histoire toujours en cours et non finie qui oriente les corps dans des directions spécifiques et affecte comment les corps prennent un espace ou pas (littéralement et au sens figuré). Elle explique que la blanchité fonctionne comme une « mauvaise habitude », une sorte d'arrière-plan, de catégorie considérée comme universelle.

La migrante impolie

En plus des sentiments de ne pas se sentir à sa place et des microagressions dans certains lieux militants, il y a l'expérience de la réduction au silence, comme l'illustre très clairement le cas de Dalia.

Dalia est arrivée à Montréal avec une maîtrise obtenue de son pays d'origine. Ses diplômes et qualifications professionnelles n'ont pas été reconnus à leur juste valeur. Elle a fait un retour aux études à la suite des recommandations insistantes des conseillers en employabilité qui lui ont assuré que pour trouver un emploi au Québec, elle devait absolument avoir une « expérience québécoise ». En effet, à leur arrivée, les personnes migrantes sont confrontées à un système, de travail et d'éducation, néolibéral qui ne permet pas la valorisation des savoirs, diplômes et compétences acquises par les personnes dans leur pays d'origine (Doerr 2020). Cela force plusieurs personnes à retourner sur les bancs de l'université pour pouvoir améliorer leurs chances de se frayer un chemin dans le marché du travail.

Dalia décide de suivre les recommandations de conseillers en orientation et de reprendre les études. Elle s'inscrit dans une maîtrise en médiation interculturelle, car c'est un domaine qui la passionne et dans lequel elle souhaite poursuivre sa carrière professionnelle, déjà riche de plusieurs années de pratique dans le domaine de l'éducation interculturelle dans son pays d'origine. Si au départ elle anticipait une éducation de grande qualité, le contenu et l'approche de l'enseignement reçu dans sa maîtrise l'ont particulièrement troublée par le manque d'esprit critique et de mise en débat de la perspective dominante sur la « bonne intégration » des personnes migrantes au Canada. Elle en parle ainsi :

« Peut-être que quand on habite dans le “troisième monde”, on a plein d'ambitions et toute une idéalisation du “premier monde”. Donc quand j'ai pensé que je vais étudier dans une université canadienne, j'ai dit mon dieu, la qualité de l'enseignement doit être vraiment bon ! Mais j'ai été très surprise en arrivant. [...] il n'y avait pas une approche critique, et chaque fois qu'on pose des questions, c'était compliqué, tu sais. Une fois je suis arrivée à la maison et j'ai pleuré [...] On est en train de former des personnes qui vont travailler avec des immigrants, avec de premières nations, et si on ne donne pas à cette personne une approche critique, si dans cette maîtrise on répète le discours officiel que les immigrants ils doivent se conformer, travailler fort et toute cette histoire coloniale ! [...]. Ça m'a pris beaucoup de travail de faire la maîtrise. » (Dalia)

Du fait de son expérience professionnelle et de ses longues années de militantisme pour la justice sociale et la défense des droits et cultures autochtones dans son pays, Dalia avait un

regard critique sur l'université en tant qu'institution de reproduction et de protection du pouvoir dominant. Comme elle dit :

« il y a toujours un ethnocentrisme dans les universités et l'éducation formelle essaye toujours de cacher les autres savoirs parce qu'ils sont dangereux pour le statu quo, donc pour moi, aller encore une fois ici à l'université c'était déjà, comment dire, je n'étais pas à l'aise avec cette idée. » (Dalia)

Ce retour aux études, un peu forcé, représentait en soi une expérience difficile pour elle, qu'elle n'a entreprise que parce que le système du marché de l'emploi l'exige. Cela dit, elle était loin de se douter à quel point il lui sera difficile d'avoir un débat constructif et de poser un regard critique sur la société. Pour une personne comme elle, avec une longue expérience universitaire et militante en justice sociale, cette expérience a rendu ce retour aux études particulièrement pénible. L'extrait suivant constitue la parfaite illustration de comment elle a été réduite au silence et ses propos minimisés en classe universitaire à Montréal :

« Une fois, j'ai demandé à une prof qui donnait un cours de religion et interculturalité si on pouvait avoir une discussion par rapport à tout ce qui se passe autour de la loi 21. Parce que pour moi c'est important de bien comprendre la loi et puis d'avoir une discussion sur ça dans notre domaine. Elle m'a dit : "c'est pas poli de parler de politique dans la classe" parce que pour elle notre rôle c'est pas politique en tant que médiatrice. J'ai dit mais non ! Si je vais travailler avec des femmes immigrantes qui portent le voile, c'est directement en lien avec mon travail et c'est important de comprendre comment faire dans ce cas. Après elle m'a dit bon si tu es intéressée je vais t'envoyer de la littérature, et bon, j'attends toujours (rires). Mais les profs refusent de parler de ça, et ça a été deux années très dures pour moi. J'ai fini par comprendre que oui c'est ça, exactement comme la prof a dit, que c'est comme impoli de parler de la politique, car c'est comme être en désaccord et signaler les difficultés et les problèmes qu'il y a dans la société, et c'est pas poli. Mais c'est pas poli parce que c'est moi, une immigrante qui fait ça, et ça m'a pris du temps à comprendre ça. » (Dalia)

La lecture de la situation, très tendue à l'époque de la sortie de la loi 21, de la part d'une personne migrante racisée faisant face à un manque de considération et à une insulte en la traitant de malpolie, vient s'ajouter à l'injure que sont ces lois qui sont portées par les groupes dominants. Sa prof lui dit, en classe, que ce n'est pas poli de parler politique.

Dalia poursuit son récit en parlant de la nécessité de se mobiliser contre l'extractivisme à Montréal, au Canada, et ailleurs dans le Nord. Dénoncer l'extractivisme au Nord peut mettre

mal à l'aise, car c'est mettre en lumière et tendre un miroir au centre du pouvoir extractif. C'est montrer les abus et les rapports de surexploitation, de dépossession et de colonialisme qui maintiennent certaines localités dans des positions périphériques et d'autres au centre. Ces rapports extractivistes entre les territoires sont ce qui maintient, entre autres, ce déséquilibre global :

« Pour dire concrètement, toutes ces entreprises minières qu'il y a dans tout le continent de l'Amérique du Sud, cette richesse, c'est une richesse qui est volée à nous. Et je comprends que c'est pas poli de dire ça, je comprends que les personnes sont fâchées, et j'aimerais le dire d'une façon plus polie et j'aimerais que les personnes comprennent ça. Que les réalités du Nord ne sont pas déconnectées des problèmes du Sud, et la migration c'est pas possible de l'arrêter avec des politiques plus restrictives, mais avec la justice ! » (Dalia)

Le fait d'en parler, de contester les lois discriminatoires, tout comme peut l'être mettre en lumière le rôle du Canada dans l'extractivisme, revient d'une part à fissurer l'image que se donne le pays, d'un multiculturalisme harmonieux et pionnier dans le développement durable et le respect de l'environnement et des droits de la personne. D'autre part, cela revient aussi à secouer l'image stéréotypée assignée aux personnes migrantes — femmes de surcroît — qui les confine à être une force de travail sans agentivité politique ou du moins, non militante. La participation citoyenne sous d'autres formes moins contestataires est admise, voire encouragée. Toutefois, l'activisme migrant, quand il porte des revendications de changements de la société d'accueil, est reçu comme un affront. L'espace universitaire était donc un lieu de reproduction du discours officiel sur la migration, qui dans ce cas est celui d'un gouvernement hostile à plusieurs questions qui touchent les groupes marginalisés. La salle de classe devient ainsi dangereusement une chambre à écho politique et un lieu d'écrasement de la subjectivité politique.

Dans un chapitre intitulé « *We've joined the table but we're still on the menu* », Sirma Bilge (2020) formule une critique acerbe des pratiques de diversité dans le milieu académique. En référence à l'expression « *if you're not at the table, you're on the menu* », qui laisse entendre que « si l'on s'assoit autour de la table, en s'autoreprésentant, les choses iront mieux, ou du moins, on ne sera pas avalé vivant » (traduction libre de Bilge 2020, 164), Bilge réfute cette idée. Le constat de Bilge (2020) est que la présence de personnes racialisées à l'université néolibérale (du Nord global) autour de la « table » ouvre des perspectives toxiques de réduction de sa présence à une tokenisation, gage d'une diversité bienveillante. Bilge (2020) explique que le néolibéralisme en tant que projet social a pour objectif de remodeler la société,

y compris les subjectivités. Ce qui se décline aussi en un projet éducatif qui absorbe et neutralise ses propres critiques, notamment ceux qui arrivent des savoirs minoritaires.

De son côté, Ahmed (2021) a travaillé aussi dans son livre *Complaint!* (2021) sur le milieu universitaire. Elle explique que les personnes qui se plaignent de racisme, sexisme, discriminations et harcèlement sexuel sont soit noyées sous les procédures administratives longues et complexes ou, quand elles choisissent de publiquement s'exprimer et se plaindre, font face à des conséquences comme le retrait ou le non-renouvellement de financements, l'absence de soutien institutionnel ou la non-obtention de promotion. Elle explique cela par le fait que la priorisation de protection de l'institution universitaire prime sur la réparation des torts et des transgressions. Dans ce milieu, dominé par la blancheur et le sexisme, les personnes qui portent plainte pour harcèlement ou violence sont accusées d'être non loyales ou d'être des *troublemakers*.

Comme nous avons aussi vu dans le chapitre 3, Sara Ahmed (2021) explique que les personnes migrantes sont soumises à une injonction au bonheur dans la société dans laquelle ils et elles s'installent. Les critiques, notamment du racisme, sont considérées comme une offense. La personne qui critique est considérée comme ingrate, comme une *killjoy*. Se plaindre contre le pouvoir dominant quand on est une personne en situation dominée et/ou minoritaire revient à être des *troublemakers*, dont la loyauté est remise en question (Ahmed 2021).

Comme Dalia est arrivée à Montréal avec une expérience politique et militante dans le mouvement féministe et décolonial acquise dans son pays d'origine. Son regard aiguisé lui permet de rapidement remarquer et relever l'accumulation de stéréotypes qui stigmatisent les femmes migrantes. Elle en parle ainsi :

« Tu sais, il y a tout un stéréotype de la femme immigrante comme des femmes qui n'ont pas d'agentivité politique pour elle-même. C'est le stéréotype de la femme qui arrive pour faire grandir les enfants, qui prend soin de la famille, mais ce n'est pas une femme avec une agentivité politique. D'un autre côté, il y a une perception, même parmi les immigrants. Tu sais, j'ai eu une discussion avec mes amis immigrants sur la question : est-ce qu'on doit s'engager dans la politique dans les pays d'accueil ? Est-ce qu'on a le droit de le faire ? On ne sera pas comme ce mauvais invité qui arrive et fait la critique de toute ? Et pour moi, ça c'est très problématique. Parce que pour moi, la participation politique c'est très important et au contraire, c'est une évidence que les immigrantes sont intéressées à s'intégrer, à participer à construire une société dans le pays d'accueil, sinon ce sera l'indifférence et c'est exactement le contraire. » (Dalia)

Cet extrait met en évidence plusieurs points.

D'abord, la nécessité de prendre en compte les différences de genre qui font que les femmes migrantes soient associées à une figure maternante dont le travail de soin pour sa famille est la principale fonction et qui semble être une fonction exclusive qui ne se conjugue pas avec celle de l'activiste.

Ensuite, il y a cette figure de la personne migrante qui ne doit pas critiquer et ne doit pas s'engager dans des actions de protestation dans la société d'accueil, comme on a vu dans le chapitre 7. Ce stéréotype de l'activisme comme une sorte de zone interdite est internalisé par certaines personnes migrantes elles-mêmes.

Enfin, il y a dans l'extrait de Dalia la considération de l'activisme comme l'expression d'une volonté de prendre part à la construction sociale et politique du lieu de vie. Dalia considère sa volonté de s'engager politiquement et de militer contre le racisme et pour davantage de justice sociale comme l'expression de son intérêt de rendre meilleur son quotidien et l'ensemble de la société, ce faisant. Pour elle, l'inaction est une indifférence aux injustices et aux maux sociaux, ne pas s'engager est synonyme de désintérêt à prendre une part active à l'évolution continue d'une société. C'est une illustration de l'ancrage migrant politisé. C'est ce processus que décrit Dalia quand elle insiste pour participer politiquement, pour critiquer des politiques publiques, des lois discriminatoires, des rapports extractivistes Nord/Sud. En faisant cela malgré l'inhospitalité et par moment l'hostilité des espaces de socialisation politique, en se forgeant une place dans le milieu politique et en tenant à faire évoluer le discours politique entourant extractivisme, migration et racisme, Dalia participe à imposer sur l'agenda militant et politique de Montréal des liens de solidarité et de responsabilité transnationale du Nord face au Sud.

Espaces féministes bilingues

Nejma est polyglotte, elle a appris les bases du français à son arrivée à Montréal. Néanmoins, sa langue de travail et celle dans laquelle elle est le plus à l'aise pour s'exprimer est l'anglais. Nejma est l'une des militantes les plus dynamiques et les plus investies sur le terrain avec les femmes migrantes. Elle est membre d'un collectif féministe anti-impérialiste qui défend les droits et intérêts des femmes migrantes et marginalisées. À ce titre, elle a été choisie pour représenter ledit collectif aux travaux d'une coalition féministe québécoise.

La présence de Nejma dans ce genre de travail de coalition entre groupes féministes est essentielle. Elle apporte une vision, une expertise et une compréhension des iniquités

sociales telles que vécues par les personnes avec qui elle travaille et à travers son propre vécu de femme migrante. Sa place au sein de ce genre de coalition à dominante blanche revêt une importance majeure. En effet, la dissémination de cadrage conceptuel ou de répertoires d'action se fait souvent par la médiation d'individus ou d'institutions qui facilitent le flux de ressource et de concepts, ce sont les *brokers* (Diani 2014 ; Tarrow 2005). Dans le cas de Nejma, elle joue un rôle de *broker*, en effet, mais ce rôle lui coûte en matière de temps, car contrairement aux autres organisations féministes membres de ladite coalition, Nejma et les autres membres du collectif de féministes migrantes sont toutes des membres bénévoles (contrairement aux autres membres de groupes féministes blancs qui, elles, sont salariées de groupes féministes ou syndicaux et pour qui la participation aux réunions fait partie de la liste des tâches salariales). Pour suivre le travail coalitionnel, Nejma doit donc mettre, en plus du temps consacré aux réunions, le temps nécessaire à la traduction des documents lors de la lecture et de la rédaction. Cela rend le travail de *brokering* encore plus long et prenant et celui-ci s'ajoute aux tâches d'introduction et de vulgarisation d'enjeux intersectionnels spécifiques aux personnes migrantes dans le programme politique de ces groupes. À terme, les militantes se fatiguent et le risque de se désengager augmente. Nejma évoque ce point ainsi :

« For quite a few years, I have had simultaneous interpretation that is provided, so that's a big help. But still, you know, for documents like the procès-verbal, etc. I have to put everything in Google. It's a lot. And so there were times when I thought, maybe I should just quit. But in a way, I'm not a quitter. If I am there, I will stay till my term ends or whatever. And because this is a Quebec feminist organization, if it goes on without getting intersectional, it will be disastrous. » (Nejma)

Dans mes observations de terrain, seul un groupe de la nébuleuse est composé de personnes francophones et anglophones qui travaillent ensemble régulièrement et depuis plus de vingt ans, c'est le collectif Femmes de Diverses Origines. Les membres du groupe s'échangent systématiquement les courriels en français et en anglais. On trouve souvent à la fin du courriel une mention « traduit par (un service de traduction en ligne comme GoogleTrad ou DeepL) », ce qui signifie que les personnes s'ajoutent une tâche supplémentaire pour traduire automatiquement leurs propos pour être sûres d'atteindre l'ensemble des membres. Dans les réunions en ligne (pendant la pandémie) ou en personne, et dans les événements du groupe, il y a toujours une interprétation anglais-français (parmi les membres, il y a des militantes qui sont interprètes de métier et qui se portent bénévoles pour assurer la traduction simultanée durant les réunions. Même lorsqu'elles ne sont pas disponibles ou présentes, les militantes bilingues prennent le relais). Dans la marche annuelle du 8 mars que le groupe organise, les discours, les chansons et les slogans sont multilingues. On entend et on lit en français,

anglais, espagnol, arabe, urdu, hindi, bengali, créole et persan entre autres. En mars 2022, sous les températures hivernales montréalaises, la marche du 8 mars prend place à Parc-Extension, un des quartiers les plus diversifiés dans lequel réside une majorité de personnes migrantes, dont une large communauté sud-asiatique. Certain.e.s résident.e.s se sont joint.e.s à la marche, d'autres depuis leur balcon ou sur la porte de leur maison scandaient avec les militantes « Azadi! » en réponse à la lecture d'un poème: *From patriarchy Azadi! from hierarchy-Azadi! from endless violence-Azadi! from helpless silence-Azadi... for self-expression-Azadi! for celebration-Azadi, Right to be : Azadi... Azadi* signifie liberté en urdu et plusieurs autres langues indo-iraniennes.

Dans le chapitre de Geneviève Pagé tiré du livre *Cross-border solidarities* (Conway, Dufour et Masson 2021), l'auteurice explique que l'une des particularités de la communauté féministe francophone de Montréal est que le renouveau du mouvement féministe des années 1960 et 1970 a été concomitant avec la montée du mouvement nationaliste québécois, très investi dans les politiques linguistiques. Cela a eu pour conséquence le développement séparé, à quelques exceptions près, des communautés francophones et anglophones féministes. Les féministes francophones se sont développées en trouvant un ancrage théorique dans les textes produits en France, alors que les anglophones ont été influencées par les théories développées aux États-Unis. On comprend ainsi l'influence du nationalisme sur la communauté féministe francophone montréalaise — qui se positionnait comme groupe opprimé par les anglophones — qui a eu pour effet la négligence historique des féministes racialisées et autochtones et l'absence de discussions sur la domination des Blancs (anglophone ou francophone) sur les autres communautés et les femmes racialisées et marginalisées (Pagé 2021, 125). Les femmes racialisées, dans les années 1960, étaient associées aux anglophones, donc au groupe qui participe à l'oppression des francophones (Pagé 2015), exclues comme actrices politiques et féministes (Williams 1997, Ricci 2015 dans Pagé 2021), ou alors dans le cas des féministes autochtones, elles étaient vénérées comme des figures du passé inexistantes dans le présent comme actrice politique et féministe (Ricci 2015 ; Pagé 2015 dans Pagé 2021). Ce n'est que dans les années 1990 et 2000 que la situation a commencé à changer avec la montée et le renouveau de « zones de contact » (Pratt 1991) de qualité, spécialement entre jeunes féministes plus exposées aux théories anglophones. Le milieu féministe à Montréal est ainsi devenu, selon Pagé (2021), une zone de contact, située dans le temps et l'espace, et imbue d'influences transnationales, translocales et multiscalaires. C'est dans cette zone de contact que la lutte pour intégrer le concept d'intersectionnalité dans le mouvement féministe francophone a pris place (Pagé 2021). Pagé (*idem*) précise que c'est notamment grâce aux féministes racialisées et à leurs alliées dans les années 2010 que le concept d'intersectionnalité est intégré. Bien entendu, on

ne peut ici évoquer ce point sans souligner les travaux qui ont critiqué le blanchiment du concept d'intersectionnalité par les groupes féministes blancs, montrant la complexité des liens entre le milieu académique et activiste féministe (Sirma Bilge et Hill Collins 2022 ; Silma Bilge 2015).

Tensions à l'intérieur des diasporas

Comme présenté dans le chapitre 2, les travaux qui ont porté sur l'activisme de la diaspora ont montré à quel point les pays autoritaires exercent des pressions, notamment de type surveillance et harcèlements sur leurs ressortissants à l'étranger (Moss 2020a; Chaudhary et Moss 2019). En plus de ces pressions et barrières à l'engagement qui arrivent des États, il y a aussi des tensions à l'intérieur des diasporas, entre ses membres et qui peuvent avoir un effet sur l'engagement politique.

Dans l'exemple que je présente ici, les personnes mettent de l'avant comment la diaspora peut constituer en soi un terrain politique bouillonnant et devenir une barrière supplémentaire à dépasser pour les personnes qui veulent exprimer une subjectivité différente de celle dominante dans leur diaspora.

Commençons par le cas de Zahra. Zahra vient d'un pays autoritaire très riche en ressources naturelles, et qui fait souvent face à des mesures de sanctions internationales. La diaspora de ce pays est présente au Canada depuis plusieurs décennies et est très active politiquement. Deux positions divisent cette diaspora. Je les résume ici de façon très synthétique et sans beaucoup de nuances, car le sujet mériterait sans doute qu'on s'y attarde spécifiquement pour en comprendre les subtilités. La première position est radicalement contre le régime en place et cherche à le renverser le plus vite possible et par tous les moyens possibles. Les personnes qui s'inscrivent dans cette posture appellent à des sanctions et à faire pression sur le gouvernement en l'ostracisant. Les personnes qui composent ce premier groupe sont principalement celles qui sont arrivées il y a plusieurs décennies pour fuir un coup d'État. Le second groupe est plus nuancé. Dans le second groupe, les personnes s'opposent au régime de sanctions qui, selon elles, ne fait qu'ajouter à l'isolement du peuple et à ses difficultés au quotidien. Les militant.e.s qui sont sur cette ligne ne sont pas propouvoir en place, leurs positions sont également très critiques vis-à-vis de l'autoritarisme et opposées aux politiques répressives du gouvernement, mais elles jugent que c'est une lutte qui doit être clairement séparée de tout appel à l'ingérence qui est synonyme d'impérialisme et donc rejetée. Zahra est plus proche de cette deuxième position. Cette division sur des sujets aussi sensibles politiquement provoque des tensions très fortes entre les membres de cette

diaspora. Zahra raconte dans cet extrait comment cela a conduit à des entraves à son expression politique dans l'espace public et à des épisodes de harcèlements.

Zahra est très engagée à Montréal dans des collectifs militants féministes, anti-impérialistes et antiguerres. Dans le cadre de cet engagement, elle participe et organise elle-même plusieurs actions de solidarité internationale, comme des rassemblements, des marches, des séminaires/webinaires sur la situation politique au pays. Elle y invite des militant.e.s, chercheuse.s et spécialistes du pays et/ou d'enjeux ad hoc au Canada et dans le pays. Dans l'extrait suivant, Zahra parle d'une manifestation qu'elle a participé à organiser avec son conjoint, lui aussi originaire du même pays ainsi que d'autres groupes contre la guerre, dans le cadre d'une action collective.

« La manifestation qu'on a organisée contre la guerre [...] a été critiquée très fortement par la communauté [du pays d'origine]. On a vécu pendant des mois et des mois des attaques vraiment très très fortes. Nous, on est un organisme qui a participé dans l'organisation de cette manifestation. Mais les autres organismes qui sont plus connus comme Échec à la guerre et Mouvement québécois pour la paix participaient aussi. Pour eux, c'était clair : c'était une manifestation contre l'impérialisme qui encourage la guerre dans cette région-là. Déjà, dans la société occidentale, ce n'est pas une position qui est très entendue et donc quand on organise une manifestation contre le rôle de l'impérialisme dans les tensions dans ces régions-là, il faut garder le focus sur le point qu'on veut montrer : c'est le rôle de l'impérialisme dans ces tensions créées. Et si on ajoute le tout petit élément un peu différent, par exemple, on dit oui, mais le gouvernement [du pays d'origine] joue aussi un rôle, l'attention des médias va aller sur ce petit point qu'on a amené parce que c'est à l'extérieur, ça va permettre d'ignorer le rôle du Canada dans tout ça. Et donc, pour eux [Échec à la guerre et Mouvement québécois pour la paix], c'était clair qu'on ne doit pas ajouter d'autres éléments, même si c'est des éléments pertinents. Il faut garder en tête que nous on a un message pour le gouvernement canadien : il faut parler de son rôle dans la tension et revendiquer une prise de position. C'était donc important de ne pas le mélanger avec d'autres choses. Or, pour la communauté [du pays d'origine], parce que c'est en plus une question très émotionnelle, on a tendance à ne pas voir l'image comme les acteurs anti-impérialistes ou antiguerre le voient ici. On a tendance à vouloir lutter contre le gouvernement dans toutes les occasions qu'on a. » (Zahra)

Le cœur de la discorde réside dans le cadrage du message et de l'objet de la mobilisation pour le pays depuis le Canada et à l'international.

« On a une communauté très très polarisée et qui n'est pas très tolérante. La plupart des gens ne prennent pas position, on ne sait pas ce qu'ils pensent, mais dès que quelqu'un prend position et on n'aime pas ce qu'elle pense, on va l'attaquer [...] Malheureusement, aujourd'hui cette intolérance existe dans la communauté [diaspora] c'est vraiment très fort. [...] Le truc c'est que nous dans la communauté [pays d'origine], et je pense que dans plusieurs autres communautés immigrantes, on a cette dualité impérialiste/droits humains. Donc quand tu mènes des projets ou des activités anti-impérialistes ou anticapitalistes, ça peut être interprété comme si tu es en train d'ignorer ce qui est mauvais dans le gouvernement de ton pays, tu vois ce que je veux dire ? C'est comme si tu es en train de mettre la responsabilité de tout ce qui ne va pas sur le dos de l'impérialisme en négligeant la responsabilité du gouvernement du pays. Ce qui n'est bien sûr pas le cas, mais c'est pour ça que j'ai été critiqué en partie. Ce n'est pas une idée populaire [l'anti-impérialisme], on a tendance à mettre tout sur le dos du gouvernement de notre pays et ne pas voir le rôle que jouent les pouvoirs internationaux. » (Zahra)

Pour Zahra et les personnes qui militent avec elle, l'action politique transnationale de la diaspora est contrainte par les priorités des luttes à l'échelle locale, c'est-à-dire que l'organisation de ladite manifestation à Montréal avait pour objectif de s'adresser au gouvernement canadien pour revendiquer un retrait du Canada et des États-Unis du pays. Cette revendication étant également portée par d'autres groupes canadiens et québécois anti-impérialistes et antiguerre. Zahra s'est alliée avec ces groupes-là pour amplifier la voix des personnes qui s'opposent à une intervention impérialiste. Ainsi, cette tension a eu pour effet de renforcer la subjectivité politique anti-impérialiste de Zahra et l'a orientée vers un milieu militant qui est en ligne avec ses positions politiques et qui ont les mêmes analyses des rapports de pouvoir globaux. Elle a ainsi développé un sentiment d'appartenance aux groupes anti-impérialistes locaux plus fort que celui avec sa diaspora qui, en plus d'être en désaccord avec elle idéologiquement, lui fait subir des attaques et du harcèlement. Ce sentiment d'appartenance est aussi un moteur d'engagement comme elle dit ici :

« en faisant des activités comme ça [anti-impérialiste et antiguerre], je me retrouve avec des gens qui pensent comme moi. Et ça, c'est comme si on peut s'identifier à un groupe de gens qui, tu sais, des fois je me sens mieux avec ces groupes, ces gens-là, que quand je suis parmi des gens de ma propre communauté ethnique. En fait, ça donne de la force de voir qu'il y a d'autres personnes qui pensent comme toi et ça donne l'espoir aussi qu'on peut changer les choses. » (Zahra)

La polarisation très forte au sein de cette diaspora a aussi des impacts sur le plan de l'action de solidarité internationale à Montréal. Dans l'entrevue avec Nassira, une féministe anti-impérialiste (qui ne fait pas partie de la diaspora du pays de Zahra), lorsque dans son entrevue on aborde des exemples de défis qu'elle a rencontrés dans son expérience militante transnationale à Montréal, elle a rapidement pensé à cet exemple avec la diaspora du pays d'origine de Zahra. Les membres du collectif de féministes migrantes auquel appartient Nassira accueillait aussi des féministes de cette diaspora-là, qui sont également confrontées à cette polarisation.

« On avait eu une manifestation quand il y avait la menace d'invasion de [pays Zahra]. Une manifestation contre la guerre et l'ingérence et puis des gens étaient venus qui s'opposaient au fait qu'on s'opposait à l'ingérence américaine parce qu'ils voulaient que les forces internationales interviennent. Tu sais, c'est toute des gens de la gauche ! Alors tout ça a donné lieu à une grande chicane à l'intérieur de chez nous (collectif féministe). Parce qu'on avait aussi des femmes des 2 camps. Puis on a déjà eu des éclatements, sur la question des femmes [dudit pays] par exemple. C'était vraiment quelque chose ! Et puis on a tenu un webinaire spécial sur les mouvements des femmes en [pays] parce que, à cause de ça, on a failli avoir une grande chicane là-dessus. [...] C'est pour ça qu'on a eu cette conférence dédiée au mouvement des femmes en [pays], parce qu'il y en avait qui disaient que la question des femmes a toujours été utilisée comme prétexte pour intervenir, puis ce n'est pas faux. Mais voilà, c'est le genre de choses où y'a des divisions qui surgissent, et c'est des discussions politiques qui ne sont pas de la petite bière ! » (Nassira)

En effet, ces tensions sont très fortes et les positions des deux groupes de gauche à Montréal sont opposées sur plusieurs points qui sont au cœur de la solidarité internationale comme la solidarité féministe internationaliste et les limites du rôle des États. Toutes des questions qui touchent aussi aux rôles et limites des collectifs militants transnationaux.

Ce n'est pas juste à Montréal que cette situation existe. Dans son livre « Démanteler les frontières, contre l'impérialisme et le colonialisme », Harsha Walia (2013) parle d'une situation similaire avec la diaspora iranienne à Vancouver. Elle explique que les tensions à l'intérieur de cette diaspora iranienne créent des situations complexes pour les groupes qui souhaitent se solidariser avec les réfugié.e.s tout en gardant une position anti-impérialiste. Walia revient spécifiquement sur son expérience militante avec le réseau anti-frontières et anti-impérialiste *No one is illegal* (NOII) à Vancouver. Le réseau NOII fait un travail de terrain pour soutenir directement les réfugié.e.s et les migrant.e.s de manière inconditionnelle. Dans le cas des réfugié.e.s qui ont fui l'Iran en tant que dissident.e.s politiques et se sont retrouvée.s au

Canada, NOII se retrouve devant une des difficultés du travail d'alliance. En effet, les réfugié.e.s iranien.ne.s ont pour objectif et devise « À bas le régime islamique d'Iran ». Ainsi, dans leur quête pour amplifier leurs voix et augmenter la portée de leurs objectifs, ces réfugié.e.s, bien qu'ils et elles soient politiquement de gauche, s'associent souvent avec des acteurs impérialistes anti-iraniens tels que des politiciens du Parti conservateur du Canada. Cette situation place NOII dans une dynamique complexe. Les activistes de NOII se retrouvent face à la question : comment soutenir les réfugié.e.s menacé.e.s d'expulsion vers l'Iran, en respectant leurs douloureuses expériences sous le régime iranien, mais sans pour autant se rendre complices des politiques impérialistes ? La réponse empirique fut que NOII a soutenu le groupe de réfugié.es iranien.ne.s en participant à certaines de leurs actions sauf celles dans lesquelles le groupe prenait la parole lors d'événements qui font la promotion de l'islamophobie ou la guerre contre l'Iran. Walia (2013, 230) explique que « la solidarité n'est pas un geste passif. Il s'agit d'un rapport de réciprocité qui nous oblige à rester clairs et cohérents lorsque nous communiquons nos inquiétudes relatives à la décision de s'aligner avec des forces pro-impérialistes ».

Un deuxième exemple est celui d'Achraf. À son arrivée à Montréal, Achraf a d'abord cherché à s'impliquer avec la diaspora de son pays. Il se retrouve confronté à une diaspora divisée en deux grands groupes, à l'instar de la société qu'il avait quittée. En plus de cette division, il y a une grande méfiance entre les membres de chaque groupe :

« J'ai essayé d'abord de voir la communauté [pays d'origine] comment elle est organisée. J'ai trouvé que c'est toujours le même problème, les 2 communautés sont là, elles sont vraiment présentes, mais elles se regardent encore en chiens de faïence, chacun a peur de l'autre. »

Ce climat de méfiance constant a fini par repousser Achraf. Il s'est tourné vers une organisation de solidarité avec les personnes migrantes, qui porte des analyses politiques globales anti-impérialistes, tout en étant active localement auprès des personnes migrantes, toutes nationalités confondues. Achraf continue à rester informé sur ce qui se passe dans son pays, mais il ne s'implique pas avec les organisations diasporiques.

Ces exemples montrent que les tensions internes qui existent à l'intérieur de diverses diasporas peuvent finir par repousser les personnes en dehors de l'engagement auprès de la diaspora et inciter celles-ci à aller chercher d'autres espaces plus accueillants. Les travaux présentés dans le chapitre 3 sur le « *voice after exit* » traitent de la question de l'activisme de la diaspora surtout en observant le groupe et non pas les individus. Ici, les récits des personnes montrent la multitude de voix qui existent après la sortie. Ces tensions exercent

une influence sur les parcours d'engagement des individus. Quand des voix cherchent à dominer et invisibiliser d'autres, cela reproduit des modèles de domination qui rappellent ceux qui existent dans le pays d'origine. En effet, quand une personne est en désaccord avec la position politique dominante dans la diaspora, la personne est poussée à faire un choix : soit de rester ou quitter le groupe, de continuer à s'engager, mais autrement et avec d'autres groupes, de créer un groupe différent en parallèle, de renforcer les liens avec des groupes dans le pays d'origine ou de délaisser l'action locale à Montréal. Les choix vont être déterminés par plusieurs facteurs, par exemple le degré d'attachement à la cause à défendre, la perception du coût de l'engagement en termes de risques (surtout quand il y a du harcèlement et des menaces sur les personnes), la disponibilité biographique de la personne, et les ressources alternatives pour l'engagement qui existent dans la ville.

2- La vie, c'est ici maintenant

« Après avoir réfléchi, j'ai dit oui je suis de là-bas, mais je suis là maintenant. Je suis ici, donc il faut travailler ici. Parce que le capitalisme, il est ici. » (Jamila)

La question qui guide cette recherche est, je rappelle, la suivante : comment le vécu des personnes migrantes, en matière d'ancrage et de socialisation dans les espaces militants, participe-t-il à définir leur engagement individuel et leur subjectivité face à l'extractivisme ?

Dans les chapitres précédents, on a vu comment les personnes migrantes participent, créent et maintiennent le dynamisme d'espaces politiques transnationaux de la nébuleuse de lutte contre l'extractivisme à Montréal. En s'y engageant, les personnes contribuent à ces espaces et pratiques militantes en y apportant leurs savoirs. Aussi, en s'y engageant, ces espaces contribuent à façonner la subjectivité politique des personnes migrantes. Les personnes se sentent, ou pas à leur place dans certains espaces, ce qui les pousse à les transformer, à les abandonner et à en créer de nouveaux, ou à continuer à chercher d'autres espaces, d'autres rencontres dans lesquels l'expression politique peut s'épanouir. Le sociologue Abdelmalek Sayad, un des pionniers des études sur la migration, disait que « Exister, c'est exister politiquement ». Dans le cas des personnes migrantes, cette existence politique passe par des expériences caractérisées par la transnationalité de leur vécu et de leur quotidien (comme on a vu dans les chapitres 6 et 7). En mettant l'accent sur l'expérience d'espaces politiques antiextractivisme, cette recherche permet de mettre en lumière à quel point les espaces de socialisation politique, à travers les interactions sociales qui y prennent place, contribuent à façonner et cristalliser une subjectivité politique migrante. La proposition conceptuelle d'ancrage migrant politisé (chapitre 3), c'est-à-dire ce lien entre l'expérience d'activisme

transnational et l'expérience d'ancrage à travers laquelle la personne migrante se fait une place dans la ville et contribue à transformer aussi la ville, permet d'illustrer ce processus.

Dans cette section, je propose des points clés du processus de formation de la subjectivité politique migrante face à l'extractivisme, avant de récapituler des constats analytiques plus transversaux.

La subjectivité politique migrante face à l'extractivisme

Dans le chapitre 6, les récits des parcours d'engagement et de migration montrent les moments forts et les espaces qui marquent les personnes et contribuent au façonnement de leur subjectivité politique transnationale face à l'extractivisme. Dans cette section, je reviens sur quelques points clés que le parcours de Jamila me permet d'illustrer, à savoir : l'expérience de la migration et ce que cela induit en matière de changements de rapports face aux territoires d'extraction au loin et aux territoires d'exploitation et de militance, Montréal dans ce cas-ci, où la personne vit et commence à militer. L'action de l'engagement politique à Montréal permet de développer un réseau social et politique, de participer à créer et/ou à développer et maintenir des pratiques militantes transnationales ainsi que des espaces de militances. Ce faisant, les activistes migrant.e.s contribuent par leurs actions, leurs pratiques militantes, comme par exemple la mise en récit de leurs histoires, à agir sur le milieu politique anti-extractivisme, à repousser les imaginaires politiques des luttes.

Jamila vient d'une famille très politisée et très affectée par la répression violente et les assassinats politiques. Elle a commencé à s'impliquer politiquement il y a plus de vingt ans, à l'université, au début de sa vingtaine, dans le mouvement étudiant dans son pays. D'abord dans un parti de gauche, puis quand elle a commencé à travailler en tant qu'enseignante d'histoire et d'économie, elle est devenue dirigeante syndicale. Jamila a milité de diverses manières au Parti et au syndicat. Elle a écrit des articles dans le journal du Parti, a consacré son travail de fin d'études à la documentation de la mémoire historique du Parti, elle a participé à l'organisation de diverses activités d'éducation populaire du Parti, notamment en lien avec les violences contre les femmes et les communautés autochtones dans les quartiers urbains de sa ville natale. Elle est arrivée à Montréal il y a environ cinq ans. Quitter son pays natal a été un déchirement pour elle, un arrachement. Dans l'extrait suivant, elle raconte comment elle a vécu son arrivée à Montréal, alors qu'elle était très impliquée dans la vie politique et sociale et que l'engagement politique faisait partie de son quotidien, et ce que ça lui a fait poser comme question :

« Moi je ne me sens pas Québécoise. Je ne suis pas Québécoise, je ne suis pas Canadienne. Je suis resté plusieurs mois en me disant moi je ne veux pas rester ici, moi je suis de là-bas, je dois rester là-bas. Mais après ça, après avoir réfléchi j'ai dit oui je suis de là-bas, mais je suis là maintenant. Je suis ici, donc il faut travailler ici. Parce que le capitalisme, il est ici. Toute la situation des violations des droits ils sont ici. J'ai compris l'internationalisme ! » (Jamila)

Cet extrait met en évidence le processus réflexif douloureux qui produit la subjectivité politique migrante de Jamila. Jamila, qui a travaillé toute sa vie intensément sur le terrain, dans les quartiers urbains de sa ville natale en portant un projet politique, voit son quotidien basculé et se retrouve à des milliers de kilomètres des espaces et des personnes qui comptent le plus pour elle. Passés les premiers mois de la douleur migratoire et après un travail réflexif sur les liens entre les territoires extractifs connectés par l'exploitation capitaliste et l'impérialisme, elle en arrive à deux conclusions. La première est dans l'extrait ci-dessus, sur l'internationalisme et c'est ce qui va la pousser à s'engager dans des actions transnationales antiextractivisme depuis Montréal, un centre symbole du pouvoir capitaliste. La seconde, que je présente ci-dessous, c'est celle de la prise de conscience que son quotidien est désormais à Montréal, et qu'elle peut y participer et y avoir un impact par l'action politique.

« La majorité des gens qui sont des immigrants vont dire non moi je suis ici parce que j'ai besoin d'argent, je dois travailler et tout ça. Mais il faut qu'il y ait des liens ! Oui, c'est sûr que tu n'es pas Canadienne, mais tu manges canadien, ton travail, tes filles, tes fils sont là. Ta vie est ici maintenant. Donc c'est pour ça qu'on va essayer de changer les conditions matérielles de, où est-ce qu'on est. Il y a beaucoup d'immigrants qui ne veulent pas voter, mais la démocratie c'est plus que ça et elle est là. » (Jamila)

Une fois l'acceptation du fait que la vie est ici maintenant, Jamila reprend son habitude de travail de terrain. Elle commence à chercher des actions de bénévolat et se renseigne auprès de son entourage. Un ami militant politique qui a aussi cherché refuge à Montréal lui conseille de lire la revue *Caminando* du CDHAL. Elle commence à la lire, puis à se renseigner sur leur travail et décide de se joindre à leur équipe de bénévoles. Elle commence à s'engager en organisant des ateliers d'éducation populaire dans son quartier d'habitation. Cette action à l'échelle du quartier lui permet de développer un premier réseau local social et militant.

« On peut créer des liens avec des filles de notre quartier et s'organiser, voir des films, faire des formations avec les femmes, les filles, etc. Je trouve que des actions

quotidiennes — oui on a la tête sur le pouvoir à la fin —, mais la quotidienneté c'est la vie ! La vie c'est aujourd'hui, c'est ici avec le quartier, les gens du quartier. » (Jamila)

Cette tranche du parcours de Jamila illustre de manière très concrète ce que je propose de qualifier d'ancrage migrant politisé. Sa subjectivité politique migrante s'est formée dans la douleur de l'arrachement à son pays pour des causes politiques et en lien avec la lutte antiextractivisme. Elle prend conscience que son quotidien est à Montréal et qu'elle peut agir localement, tout en gardant en tête et dans le cœur la lutte pour la défense de territoires sous l'emprise de l'extractivisme. Elle agit à l'échelle locale, au niveau du quartier, ce qui lui permet de développer des liens et une meilleure compréhension des enjeux politiques et sociaux locaux. En parallèle, son implication avec un collectif militant transnational antiextractivisme lui permet de maintenir son engagement à distance. Elle contribue aussi à l'évolution du collectif à Montréal en y introduisant son propre réseau transnational à elle, ses connaissances du mouvement social et du paysage politique de son pays ainsi qu'en apportant des idées d'actions, notamment d'éducation populaire à mettre en place à Montréal.

Une fois ce processus d'ancrage migrant politique entamé, Jamila affine la manière dont elle perpétue son engagement transnational. En plus de son implication avec le collectif militant déjà existant, elle décide de créer avec son conjoint une branche locale du parti politique auquel les deux appartiennent. Elle dit :

« Je ne peux pas être moi-même sans avoir ma tête là et pas tout le temps là-bas. Donc je suis ici, les gens existent ici. Mais c'est comme si la conscience que j'ai essayé d'avoir avec les gens de [pays d'origine] et en général avec les gens de l'Amérique latine, ce lien, c'est comme une obligation historique pour moi. C'est sûr que je ne peux pas changer tous les problèmes qui existent à cause de l'extractivisme et de l'impérialisme, mais aussi je me rendais compte que je suis avec mon chum, nous sommes les seules personnes du [Parti] ici à Montréal. Donc je me rendais compte que si on n'existait pas ici, il n'y aurait pas ce processus ici. » (Jamila)

Ce processus, c'est d'établir une branche locale d'un réseau politique transnational constitué par la diaspora du Parti, vivant en Amérique du Nord. Elle compare cette action transnationale avec celle du CDHAL, dont les actions et l'existence sont une condition pour créer un espace (physique et cognitif) qui porte la voix des personnes qui luttent en Amérique latine contre les violences induites par les puissances capitalistes :

« C'est la même chose avec le CDHAL, si le CDHAL n'existait pas, ça n'existerait pas aussi montrer la lutte des gens-là. Donc oui c'est comme une obligation éthique de

respect que de travailler avec ces personnes-là. Et je ne suis pas capable d'oublier toute ma vie, toute, tout mon territoire avec les gens qui sont là-bas et avec les gens qui ont vraiment les problèmes, mais qui eux sont restés là-bas. Ce n'est pas facile d'avoir des liens. » (Jamila)

En effet, le travail de solidarité et de mise en lumière des luttes locales et des mouvements sociaux antiextractivisme n'est pas facile, mais c'est grâce au travail des collectifs de base, comme le CDHAL notamment, que certaines voix sont relayées et entendues à Montréal et ailleurs. Le travail du CDHAL et des autres collectifs militants remplit cette fonction de manière transversale en soutenant les mouvements sociaux dans plusieurs pays d'Amérique latine. Le travail que réalise Jamila avec les collectifs militants et avec ses camarades du Parti de gauche ouvre des espaces politiques à Montréal qui se connectent à d'autres en Amérique du Nord pour amplifier des voix qui autrement auraient plus de difficultés à se faire entendre au Nord.

Bien entendu, ce processus d'ancrage migrant politisé n'est pas sans difficulté. Plusieurs barrières évoquées par les personnes rencontrées sont détaillées dans les chapitres 5 et 7, comme le racisme, les microagressions, la réduction au silence, l'invisibilisation, la non-reconnaissance des diplômes et acquis professionnels qui force au déclassé social. En plus de ces embûches déjà décrites, Jamila évoque aussi des exemples spécifiques des difficultés du travail militant de solidarité transnationale. Le premier est le défi de maintenir des liens solides avec les mouvements sociaux à distance et d'en créer de nouveaux. Le second est une tension qui existe à l'intérieur des groupes militants de gauche, qui rappelle celles qu'on a vues dans la section précédente concernant des diasporas. Jamila décrit cette tension comme une compétition perpétuelle pour correspondre le mieux à un idéal de gauche :

« Ce n'est pas facile d'avoir des liens. Chaque jour d'appeler les organisations du Mexique, de la Colombie, du Guatemala et tout ça, c'est vraiment difficile d'avoir ces liens. De trouver de nouveaux liens avec les gens d'autres sociétés civiles et tout ça, c'est vraiment un processus vraiment difficile à faire. Et aussi c'est vraiment compliqué, quelquefois la façon comment on fait la politique en [dans son pays d'origine] parce qu'il y a des gens qui pensent : je suis de gauche, je suis plus de gauche que les autres qui sont aussi de gauche. C'est un peu difficile à exprimer, mais oui c'est ça aussi. » (Jamila)

Un autre défi de l'activisme transnational antiextractivisme, est lié au fait que c'est une lutte menée par une nébuleuse regroupant plusieurs acteurs avec des sensibilités et orientations

politiques différentes (voir chapitre 5), tels que les groupes féministes, anti-impérialistes, anticapitalistes, religieux de charité chrétienne, etc. Jamila, par exemple, parle de son expérience dans cette nébuleuse avec pragmatisme.

« Maintenant je dis la chose importante c'est l'objectif. Si on peut contribuer de quelque façon à montrer, à faire une dénonciation, aider quelqu'un, c'est ça le plus important, plus que les idéologies. Le CDHAL comme tu sais est né des personnes religieuses, des pères et tout ça, pas maintenant, mais le CDHAL est né comme ça. Moi, imagine, moi je suis communiste ! (rires), mais je travaille toujours avec des personnes qui parlent de la théologie de la libération et de l'éducation populaire de Paulo Freire et tout ça. Donc pour moi c'est comme en dehors d'une idéologie unique tout ça. Et y a aussi les différentes perspectives de féminisme, c'est important ici et moi je suis d'Amérique latine, moi je trouve que quelques idées de féminisme des femmes blanches c'est différent, mais il y a des choses qu'on construit ensemble. Donc c'est sûr que ce n'est pas facile, mais aussi comme on a l'objectif c'est faire une tournée de vidéo [contre le barrage de l'Ituango] et on a fait ça, donc l'objectif c'était le plus important à atteindre. » (Jamila)

Pour Jamila, le travail de coalition peut réussir lorsqu'il y a un objectif commun et un projet concret pour le porter ensemble. Dans son exemple, il s'agissait d'un travail en partenariat avec des groupes de solidarité transnationale, féministe, d'éducation populaire et le CDHAL pour réaliser une campagne pancanadienne de solidarité antiextractivisme.

Jamila a aujourd'hui constitué un large réseau social et militant, localement à Montréal et au niveau pancanadien, notamment à travers les réseaux diasporiques partisans, tout en maintenant de forts liens transnationaux avec l'Amérique latine. À travers son activisme, elle participe au dynamisme de la vie politique montréalaise et crée des espaces urbains transnationaux qui connectent Montréal à d'autres localités au Canada, aux États-Unis, dans le pays d'origine de Jamila et plus largement avec l'Amérique latine.

Ces tranches du parcours de Jamila montrent plusieurs aspects concrets du processus d'ancrage migrant politisé. D'abord à travers la formation de sa subjectivité politique migrante, dans la douleur de la distance. Puis la réalisation qu'il est possible d'avoir une existence politique locale et transnationale à travers l'engagement à ces deux niveaux (local et transnational). Cet engagement permet de développer un réseau local militant qui contribue à l'ancrage politique de la personne, comme on a vu dans le travail de Hansen (2019) présenté dans le chapitre 3. De plus, une fois que les personnes se familiarisent avec la ville, ses réseaux, ses ressources et ses barrières, certaines personnes vont plus loin et créent de

nouveaux espaces militants transnationaux ou transforment des espaces existants. Ce faisant, ces dynamiques participent à l'effervescence de la ville.

« Nous sommes ici parce que vous étiez là-bas »

Dans le récit de Thawra, un des moments qui a fortement marqué son parcours politique est sa participation à la conférence internationale des activistes antiracistes, le Bandung du Nord en 2018 (voir chapitre 6). Dans le discours de clôture de cette conférence, prononcé par les chercheuses-activistes antiracistes Nacira Guénif, Houria Bouteldja et Angela Davis, il y a le passage suivant sur la lutte des personnes migrantes, venant du Sud et habitant au Nord²⁸ :

« Nous sommes ici parce que vous étiez là-bas, dit un slogan antiraciste bien connu. Aujourd'hui, de larges communautés du Sud global vivent au sein des métropoles du Nord. Sur 800 millions de personnes vivant dans ces pays, on estime le nombre de non-Bancs à 160 millions. Qu'ont-ils en commun ? Une expérience du racisme éprouvé sous toutes ses formes, comme un continuel rappel à leur héritage colonial. Mais qu'on ne se méprenne pas. Le racisme dont il s'agit ici ne concerne pas seulement celui qui ravage l'âme de certains individus ni même celui qui perpétue les multiples discriminations liées à la couleur de peau. Il concerne surtout celui qui organise l'ensemble des rapports sociaux, qui hiérarchise les différents groupes en fonction de leur appartenance raciale, culturelle et religieuse, et qui prend forme et racine au sein des institutions économiques, sociales, politiques et culturelles de nos sociétés modernes. »

Cet extrait rejoint un constat analytique qui ressort de mes analyses transversales et que je souhaite souligner dans cette section. C'est l'utilisation du déplacement des corps comme élément politique central dans la problématisation des liens entre l'extractivisme, l'impérialisme et la migration (comme présenté dans le chapitre 1 et dans les définitions de l'extractivisme par les activistes dans la 1^{ère} section du chapitre 5).

Les récits des corps déplacés repoussent les imaginaires des luttes

Comme on a vu dans le chapitre 1, l'extractivisme, l'impérialisme et la migration peuvent être pensés ensemble. En faisant ces liens, les luttes contre l'extractivisme politisent et placent

²⁸ Balado « Hors-Série » enregistrement en accès libre « Bandung du Nord (part.1) » <https://www.hors-serie.net/En-acces-libre/2018-08-04/Bandung-du-Nord-part-1-id320> (consulté le 16.09.2020)

au-devant de la scène les imbrications entre les luttes sociales, écologiques, décoloniales/territoriales. En mettant ces liens de l'avant, ce sont aussi les multiples formes d'injustices et d'inégalités ancrées dans l'histoire coloniale qui sont mises de l'avant. En faisant cela, les activistes repoussent les imaginaires des luttes en proposant de sortir des cadres limitants des luttes étroitement environnementales par exemple. En effet, comme le rappelle Malcom Ferdinand (2019) dans son livre *Une écologie décoloniale*, le mouvement environnemental occidental contemporain a tendance à effacer la réalité historique et politique à l'origine de la dégradation et l'urgence climatique dans laquelle nous nous trouvons. Ferdinand (2019) rappelle que les puissances coloniales européennes ont colonisé en imposant un « *habiter colonial* » des territoires basé sur un système sociopolitique hiérarchique (et binaire : humain/non-humain ; blanc/racialisé ; centre/périphérie...) qui a engendré une destruction environnementale et humaine par l'exploitation massive des territoires et populations autochtones, esclavagisées et colonisées.

Le mouvement anti-extractiviste, en mettant de l'avant le lien entre les déplacements des corps par les migrations et l'exploitation massive et violente des territoires, facilités par les processus coloniaux permettent de dépasser les limites du mouvement environnemental et élargissent les horizons des luttes. Lorsque les activistes migrant.e.s prennent la parole dans les actions politiques (rassemblements, marches, rencontres, conférences, balados, etc.), ils et elles racontent souvent leurs propres histoires de migration pour cadrer leurs discours politiques. Ce faisant, le corps déplacé devient un outil politique qui témoigne des violences de l'extractivisme et invite à relier les luttes en liant les territoires (de départ et d'arrivée). En effet, les territoires d'extraction et les territoires de consommation sont liés de fait par les flux matériels des matières qui y circulent, mais ils sont aussi liés par les tissus transnationaux que les personnes migrantes créent et maintiennent. Les luttes transnationales contre l'extractivisme forcent ainsi à sortir des limites des frontières des États-nations et aussi toutes les autres frontières symboliques qui enferment les luttes dans des silos qui limitent les imaginaires politiques.

Dans un manuscrit non publié que Dalia a partagé avec moi (Récit 6, chapitre 6), la militante féministe à FDO et au CTI écrit son ressenti dans ces espaces transnationaux de luttes, en employant une description imagée, des bras dépassant les frontières et créant des ponts entre territoires en luttes face à une matrice d'oppression :

« Malgré le projet global de mort que le capitalisme et le patriarcat ont pour nous, nous rions, nous nous réunissons, nous nous parlons dans toutes les langues que nous connaissons et nous inventons même de nouvelles langues, pour pouvoir nous parler. Nous transnationalisons nos luttes, et amenons à Montréal la douleur de nos peuples,

qui souffrent au loin dans nos pays d'origine face à l'indifférence du premier monde. Le monde est ici, nous sommes le tiers monde, le sud vivant au nord, nous sommes un pont comme dirait Gloria Anzaldua, nous sommes des bras qui dépassent les frontières. » (Dalia - manuscrit non publié)

Ce Sud vivant au Nord crée et développe les espaces politiques transnationaux de lutte. Cette existence politique est aussi l'expression du refus d'être réduit à un chiffre servant des intérêts économiques annoncés dans des politiques migratoires. C'est l'expression d'une subjectivité politique. Cette subjectivité politique se développe, s'affirme et se revendique en dépit des nombreux obstacles que les personnes vivent au quotidien dans les espaces de socialisation, comme on a vu dans le chapitre 7.

Dans son récit, Jamila dit « si le CDHAL n'existait pas, ça n'existerait pas aussi montrer la lutte des gens-là [en Amérique du Sud]. ». En effet, si le CDHAL et les autres espaces de luttes transnationales n'existaient pas, peut-être que ces luttes auraient eu moins de visibilité. Mais si le CDHAL, le Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants, Femmes de Diverses Origines ainsi que tous les autres espaces d'activisme transnational existent, c'est parce qu'il y a des personnes qui les font vivre, les maintiennent et les développent.

« Nous ne partons pas de zéro »

Les relations entre activistes prennent place dans des espaces politiques qui rassemblent et rassemblent les activistes. En plus de cette dimension spatiale, il y a aussi une dimension temporelle à ces espaces. Les activistes qui y arrivent sont invités à reprendre des flambeaux que d'autres ont portés avant.

Dans son manuscrit, Dalila présente une réflexion sur son expérience d'activiste féministe migrante à Montréal. En partant de sa propre expérience, elle fait une auto-ethnographie dans laquelle elle souligne l'importance des espaces politiques comme celui de FDO lors de son arrivée à Montréal et plus largement dans son parcours de vie. Elle parle d'un héritage politique qu'elle a trouvé et qu'elle souhaite porter, puis transmettre à la prochaine génération de féministes migrantes :

« Cet héritage nous permettra, à nous, les nouvelles générations de femmes immigrantes, d'avoir la certitude que nous ne partons pas de zéro, mais que nous continuons un processus de longue date dont nous pouvons tirer des enseignements et auquel nous pouvons contribuer. » (Dalia, manuscrit non publié)

En effet, l'existence d'espaces militants comme le collectif Femmes de Diverses Origines qui met en réseau des activistes migrantes dont plusieurs ont à leur tour fondé ou sont membres actives d'autres espaces diasporiques, comme le Centre Communautaire des Femmes Sud-Asiatiques (*SAWCC*), l'organisation des femmes philippines (*PINAY*), la Maison d'Haïti, *Migrante*, le collectif des féministes palestiniennes et bien d'autres. FDO est un espace qui met en lien différentes générations de féministes migrantes. C'est un lieu qui permet à ces féministes de se retrouver, de parler, de discuter des problèmes structureaux et ceux d'actualités, de s'organiser, de planifier et de réfléchir ensemble aux différentes manières de résister aux oppressions. Ce genre d'espace facilite l'engagement politique des personnes qui y trouvent un collectif composé de personnes vivant des expériences politiques similaires et faisant face à des obstacles qui leur sont familiers. En ce sens, les pionnières qui ont créé ces espaces ont ouvert la voie à celles qui y entrent aujourd'hui et y poursuivent le travail politique.

En plus des lieux de luttes des féministes migrantes, il y a aussi les lieux de défense des droits des personnes migrantes, comme le Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants et Solidarité Sans Frontières. Pour commencer avec l'exemple du CTI, il y a, dans la présentation du milieu politique transnational montréalais (chapitre 5) ainsi que dans le récit de Nassira (chapitre 6), les éléments de la genèse de création du CTI et son importance pour l'organisation politique des personnes migrantes travailleuses à Montréal. Nassira se souvient des circonstances entourant la création du Centre :

« Aussitôt que les travailleurs parlaient syndicats dans ou aux alentours de l'usine là, pssst ! Ils se faisaient renvoyer ! C'était vraiment très très répressif. Et puis c'est là où a surgi l'idée du besoin pour les travailleurs d'avoir un espace dans la communauté pour s'organiser en dehors des murs de l'usine parce que c'était trop dangereux. Alors c'est de là qu'est venue l'idée du Centre des Travailleurs Travailleuses Immigrants. »
(Nassira)

Ce besoin d'avoir un espace physique dans lequel se réunir et s'organiser pousse les personnes à se forger un espace, dans le cas du centre, un espace physique d'abord pour se retrouver en dehors des usines. Ensuite, cet espace physique de rencontre est le lieu dans lequel ensuite de nouvelles idées ont émergé, notamment par exemple, le besoin de constituer un groupe dédié à la défense des droits des femmes et leur permettant de parler des agressions et violences spécifiques auxquelles elles doivent faire face, en collectif. De là est né par exemple le comité femmes de l'Association des Travailleurs et Travailleuses d'Agence de Placement (ATTAP) et le collectif Femmes de Diverses Origines (FDO).

Les espaces liminaux de rencontres entre activistes

Pour illustrer ce point, je rappelle un passage du récit d'Achraf. Achraf a représenté SSF dans les réunions d'une large coalition pour préparer une action collective pour la justice climatique à Montréal. Achraf se souvient de cette expérience ainsi :

« L'expérience que j'ai eue au Canada c'est qu'il y a une certaine jeunesse blanche aujourd'hui qui se lève et je dis qu'il faut aller à la rencontre de cette jeunesse blanche, parce qu'il faut qu'elle comprenne que si elle a peur pour l'environnement, il faut qu'elle essaye d'aller au fond de la chose. Pourquoi cette peur ? Est-ce qu'elle doit s'arrêter à sauver l'environnement ? Comment sauver l'environnement ? [...] Pour leur faire comprendre que leurs peurs sont légitimes, mais est-ce qu'ils vont vraiment essayer d'élargir leur pensée ? Aller un peu plus loin, plus au fond ou bien est-ce qu'ils ont pensé juste "l'Occident" qu'ils connaissent ? Est-ce qu'ils ont pensé que cette justice climatique qui est extrêmement importante pour eux, est-ce qu'elle est liée à la migration ? [...] J'ai posé un certain nombre de choses et j'ai trouvé qu'ils étaient vraiment intéressés par ce discours. Donc je me dis qu'on a aussi, nous combattants de la justice sociale et qui sommes intéressés aussi par la justice climatique, parce que c'est pas une chose à négliger, c'est extrêmement important [...] il faut discuter avec eux. Il faut leur faire comprendre. [...] Cette rencontre a déclenché en moi quelque chose d'extrêmement important : c'est de savoir qu'il y a vraiment des gens qui doivent comprendre mon combat [...] quand j'ai accès à cette couche, je lui parle beaucoup. Je vois qu'il y a des privilégiés qui sont sensibles à ça, mais qui ne comprennent pas et à qui il faut vraiment parler. » (Achraf)

Ces espaces/moments de rencontre permettent à des activistes de se croiser en partant chacun et chacune de différents points d'émergence de la politisation. Par exemple, Achraf a été politisé d'abord dans son pays d'origine, dans des conditions difficiles face à une dictature sanglante et l'extractivisme a eu des effets directs sur son parcours de vie et de migration. À son arrivée à Montréal, au fil de son parcours politique, il en arrive à s'impliquer principalement dans le mouvement pour la justice migrante, à travers lequel il porte la voix de cette lutte dans les rencontres avec les activistes pour la justice climatique. Les jeunes activistes du mouvement climatique partent d'autres points de politisation. La présence d'activistes comme Achraf dans ces moments/espaces de rencontres facilite l'exposition des jeunes activistes climatiques à ce type de discours et de luttes. De ces moments/espaces de rencontres émergent des analyses, discours et cadrages des luttes qui sont plus complexifiés.

L'antiextractivisme en ce sens est une lutte rassembleuse, un assemblage (Conway et Alvarez 2018).

Ces moments/espaces de rencontres militantes entre activistes migrant.e.s et non migrant.e.s dans lesquels se croisent des subjectivités politiques variées, influencées et construites au fil d'expériences de vie et de territoires différents peuvent avoir un grand potentiel porteur si une « communication complexe » (Lugones 2006) y prend place. Une communication complexe prend place selon Lugones (2006) dans des « espaces liminaux ». Elle définit les espaces liminaux ainsi :

« [I]minality as space of which dominant groups largely are ignorant. The limen is at the edge of hardened structures, a place where transgression of the reigning order is possible. As such, it both offers communicative openings and presents communicative impasses to liminal beings. For the limen to be a coalitional space, complex communication is required. This requires praxical awareness of one's own multiplicity and a recognition of the other's opacity that does not attempt to assimilate it into one's own familiar meanings. » (Lugones 2006, 75)

Dans ces espaces liminaux, il y a des dynamiques particulières qui peuvent prendre place. Medina (2020) parle notamment de la possibilité pour les sujets opprimés de s'aider mutuellement à découvrir de nouveaux aspects du monde et d'eux-mêmes, de se forger de nouvelles identités. Mais pour que ces processus créatifs se réalisent, un type particulier de communication entre les subjectivités opprimées doit avoir lieu dans ces espaces. C'est la communication complexe dont parle Lugones (2006). Ce type de communication comme souligne Medina (2020, 216) est que « *complex communication starts with a particular kind of recognition, the mutual recognition of liminality, of being in excess of what you are within a structure.* » Une fois cette situation de liminalité reconnue, la communication s'articule autour de quatre composantes clés : 1) reconnaître la multiplicité des expériences et le fait que l'on ne comprend pas tout de l'autre (que certaines de ses réalités nous sont inconnues) ; 2) la matérialité et les affects de la rencontre, se laisser interpellé et affecter face à face, 3) une ouverture à apprendre des significations et expériences de l'autre, qui résiste aux assimilations et appropriations sémantiques et culturelles, 4) l'ouverture à la transformation de ses propres subjectivités politiques dans la rencontre.

Ainsi, pour les activistes que j'ai rencontrés et dont j'ai présenté et analysé les récits dans les chapitres précédents, les espaces politiques qui font partie de la nébuleuse antiextractivisme, qui sont composés de personnes issues de chemins de politisation et de vie très variés, peuvent constituer des espaces liminaux dans lesquels prend place une communication

complexe (Lugones 2006). Les récits des activistes qui ont fréquenté ces espaces témoignent à la fois de cette force et richesse de ces lieux tout en exposant ses revers. Ce ne sont pas seulement des lieux hors du temps et de l'espace, mais aussi des lieux dans lesquels se reproduisent des inégalités et des formes de violences qui affectent l'expérience des personnes qui y participent et qui l'ont décrit dans leurs récits (chapitres 6 et 8).

Lorsque les personnes migrantes activistes utilisent leurs récits de déplacements de corps comme support politique dans la lutte contre l'extractivisme dans les espaces militants transnationaux pour cadrer la lutte et inviter à la repenser, ils et elles font circuler des émotions qui visent à l'action.

Un exemple de cela peut être observé dans le récit de Mourad qui a participé à une tournée pancanadienne avec un collectif militant transnational qui a organisé une tournée de projection/débat d'un documentaire sur la situation politique dans le pays d'origine de Mourad. Au fil des projections et des discussions qui s'en suivaient, Mourad prenait la parole pour témoigner de son expérience de déplacement forcé. Il s'adressait généralement à un public étudiant ou à des groupes d'activistes. Il racontait alors son histoire de migration, lors d'une projection ou d'un rassemblement, en prenant le micro pour raconter comment les liens commerciaux et politiques entre le Canada et son pays d'origine alimentent le système extractif et comment ces compagnies déplacent et perturbent les modes de (sur)vie de communautés entières et provoquent des déplacements, dont certains atterrissent à Montréal/ailleurs au Canada. Comme Mourad, les activistes appellent les personnes à Montréal et au Canada à se mobiliser pour agir à Montréal/au Canada en utilisant les ressources et les facilités d'accès aux centres de pouvoir que les personnes qui vivent ici ont, mais pas les personnes qui sont aux premières lignes des frontières extractivistes. En utilisant ainsi son histoire de vie et de déplacement, le récit de l'activiste migrant.e a le potentiel de provoquer la réflexion et l'action politiques, qui se font à leur tour en collectif. Le corps de la personne migrante activiste, support et outil politique, s'adresse ainsi à d'autres corps qui peuvent ressentir des émotions, à d'autres subjectivités politiques qui peuvent agir politiquement pour dénoncer, soutenir, contester, et se solidariser de différentes manières — selon des capacités et des positionnalités diverses —, avec les luttes transnationales contre l'extractivisme.

Dans les espaces politiques de luttes transnationales contre l'extractivisme dans lesquels se rencontrent plusieurs subjectivités politiques différentes, il y a des caractéristiques d'espaces liminaux (Lugones 2006, Medina 2020), car si les échanges permettent aux personnes de repenser profondément leurs rôles, leurs rapports aux territoires proches et éloignés et leurs capacités d'action, ces espaces peuvent être transformateurs (pour les activistes migrant.e.s

et non migrant.e.s) et participer au façonnement de leurs subjectivités après l'exposition à des récits dans lesquels les corps sont des outils politiques. Certains corps sont des incarnations de systèmes de subalternisation (les corps déplacés directement ou indirectement par l'extractivisme) et d'autres corps sont des incarnations de systèmes de pouvoir (les corps profitant de l'extractivisme sans avoir à en payer le prix immédiatement et spatialement dans leurs quotidiens du moins).

Conclusion du chapitre

Dans ce chapitre, deux points essentiels sont mis de l'avant. D'abord l'expérience des personnes migrantes activistes des espaces politiques, ensuite les transformations des espaces politiques et, ce faisant, de la ville, par les personnes migrantes activistes.

L'expérience des personnes migrantes activistes de la ville et des espaces politiques est mitigée. Ce sont des espaces porteurs, et ils sont aussi associés à des expériences difficiles, un vécu de personnes migrantes. En effet, les espaces d'activisme ne sont pas exempts de discriminations. Il y a pourtant une attente, liée au fait que ce sont des espaces composés de personnes qui militent pour une plus grande justice, il y a une attente implicite que les dynamiques de pouvoir internes y soient non oppressives et non violentes. Pourtant, il y a une reproduction des différentes formes de violences symboliques qui s'y passent. Les personnes migrantes ont qualifié leur gêne et leur malaise de ne pas se sentir à leur place dans certains espaces militants et plus à l'aise dans d'autres. Certaines personnes ont donné des exemples précis de ce qui les a fait se sentir ainsi, tandis que d'autres ont juste parlé d'un malaise général dans des espaces blancs, un malaise ressenti dans leur corps (Ahmed 2007). Les mécanismes invisibles d'exclusion par la blancheur demeurent encore à explorer plus en profondeur, c'est une limite de ce travail qui peut être dépassée par une ethnographie des espaces militants qui se focalise sur ces aspects précisément.

À ces questions de blancheur des espaces et des différentes formes de racisme s'ajoute la complexité des enjeux politiques de la diaspora. Ces différents aspects amènent des coûts supplémentaires à l'activisme. Néanmoins, les personnes se forment une place.

En se forment une place dans le milieu militant, les personnes le transforment forcément, à la fois matériellement en ouvrant ou transformant les usages d'espaces existants, ou en créant de nouveaux. Les discours et différentes manières de cadrer la lutte anti-extractivisme en la liant à des problématiques comme la migration, le climat, les luttes autochtones et la décolonisation contribuent aussi à la transformation du paysage politique de manière cognitive.

L'ancrage migrant politisé est donc cette volonté de s'ancrer localement dans la scène politique locale et d'avoir une volonté de changer les réalités en agissant politiquement. Cet ancrage politisé permet aux personnes d'agir à l'échelle locale et transnationale.

Les personnes migrantes activistes changent ainsi la ville, à la fois à travers la création d'espace de militance, espace dans le sens physique et abstrait, et ouvrent également

l'imaginaire politique et l'élargissent en permettant de penser une cité sans frontières. Les activistes abolitionnistes des frontières poussent la ville à oser dépasser ses limites. Ces activistes proposent des actions pour matérialiser ce projet d'une cité sans frontières, notamment en ouvrant l'accès aux services sociaux essentiels à toutes les personnes vivant dans la ville et en les protégeant des déportations. C'est un projet qui invite à repenser la migration en matière de mobilité et immobilité forcée, à travers la demande de protection de la déportation, qui est une mobilité forcée, et de l'emprisonnement dans les centres de détention pour migrant.e.s, qui est une immobilité forcée, c'est une invitation à repenser la relation de la ville avec les personnes migrantes qui la font vivre. Finalement, c'est une illustration de l'ancrage migrant politisé, la personne se forge une place dans le milieu social et politique à Montréal à travers l'implication dans le collectif militant et témoigne d'une volonté de placer Montréal socialement et politiquement parmi les villes dans lesquelles il ferait bon vivre pour tout le monde.

Pour les personnes migrantes activistes, Montréal est la somme de ce vécu politique. Leur participation à des actions politiques à Montréal est l'expression d'un attachement à Montréal, d'une volonté de se faire une place et de construire un projet politique anti-extractiviste, de justice migratoire et sociale. L'activisme migrant contribue à façonner des subjectivités politiques et à transformer la ville.

CONCLUSION

En partant d'une première curiosité sur l'engagement politique pour la défense de territoires éloignés, et prenant l'antiextractivisme comme objet de lutte, j'ai eu l'honneur et le bonheur de rencontrer des personnes qui s'y engagent et s'y retrouvent par différents chemins. Ces chemins ou parcours de vie sont marqués par des moments forts qui laissent des traces à long terme et teintent la manière dont les activistes s'impliquent politiquement. Leurs subjectivités politiques sont ainsi façonnées par leurs expériences des frontières, des territoires sacrifiés, des répressions politiques, des inégalités et, plus largement, de diverses formes d'oppression. Cette expérience de territoires poussés et maintenus en périphérie force les personnes qui y ont vécu à se penser eux/elles-mêmes et à penser le monde de manière relationnelle, en liant les territoires entre eux.

Cette thèse a porté sur l'engagement politique transnational des personnes migrantes qui s'impliquent dans des luttes contre l'extractivisme depuis Montréal. La question qui a guidé ce travail est la suivante : comment le vécu des personnes migrantes, en matière d'ancrage et de socialisation dans les espaces militants, participe-t-il à définir leur engagement individuel et leur subjectivité face à l'extractivisme ? Pour y répondre, j'ai mobilisé des notions et concepts tirés de la littérature en études urbaines, sur la transnationalité ainsi que des travaux en sociologie politique sur l'engagement. En combinant ces diverses littératures, j'ai proposé d'étudier l'engagement transnational des personnes migrantes à travers la notion d'ancrage migrant politisé. Avant de récapituler les résultats, rappelons d'abord brièvement la problématisation du sujet et le cadre conceptuel qui a été utilisé.

La ville est comprise dans ce travail comme un nœud de réseaux relationnels de sens qui dépassent les limites territoriales (Massey 2004; Pierce, Martin et Murphy 2011). Les travaux de Massey en géographie relationnelle permettent ainsi de voir la ville comme un lieu connecté à des réseaux plus larges qui dépassent les limites territoriales de la ville, voire de l'État-nation dans lequel elle est située. Jacobs (2012) souligne également le fait que les villes sont ancrées dans des flux et des réseaux qui les connectent économiquement, politiquement et culturellement. Les travaux sur l'urbanisation planétaire (Brenner et al. 2014) et ceux d'Arboleda, notamment sur les territoires de l'extractivisme (Arboleda 2020), montrent la matérialité des flux de l'extractivisme et comment la ville est non seulement connectée à d'autres réseaux et localités en dehors de ses limites nationales, mais en bénéficie comme espace d'accumulation capitaliste bénéficiaire de la chaîne extractiviste et centre de pouvoir rassemblant les lieux décisionnaires et symbolisant le pouvoir extractif. L'extractivisme est ainsi un phénomène fondamentalement transnational qui relie matériellement les territoires

d'extraction et de destruction avec ceux de consommation et d'accumulation. Le positionnement des villes dans des réseaux globaux acquiert un sens tangible quand on pense à l'extractivisme, avec les flux financiers et les lieux de décisions sur les régulations des entreprises extractives, souvent situées dans les villes. Matériellement, ces villes dépendent de relations métaboliques extractives avec le flux de matières premières et d'énergies extraites de territoires sacrifiés, mais aussi des personnes qui quittent cette violence dans leur pays d'origine, et/ou s'y opposent en arrivant. L'ancrage migrant des activistes contre cet extractivisme a donc aussi une couleur vu les subjectivités développées face à ces flux globaux, vécus et contestés dans des lieux urbains.

Les luttes antiextractivisme sont coûteuses et dangereuses pour les personnes qui s'y impliquent aux frontières de la ligne d'extraction. Ce sont souvent des populations autochtones et/ou paysannes qui défendent leurs terres et leurs vies qui se retrouvent frontalement face à la machine extractiviste et vivent les conséquences directes et rapprochées de ce phénomène. D'autres groupes se mobilisent également contre l'extractivisme de manière transnationale en posant des actions collectives dans les territoires d'accumulation comme le sont les villes canadiennes. Au Canada, Toronto est d'ailleurs devenue un des lieux qui incarnent le pouvoir minier et extractiviste du fait que ce soit un centre financier mondial qui rassemble les sièges sociaux de l'écrasante majorité des compagnies minières canadiennes. Des réseaux pancanadiens et transnationaux actifs dans la lutte contre l'extractivisme organisent souvent des actions collectives en réseau avec d'autres collectifs montréalais. Montréal est également riche en lieux symbolisant le pouvoir extractiviste à l'instar des sièges d'institutions financières investissant dans des projets extractivistes dans le Sud. Ces lieux sont utilisés par les activistes pour y organiser des actions directes dans la ville, attirer l'attention sur les violences extractivistes dans lesquelles ces institutions sont impliquées et les appeler à s'en retirer (comme les exemples d'actions présentées dans les chapitres 5 et 6-récit 1).

En liant ainsi le contexte urbain et les territoires de l'extractivisme, la thèse a étudié en profondeur les processus d'engagement des personnes migrantes qui politisent ces liens entre les territoires. La proposition théorique de cette thèse est d'étudier l'engagement politique des personnes migrantes impliquées dans des luttes antiextractivisme en utilisant la notion d'ancrage migrant politisé. Cette proposition est inspirée des travaux en littérature sur la transnationalité, spécifiquement le travail de Schiller et Çağlar (2013) sur l'ancrage migrant qui permet de lier le positionnement des villes dans les réseaux de pouvoir globaux avec le processus individuel des personnes migrantes pour se forger une place dans la ville. De plus, le travail de Hansen (2019) sur le processus d'ancrage migrant par l'activisme et son rôle

dans la contribution à l'effervescence politique de la ville m'a beaucoup inspirée dans l'adaptation du concept de Schiller et Çağlar (2013) au milieu de l'activisme. Ainsi, l'étude de l'engagement des personnes migrantes dans ce travail se base sur l'analyse combinée des expériences vécues tout au long du parcours migratoire et du parcours d'engagement politique.

Ces parcours sont marqués par des moments tournants et des vécus différenciés des espaces de socialisation politique. Ces moments et ce vécu laissent des traces à long terme et influencent la réception des prochains événements, non pas de manière linéaire et mécanique d'un événement après l'autre, mais plutôt dans la manière dont les personnes conçoivent le potentiel politique de certains espaces et y trouvent un lieu d'ancrage ou non.

Le quotidien des personnes migrantes est caractérisé par la transnationalité de leurs tissus sociaux, politiques et émotionnels. Les subjectivités translocales (Conradson et McKay 2007) des personnes migrantes sont marquées par leurs multiples formes d'ancrage dans des localités différentes et dans des réseaux sociaux étirés. Ces subjectivités translocales sont traversées par des champs émotionnels et culturels dans lesquels les personnes migrantes sont en constantes négociations intimes entre des émotions parfois ambivalentes comme le bonheur, la tristesse, la frustration et l'excitation qui marquent le processus d'ancrage, au cœur de l'expérience de la migration. Ces subjectivités translocales sont ainsi affectées par les réseaux, relations et attachements étirés géographiquement tout en développant de nouveaux ancrages et liens dans les lieux de vie quotidienne.

J'ai employé une méthodologie qualitative, avec un terrain qui s'est déroulé entre 2019 et 2021 durant lequel j'ai réalisé des entretiens longs avec des personnes migrantes activistes (32) issues de 18 différents pays qui habitent à Montréal aujourd'hui, des entretiens informatifs (10) avec des activistes expérimenté.e.s du milieu anti-extractivisme à Montréal, un groupe de discussion, des observations participantes d'événements militants et une analyse documentaire des productions militantes. Les entretiens longs (entre 1h et 3h) avec les personnes migrantes activistes constituent le cœur de ce travail. C'est à travers les récits dans lesquels les personnes ont raconté leurs cheminements géographiques et réflexifs que j'ai pu présenter des résultats empiriques qui donnent de la texture à ce que veut dire l'activisme transnational, à partir de Montréal, pour les personnes migrantes.

Les résultats de la recherche se divisent en deux grands axes. Le premier présente les caractéristiques et le répertoire d'actions de la nébuleuse antiextractivisme à Montréal, le second est une analyse en profondeur des parcours d'engagement et de migration des activistes transnationaux.

La nébuleuse antiextractivisme à Montréal comprend des collectifs militants anti-impérialistes, anticapitalistes, anarchistes, des groupes féministes, des groupes étudiants, des groupes de solidarité avec les personnes migrantes, des entités académiques, des syndicats, des organisations religieuses, des ONG de coopération et de solidarité internationale, des ONG environnementales, des organisations diasporiques et dans les premières lignes, des communautés autochtones et paysannes. Cette diversité de groupes se reflète dans la diversité de discours et de formes d'actions qui constituent le répertoire anti-extractivisme à Montréal. Les personnes qui s'impliquent dans ces luttes le font depuis des angles de luttes différents. Ainsi, pour les féministes, il s'agit d'une lutte de souveraineté des corps et des territoires, alors que pour les anticapitalistes et anti-impérialistes, c'est par refus de l'expansion capitaliste et impérialiste continue, tandis que les groupes de justice migratoire mettent de l'avant les liens entre l'extractivisme avec les déplacements et les frontières et que les groupes décoloniaux mettent au cœur de leurs réflexions et actions la décolonisation et des solidarités autochtones. Empiriquement, les groupes ne font pas de distinctions tranchées et ne placent pas de frontières entre ces différentes manières d'appréhender l'antiextractivisme. Les groupes se rejoignent dans leur refus de la violence extractiviste et s'organisent souvent ensemble. Ce tissu d'acteurs crée des liens, plus ou moins forts et durables. Les groupes se partagent des ressources et des savoirs, se relayent les informations et constituent ce qui s'apparente à une nébuleuse. Les liens entre les groupes existent à l'intérieur de la ville, aux échelles provinciale et fédérale, et entre les mouvements sociaux aux Nord et aux Suds. Le répertoire d'action est varié et comprend, entre autres, des actions de solidarité directe internationale comme les pratiques d'accompagnement, des activités d'éducation populaire, des plaidoyers, l'organisation de délégations solidaires et des actions directes dans la ville, comme présenté dans le chapitre 5.

Les récits de migration et d'engagement des activistes permettent de comprendre les moments forts dans les parcours des personnes, les traces de leur vécu au sein de territoires de l'extractivisme ainsi que leurs ancrages multiples et translocaux. Je présente en chapitre 6 sept récits explicitement écrits sous forme de récits et de parcours. Toutefois, trente-deux personnes m'ont raconté leurs récits, que j'ai analysés et entrelacés dans les résultats. Les sept récits explicitement écrits sous la forme narrative étaient des histoires marquantes de solidarité transnationale, de rencontres libératrices, de choc de déclassement social, d'éveil politique, de croisement des luttes, de violences quotidiennes, de territoires attractifs et répulsifs. Chacun est une histoire à lire en soi, une contribution à la lutte contre l'extractivisme et à la littérature sur l'engagement des personnes migrantes.

Moments tournants et vécus différenciés des lieux de politisation

Lors des entretiens, les activistes se souvenaient de moments tournants dans leurs parcours de politisation, de rencontres significatives et racontaient des anecdotes symboliques. Ces moments importants constituent des étapes clés dans leur processus de subjectivation politique qui les a mené.e.s vers l'action contre l'extractivisme. En outre, plusieurs lieux de politisation ont été cités par les activistes, comme l'université et son campus, les lieux de rencontres militants, les organismes communautaires et les syndicats. Le sens de ces espaces pour la subjectivité politique des personnes migrantes activistes diffère selon le parcours de la personne et le contexte.

Ainsi, à travers cette approche utilisant les parcours d'engagement et de migration pour étudier l'activisme anti-extractivisme, les résultats de la recherche permettent de comprendre le poids différencié d'un espace de politisation pour chaque personne. C'est là une contribution de la thèse aux travaux sur l'activisme dans les villes qui déborde du champ de « l'intégration » dans la société d'accueil dans lesquels on les confine souvent.

Les personnes qui ont vécu sur des territoires extractifs ont une compréhension viscérale de ce qu'est l'extractivisme. Leurs subjectivités politiques sont marquées par cette expérience de destruction territoriale et d'accaparement des richesses. Dans les récits de ces personnes, l'extractivisme est intimement lié aux violences, qu'elles soient policières, militaires ou paramilitaires, ou encore qu'elles proviennent des agents de sécurité des compagnies privées protégeant les sites d'extraction. Dans leur souvenir et leur compréhension de la lutte, extractivisme et violence sont intimement liés. Le vécu de la violence liée à l'extractivisme à travers l'expérience des territoires extractifs et aussi le vécu des résistances et des luttes des communautés qui luttent aux premières lignes de la frontière extractive participent grandement au façonnement de la subjectivité politique des personnes.

De plus, le vécu des frontières et la capacité des personnes migrantes à replacer les luttes dans des contextes plus globaux et plus proches du vécu de réalités extractives différentes donne à leur engagement une texture transnationale qui les caractérise et qui s'exprime dans les divers sites de luttes dans lesquels ils et elles s'engagent. Cette compréhension de leur vécu personnel s'enrichit et se complexifie davantage lors de rencontres particulièrement significatives, comme celle qui prend place dans les zones aux lignes de front de l'extractivisme, en territoires autochtones. En effet, l'invisibilisation de la lutte décoloniale des communautés autochtones, surtout à l'international, rend les rencontres des personnes migrantes avec les luttes autochtones très chargées. Elles deviennent lourdes de sens sur le rapport au territoire des personnes migrantes qui s'engagent dans des luttes contre

l'extractivisme et l'impérialisme. En effet, cette rencontre provoque souvent un étonnement de l'ampleur de la violence coloniale et raciale. La surprise et l'étonnement sont d'autant plus grands que dans le cas du Canada, cette violence invisibilisée va à l'encontre de l'image publique du Canada projetée à l'extérieur, qui est très positive, celle d'une nation multiculturelle paisible (Maynard 2017; Walia 2013, 2021).

Dans le cas d'autres espaces de politisation largement étudiés dans la littérature sur l'engagement comme le sont l'université et les espaces militants par exemple, il s'agit de lieux porteurs mais qui comportent aussi un potentiel d'exclusion, d'invisibilisation et de réduction au silence des voix qui tentent de s'élever contre les normes dominantes. En effet, l'université qui est un lieu structurant dans la littérature sur l'engagement en général n'est pas encore très traitée dans la littérature sur l'activisme et l'ancrage des personnes migrantes. À travers les récits analysés dans cette recherche, il apparaît important de porter une attention particulière aux dynamiques qui s'y passent pour les personnes migrantes activistes en particulier. C'est d'autant plus pertinent dans une ville qui concentre autant d'universités que Montréal. De plus, les offres politiques des universités varient d'une université et d'un campus à l'autre (publique/privée ; départements de spécialisation politisés ou non ; anglophone/francophone, etc.), ce qui expose les personnes à des cultures militantes, des ressources et des opportunités de politisation différentes. De plus, en fonction des contextes sociaux dans lesquels les personnes ont fréquenté l'université dans leur pays d'origine (degré de répression ; moments révolutionnaires, etc.), l'impact de cet espace de socialisation politique à la fois avant et après la migration diffère, laissant des traces différentes sur les subjectivités politiques des personnes.

Les espaces militants sont également vécus différemment par les personnes migrantes qui peuvent y vivre des expériences de racisme, de sexisme et d'exclusion qui poussent les personnes à les quitter, à en chercher d'autres ou à en créer de nouveaux. En effet, les espaces militants ne sont pas des bulles isolées, les mécanismes du racisme et de la blancheur s'y reproduisent et affectent l'expérience des personnes migrantes qui les fréquentent. De plus, les enjeux politiques de la diaspora apportent une couche de complexité à l'expérience politique des personnes migrantes. Ces divers enjeux amènent des coûts supplémentaires à l'activisme transnational. Néanmoins, les personnes migrantes se forgent une place et contribuent à la transformation, physique et cognitive de l'espace politique à Montréal.

En plus de ces vécus différenciés des lieux de politisation en lien avec la ville, les personnes migrantes sont en négociation constante entre plusieurs émotions qui traversent le champ transnational qui caractérise leur quotidien. Ainsi, des émotions comme la culpabilité, la loyauté et le sens du devoir représentent des moteurs à l'action politique qui viennent s'ajouter

aux pressions familiales et sociales qui les poussent à agir et à porter la voix de communautés en lutte face à l'extractivisme dans d'autres localités auxquelles les personnes migrantes sont attachées.

Horizons de recherche

Un point prometteur et non exploré dans cette recherche est le corps comme outil d'action politique et comme échelle d'analyse des affects dans le politique. Pour plusieurs participant.e.s à cette recherche, surtout les militant.e.s les plus expérimenté.e.s, la mise en récit de leur propre histoire fait partie de leur engagement et de leur façon de contester ; ils et elles mettent souvent en récit leur histoire d'engagement dans des rencontres et événements publics. Dans ce travail, je n'ai pas analysé la charge matérielle et affective de l'action militante à travers l'échelle du corps, ce qui aurait pu révéler les circulations d'affects qui existent dans les espaces militants. Ceci donnerait une dimension supplémentaire à l'analyse des dynamiques des espaces d'engagement politique pour en faire ressortir des dimensions esthétiques enrichissant notre compréhension de ces lieux.

Les résultats présentés dans cette recherche sont le fruit d'un travail basé sur des entretiens, de l'observation et de l'analyse documentaire. En utilisant ces méthodes, il a été possible d'apporter une critique à la ville à travers l'expérience transnationale de vie et d'activisme des personnes migrantes. L'avantage de ces méthodes, surtout les entretiens longs avec les activistes migrant.e.s, est que j'ai pu avoir accès à l'expérience des espaces de socialisation politiques en profondeur telle que vécue par les personnes pour comprendre le plus finement possible le lien entre ces expériences et l'expérience de l'ancrage migrant. Toutefois, le travail sur le plan individuel peut être effectué par un travail à l'échelle du groupe pour comprendre ensuite les processus de mise en commun, de construction de collectif et des tensions qui font partie de ces processus. Les tensions qui existent à l'intérieur des diasporas et qui transforment la subjectivité politique des personnes et influencent leurs identités politiques constituent un des exemples des axes inspirants pour des recherches futures sur l'engagement politique des personnes migrantes.

L'ancrage migrant politisé

L'ancrage migrant politisé est, comme présenté dans le chapitre 8, la volonté des personnes migrantes de s'ancrer localement dans la scène politique locale et de changer les réalités en agissant politiquement. Cet ancrage politisé permet aux personnes d'agir à l'échelle locale et transnationale, contribuant ainsi au dynamisme et à l'effervescence politique de la ville.

Dans l'expérience d'ancrage politisé, des subjectivités politiques liées à l'ancrage migrant se superposent et parfois se succèdent. Trois formes de subjectivités sont souvent revenues dans les parcours des activistes vers l'ancrage migrant politisé. La première est en lien avec le vécu des lieux comme inhospitaliers, la deuxième est celle durant laquelle la personne assume son engagement politique quitte à être considérée comme migrante impolie (chapitre 8), puis celle de la transformation des espaces politiques montréalais. Ces moments peuvent se superposer ou se succéder, mais ce sont les trois grands principaux moments forts transversaux qui ressortent des récits.

D'abord, la subjectivité liée au vécu différencié des espaces de politisation, selon les parcours et les contextes, contribue à façonner la subjectivité politique des personnes qui politisent cette expérience et l'utilisent pour se forger une place ailleurs dans d'autres espaces plus accueillants ou pour en créer de nouveaux. Les lieux sont vécus comme inhospitaliers lorsque les personnes sont renvoyées constamment à une position d'invité permanent comme présenté dans la section 1 du chapitre 8 « Se sentir, ou pas, à sa place ». C'est ce vécu, de frontières invisibles et de la blanchité des espaces de socialisation politique, qui les rend inhospitaliers et poussent les personnes à repenser leur participation à certains espaces, voire à les quitter et à en chercher ou à en créer d'autres. La recherche d'autres espaces de politisation va de pair avec la volonté et la détermination à s'engager politiquement contre l'extractivisme, à Montréal, une ville bénéficiant de l'extractivisme.

Ensuite, il y a la subjectivité des personnes qui assument leur position de personnes migrantes activistes. S'assumer face aux différentes manifestations de violences symboliques et de racisme constitue une étape importante dans le parcours d'ancrage migrant politisé. La figure qui illustre le mieux ce moment est celui de la migrante impolie (Chapitre 8). La personne migrante qui se fait répondre qu'il est impoli de parler politique en classe refuse cette réduction au silence et décide de poursuivre sa réflexion politique ailleurs que dans la salle de classe. Elle va chercher d'autres espaces politisés qui lui permettent de s'impliquer politiquement et d'agir sur la société dans laquelle elle vit. C'est en assumant sa posture de personne migrante luttant contre l'extractivisme dans un pays au cœur des dynamiques extractivistes mondiales, et dans une lutte, l'antiextractivisme, qui rassemble plusieurs autres comme l'anticolonialisme, l'antiracisme, le féminisme et l'écologie, que les activistes se forment une place dans les espaces politiques qui leur correspondent ou en créent de nouveaux qui permettent de s'exprimer et d'agir politiquement. En somme, tout comme la ville est riche en ressources qui favorisent l'émergence et l'essor de l'action politique, il existe aussi dans la ville des barrières à l'action. Dans une ville comme Montréal, son histoire militante dynamique est indéniable et

a permis d'accomplir plusieurs actions et victoires militantes, mais elle est aussi empêtrée dans des structures politiques qui engendrent continuellement inégalités et injustices.

Enfin, en s'ancrant politiquement à Montréal, les activistes migrant.e.s transforment les espaces de socialisation politique et la ville. L'activisme transnational prend différentes formes et se déploie dans divers espaces tels que synthétisés dans le chapitre 5. Ce n'est pas uniquement dans les grands forums et rencontres internationales que s'exprime l'activisme transnational, mais aussi dans des actions et des espaces du quotidien urbain transnational que les personnes portent des gestes de luttes explicitement ou implicitement politiques. Ma contribution à la littérature sur l'engagement et la transnationalité est de montrer que l'activisme transnational des personnes migrantes prend place dans plusieurs espaces différents et de manière continue dans le parcours d'engagement. Les centres communautaires, les espaces de rencontre de collectifs militants, les universités, tous ces espaces de socialisation politique, très porteurs, car riches en agents de politisation sont aussi des espaces dans lesquels les personnes migrantes activistes ont un vécu de frontières, d'invisibilité, de blanchité et de racisme. À travers cette recherche, je contribue à mettre en lumière l'expérience des personnes migrantes de ces lieux de politisation.

Par ailleurs, les personnes migrantes activistes ancrées politiquement contribuent à la transformation de la ville à travers la création de nouveaux groupes et de nouveaux espaces cognitifs et physiques, de rencontres et de mobilisation. Dans les chapitres 5, 7 et 8, il y a des illustrations des manières dont les personnes migrantes forgent de nouveaux espaces et transforment la ville par leurs actions à l'instar de la création du Centre des Travailleurs et Travailleuses Immigrants et le collectif Femmes de Diverses Origines. Des travaux se sont déjà penchés sur la transformation de la ville par des espaces collectifs de résistance comme le travail d'Anne-Marie Veillette dans sa thèse sur la transformation de Rio de Janeiro par les femmes des favelas (Veillette 2021). Dans le cas des personnes migrantes, il y a des enjeux politiques vécus lors du parcours migratoire qui sont en relation avec le contexte politique d'où vient la personne, mais il y a aussi l'ancrage dans le nouveau lieu de vie et de transformation politiques. Il en ressort que la ville est le témoin 1) de parcours migratoires et de relations à distance, et 2) de relations à proximité dans l'ancrage migrant, des confrontations avec des normes locales politiques et sociales.

En outre, une autre conclusion importante de cette recherche est la mise en lumière de l'outil de mise en récit des parcours migratoires et des corps comme incarnation de la lutte antiextractivisme par les activistes. L'usage des récits n'a donc pas constitué un choix méthodologique désincarné du mouvement, dans cette thèse, mais un moyen de visibiliser ce que certain.es arrivent déjà à mettre en scène, dans des rencontres, des manifestations, des

essais, etc. C'est une manière pour les activistes de cadrer la lutte publiquement en cohérence avec leur mode d'engagement, et ce, en mettant de l'avant comment les personnes migrantes incarnent dans leur corps et leurs parcours de vie migratoires les liens inégaux entre les pays du Nord et du Sud. Ces liens inégaux qui forcent, d'une manière directe ou indirecte des individus et des groupes à se déplacer, faisant face à la violence des frontières et de l'extractivisme de manière différenciée, mais toujours présente. La mise en récit de l'histoire personnelle devient ainsi une forme d'action politique et de mise en visibilité des violences vécues.

BIBLIOGRAPHIE

- Accornero, Guya. 2019. « 'I Wanted to Carry out the Revolution': Activists' Trajectories in Portugal from Dictatorship to Democracy. » *Social Movement Studies* 18 (3): 305-323. doi:10.1080/14742837.2018.1560258.
- Acosta, Alberto. 2013. « Extractivism and neoextractivism: two sides of the same curse. » In *Beyond Development: Alternative visions from Latin America*, sous la dir. de Miriam Lang et Dunia Mokrani, Transnational Institute and Rosa Luxembourg Foundation, 61-86. s.l.: s.n.
- Adamson, Fiona B. 2016. « The Growing Importance of Diaspora Politics. » *Current History* 115 (784). University of California Press: 291-297.
- Agrikoliansky, Éric. 2017. « Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche.... » In « *Chapitre 6 - Les « carrières militantes »*. *Portée et limites d'un concept narratif* », 167-192. « Académique ». Paris: Presses de Sciences Po.
- Ahmed, Sara. 1999. « Home and Away: Narratives of Migration and Estrangement. » *International Journal of Cultural Studies* 2, n°3: 329-347. Sage CA: Thousand Oaks, CA. doi:10.1177/136787799900200303.
- . 2000. *Strange encounters: embodied others in post-coloniality*. Transformations. London ; New York: Routledge.
- . 2007. « A Phenomenology of Whiteness. » *Feminist Theory* 8 (2): 149-168. doi:10.1177/1464700107078139.
- . 2010. *The Promise of Happiness*. s.l.: Duke University Press. doi:10.2307/j.ctv125jkj2. <http://www.jstor.org/stable/10.2307/j.ctv125jkj2>.
- . 2014. *The Cultural Politics of Emotion*. New York: Routledge.
- . 2017. *Living a feminist life*. Durham: Duke University Press.
- . 2021. *Complaint!* Durham: Duke University Press.
- Amin, Ash et Nigel Thrift. 2004. « The 'Emancipatory' City? » In *The Emancipatory City?: Paradoxes and Possibilities*, sous la dir. de Loretta Lees, 231-235. 1 Oliver's Yard, 55 City Road, London EC1Y 1SP United Kingdom: SAGE Publications Ltd. doi:10.4135/9781446221365.n14. <https://sk.sagepub.com/books/the-emancipatory-city/n14.xml>.
- Anderson, Benedict R. O'G. 1998. *The spectre of comparisons: nationalism, Southeast Asia, and the world*. London ; New York: Verso.
- Andrews, Abigail L. 2017. « Moralizing regulation: the implications of policing "good" versus "bad" immigrants. » *Ethnic and Racial Studies* 41 (14). Routledge: 2485-2503. doi:10.1080/01419870.2017.1375133.
- Angelo, Hillary et David Wachsmuth. 2015. « Urbanizing Urban Political Ecology: A Critique of Methodological Cityism: Urbanizing Urban Political Ecology. » *International Journal of Urban and Regional Research* 39 (1): 16-27. doi:10.1111/1468-2427.12105.
- Arboleda, Martín. 2016. « Spaces of Extraction, Metropolitan Explosions: Planetary Urbanization and the Commodity Boom in Latin America: SPACES OF EXTRACTION, METROPOLITAN EXPLOSIONS. » *International Journal of Urban and Regional Research* 40 (1): 96-112. doi:10.1111/1468-2427.12290.
- . 2019. « From Spaces to Circuits of Extraction : Value in Process and the Mine/City Nexus. » *Capitalism Nature Socialism*: 1-20. doi:10.1080/10455752.2019.1656758.
- . 2020. *Planetary Mine: Territories of extraction under late capitalism*. s.l.: Verso.
- Ataç, Ilker, Kim Rygiel et Maurice Stierl. 2016. « Introduction: The Contentious Politics of Refugee and Migrant Protest and Solidarity Movements: Remaking Citizenship from the Margins. » *Citizenship Studies* 20 (5): 527-544. doi:10.1080/13621025.2016.1182681.

- Auyero, Javier. 2003. *Contentious Lives: Two Argentine Women, Two Protests, and the Quest for Recognition*. Durham, NC: Duke University Press.
- . 2004. « When Everyday Life, Routine Politics, and Protest Meet. » *Theory and Society* 33 (3): 417-441. doi:10.1023/B:RYSO.0000038601.96020.2c.
- . 2005. « L'espace des luttes: Topographie des mobilisations collectives. » *Actes de la recherche en sciences sociales* 160 (5): 122-132. doi:10.3917/arss.160.0122.
- Ayoub, Phillip M. 2016. *When States Come Out: Europe's Sexual Minorities and the Politics of Visibility*, 1^{re} éd. s.l.: Cambridge University Press. doi:10.1017/CBO9781316336045. <https://www.cambridge.org/core/product/identifiant/9781316336045/type/book>.
- Basch, Linda G., Nina Glick Schiller et Cristina Szanton Blanc. 1994. *Nations Unbound: Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*. S.l.: Gordon and Breach.
- Bebbington, Anthony, Denise Humphreys Bebbington, Leonith Hinojosa, María-Luisa Burneo et Jeffrey Bury. 2013. « 10. Anatomies of Conflict: Social Mobilization and New Political Ecologies of the Andes. » In *Subterranean Struggles*, sous la dir. de Anthony Bebbington et Jeffrey Bury, 241-266. s.l.: University of Texas Press. doi:10.7560/748620-012. <https://www.degruyter.com/document/doi/10.7560/748620-012/html>.
- Bednik, Anna. 2013. « Conflits, chocs et résiliences: L'extractivisme questionne-t-il la transition ? » *Mouvements* 75 (3): 44-52. doi:10.3917/mouv.075.0044.
- Bennet, W. Lance. 2005. « Social Movements beyond Borders: Understanding Two Eras of Transnational Activism. » In *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Donatella Della Porta et Sidney G. Tarrow. People, Passions, and Power. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Berman, Nicolas, Mathieu Couttenier, Dominic Rohner et Mathias Thoenig. 2017. « This Mine Is Mine! How Minerals Fuel Conflicts in Africa. » *American Economic Review* 107 (6): 1564-1610. doi:10.1257/aer.20150774.
- Bertaux, Daniel. 2016. *Le récit de vie*, Armand Colin. s.l.: s.n.
- Bettini, Giovanni. 2017. « Where Next? Climate Change, Migration, and the (Bio)Politics of Adaptation. » *Global Policy* 8: 33-39. doi:10.1111/1758-5899.12404.
- Bhabha, Homi K. 2004. *The location of culture*. Routledge classics. London ; New York: Routledge.
- Bilge, Silma. 2015. « Le blanchiment de l'intersectionnalité. » *Recherches féministes* 28 (2): 9-32. doi:<https://doi.org/10.7202/1034173ar>.
- Bilge, Silma. 2020. « We've joined the table but we're still on the menu: Clickbaiting diversity in today's university 1. » In *Routledge International Handbook of Contemporary Racisms*. s.l.: Routledge.
- Bilge, Silma et Patricia Hill Collins. 2022. *Intersectionnalité: une introduction*. s.l.: Ed. Amsterdam.
- Boccagni, Paolo, Jean-Michel Lafleur et Peggy Levitt. 2016. « Transnational Politics as Cultural Circulation: Toward a Conceptual Understanding of Migrant Political Participation on the Move. » *Mobilities* 11 (3). Routledge: 444-463. doi:10.1080/17450101.2014.1000023.
- Boren, Mark Edelman. 2001. *Student Resistance: A History of the Unruly Subject*. New York: Routledge.
- Boudreau, Julie-Anne. 2017. *Global Urban Politics: Informalization of the State*. Urban Futures Series. s.l.: Cambridge, UK; Malden, MA, USA: Polity Press.
- Boudreau, Julie-Anne, Nathalie Boucher et Marilena Liguori. 2009. « Taking the Bus Daily and Demonstrating on Sunday: Reflections on the Formation of Political Subjectivity in an Urban World. » *City* 13 (2-3): 336-346. doi:10.1080/13604810902982870.
- Boudreau, Julie-Anne et Joëlle Rondeau. 2021. *Youth urban worlds: aesthetic political action in Montreal*. IJURR studies in urban and social change. Hoboken, NJ: Wiley.

- Boughaba, Yassin, Alexandre Dafflon et Camille Masclet. 2018. « Introduction. Socialisation (et) politique. Intériorisation de l'ordre social et rapport politique au monde. » *Sociétés contemporaines* 112 (4). Paris: Presses de Sciences Po: 5-21. doi:10.3917/soco.112.0005.
- Bousbia, Raouf et Thomas Deshaies. 2020. *Les voix qui s'élèvent: raconter les mouvements sociaux*. Sherbrooke, Québec: L'Esprit libre.
- Brenner, Neil (ed.). 2014. *Implosions/Explosions: Towards a Study of Planetary Urbanization*. Berlin: Jovis.
- Brulé, Elizabeth. 2016. « Voices From the Margins: The Regulation of Student Activism in the New Corporate University. » *Studies in Social Justice* 9 (2): 159-175. doi:10.26522/ssj.v9i2.1154.
- Bryant, Antony et Kathy Charmaz. 2019. *The SAGE Handbook of Current Developments in Grounded Theory*, 2nd Edition. s.l.: SAGE Inc.
- Buchmann, Marlis. 1989. *The script of life in modern society: entry into adulthood in a changing world*. Chicago: University of Chicago Press.
- Caglar, Ayse et Nina Glick Schiller. 2018. *Migrants and City-Making: Multiscalar Perspectives on Dispossession*. Durham: Duke University Press.
- Campbell, Steve, Melanie Greenwood, Sarah Prior, Toniele Shearer, Kerrie Walkem, Sarah Young, Danielle Bywaters et Kim Walker. 2020. « Purposive sampling: complex or simple? Research case examples. » *Journal of Research in Nursing* 25 (8). SAGE Publications Ltd: 652-661. doi:10.1177/1744987120927206.
- Castells, Manuel. 1983. *The City and the Grassroots: A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*. s.l.: University of California Press.
- Cavalli, Stefano. 2007. « Modèle de parcours de vie et individualisation. » *Gérontologie et société* 30 / 123 (4). Paris: Fondation Nationale de Gérontologie: 55-69. doi:10.3917/g.s.123.0055.
- Charbonneau, Johanne. 2005. « La question des temporalités dans l'analyse du social. » In *L'analyse du social. Les modes d'explication*, 169-182. s.l.: s.n.
- Charmaz, Kathy. 2014. *Constructing Grounded Theory*, 2nd edition. Introducing Qualitative Methods. London ; Thousand Oaks, Calif: Sage.
- Chaudhary, Ali R. et Dana M. Moss. 2019. « Suppressing transnationalism: bringing constraints into the study of transnational political action. » *Comparative Migration Studies* 7 (1): 9. doi:10.1186/s40878-019-0112-z.
- Choudry, Aziz et Salim Vally, dir. 2020. *The University and Social Justice: Struggles Across the Globe*. s.l.: Pluto Press. doi:10.2307/j.ctvx077w4. <http://www.jstor.org/stable/10.2307/j.ctvx077w4>.
- Coley, Jonathan S., Daniel B. Cornfield, Larry W. Isaac et Dennis C. Dickerson. 2020. « Social movements as schooling for careers: career consequences of the Nashville civil rights movement. » *Social Movement Studies* 0 (0). Routledge: 1-19. doi:10.1080/14742837.2020.1837098.
- Conradson, David. 2005. « Landscape, Care and the Relational Self: Therapeutic Encounters in Rural England. » *Health & Place* 11 (4): 337-348. doi:10.1016/j.healthplace.2005.02.004.
- Conradson, David et Deirdre McKay. 2007. « Translocal Subjectivities: Mobility, Connection, Emotion. » *Mobilities* 2 (2): 167-174. doi:10.1080/17450100701381524.
- Conway, Janet M. et Sonia E. Alvarez. 2018. « Assemblage Thinking and Transnational/ Translocal Social Movements of the 2010s (Video Presentation). » *Studies in Social Justice* 12 (1): 20. doi:10.26522/ssj.v12i1.1820.
- Conway, Janet M., Pascale Dufour et Dominique Masson, dir. 2021. *Cross-Border Solidarities in Twenty-First Century Contexts: Feminist Perspectives and Activist Practices*. Lanham, Maryland: Rowman and Littlefield.
- Corrigall-Brown, Catherine. 2011. *Patterns of protest: trajectories of participation in social movements*, Stanford University. Stanford, California: s.n.

- Cossyleon, Jennifer E. 2018. « “Coming Out of My Shell”: Motherleaders Contesting Fear, Vulnerability, and Despair through Family-Focused Community Organizing. » *Socius* 4. SAGE Publications: 2378023117734729. doi:10.1177/2378023117734729.
- Cresswell, Tim. 2004. « Reading ‘A Global Sense of Place’. » In *Place: a short introduction*. s.l.: Malden, MA : Blackwell Pub.,.
- Crossley, Nick. 2008. « Social Networks and Student Activism: On the Politicising Effect of Campus Connections: » *The Sociological Review*. SAGE PublicationsSage UK: London, England. Sage UK: London, England. <http://journals.sagepub.com/doi/full/10.1111/j.1467-954X.2008.00775.x>.
- Croucher, Sheila. 2009. « Migrants of Privilege: The Political Transnationalism of Americans in Mexico. » *Identities* 16 (4): 463-491. doi:10.1080/10702890903020984.
- Cumbers, Andy, Paul Routledge et Corinne Nativel. 2008. « The Entangled Geographies of Global Justice Networks. » *Progress in Human Geography* 32 (2): 183-201. doi:10.1177/0309132507084818.
- Dalmasso, Emanuela, Adele Del Sordi, Marlies Glasius, Nicole Hirt, Marcus Michaelsen, Abdulkader S. Mohammad et Dana Moss. 2018. « Intervention: Extraterritorial Authoritarian Power. » *Political Geography* 64: 95-104. doi:10.1016/j.polgeo.2017.07.003.
- Della Porta, Donatella, dir. 2014. *Methodological practices in social movement research*, First edition. Oxford: Oxford University Press.
- Della Porta, Donatella et Mario Diani. 2020. *Social movements: an introduction*, Third edition. Hoboken, NJ: Wiley-Blackwell.
- Della Porta, Donatella et Sidney G. Tarrow, dir. 2005. *Transnational Protest and Global Activism. People, Passions, and Power*. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Deonandan, Kalowatie et Colleen Bell. 2019. « Discipline and Punish: Gendered Dimensions of Violence in Extractive Development. » *Canadian Journal of Women and the Law* 31 (1): 24-57. doi:10.3138/cjwl.31.1.03.
- Diani, Mario. 2014. « Social Movements and Collective Action. » In *The SAGE Handbook of Social Network Analysis*, 223-235. London: SAGE Publications Ltd. doi:10.4135/9781446294413. <https://sk.sagepub.com/reference/the-sage-handbook-of-social-network-analysis/n16.xml>.
- Diani, Mario et Doug McAdam, dir. 2003. *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*. Comparative Politics. Oxford ; New York: Oxford University Press.
- Doerr, Neriko Musha. 2020. « ‘Global competence’ of minority immigrant students: hierarchy of experience and ideology of global competence in study abroad. » *Discourse: Studies in the Cultural Politics of Education* 41 (1). Routledge: 83-97. doi:10.1080/01596306.2018.1462147.
- Dufour, Pascale et Renaud Goyer. 2010. « Analyse de la transnationalisation de l’action collective: Proposition pour une géographie des solidarités transnationales. » *Sociologie et sociétés* 41 (2): 111-134. doi:10.7202/039261ar.
- Dufour, Pascale et Louis-Philippe Savoie. 2014. « Quand Les Mouvements Sociaux Changent Le Politique. Le Cas Du Mouvement Étudiant de 2012 Au Québec. » *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de Science Politique* 47 (3). Cambridge University Press: 475-502. doi:10.1017/S0008423914000870.
- Dukalskis, Alexander, Saipira Furstenberg, Yana Gorokhovskaia, John Heathershaw, Edward Lemon et Nate Schenckan. 2022. « Transnational Repression: Data Advances, Comparisons, and Challenges. » *Political Research Exchange* 4 (1): 2104651. doi:10.1080/2474736X.2022.2104651.
- Dumitru, Speranta et Abdeslam Marfouk. 2015. « Existe-t-il une féminisation de la migration internationale ? : Féminisation de la migration qualifiée et invisibilité des diplômés. » *Hommes & migrations* (1311): 31-41. doi:10.4000/hommesmigrations.3244.
- Duplan, Karine. 2014. « Performances et pratiques spatiales des femmes expatriées à Luxembourg : une enquête sur la production de l’hétéronormativité des espaces du

- quotidien. » *Les cahiers du CEDREF* (21). doi:10.4000/cedref.1007.
<http://journals.openedition.org/cedref/1007>.
- Duquette-Rury, Lauren, Roger Waldinger et Nelson Lim. 2018. « Foreign Connections and the Difference They Make: How Migrant Ties Influence Political Interest and Attitudes in Mexico. » *Comparative Migration Studies* 6 (1): 35. doi:10.1186/s40878-018-0098-y.
- Echart Muñoz, Enara et Maria del Carmen Villarreal. 2019. « Women's Struggles Against Extractivism in Latin America and the Caribbean. » *Contexto Internacional* 41. Pontificia Universidade Católica do Rio de Janeiro, Instituto de Relações Internacionais: 303-325. doi:10.1590/S0102-8529.2019410200004.
- Eggert, Nina et Marco Giugni. 2010. « Does Associational Involvement Spur Political Integration? Political Interest and Participation of Three Immigrant Groups in Zurich. » *Swiss Political Science Review* 16 (2): 175-210. doi:10.1002/j.1662-6370.2010.tb00157.x.
- Elder, Glen H., Monica Kirkpatrick Johnson et Robert Crosnoe. 2003. « The Emergence and Development of Life Course Theory. » In *Handbook of the Life Course*, sous la dir. de Jeylan T. Mortimer et Michael J. Shanahan, 3-19. Handbooks of Sociology and Social Research. Boston, MA: Springer US. doi:10.1007/978-0-306-48247-2_1.
http://link.springer.com/10.1007/978-0-306-48247-2_1.
- Engels, Bettina et Kristina Dietz, dir. 2017. *Contested extractivism, society and the state: struggles over mining and land*. Development, justice and citizenship. London: Palgrave Macmillan imprint is published by Springer Nature.
- Escobar, Arturo. 2008. *Territories of difference: place, movements, life, redes*. New ecologies for the twenty-first century. Durham: Duke University Press.
- Fals Borda, Orlando. 1984. *Resistencia en el San Jorge*, Carlos Valencia Editores. Bogota
- Ferdinand, Malcom. 2019. *Une écologie décoloniale: penser l'écologie depuis le monde caribéen*. Anthropocène Seuil. Paris: Éditions du Seuil.
- Fila-Bakabadio, Sarah. 2021. « Corps et blancheur au prisme de la Blackness: Body and Whiteness Through the Lens of Blackness. » *French Politics, Culture & Society* 39 (2): 53-68. doi:10.3167/fpcs.2021.390203.
- Fillieule, Olivier. 2001. « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel: Post scriptum. » *Revue française de science politique* 51 (1): 199-205. doi:10.3917/rfsp.511.0199.
- . dir. 2005a. *Le désengagement militant*, Belin. Paris: s.n.
https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_38127.P001/REF.pdf.
- . 2005b. « Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions. » In *Le désengagement militant*, Belin. Paris: s.n.
https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_38127.P001/REF.pdf.
- . 2009a. « De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux ? » *Politique et Sociétés* 28 (1): 15. doi:10.7202/001723ar.
- . 2009b. « Carrière militante. » In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, sous la dir. de Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, et Cécile Péchu. Références. Sociétés en mouvement. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- . 2010. « Some Elements of an Interactionist Approach to Political Disengagement. » *Social Movement Studies* 9 (1): 1-15. doi:10.1080/14742830903442436.
- . 2013. « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations. » *Lien social et Politiques* (68): 37-59. doi:10.7202/1014804ar.
- Fillieule, Olivier, Camille Masclat, Sophie Bérout et Isabelle Sommier. 2018. *Changer le monde, changer sa vie. Enquête sur les militantes et les militants des années 1968 en France*. s.l.: Actes Sud. <https://www.actes-sud.fr/catalogue/sciences-humaines-et-sociales-sciences/changer-le-monde-changer-sa-vie>.
- Fournier-Plamondon, Anne-Sophie et Jules Racine-Saint-Jacques. 2014. « (Re)Constituer la trajectoire. » *Conserveries mémorielles. Revue transdisciplinaire* (# 15). Chaire de

- recherche du Canada en histoire comparée de la mémoire.
<http://journals.openedition.org/cm/1740>.
- Francisco, Ronald A. 2005. « The Dictator's Dilemma. » In *Repression and mobilization*, sous la dir. de Christian Davenport, Hank Johnston, et Carol McClurg Mueller. Social movements, protest, and contention v. 21. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Frederiksen, Tomas et Matthew Himley. 2019. « Tactics of Dispossession: Access, Power, and Subjectivity at the Extractive Frontier. » *Transactions of the Institute of British Geographers*: tran.12329. doi:10.1111/tran.12329.
- Gaudet, Stéphanie. 2011. « La participation sociale des Canadiens : une analyse selon l'approche des parcours de vie. » *Canadian Public Policy / Analyse de Politiques* 37. [University of Toronto Press, Canadian Public Policy]: S33-S56. JSTOR.
- . 2012. « Lire les inégalités à travers les pratiques de participation sociale. » *SociologieS*. Association internationale des sociologues de langue française (AISLF). <http://journals.openedition.org/sociologies/3874>.
- Gaudet, Stéphanie et Martin Turcotte. 2013. « Sommes-nous égaux devant l'« injonction » à participer ? Analyse des ressources et des opportunités au cours de la vie. » *Sociologie et sociétés XLV* (1): 117-145. doi:10.7202/1016398ar.
- Gaxie, Daniel. 2002. « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales. » *Revue française de science politique* 52 (2-3): 145-178. doi:<https://doi.org/10.3406/rfsp.2002.403705>.
- Gobby, Jen, Leah Temper, Matthew Burke et Nicolas von Ellenrieder. 2021. « Resistance as Governance: Transformative Strategies Forged on the Frontlines of Extractivism in Canada. » *The Extractive Industries and Society*: 100919. doi:10.1016/j.exis.2021.100919.
- Gonzalez, Carmen G. 2020. « Migration As Reparation: Climate Change and the Disruption of Borders. » *Loyola University Chicago, School of Law*. <https://lawecommons.luc.edu/facpubs/687>.
- Gourisse, Benjamin. 2011. « An Examination of the Relations between Politicization and Higher Education: The Turkish Case (1971-1980). » *Critique internationale* 50 (1): 39-53.
- Groves, Christopher. 2015. « The Bomb in My Backyard, the Serpent in My House: Environmental Justice, Risk, and the Colonisation of Attachment. » *Environmental Politics* 24 (6): 853-873. doi:10.1080/09644016.2015.1067348.
- Gudynas, Eduardo. 2018. « Extractivisms: Tendencies and consequences. » In *Reframing Latin American Development*, sous la dir. de Ronaldo Munck et Raúl Delgado Wise, 61-76. s.l.: Routledge.
- . 2020. *Extractivisms: Politics, Economy and Ecology*. s.l.: Fernwood Publishing Company, Limited.
- Hansen, Christina. 2019. *Solidarity in Diversity: Activism as a Pathway of Migrant Emplacement in Malmö*. Dissertation Series in Migration, Urbanisation, and Societal Change 7. Malmö: Malmö University.
- Harrison, Jill. 2008. « Abandoned Bodies and Spaces of Sacrifice: Pesticide Drift Activism and the Contestation of Neoliberal Environmental Politics in California. » *Geoforum* 39 (3): 1197-1214. doi:10.1016/j.geoforum.2007.02.012.
- Harvey, David. 1996. *Justice, Nature and the Geography of Difference*, 1 edition. Cambridge, Mass: Blackwell.
- . 2003. *The New Imperialism*, 1. issued as paperback. Oxford: Oxford Univ. Press.
- . 2008. « The Right to the City. » *New Left Review* (53). II: 23-40.
- Henry, Laura et Elizabeth Plantan. 2021. « Activism in exile: how Russian environmentalists maintain voice after exit. » *Post-Soviet Affairs* 38 (4). Routledge: 274-292. doi:10.1080/1060586X.2021.2002629.
- Hirschman, Albert O. 1978. « Exit, Voice, and the State. » *World Politics* 31 (1): 90-107. doi:10.2307/2009968.

- Hivert, Joseph et Frédéric Vairel. 2019. « Biographical Effects of Engagement. The “Activist Generation” of the 1970s and Its Children in Morocco. » In *Activists Forever? Long-Term Impacts of Political Activism*, sous la dir. de Erik Neveu et Olivier Fillieule. Cambridge: Cambridge University Press.
- Hoffmann, Bert. 2010. « Bringing Hirschman Back In: “Exit”, “Voice”, and “Loyalty” in the Politics of Transnational Migration. » *The Latin Americanist* 54 (2): 57-73. doi:10.1111/j.1557-203X.2010.01067.x.
- Imai, Shin. 2016. « The “Canada Brand”: Violence and Canadian Mining Companies in Latin America. » *SSRN Electronic Journal*. doi:10.2139/ssrn.2886584. <http://www.ssrn.com/abstract=2886584>.
- Innes, Alexandria J. 2021. « Banal bordering: Everyday encounters between migrants and security officers. » *Migration Studies* 9 (3): 968-988. doi:10.1093/migration/mnab002.
- Jacobs, Jane M. 2012. « Urban Geographies I: Still Thinking Cities Relationally. » *Progress in Human Geography* 36 (3). SAGE Publications Ltd: 412-422. doi:10.1177/0309132511421715.
- Jouan, Adrien. 2016. « S’impliquer pour enquêter : politiques et dilemmes d’une ethnographie en terrain militant. » *Cahiers de recherche sociologique* (61). Athéna éditions: 145-166. doi:10.7202/1042373ar.
- Keil, Roger. 2018. « Extended Urbanization, “Disjunct Fragments” and Global Suburbanisms. » *Environment and Planning D: Society and Space* 36 (3): 494-511. doi:10.1177/0263775817749594.
- Kofman, Eleonore et Parvati Raghuram. 2006. « Gender and Global Labour Migrations: Incorporating Skilled Workers. » *Antipode* 38 (2): 282-303. doi:10.1111/j.1467-8330.2006.00580.x.
- Lacroix, Thomas, Peggy Levitt et Ilka Vari-Lavoisier. 2016. « Social Remittances and the Changing Transnational Political Landscape. » *Comparative Migration Studies* 4 (1): 16, s40878-016-0032-0. doi:10.1186/s40878-016-0032-0.
- Lahire, Bernard. 2019. « Sociological biography and socialisation process: a dispositionalist-contextualist conception. » *Contemporary Social Science* 14 (3/4). Routledge: 379-393. doi:10.1080/21582041.2017.1399213.
- Lang, Miriam et Dunia Mokrani, dir. 2013. *Beyond Development: Alternative Visions from Latin America*, 1. transl. ed. Amsterdam Quito: Transnational Inst.
- Langlois, Marie-Dominik. 2018. « Minières canadiennes : enfin un contrôle ? » *Relations* (796). Centre justice et foi: 7-9.
- Leclercq, Catherine et Julie Pagis. 2011. « Les incidences biographiques de l’engagement: Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction. » *Sociétés contemporaines* 84 (4): 5. doi:10.3917/soco.084.0005.
- Levitt, Peggy. 1998. « Social Remittances: Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion. » *The International Migration Review* 32 (4). [Center for Migration Studies of New York, Inc., Wiley]: 926-948. JSTOR. doi:10.2307/2547666.
- Levitt, Peggy et Nina Glick Schiller. 2004. « Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective on Society. » *The International Migration Review* 38 (3). [Center for Migration Studies of New York, Inc., Wiley]: 1002-1039. JSTOR.
- Lewicka, Maria. 2013. « Localism and Activity as two dimensions of people-place bonding: the role of cultural capital. » *Journal of Environmental Psychology* 36: 43-53.
- Lorenzini, Daniele. 2018. « Governmentality, subjectivity, and the neoliberal form of life. » *Journal for Cultural Research* 22 (2). Routledge: 154-166. doi:10.1080/14797585.2018.1461357.
- Lugones, María. 2006. « On Complex Communication. » *Hypatia* 21 (3). Cambridge University Press: 75-85. doi:10.1111/j.1527-2001.2006.tb01114.x.
- Mama, Amina. 1995. *Beyond the Masks: Race, Gender and Subjectivity*, 1^{re} éd. New York: Routledge. doi:10.4324/9780203405499.

- Mansfield, Nick. 2020. *Subjectivity: Theories of the Self from Freud to Haraway*, 1^{re} éd. s.l.: Routledge. doi:10.4324/9781003117582.
<https://www.taylorfrancis.com/books/9781000250275>.
- Martinez Alier, Joan. 2014. *L'écologisme des pauvres: une étude des conflits environnementaux au sud*. Paris: Institut Veblen.
- Martinez-Alier, Joan, Leah Temper, Daniela Del Bene et Arnim Scheidel. 2016. « Is There a Global Environmental Justice Movement? » *The Journal of Peasant Studies*. Routledge. World.
<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/03066150.2016.1141198>.
- Massey, Doreen. 1999. « Space-Time, "Science" and the Relationship between Physical Geography and Human Geography. » *Transactions of the Institute of British Geographers* 24 (3). [Royal Geographical Society (with the Institute of British Geographers), Wiley]: 261-276.
- . 2005. *For space*. London: Sage.
- Mathieu, Lilian. 2010. « Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière. » *Sociologie* 1 (3): 303-318. doi:10.3917/socio.003.0303.
- Mattoni, Alice. 2014. « The potentials of grounded theory in the study of social movements. » In *Methodological practices in social movement research*, sous la dir. de Donatella Della Porta, First edition. Oxford: Oxford University Press.
- Maynard, Robyn. 2017. *Policing black lives: state violence in Canada from slavery to the present*. Halifax: Fernwood Publishing.
- McAdam, Doug. 1988. « The Biographical Consequences of Activism. » *American Sociological Review* 54 (5): 744-760. JSTOR. doi:10.2307/2117751.
- Medina. 2020. « Complex Communication and Decolonial Struggles: The Forging of Deep Coalitions through Emotional Echoing and Resistant Imaginations. » *Critical Philosophy of Race* 8 (1-2): 212. doi:10.5325/critphilrace.8.1-2.0212.
- Medina-Zárata, Julián et Flávia M. Uchôa de Oliveira. 2019. « Why Should We Be Interested in the Specificity of Subjectivity and Neoliberalism in Latin America? » *Subjectivity* 12 (4): 281-287. doi:10.1057/s41286-019-00083-8.
- Michon, Sébastien. 2008. « Les effets des contextes d'études sur la politisation. » *Revue française de pédagogie. Recherches en éducation* (163). ENS Éditions: 63-75. doi:10.4000/rfp.987.
- Middeldorp, Nick, Carlos Morales et Gemma Van Der Haar. 2016. « Social Mobilisation and Violence at the Mining Frontier: The Case of Honduras. » *The Extractive Industries and Society* 3 (4): 930-938. doi:10.1016/j.exis.2016.10.008.
- Miller, Byron et Walter Nicholls. 2013. « Social Movements in Urban Society: The City as A Space of Politicization. » *Urban Geography* 34 (4): 452-473. doi:10.1080/02723638.2013.786904.
- Monforte, Pierre. 2019. « From Compassion to Critical Resilience: Volunteering in the Context of Austerity. » *The Sociological Review*. 0038026119858220. doi:10.1177/0038026119858220.
- Monforte, Pierre et Pascale Dufour. 2011. « Mobilizing in Borderline Citizenship Regimes: A Comparative Analysis of Undocumented Migrants' Collective Actions. » *Politics & Society* 39 (2): 203-232. doi:10.1177/0032329211405436.
- . 2013. « Comparing the Protests of Undocumented Migrants beyond Contexts: Collective Actions as Acts of Emancipation. » *European Political Science Review* 5 (1): 83-104. doi:10.1017/S1755773912000045.
- Moore, Jason W. 2000. « Sugar and the Expansion of the Early Modern World-Economy: Commodity Frontiers, Ecological Transformation, and Industrialization. » *Review (Fernand Braudel Center)* 23 (3): 409-433.
- Morokvasic, Mirjana. 2011. « L'(in)visibilité continue. » *Cahiers du Genre* 51 (2). Association Féminin Masculin Recherches: 25-47. doi:10.3917/cdge.051.0025.

- Moss, Dana M. 2016a. « The ties that bind: Internet communication technologies, networked authoritarianism, and 'voice' in the Syrian diaspora. » *Globalizations* 15 (2). Routledge: 265-282. doi:10.1080/14747731.2016.1263079.
- . 2016b. « Transnational Repression, Diaspora Mobilization, and the Case of The Arab Spring. » *Social Problems* 63 (4). Oxford Academic: 480-498. doi:10.1093/socpro/spw019.
- Moss, Dana M. 2020a. « Voice After Exit: Explaining Diaspora Mobilization for the Arab Spring. » *Social Forces* 98 (4): 1669-1694. doi:10.1093/sf/soz070.
- . 2020b. « Voice After Exit: Explaining Diaspora Mobilization for the Arab Spring. » *Social Forces* 98 (4): 1669-1694. doi:10.1093/sf/soz070.
- Neveu, Erik et Olivier Fillieule, dir. 2019a. *Activists Forever? Long-Term Impacts of Political Activism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- , dir. 2019b. *Activists Forever? Long-Term Impacts of Political Activism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Newland, Kathleen. 2010. *Voice After Exit: Diaspora Advocacy*. Washington DC: Migration Policy Institute. <https://www.migrationpolicy.org/research/voice-after-exit-diaspora-advocacy>.
- Nicholls, Walter. 2008. « The Urban Question Revisited: The Importance of Cities for Social Movements. » *International Journal of Urban and Regional Research* 32 (4): 841-859. doi:10.1111/j.1468-2427.2008.00820.x.
- . 2009. « Place, Networks, Space: Theorising the Geographies of Social Movements. » *Transactions of the Institute of British Geographers* 34 (1): 78-93. doi:10.1111/j.1475-5661.2009.00331.x.
- . 2016. « Politicizing Undocumented Immigrants One Corner at a Time: How Day Laborers Became a Politically Contentious Group. » *International Journal of Urban and Regional Research* 40 (2): 299-320. doi:10.1111/1468-2427.12334.
- Nicholls, Walter J. 2009. « Book Review: Urban Outcasts: A Comparative Sociology of Advanced Marginality: Loïc Wacquant, 2008 Cambridge, MA: Polity Press 360 Pp. £55.00 Hardback; £16.99 Paperback ISBN 978 0 7456 31240 Hardback; 978 0 7456 31257 Paperback. » *Urban Studies* 46 (10): 2239-2243. doi:10.1177/0042098009340820.
- Nicholls, Walter, Justus Uitermark et Sander van Haperen. 2021. « Dynamics of Distinction and Solidarity within Social Movements: Explaining Relations between Privileged and Underprivileged Groups in the U.S. Immigrant Rights Movement. » *Sociological Perspectives* 64 (6). SAGE Publications Inc: 1104-1121. doi:10.1177/0731121421990067.
- Nixon, Rob. 2011. *Slow Violence and the Environmentalism of the Poor*. Cambridge, Mass: Harvard University Press.
- Oliveira, Gustavo et Susanna Hecht. 2016. « Sacred Groves, Sacrifice Zones and Soy Production: Globalization, Intensification and Neo-Nature in South America. » *The Journal of Peasant Studies* 43 (2): 251-285. doi:10.1080/03066150.2016.1146705.
- Özcan, Gülden. 2020. « Neoliberalism, national security and academic knowledge production in Turkey. » In *The University and Social Justice: Struggles Across the Globe*, sous la dir. de Aziz Choudry et Salim Vally. s.l.: Pluto Press. doi:10.2307/j.ctvx077w4. <http://www.jstor.org/stable/10.2307/j.ctvx077w4>.
- Paillé, Pierre et Alex Mucchielli. 2012. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. s.l.: Armand Colin. doi:10.3917/arco.paill.2012.01. <http://www.cairn.info/l-analyse-qualitative-en-sciences-humaines--9782200249045.htm>.
- Parks, Justin. 2021. « The poetics of extractivism and the politics of visibility. » *Textual Practice* 35 (3). Routledge: 353-362. doi:10.1080/0950236X.2021.1886708.
- Passy, Florence. 1998. *L'action altruiste. Contraintes et opportunités de l'engagement individuel dans les mouvements sociaux*. Genève: Librairie Droz.
- . 2005. « Interactions sociales et imbrications des sphères de vie. Une analyse phénoménologique des dynamiques de désengagement. » In *Le désengagement*

- militant*, sous la dir. de Olivier Fillieule, Belin, 111-128. Paris: Belin.: s.n.
https://serval.unil.ch/resource/serval:BIB_38127.P001/REF.pdf.
- Paternotte, David. 2013. « Transnationalisation/Mobilisations transnationales. » In *Dictionnaire, Genre et science politique*, 504-516. s.l.: Presses de Sciences Po.
<https://www.cairn.info/dictionnaire-genre-et-science-politique--9782724613810-page-504.htm>.
- Péchu, Cécile. 2007. « "Laissez Parler Les Objets !" De l'objet Des Mouvements Sociaux Aux Mouvements Sociaux Comme Objets". » In *Pierre Favre, Olivier Fillieule, Fabien Jobard (Dir.), L'atelier Du Politiste. Théories, Actions, Représentations, La Découverte/PACTE*: 59-78.
- Perez, M.E. 2018. « Life Histories and Political Commitment in a Poor People's Movement. » *Qualitative Sociology* 41 (1): 89-109. Scopus. doi:10.1007/s11133-018-9371-5.
- Perreault, Tom. 2013. « Dispossession by Accumulation? Mining, Water and the Nature of Enclosure on the Bolivian Altiplano. » *Antipode* 45 (5). John Wiley & Sons, Ltd: 1050-1069. doi:10.1111/anti.12005.
- Pires, Alvavo P. 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique: » 114-167.
- Pleyers, Geoffrey. 2004. « Les Forums sociaux comme modèle idéal de convergence. » *Revue internationale des sciences sociales* n° 182 (4): 569-579.
- . 2016. « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes. » *Agora débats/jeunesses* 72 (1): 107. doi:10.3917/agora.072.0107.
- Polletta, Francesca et James M. Jasper. 2001. « Collective Identity and Social Movements. » *Annual Review of Sociology* 27 (1): 283-305. doi:10.1146/annurev.soc.27.1.283.
- Portes, Alejandro et María Patricia Fernández-Kelly, dir. 2015. *The state and the grassroots: immigrant transnational organizations in four continents*. New York: Berghahn Books.
- Portes, Alejandro, Luis Eduardo Guarnizo et Patricia Landolt. 2017. « Commentary on the study of transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field. » *Ethnic and Racial Studies* 40 (9). Routledge: 1486-1491. doi:10.1080/01419870.2017.1308528.
- Poupart, Jean, Lionel-Henri Groulx, Jean-Pierre Deslauriers, Anne Laperrière, Robert Mayer, Alvaro P. Pires et [Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives]. 1997. *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques.*, Gaëtan Morin éditeur. Montréal: s.n.
- Purcell, Mark. 2006. « Urban Democracy and the Local Trap. » *Urban Studies* 43 (11): 1921-1941. doi:10.1080/00420980600897826.
- Ransan-Cooper, Hedda, Carol Farbotko, Karen E. McNamara, Fanny Thornton et Emilie Chevalier. 2015. « Being(s) Framed: The Means and Ends of Framing Environmental Migrants. » *Global Environmental Change* 35: 106-115. doi:10.1016/j.gloenvcha.2015.07.013.
- Reichertz, Jo. 2010. « Abduction: The Logic of Discovery of Grounded Theory. » *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum: Qualitative Social Research* 11 (1). doi:10.17169/fqs-11.1.1412. <https://www.qualitative-research.net/index.php/fqs/article/view/1412>.
- Reinert, Hugo. 2018. « Notes from a Projected Sacrifice Zone. » *ACME: An International Journal for Critical Geographies* 17 (2): 597-617.
- Rhoads, Robert A. 2016. « Student activism, diversity, and the struggle for a just society. » *Journal of Diversity in Higher Education* 9. US: Educational Publishing Foundation: 189-202. doi:10.1037/dhe0000039.
- Routledge, Paul. 2003. « Convergence Space: Process Geographies of Grassroots Globalization Networks. » *Transactions of the Institute of British Geographers* 28 (3): 333-349. doi:10.1111/1475-5661.00096.

- . 2009. « Transnational Resistance: Global Justice Networks and Spaces of Convergence. » *Geography Compass* 3 (5): 1881-1901. doi:10.1111/j.1749-8198.2009.00261.x.
- Rudolph, David et Julia K. Kirkegaard. 2019. « Making Space for Wind Farms: Practices of Territorial Stigmatisation in Rural Denmark. » *Antipode* 51 (2): 642-663. doi:10.1111/anti.12428.
- Sassen, Saskia. 2010. *Globalization and Its Discontents: Essays on the New Mobility of People and Money*, Repr. New York: New Press.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2019. « Les pratiques des chercheurs liées au soutien de la rigueur dans leur recherche : une analyse d'articles de Recherches qualitatives parus entre 2010 et 2017. » *Recherches qualitatives* 38 (1): 32-52. doi:10.7202/1059646ar.
- Sawicki, Frédéric et Johanna Siméant. 2009. « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. » *Sociologie du Travail* 51 (1): 97-125. doi:10.1016/j.soctra.2008.12.006.
- Schiller, Nina Glick. 2005. « Transnational Urbanism as a Way of Life: A Research Topic Not a Metaphor. » *American Anthropological Association* 17 (1): 49-64. doi:10.1525/city.2005.17.1.49.
- . 2011. « Transnationality and the City. » In *The New Blackwell Companion to the City*, sous la dir. de Gary Bridge et Sophie Watson, 179-192. s.l.: Wiley-Blackwell.
- Schiller, Nina Glick et Ayse Çağlar. 2009. « Towards a Comparative Theory of Locality in Migration Studies: Migrant Incorporation and City Scale. » *Journal of Ethnic and Migration Studies* 35 (2): 177-202. doi:10.1080/13691830802586179.
- . 2013. « Locating migrant pathways of economic emplacement: Thinking beyond the ethnic lens. » *Ethnicities* 13 (4). SAGE Publications: 494-514. doi:10.1177/1468796813483733.
- Schmoll, Camille. 2020. *Les damnées de la mer: femmes et frontières en Méditerranée*. Cahiers libres. Paris: La Découverte.
- Scott, Dayna Nadine et Adrian A. Smith. 2017. « "Sacrifice Zones" in the Green Energy Economy: Toward an Environmental Justice Framework. » *McGill Law Journal* 62 (3): 861. doi:10.7202/1042776ar.
- Shain, Yossi. 2007. *Kinship and Diasporas in International Affairs*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press. doi:10.3998/mpub.93321. <https://www.press.umich.edu/93321>.
- Sheller, Mimi et John Urry. 2006. « The New Mobilities Paradigm. » *Environment and Planning A: Economy and Space* 38 (2): 207-226. doi:10.1068/a37268.
- Sikkink, Kathryn. 2005. « Patterns of Dynamic Multilevel Governance and the Insider-Outsider Coalition. » In *Transnational Protest and Global Activism*, sous la dir. de Donatella Della Porta et Sidney G. Tarrow. People, Passions, and Power. Lanham, MD: Rowman & Littlefield.
- Siméant, Johanna. 2010. « 6. La transnationalisation de l'action collective. » Sous la dir. de Éric Agrikoliansky et al. *La Découverte « Recherches »*: 121-144.
- Siméant-Germanos, Johanna. 2001. « Entrer, rester en humanitaire : des fondateurs de MSF aux membres actuels des ONG médicales françaises. » *Revue française de science politique* 51 (1-2). Paris: Presses de Sciences Po: 47-72. Cairn.info. doi:10.3917/rfsp.511.0047.
- Smith, Michael Peter. 2005. « Power in Place/Places of Power: Contextualizing Transnational Research. » *City & Society* 17 (1): 5-34. doi:10.1525/city.2005.17.1.5.
- Sökefeld, Martin. 2006a. « Mobilizing in Transnational Space: A Social Movement Approach to the Formation of Diaspora. » *Global Networks* 6 (3): 265-284. doi:10.1111/j.1471-0374.2006.00144.x.
- . 2006b. « Mobilizing in Transnational Space: A Social Movement Approach to the Formation of Diaspora. » *Global Networks* 6 (3): 265-284. doi:10.1111/j.1471-0374.2006.00144.x.

- Sommier, Isabelle. 2020. « Saisir les carrières affectives des militants. Propositions de protocole empirique. » *Recherches qualitatives* 39 (2). Association pour la recherche qualitative (ARQ): 82-101. doi:10.7202/1073510ar.
- Svampa, Maristella. 2019. *Neo-Extractivism in Latin America: Socio-Environmental Conflicts, the Territorial Turn, and New Political Narratives*. s.l.: Cambridge University Press. doi:10.1017/9781108752589.
- Swerts, Thomas. 2017. « Creating Space For Citizenship: The Liminal Politics of Undocumented Activism: Creating Space For Citizenship. » *International Journal of Urban and Regional Research* 41 (3): 379-395. doi:10.1111/1468-2427.12480.
- Tarrow, Sidney. 2005. « The Dualities of Transnational Contention: "Two Activist Solitudes" or A New World Altogether? » *Mobilization: An International Quarterly* 10 (1): 53-72. doi:10.17813/mai.10.1.c52868218x473202.
- . 2010. « Outsiders Inside and Insiders Outside: Linking Transnational and Domestic Public Action for Human Rights. » *Human Rights Review* 11 (2): 171-182. doi:10.1007/s12142-009-0115-5.
- Tarrow, Sidney G. 2005. *The new transnational activism*. Cambridge studies in contentious politics. New York: Cambridge University Press.
- Taylor, Peter J et Robert E Lang. 2005. « U.S. Cities in the 'World City Network'. » *The Brookings Institution*. Survey Series: 1-17.
- Temper, Leah, Mariana Walter, Iokiñe Rodriguez, Ashish Kothari et Ethemcan Turhan. 2018. « A Perspective on Radical Transformations to Sustainability: Resistances, Movements and Alternatives. » *Sustainability Science* 13 (3): 747-764. doi:10.1007/s11625-018-0543-8.
- Tilly, Charles. 2004. « Social Movements as Politics. » In *Social Movements, 1768-2004*, 1 edition, 1-15. Boulder: Routledge.
- Topak, Özgün E. 2021. « Border Violence and Migrant Subjectivities. » *Geopolitics* 26 (3): 791-816. doi:10.1080/14650045.2019.1626828.
- Tougas, Denis. 2019. « Un ombudsman sans mordant. » *Relations* (804). Centre justice et foi: 9-10.
- Tzaninis, Yannis, Tait Mandler, Maria Kaika et Roger Keil. 2020. « Moving urban political ecology beyond the 'urbanization of nature'. » *Progress in Human Geography*. SAGE Publications Ltd: 0309132520903350. doi:10.1177/0309132520903350.
- Uitermark, Justus et Walter Nicholls. 2012. « How Local Networks Shape a Global Movement: Comparing Occupy in Amsterdam and Los Angeles. » *Social Movement Studies* 11 (3-4): 295-301. doi:10.1080/14742837.2012.704181.
- Uitermark, Justus, Walter Nicholls et Maarten Loopmans. 2012. « Cities and Social Movements: Theorizing beyond the Right to the City. » *Environment and Planning A* 44 (11): 2546-2554. doi:10.1068/a44301.
- Uysal, Ayşen. 2013. « Comme des pépins de grenade dispersés. » *Politix* N° 102 (2): 109-128.
- Valocchi, Stephen. 2013. « Activism as a Career, Calling, and Way of Life. » *Journal of Contemporary Ethnography* 42 (2). SAGE Publications Inc: 169-200. doi:10.1177/0891241612467202.
- Van Neste, Sophie L. 2019a. « Un répertoire urbain d'action politique? » In *Introduction à la vie politique municipale québécoise*, sous la dir. de Jean-Patrick Brady, Presses de l'Université Laval, 41-61. Québec: s.n.
- . 2019b. « Place, Pipelines and Political Subjectivities in Invisibilized Urban Peripheries. » *Territory, Politics, Governance*: 1-17. doi:10.1080/21622671.2019.1648314.
- Van Neste, Sophie L. et Annabelle Couture-Guillet. 2022. « The urban politicization of fossil fuel infrastructure: Mediatization and resistance in energy landscapes. » *Environment and Planning C: Politics and Space* 40 (8). SAGE Publications Ltd STM: 1801-1818. doi:10.1177/23996544221111657.

- Vertovec, Steven. 1999. « Conceiving and Researching Transnationalism. » *Ethnic and Racial Studies* 22 (2): 447-462. doi:10.1080/014198799329558.
- . 2007. « Super-Diversity and Its Implications. » *Ethnic and Racial Studies* 30 (6): 1024-1054. doi:10.1080/01419870701599465.
- Vijayan, Prem Kumar. 2020. « Insurgent subjects: Student politics, education and dissent in India. » In *The University and Social Justice*, sous la dir. de Aziz Choudry et Salim Vally, 41-59. *Struggles Across the Globe*. s.l.: Pluto Press. doi:10.2307/j.ctvx077w4.7. <https://www.jstor.org/stable/j.ctvx077w4.7>.
- Wacquant, Loïc, Tom Slater et Virgílio Borges Pereira. 2014. « Territorial Stigmatization in Action. » *Environment and Planning A: Economy and Space* 46 (6): 1270-1280. doi:10.1068/a4606ge.
- Waldinger, Roger. 2015. *The Cross-Border Connection: Immigrants, Emigrants, and Their Homelands*. s.l.: Harvard University Press. <https://www.jstor.org.erable.inrs.ca:2050/stable/j.ctt13x0f7g>.
- Walia, Harsha. 2013. *Undoing border imperialism*. Anarchist interventions 06. Oakland, CA : Washington, D.C: AK Press ; Institute for Anarchist Studies.
- . 2021. *Border and Rule: Global Migration, Capitalism and the Rise of Racist Nationalism*. s.l.: Haymarket Books.
- Wessendorf, Susanne et Jenny Phillimore. 2019. « New Migrants' Social Integration, Embedding and Emplacement in Superdiverse Contexts. » *Sociology* 53 (1): 123-138. doi:10.1177/0038038518771843.
- Wieviorka, Michel. 2004. « The Making of Differences. » *International Sociology* 19 (3): 281-297. doi:10.1177/0268580904045338.
- Wimmer, Andreas et Nina Glick Schiller. 2002. « Methodological Nationalism and beyond: Nation–State Building, Migration and the Social Sciences. » *Global Networks* 2 (4): 301-334. doi:10.1111/1471-0374.00043.
- Wood, Elisabeth Jean. 2003. *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*, 1^{re} éd. s.l.: Cambridge University Press. doi:10.1017/CBO9780511808685. <https://www.cambridge.org/core/product/identifiant/9780511808685/type/book>.
- Ye, Jingzhong, Jan Douwe van der Ploeg, Sergio Schneider et Teodor Shanin. 2020. « The Incursions of Extractivism: Moving from Dispersed Places to Global Capitalism. » *The Journal of Peasant Studies* 47 (1): 155-183. doi:10.1080/03066150.2018.1559834.
- Zarnett, David. 2015. « Transnationalized Domestic Contention: Explaining the Varying Levels of Western Solidarity given to Kurds and Palestinians. » In *Contentious Politics in the Middle East: Popular Resistance and Marginalized Activism beyond the Arab Uprisings*, sous la dir. de Fawaz A. Gerges, 1. ed. Middle East Today. New York, NY: Palgrave Macmillan.
- Zimmermann, Bénédicte. 2011. *Ce que travailler veut dire: une sociologie des capacités et des parcours professionnels*. Etudes sociologiques. Paris: Economica.

ANNEXE 1 : GUIDE DE L'ENTRETIEN SEMI-DIRIGÉ

Présentation à nouveau du projet de recherche, du formulaire de consentement, du droit de se retirer en tout temps ou de ne pas répondre à une question.

Je travaille dans ce projet de recherche sur l'engagement politique des migrant.es. Je cherche à comprendre les particularités de l'engagement politique dans le cas des personnes qui ont un vécu de migrant.e et qui s'impliquent dans les luttes contre l'extractivisme. Je suis donc intéressée par votre parcours individuel.

1) Le parcours d'engagement politique

Commençons par d'abord discuter de votre parcours d'engagement politique. Pouvez-vous me raconter votre histoire d'engagement politique ? Comment vous en êtes venus à vous impliquer politiquement ?

Relance :

- Quelle est, selon vous, votre première action d'engagement politique ?
- Comment votre engagement politique a-t-il évolué ? Au fil du temps, de vos expériences de vie (des rencontres, des lectures...) et des différents lieux dans lesquels vous avez vécu ?
- Quelles sont les causes qui vous tiennent à cœur ? Comment vous vous y engagez ? Au présent et dans le passé ?
- Vous souvenez-vous de la première action collective à laquelle vous avez participé ? (marche, rassemblement, occupation d'espace, grève étudiante, boycottage ?) Pour quelle cause ? Quels types de changements éventuels cela a-t-il produits dans votre quotidien et à plus long terme ?
- Est-ce que vous avez maintenu, ou non, le lien avec les anciennes organisations ? Pourquoi ?

2) L'engagement contre l'extractivisme

Comment vous en êtes venu à vous impliquer sur ce thème spécifiquement : l'extractivisme ?

Relance :

- Comment a débuté votre implication dans (nom de l'organisation à travers laquelle s'est fait le recrutement) ? Depuis quand y êtes-vous engagés ? Quels types d'actions y faites-vous ?

- Comment votre implication contre l'extractivisme a-t-elle évolué ?
- Quels sont les moments (et lieux à Montréal/Toronto et ailleurs) marquants dans votre engagement contre l'extractivisme ? En quoi ça vous a marqué ? Le positif et le négatif ?
- Ces moments marquants décrits, croyez-vous que vous auriez eu un positionnement/une implication différente si vous n'aviez pas vécu cela ?
- Quelles ont été les actions collectives contre l'extractivisme auxquelles vous avez participé et que vous avez le plus aimées ? Le moins ?
- Est-ce qu'il y a des lieux développés avec des personnes, ici ou ailleurs, qui ont été particulièrement importants pour votre parcours d'engagement ?

3) Espaces militants à Montréal

- Les espaces militants dans lesquels vous êtes le plus à l'aise à participer ? Ceux dans lesquels vous ne vous êtes pas senti à l'aise ? Pourquoi ?
- Selon vous, quelles sont les opportunités et les barrières à l'engagement ici ? Qu'est-ce qui vous encourage à participer ici ?
- Si activiste expérimentée : qu'est-ce qui vous manque le plus lors de votre participation ici aux espaces militants, comparativement à ceux où vous avez participé ailleurs ? Qu'est-ce que vous trouvez vraiment bien ici et pas ailleurs ?

4) Le parcours migratoire

- Pouvez-vous me raconter comment vous vous êtes retrouvé à Montréal/Toronto ?
- Quelles ont été les premières personnes avec qui vous avez noué des relations d'amitié ? Des connaissances ? Avec qui vous avez fait des activités de groupe ici ?
- Les circonstances qui entourent le départ du pays ? Aviez-vous considéré d'autres pays à part le Canada avant de vous installer ici ? Avez-vous vécu dans d'autres pays avant ?
- Votre première implication que vous considérez comme étant politique ici ?
- Avant votre arrivée ici : est ce qu'il y a des causes qui vous tiennent particulièrement à cœur ? Étiez-vous engagé.e.s auprès d'associations ou partis ou autre ? Quel type de rôle y aviez-vous ? Continuez-vous à y participer ? Comment ?

5) Données biographiques : Si la personne n'a pas parlé :

- Âge / lieu de naissance
- Situation familiale
- Situation professionnelle
- Éducation (diplômes/années de scolarisation, domaines d'étude)

- Occupation au (pays de départ)
- Depuis combien de temps êtes-vous installé à Montréal/au Canada ?
- Statut au Canada : citoyen / résident permanent / travailleur temporaire / étudiant / sans papier ? autre ?

ANNEXE 2 : GUIDE DE L'ENTRETIEN INFORMATIF

Présentation à nouveau du projet de recherche, du formulaire de consentement, du droit de se retirer en tout temps ou de ne pas répondre à une question.

Je travaille dans ce projet de recherche sur l'engagement politique des migrant.es. Je cherche à comprendre les particularités de l'engagement politique dans le cas des personnes qui ont un vécu de migrant.e et qui s'impliquent dans les luttes contre l'extractivisme. Je suis intéressée par votre expérience et connaissance du milieu anti-extractivisme à Montréal.

- 1) Comment vous en êtes venu à vous impliquer sur ce thème spécifiquement : l'anti-extractivisme ?

Relance : Dans quels collectifs ? Avec quels réseaux ? Des exemples d'actions ?

- 2) Selon vous, quels sont les moments les plus marquants dans la lutte contre l'extractivisme ces dix dernières années (ou plus) à Montréal ?

ANNEXE 3 : GUIDE DU GROUPE DE DISCUSSION

Présentation à nouveau du projet de recherche, du formulaire de consentement, du droit de se retirer en tout temps ou de ne pas répondre à une question.

- 1) Pouvez-vous nous parler de vos actions militantes en lien avec l'extractivisme/la défense des territoires ?

- 2) Pouvez-vous nous parler des défis (ou les remises en question) auxquels vous avez face tout au long de la trajectoire militante du groupe ?